

TABLE NOMINATIVE 2016 - DÉBATS DU SÉNAT

ABATE (Patrick)
sénateur (Moselle)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Médias, livre et industries culturelles : presse [n° 144 tome 4 fasc. 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté, indépendance et pluralisme des médias - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 207, 208).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2284).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2883). (p. 2886). (p. 2922). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2936). (p. 2939).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 sexies (supprimé)** (art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture) (p. 2955). - **Article 26 octies** (art. 15 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Lutte contre les faux et les signatures de complaisance en matière de projet architectural) (p. 2959). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2973, 2974). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer de la directive du 26 février 2014 concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins) (p. 2982).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3006).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3016). (p. 3018).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3182, 3183).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3805, 3807).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4165).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5646, 5647).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er bis** (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5799).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 bis** (art. 13 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Transmission et publication dans un format ouvert et aisément réutilisable du relevé des temps d'intervention des personnalités politiques dans les services de radio et de télévision) (p. 5895). (p. 5895). - **Article 12** (art. 3 et 3 bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Transmission sous un format électronique de données pour la réalisation d'enquêtes statistiques obligatoires) (p. 5912). - **Article 17 A (supprimé)** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - Prévention et lutte contre les cyberviolences dans les formations à l'utilisation des outils et des ressources numériques dispensées dans les écoles et les établissements d'enseignement) (p. 5937). (p. 5938). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5939). (p. 5939). (p. 5940). - **Article 17 bis** (art. L. 611-8 du code de l'éducation - Formation diplômante via la mise à disposition de contenus d'enseignement en ligne) (p. 5946). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5951). - **Article 18 bis** (Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites) (p. 5957).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 5973). (p. 5974). - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5974). - **Article 19** (art. L. 32-1, L. 32-4, L. 33-1, L. 36-7, L. 36-8, L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Respect obligatoire des règles en matière de neutralité de l'internet pour les exploitants de réseaux et les fournisseurs de services de communications électroniques - Compétences de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) (p. 5982). (p. 5982). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5983). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 113-11 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Habilitation des associations à agir en justice afin de faire cesser tout obstacle à la libre réutilisation d'une œuvre entrée dans le domaine public) (p. 5984). (p. 5985). - **Article 20 septies** (art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données) (p. 5989). (p. 5990).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 39** (art. L. 35, L. 35-7 [rétabli], L. 36-11, L. 47, L. 48, L. 50 [rétabli] du code

des postes et des communications électroniques - Entretien et renouvellement du réseau des lignes téléphoniques (p. 6210). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés*) (p. 6220). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 14 et 34 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Ouverture des tables de poker en ligne) (p. 6236). - **Article 42** (art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - Agrément des compétitions de jeux vidéo) (p. 6243). - **Article 45 bis** (art. L. 6111-2 et L. 6321-1 du code du travail - Lutte contre l'illettrisme numérique) (p. 6254, 6255). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6258). (p. 6259).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du régime local d'assurance maladie en Alsace-Moselle** - (10 mai 2016) (p. 7207). (p. 7208).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Article unique** (p. 8009). (p. 8010). (p. 8010). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8015).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 8185). (p. 8185). (p. 8186). (p. 8187, 8188). (p. 8188). (p. 8188). - **Article 3 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 8194). - **Article 10 quater** (*Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet*) (p. 8219). (p. 8221). - **Article 13 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 131-2, L. 132-1 et L. 132-2 du code du patrimoine - Création d'un dépôt légal pour les livres numériques) (p. 8234). (p. 8235).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8327). (p. 8328). (p. 8330). (p. 8331). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8352). (p. 8353, 8354). (p. 8355). (p. 8356). (p. 8357). (p. 8360). (p. 8361). (p. 8361). (p. 8363). (p. 8363). (p. 8364). (p. 8364). (p. 8366). (p. 8366, 8367). (p. 8367). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8388). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8397). - **Article 37 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-1 du code du tourisme - Qualité des visites guidées dans les musées de France et les monuments historiques et sécurisation de la profession de guides-conférenciers) (p. 8401). (p. 8402). - **Article 40** (*Entrée en vigueur différée des règles relatives aux abords et aux sites patrimoniaux remarquables - Transformation automatique des espaces protégés*) (p. 8404). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8406, 8407).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 8695). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8702). (p. 8704). (p. 8705). (p. 8707). (p. 8707). (p. 8707, 8708). - **Article 7** (art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes) (p. 8716). (p. 8717). - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes) (p. 8734). (p. 8737). (p. 8739). (p. 8740). (p. 8740). (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744). (p. 8744). - **Article additionnel après l'article 1er ter (précédemment réservé)** (p. 8744). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 8745). (p. 8746). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8751, 8752). - **Article 11** (art. 6 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Transparence de l'actionnariat et des organes dirigeants des publications) (p. 8753). (p. 8754). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 8758).

- **Question orale sans débat sur les critères applicables dans le calcul de la dotation de solidarité communautaire** - (7 juin 2016) (p. 9118). (p. 9119).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi Travail** - (14 juin 2016) (p. 9469). (p. 9470).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (22 juin 2016) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3243-2 du code du travail - Dématérialisation du bulletin de paie) (p. 10273).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 6 A** (*Définition du lanceur d'alerte*) (p. 12148). (p. 12156). (p. 12158). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail - Interdiction des repréailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte) (p. 12170).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12199). (p. 12201). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 12209). (p. 12211). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12219). - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12229). (p. 12231).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13961).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Nouvelle lecture [n° 802 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14356, 14357).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15221, 15222).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15235, 15236).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 6 A (Définition du lanceur d'alerte)** (p. 16637). (p. 16637, 16638). (p. 16638).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à iTélé** - (3 novembre 2016) (p. 16642). (p. 16642, 16643).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)] (suite)** - (3 novembre 2016) - **Article 6 C (Procédure de signalement d'une alerte)** (p. 16660). (p. 16663). (p. 16664). (p. 16664). (p. 16664). (p. 16666). (p. 16666). - **Article 6 E (art. L. 1132-3-3 du code du travail, art. 6 ter A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des représailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte)** (p. 16667). - **Article 6 FC (supprimé) (Délit d'entrave au signalement et répression accrue en cas de plainte abusive pour diffamation)**

(p. 16668). - **Article 6 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-4 du code de la défense, art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la santé publique [abrogés], art. L. 1161-1 et L. 4133-5 du code du travail [abrogés], art. 1er, 2, 12 de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte [abrogés] et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique [abrogé] - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte) (p. 16670).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18576, 18577). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Règlementation des émissions publicitaires destinées à la jeunesse) (p. 18582). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18584).

- **Question orale sans débat sur l'accord transfrontalier entre la France et le Luxembourg en matière de fiscalité** - (20 décembre 2016) (p. 20843, 20844). (p. 20844, 20845).

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Secrétaire du Sénat.

Délégué de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de l'Observatoire de la commande publique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers : le scandale des « copies blanches » [n° 729 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 140 tome 3 annexe 25 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 210).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 363).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2027). - **Article 1er** (*art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2033). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2037).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3795, 3796).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4195, 4196).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les indemnités des élus locaux** - (17 mars 2016) (p. 4269, 4270). (p. 4270).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (*art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4859).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10623, 10624).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (*art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions*) (p. 12242). (p. 12242). (p. 12251). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12257). (p. 12257).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (*art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12332). (p. 12332).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la maison centrale de Clairvaux** - (3 novembre 2016) (p. 16650, 16651). (p. 16651).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]** - (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18435).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19423).

AÏCHI (Leila)
sénatrice (Paris)
Écologiste

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis vice-présidente le 3 mai 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La Turquie : une relation complexe mais incontournable [n° 736 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 142 tome I (2016-2017)]** (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) - Rapporteur de la commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air (p. 227, 228).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2708).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (11 février 2016) (p. 2726). (p. 2727).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3809, 3810).

- **Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)]** - (15 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4126).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des**

forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population - (15 mars 2016) (p. 4141, 4142).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4299). (p. 4300).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4443, 4444).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4901). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée) (p. 4910).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire) (p. 5040). - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications) (p. 5045). (p. 5045). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5056). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 5083). (p. 5084). (p. 5084). (p. 5084, 5085).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conflits d'intérêts et la situation du professeur Aubier** - (28 avril 2016) (p. 5998). (p. 5999).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7973, 7974).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9247, 9248).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (20 juin 2016) - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10024, 10025). (p. 10026).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 12213). (p. 12213). (p. 12214). (p. 12214).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15015, 15016).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15188, 15189).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16113, 16114).

- Question d'actualité au Gouvernement sur le scandale fiscal de BASF - (17 novembre 2016) (p. 17569). (p. 17570).

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 30 juin 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du collège du comité consultatif des jeux et de la commission consultative des jeux de cercle et de casinos jusqu'au 3 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne [n° 414 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Strasbourg, une double capitale au cœur de l'Europe [n° 725 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Pologne : un dialogue nécessaire avec un nouveau « grand » de l'Union européenne [n° 746 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Partenariat oriental : une nécessaire refondation [n° 797 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes, sur les conclusions et les suites du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Abderrahmane Belmadi, responsable de la commission pédagogique de l'Institut Al-Gazali.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*): Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée): rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC): proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie: proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Détachement des travailleurs: rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Déplacement en Pologne: rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard et François Marc.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Partenariat oriental: rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*): Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnacarrère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Mission d'observation électorale en Géorgie: communication de M. Pascal Allizard.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 94, 95).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4152, 4153).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7468).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8373). - **Article 26 duodecimes (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Dérogation aux conditions et délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 8376). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8387, 8388). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8408).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le risque de pénurie de carburant** - (26 mai 2016) (p. 8728). (p. 8729).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8933, 8934).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9251).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9503).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10164, 10165).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12024).

- **Mises au point au sujet de votes** - (19 octobre 2016) (p. 16123).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16132, 16133).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (3 novembre 2016) (p. 16647). (p. 16648).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les**

contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)] - (21 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20933).

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (23 juin 2016).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (sida) et des hépatites virales chroniques.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis vice-président du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis vice-président le 31 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis rapporteur le 1er décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France [n° 116 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue *Les Cahiers de l'Orient*, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Audition de Mme Fériel Alouti, journaliste.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

(*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais

cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclat, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Amine Nejdi, vice-président du Rassemblement des musulmans de France.

Audition de M. Chems-Eddine Hafiz, représentant de la grande Mosquée de Paris.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Larabi Becheri, directeur adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Barcon-Maurin, chef de service juridique de la fiscalité, direction générale des finances publiques.

(*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durreleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Michel Laforcade, directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS Nouvelle-Aquitaine), auteur du rapport relatif à la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 48, 49).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie - Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1640, 1641).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4333, 4334).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la situation du Haut-Karabagh** - (5 avril 2016) (p. 5121).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6310, 6311).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8893, 8894).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les logements sociaux** - (31 mai 2016) (p. 8907). (p. 8907).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9404, 9405).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10634, 10635).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16093, 16094).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17371, 17373).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18389, 18390).

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Présidente de la commission des finances.

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre titulaire du collège du comité consultatif des jeux et de la commission consultative des jeux de cercle et de casinos jusqu'au 3 novembre 2016.

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI groupe.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Pouvoirs publics [n° 140 tome 3 annexe 24 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Désignations de rapporteurs.

Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Organisme extraparlamentaire - Désignation.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 27 janvier 2016 et programme de contrôle pour 2016 - Communications.

Contrôle budgétaire - Communication sur le programme « ANTARES » (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Désignation de membres.

Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puyperoux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Questions diverses - Modification du programme de contrôle de la commission.

Questions diverses - République numérique.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des finances*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements

d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Nomination d'un rapporteur.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Questions diverses - Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales internationales.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Jacques d'Estais, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Philippe Brassac, directeur général de Crédit agricole SA.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Loné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(commission des lois) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Loné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mardi 14 juin 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 *(commission des finances)* : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service TRACFIN, cellule de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 21 juin 2016 *(commission des affaires économiques)* : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 *(commission des finances)* : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 *(commission des finances)* : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Questions diverses.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(commission des affaires sociales) : Questions diverses.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 *(commission des finances)* : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Traitements afférents à la Légion d'honneur et à la médaille militaire - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 *(commission des finances)* : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 *(commission des finances)* : Actualisation du programme de contrôles budgétaires de la commission.

Convention République française - république de Colombie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 *(commission des finances)* : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(commission des finances) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 *(commission des finances)* : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 *(commission des finances)* : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et

communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Opérations extérieures du ministère de la défense (OPEX) - Communication et audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » - Examen du rapport spécial - Communication sur l'impact de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) relatif à l'avenir de la fonction publique de novembre 2015 sur les régimes de retraite de la fonction publique.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 56) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » (et article 58) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen

définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition de M. Cyrille Dero, directeur fiscal du groupe Danone, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS bureau Francis Lefebvre, Mme Catherine Henton, directrice fiscale du groupe Sanofi-Aventis, Mme Laurence Jaton, directeur fiscal groupe adjoint d'Engie, M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale, M. Valère Moutarlier, directeur « Fiscalité directe, coordination fiscale, analyse économique et évaluation » de la Commission européenne, et de M. François Soulmagnon, directeur général de l'Association française des entreprises privées (AFEP), sur les propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Proposition de résolution européenne sur les propositions de directive du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683

concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (11 février 2016) - présidente de la commission des finances (p. 2703, 2704).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5874, 5875).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - présidente de la commission des finances (p. 9145, 9146).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - présidente de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12230).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - présidente de la commission des finances - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12471, 12472).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 12550).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - présidente de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 13667).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16426, 16427).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement des critères de création des métropoles*) (p. 17115).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - présidente de la commission des finances (p. 18343, 18346).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - présidente de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 19422).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Article 24 ter (nouveau)** (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne*) (p. 19662, 19663). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19679, 19680).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19833).



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition de l'office de développement de l'économie agricole des DOM.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition d'Ecocert France.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et

phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 292, 293). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 312, 313). (p. 315).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 4** (art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 337, 338). (p. 340). - **Article 7** (art. L. 371-3, L. 213-13, L. 213-13-1, L. 213-14, L. 213-14-1 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 366). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 375, 376). (p. 390).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Article 11 bis A** (art. 10 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Priorité supplémentaire en cas de mutation) (p. 1605).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4538, 4539). (p. 4542). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4565, 4566). - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 4582, 4583). (p. 4583). - **Articles additionnels après l'article 18 quater** (p. 4584). (p. 4586). (p. 4586). (p. 4586, 4587). (p. 4587). (p. 4588). - **Article 22** (art. L. 121-82-3 [nouveau] du code de la consommation - Assurer l'information sur l'origine des produits aquatiques proposés) (p. 4596, 4597). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Code de la mer) (p. 4600). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4601).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture** [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7349). (p. 7349).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7474). (p. 7481). (p. 7483). (p. 7484). (p. 7487). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 7506). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 7513, 7514). (p. 7515). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens) (p. 7531). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage

des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes (p. 7544, 7545). - **Article additionnel après l'article 51 sexdecies** (p. 7557). (p. 7557).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9430). (p. 9431).

- **Question orale sans débat sur la discrimination bancaire des ultramarins** - (19 juillet 2016) (p. 13713).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (4 octobre 2016) - **Article 10** (*art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique*) (p. 14446).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 14504). (p. 14504). - **Article 20** (*art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14562). (p. 14569).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14606). - **Article 24** (*art. L. 441-2-6, L. 441-2-7 et L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de gestion partagée des dossiers des demandes de logement social - Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs*) (p. 14640, 14641). (p. 14641).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide humanitaire entre la Martinique et Haïti** - (18 octobre 2016) (p. 15205). (p. 15206).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 7** (p. 17413).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17515, 17516).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 43 bis (nouveau)** (*art. L. 1435-4-5 [nouveau] du code de la santé publique - Contrat de praticien territorial médical de remplacement*) (p. 17651, 17652).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques** [n° 65 (2016-2017)] - (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17816).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional** [n° 52 (2016-2017)] - (23 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1115-5 du code général des collectivités territoriales - Extension des dérogations permettant aux collectivités territoriales de conclure des conventions avec un État étranger*) (p. 18315). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3441-3 du code général des collectivités territoriales - Extension de la délégation de pouvoir de négociation et de signature d'accords internationaux de coopération régionale aux départements d'outre-mer*) (p. 18315, 18316).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)] - (15 décembre 2016) - **Article 1er** (*art. L. 6241-2 du code du travail, art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, art. 29 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA*) (p. 19463).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 46 (nouveau)** (*art. L. 361-3 du code rural et de la pêche maritime - Conditions d'intervention du Fonds national de gestion des risques en agriculture*) (p. 19826).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires** [n° 197 (2016-2017)] - (20 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 20886). (p. 20886).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 484 (2015-2016)] pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 569 (2015-2016)] (29 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Coordination du travail gouvernemental, publications officielles et modernisation de l'État [n° 146 tome 11 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats [n° 231 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi organique et la proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3072, 3073). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3085, 3086). (p. 3088). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3089). (p. 3090, 3091). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3098). - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3102).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4204, 4205).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4264). (p. 4264).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)] (suite)** - (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4291).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture**

[n° 501 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5009, 5010). - **Question préalable** (p. 5014).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**.

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12124, 12125). - **Article 2** (*Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie*) (p. 12136, 12137). (p. 12138). - **Article 6 A** (p. 12149, 12150). (p. 12150). (p. 12152). (p. 12153). (p. 12155). (p. 12158). - **Article 6 B** (*art. 122-9 [nouveau] du code pénal - Irresponsabilité pénale du lanceur d'alerte*) (p. 12160). - **Article 6 C** (*Procédure de signalement des alertes éthiques*) (p. 12164, 12165). (p. 12167).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 6 F (supprimé)** (*Financement de l'avance des frais de procédure et de la réparation des dommages moraux et financiers*) (p. 12191). - **Article 8** (*art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12200). - **Article 12 bis** (*art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption*) (p. 12218, 12219). - **Article 13** (*art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies*

de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12238). (p. 12248).

- **Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16621, 16622). - **Article 1er** (*Création de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 16628). - **Article 2** (*Organisation de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 16630). - **Article 6 A** (*Définition du lanceur d'alerte*) (p. 16638). - **Article 6 G (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4122-4 du code de la défense, art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la santé publique [abrogés], art. L. 1161-1 et L. 4133-5 du code du travail [abrogés], art. 1er, 2, 12 de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte [abrogés] et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique [abrogé] - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte*) (p. 16670). - **Article 8** (*art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 16674).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

ARCHIMBAUD (Aline)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Écologiste

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-présidente du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis vice-présidente le 1er décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État

chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

(*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 234, 235).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Renault et les tests de pollution** - (28 janvier 2016) (p. 1990, 1991).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 331 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2293).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du tribunal de grande instance de Bobigny** - (16 février 2016) (p. 2886). (p. 2887).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3115, 3116). - **Article 21 ter** (*art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 3131, 3132). (p. 3132). (p. 3133). (p. 3134). (p. 3135). -

Article 22 quater (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille*) (p. 3138). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Question orale sans débat sur le projet d'enfouissement d'une portion de l'autoroute A1 à Saint-Denis** - (15 mars 2016) (p. 4101). (p. 4102).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4332, 4333).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ré-autorisation de mise sur le marché du glyphosate** - (12 mai 2016) (p. 7491). (p. 7492).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8892, 8893). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8913).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9408, 9409).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (*art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10201, 10202). (p. 10203). (p. 10214).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 34** (*art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience*) (p. 10480). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10483, 10484). (p. 10484). (p. 10485). (p. 10485, 10486). (p. 10486). - **Article 41** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi*) (p. 10522). (p. 10523).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12047, 12048).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 704 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12079, 12080).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du scandale Volkswagen** - (12 juillet 2016) (p. 13652). (p. 13653).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14398).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tests d'émission des véhicules diesel** - (4 octobre 2016) (p. 14412).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** (*suite*) - (4 octobre 2016) - **Article 8** (**supprimé**) (*art. L. 3142-46-1 [nouveau] du code du travail ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Congé pour l'exercice de*

responsabilités associatives) (p. 14436). - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique) (p. 14446, 14447). - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique) (p. 14457).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 decies** (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire) (p. 14496). - **Article 15 (supprimé)** (art. 6 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit de publication des mineurs de seize ans) (p. 14503). - **Article 15 bis (supprimé)** (art. L. 114-3 du code du service national - Présentation des droits et aides sociales ouverts aux jeunes lors de la journée défense et citoyenneté) (p. 14509). (p. 14509). - **Article 15 ter (supprimé)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Pré-majorité associative) (p. 14510).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14595). (p. 14602). (p. 14613, 14614). (p. 14615). (p. 14615). (p. 14615). (p. 14618). (p. 14619). (p. 14619). (p. 14622). (p. 14625). (p. 14626). (p. 14626). (p. 14627). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 code de la construction et de l'habitation - Précision selon laquelle les PLH (programmes locaux de l'habitat) prévoient les actions à mener pour mobiliser l'offre locative privée) (p. 14628, 14629). (p. 14629). (p. 14630). (p. 14630). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social) (p. 14645).

- **Question orale sans débat sur les situations de contentieux entre Pôle Emploi et des artistes intermittents** - (11 octobre 2016) (p. 14741). (p. 14742).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)] (suite)** - (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14764). (p. 14771). (p. 14778). (p. 14794). (p. 14796). (p. 14796). (p. 14797). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14805). (p. 14805).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 ter** (art. L. 342-2, L. 342-3, L. 342-3-1 [nouveau], L. 342-7, L. 342-9, L. 342-11, L. 342-13, L. 342-14, L. 342-14, L. 342-15, L. 342-16, L. 342-21, L. 452-4, L. 452-4-1, L. 452-5 et L. 452-6 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration du fonctionnement de l'ANCOLS et de la CGLLS) (p. 14857). (p. 14858). - **Article additionnel après l'article 33 octies A** (p. 14863). (p. 14863). - **Article 33 octies (supprimé)** (art. L. 412-1, L. 412-3 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Application de certains délais des procédures d'expulsion locative aux « lieux habités ») (p. 14864). - **Article 33 quaterdecies** (art. 1er à 4 et 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Définition de la population dite des gens du voyage - Contenu et mise en œuvre du schéma départemental d'accueil de ces derniers - Procédure coercitive prévue contre les communes ne respectant pas le

schéma) (p. 14871). (p. 14872). (p. 14875). (p. 14875). (p. 14876). (p. 14876). - **Article 33 quindecies** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, article 322-4-1 du code pénal - Régime d'évacuation forcée des campements illicites de gens du voyage) (p. 14877). (p. 14877). - **Article 48 (priorité)** (art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 264-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 131-3 et L. 131-5 du code de l'éducation ; art. L. 552-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 123-29 du code de commerce ; art. L. 15-1 du code électoral ; art. 1647 D du code général des impôts ; art. 79 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 - Réforme du régime d'exercice des droits civils, civiques et sociaux des gens du voyage) (p. 14884). (p. 14884). - **Articles additionnels après l'article 33 septdecies** (p. 14889). (p. 14889). - **Rappel au règlement** (p. 14896, 14897). - **Article 35** (art. L. 6111-2, L. 6313-1 et L. 5223-1 du code du travail - Apprentissage de la langue française dans le cadre de la formation professionnelle) (p. 14903). (p. 14903). - **Article 36 A (supprimé)** (Rapport sur la discrimination et la prise en compte de la diversité dans la fonction publique) (p. 14913). - **Articles 36 quater (supprimé)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique) (p. 14922). (p. 14924).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal) (p. 15095). (p. 15095). (p. 15097). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 15098).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15208, 15209).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 303 (2016-2017)] et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)]** - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16386, 16387).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16416, 16417).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16937, 16938). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16949).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17373, 17374).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17486, 17487). - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29

[nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17506). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17507).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17527). (p. 17528). (p. 17528). (p. 17528). (p. 17529). (p. 17530). (p. 17531, 17532). (p. 17532).

Quatrième partie :

ARNELL (Guillaume)
sénateur (Saint-Martin)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

- (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17671).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17769, 17770).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18546, 18547).

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique des titres de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Christian Belhôte, secrétaire général de la première présidence de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur

du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 261, 262).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le virus Zika** - (19 janvier 2016) (p. 267, 268).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)] (suite)** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 302). (p. 312). (p. 316).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 344). (p. 345). (p. 347). (p. 349). (p. 350). - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 359). (p. 359). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 385). (p. 386). (p. 390). (p. 391). - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 415). (p. 417).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Sanctions pénales en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations en matière d'accès et de partage des avantages*) (p. 450, 451). (p. 451). (p. 451). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 469). (p. 471). - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 142-1 du code de l'urbanisme - *Compatibilité de la politique des espaces naturels sensibles avec le schéma régional de cohérence écologique*) (p. 473). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 479). - **Article 33 AA (nouveau)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée*) (p. 485). (p. 485). - **Article 33 A** (*chapitre III du titre VI du livre 1er du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage*) (p. 492). - **Article 33 bis (supprimé)** (*Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales*) (p. 507). (p. 508). - **Article 36 quater B (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - *Imputation sur l'impôt de solidarité sur la fortune des dons à des conservatoires régionaux d'espaces naturels agréés*) (p. 519). - **Article 36 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Création d'espaces de continuités écologiques*) (p. 520). (p. 520).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil**

fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3063).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3116, 3117). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Commission mixte paritaire [n° 355 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3142, 3143).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4022, 4023).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Article 15** (art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale*) (p. 4561). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4433-15-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Permettre aux collectivités d'outre-mer de participer aux discussions régionales et internationales relatives à la ressource halieutique partagée*) (p. 4581). (p. 4581, 4582). (p. 4582). - **Articles additionnels après l'article 18 quater** (p. 4588). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4590, 4591). (p. 4592). (p. 4592). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4603).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (29 avril 2016) - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - *Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques*) (p. 6152). (p. 6154).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 F** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - *Renforcement du pouvoir de sanction de l'ARCEP*) (p. 6188). (p. 6189). (p. 6189). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6192). (p. 6193). (p. 6193). - **Article 38** (art. L. 2125-10 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - *Modalités de calcul de la redevance pour occupation ou utilisation du domaine public des fréquences radioélectriques*) (p. 6202). (p. 6202). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 6204). (p. 6204). (p. 6205). - **Article 39** (art. L. 35, L. 35-7 [rétabli], L. 36-11, L. 47, L. 48, L. 50 [rétabli] du code des postes et des communications électroniques - *Entretien et renouvellement du réseau des lignes téléphoniques*) (p. 6207, 6208). (p. 6208). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6212). (p. 6213). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés*) (p. 6219). (p. 6220). - **Article 42** (art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - *Agrément des compétitions de jeux vidéo*) (p. 6241).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7175, 7176).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - *Parcours contractualisés d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10252, 10253). (p. 10260). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - *Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés*) (p. 10307).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - *Emplois saisonniers*) (p. 10504). (p. 10505). (p. 10505). (p. 10507). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 10509). (p. 10510). - **Article 39 bis (supprimé)** (*Expérimentation du contrat de travail intermittent pour les emplois saisonniers*) (p. 10510). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - *Réforme de la médecine du travail*) (p. 10543). (p. 10547). (p. 10549). (p. 10556). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10557). (p. 10557).

- *Nouvelle lecture* [n° 771 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13746).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16459, 16460). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 16494, 16495). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16506).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations européennes sur les quotas de rhum** - (3 novembre 2016) (p. 16640). (p. 16641).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Adaptation de l'obligation de*

stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation) (p. 16721). (p. 16722). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - *Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer*) (p. 16743).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17809, 17810).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18308, 18309).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20923, 20924).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Commission mixte paritaire [n° 169 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20938, 20939).

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Communiste républicain et citoyen

Présidente du groupe communiste républicain et citoyen.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Manuel Valls, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la

procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (28 janvier 2016) (p. 1962, 1963).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité**

publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1971, 1972). - **Article 1er** (art. L. 2251-5, L. 2251-9 [nouveau], L. 5332-6 et L. 6342-4 du code des transports et art. L. 511-1, L. 531-1, L. 613-2 et L. 613-3 du code de la sécurité intérieure - Autorisation pour les services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP à procéder à l'inspection visuelle, à la fouille des bagages et à des palpations de sécurité ; assouplissement des conditions applicables pour procéder aux palpations des sécurités pour l'ensemble des agents de sécurité privée ; suppression de la notion de « bagage à main ») (p. 1978).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 296 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2043).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2134, 2136). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 226-3 du code pénal, 230-2 et 706-102-1 du code de procédure pénale - Assouplissement de l'encadrement de la technique de captation de données informatiques à distance) (p. 2157, 2158). - **Article 16** (art. 706-24-3 du code de procédure pénale - Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes) (p. 2177).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2276, 2277).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 331 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2291, 2292).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2383, 2384).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2510, 2512). - **Article unique** (p. 2521).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2898, 2899).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3071, 3072). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3087). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3090). - **Article 4** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Principe d'équité de traitement médiatique avant la campagne officielle) (p. 3095). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3098). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3107).

- **Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 391 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**. - (18 février 2016) - **Article 2 ter** (art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Diffusion des mises au point de la commission des sondages en période électorale) (p. 3110). (p. 3111).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3826, 3827).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4190, 4192).

- **Président du groupe CRC - Contribution du groupe CRC à la discussion générale** (p. 4207). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4214, 4215).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4246). (p. 4252, 4253). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4255). - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4273, 4274). - **Rappel au règlement** (p. 4285). (p. 4291). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4297).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4312, 4313).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4939). - **Article 4 quinquies** (art. 60-1 du code de procédure pénale et art. 434-15-2 du code pénal - Renforcement des sanctions en cas de non-coopération des organismes détenteurs d'un moyen de cryptologie) (p. 4951, 4952). - **Article 12** (art. 322-3-2 [nouveau] du code pénal et art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Délit de trafic de biens culturels) (p. 4969, 4970). - **Article 13** (art. L. 315-9 [nouveau] et L. 561-12 du code monétaire et financier - Plafonnement des cartes prépayées) (p. 4974).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5008, 5009).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (31 mars 2016) (p. 5029). (p. 5030).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 488 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5659, 5660).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5795).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques) (p. 6151). - **Article 37 D (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 des lois du code général des

impôts - Éligibilité au dispositif de suramortissement des investissements liés au déploiement de la fibre optique (p. 6162, 6163).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7239, 7240).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail et le recours à l'article 49-3** - (12 mai 2016) (p. 7492). (p. 7492, 7493).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8053, 8054). - **Article 1er** (*Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées*) (p. 8069).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9385, 9387).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9498, 6499). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9531, 9532).

- **Rappel au règlement** - (15 juin 2016) (p. 9552, 9553).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33

[nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9630).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Rappel au règlement** (p. 9728, 9729). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9758).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveau], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveau], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveau], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9870).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9999).

- **Rappel au règlement** - (22 juin 2016) (p. 10243, 10244).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau],

L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail (p. 10533, 10534). (p. 10541). (p. 10542). (p. 10554). - **Article 50 bis** (art. L. 1262-2, L. 1262-2-1 et L. 1264-2 du code du travail - Détachement de travailleurs intérimaires) (p. 10571). (p. 10572). (p. 10572). - **Article 54 (supprimé)** (art. L. 1235-3-1 [nouveau] du code du travail - Indemnité spécifique en cas de licenciement abusif) (p. 10585).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12045, 12046).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 704 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12084, 12085).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12122, 12124). - **Article 5** (art. 1er à 6 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, art. 40-6 du code de procédure pénale et art. L. 561-29 du code monétaire et financier - Suppression du service central de prévention de la corruption) (p. 12146). - **Article 6 C** (Procédure de signalement des alertes éthiques) (p. 12165).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 12212). (p. 12213). (p. 12214).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12474).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 45 quater (priorité)** (art. 5 et 53 de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes, art. L. 820-3, L. 821-1, L. 821-2, L. 821-5, L. 821-12-2, L. 822-1-3, L. 822-1-5, L. 822-1-6, L. 822-11, L. 822-11-2, L. 822-15, L. 823-1, L. 823-2, L. 823-3-1, L. 823-12-1, L. 823-15, L. 823-16, L. 824-7, L. 824-9, L. 824-13 et L. 824-15 du code de commerce, art. L. 931-13 du code de la sécurité sociale et art. L. 612-45 du code monétaire et financier - Ratification, avec modifications, de l'ordonnance du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes) (p. 12523).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 52** (art. L. 131-85, L. 711-2, L. 711-4, L. 711-5, L. 711-6, L. 711-6-1, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-8-1, L. 711-9, L. 711-10, L. 711-11 et L. 711-12 du code monétaire et financier - Transformation de l'établissement public national Institut d'émission des départements d'outre-mer en société par actions simplifiée détenue par la Banque de France) (p. 12592, 12593). (p. 12593). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12613).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des**

lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)] - (8 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12616).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13819, 13821). - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie) (p. 13829). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modifications du régime juridique des perquisitions administratives) (p. 13831). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 13832). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13841). - **Article 12 (nouveau)** (p. 13844). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13846).

- **Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]** - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13890, 13891).

- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux [n° 842 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14337).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 28 quater BA** (p. 14673).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des mineurs isolés à Calais** - (13 octobre 2016) (p. 14985, 14986). (p. 14986).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16092, 16093).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2016) (p. 16615).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16622, 16623). - **Article 2** (Organisation de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16629). - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16653). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail, art. 6 ter A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des représailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte) (p. 16668). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 16676). - **Article 12** (art. 435-6-2 et 435-11-2 [nouveaux] du code pénal - Assouplissement des conditions de poursuite en France des faits de corruption ou de trafic d'influence commis à l'étranger) (p. 16677, 16678). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 16680). - **Article 12 quater A** (art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Assouplissement des conditions de poursuite de la fraude fiscale) (p. 16681). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16684). (p. 16685). (p. 16686). (p. 16687). (p. 16690). (p. 16691). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Compétence, notification et publicité des avis rendus par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour le contrôle des départs vers le secteur privé de responsables publics)

(p. 16691). (p. 16692). - **Article 15** (*Habilitation en vue de moderniser et de simplifier certaines règles de la domanialité publique*) (p. 16693). - **Article 16 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-12, L. 122-13, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-19, L. 122-20, L. 122-26, L. 122-33 [nouveau] du code de la voirie routière et art. L. 1264-7 du code des transports - *Adaptation des règles de la commande publique applicables aux concessionnaires d'autoroute et compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières*) (p. 16694). - **Article 21 bis A** (*Habilitation en vue de réformer le code de la mutualité*) (p. 16699, 16700). - **Article 25 (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement*) (p. 16706). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire*) (p. 16719). - **Article 45** (*Habilitations en vue de simplifier et de rationaliser les obligations d'information et de publication des sociétés*) (p. 16725). - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - *Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays*) (p. 16730). (p. 16730). (p. 16730). (p. 16730). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - *Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer*) (p. 16742, 16743). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16750).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017).** - (3 novembre 2016) - **Article 1er** (art. 4, 10, 11, 20 et 22 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - *Extension des compétences du Défenseur des droits*) (p. 16750, 16751).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16939, 16940). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)**

(ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - *Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016*) (p. 16950).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17445, 17446).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18346, 18348).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18497, 18498).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18878, 18880).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19448, 19449).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19803). (p. 19805).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20854, 20856).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20874, 20875).

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
Socialiste et républicain

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de la culture et de la communication, du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et du secrétaire d'État auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports le 20 mai 2016 ; fin de mission le 18 novembre 2016.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 416 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative au référencement des productions des agences de presse et tendant à créer un droit voisin à leur profit [n° 749 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Culture** : création, cinéma [n° 144 tome 2 fasc. 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Tokyo 2020 - Paris 2024 : l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques : échange d'expériences. Quels héritages, quels atouts pour les territoires et la société ? [n° 138 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - Affaires étrangères et coopération.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christopher Baldelli, président de RTL.

Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour 2015 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Liberté, indépendance et pluralisme des médias - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2530, 2532). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2550, 2551). (p. 2552). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2552, 2553). (p. 2554). - **Article 2 (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique)** (p. 2556, 2557). (p. 2558). (p. 2563). (p. 2566). (p. 2568, 2569). (p. 2571). (p. 2572). (p. 2577).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 2603). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2607). - **Article 3 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 2608, 2609). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2619, 2620). (p. 2620). (p. 2621). (p. 2622). -

Article 6 bis (supprimé) (*art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet*) (p. 2622). (p. 2624). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (*art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 2629). (p. 2632). (p. 2633). - **Article 7 quater A** (*art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs*) (p. 2646). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2652, 2653). (p. 2654). - **Article 9 bis A (nouveau)** (*art. 43-1 de la loi n° 1067 du 30 septembre 1986 - Définition du distributeur de programmes audiovisuels*) (p. 2656). - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. L. 251-1 à L. 251-13 et L. 421-1 du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres audiovisuelles*) (p. 2659, 2660). - **Article 10 quater (nouveau)** (*art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet*) (p. 2663). - **Article 10 quinquies (nouveau)** (*art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante*) (p. 2668). (p. 2671). - **Article 10 septies (nouveau)** (*art. 33 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Coordinations*) (p. 2672). - **Article 10 octies (nouveau)** (*art. 71-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Définition de la production audiovisuelle indépendante*) (p. 2673, 2674). (p. 2674, 2675). - **Articles additionnels après l'article 10 nonies** (p. 2681).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2720). (p. 2721). - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 2724, 2725).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 2747). (p. 2747). (p. 2748, 2749). (p. 2750). - **Article 16 (article non modifié par la commission)** (*Communication d'informations relatives aux billetteries par les entrepreneurs du spectacle au ministère de la culture*) (p. 2752, 2753). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2762). - **Article 17** (*art. L. 759-1 à L.759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique*) (p. 2767). (p. 2769). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 2771). (p. 2771). - **Article additionnel après l'article 18 A** (p. 2772). - **Article 18 B** (*art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels*) (p. 2775, 2776). - **Article 18 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 441-2 du code du patrimoine - Consécration législative des projets scientifiques et culturels des musées de France*) (p. 2779). (p. 2780). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Mutualisation de la conservation des archives numériques entre collectivités territoriales*) (p. 2784). - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport annuel du Gouvernement sur la restitution des œuvres spoliées*) (p. 2788). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2806). - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive*) (p. 2819). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2821, 2822). - **Article 23** (*art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2828). - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines*

nationaux - *Instauration du régime des cités historiques* (p. 2838).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) (p. 2873, 2874). (p. 2881). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2926).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 duodecimes (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - *Réduction des délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire*) (p. 2966). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecimes** (p. 2970, 2971). (p. 2979). - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3013). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - *Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine*) (p. 3018). (p. 3019). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3024, 3025). (p. 3026, 3027). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 3039, 3040). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - *Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 3042).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3183, 3184).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - *Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4275, 4276). - **Rappel au règlement** (p. 4291).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5633, 5634). (p. 5641). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 5645, 5646). (p. 5647).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 17 A (supprimé)** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - *Prévention et lutte contre les cyberviolences dans les formations à l'utilisation des outils et des ressources numériques dispensées dans les écoles et les établissements d'enseignement*) (p. 5938). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - *Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics*) (p. 5941). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5952).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public*) (p. 5974, 5975). (p. 5975). (p. 5977). (p. 5979). (p. 5980). - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6010). - **Article 44 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ; art. L. 111-7-12 du code de la construction et de l'habitation - *Accès des personnes handicapées aux sites internet publics*) (p. 6027, 6028). (p. 6028).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6088, 6089). (p. 6090, 6091). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6099). (p. 6100). (p. 6100). (p. 6101). (p. 6101). (p. 6102). (p. 6102, 6103). (p. 6103).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8175). - **Article 1er bis** (*Liberté de la diffusion de la création artistique*) (p. 8183). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 8186). (p. 8186). (p. 8189). - **Article 3** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 8193). - **Article 4 B (supprimé)** (*Rapport sur l'amélioration du partage et de la transparence des rémunérations dans le secteur du livre*) (p. 8195, 8196). (p. 8196). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-

11, L. 212-12 [nouveau], L. 212-13 [nouveau], L. 212-13-1 [nouveau] et L. 212-14 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Protection contractuelle des artistes-interprètes*) (p. 8197). (p. 8198). - **Article 6 bis** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - *Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet*) (p. 8201, 8202). (p. 8202, 8203). (p. 8203). - **Article 7** (art. L. 214-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Création d'un médiateur de la musique*) (p. 8204). - **Article 7 bis AA** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - *Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 8208). (p. 8208, 8209). - **Article 7 bis** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - *Commission de la copie privée : élargissement de la composition et transparence*) (p. 8209). - **Article 7 ter** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - *Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée*) (p. 8210). - **Article 7 quater** (art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - *Champ et transparence de l'utilisation des 25 % de la rémunération pour copie privée affectés au financement d'actions artistiques et culturelle*) (p. 8211). (p. 8211). - **Article 8** (art. L. 213-24 à L. 213-37 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée - *Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres cinématographiques*) (p. 8213). - **Article 9 quater** (art. L. 251-1 à L. 251-13 et L. 421-1 du code du cinéma et de l'image animée - *Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres audiovisuelles*) (p. 8216). (p. 8217). - **Article 10 quater** (*Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet*) (p. 8220). - **Article 10 sexies** (p. 8221). (p. 8222). - **Article 7 ter (précédemment réservé)** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - *Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée*) (p. 8223, 8224). (p. 8224). - **Article 11 bis** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Respect des quotas de chansons francophones par les radios*) (p. 8227, 8228). (p. 8228). - **Article 11 ter** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 8229). (p. 8232). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - *Missions des conservatoires*) (p. 8239). - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L. 759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - *Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique*) (p. 8247). (p. 8247). (p. 8247).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive*) (p. 8336, 8337). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 8341). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes*) (p. 8389). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8407).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 8695). (p. 8695). (p. 8695, 8696). (p. 8696). (p. 8698). - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - *Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes*) (p. 8700). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - *Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte*) (p. 8702). (p. 8707). - **Article 2** (art. 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Pouvoirs de régulation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en matière de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance de l'information et des programmes*) (p. 8710). (p. 8711). - **Article 5** (art. 28-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et*

d'indépendance dans la reconduction simplifiée des autorisations d'émission) (p. 8714). (p. 8715). - **Article 7** (art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes*) (p. 8718). - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - *Protection des sources des journalistes*) (p. 8737). (p. 8738). (p. 8740). (p. 8742). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 8746). - **Article 8** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA*) (p. 8747). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8748). (p. 8749). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8752). - **Article 11** (art. 6 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - *Transparence de l'actionnariat et des organes dirigeants des publications*) (p. 8753, 8754). (p. 8754). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. 15-1 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - *Suspension des aides publiques aux entreprises de presse en cas de violation des obligations de transparence et du droit d'opposition des journalistes*) (p. 8756). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 8758). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 8761, 8762). - **Article 12** (*Délai de révision des conventions*) (p. 8763). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8763, 8764). (p. 8764). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8765).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - *Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9578).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9730).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - *Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10254, 10255).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - *Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de*

site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10520). (p. 10521).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]* - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11983, 11984). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12024, 12025).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de la sécurité et de l'organisation de l'Euro** - (12 juillet 2016) (p. 13653, 13654).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** - *Nouvelle lecture [n° 802 (2015-2016)]* - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14357, 14358). - **Question préalable** (p. 14360, 14361).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14610). - **Article 20 quater** (art. L. 2511-20 du code général des collectivités territoriales - *Répartition du contingent communal entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement*) (p. 14632). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux*) (p. 14662). (p. 14662). (p. 14664). (p. 14665). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - *Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat*) (p. 14669). - **Articles additionnels après l'article 28 quater B** (p. 14678). (p. 14679). (p. 14680). (p. 14680).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - *Répression des infractions de presse*) (p. 14927). (p. 14935). (p. 14938, 14939). (p. 14940).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - *Élargissement de la taxe dite « Buffet »*) (p. 16261, 16262). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 16264). (p. 16264).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à iTélé** - (27 octobre 2016) (p. 16402, 16403).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 1er** (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris »*) (p. 16969). (p. 16970, 16971). (p. 16973). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime juridique du conseil de Paris*) (p. 16975). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - *Commission permanente*) (p. 16980).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - *Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalage et de terrasse dans l'arrondissement*) (p. 17021). - **Articles additionnels**

après l'article 16 (p. 17024, 17025). (p. 17028). (p. 17030). (p. 17031). (p. 17032, 17033). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17038). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17052). (p. 17056). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 17061, 17062).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18579, 18580). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Règlementation des

émissions publicitaires destinées à la jeunesse) (p. 18582, 18583). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18585).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19577). (p. 19578). (p. 19578). (p. 19579). (p. 19579). - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19615, 19616). (p. 19617). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19619). - **Article 24 ter (nouveau)** (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexes B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne) (p. 19660, 19661).

AZOULAY (Audrey)
ministre de la culture et de la
communication
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à un nouveau ministre** - (12 février 2016) (p. 2744).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 13 quater (suite)** (p. 2746). - **Article 14 A (supprimé)** (Rapport sur la situation du dialogue social et de la représentativité des négociateurs professionnels du secteur du spectacle vivant et enregistré) (p. 2746). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 2747). (p. 2748). (p. 2749). (p. 2750). (p. 2750). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2752). - **Article 16 (article non modifié par la commission)** (Communication d'informations relatives aux billetteries par les entrepreneurs du spectacle au ministère de la culture) (p. 2753). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2754). - **Intitulé du chapitre V** (p. 2755). - **Article additionnel avant l'article 17 A** (p. 2756). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 2758). (p. 2758, 2759). (p. 2759). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2760, 2761). - **Article 17** (art. L. 759-1 à L. 759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 2764). (p. 2765). (p. 2765, 2766). (p. 2766). (p. 2766). (p. 2768). (p. 2769). (p. 2769, 2770). - **Article 17 bis** (art. L. 752-1, L. 752-2 et L. 962-1 du code de l'éducation - Mission des écoles d'architecture) (p. 2771). (p. 2771). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 2771). - **Article additionnel après l'article 18 A** (p. 2772). - **Article 18 B** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 2774). (p. 2774). (p. 2774, 2775). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2778). - **Article 18 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2 du code du patrimoine - Consécration législative des projets scientifiques et culturels des musées de France) (p. 2779). (p. 2779, 2780). (p. 2780). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 2782). (p. 2783). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (Mutualisation de la conservation des archives numériques entre collectivités territoriales) (p. 2784). - **Article 18 quater B (Texte non modifié par la commission)** (Assouplissement des conditions de dépôt des

archives des communes de plus de 2000 habitants aux services intercommunaux ou départementaux) (p. 2785). - **Article 18 septies (nouveau)** (Extension du champ d'application de l'interdiction d'accès aux salles de lecture d'archives) (p. 2786). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2787). (p. 2788). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 2789). - **Article 20** (Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 2793, 2794). (p. 2796, 2797). (p. 2798). (p. 2800). (p. 2801). (p. 2802). (p. 2802). (p. 2803). (p. 2804). (p. 2806). (p. 2807). (p. 2808). (p. 2810, 2811). (p. 2811). (p. 2812). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2814). (p. 2815). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive) (p. 2818). - **Article 22** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 2820, 2821). (p. 2821). (p. 2824). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2826). (p. 2826). (p. 2827). (p. 2828). (p. 2829). (p. 2829). (p. 2829). (p. 2830). (p. 2830). (p. 2831). (p. 2832). - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2837).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) (p. 2867). (p. 2870). (p. 2871). (p. 2872). (p. 2873). (p. 2874, 2875). (p. 2875). (p. 2875). (p. 2876). (p. 2877). (p. 2878). (p. 2880). (p. 2882). (p. 2884, 2885). (p. 2918, 2919). (p. 2921). (p. 2923). (p. 2924). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2926). (p. 2927). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 621-22 et art. L. 621-29-9 [nouveau] du code du patrimoine - Encadrement des cessions de biens immobiliers de l'État protégés au titre des monuments historiques) (p. 2928). (p. 2928). - **Article 25** (art. L. 641-1, L. 641-2, art. L. 641-3 et L. 641-4 [nouveaux], art. L. 642-1 et L. 642-2 du code du patrimoine - Réorganisation des sanctions administratives et pénales en matière de protection du patrimoine) (p. 2929). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2930). - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2931). (p. 2932). (p. 2932). (p. 2933). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2934). (p. 2934). (p. 2935). (p. 2935). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de

l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements (p. 2938). - **Article 26 quinquies (supprimé)** (art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 431-3 du code de l'urbanisme - Abaissement du seuil de dérogation à l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par les personnes physiques) (p. 2940). (p. 2941).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 sexies (supprimé)** (art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture) (p. 2955). - **Article 26 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) (p. 2956). (p. 2957). - **Article additionnel après l'article 26 septies** (p. 2957). - **Article 26 octies** (art. 15 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Lutte contre les faux et les signatures de complaisance en matière de projet architectural) (p. 2959). - **Article 26 undecies (supprimé)** (Expérimentation en matière de normes applicables à la construction) (p. 2961). (p. 2962). (p. 2964). - **Article additionnel après l'article 26 undecies** (p. 2965). - **Article 26 duodecies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Réduction des délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 2966). - **Article 26 terdecies** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du conseil national de l'ordre des architectes) (p. 2967). - **Article 26 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance) (p. 2968). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2969). (p. 2971). (p. 2971). (p. 2972). (p. 2974). (p. 2975). (p. 2976). (p. 2977). (p. 2978, 2979). - **Article 27** (art. L. 710-1 [nouveau], L. 720-1 et L. 730-1 du code du patrimoine - Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 2980). (p. 2980). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 2981). - **Article 33** (art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement) (p. 2983). (p. 2984). (p. 2985). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2987). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3016, 3017). (p. 3019). (p. 3020). - **Article 34** (art. L. 122-8 du code forestier - Coordination législative du code forestier) (p. 3020). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3022). (p. 3023). (p. 3024). (p. 3026). (p. 3026). - **Article 36** (art. L. 110, L. 111-6-2, L. 111-7, L. 123-1-2, L. 123-1-3, L. 123-1-5, L. 123-5-1, L. 123-5-2, L. 127-1, L. 127-2, L. 128-1, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 480-1, L. 480-2 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux particulièrement créatifs et innovants) (p. 3029, 3030). (p. 3031). (p. 3031). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 3032). (p. 3033). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance du 12 novembre 2014 relative au contrat d'édition) (p. 3033, 3034). - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 3034). (p. 3036). - **Article 40** (Entrée en vigueur différée des règles relatives aux abords et aux cités historiques - Transformation automatique des espaces protégés) (p. 3037). (p. 3037). - **Article 41** (Compétences et mandat de la Commission nationale des monuments historiques, de la Commission nationale des secteurs sauvegardés et des commissions régionales du patrimoine et des sites jusqu'à la constitution de la nouvelle Commission nationale des cités et monuments historiques et des nouvelles commissions régionales du patrimoine et de l'architecture) (p. 3038). - **Article 42** (Dispositions transitoires concernant les projets de plan de sauvegarde et de mise en valeur et les projets d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine actuellement à l'étude) (p. 3038). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 3039). (p. 3039). - **Article 46** (Adaptation de certaines dispositions du projet de loi à Saint-

Barthélemy et à Saint-Martin) (p. 3040). - **Seconde délibération** (p. 3041). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 3042). (p. 3043).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3185, 3186).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5629, 5630). (p. 5643, 5644). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5646).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents du spectacle** - (28 avril 2016) (p. 5999, 6000).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8170, 8172). (p. 8181, 8182). - **Article 1er bis** (Liberté de la diffusion de la création artistique) (p. 8183). - **Article 2** (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique) (p. 8186). (p. 8186). (p. 8187). (p. 8188). (p. 8189). - **Article 3** (Labellisation des institutions de référence nationale) (p. 8190). (p. 8191, 8192). (p. 8192, 8193). (p. 8193). - **Article 3 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics ») (p. 8195). - **Article 4 B (supprimé)** (Rapport sur l'amélioration du partage et de la transparence des rémunérations dans le secteur du livre) (p. 8196). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 [nouveau], L. 212-13 [nouveau], L. 212-13-1 [nouveau] et L. 212-14 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 8198). (p. 8199). (p. 8200). - **Article 6 bis** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet) (p. 8201). (p. 8202). (p. 8203). (p. 8203). - **Article 7** (art. L. 214-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique) (p. 8205). - **Article 7 bis AA** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 8206, 8207). (p. 8208). - **Article 7 bis** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Commission de la copie privée : élargissement de la composition et transparence) (p. 8209). - **Demande de réserve** (p. 8210). - **Article 7 quater** (art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - Champ et transparence de l'utilisation des 25 % de la rémunération pour copie privée affectés au financement d'actions artistiques et culturelles) (p. 8211). - **Article 8** (art. L. 213-24 à L. 213-37 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres cinématographiques) (p. 8213). - **Article 9 quater** (art. L. 251-1 à L. 251-13 et L. 421-1 du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres audiovisuelles) (p. 8216). (p. 8217). - **Article 10 quater** (Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 8219, 8220). - **Article 10 sexies** (p. 8222). - **Article 7 ter (précédemment réservé)** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée) (p. 8224). - **Article 7 quater AA (précédemment réservé)** (art. L. 311-4 et L. 331-31 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement des missions de la HADOPI aux enquêtes d'usage de la copie privée) (p. 8224). - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs) (p. 8226, 8227). (p. 8227). (p. 8227). (p. 8227). - **Article 11 bis** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Respect des quotas de chansons francophones par les radios) (p. 8228). - **Article 11 ter** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Diversité des titres francophones diffusés au

titre des quotas radiophoniques) (p. 8230, 8231). (p. 8232). (p. 8233). - **Article 13 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 131-2, L. 132-1 et L. 132-2 du code du patrimoine - Création d'un dépôt légal pour les livres numériques) (p. 8234, 8235). - **Article 17 A (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires)** (p. 8238). (p. 8239). (p. 8240, 8241). - **Article 17 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 232-1 et L. 239-1 du code de l'éducation - Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels) (p. 8242). - **Article 17 (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L.759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique)** (p. 8243). (p. 8244). (p. 8245). (p. 8246). (p. 8246). (p. 8247). (p. 8247). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-1, L. 752-2 [nouveau] et L. 962-1 du code de l'éducation - Missions des écoles d'architecture) (p. 8248). - **Article 18 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 8250). - **Article 18 bis AA (suppression maintenue)** (Règles relatives à la délivrance d'un certificat d'exportation concernant certains biens culturels) (p. 8251, 8252).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L.522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8315). (p. 8318). (p. 8319). (p. 8320). (p. 8321). (p. 8322). (p. 8323). (p. 8324). (p. 8324). (p. 8325). (p. 8326). (p. 8328). (p. 8330). (p. 8332). (p. 8332). (p. 8332, 8333). (p. 8334). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive) (p. 8336). (p. 8338). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 8340). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 8343). (p. 8344). (p. 8344). (p. 8344). (p. 8344, 8345). (p. 8345). (p. 8345). (p. 8346). (p. 8346). (p. 8347). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8353). (p. 8354). (p. 8355, 8356). (p. 8358). (p. 8358). (p. 8361). (p. 8361). (p. 8362). (p. 8363). (p. 8364). (p. 8366). (p. 8366). (p. 8367). (p. 8367, 8368). - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 1616-1 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives à l'insertion d'œuvres d'art dans les constructions) (p. 8369). - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8370, 8371). (p. 8372). (p. 8374). - **Article 26 duodecies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Dérogation aux conditions et délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 8375). - **Article 26 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes) (p. 8377, 8378). - **Article 26 quaterdecies (supprimé)** (art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'œuvre) (p. 8379). (p. 8379). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour

modifier et compléter le code du cinéma et de l'image animée) (p. 8382). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour modifier et compléter le code du patrimoine) (p. 8383). (p. 8384). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation pour adapter les codes du patrimoine et de la propriété intellectuelle dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 8384). - **Article 33 bis A (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes)** (p. 8387). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8396). (p. 8396). (p. 8397). (p. 8398). (p. 8398). (p. 8399, 8400). - **Article 37 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-1 du code du tourisme - Qualité des visites guidées dans les musées de France et les monuments historiques et sécurisation de la profession de guides-conférenciers) (p. 8401, 8402). (p. 8402). - **Article 40** (Entrée en vigueur différée des règles relatives aux abords et aux sites patrimoniaux remarquables - Transformation automatique des espaces protégés) (p. 8403). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires concernant les projets de plan de sauvegarde et de mise en valeur et les projets d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine actuellement à l'étude) (p. 8405). (p. 8405). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (Application de certaines dispositions du projet de loi en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 8406). (p. 8406). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8409).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Demande de réserve** (p. 8694). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 8697). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8699). - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes) (p. 8699). (p. 8699). (p. 8700). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8703). (p. 8705). (p. 8707). - **Article 2** (art. 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Pouvoirs de régulation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en matière de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance de l'information et des programmes) (p. 8708). (p. 8710). (p. 8711). (p. 8712). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Adaptations des conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les opérateurs autorisés à utiliser les fréquences hertziennes) (p. 8713). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Adaptation des conventions conclues entre le CSA et les opérateurs de services diffusés par câble, satellite et ADSL) (p. 8713). - **Article 5** (art. 28-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance dans la reconduction simplifiée des autorisations d'émission) (p. 8715). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 29 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance dans l'appel aux candidatures pour l'exploitation d'un service de radio ou de télévision) (p. 8716). (p. 8716). - **Article 7** (art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes) (p. 8717). (p. 8718). (p. 8719). (p. 8719). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8720). -

Article 1er ter (précédemment réservé) (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes) (p. 8734). (p. 8735, 8737). (p. 8742). (p. 8743). (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744). (p. 8744). - **Article additionnel après l'article 1er ter (précédemment réservé)** (p. 8744). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 8746). (p. 8747). - **Article 8** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA) (p. 8747). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8748, 8749). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8749). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8751). - **Article 11** (art. 6 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Transparence de l'actionnariat et des organes dirigeants des publications) (p. 8753). (p. 8753). (p. 8754). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8755). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. 15-1 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Suspension des aides publiques aux entreprises de presse en cas de violation des obligations de transparence et du droit d'opposition des journalistes) (p. 8756, 8757). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 8758). - **Article 11 octies** (art. 18-6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Précisions relatives aux décisions prises par la commission du réseau) (p. 8759). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 8761). (p. 8762). - **Article 12 (Délai de révision des conventions)** (p. 8762, 8763). (p. 8763). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8764). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Application sur l'ensemble du territoire de la République) (p. 8765). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8767).

- **Question orale sans débat sur l'utilisation des détecteurs de métaux** - (21 juin 2016) (p. 10118).

- **Question orale sans débat sur les conditions de prise en compte à l'échelle intercommunale des obligations de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, SRU** - (21 juin 2016) (p. 10119).

- **Question orale sans débat sur l'urbanisation des hameaux** - (21 juin 2016) (p. 10120).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11979, 11982).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds d'urgence pour le spectacle vivant** - (12 juillet 2016) (p. 13656).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord relatif aux intermittents du spectacle** - (12 juillet 2016) (p. 13659).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** - Nouvelle lecture [n° 802 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14351, 14352). - **Question préalable** (p. 14361, 14362).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à iTélé** - (27 octobre 2016) (p. 16403).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique** - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)] - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18574, 18575). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Règlementation des émissions publicitaires destinées à la jeunesse) (p. 18582).

AYRAULT (Jean-Marc)
ministre des affaires étrangères et du
développement international
(du 11 février 2016 au 6 décembre 2016)
ministre des affaires étrangères et du
développement international
(à partir du 6 décembre 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part [n° 437 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense [n° 536 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part [n° 821 (2015-2016)] (31 août 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le royaume de Norvège, quatrièmement [n° 822 (2015-2016)] (31 août 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la modernisation et l'exploitation de la ligne ferroviaire d'Annemasse à Genève (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 847 (2015-2016)] (22 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 848 (2015-2016)] (22 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs [n° 84 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, et dans les Terres australes et antarctiques françaises [n° 97 (2016-2017)] (2 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État plurinational de Bolivie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 164 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (16 février 2016) (p. 2893).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)** - (28 avril 2016) (p. 6004, 6005).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation du camp d'Idomeni en Grèce et la situation des réfugiés** - (26 mai 2016) (p. 8721, 8722).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de Paris du 3 juin sur le Proche-Orient** - (26 mai 2016) (p. 8727).
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du**

Conseil européen - (28 juin 2016) (p. 10615, 10618). (p. 10630, 10632).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du Brexit** - (7 juillet 2016) (p. 12448).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (7 juillet 2016) (p. 12449).
- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15196, 15199).
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16105, 16109).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (17 novembre 2016) (p. 17566).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Gabon** - (17 novembre 2016) (p. 17571).
- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (13 décembre 2016) (p. 18755, 18762).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (15 décembre 2016) (p. 19434, 19435).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (15 décembre 2016) (p. 19436, 19437).

BAILLY (Dominique)
sénateur (Nord)
Socialiste et républicain

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 826 (2015-2016)] (12 septembre 2016) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 826 (2015-2016)] visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 27 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Audition des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), de Coordination rurale, de la Confédération paysanne et de Jeunes agriculteurs.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Muriel Pénicaut, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accueil des personnes handicapées au sein des établissements médico-sociaux en France** - (9 février 2016) (p. 2489). (p. 2489, 2490).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5136). - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - *Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives*) (p. 5143, 5144). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - *Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs*) (p. 5160). - **Article 5** (art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - *Création d'une instance nationale du supportérisme*) (p. 5164). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5166). (p. 5167).

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du diplôme de psychomotricien obtenu en Belgique** - (7 juin 2016) (p. 9119). (p. 9120).

- **Question orale sans débat sur la prise en compte des projets de logement pour la définition de la carte scolaire** - (21 juin 2016) (p. 10122). (p. 10122).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de vaccins contre la tuberculose et de vaccins combinés contenant la coqueluche** - (19 juillet 2016) (p. 13722). (p. 13722).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation

et de la communication - **Discussion générale** (p. 16231, 16233).

- **Rapporteur - Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16246). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 16248). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16249). (p. 16250, 16251). - **Article 5** (art. L. 132-2 du code du sport - *Élargissement des pouvoirs des directions nationales de contrôle de gestion, DNCG*) (p. 16251). (p. 16252). (p. 16252). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16253). - **Article 6** (art. L. 122-14, L. 122-16-1 [nouveau] et L. 122-19 du code du sport - *Instauration d'un droit d'usage du numéro d'affiliation pour la société sportive d'une durée de 6 à 12 ans*) (p. 16253, 16254). - **Article 7** (art. L. 222-2-12 [nouveau] du code du sport - *Exploitation des attributs de la personnalité d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel dans le cadre d'une convention de fiducie*) (p. 16254, 16255). (p. 16256). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16257). (p. 16260). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - *Élargissement de la taxe dite « Buffet »*) (p. 16262). - **Article 9** (art. L. 142-1 du code du sport - *Création d'une conférence permanente sur le sport féminin*) (p. 16263). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 142-2 [nouveau] du code du sport - *Création d'une conférence permanente sur le handisport*) (p. 16264). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 16264). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 232-12-1 du code du sport - *Extension du profil biologique à l'ensemble des sportifs*) (p. 16264). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3, 232-5, 232-23 du code du sport - *Rétablissement de la compétence de l'AFLD sur les compétitions sportives qui ne sont pas organisées par une fédération déléguée*) (p. 16265). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 16265). (p. 16267). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16268). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16269).

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles jusqu'au 15 décembre 2016.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 47 (2016-2017)] de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 186 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis budgétaires.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*) : Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Suite de l'examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation de l'étude sur « l'avenir et les risques du système financier et bancaire » par M. Pierre-Yves Collombat.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Arnaud Gossement, avocat, Mme Marthe Lucas, maître de conférences à l'université d'Avignon, et M. François-Guy Trébulle, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 297, 298). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 311). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 325). (p. 325).
- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2260).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3018).
- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3957). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3960).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4167, 4168).
- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Intégration des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles) (p. 4471).
- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 7290, 7291). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7297, 7298).
- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7352, 7353).
- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7477, 7478). (p. 7483).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8392).
- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole) (p. 8937). - **Article 3** (art. L. 111-4, L. 122-5, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Dépendances et annexes aux constructions dans les parties non urbanisées du territoire) (p. 8940).
- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9483, 9484).
- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (Création par ordonnance du compte personnel d'activité pour les agents des chambres consulaires) (p. 10221). (p. 10221).
- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune) (p. 10659). - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10665). (p. 10669). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10686).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16142).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désindustrialisation du territoire** - (17 novembre 2016) (p. 17573, 17574).
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - coauteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 18516, 18517).
- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18656, 18657). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18739, 18740).
- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers) (p. 18804, 18805). (p. 18805). (p. 18806). (p. 18807). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 18809). (p. 18809, 18810). - **Article 14 bis A (nouveau)** (art. L. 8-4 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Dispositif d'intermédiation locative en faveur des saisonniers) (p. 18811). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18814). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 18815). - **Article 15 A** (art. 18 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Soutiens spécifiques à l'agriculture de montagne) (p. 18816). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18818). (p. 18819, 18820). - **Article 15 bis A** (art. L. 481-1 du code rural et de la pêche maritime - Durée des conventions pluriannuelles de pâturage) (p. 18821). (p. 18822). - **Article 15 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 142-9 du code forestier - Recours à l'Office national des forêts pour l'instruction de certaines demandes) (p. 18822). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18822, 18823). (p. 18825, 18826). (p. 18826). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 18827). - **Article 15 quinquies A (nouveau)** (art. L. 261-7 du code forestier - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18828). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18829). (p. 18830). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 18830). (p. 18831). (p. 18832). -

Article 16 (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18834). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18838). (p. 18839). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 323-2 du code rural et de la pêche maritime - Participation d'un groupement agricole d'exploitation en commun total à l'exploitation de pâturage dans le cadre d'un groupement pastoral) (p. 18841). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 18842). (p. 18843). - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18844). (p. 18844).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) (p. 18853, 18854). - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18856). (p. 18858). (p. 18859). (p. 18860, 18861). (p. 18861). (p. 18862). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 18862). - **Article 18 bis** (section 4 du chapitre II du titre IV du livre III et art. L. 342-27 à L. 342-29 du code du tourisme, art. L. 5211-25 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance de l'association nationale dédiée à la coordination des sites nordiques) (p. 18863). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18868). (p. 18869). (p. 18869). (p. 18869). (p. 18870). (p. 18870). (p. 18871). (p. 18890). (p. 18891). (p. 18894). (p. 18895). (p. 18895). (p. 18905). (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18907). (p. 18909). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18910). (p. 18911). (p. 18912). (p. 18913). - **Article 20 BAA (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Réalisation de constructions annexes aux bâtiments existants) (p. 18915).

(p. 18916). (p. 18916). (p. 18917). - **Article 20 BA** (art. L. 122-5-1 du code de l'urbanisme - Appréciation du principe de continuité) (p. 18918). - **Articles additionnels après l'article 20 BA** (p. 18918). (p. 18920). - **Article 20 B (supprimé)** (art. L. 122-10 du code de l'urbanisme - Préservation particulière des terres agricoles, pastorales et forestières situées dans les fonds de vallée) (p. 18921). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18922). (p. 18922). (p. 18924). (p. 18924). - **Article 20** (art. L. 122-11 du code de l'urbanisme - Subordination des travaux sur des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive à une servitude administrative) (p. 18926). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18928). (p. 18930). (p. 18931). - **Article additionnel après l'article 20 bis A** (p. 18931). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932). (p. 18932). - **Article 21 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-12 du code de l'urbanisme - Intégration de la réhabilitation de l'immobilier de loisir au document d'orientation et d'objectifs du Schéma de cohérence territoriale, SCOT) (p. 18935). - **Article additionnel après l'article 21 A** (p. 18935). - **Article 21 bis (supprimé)** (art. L. 318-6 du code de l'urbanisme - Obligation d'information du syndic de copropriété en cas de mise en vente d'un lot situé dans le périmètre d'une opération de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 18937). (p. 18938). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 323-1 du code du tourisme - Abrogation de l'article) (p. 18939). - **Article 23 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Conciliation entre gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation du patrimoine hydraulique) (p. 18943). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 18947).

- **Question orale sans débat sur la suspicion jetée sur la qualité sanitaire des produits alimentaires français** - (20 décembre 2016) (p. 20827). (p. 20828).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20955, 20956).

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Promouvoir l'excellence sanitaire française dans l'océan Indien [n° 738 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le médicament : à quel prix ? [n° 739 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 12 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 55 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) [n° 143 tome 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur la prévention des conflits d'intérêt et gestion des liens d'intérêt.

Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès du ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de MM. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques, et Jean Zetlaoui, président du groupe de travail « Attractivité pour la recherche clinique » du LEEM (Les entreprises du médicament), M. François-Régis Moulines, directeur des affaires gouvernementales et de la communication, du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate pressentie pour le poste de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux

besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique du 7 avril 2016 sur les « Maladies à transmission vectorielle ».

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 28, 29).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 762, 763).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine* -

Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques (p. 2872). (p. 2873). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2937).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les essais cliniques** - (1er mars 2016) (p. 3190). (p. 3191).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7413). (p. 7419). (p. 7420).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (12 mai 2016) (p. 7490). (p. 7491).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8334). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 8345). (p. 8345). (p. 8346). (p. 8346). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8358). (p. 8367). (p. 8368). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8385). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8398). (p. 8398).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 303 (2016-2017)] et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)]** - (27 octobre 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16385, 16386).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les essais cliniques** - (27 octobre 2016) (p. 16397). (p. 16398).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17380, 17381).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17419). (p. 17420). - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 17479). (p. 17479). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17516).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17536). (p. 17538). (p. 17540). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17543).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Report de l'entrée en vigueur de la liquidation unique des régimes alignés, LURA) (p. 17603). - **Article 39** (art. L. 160-17, L. 160-18 [nouveau], L. 161-15-2, L. 172-1 A, L. 172-1, L. 172-2 et L. 172-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Continuité des droits à la prise en charge des frais de santé et au service des prestations en espèces en cas de changement de situation professionnelle) (p. 17624, 17625). (p. 17625). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 17625). - **Article 39 quinquies (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens) (p. 17629). (p. 17631). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17633). - **Article 40** (Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans) (p. 17635). (p. 17636). - **Article 41** (art. L. 3411-9 du code de la santé publique - Délivrance par les CAARUD de produits de santé correspondant à leurs missions) (p. 17637). (p. 17638). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 17639). (p. 17640). - **Article 43** (art. L. 625 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1435-4-2 et L. 1435-4-3 du code de la santé publique - Création d'un avantage financier versé durant le congé maternité ou paternité des médecins conventionnés en secteur 1 ou adhérents au CAS) (p. 17645). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17650).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17669). (p. 17671). - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 17677, 17678). - **Article 44** (art. 66 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 ; art. L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 133-4, L. 162-22-6-1 [nouveau], L. 162-22-7, L. 162-22-8-1, L. 162-22-8-3 [nouveau], L. 162-22-9-1, L. 162-22-10, L. 162-22-12, L. 162-22-15, L. 162-25, L. 162-27, L. 162-30-4 et L. 174-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6312-1 du code de la santé publique ; art. L. 2223-43 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du financement des établissements de santé au développement de certaines activités) (p. 17681). (p. 17682). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Financement des transports inter-établissements) (p. 17684). (p. 17685). - **Article 45** (art. L. 162-22-8-2, L. 162-23-4, L. 162-23-15 [nouveau], L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6111-3-1 du code de la santé publique ; art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Financement des activités de soins de suite et de réadaptation) (p. 17690). (p. 17690). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social)

(p. 17702). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 17712). - **Article 48** (art. 70 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012, art. 48 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Prorogation de l'expérimentation du parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie, PAERPA) (p. 17714). (p. 17715). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 162-22-7-3 [nouveau], L. 174-2-1, L. 174-15, L. 221-1, L. 221-1-1, L. 241-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Création d'un fonds pour le financement de l'innovation pharmaceutique) (p. 17722). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires)

(p. 17727). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 17728). (p. 17728). (p. 17729). - **Article 51** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-2, L. 162-16-5-3 [nouveau], L. 162-18 du code de la sécurité sociale et L. 5121-12 du code de la santé publique - Évolution du régime des ATU) (p. 17732). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 17746). (p. 17746). (p. 17747). - **Article 52 bis (nouveau)** (Rémunération des actes de radiologie) (p. 17748).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17767, 17768).

BAREIGTS (Éricka)
ministre des outre-mer
(à partir du 31 août 2016)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité réelle
(du 11 février 2016 au 6 décembre 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8115, 8118).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 8119). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8120). - **Article 1er bis** (Rapport au Gouvernement sur la mise en œuvre de l'obligation prévue à l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime) (p. 8120). (p. 8121). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code du code rural et de la pêche maritime - Observatoire de l'alimentation et des circuits courts et de proximité) (p. 8121). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 180-1, L. 180-2, L. 312-1, L. 315-2, L. 425-1, L. 515-3, L. 511-14 du code rural et de la pêche maritime - Plans régionaux de l'agriculture et de l'alimentation durables) (p. 8122). (p. 8123). (p. 8123). (p. 8123). (p. 8123). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 512-2 du code rural et de la pêche maritime - Compétences de la chambre régionale d'agriculture) (p. 8124). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Intégration au rapport sur la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise de considérations relatives à la consommation alimentaire durable) (p. 8124). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 121-82-1 du code de la consommation - Application de la mention « fait maison » à la restauration collective) (p. 8125).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des nouveaux programmes scolaires** - (21 juin 2016) (p. 10121).

- **Question orale sans débat sur la prise en compte des projets de logement pour la définition de la carte scolaire** - (21 juin 2016) (p. 10122).

- **Question orale sans débat sur les violences en milieu scolaire et les agressions contre les enseignants** - (21 juin 2016) (p. 10123).

- **Question orale sans débat sur les enseignants exerçant les fonctions d'éducateur en internat** - (21 juin 2016) (p. 10124).

- **Question orale sans débat sur les postes supplémentaires d'enseignants dans le Loir-et-Cher pour la rentrée de 2016** - (21 juin 2016) (p. 10124, 10125).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide humanitaire entre la Martinique et Haïti** - (18 octobre 2016) (p. 15205, 15206).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations européennes sur les quotas de rhum** - (3 novembre 2016) (p. 16640, 16641).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (17 novembre 2016) (p. 17570).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation migratoire en Guyane** - (17 novembre 2016) (p. 17572, 17573).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17802, 17806).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18304, 18306). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18321, 18322).

- **Éloge funèbre de Paul Vergès, sénateur de La Réunion** - (13 décembre 2016) (p. 18753, 18755).

BAROIN (François)
sénateur (Aube)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Médias, livre et industries culturelles [n° 140 tome 3 annexe 20 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; nouvelle nomination ; premier vice-président le 10 juin 2016.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 6293, 6294).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18386, 18388).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 395 (2015-2016)] de protection de la Nation [n° 447 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 508 (2015-2016)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage [n° 537 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] (28 octobre 2016) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 75 (2016-2017)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi dans la durée [n° 111 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 96 (2016-2017)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen [n° 112 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 176 (2016-2017)] portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 246 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à la vitalité de la démocratie locale et à l'équilibre des territoires [n° 270 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Comité de suivi de l'état d'urgence - Communication.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Communication de M. François Pillet sur l'issue des commissions paritaires relatives à la proposition de loi relative à la protection de l'enfant et à la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Pouyaud, candidate proposée par le président du Sénat, en tant que personnalité qualifiée, aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature, en application de l'article 65 de la Constitution.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Communication.

Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteurs.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Communication.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Pinault, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination du président de la République aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination du président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Groupe de travail commun sur la question du préjudice écologique dans le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Désignation d'un membre.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Vente à distance de biens - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Manuel Valls, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Mission d'information « désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Nomination de co-rapporteurs.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

(*mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Questions diverses.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Échange de vues sur une saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur

financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 *(commission des lois)* : Accord entre l'Union européenne et la Turquie sur la réponse à la crise des réfugiés - Communication.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 *(commission des lois)* : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements.

Réunion du mardi 5 avril 2016 *(commission des lois)* : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen des amendements au texte de la commission.

République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 *(commission des lois)* : Création d'une commission d'enquête sur les chiffres du chômage - Proposition de résolution.

Réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements sur l'article 1er ter délégué au fond par la commission de la culture.

République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 *(commission des lois)* : République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 *(commission des lois)* : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 *(commission des lois)* : Réformer le système de répression des abus de marché - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 *(commission des lois)* : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 *(commission des lois)* : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Communications diverses.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteur.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 *(commission des lois)* : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Communication.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 *(commission des lois)* : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Avancement des opérations préparatoires aux scrutins à venir en Nouvelle-Calédonie - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 *(commission des lois)* : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Modernisation de la justice du XXIe siècle - Communication.

Prescription en matière pénale - Examen des amendements.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(commission des lois) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur la suppression de la collégialité de l'instruction et les dispositions relatives à la justice des mineurs.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur le changement d'état civil des personnes transsexuelles.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur le divorce « conventionnel » par consentement mutuel.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Loné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Biométrie - Examen du rapport d'information (reporté ultérieurement).

Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Communication.

(comité de suivi de l'état d'urgence) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats

ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre de dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Modalités d'inscription sur les listes électorales - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réforme de la justice - Création d'une mission d'information - Demande au Sénat des prérogatives d'une commission d'enquête.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un état membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales et sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Biométrie - Examen du rapport d'information.

Mission d'information sur le renouveau de la justice - Constitution.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteur.

Prorogation de l'état d'urgence - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de prorogation de l'état d'urgence.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la

compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hommage à Pierre Fauchon.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des lois*) : Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Organisme extraparlamentaire - Désignation de candidats.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements au texte de la commission.

Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen des amendements au texte de la commission.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation, développement et protection des territoires de montagne - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Négociations franco-britanniques - Communication.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Création d'une commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalable, les conditions de réalisation et leur suivi dans la durée - Création d'une commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen - Nomination d'un rapporteur pour avis et examen de deux rapports pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Nomination d'un rapporteur.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Mounir Mahjoubi, président du Conseil national du numérique.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition commune de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), et de M. Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Organisme extraparlamentaire - Désignation d'un candidat.

Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Communication et délégation au fond de l'examen d'articles.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel

relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de représentants de l'Alliance pour la confiance numérique.

Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Création d'une taxe sur les professions réglementées du droit affectée au Fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice (article 35) - Communication.

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Communication.

Nomination de rapporteurs.

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Demande de réserve** (p. 750).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 9** (*art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p. 1572, 1573).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2005, 2006).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2130, 2131).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*art. 706-24-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Régime de l'enquête de flagrance en matière terroriste*) (p. 2143, 2144).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du

suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2258, 2259).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3 (nouveau)** (*Rétablissement du régime indemnitaire dans les syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 2265).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2269, 2271).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle*) (p. 3082). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3093). - **Article 7** (*art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle*) (p. 3102).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3215, 3216).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3801, 3802).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4180, 4183). - **Question préalable** (p. 4185). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4209). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4210). - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4215, 4216). (p. 4220). (p. 4221, 4222). (p. 4223). (p. 4224). (p. 4225). (p. 4227). (p. 4228, 4229). (p. 4230). (p. 4230). (p. 4233). (p. 4235, 4236). (p. 4326).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4245, 4246). (p. 4247). (p. 4248, 4249). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4255). - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. 42 et 48 de la Constitution - Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise*) (p. 4258). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 4259). - **Demande de priorité** (p. 4283). (p. 4284, 4285). - **Rappel au règlement** (p. 4287). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4296). (p. 4297). (p. 4299, 4300).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de priorité** (p. 4827). - **Discussion générale** (p. 4838, 4839). - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4878, 4879).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 4 bis A (nouveau)** (*art. 421-5 du code pénal - Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*) (p. 4924, 4925). - **Article 4 ter A** (*art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes*) (p. 4938, 4939). (p. 4940). - **Article 4 sexies (nouveau)** (*art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites*) (p. 4955). (p. 4955).

- **Séance du jeudi 31 mars 2016** - (31 mars 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5017).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)] (suite)** - (31 mars 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5039, 5040). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5066). - **Article 31 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 230-19, 706-53-7 et 774 du code de procédure pénale - Modifications d'accès relatives au fichier des personnes recherchées, au FIJAISV et au casier judiciaire*) (p. 5067). (p. 5067).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5111, 5112).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 1er** (*art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives*) (p. 5144). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade*) (p. 5149, 5150). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs*) (p. 5161).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5688).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de priorité** (p. 5893). - **Article 9 ter (supprimé)** (*Promotion du logiciel libre et des formats ouverts*) (p. 5901). (p. 5901). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5956, 5957).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Demande de priorité** (p. 5980). - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6011, 6012). - **Demande de réserve** (p. 6012). - **Article 21** (*art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs*) (p. 6040). (p. 6040, 6041). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6060).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 32** (*art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé*) (p. 6127). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6141, 6142).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9146, 9147).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et

d'administration générale - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10663). (p. 10665). (p. 10666, 10667). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10686, 10687).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 2 à 9, 9-1 à 9-2 (nouveaux), 16-1 (nouveau) de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Modalités d'inscription sur les listes consulaires des Français de l'étranger) (p. 10692).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12129, 12130). - **Organisation des travaux** (p. 12130). - **Article 2** (Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie) (p. 12136). - **Article 6 A** (Définition du lanceur d'alerte) (p. 12146, 12147). (p. 12155).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 6 G** (art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la sécurité publique et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte) (p. 12192). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 12210, 12211). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12238, 12239).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (7 juillet 2016) (p. 12444). (p. 12445).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)] (suite)** - (7 juillet 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 48 bis (priorité) (supprimé)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Autorisation temporaire de poursuite d'activité pour les laboratoires de biologie médicale ayant déposé une demande d'accréditation mais non encore accrédités) (p. 12537).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13844).

- **Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]** - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13889, 13890).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13919, 13921).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 14 bis** (chapitre 1er et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13950, 13951). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13968). - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13981).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-7, L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 723-13, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 à L. 724-3-3 [nouveaux], L. 724-4, L. 731-4 et L. 732-6 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 14103). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14122).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14929).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14971, 14972).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14980, 14981).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration plafonnée de l'effectif du conseil communautaire pour permettre la conclusion d'un accord local) (p. 16279). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281, 16282). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16285).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16704). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16711).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et

d'administration générale - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement des critères de création des métropoles*) (p. 17120). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17132, 17133). (p. 17139, 17140).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 17454, 17455).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fichier des titres électroniques sécurisés** - (17 novembre 2016) (p. 17567). (p. 17568).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (p. 18515, 18516).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18559).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19451, 19452).

BATAILLE (Delphine)
sénatrice (Nord)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis vice-présidente du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux stratégiques des terres rares et des matières premières stratégiques et critiques [n° 617 tome 1 (2015-2016)] (19 mai 2016) - **Énergie**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux stratégiques des terres rares et des matières premières stratégiques et critiques [n° 617 tome 2 (2015-2016)] (19 mai 2016) - **Énergie**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

(office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Présentation du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mardi 28 juin 2016 (office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Présentation de l'étude de faisabilité du rapport sur « L'intelligence artificielle ».

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique du 7 avril 2016 sur les « Maladies à transmission vectorielle ».

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (commission des affaires économiques) : Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles) : Audition de MM. Roland Marion et Erwann Fangeat, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Audition de Mme Marie-Cécile Degryse, chef adjoint du bureau de la prévention des filières à responsabilité élargie du producteur, ministère de l'environnement, et de M. Cyril Hosatte, chargé de mission déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles) : Recherche et applications industrielles en matière de recyclage des téléphones portables - Audition.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du lundi 18 juillet 2016 (mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles) : Audition de M. René-Louis Perrier, Président de l'éco-organisme Ecologic.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (commission des affaires économiques) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (commission des affaires économiques) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (commission des affaires économiques) : Proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(commission des affaires économiques) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (commission des affaires économiques) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - Discussion générale (p. 74, 75).

- Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques - (14 janvier 2016) (p. 212).

- Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - Discussion générale (p. 2028, 2029). - Article 1er (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie) (p. 2034).

- Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - Discussion générale (p. 3845).

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mesure « Embauche PME » - (22 mars 2016) (p. 4326).

- Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] - (6 avril 2016) - Discussion générale (p. 5622, 5623).

- Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - Discussion générale (p. 5683, 5684).

- Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - Article 32 bis AA (suppression maintenue) (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7442).

- Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)] - (1er juin 2016) - Discussion générale (p. 8932, 8933). - Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. L. 101-2 du code de l'urbanisme - Principe du droit au développement rural) (p. 8935, 8936).

- Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)] - (2 juin 2016) - Annexe (p. 8974, 8975). - Article 25 (art. L. 612-1 et L. 612-10 du code monétaire et financier ; art. L. 1412-1, L. 1412-2 et L. 1412-2-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 ;

art. L. 212-10-8-1 et L. 213-6-1 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-7 du code de commerce ; art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 ; art. 5, 6, 7 et 8 [abrogé] de la loi n° 77808 du 19 juillet 1977 - Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres) (p. 8989).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Article 3** (Expérimentation de mécanismes de gestion mutualisée des risques économiques) (p. 12071, 12072). - **Article 4** (Rapport au Parlement sur les orientations de la politique agricole commune après 2020 et le soutien aux régimes assurantiels) (p. 12072).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 36 (priorité)** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 141-1-2 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 12362, 12363).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 13457).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13703).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16171, 16172).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement de la Lande de Calais** - (27 octobre 2016) (p. 16400).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18631, 18633).

BAYLET (Jean-Michel)
ministre de l'aménagement du territoire,
de la ruralité et des collectivités
territoriales
(à partir du 11 février 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 815 (2015-2016)] (3 août 2016) - **Aménagement du territoire.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 62 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 264 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités pour l'accueil des réfugiés** - (16 février 2016) (p. 2889, 2890).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3802, 3805).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3863, 3864). (p. 3871). - **Article 1er** (Modalités de transformation des communes associées en communes déléguées) (p. 3872). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3873, 3874). (p. 3875). (p. 3877, 3878). (p. 3888). (p. 3890). (p. 3894). (p. 3895). - **Article 2 (nouveau)** (Modalités de désignation des délégués sénatoriaux dans les communes nouvelles) (p. 3896). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3898). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3898).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat entre La Poste et l'État relatif aux maisons de services au public** - (17 mars 2016) (p. 4266, 4267).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les indemnités des élus locaux** - (17 mars 2016) (p. 4270).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5677, 5680). (p. 5687). (p. 5688, 5689). - **Article unique** (p. 5693). (p. 5695). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 5696).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'« hyper-ruralité »** - (28 avril 2016) (p. 5998).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds de soutien à l'investissement local** - (28 avril 2016) (p. 6002, 6003).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires de montagne** - (3 mai 2016) (p. 6290).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7179, 7181).
- **Question orale sans débat sur l'assurance des équipements et des infrastructures des collectivités locales** - (10 mai 2016) (p. 7227, 7228).
- **Question orale sans débat sur les recettes de la communauté d'agglomération des trois frontières et l'accord franco-suisse sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse** - (10 mai 2016) (p. 7228, 7229).
- **Question orale sans débat sur l'intégration des départements de la petite couronne au sein de la métropole du Grand Paris** - (10 mai 2016) (p. 7229).
- **Question orale sans débat sur les modalités de recensement des logements sociaux dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement** - (10 mai 2016) (p. 7230, 7231).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le schéma départemental de coopération intercommunale** - (26 mai 2016) (p. 8731).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries** - (31 mai 2016) (p. 8909).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités territoriales** - (31 mai 2016) (p. 8909, 8910).
- **Question orale sans débat sur le recul de la vaccination en France** - (7 juin 2016) (p. 9116).
- **Question orale sans débat sur le sort des communes associées en cas de regroupement sous le statut de commune nouvelle** - (7 juin 2016) (p. 9116, 9117).
- **Question orale sans débat sur les schémas départementaux de coopération intercommunale et l'organisation scolaire** - (7 juin 2016) (p. 9117, 9118).
- **Question orale sans débat sur les critères applicables dans le calcul de la dotation de solidarité communautaire** - (7 juin 2016) (p. 9118, 9119).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République au congrès des maires** - (9 juin 2016) (p. 9352, 9353).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités territoriales** - (9 juin 2016) (p. 9356).
- **Question orale sans débat sur le fonds d'urgence affecté aux départements par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie** - (21 juin 2016) (p. 10105, 10106).
- **Question orale sans débat sur le transfert à la région de la compétence en matière de transport** - (21 juin 2016) (p. 10106).
- **Question orale sans débat sur les règles de représentation au sein des conseils communautaires** - (21 juin 2016) (p. 10107).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'information des maires sur les personnes fichées « S » habitant dans leur commune** - (29 septembre 2016) (p. 14343).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présence territoriale de La Poste** - (4 octobre 2016) (p. 14408).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des départements** - (4 octobre 2016) (p. 14412).
- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16179, 16180). (p. 16187). - **Article 1er nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales - Mesures transitoires de représentation d'une commune nouvelle au conseil communautaire) (p. 16189).
- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16272, 16273). - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration plafonnée de l'effectif du conseil communautaire pour permettre la conclusion d'un accord local) (p. 16280). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281). (p. 16282). (p. 16283). (p. 16283). (p. 16283). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16284). (p. 16286). - **Article 3 (nouveau)** (art. 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - Allongement du délai d'adoption de leur budget par les nouvelles intercommunalités) (p. 16286). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Conseiller communautaire suppléant des communautés urbaines et des métropoles) (p. 16286). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Clarification de la compétence intercommunale en matière de développement économique) (p. 16287). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 16289, 16290).
- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16954, 16957). - **Autre (dans une discussion de texte de loi) (Demande de réserve)** (p. 16966). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 16967). - **Article 1er A (nouveau)** (Rapport sur l'évolution des structures et des compétences en Île-de-France) (p. 16968). - **Article 1er** (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris ») (p. 16969). (p. 16970). (p. 16971, 16972). (p. 16972). (p. 16973). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16974). (p. 16976). (p. 16976). - **Article 3** (art. L. 2512-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du Conseil de Paris) (p. 16977). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16979, 16980). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 2512-5-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conférence des maires) (p. 16982). - **Article 6** (art. L. 2123-11-2, L. 2511-34, L. 2511-34-1 [nouveau], L. 2511-35, L. 2511-35-1 [nouveau], L. 3123-16, L. 3123-17 du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un régime indemnitaire spécifique aux membres du Conseil de Paris et aux maires et adjoints aux maires d'arrondissement de Paris) (p. 16983). (p. 16984). - **Article 9** (Entrée en vigueur et habilitation législative) (p. 16985). (p. 16985). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 16986). - **Article 10** (Maintien des mandats en cours) (p. 16987). (p. 16987). - **Demande de réserve** (p. 16987). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution de la Ville de Paris aux communes et département de Paris dans tous leurs actes) (p. 16988). (p. 16988, 16989). (p. 16989). (p. 16989). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16990, 16991). (p. 16991).
- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalement de terrasse dans l'arrondissement) (p. 17021). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17024). (p. 17026). (p. 17027). (p. 17029). (p. 17029). (p. 17031). (p. 17031). (p. 17032). (p. 17033). (p. 17034). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2511-39 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de gestion locale entre les arrondissements en cas de désaccord avec le conseil municipal) (p. 17034). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 2511-39-1 du code général des collectivités territoriales - Modification des modalités de répartition de la dotation d'animation locale) (p. 17035). - **Article additionnel après l'article 16 ter** (p. 17036). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre

premiers arrondissements de Paris) (p. 17037). (p. 17039). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17040). - **Article 19 (supprimé)** (Mise en place d'une conférence d'arrondissements chargée de préparer le secteur regroupant les quatre premiers arrondissements parisiens) (p. 17040). - **Article 20 (supprimé)** (Date d'entrée en vigueur du nouveau secteur unique) (p. 17041). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17052). (p. 17054). (p. 17055, 17056). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 17061). - **Article 26** (Entrée en vigueur des transferts de police spéciale au maire de Paris) (p. 17062). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 17063). (p. 17064). (p. 17065). (p. 17066). - **Article 27** (art. L. 122-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 6332-2 du code des transports - Transfert au préfet de police de Paris de la police des aérodromes de Paris-Charles-de-Gaulle et du Bourget) (p. 17066, 17067). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique des établissements de jeux) (p. 17068, 17069). - **Article 30** (Transfert sous l'autorité du maire de Paris des agents chargés de la circulation, du stationnement et de la gestion des fourrières) (p. 17072, 17073). - **Article 32** (art. L. 2512-9, L. 2512-9-1 [nouveau], L. 2512-10 [abrogé], L. 2512-9-1, L. 2512-11, L. 2512-12, L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Dispositions tendant à faciliter la mutualisation des services entre les différentes administrations territoriales de Paris) (p. 17074).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Article additionnel avant l'article 41** (p. 17114). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17116). (p. 17119, 17120). (p. 17127, 17128). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17131). (p. 17133, 17134). (p. 17134). (p. 17135). (p. 17137). (p. 17137, 17138). (p. 17140). - **Article 10 (précédemment réservé)** (Maintien des mandats en cours) (p. 17141). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17143).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la délivrance des cartes nationales d'identité** - (1er décembre 2016) (p. 18478, 18479).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18506, 18507). (p. 18515).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18651, 18655). (p. 18659). (p. 18672, 18673). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18675). (p. 18677). (p. 18678). (p. 18679). (p. 18679). (p. 18679, 18680). (p. 18680). (p. 18682). - **Article 3** (art. 8 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Adaptation des politiques publiques aux spécificités de la montagne et des massifs) (p. 18683). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18685, 18686). (p. 18687, 18688). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18688). (p. 18690). (p. 18691). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18692). (p. 18693, 18694). (p. 18694). - **Article 3 quater (nouveau)** (Garantie de trois ans en cas de sortie de la liste du classement en zone de revitalisation rurale) (p. 18695). - **Article additionnel après l'article 4 A** (p. 18697). - **Article 5** (art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne) (p. 18698). (p. 18699). (p. 18700). (p. 18700). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 18701). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier

1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18705). (p. 18705). (p. 18706). (p. 18706). - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Convention interrégionale de massif) (p. 18708). (p. 18708). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif) (p. 18709). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 18710). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 18711). (p. 18712). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18713). (p. 18714). (p. 18715). (p. 18716). - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne) (p. 18717, 18718). - **Article 8 quater** (art. L. 1253-4 [nouveau] du code des transports - Conditions tarifaires des transports pour les établissements scolaires organisant des classes de découverte) (p. 18719). - **Article 8 quinquies A (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Prise en compte du classement en zone de montagne pour les règles d'accessibilité au réseau de La Poste) (p. 18720). (p. 18720). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18721). (p. 18722). (p. 18724). (p. 18724). (p. 18725). - **Article 8 octies** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Délivrance de l'autorisation d'exercer la pharmacie) (p. 18725). - **Articles additionnels après l'article 8 nonies** (p. 18726). (p. 18727). - **Article 8 decies (supprimé)** (Définition à titre expérimental de délais raisonnables d'accès aux services de santé par le projet régional de santé) (p. 18728). - **Article 8 undecies (supprimé)** (Rapport établissant une nouvelle cartographie des zones de déserts médicaux en milieu montagnard) (p. 18729, 18730). - **Articles additionnels après l'article 8 terdecies** (p. 18731). (p. 18731). (p. 18732). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18733, 18734). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18737). (p. 18737). (p. 18738). (p. 18739). - **Article 9 ter B (nouveau)** (art. L. 33-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Conventionnement des projets privés de déploiement de réseaux à très haut débit) (p. 18741). - **Article additionnel après l'article 9 ter B** (p. 18742). - **Article 9 quater** (art. 1519 H du code général des impôts - Exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau pour les stations radioélectriques de téléphonie mobile) (p. 18743). - **Articles additionnels après l'article 9 quater** (p. 18743). (p. 18744). - **Article 9 sexies** (art. L. 34-8-6 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès aux infrastructures passives du réseau de téléphonie mobile) (p. 18745). (p. 18745).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18764). (p. 18768). (p. 18769). - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18771). - **Articles additionnels après l'article 9 septies** (p. 18773). - **Article 9 nonies** (Intégration des réseaux d'initiative publique par les opérateurs de communications électroniques) (p. 18774). (p. 18774). - **Articles additionnels après l'article 9 nonies** (p. 18775). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 18777). (p. 18778). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 87 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Rémunération prévue par un contrat de travail intermittent) (p. 18780). (p. 18780). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18782). (p. 18782). (p. 18800). (p. 18801). - **Article additionnel après**

l'article 13 (p. 18803). - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers) (p. 18805). (p. 18805). (p. 18806). (p. 18807, 18808). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 18809). (p. 18810). - **Article 14 bis A (nouveau)** (art. L. 8-4 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Dispositif d'intermédiation locative en faveur des saisonniers) (p. 18811). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-20 du code du travail - Durée de mise à disposition des salariés d'un groupement d'employeurs mixte aux collectivités territoriales adhérentes) (p. 18812). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18813). (p. 18814). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 18815). - **Article 15 A** (art. 18 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Soutiens spécifiques à l'agriculture de montagne) (p. 18817). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18818, 18819). (p. 18821). - **Article 15 bis A** (art. L. 481-1 du code rural et de la pêche maritime - Durée des conventions pluriannuelles de pâturage) (p. 18821). (p. 18822). - **Article 15 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 142-9 du code forestier - Recours à l'Office national des forêts pour l'instruction de certaines demandes) (p. 18822). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18823). (p. 18825). (p. 18826). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 18827). - **Article 15 quinquies A (nouveau)** (art. L. 261-7 du code forestier - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18828). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18829). (p. 18830). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 18830, 18831). (p. 18831). (p. 18832). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18834). (p. 18836). (p. 18837). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18838, 18839). (p. 18839). (p. 18840). (p. 18840). (p. 18841). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 323-2 du code rural et de la pêche maritime - Participation d'un groupement agricole d'exploitation en commun total à l'exploitation de pâturage dans le cadre d'un groupement pastoral) (p. 18841). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 18842). (p. 18842). (p. 18843). - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18844). (p. 18844, 18845).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) (p. 18854). - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18856, 18857). (p. 18857). (p. 18858, 18859). (p. 18859, 18860). (p. 18861). (p. 18861). (p. 18862). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 18862). - **Article 18 bis** (section 4 du chapitre II du titre IV du livre III et art. L. 342-27 à L. 342-29 du code du tourisme, art. L. 5211-25 du code général des collectivités territoriales - Reconnaissance de l'association nationale dédiée à la coordination des sites nordiques) (p. 18863). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 18863). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985

relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18868). (p. 18869). (p. 18869). (p. 18869). (p. 18870). (p. 18870). (p. 18871). (p. 18871). (p. 18889, 18890). (p. 18891, 18892). (p. 18894). (p. 18895). (p. 18895, 18896). (p. 18905). (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18907). (p. 18908). (p. 18909). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18911). (p. 18911). (p. 18912). (p. 18913, 18914). - **Article 20 BAA (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Réalisation de constructions annexes aux bâtiments existants) (p. 18915). (p. 18916). (p. 18916, 18917). (p. 18917). - **Article 20 BA** (art. L. 122-5-1 du code de l'urbanisme - Appréciation du principe de continuité) (p. 18918). - **Articles additionnels après l'article 20 BA** (p. 18919). (p. 18919). (p. 18920). (p. 18921). - **Article 20 B (supprimé)** (art. L. 122-10 du code de l'urbanisme - Préservation particulière des terres agricoles, pastorales et forestières situées dans les fonds de vallée) (p. 18921). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18922). (p. 18923). (p. 18924). - **Article 20** (art. L. 122-11 du code de l'urbanisme - Subordination des travaux sur des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive à une servitude administrative) (p. 18926). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18928). (p. 18929). (p. 18930). (p. 18931). - **Article additionnel après l'article 20 bis A** (p. 18931). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932). (p. 18932). (p. 18933). (p. 18934). - **Article 21 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-12 du code de l'urbanisme - Intégration de la réhabilitation de l'immobilier de loisir au document d'orientation et d'objectifs du Schéma de cohérence territoriale, SCOT) (p. 18935). - **Article additionnel après l'article 21 A** (p. 18935, 18936). - **Article 21 bis (supprimé)** (art. L. 318-6 du code de l'urbanisme - Obligation d'information du syndic de copropriété en cas de mise en vente d'un lot situé dans le périmètre d'une opération de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 18937, 18938). (p. 18938). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 323-1 du code du tourisme - Abrogation de l'article) (p. 18939). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18941). - **Article 23 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé au titre des objectifs de la politique de l'eau) (p. 18941). - **Article 23 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Conciliation entre gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation du patrimoine hydraulique) (p. 18942). - **Article 23** (p. 18944). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 18945). (p. 18946). (p. 18947). (p. 18947). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18948). (p. 18948). (p. 18949). (p. 18949). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 18950). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18955).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de compétences aux communes** - (15 décembre 2016) (p. 19442, 19443).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20948, 20950). - **Article 3 quater** (Maintien du dispositif pour certaines communes de montagne pendant une période transitoire de trois ans) (p. 20978). - **Article 8 decies A** (Exonération partielle de cotisations pour les médecins retraités continuant à exercer une activité en zone de montagne) (p. 20978). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20979, 20980). (p. 20980).

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : CICE : le rendez-vous manqué de la compétitivité ? [n° 789 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Remboursements et dégrèvements [n° 140 tome 3 annexe 28 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Désignations de rapporteurs.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 27 janvier 2016 et programme de contrôle pour 2016 - Communications.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » - Examen du rapport spécial - Communication sur l'impact de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) relatif à l'avenir de la fonction publique de novembre 2015 sur les régimes de retraite de la fonction publique.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2363, 2364). - **Article 1er** (*Abrogation du dispositif Pinel*) (p. 2371, 2372). - **Article 2** (*Relèvement des plafonds de ressources pour accéder au logement social*) (p. 2373).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3807, 3808).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6297, 6298).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché - Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9276, 9277).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9455). (p. 9456).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 7 A (nouveau)** (*art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel*) (p. 9891). - **Article 7 C (nouveau)** (*art. L. 2326-1 du code du travail - Généralisation de la délégation unique du personnel*) (p. 9898). - **Article 7** (*art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels*) (p. 9907). (p. 9908, 9909). (p. 9910). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9914). (p. 9915). - **Article 9** (*art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel*) (p. 9923). (p. 9925).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

[n° 713 (2015-2016)] - (5 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 12206).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12474).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12506). - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12512). (p. 12513). (p. 12514, 12515). - **Article 46 (priorité) (Habilitation en vue de simplifier diverses procédures et formalités dans les sociétés commerciales)** (p. 12524). - **Article 46 bis (priorité)** (art. L. 225-19, L. 225-35, L. 225-37, L. 225-40, L. 225-48, L. 225-54, L. 225-60, L. 225-68, L. 225-70, L. 225-82, L. 225-88, L. 225-96, L. 225-98, L. 225-100-3, L. 225-101, L. 225-102-1, L. 225-102-4 [nouveau], L. 225-103, L. 225-107, L. 225-108, L. 225-114, L. 225-121, L. 225-129-6, L. 225-149, L. 225-149-3, L. 225-150, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-208, L. 225-209, L. 225-209-2, L. 225-214, L. 225-235, L. 232-23 et L. 238-1 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification du régime des sociétés anonymes) (p. 12530). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 287 et 1695 du code général des impôts - Régime de la déclaration à l'importation de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12539). - **Articles 24 bis (supprimé) (Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger contre les « fonds vautour »)** (p. 12546). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-16 du code monétaire et financier - Habilitations en vue de transposer une directive du 23 juillet 2014 concernant la comparabilité de certains tarifs bancaires et d'encadrer les conditions d'ouverture d'un compte de dépôt en cas de souscription d'un crédit immobilier dans le même établissement et possibilité pour les partenaires de pacte civil de solidarité d'ouvrir chacun un livret d'épargne populaire) (p. 12551). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12552). (p. 12552). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 312-12 du code de la consommation - Renforcement de l'information précontractuelle de l'emprunteur avant la souscription d'un contrat de crédit à la consommation) (p. 12562, 12564). - **Articles additionnels après l'article 29 bis B** (p. 12564).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présence territoriale de La Poste** - (4 octobre 2016) (p. 14407, 14408). (p. 14408).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14622). (p. 14623). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14636). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social) (p. 14644). (p. 14644). -

Article 26 (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14652). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14660). - **Article 28 bis** (art. L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation - Modalités de ventes de logements sociaux) (p. 14667). - **Article 28 quater BB (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Conditions d'application du taux réduit de TVA pour les logements locatifs intermédiaires) (p. 14673, 14674). - **Article additionnel après l'article 28 quater BB** (p. 14675). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 14686, 14687). (p. 14687). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14693).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14786, 14787). (p. 14793, 14794). (p. 14798, 14799). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14807). (p. 14809). (p. 14809).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16277, 16278). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281). - **Article 6 (nouveau)** (p. 16287). - **Article 7 (nouveau)** (p. 16287). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 16290).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18374, 18375).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18430, 18431).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3 (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public)** (p. 19467). (p. 19469, 19470). - **Article 4** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - Ajustement des ressources affectées au compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 19474).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 20** (art. 885 I quater, 885 O bis et 885 O ter du code général des impôts - Clarification de la notion de bien professionnel) (p. 19523). - **Article 21** (art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Compte PME innovation) (p. 19533).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19594). (p. 19597). (p. 19599). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19605). (p. 19605). - **Article 23 septies (nouveau)** (art. 1499 et 1499-

00 A [nouveau] du code général des impôts - Modification des modalités de calcul de la valeur locative de certains établissements industriels) (p. 19612).

- Suite de la discussion (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19734). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19737). (p. 19737). (p. 19739). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19762). (p. 19771). - **Articles additionnels**

après l'article 31 sexies (p. 19792). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19832).

- **Question orale sans débat sur la dégradation du service de La Poste** - (20 décembre 2016) (p. 20845). (p. 20846).

BÉCHU (Christophe)
sénateur (Maine-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire du comité des finances locales.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 278 (2015-2016)] de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 389 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 469 (2015-2016)] (15 mars 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 501 (2015-2016)] de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 510 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à moduler les indemnités versées aux élus municipaux des villes de plus de cent mille habitants en fonction de leur présence en conseil et commission [n° 235 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi organique et la proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour

l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3068, 3069). - **Article 1er** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle) (p. 3080, 3081). (p. 3083). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Transmission au Conseil constitutionnel des présentations des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3084). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3086). (p. 3088). (p. 3088). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3089). (p. 3092). - **Article 4** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Principe d'équité de traitement médiatique avant la campagne officielle) (p. 3095, 3096). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3098). (p. 3099). - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3100, 3101). (p. 3101, 3102). (p. 3103). - **Article 8 A (nouveau)** (art. 2, 6 et 20 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Actualisation des dispositions applicables à l'élaboration des listes électorales consulaires et aux opérations de vote à l'étranger) (p. 3103). - **Article 8**

(Texte non modifié par la commission) (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales) (p. 3105). (p. 3106).

- **Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 391 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**. - (18 février 2016) - rapporteur - **Article 2 ter** (art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Diffusion des mises au point de la commission des sondages en période électorale) (p. 3110). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3112). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 388, L. 428 et L. 438 du code électoral - Application outre-mer) (p. 3112).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter** (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Organisation du renseignement pénitentiaire) (p. 4948).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5005, 5007). - **Question préalable** (p. 5013, 5014).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**. - (31 mars 2016) - rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 5015).

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Val-de-Marne)
Écologiste

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 20 janvier 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 549 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes les techniques d'assistance à la procréation [n° 40 (2016-2017)] (17 octobre 2016) - **Famille.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - *Asile [n° 146 tome 2 (2016-2017)]* (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de la justice du XXIe siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'enlèvement à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 727, 728). - **Article 1er A (nouveau)** (art. 222-48-3 et 227-31-1 [nouveaux] du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs) (p. 733). - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 739).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1973).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2137). - **Article 2** (art. 706-90 du code de procédure pénale - Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire en matière terroriste) (p. 2145). - **Article 5** (art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée)

(p. 2160). - **Article 10** (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - Création de nouveaux délits terroristes) (p. 2165). - **Article 12** (art. 421-2-7 [nouveau] et art. 421-5 du code pénal - Création d'un délit de séjour intentionnel à l'étranger sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes) (p. 2172). - **Article 14** (art. 131-4-1 du code pénal - Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale) (p. 2173). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 422-4 du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers) (p. 2174). - **Article 16** (art. 706-24-3 du code de procédure pénale - Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes) (p. 2177). - **Article 19** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes) (p. 2183). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2186, 2187).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2273).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2512, 2513).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2901).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3211).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3824).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3996, 3997). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4010).

- **Mise au point au sujet de votes** - (10 mars 2016) (p. 4013).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4194, 4195). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4215).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 mars 2016) (p. 4219).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)] (suite)** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4226). (p. 4226). (p. 4227). (p. 4231).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4246). (p. 4247, 4248). (p. 4254). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 42 et 48 de la Constitution - Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise) (p. 4258). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 4258). - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4282, 4283). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4297).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4314, 4315).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie concernant les migrants** - (22 mars 2016) (p. 4320). (p. 4321).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4835). - **Article 17 (priorité)** (art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages) (p. 4853). - **Article additionnel après l'article 17 (priorité)** (p. 4855). - **Article 18 (priorité)** (art. 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative) (p. 4857). (p. 4859). (p. 4860). - **Article 19 (priorité)** (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la réitération d'une attaque meurtrière de masse) (p. 4872). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes) (p. 4880).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-95-1, 706-95-2 et 706-95-3 [nouveaux] du code de procédure pénale - Régime de saisie des correspondances stockées) (p. 4902). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée) (p. 4905, 4906). (p. 4906). - **Article 3** (art. 706-96, 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-98, 706-98-1 [nouveau], 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 4914). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4929, 4930). - **Article 4 ter** (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Organisation du renseignement pénitentiaire) (p. 4947, 4948). - **Article 4 quinquies** (art. 60-1 du code de procédure pénale et art. 434-15-2 du code pénal - Renforcement des sanctions en cas de non-coopération des organismes détenteurs d'un moyen de cryptologie) (p. 4952). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites) (p. 4954). - **Article 4 septies (nouveau)** (art. 131-4-1 du code pénal - Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale) (p. 4958). - **Article 4 nonies (nouveau)** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes) (p. 4959). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme) (p. 4978). - **Article 15 bis** (art. L. 561-27 du code monétaire et financier - Accès direct de TRACFIN au fichier des antécédents judiciaires) (p. 4980).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 27** (p. 5050). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5056). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5066). - **Article 31 quinquies** (art. 41-4, 41-5, 99, 99-2, 373, 481, 493-1 [nouveau], 706-11, 706-148, 706-152, 706-157, 706-160, 706-161, 706-163, 706-164, 707-1 du code de procédure pénale - Transposition de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne et dispositions relatives à l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs

saisis et confisqués (p. 5071). - **Article additionnel après l'article 31 sexdecies** (p. 5078). (p. 5079). - **Article 32 G (supprimé)** (art. 132-41 du code pénal - suppression de la limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve en cas de récidive) (p. 5082).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5114, 5115).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5132).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7236).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8060, 8061). - **Article 1er (Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées)** (p. 8069).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8268, 8269).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation du camp d'Idomeni en Grèce et la situation des réfugiés** - (26 mai 2016) (p. 8721). (p. 8722).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 461 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9018).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10649). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10660). (p. 10661). - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10666).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 8 bis (supprimé)** (*Demandes de contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12207). (p. 12207).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire [n° 716 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12306).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rétention d'enfants en centre de rétention administrative** - (7 juillet 2016) (p. 12446). (p. 12446, 12447).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale**

commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016) (p. 13756).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire [n° 781 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13844, 13845).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13923). - **Article 17 ter** (art. 229, 229-1 à 229-4 [nouveaux], 230, 247, 260, 262, 262-1, 265, 278, 279, 296 et 373-2-13 du code civil, art. L. 111-3 et L. 213-1 du code des procédures civiles d'exécution, L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6 et L. 581-10 du code de la sécurité sociale, art. 199 octodécies et 1691 bis du code général des impôts, art. 227-3 et 227-6 du code pénal, art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires, et art. 10 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Divorce conventionnel par consentement mutuel) (p. 13991). - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 13997). (p. 13999). (p. 14001). (p. 14003).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 19 (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun)** (p. 14077). (p. 14078). - **Article 21 (Qualité pour agir)** (p. 14080). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Organisation de l'action de groupe devant le juge administratif) (p. 14084). (p. 14085). - **Article 44** (art. 1er, 2, 4, 10 et 11 [nouveau] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations et art. 225-1 du code pénal - Modification de la législation relative aux discriminations et application du régime de l'action de groupe aux discriminations) (p. 14088). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 14091). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14122).

- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux [n° 842 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14334, 14335).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement de la « jungle » de Calais** - (18 octobre 2016) (p. 15202). (p. 15203).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16094, 16095).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16963, 16964). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16979).

- **Mise au point au sujet de votes** - (7 novembre 2016) (p. 16991).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)] (suite)** - (8 novembre 2016) - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17037). (p. 17038). - **Article 18 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17040). - **Article 19 (supprimé)** (Mise en place d'une conférence d'arrondissements chargée de préparer le secteur regroupant les quatre premiers arrondissements parisiens) (p. 17040). - **Article 20 (supprimé)** (Date d'entrée en vigueur du nouveau secteur unique) (p. 17041).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17095). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17117). (p. 17120). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17134). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17142).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel**

relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - (16 novembre 2016) (p. 17448, 17449).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18379).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18494).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (15 décembre 2016) (p. 19434).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19450).

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
Socialiste et républicain

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 14, 21, 27, 28 janvier, 3, 4, 10, 16 février, 2, 10, 16, 31 mars, 26, 27 avril, 10, 12, 18, 19, 26 mai, 8, 9, 14, 16, 21 juin, 29 septembre, 6, 11, 13, 18, 20 octobre, 3, 15, 16, 22, 24 novembre, 1er, 7, 13, 14 et 20 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 4 janvier 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 20 décembre 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) jusqu'au 15 décembre 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale des services.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, du contrôle et des études : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2016 [n° 650 (2015-2016)] (31 mai 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 41 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances 2017 - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 302). (p. 312). (p. 315). (p. 316). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 318).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 352, 353). (p. 354). - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 356).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire norvégienne** - (28 janvier 2016) (p. 1968, 1969).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale du Québec** - (3 février 2016) (p. 2246, 2247).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la République démocratique populaire Lao** - (4 février 2016) (p. 2336, 2337).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3968).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4041).

- **Question orale sans débat sur le versement de la prime à la naissance** - (15 mars 2016) (p. 4112). (p. 4113).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7350). - **Article 9** (*art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7375). (p. 7380, 7381).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de l'Assemblée consultative du royaume d'Arabie saoudite** - (12 mai 2016) (p. 7477).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article 5 (supprimé)** (*art. L. 121-82-1 du code de la consommation - Application de la mention « fait maison » à la restauration collective*) (p. 8125). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8126, 8127).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - président de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, du contrôle et des études (p. 9140, 9141).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12381). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12389, 12390). - **Article 30 bis (priorité) (supprimé)** (Rapport sur le renforcement des missions de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires et sur divers autres sujets intéressant l'agriculture) (p. 12393).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13471). (p. 13472). (p. 13474, 13475). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la

pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 13502). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 13516, 13517).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16154).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de l'emploi** - (27 octobre 2016) (p. 16405).

- **Question orale sans débat sur les réserves en eau pour l'agriculture** - (15 novembre 2016) (p. 17347, 17348). (p. 17348).

- **Salut en séance aux auditeurs de l'Institut du Sénat** - (7 décembre 2016) (p. 18538).

BERSON (Michel)
sénateur (Essonne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris jusqu'au 12 juillet 2016.

Membre titulaire du conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur jusqu'au 8 février 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réussir le cluster de Paris-Saclay [n° 620 (2015-2016)] (23 mai 2016) - **Budget**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 140 tome 3 annexe 25 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique (« cluster ») sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 13, 14).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-1 du code monétaire et financier, art. 17 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, art. L. 1412-2 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010, art. L. 2312-1 du code de

la défense, art. L. 212-6-7 du code du cinéma et de l'image animée, art. L. 751-7 du code de commerce, art. L. 121-1 du code de l'environnement et art. L. 331-12 du code de la propriété intellectuelle - *Suppression de la qualité d'autorité administrative indépendante des entités non énumérées en annexe de la proposition de loi*) (p. 2400). (p. 2401).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16302, 16303).

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 2 mai 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère [n° 233 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Suite de l'examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2022, 2023). - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - *Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2033, 2034). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2035, 2036). (p. 2036). (p. 2036).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 296 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2043).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'« hyper-ruralité »** - (28 avril 2016) (p. 5997, 5998).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la ligne ferroviaire du Cévenol** - (18 octobre 2016) (p. 15201). (p. 15202).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18274, 18276).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18383, 18384).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18521, 18522).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18612, 18614).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18664, 18665). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Objectifs de la politique de la montagne*) (p. 18675). (p. 18677). (p. 18677). (p. 18681). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18684). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18691, 18692). (p. 18692). (p. 18693). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 18710). (p. 18710). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - *Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne*) (p. 18721). - **Articles additionnels après l'article 8 terdecies** (p. 18730, 18731). (p. 18731). (p. 18731). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18733). (p. 18734).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18763, 18764).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - *Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable*) (p. 18853). (p. 18854). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Procédure de création des unités touristiques nouvelles*) (p. 18869). (p. 18869). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18940). (p. 18940). (p. 18941). - **Article 23 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Conciliation entre gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation du patrimoine hydraulique*) (p. 18943). - **Article 23** (p. 18944). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 18951). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18952).

- **Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20950, 20951).

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 29 janvier 2016 ; fin de mission le 28 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité le 23 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 484 (2015-2016)] pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 577 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 640 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 614 (2015-2016)] autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 652 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 723 (2015-2016)] pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 765 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Biodiversité - Transition énergétique [n° 145 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de

l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 12 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Serge Kimbel, fondateur de la société Morphosis.

Audition de MM. Renaud Attal, président, et Benoît Varin, vice-président, de RCube.org, la Fédération des acteurs professionnels de la réduction, du réemploi et de la réutilisation.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Communications diverses.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Arnaud Gossement, avocat, Mme Marthe Lucas, maître de conférences à l'université d'Avignon, et M. François-Guy

Trébulle, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Philippe Sibley, directeur du service du patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Audition de Mme Carole Hernandez-Zakine, manager, responsable du droit de l'agro-écologie à InVivo AgroSolutions.

Audition des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), de Coordination rurale, de la Confédération paysanne et de Jeunes agriculteurs.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Thierry Dutoit, directeur de recherche en ingénierie écologique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Mme Claire Étrillard, ingénieure d'études, et M. Michel Pech, géographe ruraliste à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), M. Harold Levrel, chercheur en économie écologique au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), et Mme Anne-Charlotte Vaissière, économiste de la biodiversité au Laboratoire montpelliérain d'économie théorique et appliquée (LAMETA).

Audition des représentants de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), Humanité et biodiversité, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), World Wildlife Fund (WWF), Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), et France nature environnement (FNE).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 250, 252).

- Rapporteur - **Article 1er** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité*) (p. 294). (p. 295, 296). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 298, 299). (p. 299). - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 302). (p. 303). (p. 304). (p. 305). (p. 307). (p. 309, 310). (p. 313). (p. 315). (p. 316). (p. 317). (p. 317). (p. 317, 318). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 318). - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 1386-19 à 1386-21 [nouveaux] du code civil - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil*) (p. 321). (p. 322). - **Article 3** (*art. L. 110-2 du code de l'environnement - Objectif de préservation des continuités écologiques*) (p. 324). (p. 324). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 325). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 411-5 du code de l'environnement - Introduction des sols dans les inventaires du patrimoine naturel*) (p. 326). (p. 327).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 4** (*art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 337). (p. 339). (p. 339). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 341). (p. 346). (p. 349, 350). (p. 350, 351). (p. 352). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 353). - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 356). (p. 357). (p. 358). (p. 360). (p. 362, 363). - **Article 6 (Texte**

non modifié par la commission) (*art. L. 371-2 du code de l'environnement - Intégration des missions du Comité national « trames verte et bleue » dans le futur Comité national de la biodiversité*) (p. 365). - **Article 7** (*art. L. 371-3, L. 213-13, L. 213-13-1, L. 213-14, L. 213-14-1 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité*) (p. 367). (p. 368). (p. 368). (p. 369). (p. 369). - **Article 8** (*art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité d'un « rattachement » des établissements publics entre eux*) (p. 371). - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 374). (p. 375). (p. 376). (p. 377). (p. 378). (p. 379). (p. 380). (p. 381). (p. 381). (p. 383). (p. 384). (p. 385). (p. 385). (p. 387, 388). (p. 389). (p. 389). (p. 390). (p. 390, 391). (p. 391). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 392). - **Article 11 bis (supprimé)** (*Rapport sur le périmètre de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 393). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 393). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions transitoires : représentation des personnels au conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 394). - **Article 15 bis** (*art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau*) (p. 396, 397). - **Article 16** (*art. L. 132-1, L.172-1, L. 213-2 à L. 213-6, L. 213-9-1, L. 213-9-2, L. 213-10-8, L. 331-29, L. 334-1, L. 334-2, L. 334-2-1, L. 334-4, L. 334-5, L. 334-7, L. 411-5, L. 414-10, L. 437-1, et intitulé du chapitre IV du titre III du livre III du code de l'environnement ; art. L. 942-1 du code rural et de la pêche maritime - Intégration de trois établissements existants dans la nouvelle Agence française pour la biodiversité*) (p. 398). (p. 398). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales - Amélioration de l'information des citoyens sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement*) (p. 399). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur du titre III*) (p. 399). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (*tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'art. 13 de la Constitution - Audition préalable du candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 400). - **Article 17 ter** (*art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin*) (p. 401). - **Article 17 quater** (*art. L. 213-8-1 du code de l'environnement - Représentation des usagers non économiques dans les conseils d'administration des agences de l'eau*) (p. 402). (p. 402). - **Article 17 quinquies** (*art. L. 213-8-3 et L. 213-8-4 [nouveaux] du code de l'environnement - Commission des aides au sein des agences de l'eau*) (p. 402). - **Article 18** (*art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 409). (p. 410). (p. 410). (p. 410). (p. 411). (p. 411). (p. 411). (p. 412). (p. 413). (p. 413). (p. 414). (p. 414). (p. 416, 417). (p. 418). (p. 419). (p. 420). (p. 421).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) (p. 435). (p. 436, 437). (p. 437). (p. 438). (p. 439). (p. 440). (p. 441). (p. 441). (p. 442). (p. 444). (p. 444). (p. 445). (p. 445, 446). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 415-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Sanctions pénales en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations en matière d'accès et de partage des avantages*) (p. 448). (p. 449). (p. 450). (p. 451). (p. 451). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 331-15-6 du code de l'environnement - Abrogation du dispositif d'accès et de partage existant pour le territoire du parc amazonien de Guyane*) (p. 454). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions spécifiques pour les ressources génétiques des espèces domestiques et cultivées et les espèces végétales sauvages apparentées*) (p. 454, 455). (p. 455). (p. 455). (p. 456). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (p. 456). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 458). (p. 459). - **Article 27** (*art. L. 331-1 du code de l'environnement -*

Procédure de classement en parc naturel régional (p. 462). (p. 462). (p. 463). (p. 463). - **Article 28** (art. L. 333-3 du code de l'environnement - Rôle du syndicat mixte d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux) (p. 463). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 464). - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux) (p. 465). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 466, 467). (p. 467). - **Article 32** (intitulé du titre III du livre IV de la première partie, art. L. 1431-1, L. 1431-2 à L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales - Établissements publics de coopération environnementale) (p. 468, 469). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 469, 470). (p. 470, 471). - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 142-1 du code de l'urbanisme - Compatibilité de la politique des espaces naturels sensibles avec le schéma régional de cohérence écologique) (p. 473). (p. 473). (p. 473). - **Articles additionnels après l'article 32 bis A** (p. 474). - **Article 32 bis B (nouveau)** (art. L. 142-10 du code de l'urbanisme - Plan de gestion des sites espaces naturels sensibles) (p. 474). - **Article additionnel après l'article 32 bis B** (p. 475). - **Article 32 bis** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - Missions des établissements publics territoriaux de bassin, EPTB) (p. 476). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 477). (p. 478). (p. 479). - **Article 32 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales et art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétence obligatoire de « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations ») (p. 480). (p. 481). - **Articles additionnels après l'article 32 ter A** (p. 481). (p. 482). - **Intitulé de la section 4 (Réserves de biosphère et espaces remarquables)** (p. 482). - **Article 32 ter** (art. L. 336-1 et L. 336-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Réserves de biosphère et espaces remarquables) (p. 482). - **Intitulé de la section 5 (Agence des espaces naturels de la région d'Île-de-France)** (p. 483). - **Article 32 quinquies** (art. L. 143-2 du code de l'urbanisme - Avis de l'agence des espaces naturels de la région d'Île-de-France) (p. 483). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 483). - **Article 33 AA (nouveau)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée) (p. 485). - **Article 33 A** (chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage) (p. 487, 488). (p. 488). (p. 494, 497). (p. 499). (p. 499). (p. 500). (p. 500). (p. 501). - **Articles additionnels après l'article 33 A** (p. 501). (p. 502). - **Article 33 BA (nouveau)** (Inventaire national des espaces naturels pour la compensation) (p. 503). (p. 503). - **Article additionnel après l'article 33 BA** (p. 503). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation réelle environnementale) (p. 504). (p. 505). (p. 506). (p. 506). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 507). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 509). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 512). - **Article 36** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement) (p. 513). - **Article 36 bis AA (nouveau)** (art. L. 121-4 du code de l'urbanisme - Consultation du Centre national de la propriété forestière) (p. 514). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 515). (p. 515). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 516). (p. 517). - **Intitulé de la section 5 (Gestion du domaine public de l'État)** (p. 517). - **Article additionnel après l'article 36 ter** (p. 518). - **Article 36 quater A (nouveau)** (art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession à titre gratuit d'immeubles du domaine privé de l'État à un conservatoire régional d'espaces naturels) (p. 518). - **Article 36 quater B (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Imputation sur l'impôt de solidarité sur la fortune des dons à des conservatoires régionaux d'espaces

naturels agréés) (p. 519). - **Article 36 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 520). (p. 520). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 522). - **Article 36 quinquies B (supprimé)** (art. L. 229-26 du code de l'environnement - Rôle de la biodiversité urbaine pour lutter contre le changement climatique pris en compte dans le PCET) (p. 524, 525). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 525, 526). (p. 526, 527). (p. 527). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles) (p. 529). - **Articles additionnels après l'article 36 sexies** (p. 530). (p. 531). - **Article 37** (art. L. 414-4 du code de l'environnement - Activités de pêche maritime professionnelle en zone Natura 2000) (p. 532).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes) (p. 546, 547). (p. 548). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 549). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 552, 553). (p. 553, 554). (p. 555). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-1 du code de la recherche, et L. 251-2 et L. 251-3 [nouveaux] du code de la recherche - Sanction des activités de recherche non autorisées et transmission des données collectées aux autorités publiques) (p. 555). - **Article 43** (art. L. 911-2 et L. 924-1 à L. 924-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Zones de conservation halieutiques) (p. 556). (p. 557). (p. 558, 559). - **Article 45** (art. L. 334-1 du code de l'environnement - Attribution du statut d'aire marine protégée aux zones de conservation halieutiques) (p. 560). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-12 du code de l'environnement et 285 quater du code des douanes - Bénéficiaires de la taxe sur les passagers maritimes à destination d'espaces naturels protégés) (p. 561). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 563). (p. 564). (p. 567). (p. 568). - **Article 47** (art. L. 322-1, L. 322-8, L. 322-9 et L. 322-13-1 du code de l'environnement - Renforcement du cadre d'action du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 569). - **Article 49** (art. 713 du code civil et L. 1123-3, L. 1123-4 et L. 2222-20 du code général de la propriété des personnes publiques - Transfert de biens sans maître au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 570). (p. 571). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-3 du code de l'urbanisme - Sécurisation des interventions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres en cas de superposition de zones de protection) (p. 571). - **Article additionnel après l'article 51 bis** (p. 572). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action protection des mangroves et objectifs récifs coralliens) (p. 572). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 1395 B bis du code général des impôts - Restauration d'une exonération de taxe foncière au bénéfice des propriétés non bâties situées dans des zones humides) (p. 574). (p. 574). (p. 575). - **Article additionnel avant l'article 51 quater A** (p. 576). - **Article additionnel après l'article 51 quater A** (p. 577). - **Article 51 quinquies** (art. L. 253-7-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Traitement des fonds de cuve et des résidus de produits phytopharmaceutiques) (p. 577). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 578). (p. 579). - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-1 et L. 212-2-2 du code de l'environnement - Échéances d'atteinte du bon état chimique des eaux, surveillance de la matrice biote, et agrément des laboratoires d'analyse) (p. 581). (p. 582). (p. 582). - **Article 51 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - Soutien aux projets territoriaux visant la suppression des néonicotinoïdes dans le cadre du plan Ecophyto) (p. 583). - **Articles additionnels après l'article 51**

nonies (p. 584). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 586). (p. 588). (p. 589). - **Article 51 undecies A (nouveau)** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - *Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins*) (p. 590). - **Articles additionnels après l'article 51 undecies A** (p. 592). - **Article additionnel après l'article 51 undecies** (p. 593). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - *Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime*) (p. 594). (p. 595, 596). (p. 596). (p. 596). - **Articles additionnels après l'article 51 duodecies** (p. 597). (p. 598). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016*) (p. 602, 603). - **Article additionnel après l'article 51 quaterdecies** (p. 606). - **Article 51 sexdecies (supprimé)** (*Rapport sur les plantes invasives*) (p. 607). - **Articles additionnels après l'article 51 sexdecies** (p. 608). (p. 608). - **Article 52** (art. L. 415-3, L. 415-6, L. 624-3 et L. 635-3 du code de l'environnement - *Sanctions applicables en cas d'atteinte aux espèces menacées*) (p. 609). - **Article additionnel après l'article 52 ter** (p. 610, 611). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-2 [nouveau] du code de l'environnement, article 59 octies [nouveau] du code des douanes - *Echanges de données entre agents en matière de lutte contre les trafics d'espèces menacées*) (p. 612). - **Articles additionnels après l'article 53 bis** (p. 613). (p. 613). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 432-10 du code de l'environnement - *Dérogation au dispositif de sanctions pour les pratiquants de pêche sportive*) (p. 614). - **Articles additionnels après l'article 54 quinquies** (p. 615). - **Article 56** (art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - *Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger*) (p. 616, 617). (p. 620). - **Article 57 bis (supprimé)** (*Rapport évaluant la mise en œuvre de la convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*) (p. 621). - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 622). - **Article additionnel avant l'article 58** (p. 622). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 623). (p. 624). - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 625). - **Intitulé du chapitre VII (Habilitation à légiférer par ordonnance)** (p. 626). - **Article 59 (Habilitation à prendre des ordonnances dans des domaines relevant du code de l'environnement)** (p. 627). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 628). (p. 630). (p. 630). - **Articles additionnels après l'article 59 bis A** (p. 630, 631). (p. 631). - **Article 59 bis** (art. L. 421-12 du code de l'environnement - *Régime des fédérations interdépartementales des chasseurs*) (p. 631). (p. 631). - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 632). (p. 632). - **Article 60** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, article 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - *Habilitation à procéder par ordonnance pour supprimer la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes*) (p. 633). - **Article 62 (Habilitation à procéder par ordonnance pour modifier des dispositions relatives aux espaces maritimes)** (p. 634). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 331-1, L. 332-1 et L. 334-3 du code de l'environnement - *Extension des espaces protégés aux eaux sous juridiction de l'État et aux espaces du plateau continental*) (p. 635). - **Article 64 (Habilitation à prendre des ordonnances pour clarifier et simplifier l'application de la politique Natura 2000)** (p. 636). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à procéder par ordonnance pour définir le cadre juridique applicable aux réserves biologiques*) (p. 636). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à procéder par ordonnance dans le domaine de la police de l'environnement et des sanctions*) (p. 638). - **Article 67 (Habilitation à procéder par ordonnance pour réaliser une expérimentation visant à simplifier la gestion des espaces naturels protégés)** (p. 638). - **Articles additionnels avant l'article 68 quater** (p. 640). - **Article 68 quater (supprimé)** (art. L. 424-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Interdiction de la chasse des mammifères*

pendant les stades de reproduction et de dépendance) (p. 641). - **Article 68 quinquies (supprimé)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - *Interdiction de la chasse à la glu ou à la colle*) (p. 643). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - *Ajustement de la compensation des opérations de défrichement*) (p. 646, 647). (p. 647, 648). (p. 648). - **Article 69** (art. L. 341-1, L. 341-2, L. 341-9, L. 341-10, L. 341-12, L. 341-13 du code de l'environnement, art. L. 341-1-1 et L. 341-1-2 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 31, 199 octovicies et 793 du code général des impôts, art. L. 630-1 et L. 641-1, L. 642-7 du code du patrimoine, art. L. 111-6-2, L. 128-1, L. 111-12 et L. 313-2-2 du code de l'urbanisme - *Politique des sites inscrits, simplification et clarification de la procédure relative aux sites classés*) (p. 649, 650). (p. 650). (p. 650). - **Article 72** (art. L. 350-1 AA, L. 350-1 A et L. 350-1 B [nouveaux] du code de l'environnement - *Atlas de paysages et objectifs de qualité paysagère*) (p. 651). (p. 651). (p. 651). (p. 651, 652). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 652). (p. 653). (p. 653, 654). (p. 654). (p. 654). - **Article 72 bis (Dénomination « paysagiste concepteur »)** (p. 655). (p. 655). - **Article 74 (supprimé)** (art. L. 621-29-8 du code du patrimoine - *Interdiction de la publicité sur les bâches d'échafaudage installées sur les immeubles classés*) (p. 655).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**. - (22 janvier 2016) - rapporteur - **Article 1er** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'art. 13 de la Constitution - *Instauration d'un avis public des commissions parlementaires sur la nomination du président de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 657). - **Article 2** (*Entrée en vigueur*) (p. 657). (p. 659).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Article 26 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - *Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance*) (p. 2967).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4023, 4024). - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - *Autoliquidation de la TVA*) (p. 4051).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 7272, 7274). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Définition de la biodiversité*) (p. 7290). (p. 7291). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression*) (p. 7292). (p. 7293). (p. 7294). (p. 7294). (p. 7296). (p. 7300, 7301). (p. 7302, 7303). (p. 7303). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - *Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil*) (p. 7305). (p. 7306). (p. 7307). (p. 7307). (p. 7308). (p. 7309). (p. 7310). (p. 7310). (p. 7311). - **Article 3 ter** (art. L. 411-1 A [nouveau] et L. 411-5 du code de l'environnement - *Modalités de réalisation de l'inventaire du patrimoine naturel, des inventaires locaux et territoriaux et des atlas de la biodiversité*) (p. 7315).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-

9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7348). (p. 7349). (p. 7349, 7350). (p. 7354). - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7356). - **Article 4 ter** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 7358). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7358). (p. 7360). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature) (p. 7364). (p. 7365). (p. 7366). - **Article 7** (art. L. 371-3 et L. 213-13-1 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 7367). (p. 7367, 7368). (p. 7368). (p. 7369). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7372). (p. 7373). (p. 7374). (p. 7374). (p. 7374). (p. 7374). (p. 7375). (p. 7376). (p. 7376). (p. 7378, 7379). (p. 7381). (p. 7382). (p. 7384, 7385). (p. 7385). (p. 7385). (p. 7386). (p. 7387). (p. 7387). (p. 7388). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires pour la représentation des personnels au conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7389). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 7390). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-1, L. 172-1, L. 213-2 à L. 213-6, L. 131-12-1, L. 131-12-2, L. 213-9-1, L. 213-9-2, L. 213-10-8, L. 331-29, L. 334-1, L. 334-2, L. 334-4, L. 334-5, L. 334-7, L. 414-10, et L. 437-1 du code de l'environnement - Intégration des établissements existants dans la nouvelle Agence française pour la biodiversité) (p. 7401, 7402). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 7403). - **Article 17 quinquies** (art. L. 213-8-3 et L. 213-8-4 (nouveaux) du code de l'environnement - Création d'une commission des aides au sein des agences de l'eau et d'un régime d'incompatibilités de fonctions pour les membres des conseils d'administration) (p. 7404). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7411). (p. 7411). (p. 7412). (p. 7414). (p. 7416, 7417). (p. 7417). (p. 7418). (p. 7419). (p. 7420). (p. 7421). (p. 7421, 7422). (p. 7422). (p. 7423). (p. 7423). (p. 7424). (p. 7424). - **Article 23 (pour coordination) (Texte non modifié par la commission)** (Conservation dans une collection nationale des ressources biologiques collectées par les laboratoires chargés de la surveillance microbiologique) (p. 7425). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 univies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7428, 7249). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional) (p. 7434). (p. 7435). - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux) (p. 7437, 7438). - **Article 32** (intitulé du titre III du livre IV de la première partie, articles L. 1431-1, L. 1431-2 à L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales - Établissements publics de coopération environnementale) (p. 7439). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement -

Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7440). (p. 7441).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 32 ter C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1530 bis du code général des impôts - Possibilité pour les communes et les EPCI de lever la taxe GEMAPI même s'ils ont transféré la compétence à un syndicat mixte) (p. 7471). (p. 7471). - **Article 33 AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée) (p. 7472). (p. 7473). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7475). (p. 7479). (p. 7482). (p. 7483). (p. 7486). (p. 7487). (p. 7500). (p. 7500). (p. 7501). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7503). (p. 7503). (p. 7504). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 7505). (p. 7506). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 7507). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7508). (p. 7509). (p. 7510). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement pour inclure des finalités hydrologiques ou écologiques) (p. 7511). (p. 7511). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-23 et L. 421-4 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 7513). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 7514, 7515). - **Article 36 quinquies A** (art. L. 111-19 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 7516). - **Article 36 quinquies C (suppression maintenue)** (art. L. 141-8-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Promouvoir la permaculture dans les schémas de cohérence territoriale, SCOT) (p. 7517). - **Article 36 sexies (suppression maintenue)** (Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles) (p. 7518). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 7523). (p. 7523). - **Article 44** (art. L. 942-1, L. 942-4, L. 942-10 et art. L. 945-4-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Contrôle et sanctions) (p. 7526). - **Article 46 quater** (art. L. 334-2-1, et L. 334-2-2 à L. 334-2-4 [nouveaux] du code de l'environnement - Dispositif anticollision avec les cétacés) (p. 7527). (p. 7527). (p. 7528). (p. 7528). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens) (p. 7531). - **Article 51 quater AA (suppression maintenue)** (Action de groupe en matière environnementale) (p. 7533). - **Article 51 decies A (suppression maintenue)** (art. L. 257-3 du code rural et de la pêche maritime - Centralisation et ouverture des données relatives aux traitements phytosanitaires par les agriculteurs) (p. 7534). - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 7535). - **Article 51 undecies B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Délai accordé aux propriétaires de bonne foi pour la réalisation des travaux sur les moulins permettant l'amélioration de la continuité écologique) (p. 7536). (p. 7536). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 7539). (p. 7540). (p. 7540). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7551, 7552). - **Article 51**

sexdecies (Texte non modifié par la commission) (*Rapport sur les plantes invasives*) (p. 7556). - **Article additionnel après l'article 51 sexdecies** (p. 7557). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3, L. 415-6, L. 624-3 et L. 635-3 du code de l'environnement - Relèvement du quantum des peines prévues pour les cas d'atteinte aux espèces) (p. 7558). - **Article 53 ter A (suppression maintenue)** (art. L. 428-21 du code de l'environnement - Saisie par les gardes-chasse particuliers et les agents des fédérations départementales des chasseurs des armes de chasse et autres objets ayant servi à commettre une infraction) (p. 7558). - **Article 58 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 421-13, L. 425-1, L. 433-4 [nouveau] du code de l'environnement - Suppression des orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats et des schémas départementaux de vocation piscicole - Inscription des plans départementaux de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles dans la loi) (p. 7559). (p. 7559). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Prévention de l'introduction et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes) (p. 7562). (p. 7563). - **Article 59 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 153-31 du code de l'urbanisme - Ratification de l'ordonnance n° 2015-1174 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme) (p. 7564). (p. 7565). - **Article 60** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 7566). (p. 7566). - **Article 62** (art. L. 212-1, L. 212-9, L. 321-17 [nouveau] et L. 414-2 du code de l'environnement, art. L. 2124-1 et L. 5331-12 du code général de la propriété des personnes publiques - Articulation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, des documents d'objectifs des sites Natura 2000 et des décisions d'utilisation du domaine public maritime avec les plans d'action pour le milieu marin) (p. 7567). (p. 7568). (p. 7568). - **Article 65** (art. L. 212-3-1 [nouveau] du code forestier - Réserves biologiques) (p. 7569). (p. 7570). - **Article 66** (art. L. 171-2, L. 171-8, L. 172-4, L. 172-13, L. 173-5, L. 216-1 [nouveau], L. 216-13, L. 322-10-1, L. 331-25, L. 334-2-1, L. 362-5, L. 414-5-1, L. 414-5-2, L. 415-7 et L. 415-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Diverses dispositions relatives à la police de l'environnement et aux sanctions prévues par le code de l'environnement) (p. 7571). (p. 7572). - **Article 68 ter B** (art. L. 332-25 du code de l'environnement - Rétablissement de la nature contraventionnelle des infractions à la réglementation des réserves naturelles) (p. 7572). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 7574). (p. 7575). (p. 7575). - **Article 72 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 7577). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7578).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 8339).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 9224, 9225).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable -

Discussion générale (p. 13444, 13446). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 13455). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 13456). (p. 13458). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, art. L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 13462). (p. 13462). (p. 13463). (p. 13463). (p. 13463). (p. 13463). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 13465). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 13466). (p. 13466). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13469). (p. 13469). (p. 13469). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13472). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 13477). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 13483). (p. 13483). (p. 13484). - **Article 19 (pour coordination)** (*Liste des agents habilités à contrôler le respect du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources énergétiques, et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation*) (p. 13484). - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (*intitulé de la section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, art. 1609 univices [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 13486). - **Article 32 sexies** (*Missions d'intérêt général des parcs zoologiques*) (p. 13492). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L. 163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 13495). (p. 13496). (p. 13496, 13497). (p. 13498). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 13500). (p. 13500, 13501). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 13502). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 13503). - **Article 40** (*loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*) (p. 13507). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens*) (p. 13509). - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 13510). - **Article 51 terdecies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10, L. 541-10-5 et L. 541-10-11 [nouveau] du code de l'environnement - Interdiction des cotons-

tiges et des microbilles en plastique et création de sanctions pour le non-respect de l'interdiction des sacs, verres, gobelets, assiettes et cotons-tiges en plastique) (p. 13513). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 13514, 13515). (p. 13518). - **Article 52 bis (pour coordination)** (Liste des moyens accordés aux agents habilités à constater les infractions commises à l'aide d'un moyen de communication électronique en matière d'environnement) (p. 13519). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Prévention de l'introduction et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes) (p. 13521, 13522). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement,

art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 13522). (p. 13523). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 171-2, L. 171-8, L. 172-4, L. 172-13, L. 173-5, L. 216-1 [nouveau], L. 216-13, L. 322-10-1, L. 331-25, L. 334-2-1, L. 362-5, L. 414-5-1, L. 414-5-2, L. 415-7 et L. 415-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Diverses dispositions relatives à la police de l'environnement et aux sanctions prévues par le code de l'environnement) (p. 13524). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 13525). (p. 13525). (p. 13526). - **Article 72 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 13527).

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales ; nouvelle nomination le 29 février 2016.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis vice-président du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 1^{er} décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 677 (2015-2016)] (9 juin 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France) : Réunion constitutive.

(commission des lois) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 *(commission des lois)* : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)* : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

(commission des lois) : Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 *(commission des lois)* : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 *(commission des lois)* : Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Vente à distance de biens - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 *(commission des lois)* : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 mars 2016 *(commission des lois)* : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 *(commission des lois)* : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale) : Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 *(commission des lois)* : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 *(commission des lois)* : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 *(commission des lois)* : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)* : Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)* : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

(commission des lois) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 *(commission des lois)* : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 *(commission des lois)* : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 juin 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 *(commission des lois)* : Prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 *(commission des lois)* : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)* : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 *(commission des lois)* : Modernisation de la justice du XXIe siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 *(commission des lois)* : Modernisation de la justice du XXIe siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 *(commission des lois)* : Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 *(commission des lois)* : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 *(commission des lois)* : Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 *(commission des lois)* : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 *(commission des lois)* : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (commission des lois) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (commission des lois) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 726, 727). - **Article 1er A (nouveau)** (art. 222-48-3 et 227-31-1 [nouveaux] du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs) (p. 732, 733). - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 739). (p. 742). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 746).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1975, 1976). - **Article 2** (art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8 [nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 1999). (p. 1999). - **Article 3 bis** (art. L. 114-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Possibilité de contrôle préalable avant le recrutement et l'affectation de personnels au sein de la SNCF, de SNCF mobilités, de SNCF réseau et de la RATP) (p. 2001). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2004). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun) (p. 2011, 2012). - **Article 8 bis** (art. L. 2241-2 du code des transports - Création d'un délit de non maintien à disposition d'un agent assermenté pendant le temps nécessaire à l'information et à la décision de l'officier de police judiciaire en cas d'impossibilité ou de refus du contrevenant de justifier de son identité) (p. 2013). - **Article 12** (art. L. 2241-1 du code des transports, art. L. 511-1 et L. 512-8 [nouveau] du code de la sécurité intérieure et L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Participation des polices municipales à la police des transports publics) (p. 2018). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2019, 2020).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2141, 2142). - **Article 1er** (art. 706-24-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Régime de l'enquête de flagrance en matière terroriste) (p. 2144). - **Article 2** (art. 706-90 du code de procédure pénale - Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire en matière terroriste) (p. 2145, 2146). - **Article 10** (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - Création de nouveaux délits terroristes) (p. 2166). - **Article 11** (art. 421-3, 421-5 et 421-6 du code pénal ; art. 720-4 du code de procédure pénale - Criminalisation de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste) (p. 2169). - **Article 14** (art. 131-4-1 du code pénal - Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale) (p. 2173, 2174). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 422-4 du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers) (p. 2175). - **Article 19** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale

- Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes) (p. 2183, 2184). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2186).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3214, 3215).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4008, 4009).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4834, 4835). - **Article 18 (priorité)** (art. 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative) (p. 4861). (p. 4862). (p. 4867). (p. 4869). (p. 4870). - **Article 19 (priorité)** (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la réitération d'une attaque meurtrière de masse) (p. 4875). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes) (p. 4882). (p. 4883). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 241-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Pérennisation de l'expérimentation relative aux caméras mobiles équipant les forces de l'ordre) (p. 4888).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes) (p. 4919). (p. 4921). - **Article 4** (art. 706-22-1 du code de procédure pénale - Règles de compétence de la juridiction parisienne en matière d'application des peines pour les infractions terroristes) (p. 4922). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 421-5 du code pénal - Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste) (p. 4925). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4936). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4946). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites) (p. 4954). (p. 4956). - **Article 4 nonies (nouveau)** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes) (p. 4959). (p. 4961, 4962). (p. 4962). - **Article 11** (art. 113-2-1 [nouveau] du code pénal, art. 43, 52, 382, 706-72, 706-72-1 à 706-72-6 [nouveaux] et 706-73-1 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la détermination des juridictions compétentes en matière de cybercriminalité) (p. 4969).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 16 octies** (p. 5021). (p. 5021). - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire) (p. 5026). (p. 5043). - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications) (p. 5044). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5055). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5066, 5067).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5113, 5114).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8058, 8060). - **Article 1er** (*Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées*) (p. 8069).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8267, 8268).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Commission mixte paritaire [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** quinquies (p. 9502).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 706 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 11971, 11972).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13922, 13923). - **Article 4 bis (supprimé)** (art. 373-2-10 du code civil - *Interdiction d'injonction de médiation familiale en cas de violences intrafamiliales*) (p. 13931). - **Article 4 ter** (*Poursuite de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire avant saisine du juge aux affaires familiales pour modifier les modalités d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 13932). - **Article 8** (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - *Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale*) (p. 13942). - **Article 13 bis** (art. L. 123-4 du code de l'organisation judiciaire - *Mutualisation des effectifs de greffe*) (p. 13945). (p. 13946). - **Article 13 ter (supprimé)** (art. L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - *Création d'un corps de juristes assistants auprès des juridictions judiciaires*) (p. 13946, 13947). (p. 13948). - **Article 14 bis** (*chapitre Ier et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction*) (p. 13949). (p. 13950). - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - *Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules*) (p. 13961). - **Article 15 septies (supprimé)** (art. L. 451-2, L. 452-1 à L. 452-6 [nouveaux] et intitulés des chapitres Ier et II [nouveaux] du titre V du livre IV du code de l'organisation judiciaire - *Réexamen en matière civile des décisions relatives à l'état des personnes en cas de condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme*) (p. 13977). (p. 13977, 13978). - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - *Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil*) (p. 13978, 13979). (p. 13980, 13981). - **Article 17 ter** (art. 229, 229-1 à 229-4 [nouveaux], 230, 247, 260, 262, 262-1, 265, 278, 279, 296 et 373-2-13 du code civil, art. L. 111-3 et L. 213-1 du code des procédures civiles d'exécution, L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6 et L. 581-10 du code de la sécurité sociale, art. 199 octodécies et 1691 bis du code général des impôts, art. 227-3 et 227-6 du code pénal, art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975

relative au recouvrement public des pensions alimentaires, et art. 10 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Divorce conventionnel par consentement mutuel) (p. 13985, 13986). (p. 13986, 13987). - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - *Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe*) (p. 13997). (p. 14001, 14002). - **Article 18 quinquies** (art. 61-3-1 [nouveau], 61-4, 311-23 et 311-24-1 [nouveau] du code civil et art. 5, 7-1 [nouveau] et 10 de l'ordonnance n° 2000-218 du 8 mars 2000 fixant les règles de détermination des nom et prénoms des personnes de statut civil de droit local applicable à Mayotte - *Simplification de la procédure de changement de nom et de prénom lorsque la personne possède des noms et prénoms régulièrement acquis à l'étranger*) (p. 14004).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 18 sexies (supprimé)** (art. L. 711-5, L. 711-8, L. 712-2, L. 722-3, L. 722-9, L. 722-14, L. 722-16, L. 724-1 à L. 724-4, L. 731-1, L. 731-3, L. 732-4, L. 733-2, L. 733-4, L. 733-6 à L. 733-17, L. 741-1 à L. 741-9, L. 742-1, L. 742-2, L. 743-1, L. 752-2, L. 752-3 et L. 761-1 du code de la consommation - *Suppression de l'homologation judiciaire de certaines décisions des commissions de surendettement*) (p. 14076). (p. 14076). - **Article 19** (*Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun*) (p. 14078). - **Article 20** (*Objet de l'action de groupe*) (p. 14079). (p. 14079). - **Article 31** (*Homologation de l'éventuel accord d'indemnisation entre le demandeur et le défendeur et sanction des manœuvres dilatoires*) (p. 14082). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - *Organisation de l'action de groupe devant le juge administratif*) (p. 14085). - **Article 44** (art. 1er, 2, 4, 10 et 11 [nouveau] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations et art. 225-1 du code pénal - *Modification de la législation relative aux discriminations et application du régime de l'action de groupe aux discriminations*) (p. 14088, 14089). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - *Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé*) (p. 14090). (p. 14091). - **Article 45 bis** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-5 du code de justice administrative - *Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur public*) (p. 14093). - **Article 45 ter (supprimé)** (art. L. 142-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Création d'une action de groupe destinée à réparer les préjudices individuels causés à des personnes physiques ou morales par des dommages environnementaux*) (p. 14094, 14095). - **Article 45 quater (supprimé)** (art. L. 1143-1 à L. 1143-6, L. 1143-11 à L. 1143-22 et L. 1526-10 [nouveau] du code de la santé publique - *Intégration de l'action de groupe en matière de santé au régime commun de l'action de groupe*) (p. 14096). - **Article 45 quinquies (supprimé)** (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Création d'une action de groupe destinée à faire cesser un manquement aux règles relatives à la protection des données personnelles*) (p. 14097). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14120, 14121).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14997, 14999). - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - *Prescription de l'action publique*) (p. 15004). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 [abrogés] et 434-25 du code pénal art. 85, 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de la justice militaire art. 351 du code des douanes - *Coordinations*) (p. 15010).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 15083). - **Article 38 bis** (art. 166 et 167 [abrogé] du code pénal local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Abrogation du*

délit de blasphème et alignement des sanctions encourues en cas d'atteinte à l'exercice d'un culte (p. 15084). - **Article 47** (p. 15111).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16098, 16099).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28**

(2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16260).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17451, 17452).

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 29 septembre 2016.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux ; nouvelle nomination le 2 mars 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Droit du travail : ce dont les entreprises ont besoin [n° 647 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction des déchets en résultant [n° 700 (2015-2016)] (20 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le département du Nord le vendredi 13 novembre 2015.

Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'islam en France, laïcité et égalité entre hommes et femmes - Audition de Mme Dounia Bouzar, docteure en anthropologie, directrice générale du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Corrèze le vendredi 20 mai 2016.

Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 21 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP).

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, MM. Olivier Cadic et Guy-Dominique Kennel, du déplacement de la délégation en Suède et en Allemagne, sur le thème de la simplification des normes, du 28 au 30 septembre 2016.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carencu, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de MM. Claude Nougein et Michel Vaspert, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports

ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (délégation aux droits des femmes) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 273, 274). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 305). (p. 308). - **Article 3** (art. L. 110-2 du code de l'environnement - *Objectif de préservation des continuités écologiques*) (p. 324). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 325). (p. 325).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 386). (p. 387). - **Article 15 bis** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - *Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau*) (p. 396). (p. 397).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 32** (intitulé du titre III du livre IV de la première partie, art. L. 1431-1, L. 1431-2 à L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales - *Établissements publics de coopération environnementale*) (p. 468). (p. 469). - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 142-1 du code de l'urbanisme - *Compatibilité de la politique des espaces naturels sensibles avec le schéma régional de cohérence écologique*) (p. 473). - **Articles additionnels après l'article 32 bis A** (p. 474). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 483). - **Article 33 A** (chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - *Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage*) (p. 493). (p. 498). - **Articles additionnels après l'article 33 A** (p. 502). (p. 502). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation réelle environnementale*) (p. 504). (p. 504). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 511, 512). (p. 513). - **Article 37** (art. L. 414-4 du code de l'environnement - *Activités de pêche maritime professionnelle en zone Natura 2000*) (p. 532). (p. 533).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - *Gestion des réserves naturelles maritimes*) (p. 545). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - *Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*) (p. 552). - **Article 43** (art. L. 911-2 et L. 924-1 à L. 924-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - *Zones de conservation halieutiques*) (p. 558).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2234, 2235). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-4 à L. 541-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - *Diverses mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire*) (p. 2239). (p. 2239). (p. 2240). (p. 2240). (p. 2241). (p. 2241). (p. 2242).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4024, 4025). - **Article 5 bis** (art. L. 5511-1 du code des transports - *Distinction entre les marins pêcheurs et les marins de commerce*) (p. 4054). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 4055). (p. 4056).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2016) - **Article 12** (art. L. 321-3 du code de la sécurité intérieure - *Autoriser les jeux de hasard sur les ferries et tous les navires de croisière*) (p. 4507). (p. 4508). - **Articles additionnels après l'article 12 bis C** (p. 4512).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Article 15** (art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale*) (p. 4560). (p. 4563). (p. 4563).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - *Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau*) (p. 7390).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale*) (p. 7502). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-23 et L. 421-4 du code de l'urbanisme - *Protection des espaces boisés*) (p. 7512).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue - Commission mixte paritaire [n° 541 (2015-2016)]** - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9172, 9172).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte -

Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9636).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - *Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10350). (p. 10356, 10357). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10373). (p. 10374). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise*) (p. 10390). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - *Pacte national pour l'apprentissage*) (p. 10396). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10418). (p. 10419). - **Article 32 bis C (nouveau)** (art. L. 6222-25 du code du travail - *Durée du travail des apprentis mineurs*) (p. 10428).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 33 ter** (*Expérimentation sur la gestion par les régions des fonds libres du quota de la taxe d'apprentissage*) (p. 10473, 10474). (p. 10474). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation du relèvement à trente ans de l'âge limite pour entrer en apprentissage*) (p. 10476). (p. 10476). - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - *Validation des acquis de l'expérience*) (p. 10479). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 10523).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire* [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12024).

- **Question orale sans débat sur la démographie médicale des cardiologues en Vendée** - (30 juin 2016) (p. 12034). (p. 12035).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des**

collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12044, 12045).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12334). (p. 12338).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16153, 16154).

- **Question orale sans débat sur les interventions territoriales de l'État et le marais poitevin** - (15 novembre 2016) (p. 17348, 17349). (p. 17349).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives*) (p. 17462).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources** [n° 87 (2016-2017)] - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18566, 18567).

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis rapporteur le 3 mai 2016.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 340 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant le statut des forces en visite et la coopération en matière de défense [n° 360 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : Accord Union européenne - Turquie du 18 mars 2016 : une réponse fragile, ambiguë et partielle à la question migratoire [n° 38 (2016-2017)] (14 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec la Mongolie : avis politique de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Statut des forces en visite et coopération en matière de défense - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Simon Sutour.

Politique de coopération - Proposition de résolution européenne de M. Michel Billout sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes : examen du rapport de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du

partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. René Danesi.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Colombie - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord France-Irak - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde de chercheurs sur les migrants.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Pierre-Antoine Molina, directeur général des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Pascal Brice, directeur général de l'OFPPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Audition de M. Philippe Légglise-Costa, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jean-François Dubost, responsable du programme de protection des populations à Amnesty International France, et de Mme Sylvie Houedenou, responsable de la commission des personnes déracinées à Amnesty International France.

Audition de M. Ralf Gruenert, représentant ad interim et Mme Céline Schmitt, porte-parole et responsable de l'information du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en France.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) :

Audition conjointe d'organisations non gouvernementales (ONG).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

Audition de Mme Ayça Saritekin, conseillère à l'ambassade de Turquie en France.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. David Skuli, directeur central de la police aux frontières du ministère de l'intérieur.

Audition de Mme Catherine Teitgen-Colly, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Dorothee Schmid, directrice du programme « Turquie contemporaine » à l'IFRI.

Audition M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Eric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada : rapport de M. Philippe Bonnacerrère.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires

européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir : rapport de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Justice et affaires intérieures - Réforme d'Europol et coopération policière européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. Michel Delebarre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 2333, 2335).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2709, 2710).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4249, 4250).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie** - (22 mars 2016) (p. 4321).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9639). (p. 9651). (p. 9659). (p. 9663, 9664). (p. 9667, 9668).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10174, 10175).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] (suite) - (22 juin 2016) - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10300). (p. 10303, 10304). - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 10327).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) - rapporteur de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de m (p. 15186, 15187).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne** - (18 octobre 2016) (p. 15203).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16134, 16136). (p. 16141).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18787, 18788).

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique jusqu'au 16 septembre 2016.

Président du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Faire face au défi du terrorisme et à la crise migratoire : le rôle de la coopération franco-allemande [n° 300 (2015-2016)] (14 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail pour 2016 de la Commission européenne (COM (2015) 610 final) [n° 321 (2015-2016)] (21 janvier 2016) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail pour 2016 de la Commission européenne (COM (2015) 610 final) [n° 321 (2015-2016)] - Le programme de travail 2016 de la Commission européenne [n° 322 (2015-2016)] (21 janvier 2016) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Comment le Sénat influe sur l'élaboration des textes européens [n° 441 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil (COM (2016) 53 final) établissant un mécanisme d'échange d'informations en ce qui concerne les accords intergouvernementaux et les instruments non contraignants conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de l'énergie, et abrogeant la décision n° 994/2012/UE [n° 498 (2015-2016)] (24 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Strasbourg, une double capitale au cœur de l'Europe [n° 725 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Pologne : un dialogue nécessaire avec un nouveau « grand » de l'Union européenne [n° 746 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes, sur les conclusions et les suites du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Nomination de rapporteurs.

Politique commerciale - Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques : examen du rapport et proposition de résolution européenne de M. Michel Magras et Mme Gisèle Jourda.

Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec la Mongolie : avis politique de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Bundesrat (17 et 18 décembre 2015) : rapport d'information de M. Jean Bizet, Mme Gisèle Jourda, MM. Daniel Raoul et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Environnement - Paquet « Économie circulaire » - Examen du rapport et proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Delebarre et Claude Kern.

Institutions européennes - Présidence néerlandaise de l'Union européenne 2016 - Audition de M. Ed Kronenburg, ambassadeur des Pays-Bas en France.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes, des avis motivés et des avis politiques : rapport d'information de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Simon Sutour.

Nomination de rapporteurs.

Politique de coopération - Proposition de résolution européenne de M. Michel Billout sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes : examen du rapport de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Nomination de rapporteurs.

Questions diverses- Examen de textes en urgence.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Économie, finances et fiscalité - Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. René Danesi.

Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et accords avec des pays tiers dans le domaine de l'énergie - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Questions diverses.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Union européenne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Négociations en vue de la réunification de la république de Chypre : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Didier Marie.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission

des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : rapport d'information et avis politique de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Déplacement en Pologne : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard et François Marc.

Institutions européennes - Référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Marek Estok, ambassadeur de Slovaquie, sur les priorités de la présidence slovaque de l'Union européenne.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Désignations de rapporteurs.

Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Europe.

Politique de coopération - Partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

Organisation des travaux du groupe de suivi.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada : rapport de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*) : Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Marc-Étienne Pinault, coordinateur Brexit au secrétariat général du ministère de l'intérieur, M. Gilles Barbey, commandant de police, chef de la section « négociations européennes » à la direction centrale de la police judiciaire et M. Frédéric Baab, membre national d'Eurojust pour la France.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la directive « Services de médias audiovisuels ».

Nomination de rapporteurs.

Politique commerciale - Rapport de Mme Gisèle Jourda sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Sandro Gozzi, secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur le Groupement européen des régulateurs des communications électroniques.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. François Marc sur la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition du général Patrick de Rousiers, ancien président du Comité militaire de l'Union européenne et conseiller spécial de Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Communication de M. François Marc sur le budget de l'Union européenne pour 2017.

Élargissement - Communication de M. Alain Richard sur la situation des Balkans.

Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnecarrère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

Audition de M. Philippe Légli-Costa, secrétaire général aux affaires européennes.

Audition de MM. Nicolas Baverez, essayiste, et Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide et président de la table ronde des industriels européens.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition commune avec la commission des lois et la commission de la culture, de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de

résolution européenne de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir : rapport de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Justice et affaires intérieures - Réforme d'Europol et coopération policière européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. Michel Delebarre.

Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Politique de coopération - Mission d'observation électorale en Géorgie : communication de M. Pascal Allizard.

(*commission des finances*) : Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Politique commerciale de l'Union européenne - Communication de Mmes Éliane Giraud et Colette Mélot.

Politique de défense de l'Union européenne - Communication de M. Jacques Gautier et Mme Gisèle Jourda.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex.

Audition de M. Jean-Claude Piris, ancien juriste du Conseil européen.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Économie, finances et fiscalité - Régulation de la finance parallèle (shadow banking) : communication de M. François Marc.

Politique commerciale - Instruments de défense commerciale : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier

2016) - **Article 4** (art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 337). (p. 339). (p. 339). (p. 340). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 341). (p. 347).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2178). (p. 2179). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 2185).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2346, 2347).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 3000, 3001). (p. 3012, 3013).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 4159). (p. 4169).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le PNR européen (données des dossiers des passagers)** - (22 mars 2016) (p. 4323, 4324).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Intégration des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles*) (p. 4471). - **Article 1er bis (Modalités de transfert des contrats de vente entre producteurs et acheteurs de produits agricoles)** (p. 4473).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 5926). (p. 5926, 5927). (p. 5927). (p. 5928). (p. 5928).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7357). - **Article 4 ter** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 7358). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7360). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7415).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 7535). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 7540). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7545, 7546). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Prévention de l'introduction

et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes) (p. 7563). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7580).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 9147, 9148).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 9199, 9200).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Explications de vote** (p. 9236, 9237).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9245, 9246). - **Discussion générale** (p. 9265).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9366, 9367).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 10169, 10170). (p. 10179).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 10620).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 20** (art. L. 465-3, L. 465-3-5, L. 612-39, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17 et L. 621-17-1-1 du code monétaire et financier et art. 28 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Actualisation du régime des sanctions susceptibles d'être prononcées par l'Autorité des marchés financiers et habilitation à transposer plusieurs textes européens concernant les marchés d'instruments financiers et la distribution d'assurances) (p. 12277).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12377). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12400).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 51 terdecies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10, L. 541-10-5 et L. 541-10-11 [nouveau] du code de l'environnement - Interdiction des cotons-tiges et des microbilles en plastique et création de sanctions pour le non-respect de l'interdiction des sacs, verres, gobelets, assiettes et cotons-tiges en plastique) (p. 13512). (p. 13513). (p. 13513). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 13517). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13529, 13530).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16137, 16138). (p. 16143, 16144).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 28 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique des établissements de jeux*) (p. 17068). (p. 17070).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 17** (*art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler*) (p. 17508). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17514).

- Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 18366, , 18367).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18525, 18526).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) - président de la commission des affaires européennes (p. 18794, 18795).

BLANDIN (Marie-Christine)

*sénatrice (Nord)
Écologiste*

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 28 avril 2016.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis rapporteure du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : 100 millions de téléphones portables usagés : l'urgence d'une stratégie [n° 850 (2015-2016)] (27 septembre 2016) - **Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la

création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création,

architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour 2015 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

(*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

(*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de MM. Roland Marion et Erwann Fangeat, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Audition de Mme Marie-Cécile Degryse, chef adjoint du bureau de la prévention des filières à responsabilité élargie du producteur, ministère de l'environnement, et de M. Cyril Hosatte, chargé de mission déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Recherche et applications industrielles en matière de recyclage des téléphones portables - Audition.

Réunion du lundi 18 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de MM. Jean-Marie Le Guen, directeur délégué aux contenus, et Alexandre Galdin, responsable des études et des affaires parlementaires, de la Fédération française des télécoms (FFT).

Audition de M. René-Louis Perrier, Président de l'éco-organisme Ecologic.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du jeudi 21 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Bertrand Bohain, délégué général du Cercle national du recyclage.

Audition de M. François-Michel Lambert, président de l'Institut de l'économie circulaire.

Audition de M. Nicolas Mouchnino, expert énergie - environnement de l'UFC-Que Choisir.

Audition de M. Vincent Laflèche, président-directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Audition de représentants de la Fédération des entreprises du recyclage (FEDEREC).

Audition de représentants de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP).

Réunion du vendredi 9 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Gérard Cote, professeur de l'École nationale supérieure de chimie de Paris.

Audition de M. Jean-Lionel Laccourreya, président du Syndicat interprofessionnel du reconditionnement et de la régénération des matériels informatiques, électroniques et télécoms (SIRMIET).

Réunion du lundi 12 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Serge Kimbel, fondateur de la société Morphosis.

Audition de MM. Renaud Attal, président, et Benoît Varin, vice-président, de RCube.org, la Fédération des acteurs professionnels de la réduction, du réemploi et de la réutilisation.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Christian Thomas, président du pôle de compétitivité Team 2.

Audition de M. Thibaud Saint-Aubin, coordinateur du réseau prévention et gestion des déchets de France nature environnement.

Audition de Mme Françoise Berthoud, ingénieure au CNRS, directrice du groupement de service EcoInfo.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde (FMM) pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de FMM.

Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat

d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2016-2020 - Communication de Mme Claudine Lepage et examen de l'avis de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition commune avec la commission des lois et la commission de la culture, de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupty, directrice générale, d'Arte France.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française** [n° 145 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 92, 93).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée** [n° 267 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 102, 103). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 115).

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 209, 210).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité*) (p. 291, 292). - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 310). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 319).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 341, 342). (p. 351). - **Article 18** (*art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 409). (p. 411). (p. 412, 413). (p. 417, 418). (p. 419). (p. 421). (p. 421).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) (p. 435). (p. 435). (p. 440). (p. 440, 441). (p. 442). (p. 442). (p. 443). (p. 445). (p. 446). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 415-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Sanctions pénales en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations en matière d'accès et de partage des avantages*) (p. 448). (p. 449). (p. 449, 450). (p. 450). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions spécifiques pour les ressources génétiques des espèces domestiques et cultivées et les espèces végétales sauvages apparentées*) (p. 456). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 458). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 468). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 484). - **Article 34 (supprimé)** (*art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité*) (p. 509). (p. 511). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 526). (p. 527).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (*art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes*) (p. 548). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 563, 564). (p. 568). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 580). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 586). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 586). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (*art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016*) (p. 605). - **Article additionnel après l'article 52 ter** (p. 611). (p. 611). - **Articles additionnels après l'article 54 quinquies** (p. 614). (p. 615). - **Article 68 quater (supprimé)** (*art. L. 424-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - Interdiction de la chasse des mammifères pendant les stades de reproduction et de dépendance*) (p. 641). (p. 642). - **Article 68 quinquies (supprimé)** (*art. L. 424-4 du code de l'environnement - Interdiction de la chasse à la glu ou à la colle*) (p. 643). - **Articles additionnels après l'article 68 quinquies** (p. 644). (p. 645). (p. 645). (p. 645). - **Article 68 sexies** (*art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement*) (p. 646). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 652, 653). (p. 653). - **Article 74 (supprimé)** (*art. L. 621-29-8 du code du patrimoine - Interdiction de la publicité sur les bâches d'échafaudage installées sur les immeubles classés*) (p. 655). (p. 656).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 710, 711).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2532, 2533). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2549, 2550). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2557). (p. 2558, 2559). (p. 2561). (p. 2561). (p. 2561, 2562). (p. 2562). (p. 2562).

(p. 2562). (p. 2564). (p. 2565). (p. 2565). (p. 2566). (p. 2569). (p. 2570). (p. 2576).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 2600). (p. 2602). - **Article 6 bis (supprimé)** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet) (p. 2623). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 2664, 2665).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 2759). - **Article 17** (art. L. 759-1 à L.759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 2764). (p. 2764). - **Article 18 bis** (*Définition des archives*) (p. 2781). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 2783). (p. 2783). (p. 2783). - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport annuel du Gouvernement sur la restitution des œuvres spoliées*) (p. 2788). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2812). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2822). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2831).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2869). (p. 2881).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 undecies (supprimé)** (*Expérimentation en matière de normes applicables à la construction*) (p. 2963, 2964). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2980). - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3013, 3014). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3016). (p. 3018, 3019). (p. 3020). (p. 3020). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 3039).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3184, 3185).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du camp de réfugiés à Grande-Synthe** - (8 mars 2016) (p. 3882). (p. 3883).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3962).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lanceurs d'alerte** - (5 avril 2016) (p. 5117, 5118).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5636). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5646).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5794). - **Article 7** (art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5844, 5845).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7185, 7186).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7293). (p. 7301, 7302).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7351, 7352). - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7357). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7361). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L.412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7415, 7416). (p. 7416). (p. 7417). (p. 7418). (p. 7419, 7420). (p. 7421). (p. 7423, 7424). (p. 7424). (p. 7424).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7466, 7467).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7554). - **Article 72 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 7577). (p. 7578).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8112, 8113).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8127).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8175, 8176). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 8187). (p. 8187). - **Article 3** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 8190, 8191). (p. 8194). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 [nouveau], L. 212-13 [nouveau], L. 212-13-1 [nouveau] et L. 212-14 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 8198). -

Article 10 quater (Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 8220, 8221). - **Article 13 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 131-2, L. 132-1 et L. 132-2 du code du patrimoine - Création d'un dépôt légal pour les livres numériques) (p. 8235). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 8240). - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L.759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 8244).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L.522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8317). (p. 8326). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive) (p. 8337). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 8339). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 8345). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8361, 8362). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8386). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391). (p. 8392). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8407).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 8696). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8702, 8703). (p. 8706). - **Article 2** (art. 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Pouvoirs de régulation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en matière de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance de l'information et des programmes) (p. 8709). (p. 8710). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8719, 8720). (p. 8720). - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes) (p. 8738). (p. 8739). (p. 8743). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 8745). (p. 8746). - **Article 11** (art. 6 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Transparence de l'actionnariat et des organes dirigeants des publications) (p. 8754). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. 15-1 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Suspension des aides publiques aux entreprises de presse en cas de violation des obligations de transparence et du droit d'opposition des journalistes) (p. 8756). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 8758). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 8760). (p. 8762). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8765, 8766).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9150, 9151).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 1er quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-3 du code du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et prévention des agissements sexistes) (p. 9495). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9503).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10028).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10353, 10354).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - **Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11984, 11985).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 1er** (Création de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12132). (p. 12133). - **Article 6 A** (p. 12148, 12149). (p. 12151, 12152). (p. 12152). (p. 12156). (p. 12157). (p. 12157). (p. 12157). - **Article 6 B** (art. L22-9 [nouveau] du code pénal - Irresponsabilité pénale du lanceur d'alerte) (p. 12161). - **Article 6 C** (Procédure de signalement des alertes éthiques) (p. 12163, 12164). (p. 12166). (p. 12166). (p. 12166, 12167). (p. 12168). (p. 12169).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 6 F (supprimé)** (Financement de l'avance des frais de procédure et de la réparation des dommages moraux et financiers) (p. 12189, 12190). (p. 12191). - **Article 6 G** (art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la sécurité publique et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte) (p. 12192). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12195, 12196). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12199, 12200).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15225, 15226).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15237, 15238).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16620, 16621). - **Article 6 A** (Définition du lanceur d'alerte) (p. 16636). (p. 16636, 16637). (p. 16637). (p. 16638). (p. 16639). (p. 16640). - **Article 6 C** (Procédure de signalement d'une alerte) (p. 16660). (p. 16661). (p. 16661, 16662). (p. 16663). (p. 16665). (p. 16665). - **Article 6 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-4 du code de la défense, art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la santé publique [abrogés], art. L. 1161-1 et L. 4133-5 du code du travail [abrogés], art. 1er, 2, 12 de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte [abrogés] et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la

vie publique [abrogé] - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte (p. 16669). (p. 16670). (p. 16671).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mine de la Montagne d'or en Guyane** - (1er décembre 2016) (p. 18471). (p. 18471, 18472).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18507, 18508).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Règlementation des émissions publicitaires destinées à la jeunesse*) (p. 18583).

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Projection du film *Des femmes et des hommes*, de Frédérique Bedos, suivie d'un débat.

Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Table ronde.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi Travail.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation des enfants intersexes** - (9 février 2016) (p. 2485, 2486). (p. 2486).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2555). (p. 2566). (p. 2566, 2567). (p. 2567). (p. 2573, 2574).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 10 nonies (nouveau)** (*art. L. 123-7 du code de la propriété intellectuelle - Transmission du droit de suite par legs aux musées et aux associations et fondations reconnues d'utilité publique à but culturel*) (p. 2676). (p. 2677). - **Article 11 A** (*art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs*) (p. 2682, 2683).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2988).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3813, 3814).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4000). - **Article 17 (supprimé)** (*art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels*) (p. 4011).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents du spectacle** - (28 avril 2016) (p. 5999).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7162, 7164).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs*) (p. 8226). (p. 8227). - **Article 18 bis AA (suppression maintenue)** (*Règles relatives à la délivrance d'un certificat d'exportation concernant certains biens culturels*) (p. 8251). (p. 8252).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive*) (p. 8335, 8336). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 8345, 8346). (p. 8346).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes) (p. 8699). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8705, 8706). - **Article 7** (art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, la pluralisme de l'information et des programmes) (p. 8718).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - Commission mixte paritaire

[n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12024).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 14001).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-33 et L. 122-16 du code du service national - Valorisation du service civique pour l'accès à la fonction publique et le calcul de l'ancienneté) (p. 14458). (p. 14459).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15219, 15220).

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 803 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Croatie relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 362 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 106 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice [n° 455 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le fédéralisme ethnolinguistique en Éthiopie [n° 132 (2015-2016)] (1er avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : « Garde nationale » : une réserve militaire forte et territorialisée pour faire face aux crises [n° 793 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Interventions extérieures de la France : renforcer l'efficacité militaire par une approche globale coordonnée [n° 794 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Direction de l'action du Gouvernement : coordination du travail gouvernemental [n° 142 tome 9 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Programme de travail pour le premier semestre 2016.

Simplification du droit de l'urbanisme et du droit des sols.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Croatie et entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Lituanie - Examen du rapport et des textes de la commission.

Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Statut des forces en visite et coopération en matière de défense - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothée Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Michaël Sibilleau, sous-directeur des finances au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur le rapport de l'Institut Montaigne : « Décentralisation : sortons de la confusion ».

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Événements du Nagorny Karabagh - Audition de M. Bernard Fassier, ancien ambassadeur, ancien co-président du groupe de Minsk.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion sur l'Australie.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Table ronde sur la diplomatie économique.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Intervention de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) et président du conseil départemental de l'Orne.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Nomination de rapporteurs.

Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Marc-Étienne Pinauld, coordinateur Brexit au secrétariat général du ministère de l'intérieur, M. Gilles Barbey, commandant de police, chef de la section « négociations européennes » à la direction centrale de la police judiciaire et M. Frédéric Baab, membre national d'Eurojust pour la France.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition du général Patrick de Rousiers, ancien président du Comité militaire de l'Union européenne et conseiller spécial de Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'incidence de la réforme territoriale sur la politique de décentralisation culturelle : quel rôle pour les collectivités ? Quels enjeux dans les territoires ?

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Piris, ancien juriconsulte du Conseil européen.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 44, 45).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 71, 72).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 385). (p. 385).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur une intervention en Libye** - (2 février 2016) (p. 2151). (p. 2152).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2709).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4137, 4139).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13842, 13843).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16442).

- **Question orale sans débat sur la situation des prisons en France** - (15 novembre 2016) (p. 17354). (p. 17354, 17355).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Gabon** - (17 novembre 2016) (p. 17570, 17571). (p. 17571).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18309, 18310).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18384, 18385).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18584, 18585).

BOCQUET (Éric)

sénateur (Nord)

Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de révision ciblée de la directive 96-71-CE relative au détachement des travailleurs [n° 644 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Localiser les droits des travailleurs détachés dans le pays d'accueil [n° 645 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 140 tome 3 annexe 31 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Présidence néerlandaise de l'Union européenne 2016 - Audition de M. Ed Kronenburg, ambassadeur des Pays-Bas en France.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 27 janvier 2016 et programme de contrôle pour 2016 - Communications.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles

impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivéude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Jacques d'Estais, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Philippe Brassac, directeur général de Crédit agricole SA.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et

modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : rapport d'information et avis politique de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Déplacement en Pologne : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard et François Marc.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Convention République française - république de Colombie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada : rapport de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*): Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. François Marc sur la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

(*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir : rapport de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

(*commission des finances*): Audition de M. Cyrille Dero, directeur fiscal du groupe Danone, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS bureau Francis Lefebvre, Mme Catherine Henton, directrice fiscale du groupe Sanofi-Aventis, Mme Laurence Jaton, directeur fiscal groupe adjoint d'Engie, M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale, M. Valère Moutarlier, directeur « Fiscalité directe, coordination fiscale, analyse économique et évaluation » de la Commission européenne, et de M. François Soulmagnon, directeur général de l'Association française des entreprises privées (AFEP), sur les propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*): Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*): Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 12, 13).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 4** (*art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 336).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. L. 2251-5, L. 2251-9 [nouveau], L. 5332-6 et L. 6342-4 du code des transports et art. L. 511-1, L. 531-1, L. 613-2 et L. 613-3 du code de la sécurité intérieure - Autorisation pour les services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP à procéder à l'inspection visuelle, à la fouille des bagages et à des palpations de sécurité ; assouplissement des conditions applicables pour procéder aux palpations des sécurités pour l'ensemble des agents de sécurité privée ; suppression de la notion de « bagage à main »*) (p. 1979).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article 5** (*art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes*) (p. 2612).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la prime d'activité** - (11 février 2016) (p. 2727). (p. 2728).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2969).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2995, 2996).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3054).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3061, 3062).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4154, 4155).

- **Rappel au règlement** - (6 avril 2016) (p. 5612, 5613).

- **Rappel au règlement** - (26 avril 2016) (p. 5772).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5876, 5877).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7248, 7249). - **Article 1er A** (art. L. 465-1 à L. 465-3, art. L. 465-3-1 à L. 465-3-5 [nouveaux], art. L. 466-1, art. L. 621-12, art. L. 621-17-7 du code monétaire et financier, art. 705-1 du code de procédure pénale et art. 421-1 du code pénal - *Mise en conformité des incriminations d'abus de marché avec les dispositions de la directive 2014/57/UE et du règlement (Union européenne) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014*) (p. 7255).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8036, 8038). - **Article 1er** (*Publication d'informations par les sociétés cotées implantées dans plusieurs États ou territoires*) (p. 8051, 8052).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - *Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte*) (p. 8706, 8707).

- **Question orale sans débat sur le transport des enfants en situation de handicap et les pratiques douteuses de Vortex mobilité** - (7 juin 2016) (p. 9125). (p. 9126).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9335, 9336).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - *Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 10141). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - *Formation des acteurs de la négociation collective*) (p. 10144). (p. 10147, 10148). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10151).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10159, 10160). (p. 10178).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 6 A** (p. 12149).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation en vue de créer un code de la commande publique*) (p. 12327). - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12330). (p. 12348, 12349). - **Article 38 (priorité)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation

professionnelle des artisans - Assouplissement de l'obligation de stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation) (p. 12365). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes*) (p. 12395, 12396).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13667, 13668).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) - au nom du groupe communiste républicain et citoyen (p. 16418, 16420).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18792).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19423, 19424).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Dérogation à l'application de l'article 4 de la loi du 3 avril 1955*) (p. 19455).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3 bis (nouveau)** (*I de l'art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Relèvement du plafond de la taxe sur les spectacles affectée au Centre national des variétés, CNV*) (p. 19472, 19473). - **Article 5** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale - *Relations financières entre l'État et la sécurité sociale pour 2016*) (p. 19475). - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 19492).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 16** (art. L. 10-0 AB nouveau du livre des procédures fiscales - *Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale internationale*) (p. 19508). (p. 19509). (p. 19509). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 19518). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - *Modification du régime de l'entrepositaire agréé de produits viti-vinicoles*) (p. 19519). - **Article 21** (art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - *Compte PME innovation*) (p. 19532, 19533).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19570, 19571).

- **Nouvelle lecture [n° 250 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20911, 20912).

BOISTARD (Pascale)
*secrétaire d'État auprès de la ministre
des affaires sociales, de la santé et des
droits des femmes, chargée des droits
des femmes
(jusqu'au 12 février 2016)*
*secrétaire d'État auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée des personnes âgées et de
l'autonomie
(à partir du 11 février 2016)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les menaces sur l'alternance intégrative pour les formations en travail social** - (26 janvier 2016) (p. 680, 681).
- **Question orale sans débat sur les fermetures de centres de sécurité sociale dans les Hauts-de-Seine** - (26 janvier 2016) (p. 681, 682).
- **Question orale sans débat sur les pôles d'anesthésie dans les hôpitaux publics** - (26 janvier 2016) (p. 682, 683).
- **Question orale sans débat sur les maisons de santé hospitalières** - (26 janvier 2016) (p. 683).
- **Question orale sans débat sur le médicament Dépakine et les malformations fœtales** - (26 janvier 2016) (p. 684).
- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2360, 2362).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la revalorisation de l'allocation personnalisée d'autonomie** - (1er mars 2016) (p. 3192).
- **Question orale sans débat sur l'avenir du régime local d'assurance maladie en Alsace-Moselle** - (10 mai 2016) (p. 7207, 7208).
- **Question orale sans débat sur le numerus clausus** - (10 mai 2016) (p. 7209).
- **Question orale sans débat sur la faisabilité d'un dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante** - (10 mai 2016) (p. 7210).
- **Question orale sans débat sur les difficultés financières des associations d'aide à la famille** - (10 mai 2016) (p. 7210, 7211).
- **Question orale sans débat sur les traitements innovants des déchets des établissements de santé** - (10 mai 2016) (p. 7212).
- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du diplôme de psychomotricien obtenu en Belgique** - (7 juin 2016) (p. 9119, 9120).
- **Question orale sans débat sur le décompte des indemnités kilométriques en zone de montagne par la caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère** - (7 juin 2016) (p. 9120, 9121).
- **Question orale sans débat sur les conséquences de la mise en place de la tarification à l'activité pour les établissements de soins en zone de montagne** - (7 juin 2016) (p. 9121, 9122).
- **Question orale sans débat sur les excédents de gestion des caisses d'allocations familiales** - (7 juin 2016) (p. 9122).
- **Question orale sans débat sur le rôle de l'État et des élus locaux pour l'hébergement des migrants et la scolarisation de leurs enfants** - (7 juin 2016) (p. 9123).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'adaptation de la société au vieillissement** - (14 juin 2016) (p. 9473).
- **Question orale sans débat sur l'interprétation de la notion de redevance dans la cohabitation intergénérationnelle** - (11 octobre 2016) (p. 14728).
- **Question orale sans débat sur l'épargne des personnes handicapées** - (11 octobre 2016) (p. 14729).
- **Question orale sans débat sur la protection des données de santé** - (11 octobre 2016) (p. 14730).
- **Question orale sans débat sur la carte vitale pour les retraités français vivant dans l'Union européenne** - (11 octobre 2016) (p. 14731).
- **Question orale sans débat sur le suivi médical post-professionnel des ouvriers d'État malades de l'amiante** - (11 octobre 2016) (p. 14732).
- **Question orale sans débat sur la situation des masseurs-kinésithérapeutes** - (11 octobre 2016) (p. 14733).
- **Question orale sans débat sur la situation des orthophonistes en Loir-et-Cher** - (11 octobre 2016) (p. 14733, 14734).
- **Question orale sans débat sur le certificat de décès au domicile** - (11 octobre 2016) (p. 14734, 14735).
- **Question orale sans débat sur la retraite complémentaire des élus locaux** - (11 octobre 2016) (p. 14735, 14736).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les essais cliniques** - (27 octobre 2016) (p. 16397, 16398).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17773, 17774).
- **Question orale sans débat sur les mesures de régulation aux fins de lutte contre les « déserts médicaux »** - (20 décembre 2016) (p. 20830).
- **Question orale sans débat sur le statut des médecins en haute montagne** - (20 décembre 2016) (p. 20831).
- **Question orale sans débat sur la désertification médicale et l'aggravation de la fracture sanitaire** - (20 décembre 2016) (p. 20832).

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 22 novembre 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire de la commission de suivi de la détention provisoire.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des lois : Renforcer la sécurité des transports terrestres face à la menace terroriste [n° 291 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 281 (2015-2016)] relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 315 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 381 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 587 (2015-2016)] (10 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Biométrie : mettre la technologie au service des citoyens [n° 788 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Biométrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 211, 212).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1965, 1967).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 2251-5, L. 2251-9 [nouveau], L. 5332-6 et L. 6342-4 du code des transports et art. L. 511-1, L. 531-1, L. 613-2 et L. 613-3 du code de la sécurité intérieure - Autorisation pour les services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP à procéder à l'inspection visuelle, à la fouille des bagages et à des palpations de sécurité ; assouplissement des conditions applicables pour procéder aux palpations des sécurités pour l'ensemble des agents de sécurité privée ; suppression de la notion de « bagage à main ») (p. 1978). (p. 1979). (p. 1980). (p. 1981). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1981). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 2251-4-1 [nouveau] du code des transports - Expérimentation d'un dispositif de « caméra-piéton » au bénéfice des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 1982). (p. 1983). - **Article 2** (art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8 [nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 1984). (p. 1985). (p. 1987). (p. 1987). (p. 1999). (p. 2000). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2000). - **Article 3 bis** (art. L. 114-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Possibilité de contrôle préalable avant le recrutement et l'affectation de personnels au sein de la SNCF, de SNCF mobilités, de SNCF réseau et de la RATP) (p. 2001). (p. 2001). (p. 2002). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2002). (p. 2003). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-4, L. 225-5, L. 330-2, L. 330-3 et L. 330-4 du code de la route - Accès au fichier du permis de conduire pour les entreprises exerçant une activité de transport public de voyageurs ou de marchandises) (p. 2006). - **Article 5** (art. 18 et 78-7 [nouveau] du code de procédure pénale - Règles de compétence spécifiques pour ordonner des contrôles à bord des véhicules de transports ferroviaires de passagers) (p. 2007). - **Article 6** (art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages et aux véhicules et emprises immobilières des transports publics de voyageurs) (p. 2009). - **Article 6 bis AA (nouveau)** (art. L. 1632-2-1 [nouveau] du code des transports - Possibilité d'une transmission en temps réel des images réalisées au sein des véhicules et emprises immobilières de transports publics aux forces de l'ordre) (p. 2009). - **Article 6 bis (supprimé)** (art. L. 2241-2, L. 2241-10 [nouveau], L. 2241-11 [nouveau], 3114-1 du code des transports - Obligation pour les personnes voyageant en fraude de pouvoir justifier de leur identité et possibilité pour les entreprises de transport routier, ferroviaire ou guidé de subordonner le voyage de leurs passagers à la détention d'un titre de transport nominatif) (p. 2010). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun) (p. 2011). - **Article 8 bis** (art. L. 2241-2 du code des transports - Création d'un délit de non maintien à disposition d'un agent assermenté pendant le temps nécessaire à l'information et à la décision de l'officier de police judiciaire en cas d'impossibilité ou de refus du contrevenant de justifier de son identité) (p. 2013). (p. 2014). (p. 2014). - **Article 9** (art. L. 2241-2-1 [nouveau] du code des transports, art. L. 166 F du livre des procédures fiscales - Création d'un droit de communication entre exploitants et administrations publiques pour fiabiliser les données relatives à

l'identité et à l'adresse des contrevenants pour améliorer le recouvrement des amendes décidées dans le cadre transactionnel de l'article 529-3 du code de procédure pénale) (p. 2015). (p. 2015). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2016). (p. 2016). - **Article 12** (art. L. 2241-1 du code des transports, art. L. 511-1 et L. 512-8 [nouveau] du code de la sécurité intérieure et L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Participation des polices municipales à la police des transports publics) (p. 2017, 2018). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2019).

- **Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3820, 3822). - **Article 6 bis** (*Obligation pour les personnes voyageant en fraude de pouvoir justifier de leur identité et possibilité pour les entreprises de transport routier, ferroviaire ou guidé de subordonner le voyage de leurs passagers à la détention d'un titre de transport nominatif*) (p. 3837). - **Article 6 ter** (*Conventions entre le représentant de l'État dans le département et les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants*) (p. 3837). - **Article 15** (*Application outre-mer des dispositions modifiées du code de la sécurité intérieure*) (p. 3838).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4202, 4203).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7980, 7981).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8063, 8065).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 11** (*art. 6 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Transparence de l'actionnariat et des organes dirigeants des publications*) (p. 8752, 8753). (p. 8753). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8755). (p. 8755).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des nouveaux programmes scolaires** - (21 juin 2016) (p. 10121). (p. 10121, 10122).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi sur la sécurité et la fraude dans les transports** - (12 juillet 2016) (p. 13657). (p. 13657).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 8** (**supprimé**) (*art. L. 3142-46-1 [nouveau] du code du travail ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du*

9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Congé pour l'exercice de responsabilités associatives) (p. 14435, 14436). - **Article 10** (*art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique*) (p. 14448).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 34** (**supprimé**) (*art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes*) (p. 14898). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14901). - **Articles 36 quater** (**supprimé**) (*art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique*) (p. 14923).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16155).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16244, 16245).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17452, 17453).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones agricoles défavorisées** - (17 novembre 2016) (p. 17573). (p. 17573).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18402, 18403).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18508).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18768).

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi organique [n° 226 (2015-2016)] relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 313 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'harmonisation de l'application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales [n° 403 (2015-2016)] - Mieux appliquer le droit européen de la concurrence au niveau national : pour une convergence maîtrisée [n° 396 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'harmonisation de l'application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales [n° 403 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La lutte contre le terrorisme : une priorité pour l'Union européenne [n° 442 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur l'Union européenne et la lutte contre le terrorisme [n° 443 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi organique [n° 567 (2015-2016)] relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 623 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 862 (2015-2016)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 34 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, pour une politique commerciale assurant la défense des intérêts économiques de l'Union européenne [n° 237 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques : examen du rapport et proposition de résolution européenne de M. Michel Magras et Mme Gisèle Jourda.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de

M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Ahmet Ogras, président du comité de coordination des musulmans turcs de France.

Audition de M. Amar Lasfar, président de l'Union des organisations islamiques de France.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG Trade) à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté, indépendance et pluralisme des médias - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la

commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada : rapport de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde (FMM) pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de FMM.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnacarrère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Instruments de défense commerciale : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Audition de M. Jean-Marie Denquin, professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 4** (*art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 337).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2182).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 2337, 2338).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2377, 2378). - **Annexe** (p. 2389). (p. 2389). (p. 2391). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 612-1 du code monétaire et financier, art. 17 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, art. L. 1412-2 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010, art. L. 2312-1 du code de la défense, art. L. 212-6-7 du code du cinéma et de l'image animée, art. L. 751-7 du code de commerce, art. L. 121-1 du code de l'environnement et art. L. 331-12 du code de la propriété intellectuelle - Suppression de la qualité d'autorité administrative indépendante*

des entités non énumérées en annexe de la proposition de loi) (p. 2400).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016)**.

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2538, 2540).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 5** (*art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes*) (p. 2614). (p. 2614). - **Article 7 ter** (*art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée*) (p. 2644). - **Article 10 octies (nouveau)** (*art. 71-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Définition de la production audiovisuelle indépendante*) (p. 2674). (p. 2675).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 2782). (p. 2783). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2798). - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive*) (p. 2818). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2822, 2823). - **Article 23** (*art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2832).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2924). (p. 2925).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3021). (p. 3022). (p. 3023). (p. 3025).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3182).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4153, 4154).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4213). (p. 4221). (p. 4224). (p. 4227). (p. 4232). (p. 4234). (p. 4326).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4246, 4247). (p. 4247). - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4277, 4278).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5640, 5641).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (*Promotion du logiciel libre et des formats ouverts*) (p. 5903). - **Article 10** (*art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise*

à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5905). (p. 5906).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6010).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Deuxième lecture* [n° 589 (2015-2016)] - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8178, 8179).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** [n° 519 (2015-2016)] - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 8697). - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - *Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes*) (p. 8700). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8766).

- **Question orale sans débat sur la prorogation de la durée de validité des cartes nationales d'identité** - (7 juin 2016) (p. 9138). (p. 9139).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire* [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11987, 11988).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12340, 12341). (p. 12344, 12345). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes*) (p. 12399, 12400).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** - *Nouvelle lecture* [n° 802 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14358, 14359).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (11 octobre 2016) - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - *Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement* - *Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables* - *Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété* - *Procédures d'autorisation d'urbanisme*) (p. 14825). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI*) (p. 14839).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** - *Nouvelle lecture* [n° 80 (2016-2017)] - (3 novembre 2016) - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - *Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité*) (p. 16675).

- **Question orale sans débat sur la clarification des responsabilités en matière de politique publique de l'eau** - (8 décembre 2016) (p. 18610). (p. 18611).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne** [n° 192 (2016-2017)] - (14 décembre 2016) - **Article 20 BAA (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - *Réalisation de constructions annexes aux bâtiments existants*) (p. 18915). - **Article 20 B (supprimé)** (art. L. 122-10 du code de l'urbanisme - *Préservation particulière des terres agricoles, pastorales et forestières situées dans les fonds de vallée*) (p. 18921, 18922).

- *Commission mixte paritaire* [n° 245 (2016-2017)] - (21 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20978).

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité le 23 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Transports aériens** [n° 145 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur le déplacement de la commission au Svalbard.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillet, président-directeur général du groupe Air France KLM.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 274, 275). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 299). (p. 300).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 375). (p. 375).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 33 A** (chapitre III du titre VI du livre 1er du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage) (p. 491). (p. 493). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 508, 509). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 521).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes) (p. 546). - **Article 43** (art. L. 911-2 et L. 924-1 à L. 924-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Zones de conservation halieutiques) (p. 557). - **Article additionnel avant l'article 51 quater A** (p. 575, 576). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 584). (p. 585). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016) (p. 601).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2232, 2233). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2244).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7283, 7285).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7373, 7374).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7481). (p. 7483). (p. 7487). (p. 7488). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 7505). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7508). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 7514). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 7522, 7523). (p. 7523). - **Article 51 quater AA (suppression maintenue)** (Action de groupe en matière environnementale) (p. 7532, 7533). (p. 7533). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7548, 7549).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7980).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-**

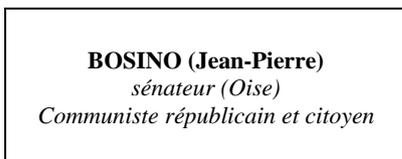
2016)] - (11 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13449, 13450).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge par l'assurance maladie du matériel d'occasion d'aide à la personne** - (19 juillet 2016) (p. 13722, 13723). (p. 13723).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16938, 16939).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 19829). (p. 19829, 19830).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20854).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*): République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction** [n° 198 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 73, 74).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour l'emploi** - (19 janvier 2016) (p. 269). (p. 269).

- **Question orale sans débat sur le théâtre de la Faïencerie de Creil** - (26 janvier 2016) (p. 703). (p. 704).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Article 12** (art. 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Instauration d'un délai de prescription de l'action disciplinaire*) (p. 1610). - **Article 13** (art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - *Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques*) (p. 1615). (p. 1617). (p. 1617). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1618). (p. 1619). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - *Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDIation offertes par la loi du 12 mars 2012*) (p. 1625). - **Article 15 bis** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Allongement des cas de suspension de la durée de validité des listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 1627). (p. 1628).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2000). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2003, 2004). - **Article 8 bis** (art. L. 2241-2 du code des transports - *Création d'un délit de non maintien à disposition d'un agent assermenté pendant le temps nécessaire à l'information et à la décision de l'officier de police judiciaire en cas d'impossibilité ou de refus de l'officier de justifier de son identité*) (p. 2014).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** [n° 311 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2024, 2025). - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - *Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2030).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre** [n° 256 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Article 1er** (*Abrogation du dispositif Pinel*) (p. 2371). - **Article 2** (*Relèvement des plafonds de ressources pour accéder au logement social*) (p. 2372).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (10 février 2016) - **Article 6 bis (supprimé)** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - *Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet*) (p. 2622, 2623).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2873). (p. 2873). (p. 2874). (p. 2909).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 undecies (supprimé)** (*Expérimentation en matière de normes applicables à la construction*) (p. 2960). (p. 2963). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2979, 2980).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle** [n° 390 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - *Transmission au Conseil constitutionnel des présentations des candidats à l'élection présidentielle*) (p. 3084). (p. 3085).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4218, 4219).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (24 mars 2016) - **Article 12 quinquies** (art. L. 5441-1 et L. 5442-1 du code des transports et art. L. 611-1 du code de la sécurité intérieure - Extension de la possibilité de recourir à des entreprises privées de protection des navires) (p. 4543). (p. 4544). (p. 4546). - **Article 15** (art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale) (p. 4562). (p. 4563).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5691).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5782, 5783). - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5794). - **Article 1er bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi) (p. 5796). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice du droit à communication par la publication) (p. 5800, 5801). (p. 5802). (p. 5802). (p. 5804). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre 1er de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre 1er [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5807). (p. 5808, 5809). (p. 5812). (p. 5825). (p. 5834). - **Article 7** (art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5848). (p. 5848).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5896, 5897). (p. 5902). - **Article 10** (art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5904). (p. 5907). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5909, 5910). (p. 5910). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 111-73-1 et L. 111-77-1 [nouveaux] du code de l'énergie - Ouverture des données dans le domaine de l'énergie) (p. 5923). (p. 5923, 5924).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'EDF** - (28 avril 2016) (p. 5993). (p. 5994).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)] (suite)** - (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6008, 6009). - **Article 43 (priorité)** (art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques) (p. 6014). - **Articles additionnels après l'article 43 (priorité)** (p. 6023). (p. 6024). - **Article 45 (priorité)** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 6, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Maintien de la connexion internet) (p. 6037). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6052). (p. 6055, 6056).

(p. 6056). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6061, 6062).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FC (nouveau)** (art. L. 33-10-1 du code des postes et des communications électroniques - Conventionnement pour le déploiement des réseaux) (p. 6184). (p. 6187).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6281, 6282).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7999, 8000).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 6 bis** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet) (p. 8202).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9361, 9362).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9482).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9577). (p. 9596). (p. 9609, 9610). (p. 9611). (p. 9615). (p. 9620).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9723). (p. 9724, 9725). (p. 9727). (p. 9734). (p. 9736). (p. 9739). (p. 9741).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10176, 10177).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1,

L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10206).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 33 ter** (Expérimentation sur la gestion par les régions des fonds libres du quota de la taxe d'apprentissage) (p. 10473). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation du relèvement à trente ans de l'âge limite pour entrer en apprentissage) (p. 10476). - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience) (p. 10477). (p. 10478). - **Article 36** (art. L. 6111-7, L. 6111-8 [nouveau], L. 6121-5 et L. 6121-6, L. 6341-6 et L. 6353-10 [nouveau] du code du travail ; art. L. 401-2-1 du code de l'éducation - Information sur le système de formation et l'insertion des apprentis) (p. 10487). (p. 10487). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 937-1 et L. 953-3 [nouveaux], L. 971-1, L. 973-1 et L. 974-1 du code de l'éducation - Recrutement d'agents contractuels par les groupements d'établissements (GRETA) et les établissements d'enseignement supérieur) (p. 10491). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10492). - **Article 38** (art. L. 1254-9, L. 1255-11, L. 1255-14 à L. 1255-18 [nouveaux] et L. 5132-14 du code du travail et art. L. 5542-21 du code des transports - Sécurisation du portage salarial) (p. 10495).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12216, 12217).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation des aéroports** - (12 juillet 2016) (p. 13653). (p. 13653).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13699).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14025, 14026).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alstom (I)** - (29 septembre 2016) (p. 14340). (p. 14341).

- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements dans les services postaux à Creil** - (11 octobre 2016) (p. 14748). (p. 14749).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16196, 16197). - **Article 6** (art. L. 311-1 du code de l'urbanisme - Simplifier les opérations des zones d'aménagement concerté) (p. 16210). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 16213).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16258, 16259).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16440, 16441).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) - au nom du groupe communiste républicain et citoyen (p. 18627, 18629).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20922, 20923). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20932, 20933).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Commission mixte paritaire [n° 169 (216-217)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20938).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20954, 20955).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 26 janvier 2016.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles jusqu'au 15 décembre 2016.

Membre suppléant du comité consultatif du secteur financier.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 140 tome 3 annexe 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission

« Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 26, 27).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'agriculture** - (2 février 2016) (p. 2150, 2151).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des temps d'activités périscolaires dans les établissements privés** - (9 février 2016) (p. 2499). (p. 2499).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - *Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10208). (p. 10208, 10209). (p. 10212). (p. 10212).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture** [n° 709 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12066, 12067).

- **Question orale sans débat sur l'accès des petits producteurs aux marchés des collectivités territoriales** - (19 juillet 2016) (p. 13721). (p. 13721).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18299).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19431, 19432).

BOUCHART (Natacha)
sénateur (Pas-de-Calais)
Les Républicains

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes.

Membre titulaire du Conseil national de l'insertion par l'activité économique.

Démissionnaire le 11 janvier 2016.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 11 janvier 2016.

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
Les Républicains

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*): Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

BOUCHOUX (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Écologiste

Secrétaire du Sénat à compter du 12 mai 2016.

Présidente du groupe écologiste à compter du 15 février 2016 jusqu'au 3 mai 2016.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne du 7 avril 2016 au 12 mai 2016.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu du déplacement de la délégation en Corrèze le vendredi 20 mai 2016.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'hôtellerie de plein air et les normes** - (7 juin 2016) (p. 9130, 9131). (p. 9131).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16285).

- **Question orale sans débat sur les dotations pour l'aide juridictionnelle** - (15 novembre 2016) (p. 17353). (p. 17353).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le centre pénitentiaire de Valence** - (1er décembre 2016) (p. 18476, 18477). (p. 18477).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19590). (p. 19590).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 2006-2016 : un combat inachevé contre les violences conjugales [n° 425 (2015-2016)] (29 février 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes [n° 448 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 304 (2015-2016)] relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique [n° 162 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Table ronde.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création,

architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi Travail - Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CSEP).

Rapport « Femmes et laïcité » - Audition de Mme Houria Abdelouaded, psychanalyste, maître de conférences à l'université Paris-Diderot.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du jeudi 21 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Nicolas Mouchnino, expert énergie - environnement de l'UFC-Que Choisir.

Réunion du mardi 20 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Échange de vues.

Rapport « Femmes et voitures » - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition commune avec la commission des lois et la commission de la culture, de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 14, 16).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fiches « S »** - (19 janvier 2016) (p. 268). (p. 269).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 751, 752). - **Article 1er** (art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 760, 761).

(p. 761). (p. 761, 762). (p. 762). - **Article 3** (art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 quinquies et 25 ter [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Protection des lanceurs d'alerte*) (p. 764). (p. 764). (p. 765). (p. 765). - **Article 4** (art. 25 quater, 25 quinquies, 25 sexies et 25 septies A [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 770). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 773).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1554). (p. 1555, 1556). - **Article 9** (art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - *Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p. 1572). - **Article 11** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales*) (p. 1603). (p. 1603). (p. 1604). - **Article 12** (art. 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Instauration d'un délai de prescription de l'action disciplinaire*) (p. 1610). (p. 1611). - **Article 13** (art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - *Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques*) (p. 1613, 1614). (p. 1616, 1617). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1618). (p. 1620). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - *Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDIation offertes par la loi du 12 mars 2012*) (p. 1624). (p. 1627). - **Article 15 bis** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Allongement des cas de suspension de la durée de validité des listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 1628, 1629).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]* - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1639, 1640).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 18 bis (supprimé)** (art. 3 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. L. 1251-60 du code du travail - *Suppression du recours à l'intérim dans les fonctions publiques de l'État et territoriale*) (p. 1648). (p. 1650). - **Article additionnel avant l'article 19 A** (p. 1654). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 100-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Mutualisation des droits syndicaux dans la fonction publique territoriale*) (p. 1657). - **Article additionnel après l'article 19 ter** (p. 1657). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 1660). (p. 1660). - **Article 20 quater** (art. 12, 15 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 19, 33 et 59 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 36 et 56 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 29, 70 et 97 de la loi n° 86-83 du 9 janvier 1986 - *Précisions au régime de position et d'avancement des délégués syndicaux*) (p. 1663). (p. 1663). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1673). - **Article 24 B** (art. 22 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 32 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Harmonisation de la procédure de recrutement sans concours des fonctionnaires de catégorie C*) (p. 1676, 1677). (p. 1677). - **Articles additionnels après l'article 24 O** (p. 1685). (p. 1686). (p. 1686). (p. 1686).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2382, 2383). - **Annexe** (p. 2388). (p. 2390). - **Article 11** (*Incompatibilités*)

professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2395). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-1 du code monétaire et financier, art. 17 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, art. L. 1412-2 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010, art. L. 2312-1 du code de la défense, art. L. 212-6-7 du code du cinéma et de l'image animée, art. L. 751-7 du code de commerce, art. L. 121-1 du code de l'environnement et art. L. 331-12 du code de la propriété intellectuelle - Suppression de la qualité d'autorité administrative indépendante des entités non énumérées en annexe de la proposition de loi) (p. 2401). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2414).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016)**.

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2541, 2542).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 2612, 2613). - **Article 7 quater** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs) (p. 2648). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2657). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 2664). - **Articles additionnels après l'article 10 nonies** (p. 2677). (p. 2678). (p. 2678). (p. 2679). (p. 2679).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive) (p. 2817). (p. 2819). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2831).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 26 quinquies (supprimé)** (art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 431-3 du code de l'urbanisme - Abaissement du seuil de dérogation à l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par les personnes physiques) (p. 2940). (p. 2941).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2978). - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3014, 3015). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 3042).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3073, 3074). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3087, 3088). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3091). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3099). - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de

fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3101). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3107).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5784, 5785). - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5793, 5794). - **Article 1er bis** (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5799). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice du droit à communication par la publication) (p. 5801). (p. 5803, 5804). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5805). (p. 5806). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5809). (p. 5812). (p. 5825). (p. 5827). (p. 5832). (p. 5833, 5834). - **Article 6 bis** (art. L. 300-3 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux documents relatifs à la gestion du domaine privé de l'État et des collectivités territoriales) (p. 5842).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5897). (p. 5898). (p. 5900). (p. 5903). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5915). (p. 5915, 5916). (p. 5918). (p. 5919). (p. 5920). (p. 5921). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5941).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5978). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 113-11 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Habilitation des associations à agir en justice afin de faire cesser tout obstacle à la libre réutilisation d'une œuvre entrée dans le domaine public) (p. 5984). (p. 5984, 5985). - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6010). - **Demande de réserve** (p. 6012). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6040). (p. 6048). (p. 6048). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6052). (p. 6052).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6085). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6090). - **Article 23 quater (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs) (p. 6095). - **Article 33 ter (supprimé)** (art. L. 2-24 du code de procédure pénale - Habilitation pour les associations de protection des données personnelles ou de la vie privée de se constituer partie civile en matière d'atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques) (p. 6134, 6135).

(p. 6135). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6141). (p. 6142).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6276, 6277).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7164).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de la justice pour lutter contre l'homophobie** - (17 mai 2016) (p. 7986, 7987). (p. 7987).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 11 ter** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques) (p. 8231). - **Article 13 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 131-2, L. 132-1 et L. 132-2 du code du patrimoine - Création d'un dépôt légal pour les livres numériques) (p. 8234). - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L.759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 8244).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L.522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8323). - **Article 26 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes) (p. 8378).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8966, 8967). - **Annexe** (p. 8975). (p. 8977). (p. 8977). - **Article 31 bis (supprimé)** (art. L. 121-4 à L. 121-7 du code de l'environnement - Coordinations relatives à la Commission nationale du débat public) (p. 8995). - **Article 34 ter (supprimé)** (art. L. 1222, L. 122-3 et L. 122-4 [abrogés] du code de l'énergie - Coordinations relatives au Médiateur national de l'énergie) (p. 8998). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9009).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**.

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article 1er** (Création d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9432).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9460). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9487). (p. 9488, 9789). (p. 9489, 9790). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9499).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de

l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9855). (p. 9868, 9869). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - *Compte épargne-temps*) (p. 9881). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - *Modification du seuil d'élection des délégués du personnel*) (p. 9889, 9890). - **Article 7 B (nouveau)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - *Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel*) (p. 9895).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - *Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 10137). (p. 10139). (p. 10141, 10142). (p. 10142, 10143).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - *Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10253).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obtention du doctorat par validation des acquis de l'expérience pour les étudiants des grandes écoles** - (23 juin 2016) (p. 10361). (p. 10362).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - *Réforme de la médecine du travail*) (p. 10546). (p. 10547). (p. 10547). (p. 10548). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - *Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs*) (p. 10560).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10653). (p. 10653).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14027, 14028).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Nouvelle lecture [n° 802 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14353, 14354).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - *Parrainage républicain d'un enfant*) (p. 14507).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16165, 16166).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16237, 16238). - **Article 9** (art. L. 142-1 du code du sport - *Création d'une conférence permanente sur le sport féminin*) (p. 16263).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16296, 16297).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16451, 16452).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer**

dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)] - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18310, 18311).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18575, 18576).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Réglementation des émissions publicitaires destinées à la jeunesse*) (p. 18582).

BOULARD (Jean-Claude)
sénateur (Sarthe)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les effets sur les pensions de la fonction publique du protocole de modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR) [n° 109 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 140 tome 3 annexe 26 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et

communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » - Examen du rapport spécial - Communication sur l'impact de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) relatif à l'avenir de la fonction publique de novembre 2015 sur les régimes de retraite de la fonction publique.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République pour l'emploi** - (19 janvier 2016) (p. 265). (p. 266).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées** - *Nouvelle lecture* [n° 407 (2015-2016)] - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 4007, 4008).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** - *Deuxième lecture* [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - *Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7353). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - *Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial*) (p. 7363).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 7474, 7475). (p. 7476).

- *Nouvelle lecture* [n° 766 (2015-2016)] - (11 juillet 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 13494). (p. 13495).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 16 (2016-2017)] ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 189 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen des amendements de séance.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Questions diverses.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Hommage à M. Michel Houel.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures pour l'emploi** - (14 janvier 2016) (p. 222).

- **Question orale sans débat sur le glyphosate et la pollution des rivières comtoises** - (26 janvier 2016) (p. 686, 687). (p. 687, 688).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2971).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme constitutionnelle** - (31 mars 2016) (p. 5030, 5031).

- **Question orale sans débat sur le bassin versant de la Berre et la réserve africaine de Sigean** - (10 mai 2016) - en remplacement de M. Roland Courteau (p. 7205, 7206).

- **Question orale sans débat sur les difficultés financières des associations d'aide à la famille** - (10 mai 2016) (p. 7210). (p. 7211).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8103, 8104).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - *Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole*) (p. 8938).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9429).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9484). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - *Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9534).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9585, 9586). (p. 9587).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - *Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10345, 10346).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - *Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité*) (p. 12209). (p. 12209).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12343). (p. 12348).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alstom** - (4 octobre 2016) (p. 14408).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14899, 14900).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 2 (supprimé)** (Action en responsabilité en cas de manquement à l'obligation d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance) (p. 14977). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14980).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20920, 20922).

- Rapporteur - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (article liminaire du code de la consommation - Clarification de la définition du non-professionnel) (p. 20927). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 20927). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-1, L. 221-6,

L. 222-7, L. 222-8, L. 224-1, L. 224-63, L. 242-7 et L. 242-23 du code de la consommation - Rectifications d'erreurs de codification dans les dispositions relatives à la formation et à l'exécution des contrats, livre II du code de la consommation) (p. 20928). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 20928). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1, L. 312-1, L. 312-19, L. 312-20, L. 312-44, L. 312-51, L. 312-59, L. 312-72, L. 312-81, L. 313-14, L. 313-15, L. 313-26, L. 313-31, L. 314-22, L. 315-9, L. 315-13, L. 321-1, L. 341-22, L. 341-51-1 (nouveau) et L. 343-1 du code de la consommation - Rectifications d'erreurs de codification dans les dispositions relatives au crédit, livre III du code de la consommation) (p. 20929). (p. 20930). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20930, 20931). (p. 20931). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4, L. 511-5, L. 511-6, L. 511-7, L. 511-11, L. 511-17, L. 511-22, L. 511-23, L. 512-49, L. 521-18 et L. 521-24 du code de la consommation - Rectification d'erreurs de codification dans les dispositions relatives aux pouvoirs d'enquête de la DGCCRF, livre V du code de la consommation) (p. 20934). (p. 20934). (p. 20935). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 20935). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation - Entrée en vigueur des dispositions relatives aux avenants des contrats de crédit immobilier) (p. 20936). (p. 20936).

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation parlementaire au renseignement ; nouvelle nomination le 9 juin 2016.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sécurité : gendarmerie nationale [n° 142 tome 11 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - Budget.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatiha Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École

militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Éric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Ratification de

l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Table ronde sur la diplomatie économique.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4441, 4443).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17514).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Berlin et la lutte contre le terrorisme (I)** - (20 décembre 2016) (p. 20863).

BOUVARD (Michel)
sénateur (Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI groupe.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi portant transfert du département de la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis [n° 140 tome 3 annexe 16 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique (« cluster ») sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des

comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Opérations extérieures du ministère de la défense (OPEX) - Communication et audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 56) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1556). - **Article 6** (art. 25 septies [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Encadrement du cumul d'activités) (p. 1560). - **Article 9** (art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - Institution de référents déontologiques - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations) (p.1571, 1572). - **Article 9 quinquies** (art. L. 120-4 et L. 120-5 à L. 120-9 [nouveaux] du code des juridictions financières - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres et aux personnels de la Cour des comptes) (p. 1592, 1593).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3

[nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2869). (p. 2872). (p. 2873). (p. 2877, 2878). (p. 2883, 2884). (p. 2910). (p. 2912). (p. 2912). (p. 2913). (p. 2914). (p. 2920). (p. 2920). (p. 2921). (p. 2921). (p. 2923). (p. 2924). (p. 2925).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5884, 5885).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7177, 7178).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les classes bilingues** - (17 mai 2016) (p. 7991). (p. 7992).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8354). (p. 8354). (p. 8356). (p. 8358). (p. 8360). - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8371). - **Article 26 duodécies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Dérogation aux conditions et délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 8376).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10257, 10258). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 10272). (p. 10272).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12244). (p. 12247). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (Nouvelles compétences de la société Tunnel Euralpin pour la réalisation de la ligne ferroviaire Lyon-Turin - Relations entre l'État et cette société) (p. 12268). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-36, L. 211-36-1, L. 211-38, L. 211-38-1 [nouveau], L. 440-4, L. 511-33 et L. 531-12 du code monétaire et financier - Renforcement des règles de transparence et de sécurité des opérations sur produits dérivés) (p. 12286). (p. 12286).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12343). (p. 12345).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12469, 12470). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12498).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 28** (art. L. 532-18 et L. 533-12-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 12555). (p. 12555). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12562).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 35** (p. 12589). - **Article 52** (art. L. 131-85, L. 711-2, L. 711-4, L. 711-5, L. 711-6, L. 711-6-1, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-8-1, L. 711-9, L. 711-10, L. 711-11 et L. 711-12 du code monétaire et financier - Transformation de l'établissement public national Institut d'émission des départements d'outre-mer en société par actions simplifiée détenue par la Banque de France) (p. 12593). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 12594, 12595). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 12595). (p. 12596). - **Article 54 bis B (supprimé)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Élection de deux représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12598). - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12598, 12599). (p. 12600). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 12606, 12607).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers) (p. 16474). (p. 16478). - **Article 3** (art. L. 420-2-2 [nouveau], L. 420-3, L. 420-4, L. 450-5, L. 462-3, L. 462-5, L. 462-6, L. 464-2 et L. 464-9 du code de commerce - Interdiction, pour les centrales de réservation, d'imposer des clauses d'exclusivité aux conducteurs) (p. 16486). - **Article 3 bis** (art. L. 3122-4-1 [nouveau] du code des transports - Création d'un label pour certaines prestations de voitures de transport avec chauffeur) (p. 16488). - **Article 4** (art. L. 3112-1 du code des transports - Interdiction des services occasionnels légers régis par la loi LOTI dans les grandes agglomérations) (p. 16489). - **Article 5** (art. L. 3120-2-1 et L. 3120-2-2 [nouveaux], L. 3121-5, L. 3121-9 et L. 3121-10 [abrogés], L. 3122-4, L. 3122-7 et L. 3122-8 [abrogés], L. 3123-1, L. 3123-2-1 [abrogé], L. 3124-2 [abrogé], L. 3124-6 [abrogé] et L. 3124-11 du code des transports - Unification des dispositions relatives à l'aptitude professionnelle des conducteurs du transport public particulier de personnes) (p. 16497). (p. 16499). (p. 16499). (p. 16501). (p. 16501). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16501, 16502). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3120-3 [abrogé], L. 3120-4, L. 3121-11-1, L. 3121-11-2 [abrogé], L. 3122-1, L. 3122-5 et L. 3122-6 [abrogés], L. 3124-4, L. 3124-7, L. 3124-13 [abrogé] du code des transports, art. L. 511-7 du code de la consommation, art. 16 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur - Coordination) (p. 16504). (p. 16504). (p. 16505).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17463). (p. 17465). (p. 17465, 17466). (p. 17467).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18398, 18399).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18671, 18672). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18674). (p. 18675). (p. 18680). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18684, 18685). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18689). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18693). (p. 18694). - **Article additionnel après l'article 4 A** (p. 18696). (p. 18697). - **Article 5** (art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne) (p. 18698, 18699). (p. 18700). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18703). (p. 18707). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 18711). (p. 18711). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18714). (p. 18715). (p. 18715). (p. 18715, 18716). (p. 18716). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18722). (p. 18723). (p. 18723). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18738). - **Article 9 quater** (art. 1519 H du code général des impôts - Exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau pour les stations radioélectriques de téléphonie mobile) (p. 18743).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 18778, 18779). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18800). - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers) (p. 18806, 18807). (p. 18807). (p. 18807). (p. 18808). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 18809). (p. 18810, 18811). - **Article 14 bis A (nouveau)** (art. L. 8-4 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Dispositif d'intermédiation locative en faveur des saisonniers) (p. 18811). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18813). (p. 18814). (p. 18814). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 18815). (p. 18815). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18818). (p. 18820). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18826). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 18827). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18834). (p. 18837). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18839).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18853). (p. 18854). - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18857). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 18863). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18868, 18869). (p. 18870). (p. 18871). (p. 18890). (p. 18891). (p. 18893). (p. 18894). (p. 18894). (p. 18895). (p. 18905). (p. 18905). (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18909). (p. 18909). - **Article 20** (art. L. 122-11 du code de l'urbanisme - Subordination des travaux sur des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive à une servitude administrative) (p. 18926). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18928). (p. 18929). - **Article additionnel après l'article 20 bis A** (p. 18931). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932). (p. 18934). - **Article 21 bis (supprimé)** (art. L. 318-6 du code de l'urbanisme - Obligation d'information du syndic de copropriété en cas de mise en vente d'un lot situé dans le périmètre d'une opération de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 18938). - **Article 23** (p. 18944, 18945). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 18945, 18946). (p. 18946). (p. 18947). (p. 18947). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 18951).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19458, 19459). - **Article 3** (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19470). - **Article 12** (Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) (p. 19498).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 19510). (p. 19511). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 19527). (p. 19528). - **Article 22** (art. 199 ter de la loi relative à la liberté de création, architecture et patrimoine dans la réduction d'impôt Malraux) (p. 19551). (p. 19551).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19574). (p. 19575). (p. 19576, 19577). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19586). (p. 19588, 19589). (p. 19591, 19592). (p. 19595, 19596). - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 19609). - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19616, 19617). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19622). (p. 19623). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19656). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19669). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19719, 19720).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2334-25-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1241-14 du code des transports - Compensation des pertes de recettes consécutives à la réforme du stationnement payant) (p. 19736). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19746). (p. 19746, 19747). (p. 19748). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017) (p. 19775). - **Article 34** (art. L. 241-3, L. 245-13-1 nouveau, L. 651-3, L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale et art. 39 du code général des impôts - Réforme des modalités de recouvrement de la contribution sociale de solidarité des

sociétés) (p. 19799, 19800). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19804). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 19809). - **Article 37** (Contre-garantie de l'État

pour le financement d'un site de stockage à sec des résidus miniers) (p. 19811, 19812).

BRAILLARD (Thierry)
secrétaire d'État auprès du ministre de la
ville, de la jeunesse et des sports, chargé
des sports

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le champ d'intervention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine** - (26 janvier 2016) (p. 702, 703).

- **Question orale sans débat sur le théâtre de la Faïencerie de Creil** - (26 janvier 2016) (p. 703, 704).

- **Question orale sans débat sur la trésorerie des petites et moyennes entreprises** - (26 janvier 2016) (p. 704, 705).

- **Question orale sans débat sur les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance sur la vie en déshérence** - (26 janvier 2016) (p. 705, 706).

- **Question orale sans débat sur les délais d'instruction des autorisations d'urbanisme** - (26 janvier 2016) (p. 706, 707).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sport et la laïcité** - (8 mars 2016) (p. 3880).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5126, 5127). - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives) (p. 5132, 5133). (p. 5140). (p. 5143). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade) (p. 5145, 5146). (p. 5146). (p. 5149). (p. 5151). (p. 5151). (p. 5152). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5154). (p. 5155). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-15 et L. 332-16 du code du sport - Possibilité de transmettre des éléments relatifs aux personnes faisant l'objet d'une interdiction de stade aux organismes sportifs internationaux) (p. 5156, 4157). (p. 5157). (p. 5157). (p. 5158). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs) (p. 5159). (p. 5160, 5161). - **Article 5** (art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - Création d'une instance nationale du supportérisme) (p. 5162). (p. 5162). (p. 5163). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5165). (p. 5165). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5166). (p. 5166). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-11 et L. 332-13 du code du sport - Peine complémentaire d'interdiction d'accès à toute zone de retransmission publique d'un match) (p. 5167). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5168). (p. 5168). (p. 5168).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** - *Deuxième lecture* [n° 634 (2015-2016)] -

(2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8964, 8965). - **Annexe** (p. 8973). (p. 8975). (p. 8975). (p. 8976). (p. 8977). (p. 8978). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8979). (p. 8979). - **Article 8** (Non-renouvellement du mandat de membre des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8980). (p. 8980). - **Article 9** (Incompatibilité entre mandat de membre et fonctions au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8980, 8981).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes** - *Deuxième lecture* [n° 635 (2015-2016)] - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro 2016** - (9 juin 2016) (p. 9355).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16233, 16235). (p. 16245). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16246, 16247). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 16248). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16249, 16250). - **Article 5** (art. L. 132-2 du code du sport - Élargissement des pouvoirs des directions nationales de contrôle de gestion, DNGC) (p. 16251). (p. 16252). (p. 16252). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16253). - **Article 6** (art. L. 122-14, L. 122-16-1 [nouveau] et L. 122-19 du code du sport - Instauration d'un droit d'usage du numéro d'affiliation pour la société sportive d'une durée de 6 à 12 ans) (p. 16254). - **Article 7** (art. L. 222-2-12 [nouveau] du code du sport - Exploitation des attributs de la personnalité d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel dans le cadre d'une convention de fiducie) (p. 16256). (p. 16256). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16257). (p. 16259). (p. 16259, 16260). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - Élargissement de la taxe dite « Buffet ») (p. 16262). - **Article 9** (art. L. 142-1 du code du sport - Création d'une conférence permanente sur le sport féminin) (p. 16263). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 142-2 [nouveau] du code du sport - Création d'une conférence permanente sur le handisport) (p. 16264). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 16264). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 232-12-1 du code du sport - Extension du profil biologique à l'ensemble des sportifs) (p. 16264). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 16266). (p. 16267). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16268).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16447, 16449).

BRICQ (Nicole)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises ; puis secrétaire le 12 février 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s (23 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat

présenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

(*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, MM. Olivier Cadic et Guy-Dominique Kennel, du déplacement de la délégation en Suède et en Allemagne, sur le thème de la simplification des normes, du 28 au 30 septembre 2016.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Nicole Bricq sur les nouvelles mesures présentées le 24 octobre 2016 par le Conseil de la simplification pour les entreprises.

Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 1er (Texte non modifié**

par la commission) (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 115, 116). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 131). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 133).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Badinter sur le droit du travail** - (28 janvier 2016) (p. 1992).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2031). (p. 2033).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 5 ED** (*art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé*) (p. 3127).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tarifs des notaires** - (1er mars 2016) (p. 3194).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Panama papers »** - (5 avril 2016) (p. 5119).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8111, 8112).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8913, 8914).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9389). - **Question préalable** (p. 9394). - **Discussion générale** (p. 9406, 9408). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9433).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9449). (p. 9461). (p. 9463). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9476). - **Article 1er quinquiés (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4612-3 du code du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et prévention des agissements sexistes*) (p. 9495). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquiés** (p. 9502).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525*

du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9577, 9578). (p. 9644).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9718). (p. 9731, 9732). (p. 9734). (p. 9740). (p. 9744). (p. 9745). (p. 9753). (p. 9754). (p. 9757). (p. 9759, 9760).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9839). - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9867). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps) (p. 9880, 9881). - **Article 5** (Sécurisation des conventions de forfait existantes) (p. 9883). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9884). (p. 9885). (p. 9885). - **Articles additionnels avant l'article 7 A** (p. 9888). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel) (p. 9893). - **Article 7 C (nouveau)** (art. L. 2326-1 du code du travail - Généralisation de la délégation unique du personnel) (p. 9898).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9965, 9966). (p. 9968). (p. 9970). (p. 9972). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9980). (p. 9983). - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9989). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9995). (p. 9999). (p. 10006). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10012). (p. 10021). (p. 10023, 10024). (p. 10027). (p. 10032). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles) (p. 10042). - **Article 16** (art. L. 2142-1-3, L. 2143-13, L. 2143-15 et L. 2143-16, L. 2315-1, L. 2326-6, L. 2393-3 et L. 4614-3 du code du travail ; art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale - Augmentation du nombre d'heures de délégation des délégués syndicaux) (p. 10054).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - Procédure de contestation des expertises

demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 10136). (p. 10139). (p. 10141). (p. 10142). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10149). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 10156). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Forfait social à 16 % pour la participation et l'intéressement) (p. 10186). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10194, 10195). (p. 10211). (p. 10211). - **Article 21 bis (supprimé)** (Concertation sur le périmètre du compte personnel d'activité) (p. 10217).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10247). (p. 10255, 10256). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10274). (p. 10278). (p. 10280). - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10283, 10284). - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10302, 10303). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10313). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10323).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10344). (p. 10372). - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10383). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1454-1-2 du code du travail - Clôture de l'instruction devant le conseil de prud'hommes) (p. 10387, 10388). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10390, 10391). - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10414, 10415). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10418).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation du relèvement à trente ans de l'âge limite pour entrer en apprentissage) (p. 10476). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10506, 10507). (p. 10508). - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 10516). (p. 10517). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10521, 10522). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10540). - **Article 45**

(art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10560). (p. 10563). (p. 10564). (p. 10564). (p. 10564). (p. 10564).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10639, 10140).

- **Nouvelle lecture** [n° 771 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13743, 13745).

- **Question orale sans débat sur les inondations en Seine-et-Marne** - (11 octobre 2016) (p. 14740). (p. 14741).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes** [n° 61 (2016-2017)] - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16506, 16507).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle** [n° 78 (2016-2017)] - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16943, 16944).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 5** (*Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016*) (p. 17404).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17462).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17542). (p. 17543). - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3, L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L. 413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2 et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 viciés, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour

1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17553).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (*Objectifs de dépenses de la branche famille*) (p. 17587). - **Article 35** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse*) (p. 17607).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 48** (art. 70 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012, art. 48 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Prorogation de l'expérimentation du parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie, PAERPA) (p. 17716). - **Article 57** (art. L. 815-7 et L. 815-8 du code de la sécurité sociale - Transfert de la gestion du Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, SASPA, à la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, CCMSA) (p. 17754).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse** [n° 184 (2016-2017)] - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18554).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne** [n° 192 (2016-2017)] - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 18778). - **Article 11 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 87 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Rémunération prévue par un contrat de travail intermittent) (p. 18780).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)] - (16 décembre 2016) - **Article 24 ter** (**nouveau**) (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne) (p. 19662).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19761). (p. 19762).

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; nouvelle nomination le 10 juin 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis rapporteur le 29 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 3 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 339 (2015-2016)] relatif au droit des étrangers en France [n° 392 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'Europe à l'épreuve de la crise des migrants : la mise en œuvre de la « relocalisation » des demandeurs d'asile et des hotspots [n° 422 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 461 (2015-2016)] portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 636 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Justice**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 8 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] (28 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Immigration, intégration et nationalité [n° 146 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements.

Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Prescription en matière pénale - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur le changement d'état civil des personnes transsexuelles.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Catherine Teitgen-Colly, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile

et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2142, 2143).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique d'immigration** - (2 février 2016) (p. 2152). (p. 2153).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2895, 2897). - **Question préalable** (p. 2905).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 3204, 3206).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 mars 2016) (p. 4245).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 461 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) -

rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9013, 9014). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9020).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13980).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 14993, 14994). - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15003). (p. 15003). (p. 15003, 15004). (p. 15007). (p. 15008). (p. 15008). - **Article 2** (art. 133-2, 133-3, 133-4 et 133-4-1 [nouveau] du code pénal - Prescription des peines) (p. 15009). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 [abrogés] et 434-25 du code pénal art. 85, 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de la justice militaire art. 351 du code des douanes - Coordinations) (p. 15009). (p. 15010). (p. 15010). - **Article 4 (supprimé)** (Dispositions transitoires) (p. 15010). - **Article 5 (nouveau)** (art. 711-1 du code pénal et art. 804 du code de procédure pénale - Application outre-mer) (p. 15011).

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 585 (2015-2016)] (9 mai 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des

affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Audition de M. Jean-Marie Denquin, professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 357). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 369, 370). (p. 370). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*Instances de représentation des personnels de l'Agence française pour la biodiversité - Dispositions transitoires*) (p. 395).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 476, 477).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article additionnel après l'article 18 A** (p. 2772).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures européennes en faveur de l'agriculture** - (16 février 2016) (p. 2888).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3960).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4463, 4465). - **Article 3** (Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 4475, 4476).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 5614, 5615).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature) (p. 7364). (p. 7364).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7484). (p. 7487). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7502). - **Article 36 quinquies C (suppression maintenue)** (art. L. 141-8-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Promouvoir la permaculture dans les schémas de cohérence territoriale, SCOT) (p. 7517). (p. 7517).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9206, 9207).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ves [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9594). (p. 9597). (p. 9616). (p. 9620). (p. 9623). (p. 9634). (p. 9638).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10279).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12062, 12063). - **Article 2** (Rapport au Parlement sur les modalités de financement des fonds de stabilisation des revenus agricoles) (p. 12071). - **Article 4** (Rapport au Parlement sur les orientations de la politique agricole commune après 2020 et le soutien aux régimes assurantiels) (p. 12072). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 72 D ter du code général des impôts - Relèvement du plafond de la déduction pour aléas en fonction de l'emploi salarié sur l'exploitation agricole) (p. 12073). - **Article 8** (art. 1605 nonies du code général des impôts - Doublement de la taxe sur les terres agricoles rendues constructibles et affectation du surplus à la gestion des risques en agriculture) (p. 12074, 12075).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12205). (p. 12205). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 12210). (p. 12211). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12240). (p. 12240). (p. 12240). (p. 12244). (p. 12250). (p. 12250). (p. 12252). (p. 12252, 12253).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique) (p. 14448). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-32 du code du service national - Intermédiation de service civique entre personnes morales de droit public) (p. 14452, 14453). (p. 14453).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14974).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 16677).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18292).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18518, 18519).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18940). (p. 18940). (p. 18941).

CADIC (Olivier)
*sénateur (Français établis hors de
France - Série 2)*
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 2 mai 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s (23 juin 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un Ombudsman compétent pour qualifier le contenu sur l'internet de licite ou illicite [n° 151 (2016-2017)] (25 novembre 2016) - **Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission..

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

(*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la matinée d'études sur la simplification du droit organisée par le Sénat (délégation aux entreprises et division de la législation comparée), le Conseil d'État et la Société de législation comparée.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

(*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Baptiste de Foucauld, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport de synthèse des rencontres d'entreprises effectuées par la délégation durant l'année parlementaire 2015-2016.

Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, MM. Olivier Cadic et Guy-Dominique Kennel, du déplacement de la délégation en Suède et en Allemagne, sur le thème de la simplification des normes, du 28 au 30 septembre 2016.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission

interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Olivier Cadic du déplacement de la délégation à La Haye, sur le thème de la simplification du droit pour les entreprises, le 14 novembre 2016.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 114, 115). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 133).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 5837, 5838). (p. 5838).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9405, 9406). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9426). (p. 9430). (p. 9432).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9447). (p. 9450). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9481, 9482). - **Chapitre 1er bis** (*Renforcer la lutte contre les discriminations, le harcèlement sexuel et les agissements sexistes*) (p. 9486). (p. 9486).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions*

législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9658, 9659).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9737). (p. 9737). (p. 9738). (p. 9760, 9761).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9839). (p. 9840, 9841). (p. 9841). - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9856). (p. 9869). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps) (p. 9881). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-7, L. 4511-1 et L. 4511-2 du code des transports - Travail de nuit dans le domaine fluvial) (p. 9887). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel) (p. 9892). (p. 9893). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9901, 9902). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels) (p. 9905). (p. 9906). (p. 9910, 9911). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9920, 9921). (p. 9921).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9990). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10024). (p. 10027).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10195).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10275). (p. 10278). (p. 10281). - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10283). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 23-121-1 à L. 23-123-5 [nouveaux], L. 2122-14 [nouveau], L. 2143-24 et L. 2143-25 [nouveaux], L. 2232-40 à L. 2232-42 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-26 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-17

[nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-11-1 [nouveau] du code du travail - Dialogue social dans les réseaux de franchise) (p. 10321). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10323).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suite du référendum au Royaume-Uni** - (23 juin 2016) (p. 10358). (p. 10359).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (23 juin 2016) - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du code du travail) - Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage) (p. 10430). (p. 10431). - **Article 32 ter (nouveau)** (art. L. 6271-1 à L. 6271-6 [nouveaux] du code du travail - Ecoles de production) (p. 10434). (p. 10435).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10535). - **Article 44 ter** (Rapport sur le renforcement de l'attractivité de la carrière de médecin du travail) (p. 10557, 10558). (p. 10558). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10561). - **Articles additionnels après l'article 50 quater** (p. 10574). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10588).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** - **[n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12195). (p. 12195).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre Ier, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants) (p. 17432).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 17481, 17482). (p. 17483).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18394, 18395).

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
Socialiste et républicain

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 20, 22, 27 janvier, 4, 12, 17, 18 février, 1er, 2, 9, 10, 15, 17, 24, 29 mars, 7 avril, 12, 17, 19, 24 mai, 1er, 16, 17, 23, 24, 29 juin, 8, 11 juillet, 6, 13, 14, 27 octobre, 3, 7, 9, 17, 18 novembre, 12, 14, 15 et 19 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Hommage aux victimes d'un drame aérien** - (19 mai 2016) (p. 8104).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire des Iles Fidji** - (19 décembre 2016) (p. 20777).

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national des villes jusqu'au 14 mars 2016.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Droit de l'urbanisme et de la construction : l'urgence de simplifier [n° 720 tome 1 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Droit de l'urbanisme et de la construction : l'urgence de simplifier [n° 720 tome 2 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Michaël Sibilleau, sous-directeur des finances au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur le rapport de l'Institut Montaigne : « Décentralisation : sortons de la confusion ».

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative

du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires de montagne** - (3 mai 2016) (p. 6290).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 16191, 16192).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Article 18** (*art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme*) (p. 18860). (p. 18861).

CAMANI (Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 27 mars 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - Agriculture et pêche.

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - Budget.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Christophe Sirugue, député, auteur du rapport « Repenser les minima sociaux - Vers une couverture socle commune », remis au Premier ministre.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge du revenu de solidarité active par l'État** - (1er mars 2016) (p. 3188).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3799).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article additionnel après l'article 44 (priorité)** (p. 6035). (p. 6036). - **Article 22** (*art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent*) (p. 6049).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 33 bis A (supprimé)** (*art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action collective en cessation du manquement en matière de données personnelles*) (p. 6130). (p. 6132). - **Article 36 (supprimé)** (*art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales - Regroupement des syndicats mixtes ouverts compétents en matière de réseaux de communications électroniques*) (p. 6156). - **Articles additionnels après l'article 37 A** (p. 6160). (p. 6161). - **Article additionnel après l'article 37 D** (p. 6166).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FB (nouveau)** (*Intervention du ministre chargé de l'économie en cas d'opération de concentration entre fournisseurs de services de communication électronique*) (p. 6182). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6191). (p. 6191). - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6195). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 6204).

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - Justice.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - Police et sécurité.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 614 (2015-2016)] autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 628 (2015-2016)] (25 mai 2016) - Affaires étrangères et coopération.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - Collectivités territoriales.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Expertise France : 3 ans pour devenir une référence internationale [n° 675 (2015-2016)] (8 juin 2016) - Affaires étrangères et coopération.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 142 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Australie : quelle place pour la France dans le Nouveau monde ? [n° 222 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Maroc : le pays des défis [n° 142 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Grosgrin, ambassadeur de France au Yémen.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de

l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion sur l'Australie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Communication.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Elections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'Etat britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Marc-Étienne Pinault, coordinateur Brexit au secrétariat général du ministère de l'intérieur, M. Gilles Barbey, commandant de police, chef de la section « négociations européennes » à la direction centrale de la police judiciaire et M. Frédéric Baab, membre national d'Eurojust pour la France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) - vice-président de la

commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2999, 3000).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9142, 9143).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 9223, 9224).

- **Question orale sans débat sur le développement de la prostitution dans le bois de Vincennes** - (30 juin 2016) (p. 12032). (p. 12033).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement

opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14609, 14610).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14773).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) - vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 16136, 16137).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - **Article unique** (p. 16417).

CAMPION (Claire-Lise)
sénatrice (Essonne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge de personnes handicapées dans des établissements situés en dehors du territoire national [n° 218 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agenda d'accessibilité programmée** - (16 février 2016) (p. 2893, 2894).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3120, 3121). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 3123). - **Article 4** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 3124). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 3126). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale) (p. 3128). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 3129). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 3133). (p. 3135, 3136). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Question orale sans débat sur les professionnels de santé et la lutte contre les violences conjugales** - (15 mars 2016) (p. 4107, 4108). (p. 4108).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autisme** - (5 avril 2016) (p. 5124, 5125).

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances jusqu'au 23 mars 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 143 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - Budget.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 97).

- **Question orale sans débat sur la localisation des services de douanes dans le cadre de la Normandie réunifiée** - (26 janvier 2016) (p. 699). (p. 700).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2236, 2237).

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès aux mesures agro-environnementales et climatiques en Seine-Maritime** - (9 février 2016) (p. 2490). (p. 2490).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4027). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une

commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime) (p. 4044, 4045).

- **Question orale sans débat sur la politique forestière en Seine-Maritime** - (10 mai 2016) (p. 7216, 7217). (p. 7217, 7218).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10207). (p. 10208). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10219). (p. 10219). - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10222, 10223).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) (p. 10246, 10247). (p. 10250). (p. 10255). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10307).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12248). (p. 12248). - **Article 15** (Habilitation en vue de moderniser et simplifier certaines règles de la domanialité publique) (p. 12265). (p. 12266). (p. 12266).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'éducation nationale** - (12 juillet 2016) (p. 13657, 13658). (p. 13658).

- **Question orale sans débat sur la couverture en téléphonie mobile en Seine-Maritime** - (19 juillet 2016) (p. 13715). (p. 13716).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14898, 14899).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15238).

- **Question orale sans débat sur la régénération des huiles noires** - (20 décembre 2016) (p. 20835). (p. 20836).

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'informatique publique : quels moyens pour l'administration de demain ? [n° 76 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 140 tome 3 annexe 9 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative au droit d'opposition du maire à l'inscription d'un enfant résidant dans sa commune dans une école publique située dans une autre commune [n° 205 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans le département du Nord le vendredi 13 novembre 2015.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

(*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Corrèze le vendredi 20 mai 2016.

Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du

13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*): Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*): Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Traitements afférents à la Légion d'honneur et à la médaille militaire - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*): Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*): Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*): Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 11, 12).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-5, L. 112-5-1 [nouveau], L. 112-6, L. 112-8 et L. 220-1 du code des juridictions financières - Création de nouvelles catégories de conseillers référendaires et de conseillers maîtres en service extraordinaire; statut des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 1670). - **Article 23 quater** (art. L. 112-7, L. 122-5 et L. 222-4 du code des juridictions financières - Régime d'incompatibilités des magistrats des chambres régionales des comptes; recrutement des conseillers référendaires et des rapporteurs extérieurs) (p. 1671). (p. 1671). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1673).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie) (p. 2035).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2606). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2618).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (11 février 2016) (p. 2729). (p. 2729).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3812, 3813).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3848).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA) (p. 4051). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 4054). (p. 4055). (p. 4055). (p. 4055). - **Article 5 ter** (art. L. 5521-1, L. 5521-2, L. 5524-1 et L. 5725-1 du code des transports - Dispositions réglementaires en matière d'aptitude médicale et de formation professionnelle des marins) (p. 4057). (p. 4057). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 4058). (p. 4059).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4165).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4446, 4447).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4487, 4488).

- **Question orale sans débat sur la simplification de la réglementation pesant sur le secteur touristique** - (10 mai 2016) (p. 7214, 7215). (p. 7215).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système de crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8074, 8075).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8969, 8970). - **Article 22** (Transmission d'un rapport annuel au Gouvernement et au Parlement) (p. 8987). (p. 8987).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**.

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9151, 9152).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Chapitre 1er bis** (Renforcer la lutte contre les discriminations, le harcèlement sexuel et les agissements sexistes) (p. 9486).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1,

L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9636).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9737). (p. 9741). (p. 9751). (p. 9760).

- **Question orale sans débat sur la promotion des métiers de la pêche** - (21 juin 2016) (p. 10127, 10128). (p. 10128).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (21 juin 2016) - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10145).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10177, 10178).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10193).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10258). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10274). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10323).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12353). (p. 12355). (p. 12355). (p. 12356). (p. 12356). (p. 12357). (p. 12357). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12392). (p. 12392). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12401). (p. 12402). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole) (p. 12407). (p. 12408). (p. 12408). (p. 12409).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales** - *Commission mixte paritaire* [n° 780 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13757, 13758).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales** - *Commission mixte paritaire* [n° 781 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France** - *Commission mixte paritaire* [n° 782 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** - *Nouvelle lecture* [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - *Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil*) (p. 13980).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (12 octobre 2016) - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote*) (p. 14895).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale** [n° 54 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16280).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426). - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre 1er, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - *Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants*) (p. 17431).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18378, 18379).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** - *Nouvelle lecture* [n° 250 (2016-2017)] - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20913, 20914).

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 348 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'avenant n° 6 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale [n° 559 (2015-2016)] (27 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 751 (2015-2016)] autorisant la ratification de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et du protocole complémentaire à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs [n° 856 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Répression des actes illicites contre l'aviation civile internationale et répression de la capture illicite d'aéronefs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre la France et l'État des Émirats arabes unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une sûreté de l'aviation civile efficace et efficiente [n° 31 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien [n° 32 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 140 tome 3 vol. 3 annexe 10 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du

transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du vendredi 21 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Première table ronde : « Ville et non-ville. Banlieues, périphéries, périurbains, espaces ruraux ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 56) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5882, 5883).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7247, 7248).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme législatif du Gouvernement** - (12 mai 2016) (p. 7488, 7489).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7979, 7980).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8045, 8046).

- **Question orale sans débat sur l'aggravation des conditions de la circulation sur la ligne B-Nord du Réseau express régional** - (7 juin 2016) (p. 9124). (p. 9125).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché - Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9276).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9387, 9388).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et

des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9668). (p. 9669).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10153).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations contre la loi Travail** - (23 juin 2016) (p. 10364, 10365).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12127, 12128).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12341). (p. 12344). (p. 12349).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 48 bis (priorité) (supprimé)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Autorisation temporaire de poursuite d'activité pour les laboratoires de biologie médicale ayant déposé une demande d'accréditation mais non encore accrédités) (p. 12537). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code monétaire et financier - Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des chèques) (p. 12548). - **Article 28** (art. L. 532-18 et L. 533-12-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 12556). (p. 12556).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13823, 13824). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13845, 13846).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16460, 16461). - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers) (p. 16472). (p. 16478). - **Article 4** (art. L. 3112-1 du code des transports - Interdiction des services occasionnels légers régis par la loi LOTI dans les grandes agglomérations) (p. 16489). (p. 16492). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16507).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16619, 16620). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut

conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16701). (p. 16703). (p. 16704). - **Article 25 (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement) (p. 16706). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16713). - **Article 31 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure des conventions pluriannuelles portant sur des produits agricoles ou alimentaires) (p. 16717). (p. 16717). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16750).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017)**.

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16941, 16942). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16948, 16949). - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau) (p. 16951). (p. 16952).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 27** (art. L. 122-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 6332-2 du code des transports - Transfert au préfet de police de Paris de la police des aérodromes de Paris-Charles-de-Gaulle et du Bourget) (p. 17066). (p. 17067).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]** - (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18432, 18433).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19453, 19454).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 22** (art. 199 ter viciés du code général des impôts - Prise en compte des dispositions de la loi liberté de création, architecture et patrimoine dans la réduction d'impôt Malraux) (p. 19552).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19572). (p. 19573). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19583, 19584). (p. 19584). (p. 19585). (p. 19585). (p. 19587). (p. 19587). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 19604). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour

bénéficiaire de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19606). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19631). (p. 19633). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19634). (p. 19638). (p. 19639). (p. 19648). - **Article 24 ter (nouveau)** (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne) (p. 19661). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19667). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19682, 19683). (p. 19683). (p. 19684). (p. 19687, 19688). - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19689). - **Article 24 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quaterdecies A du code général des impôts - Affectation de l'intégralité des ressources de la TNSA au fonds d'aide à l'insonorisation des logements) (p. 19698). - **Article 25** (art. 1607 ter et 1636 B octies du code général des impôts - Mise en place d'une taxe spéciale d'équipement différenciée en cas d'extension du périmètre d'un établissement public foncier d'État) (p. 19707). (p. 19707). (p. 19707, 19708).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19749). (p. 19749). (p. 19750). (p. 19750). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017) (p. 19775, 19776). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19802). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 207 et 1609 ter viciés [nouveau] du code général des impôts - Contribution spéciale CDG-Express) (p. 19806, 19807). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 19830, 19831).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20786, 20787).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20798, 20799).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20857, 20858).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Commission mixte paritaire [n° 169 (216-217)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20939, 20940).

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis [n° 140 tome 3 annexe 16 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raulo Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puyperoux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3793, 3794).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture** [n° 786 (2015-2016)] - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13668, 13669).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)]

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 19527).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 39** (*Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté*) (p. 19818, 19819).

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Protection sociale des exploitants agricoles - Audition de MM. Pascal Cormery, président, et Michel Brault, directeur général de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Questions diverses.

Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 277). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 301, 302). (p. 303). (p. 312). (p. 314). (p. 316). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 318). (p. 319).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 352). (p. 354). - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 356). (p. 357). (p. 358, 359). (p. 359). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 378). (p. 382, 383). (p. 384). (p. 390). (p. 391). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 392).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 469). (p. 470). (p. 472). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 484). - **Article 33 BA (nouveau)** (*Inventaire national des espaces naturels pour la compensation*) (p. 502). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité*) (p. 510). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles*) (p. 529).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 1395 B bis du code général des impôts - *Restauration d'une exonération de taxe foncière au bénéfice des propriétés non bâties situées dans des zones humides*) (p. 574). (p. 574). - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-1 et L. 212-2-2 du code de l'environnement - *Échéances d'atteinte du bon état chimique des eaux, surveillance de la matrice biote, et agrément des laboratoires d'analyse*) (p. 582). (p. 582). - **Articles additionnels après l'article 53 bis** (p. 612). - **Articles additionnels après l'article 54 quinquies** (p. 615). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 623). (p. 623). (p. 624). - **Article 68 ter B (nouveau)** (art. L. 332-25 du code de l'environnement - *Rétablissement de la nature contraventionnelle des infractions à la réglementation des réserves naturelles*) (p. 639). - **Article 68 quater (supprimé)** (art. L. 424-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Interdiction de la chasse des mammifères pendant les stades de reproduction et de dépendance*) (p. 642). - **Article 68 quinquies (supprimé)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - *Interdiction de la chasse à la glu ou à la colle*) (p. 643, 644).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2872). (p. 2873). (p. 2876, 2877). (p. 2878). (p. 2879). (p. 2881). (p. 2882). (p. 2882).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal**

[n° 435 (2015-2016)] - (8 mars 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3898, 3899).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7292, 7293). (p. 7303).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7350). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7372). (p. 7374). (p. 7375). (p. 7379, 7380). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7440). (p. 7441, 7442).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7477).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8884, 8886). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8914).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (20 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9979). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10027, 10028).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10152, 10153).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 13454). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme

action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 13456). (p. 13457). (p. 13458, 13459). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13471). (p. 13472). (p. 13474).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du directeur de l'Agence française pour la biodiversité** - (29 septembre 2016) (p. 14346, 14347). (p. 14347).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17117).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre 1er, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants) (p. 17430).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469, 17470).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17537). (p. 17538). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17545, 17546). (p. 17547).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (15 décembre 2016) (p. 19438). (p. 19438).

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes d'obtenir une compensation financière en contrepartie des servitudes créées par l'instauration de périmètres de protection de la ressource en eau [n° 58 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 59 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Anciens combattants**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Enseignement scolaire** [n° 144 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Liberté, indépendance et pluralisme des médias - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Égalité et citoyenneté - Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du

deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3814, 3815).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 5646).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (9 juin 2016) (p. 9356, 9357). (p. 9357).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14403, 14404).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille*) (p. 14486). - **Article 14 decies** (*Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire*) (p. 14497). (p. 14501).

- **Question orale sans débat sur la protection des données de santé** - (11 octobre 2016) (p. 14729, 14730). (p. 14730).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** (suite) - (12 octobre 2016) - **Article 33 quinquies** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, article 322-4-1 du code pénal - *Régime d'évacuation forcée des campements illicites de gens du voyage*) (p. 14880). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote*) (p. 14894).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Convention pour le logement des travailleurs saisonniers*) (p. 18807). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - *Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne*) (p. 18836).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Procédure de création des unités touristiques nouvelles*) (p. 18870). (p. 18890). (p. 18890). (p. 18891). (p. 18894). (p. 18895). (p. 18905). (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18929). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18952, 18953).

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Loi de finances pour 2017 - « Mission « Recherche et enseignement supérieur » » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 90, 92).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (19 janvier 2016) (p. 270).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 300).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (*priorité*) (p. 6011).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes: le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression*) (p. 7292). (p. 7293).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7350, 7351).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 7480).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture** [n° 589 (2015-2016)] - (25 mai 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive*) (p. 8338).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** [n° 519 (2015-2016)] - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 8698). - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - *Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes*) (p. 8700).

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
Socialiste et républicain

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports le 18 avril 2016.

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 13, 19 janvier, 2, 10, 17, 18 février, 1er, 22, 23, 30 mars, 6 avril, 11, 24, 25, 31 mai, 15, 20, 21, 29, 30 juin, 5, 13 juillet, 27 septembre, 5, 11, 13, 19, 26 octobre, 2, 8, 15, 16, 22, 23, 24, 29 novembre, 6, 7, 13, 15 et 21 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupty, directrice générale, d'Arte France.

Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*): Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de députés de l'Assemblée nationale du Québec** - (18 février 2016) (p. 3059).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pérennisation du fonds de soutien pour les rythmes scolaires** - (8 mars 2016) (p. 3884).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4327).

- **Hommage à Maurice Blin, ancien sénateur** - (21 juin 2016) (p. 10131).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) - auteur de la question (p. 15216, 15219).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Arménie** - (29 novembre 2016) (p. 18376).

CARVOUNAS (Luc)
sénateur (Val-de-Marne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution pour la métropole de Paris intégrant les départements de la petite couronne [n° 375 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié: Dette, démocratie... : la Grèce, miroir de l'Europe ? [n° 134 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit du Haut-Karabagh** - (3 mai 2016) (p. 6291).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (11 octobre 2016) - **Article 29** (précédemment

réservé) (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14799).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des

infractions de presse) (p. 14930). (p. 14931). (p. 14932). (p. 14932).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures pour le tourisme** - (8 novembre 2016) (p. 17048).

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

CAYEUX (Caroline)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les maisons d'assistants maternels : une solution innovante pour un accueil de proximité et de qualité [n° 667 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)], - Famille [n° 114 tome 4 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Examen des articles [n° 114 tome 7 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Tableau comparatif [n° 114 tome 8 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (12 février 2016) - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2802). (p. 2802). (p. 2810). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2823). - **Article 23** (*art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2826). (p. 2827). (p. 2829). (p. 2830).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-*

30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2883). (p. 2910). (p. 2912). (p. 2912). (p. 2913). (p. 2914). (p. 2920). (p. 2921). (p. 2921).

- Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)] - (25 mai 2016) - Article 24 (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8356). (p. 8359). (p. 8364, 8365).

- Question d'actualité au Gouvernement sur la poursuite des grèves - (14 juin 2016) (p. 9471, 9472). (p. 9472).

- Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - Articles additionnels après l'article 2 A (p. 9505). (p. 9509).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - (15 novembre 2016) - rapporteur

de la commission des affaires sociales pour la famille - **Discussion générale** (p. 17363, 17364).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - Article 27 (art. L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6, L. 581-10, L. 582-1 et L. 582-2 [nouveaux], L. 583-3, L. 583-5 [nouveau], et L. 755-3 du code de la sécurité sociale, art. 373-2-2 du code civil et art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires - Recouvrement des créances de pensions alimentaires) (p. 17576). (p. 17577). (p. 17577). (p. 17577). (p. 17578). (p. 17579). (p. 17579). (p. 17579). (p. 17579). (p. 17580). (p. 17580). (p. 17580). (p. 17580, 17581). (p. 17581). - Article 28 (art. L. 133-5-8, L. 133-5-12 [nouveau], L. 133-8-3, L. 531-5, L. 531-8 et L. 531-8-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 1271-1 du code du travail - Intermédiation de la rémunération des salariés du particulier employeur et réforme du circuit de versement du complément de libre choix du mode de garde) (p. 17583). (p. 17583). (p. 17583, 17584). - Article additionnel après l'article 28 (p. 17584). - Article 29 (Objectifs de dépenses de la branche famille) (p. 17586). (p. 17589).

- Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - vice-présidente de la commission des affaires sociales (p. 18359, 18361).

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 482 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Irak sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 557 (2015-2016)] (27 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Détruire l'État islamique, et après ? Les conditions d'un retour à la paix au Moyen-Orient [n° 137 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatiha Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École

militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Irak - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Programme de travail 2017 de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les modalités de recensement des logements sociaux dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement** - (10 mai 2016) (p. 7230). (p. 7231).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (17 novembre 2016) (p. 17566).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de la France au niveau européen et la lutte contre le terrorisme** - (28 janvier 2016) (p. 1995).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2505, 2509). (p. 2517, 2519). - **Article unique** (p. 2521). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2522). (p. 2523).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des imams étrangers lors du Ramadan** - (11 février 2016) (p. 2731, 2732).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (11 février 2016) (p. 2735).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le régime des cultes en Alsace-Moselle** - (11 février 2016) (p. 2736).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3216, 3220).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de sécurité à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4322).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le PNR européen (données des dossiers des passagers)** - (22 mars 2016) (p. 4324).

CAZENEUVE (Bernard)
ministre de l'intérieur
(jusqu'au 6 décembre 2016)
Premier ministre
(à partir du 6 décembre 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 356 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Défense**.

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 574 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Défense**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fiches « S »** - (19 janvier 2016) (p. 268, 269).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4451, 4456).
- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 7 (priorité)** (p. 4844, 4845). (p. 4845). - **Article 7 (priorité)** (art. L. 312-3, L. 312-3-1 [nouveau], L. 312-4, L. 312-4-1 et L. 312-16 du code de la sécurité intérieure - *Interdiction d'acquisition et de détention d'armes*) (p. 4847). - **Article 9 (priorité)** (art. 132-16-4-1 [nouveau], 222-52 à 222-67 [nouveaux], 322-6-1, 322-11-1, 421-1, 431-28 du code pénal, art. L. 2339-10, 2339-14, 2353-4 du code de la défense, L. 312-3, L. 317-4, L. 317-5, L. 317-7, L. 317-7-1 à L. 317-7-4, L. 317-8, L. 317-9 du code de la sécurité intérieure, art. 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. 40 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions - *Création d'une section nouvelle au sein du code pénal relative au trafic d'armes de catégorie A ou B*) (p. 4850). (p. 4850). - **Articles additionnels avant l'article 17 (priorité)** (p. 4851). (p. 4851). - **Article 17 (priorité)** (art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - *Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages*) (p. 4853). (p. 4854). (p. 4854). - **Article additionnel après l'article 17 (priorité)** (p. 4855). - **Article 18 (priorité)** (art. 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - *Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4857, 4858). (p. 4858, 4859). (p. 4860, 4861). (p. 4861). (p. 4861, 4862). (p. 4862). (p. 4863). (p. 4864). (p. 4865). (p. 4867). (p. 4868). (p. 4868). (p. 4869). - **Article 18 bis (priorité) (texte non modifié par la commission)** (art. 371-6 [nouveau] du code civil - *Autorisation de sortie du territoire*) (p. 4870). - **Article 19 (priorité)** (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - *Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la répétition d'une attaque meurtrière de masse*) (p. 4872, 4873). (p. 4873, 4874). (p. 4875). (p. 4875). - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4877, 4878). (p. 4878). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes*) (p. 4880, 4881). (p. 4881). (p. 4882). (p. 4883). (p. 4883). - **Article additionnel après l'article 20 (priorité)** (p. 4884). (p. 4884). - **Article additionnel après l'article 32 AB (priorité)** (p. 4886). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 241-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Péremission de l'expérimentation relative aux caméras mobiles équipant les forces de l'ordre*) (p. 4888). (p. 4889). (p. 4889). (p. 4889). - **Article additionnel après l'article 32 (priorité)** (p. 4890).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences urbaines** - (3 mai 2016) (p. 6286).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les forces de police et les manifestations** - (3 mai 2016) (p. 6289).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (3 mai 2016) (p. 6289, 6290).
- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7231, 7233).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la radicalisation et la création d'un centre de « réinsertion et citoyenneté » en Indre-et-Loire** - (12 mai 2016) (p. 7494).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences envers les policiers** - (12 mai 2016) (p. 7498).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures d'urgence suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9347).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides financières suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9349).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro et la violence des hooligans** - (14 juin 2016) (p. 9467, 9468).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro et les violences à Marseille** - (14 juin 2016) (p. 9470).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro et la sécurité au stade vélodrome de Marseille** - (14 juin 2016) (p. 9471).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien de l'ordre et le risque terroriste** - (23 juin 2016) (p. 10359, 10360).
- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10642, 10643).
- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.
- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels** - (12 juillet 2016) (p. 13655).
- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation de l'état d'urgence pour une durée de six mois*) (p. 13826). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 13827). - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - *Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie*) (p. 13828, 13829). (p. 13829). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - *Modifications du régime juridique des perquisitions administratives*) (p. 13832). (p. 13832). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 13832). - **Article 3** (art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - *Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme*) (p. 13834). - **Article 5 (nouveau)** (art. 421-2-7 [nouveau] et art. 421-5 du code pénal - *Création d'un délit de séjour intentionnel à l'étranger sur un théâtre d'opérations à l'étranger de groupements terroristes*) (p. 13836). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 13836). - **Article 7 (nouveau)** (art. 706-24-4 [nouveau] du code de procédure pénale - *Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes*) (p. 13837). - **Article 8 (nouveau)** (art. 421-5 du code pénal - *Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroristes*) (p. 13837). - **Article 9 (nouveau)** (art. 362, 706-25-15 à 706-25-24 [nouveaux], 723-37-1 [nouveau] et 723-38 du code de procédure pénale - *Rétention de sûreté et surveillance de sûreté pour les personnes condamnées pour terrorisme*) (p. 13840). - **Article 10 (nouveau)** (art. 422-4 du code pénal - *Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers*) (p. 13841). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13841). (p. 13841). (p. 13842). (p. 13842). (p. 13843). (p. 13843). (p. 13844).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement de la « jungle » de Calais** - (18 octobre 2016) (p. 15202).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garde nationale** - (18 octobre 2016) (p. 15204).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la violence à l'encontre des représentants de l'État** - (18 octobre 2016) (p. 15205).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16101, 16105).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement de la Lande de Calais** - (27 octobre 2016) (p. 16400, 16401).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des policiers** - (27 octobre 2016) (p. 16402).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions des personnels éducatifs** - (27 octobre 2016) (p. 16403, 16404).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les débordements à Saint-Étienne et l'atteinte à l'autorité de l'État** - (27 octobre 2016) (p. 16404).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fichier des titres électroniques sécurisés (I)** - (8 novembre 2016) (p. 17043).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fichier des titres électroniques sécurisés (II)** - (8 novembre 2016) (p. 17044).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel**

relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - (16 novembre 2016) (p. 17441, 17445). (p. 17455, 17459).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18871, 18875). (p. 18886, 18889).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme** - (15 décembre 2016) (p. 19439).

- **Hommage aux victimes d'un attentat à Berlin** - (20 décembre 2016) (p. 20860).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du gouverneur de la Banque de France** - (20 décembre 2016) (p. 20861).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Berlin et la lutte contre le terrorisme (I)** - (20 décembre 2016) (p. 20863, 20864).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Berlin et la lutte contre le terrorisme (II)** - (20 décembre 2016) (p. 20865, 20866).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sociale** - (20 décembre 2016) (p. 20867, 20868).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Uber** - (20 décembre 2016) (p. 20869, 20870).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
Les Républicains

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 14 mars 2016 ; fin de mission le 13 septembre 2016.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 421 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquième du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 485 (2015-2016)] (18 mars 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Partenariat oriental : une nécessaire refondation [n° 797 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 141 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 203 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Maintien de la réglementation viticole - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Réunion constitutive.

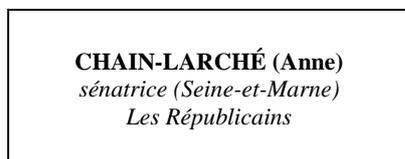
Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Suite de l'examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

[n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé)** (p. 12328).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires*) (p. 12432). - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - *Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans*) (p. 12439, 12440).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la Cour des comptes relatif aux politiques de lutte contre les consommations nocives d'alcool** - (7 juillet 2016) (p. 12453). (p. 12453).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - *Parrainage républicain d'un enfant*) (p. 14507).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'arrêté relatif aux produits phytosanitaires** - (27 octobre 2016) (p. 16405). (p. 16406).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - vice-président de la commission des affaires économiques (p. 18356, 18357).

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation financière des communes** - (5 avril 2016) (p. 5123).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur agricole suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9354). (p. 9355).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15091). (p. 15091).

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 8 février 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 325 (2015-2016)] pour une République numérique [n° 526 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le régime indemnitaire des exécutifs de syndicats intercommunaux** - (26 janvier 2016) (p. 696, 697). (p. 697).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article 7 ter** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée) (p. 2644). (p. 2644).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5779). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5855). (p. 5855).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 5893, 5894). (p. 5894). - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5902). - **Article 10** (art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5905). (p. 5906).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5976). (p. 5979, 5980). - **Article 20 quater (supprimé)** (art. L. 2, L. 2-2, L. 33-2, L. 34, L. 35-1, L. 35-2, L. 35-3, L. 35-4, L. 44, L. 125, L. 131, L. 135 du code des postes et des communications électroniques ; art. 6 et 38 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Modification du nom de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques) (p. 5988). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6042). (p. 6043). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6062).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 24** (art. L. 111-5-3 [nouveau] et L. 111-6-1 du code de la consommation et art. L. 111-7-2 [nouveau] et L. 131-4 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Régulation des avis en ligne rédigés par des consommateurs) (p. 6104, 6105). (p. 6105). - **Article 32** (art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé) (p. 6124). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6140, 6141). (p. 6142). - **Article 34** (art. L. 32 et L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques - Respect du secret des correspondances par les opérateurs et les éditeurs de services de communication au public en ligne) (p. 6146, 6147). (p. 6147). (p. 6147, 6148).

(p. 6148). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - *Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques*) (p. 6155). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales - *Regroupement des syndicats mixtes ouverts compétents en matière de réseaux de communications électroniques*) (p. 6156, 6157). - **Article 36 bis** (art. L. 33-11 du code des postes et des communications électroniques - *Introduction d'un délai à la mise en place des « zones fibrées »*) (p. 6158). (p. 6159). - **Article additionnel après l'article 37 D** (p. 6166). - **Article 37 E** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - *Péréquation tarifaire pour le déploiement de la fibre optique*) (p. 6167).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FA (nouveau)** (art. L. 34-8-3-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - *Réutilisation des infrastructures passives*) (p. 6181). - **Article 37 FB (nouveau)** (Intervention du ministre chargé de l'économie en cas d'opération de concentration entre fournisseurs de services de communication électronique) (p. 6182). - **Article 37 FC (nouveau)** (art. L. 33-10-1 du code des postes et des communications électroniques - *Conventionnement pour le déploiement des réseaux*) (p. 6185, 6186). (p. 6187). (p. 6188). - **Article 37 F** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - *Renforcement du pouvoir de sanction de l'ARCEP*) (p. 6189). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - *Mise à disposition par l'ARCEP des cartes numériques de couverture du territoire*) (p. 6190). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6191). (p. 6192). - **Article 37 quater (nouveau)** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - *Conditions de couverture numérique du territoire*) (p. 6194). - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6196). (p. 6198, 6199). (p. 6200). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 6204). (p. 6204). - **Article 39** (art. L. 35, L. 35-7 [rétabli], L. 36-11, L. 47, L. 48, L. 50 [rétabli] du code des postes et des communications électroniques - *Entretien et renouvellement du réseau des lignes téléphoniques*) (p. 6209). (p. 6210). (p. 6211). (p. 6211). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6214). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés) (p. 6218, 6219). (p. 6220). - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6221). - **Article 41** (art. L. 521-3-1 [nouveau], L. 525-6-1 [nouveau], L. 311-4, L. 521-3, L. 525-6 et L. 526-11 du code monétaire et financier - *Modification du régime applicable aux opérations de paiement proposées par un fournisseur de réseaux ou de services de communications électroniques*) (p. 6233). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6257). - **Articles additionnels après l'article 23 ter (réservés)** (p. 6261, 6262). (p. 6265).

- **Question orale sans débat relative à l'enquête nationale sur l'éclairage public en 2014** - (10 mai 2016) (p. 7206). (p. 7207).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 7500, 7501). (p. 7501). (p. 7501).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables*) (p. 8355). (p. 8355).

- **Question orale sans débat sur la répartition du produit des amendes de police** - (19 juillet 2016) (p. 13731, 13732). (p. 13732).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14031, 14032).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - *Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers*) (p. 16472). (p. 16478, 16479). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 16493, 16494).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives*) (p. 17467). (p. 17467).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18666, 18668). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Objectifs de la politique de la montagne*) (p. 18675). (p. 18677). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - *Missions, composition et fonctionnement du comité de massif*) (p. 18705, 18706). (p. 18706). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - *Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne*) (p. 18716). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - *Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne*) (p. 18723). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18734, 18735). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques*) (p. 18741). - **Article 9 ter B (nouveau)** (art. L. 33-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - *Conventionnement des projets privés de déploiement de réseaux à très haut débit*) (p. 18741). - **Article additionnel après l'article 9 ter B** (p. 18742). (p. 18742). - **Article 9 sexies** (art. L. 34-8-6 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - *Accès aux infrastructures passives du réseau de téléphonie mobile*) (p. 18745).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18766, 18767). (p. 18769). - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - *Informations en cas de travaux sur un point haut*) (p. 18771). - **Articles additionnels après l'article 9 septies** (p. 18772, 18773). - **Article 9 nonies** (*Intégration des réseaux d'initiative publique par les opérateurs de communications électroniques*) (p. 18774). (p. 18774).

- **Question orale sans débat sur les appellations d'origine bugey-cerdon et clairette de Die** - (20 décembre 2016) (p. 20824). (p. 20825).

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation** [n° 395 (2015-2016)] - (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4271, 4272).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4445, 4446).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme** [n° 515 (2015-2016)] - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5135, 5136).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les débordements place de la République** - (28 avril 2016) (p. 5996, 5997). (p. 5997).

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : L'imagerie médicale en France [n° 602 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur la prévention des conflits d'intérêt et gestion des liens d'intérêt.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès la ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la

direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Corrèze le vendredi 20 mai 2016.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Baptiste Mylondo, enseignant-chercheur à l'école de commerce et de développement 3A de Lyon, chargé de cours à Sciences-po Lyon et à Centrale Paris.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne - Communication.

Travail dissimulé - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Gaspard Koenig, président de Génération libre.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 113). (p. 115). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 128). (p. 128). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 134).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'agriculture** - (16 février 2016) (p. 2890). (p. 2890).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3011).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (*art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance*) (p. 3123). - **Article 4** (*art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département*) (p. 3124). - **Article 21 ter** (*art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 3132). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille*) (p. 3138).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Commission mixte paritaire [n° 355 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3149, 3150).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3848).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du nombre de normes en matière agricole*) (p. 4482). (p. 4484). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4487).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6303, 6304).

- **Question orale sans débat sur le numerus clausus** - (10 mai 2016) (p. 7208, 7209). (p. 7209).

- **Question orale sans débat sur l'allocation chômage d'un fonctionnaire révoqué** - (10 mai 2016) - en remplacement de M. Jacques Genest (p. 7215, 7216). (p. 7216).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 33 A** (*art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 7480).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Article 1er** (*art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active*) (p. 8899, 8900). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8914).

- **Question orale sans débat sur la prorogation des concessions hydrauliques** - (7 juin 2016) (p. 9126, 9127). (p. 9127).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9341, 9342).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9457). (p. 9457). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9483). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9508).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (*art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10251). (p. 10257). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 10268). - **Article 28** (*art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés*) (p. 10312). (p. 10313). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10313). (p. 10313). (p. 10314). (p. 10314).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12067, 12068).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 30 (priorité)** (*art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans*) (p. 12390).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 14** (*decies (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire)*) (p. 14495). - **Article 15 bis A** (*art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant*) (p. 14506). (p. 14509). - **Article 15** (*decies (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections)*) (p. 14515). - **Articles additionnels après l'article 19** (*octies*) (p. 14550, 14551).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (*art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14773). (p. 14774). (p. 14776).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16284).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16749).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17386, 17388).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17487). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 17496). (p. 17497). - **Article 16** (*art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac*) (p. 17506).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (*Objectifs de dépenses de la branche famille*) (p. 17588). - **Article 30 bis (nouveau)** (*art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Retraite anticipée des travailleurs handicapés*) (p. 17592). - **Article 35** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse*) (p. 17607). - **Article 37** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2017*) (p. 17616). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 17622). (p. 17622). - **Article 39 quinquies (nouveau)** (*Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens*) (p. 17630). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17633). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17649).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18620, 18622).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 15 quater** (*art. L. 341-6 du code*

forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18825).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 19** (*art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles*) (p. 18893). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18907). (p. 18908). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne*) (p. 18912). - **Articles additionnels après l'article 20 BA** (p. 18919). - **Article additionnel après l'article 21 A** (p. 18935). (p. 18936). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18949).

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Participations financières de l'État [n° 141 tome 9 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*): Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*): Maintien de la réglementation viticole - Communication.

(*commission des finances*): Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des

investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis budgétaires.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud,

directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les gens du voyage et les aires d'accueil** - (15 mars 2016) (p. 4114, 4115). (p. 4115).

CHIRON (Jacques)
sénateur (Isère)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Économie [n° 140 tome 3 annexe 11 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service TRACFIN, cellule de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2006).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8042, 8044).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique et les comptes publics** - (23 juin 2016) (p. 10363, 10364).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12468, 12469).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 10** (*art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique*) (p. 14446).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 26** (*art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale*) (p. 14652). - **Article 28 ter A (nouveau)** (*art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat*) (p. 14668). (p. 14669).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16421, 16422).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17513).

CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien

président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de MM. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques, et Jean Zetlaoui, président du groupe de travail « Attractivité pour la recherche clinique » du LÉEM (Les entreprises du médicament), M. François-Régis Moulines, directeur des affaires gouvernementales et de la communication, du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Norbert Ifrah, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé à la présidence

du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le médicament Dépakine et les malformations fœtales** - (26 janvier 2016) (p. 684). (p. 685).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'encadrement des essais cliniques** - (28 janvier 2016) (p. 1993).

- **Question orale sans débat sur les zones d'entraînement à très basse altitude et la croissance verte** - (9 février 2016) (p. 2498). (p. 2499).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2933).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3198, 3199).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6312, 6313).

- **Question orale sans débat sur l'harmonisation des consignes de tri** - (7 juin 2016) (p. 9127, 9128). (p. 9128).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12334). (p. 12337). (p. 12339). - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche

maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires) (p. 12384). (p. 12387).

- **Suite de la discussion (7 juillet 2016) - Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires*) (p. 12431).

- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux [n° 842 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14336, 14337).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Dépakine** - (4 octobre 2016) (p. 14410).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17377, 17378).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17419). (p. 17420).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18460, 18461).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18615, 18616).

- **Question orale sans débat sur la désertification médicale et l'aggravation de la fracture sanitaire** - (20 décembre 2016) (p. 20831, 20832). (p. 20832).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20876, 20878).

CLAIREAUX (Karine)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) et de la fédération des entrepreneurs et artisans du bâtiment et des travaux publics de Saint-Pierre-et-Miquelon.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 4** (art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 338). (p. 340).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 33 A** (chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage) (p. 489, 490). (p. 494). - **Article 37** (art. L. 414-4 du code de l'environnement - Activités de pêche maritime professionnelle en zone Natura 2000) (p. 532). (p. 533).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 51 undecies A (nouveau)** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 590). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de

l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 594). (p. 595). (p. 596).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 5 bis** (art. L. 5511-1 du code des transports - Distinction entre les marins pêcheurs et les marins de commerce) (p. 4053).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7382). (p. 7387). (p. 7387). (p. 7387). (p. 7387, 7388).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de la maladie de Tarlov** - (15 novembre 2016) (p. 17339). (p. 17339, 17340).

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis vice-présidente le 1er décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 2006-2016 : un combat inachevé contre les violences conjugales [n° 425 (2015-2016)] (29 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Promouvoir l'excellence sanitaire française dans l'océan Indien [n° 738 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection de l'enfant.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur la prévention des conflits d'intérêt et gestion des liens d'intérêt.

Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : La laïcité dans le sport féminin : un enjeu avant les Jeux olympiques de Rio - Audition de Mme Françoise Morvan, présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF) et de Mme Annie Sugier, vice-présidente de la CLEF, présidente de la Ligue du droit international des femmes.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès du ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène

Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate pressentie pour le poste de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mardi 20 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Échange de vues.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Michel Laforcade, directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS Nouvelle-Aquitaine), auteur du rapport relatif à la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 123). (p. 123).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 51 duodecimes** (p. 598). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (*art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016*) (p. 599). (p. 604).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]* - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1636, 1637).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Jacqueline Sauvage** - (28 janvier 2016) (p. 1991). (p. 1992).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 3 bis** (*art. L. 114-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Possibilité de contrôle préalable avant le recrutement et l'affectation de personnels au sein de la SNCF, de SNCF mobilités, de SNCF réseau et de la RATP*) (p. 2001, 2002). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2004, 2005). - **Article 6** (*art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages et aux véhicules et emprises immobilières des transports publics de voyageurs*) (p. 2008, 2009). - **Article 8** (*art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2012).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2522). (p. 2523).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3119, 3120). - **Article 21 ter** (*art. 388*

du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 3130, 3131). (p. 3132). (p. 3133). (p. 3136). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée** - *Commission mixte paritaire [n° 355 (2015-2016)]* - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3145, 3146).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les femmes et le droit du travail** - (8 mars 2016) (p. 3883). (p. 3883, 3884).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées** - *Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]* - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3995, 3996). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 4006). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - *Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels*) (p. 4011).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - *Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4217, 4218).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4292).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4985).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5701, 5702).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6313, 6314).

- **Question orale sans débat sur les difficultés du pôle aérien d'Air France à Paris-Charles-de-Gaulle** - (10 mai 2016) (p. 7221). (p. 7222).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cabinets dentaires** - (17 mai 2016) (p. 7987). (p. 7988).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8062, 8063).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8890, 8891). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8913).

- **Question orale sans débat sur les effectifs d'enseignants dans le Val-de-Marne** - (7 juin 2016) (p. 9134, 9135). (p. 9135).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9420). (p. 9431).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9450). (p. 9455). (p. 9460). (p. 9462). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9476). (p. 9479). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1154-1 du code du travail - *Alignement du régime probatoire du harcèlement sexuel sur celui prévu pour les discriminations*) (p. 9491). - **Article 1er quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-3 du code du travail - *Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de*

travail et prévention des agissements sexistes) (p. 9493). (p. 9495, 9496). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9498). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - *Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9532, 9533).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9584). (p. 9591). (p. 9603, 9604). (p. 9607, 9608). (p. 9612). (p. 9621). (p. 9630). (p. 9633, 9634). (p. 9634). (p. 9637). (p. 9642, 9643). (p. 9647, 9648). (p. 9650, 9651). (p. 9657, 9658). (p. 9662, 9663). (p. 9667).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9710). (p. 9715). (p. 9717). (p. 9718). (p. 9721). (p. 9721). (p. 9724). (p. 9724). (p. 9732, 9733). (p. 9739, 9740). (p. 9741). (p. 9743). (p. 9745). (p. 9746). (p. 9747). (p. 9750). (p. 9752). (p. 9752, 9753). (p. 9756). (p. 9759).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveau], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveau], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveau], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - *Congés spécifiques*) (p. 9851, 9852). (p. 9854). (p. 9858). (p. 9858). (p. 9860, 9861). (p. 9861). (p. 9861). (p. 9863). (p. 9864). (p. 9866). (p. 9867, 9868). (p. 9870). (p. 9873). (p. 9873). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1225-4 et L. 1225-4-1 du code du travail - *Extension de la durée de protection contre le licenciement à l'issue du congé de maternité*) (p. 9875). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9885). - **Articles additionnels avant l'article 7 A** (p. 9888). - **Article 7 B (nouveau)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - *Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel*) (p. 9896). (p. 9896). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveau], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - *Modification des règles relatives aux conventions de branches et*

aux accords professionnels) (p. 9904). (p. 9913). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9918).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9994, 9995). (p. 9998). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10011, 10012). (p. 10017). (p. 10018). (p. 10019). (p. 10032). - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L. 2232-36 à L. 2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail - Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe) (p. 10035, 10036). - **Article 13** (art. L. 2232-5-1 [nouveau], L. 2232-9, L. 2261-19 du code du travail - Définition de l'objet de la négociation de branche et création des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation) (p. 10038). (p. 10038). (p. 10039, 10040). - **Article 14 bis** (art. L. 2222-1 et L. 2622-2 du code du travail - Application directe des accords collectifs et des conventions de niveau national dans les départements et certaines collectivités d'outre-mer) (p. 10048). (p. 10048). - **Article 15** (art. L. 1311-18 [nouveau] et L. 2144-3 du code général des collectivités locales - Sécurisation de la mise à disposition de locaux par les collectivités territoriales au profit d'organisations syndicales) (p. 10051).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 10135, 10136). (p. 10140, 10141). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10145). (p. 10149). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 2325-43 du code du travail - Possibilité d'affecter l'excédent du budget de fonctionnement du comité d'entreprise au budget dédié aux activités culturelles et sociales) (p. 10154). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Forfait social à 16 % pour la participation et l'intéressement) (p. 10186). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10206). (p. 10207). - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10222).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) (p. 10246). (p. 10250). (p. 10256). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10276, 10277). (p. 10280). - **Article 27** (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique) (p. 10295). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10323, 10324).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10341). (p. 10353). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10378, 10379). (p. 10379). - **Article 32 F (nouveau)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Assouplissement des conditions d'accès au dispositif d'initiation aux métiers en alternance) (p. 10405). (p. 10406). - **Articles**

additionnels après l'article 32 I (p. 10411, 10412). - **Article 32 bis A (nouveau)** (art. L. 6222-1 et L. 6222-12-1 du code du travail - Possibilité de signer un contrat d'apprentissage avant quinze ans) (p. 10425). - **Article 32 bis C (nouveau)** (art. L. 6222-25 du code du travail - Durée du travail des apprentis mineurs) (p. 10427). (p. 10428).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10471). (p. 10472). - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience) (p. 10478). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 10481). (p. 10482). - **Articles additionnels après l'article 36 ter** (p. 10489, 10490). (p. 10490). - **Article 38** (art. L. 1254-9, L. 1255-11, L. 1255-14 à L. 1255-18 [nouveaux] et L. 5132-14 du code du travail et art. L. 5542-21 du code des transports - Sécurisation du portage salarial) (p. 10494). (p. 10495). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10503). (p. 10507). (p. 10508). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10519). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10532). (p. 10534). (p. 10536). (p. 10537).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des agissements sexistes dans la fonction publique) (p. 14921). (p. 14921). - **Articles 36 quater (supprimé)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique) (p. 14922). (p. 14923).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 15105). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15106). - **Article 54 (supprimé)** (Rapport sur le statut des étrangers travaillant à la SNCF) (p. 15117). (p. 15117). - **Article 54 bis (supprimé)** (Rapport sur les étrangers extra-communautaires dans la fonction publique) (p. 15118, 15119). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15124). - **Articles additionnels après l'article 56 ter** (p. 15128). (p. 15129). (p. 15130). (p. 15130). (p. 15131). (p. 15131). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15136, 15137). (p. 15140). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 15145). (p. 15146, 15147). (p. 15148).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 303 (2016-2017)]** et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de

procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)] - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16390, 16391).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16946). (p. 16948).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17369, 17371).

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) (p. 17397). - **Article 3 (Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESPP au titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap)** (p. 17397, 17398). (p. 17398, 17399). (p. 17400).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 6** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre Ier du livre Ier de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRES) (p. 17405). (p. 17407). (p. 17407, 17408). (p. 17409). - **Article 8** (art. 612-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Réduction de cotisations des travailleurs indépendants à faibles revenus) (p. 17418). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17421).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17460, 17461). (p. 17468). - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17502). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17515). (p. 17516).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) (p. 17525, 17526). - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17539, 17540). (p. 17540). - **Vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 17564).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 27** (art. L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6, L. 581-10, L. 582-1 et L. 582-2 [nouveaux], L. 583-3, L. 583-5 [nouveau], et L. 755-3 du code de la sécurité sociale, art. 373-2-2 du code civil et art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires - Recouvrement des créances de pensions alimentaires) (p. 17581). - **Article 37** (Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2017) (p. 17616). - **Article 38** (art. L. 169-2-1 [nouveau], L. 169-3 à L. 169-5, L. 169-8,

L. 169-10 et L. 169-11 du code de la sécurité sociale ; art. L. 3131-9-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 21-6, 21-7, 21-9 et 21-10 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge des soins des victimes d'actes de terrorisme) (p. 17618). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 17620). (p. 17621). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 17625). (p. 17626). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 17641). (p. 17644).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17669). (p. 17670). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17699). (p. 17699). (p. 17704). (p. 17704). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17707). (p. 17708). (p. 17708). - **Article 47** (art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 - Prorogation et élargissement du périmètre de l'expérimentation relative au financement de la télémédecine) (p. 17711). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 17712). (p. 17712). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 17717). (p. 17717, 17718). (p. 17718). (p. 17718). - **Article additionnel avant l'article 49** (p. 17720). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17725). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 17728). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 17734). (p. 17734). - **Article 52** (Adaptation du droit applicable au CEPS) (p. 17741, 17742). (p. 17742, 17743). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 17744, 17745). (p. 17745). (p. 17746). - **Article 53** (Dotations 2017 de l'assurance maladie, du Fonds pour l'emploi hospitalier, le FEH, de l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier, l'ANFH, et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 17749). - **Article 55** (ONDAM 2017) (p. 17752). - **Article 57** (art. L. 815-7 et L. 815-8 du code de la sécurité sociale - Transfert de la gestion du Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, SASPA, à la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, CCMSA) (p. 17753). - **Vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 17759).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17766, 17767).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18459, 18460).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18544, 18546). - **Article unique** (p. 18559).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du SMIC** - (20 décembre 2016) (p. 20862). (p. 20863).

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 27 mars 2016.

DÉPÔTS

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Népal : deux mois après le séisme du 25 avril 2015 [n° 131 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour un rapprochement ambitieux de l'Agence française de développement et de la Caisse des dépôts et consignations [n° 532 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Aide publique au développement [n° 140 tome 3 annexe 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Traitements afférents à la Légion d'honneur et à la médaille militaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Article 10** (*art. 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 71 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Renforcement de la protection fonctionnelle des agents et de leurs ayants-droit*) (p. 1598). (p. 1599).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4135, 4136).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5618, 5619).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7246, 7247).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7381). (p. 7382).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7977).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8106, 8107).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9148, 9149).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché - Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9275, 9276).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise du lait** - (23 juin 2016) (p. 10360).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12064, 12065).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 704 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12080, 12081).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12200). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les

représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12241). (p. 12242). (p. 12242). (p. 12244). (p. 12245). (p. 12249).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14963, 14964). - **Article 1er** (*Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement*) (p. 14973).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décret relatif aux produits phytosanitaires** - (13 octobre 2016) (p. 14984). (p. 14985).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones agricoles défavorisées** - (8 novembre 2016) (p. 17045).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18376, 18377).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18498, 18499).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19572). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19620). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19647). (p. 19649). (p. 19649). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19668). (p. 19669). (p. 19670). (p. 19672). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19686). (p. 19686). (p. 19687). (p. 19687). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19694). - **Article 26** (art. 1530 bis, 1638-0 bis et 1640 du code général des impôts, art. L. 2333-67, L. 5211-18 et L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Adaptation des dotations et compensations au regroupement des communes) (p. 19712). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19714). (p. 19715). (p. 19715). (p. 19716). (p. 19716). (p. 19720).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 26 octies** (p. 19740). (p. 19740). - **Article 27** (art. L. 2333-26, L. 2333-30, L. 2333-41, L. 3333-1 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales - Ajustement des dispositions relatives à la taxe de séjour) (p. 19743). (p. 19744). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 19778). - **Article 35** (art. 1609 octotricies du code général des impôts - Création d'une contribution pour l'accès au droit et à la justice) (p. 19801).

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Réforme territoriale : les premiers retours de l'expérience du terrain [n° 493 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le fédéralisme ethnolinguistique en Éthiopie [n° 132 (2015-2016)] (1er avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 653 (2015-2016)] rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 687 (2015-2016)] (15 juin 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Quand la réforme rencontre les territoires - Deuxième rapport d'étape de la mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des lois de réforme territoriale [n° 730 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 779 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Secours à personne : propositions pour une réforme en souffrance [n° 24 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 146 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Communication de M. François Pillet sur l'issue des commissions paritaires relatives à la proposition de loi relative à la protection de l'enfant et à la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition d'Alain Parant, démographe, conseiller scientifique de Futuribles international.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'Université Paris II.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

(*mission de contrôle de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission de contrôle de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition, sur le thème du numérique, de Philippe Lemoine, président du Forum d'action modernités.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réformer le système de répression des abus de marché - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteur.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Avancement des opérations préparatoires aux scrutins à venir en Nouvelle-Calédonie - Communication.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un état membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales et sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des lois*) : Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune

nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Mounir Mahjoubi, président du Conseil national du numérique.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de représentants de l'Alliance pour la confiance numérique.

Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Création d'une taxe sur les professions réglementées du droit affectée au Fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice (article 35) - Communication.

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation de l'étude sur « l'avenir et les risques du système financier et bancaire » par M. Pierre-Yves Collombat.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Audition de M. Jean-Marie Denquin, professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 383). (p. 384). (p. 384). (p. 384). (p. 385). (p. 385).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions*) (p. 736, 737). (p. 741). - **Intitulé du projet de loi** (p. 745). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 746).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 752, 753). - **Article 4** (*art. 25 quater, 25 quinquies, 25 sexes et 25 septies A [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 768). (p. 768). (p. 768). (p. 771). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 774).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1556). - **Article 9** (*art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p. 1571). (p. 1575). (p. 1575). (p. 1576). (p. 1576, 1577).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 5** (*art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 2160). (p. 2161). (p. 2162). - **Article 6** (*art. 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des*

enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 2163).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2252). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2259). (p. 2261). - **Article 1er (Modalités de financement du droit individuel à la formation des élus locaux)** (p. 2263). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2266).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 331 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - auteur de la proposition de loi organique - **Discussion générale** (p. 2285, 2286). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2296).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article unique** (p. 2521).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2897, 2898).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3074, 3075). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - **Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle**) (p. 3086). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3089, 3090). - **Article 4** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - **Principe d'équité de traitement médiatique avant la campagne officielle**) (p. 3095). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - **Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle**) (p. 3099). - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - **Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle**) (p. 3101). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3107).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3212, 3213).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3865). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3874). (p. 3876). (p. 3878). (p. 3890). - **Article 2 (nouveau)** (Modalités de désignation des délégués sénatoriaux dans les communes nouvelles) (p. 3897). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3897). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3898).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Question préalable** (p. 4187, 4188). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - **Régime juridique de l'état d'urgence**) (p. 4213, 4214). (p. 4218). (p. 4232).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4250). (p. 4254). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4256, 4257). - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - **Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés**) (p. 4278). - **Rappel au règlement** (p. 4286). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4297, 4298).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et**

les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)] - (29 mars 2016) - **Demande de renvoi en commission** (p. 4842). - **Article additionnel avant l'article 7 (priorité)** (p. 4844). (p. 4845). - **Article 18 (priorité)** (art. 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - **Retenue pour vérification de situation administrative**) (p. 4863). (p. 4864, 4865). (p. 4867). (p. 4870).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-95-1, 706-95-2 et 706-95-3 [nouveaux] du code de procédure pénale - **Régime de saisie des correspondances stockées**) (p. 4903). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - **Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée**) (p. 4907). - **Article 3** (art. 706-96, 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-98, 706-98-1 [nouveau], 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - **Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée**) (p. 4916). - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - **Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes**) (p. 4920). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 421-5 du code pénal - **Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste**) (p. 4926). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - **« Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes**) (p. 4940). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4946). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - **Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites**) (p. 4955, 4956). - **Article 13** (art. L. 315-9 [nouveau] et L. 561-12 du code monétaire et financier - **Plafonnement des cartes prépayées**) (p. 4973, 4974). (p. 4974). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - **Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme**) (p. 4977).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p.5007, 5008).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - **Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire**) (p. 5041). - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - **Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications**) (p. 5047). - **Article additionnel après l'article 31 quaterdecies** (p. 5078). - **Article 32 H (supprimé)** (art. 132-57 du code pénal - **Conversion des peines d'emprisonnement ferme**) (p. 5083). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 5085).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5690). (p. 5693, 5694).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évasion fiscale : le procès Luxleaks** - (3 mai 2016) (p. 6287). (p. 6287).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 1er A** (art. L. 465-1 à L. 465-3, art. L. 465-3-1 à L. 465-3-5 [nouveaux], art. L. 466-1, art. L. 621-12, art. L. 621-17-7 du

code monétaire et financier, art. 705-1 du code de procédure pénale et art. 421-1 du code pénal - Mise en conformité des incriminations d'abus de marché avec les dispositions de la directive 2014/57/UE et du règlement (Union européenne) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 (p. 7254, 7255). (p. 7255). - **Article 1er** (art. L. 465-3-6 [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des possibilités de mise en mouvement de l'action publique pour les délits boursiers) (p. 7258). (p. 7259).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Article 1er** (Publication d'informations par les sociétés cotées implantées dans plusieurs États ou territoires) (p. 8050, 8051).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8061).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8072).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8096, 8097).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9267). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9271, 9272).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10643, 10645). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10652). (p. 10653). (p. 10654). (p. 10655). - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune) (p. 10657). (p. 10657). (p. 10658). (p. 10658). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10660). (p. 10661). - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10662, 10663). (p. 10664). (p. 10666). (p. 10667). (p. 10668). (p. 10669). (p. 10669). (p. 10670). (p. 10670, 10671). (p. 10671). (p. 10671). (p. 10671). (p. 10671). (p. 10672). (p. 10672). (p. 10673). - **Article 3** (art. L. 19 du code électoral - Conditions d'affichage des listes électorales - Composition des commissions de contrôle) (p. 10674, 10675). - **Article 6** (art. L.3 0, L. 31, L. 32, L. 33 [abrogé], L. 34 [abrogé], L. 36 [abrogé] du code électoral - Cas particuliers d'inscription sur les listes électorales jusqu'à dix jours avant le scrutin) (p. 10676). (p. 10676). - **Article 7** (Texte non modifié par la commission) (art. 36, 37 et 38 du code électoral - Décompte des délais en jours calendaires - Modalités de communication des listes électorales) (p. 10677). (p. 10678). (p. 10678). - **Article 8** (art. L. 57 [abrogé], L. 62-1, L. 558-46 et L. 562 du code électoral - Liste d'emargement - Diverses coordinations) (p. 10679). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10680). - **Article 11** (art. 2-3, 23 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Établissement des listes électorales complémentaires pour le vote des ressortissants communautaires aux élections européennes) (p. 10680). - **Article 12** (art. L. 330-1, L.330-3 (abrogé), L. 330-4, L. 330-6 et L.330-14 du code électoral - Coordinations relatives à l'élection des députés des Français de l'étranger - Droit de

communication des listes électorales consulaires) (p. 10681). - **Article 13** (art. L. 385, L. 386 et L. 388 du code électoral - Actualisation de dispositions applicables en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie et maintien du droit en vigueur en Nouvelle-Calédonie) (p. 10683). (p. 10684). - **Article 15** (Entrée en vigueur et mesures transitoires) (p. 10684, 10685). (p. 10685). (p. 10685, 10686).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**. - (28 juin 2016) - rapporteur - **Article 1er** (art. L.O. 227-3 du code électoral - Établissement des listes électorales complémentaires pour le vote des ressortissants communautaires aux élections municipales) (p. 10687). - **Article 2** (art. L.O. 384-1 et L.O. 384-2 [nouveau] du code électoral - Actualisation de dispositions applicables en Polynésie française et à Wallis et Futuna et maintien du droit en vigueur en Nouvelle-Calédonie) (p. 10688).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**. - (28 juin 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 2 à 9, 9-1 à 9-2 (nouveaux), 16-1 (nouveau) de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Modalités d'inscription sur les listes consulaires des Français de l'étranger) (p. 10690, 10691). (p. 10691). (p. 10691). (p. 10692). (p. 10693). (p. 10693). - **Article 3** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - art. L.O. 1112-11 et L.O. 1112-12 du code général des collectivités territoriales - art. 159 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Diverses coordinations) (p. 10694). (p. 10694).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12121, 12122). - **Intitulé du chapitre Ier** (p. 12131). (p. 12131). - **Article 1er** (Création de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12132). (p. 12133). (p. 12133). (p. 12134). (p. 12134). (p. 12134, 12135). - **Article 2** (Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie) (p. 12138). - **Article 3** (Missions de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12140). (p. 12140). (p. 12140). (p. 12141). (p. 12141). (p. 12141). (p. 12142). (p. 12142). (p. 12142). (p. 12142, 12143). - **Article 4** (Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12143). (p. 12144). (p. 12145). - **Article 6 A** (p. 12149). (p. 12153). (p. 12155, 12156). (p. 12159). - **Article 6 C** (Procédure de signalement des alertes éthiques) (p. 12164). (p. 12165). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail - Interdiction des repréailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte) (p. 12171).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 6 F (supprimé)** (Financement de l'avance des frais de procédure et de la réparation des dommages moraux et financiers) (p. 12191). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12201). (p. 12203). (p. 12203). (p. 12204). (p. 12204). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 12212). (p. 12212). (p. 12213). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12217). (p. 12219). (p. 12221). - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12229). (p. 12231). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie

publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12235). (p. 12237).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer un code de la commande publique) (p. 12327). (p. 12327).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 bis E (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Obligation de publication de la décision de justice constatant une pratique restrictive de concurrence) (p. 12429). - **Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires) (p. 12431). - **Article 31 quinquies (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Alourdissement du montant de l'amende civile pouvant être prononcée en cas de pratique restrictive de concurrence entre fournisseur et distributeur) (p. 12442). (p. 12442). - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12504). (p. 12506). - **Article 48 bis (priorité) (supprimé)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Autorisation temporaire de poursuite d'activité pour les laboratoires de biologie médicale ayant déposé une demande d'accréditation mais non encore accrédités) (p. 12537). - **Article 24 (supprimé)** (art. L. 111-1-1 à L. 111-1-3 [nouveaux] du code des procédures civiles d'exécution - Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger) (p. 12542). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 12547). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code monétaire et financier - Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des chèques) (p. 12549). - **Article 29** (art. L. 221-3, L. 221-5 et L. 221-27 du code monétaire et financier - Faculté pour les détenteurs de livret A et de livret de développement durable d'affecter une partie des intérêts sous forme de don à une entreprise solidaire) (p. 12561).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - rapporteur pour le Sénat des commissions mixtes paritaires - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13754, 13755). - **Article 2** (Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 13766).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**. - (19 juillet 2016) - rapporteur - **Article 1er** (p. 13771).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire [n° 781 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale**

commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 14 bis** (chapitre Ier et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13950). (p. 13951). - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13960, 13961). - **Article 15 bis A** (art. L. 221-2, L. 324-2 du code de la route et art. 495-17 à 495-24 [nouveaux] du code de procédure pénale - Application de la procédure de l'amende forfaitaire à certains délits routiers) (p. 13964). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13968).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 47 bis (suppression maintenue)** (art. 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Extension de la compétence de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique aux magistrats judiciaires et aux juges consulaires) (p. 14104). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14122).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale - Droit personnel à la CMU-C pour les jeunes) (p. 14542). - **Article 19 (suppression maintenue)** (art. L. 612-3-1, L. 681-1, L. 683-1 et L. 684-1 du code de l'éducation - Modification du dispositif permettant aux meilleurs bacheliers de chaque lycée d'accéder aux filières sélectives publiques) (p. 14543). (p. 14544). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 413-2 et 413-3 du code civil - Émancipation à leur demande des mineurs âgés de plus de seize ans) (p. 14544).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14598). (p. 14601). (p. 14605). (p. 14609). (p. 14612). (p. 14616). (p. 14616). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14655). - **Article additionnel après l'article 28 quater BB** (p. 14675). - **Article 28 quinquies (supprimé)** (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'affiliation des associations locales de locataires) (p. 14682). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 14696).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14780). (p. 14784). (p. 14788). (p. 14790). (p. 14793). - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-

2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables - Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme) (p. 14820). (p. 14821). (p. 14821). (p. 14822). (p. 14823). (p. 14823).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 38 ter (supprimé)** (Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage) (p. 15088, 15089). - **Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15092). - **Article 39 bis (supprimé)** (art. 225-1-2 [nouveau], 225-2 et 225-16-1 du code pénal - Répression de la discrimination dont sont victimes les personnes qui ont subi, refusé de subir un bizutage ou témoigné de ses faits) (p. 15093). - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal) (p. 15097). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15106). - **Article additionnel après l'article 44 B** (p. 15108). - **Article 47** (p. 15110, 15111). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 15153).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16183). - **Article 1er nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales - Mesures transitoires de représentation d'une commune nouvelle au conseil communautaire) (p. 16189, 16190). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16191).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16623, 16624). - **Article 1er** (Création de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16628). (p. 16629). - **Article 3** (Compétences de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16631). (p. 16631). (p. 16631). (p. 16632). - **Article 4** (Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16633). (p. 16634). (p. 16634). - **Article 6 A** (Définition du lanceur d'alerte) (p. 16636). (p. 16637). - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16654). (p. 16655). (p. 16656). (p. 16658). (p. 16658). - **Article 6 C** (Procédure de signalement d'une alerte) (p. 16660). (p. 16661). (p. 16662). (p. 16663). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16673). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 16675). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau]

du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 16680). (p. 16680). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16686). (p. 16686). (p. 16688). (p. 16690). (p. 16691). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16703). (p. 16704). - **Article 25 (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement) (p. 16706). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16712). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire) (p. 16719). (p. 16719). - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 16728). (p. 16729). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37, L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-68, L. 225-81 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 16742). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16749).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017)**.

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 17111). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17122). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17132). (p. 17134, 17135). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17142).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17446, 17447).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18509, 18510).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du gouverneur de la Banque de France** - (20 décembre 2016) (p. 20860, 20861). (p. 20861).

COMMEINHES (Français)
sénateur (Hérault)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les maladies à transmission vectorielle [n° 741 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique du 7 avril 2016 sur les « Maladies à transmission vectorielle ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la prolifération du moustique tigre** - (26 janvier 2016) (p. 686). (p. 686).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2547).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2869). - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2933).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5792). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre 1er de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre 1er [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5809). (p. 5823). (p. 5824). (p. 5825). (p. 5828). (p. 5830). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 du code des relations entre le public et l'administration - Soumission de la publication au respect des droits de propriété littéraire et artistique - Entrée en vigueur de la nouvelle obligation de diffusion) (p. 5840). (p. 5840).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 11** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 22 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif [abrogé] - Mise à disposition des données relatives aux subventions publiques) (p. 5910). - **Article 12** (art. 3 et 3 bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Transmission sous un format électronique de données pour la réalisation d'enquêtes statistiques obligatoires) (p. 5912). (p. 5912).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8315, 8316).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le schéma départemental de coopération intercommunale** - (26 mai 2016) (p. 8730, 8731).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9339, 9340).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (22 juin 2016) - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10284). (p. 10285).

CONWAY-MOURET (Hélène)
*sénatrice (Français établis hors de
France - Série 1)
Socialiste et républicain*

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Statut des forces en visite et coopération en matière de défense - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis secrétaire du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes [n° 448 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Sahel : repenser l'aide publique au développement [n° 728 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Aide publique au développement [n° 142 tome 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 135 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'avenant portant première modification à l'entente en matière de sécurité sociale du 17 décembre 2003 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec et de l'avenant portant seconde modification au protocole d'entente du 19 décembre 1998 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération [n° 226 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

contrôle national, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi Travail.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Ratification de la convention de Minamata sur le mercure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative

à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant portant première modification à l'entente en matière de sécurité sociale du 17 décembre 2003 entre la France et le Québec et de l'avenant portant seconde modification au protocole d'entente du 19 décembre 1998 entre la France et le Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (*art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle*) (p. 3081).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures de sécurité à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4322).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 7** (*art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit*) (p. 5843). (p. 5847). - **Article 9** (*art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence*) (p. 5858).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 32** (*art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé*) (p. 6125, 6126). - **Article 33 quater** (*art. 226-1 du code pénal - Répression pénale de la diffusion d'images ou de vidéos à caractère sexuel sans le consentement de la personne*) (p. 6137). (p. 6138).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6223). (p. 6224). - **Articles additionnels après l'article 40 A** (p. 6225). (p. 6225). (p. 6226). (p. 6227).

- **Question orale sans débat sur la réforme du collège** - (7 juin 2016) (p. 9139). (p. 9140).

- **Question orale sans débat sur les effectifs de la police aux frontières dans les aéroports parisiens** - (21 juin 2016) (p. 10110, 10111). (p. 10112).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)]** - (22 juin 2016) - **Article 26** (*Concertation sur le télétravail*) (p. 10281, 10282). (p. 10282, 10383).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10651, 10652). - **Article 1er** (*art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune*) (p. 10658).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Question orale sans débat sur les conditions d'accueil des migrants dans la région de Calais** - (30 juin 2016) (p. 12031). (p. 12032).

- **Question orale sans débat sur la sécurité des élèves scolarisés dans les établissements français à l'étranger** - (15 novembre 2016) (p. 17331). (p. 17332).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (15 décembre 2016) (p. 19436).

CORNANO (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes sanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances 2017 - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire en Guadeloupe et en Martinique** - (19 janvier 2016) (p. 272).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 281, 282).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 7** (art. L. 371-3, L. 213-13, L. 213-13-1, L. 213-14, L. 213-14-1 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 367). (p. 367). - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 409). (p. 409). (p. 410). (p. 410). (p. 410). (p. 410). (p. 411). (p. 411). (p. 411). (p. 412). (p. 412). (p. 413). (p. 413). (p. 413). (p. 414). (p. 419).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) (p. 436). (p. 437). (p. 439). (p. 440). (p. 441). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Sanctions pénales en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations en matière d'accès et de partage des avantages) (p. 448). (p. 449). (p. 449). (p. 451). (p. 452).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 38** (p. 548). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 562). - **Article additionnel après l'article 51 bis** (p. 572). (p. 572). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action protection des mangroves et objectifs récifs coralliens*) (p. 572).

- **Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7311). (p. 7312).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7385). (p. 7386). (p. 7388). (p. 7388). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7411). (p. 7417). (p. 7418). (p. 7420). (p. 7421). (p. 7423). (p. 7423). (p. 7423).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens*) (p. 7531). - **Article 51 sexdecies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur les plantes invasives*) (p. 7556). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Prévention de l'introduction et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes) (p. 7562).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Question orale sans débat sur le renforcement de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane** - (19 juillet 2016) (p. 13717). (p. 13718).

- **Mises au point au sujet de votes** - (19 octobre 2016) (p. 16123).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17816, 17817).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1115-5 du code général des collectivités territoriales - Extension des dérogations permettant aux collectivités territoriales de conclure des conventions avec un État étranger) (p. 18314).

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 282, 283).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 382). (p. 383, 384).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 477). (p. 478). - **Article 33 A** (*chapitre III du titre VI du livre 1er du code de*

l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage (p. 489). (p. 490). (p. 491). (p. 492). (p. 494). (p. 498). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 516). - **Article 36 quater B (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Imputation sur l'impôt de solidarité sur la fortune des dons à des conservatoires régionaux d'espaces naturels agréés) (p. 519). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 523).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 552). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 565). (p. 567, 568). - **Article 47** (art. L. 322-1, L. 322-8, L. 322-9 et L. 322-13-1 du code de l'environnement - Renforcement du cadre d'action du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 569). (p. 569). - **Article 49** (art. 713 du code civil et L. 1123-3, L. 1123-4 et L. 2222-20 du code général de la propriété des personnes publiques - Transfert de biens sans maître au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 570). (p. 571). - **Article 51 quinquies** (art. L. 253-7-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Traitement des fonds de cuve et des résidus de produits phytopharmaceutiques) (p. 577). - **Articles additionnels après**

l'article 51 quinquies (p. 580). - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-1 et L. 212-2-2 du code de l'environnement - Échéances d'atteinte du bon état chimique des eaux, surveillance de la matrice biote, et agrément des laboratoires d'analyse) (p. 581). (p. 581).

- Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 586). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 589). (p. 589). - **Articles additionnels après l'article 51 duodécies** (p. 599). - **Article 52** (art. L. 415-3, L. 415-6, L. 624-3 et L. 635-3 du code de l'environnement - Sanctions applicables en cas d'atteinte aux espèces menacées) (p. 609). (p. 609). - **Article 56** (art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger) (p. 618, 619).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Question orale sans débat sur le certificat de décès au domicile** - (11 octobre 2016) (p. 14734). (p. 14735).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les logements sociaux** - (31 mai 2016) (p. 8907).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8923, 8926). - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole) (p. 8938, 8939). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8941). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-5 du code de l'urbanisme - Prise en considération, pour déterminer les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain contenus dans le plan d'aménagement et de développement durable (PADD), de la taille des parcelles des communes de montagne ou à faible densité démographique) (p. 8942). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8943). - **Article 10** (art. L. 332-6, L. 332-6-1 et L. 332-28 du code de l'urbanisme - Coordinations liées au rétablissement de la participation pour voiries et réseaux - Obligation de faire figurer dans l'autorisation d'urbanisme la participation aux équipements propres) (p. 8944).

- **Question orale sans débat sur le soutien financier spécifique à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale ruraux** - (19 juillet 2016) (p. 13725, 13726).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté dans les Bouches-du-Rhône** - (19 juillet 2016) (p. 13726, 13727).

- **Question orale sans débat sur la situation des mineurs isolés étrangers et non scolarisés** - (19 juillet 2016) (p. 13727, 13728).

- **Question orale sans débat sur la fermeture d'une classe moins d'un an après son ouverture** - (19 juillet 2016) (p. 13728).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14391, 14392). (p. 14419, 14420).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Demande de priorité** (p. 14554). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 14555, 14556). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau],

COSSE (Emmanuelle)
ministre du logement et de l'habitat
durable
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les gens du voyage et les aires d'accueil** - (15 mars 2016) (p. 4115).

- **Question orale sans débat sur la rénovation des logements sociaux étudiants à Nice** - (15 mars 2016) (p. 4116).

- **Question orale sans débat sur l'aide personnalisée au logement pour les apprentis** - (15 mars 2016) (p. 4117).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du collège Montaigne de Vannes** - (15 mars 2016) (p. 4118).

- **Question orale sans débat sur le droit au logement opposable et la disparité dans la mobilisation du contingent préfectoral entre les départements** - (10 mai 2016) (p. 7224, 7225).

- **Question orale sans débat sur le contrôle de l'utilisation des fonds publics dans les écoles privées** - (10 mai 2016) (p. 7225, 7226).

- **Question orale sans débat sur les restrictions de circulation des convois exceptionnels dans l'Aisne** - (10 mai 2016) (p. 7226, 7227).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8088, 8091). (p. 8100, 8101). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 8102).

L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14563). (p. 14568). (p. 14568, 14569). (p. 14569). (p. 14570). (p. 14570). (p. 14570, 14571). (p. 14572). (p. 14573). (p. 14574).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14594). (p. 14595). (p. 14597). (p. 14598). (p. 14599). (p. 14600). (p. 14603). (p. 14606). (p. 14606). (p. 14607). (p. 14608). (p. 14608, 14609). (p. 14611). (p. 14612). (p. 14612). (p. 14612). (p. 14613). (p. 14613). (p. 14614). (p. 14615). (p. 14616). (p. 14616). (p. 14616). (p. 14617). (p. 14618). (p. 14618). (p. 14619). (p. 14621). (p. 14622, 14623). (p. 14623, 14624). (p. 14625, 14626). (p. 14627). (p. 14627). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 14628). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 code de la construction et de l'habitation - Précision selon laquelle les PLH (programmes locaux de l'habitat) prévoient les actions à mener pour mobiliser l'offre locative privée) (p. 14629). (p. 14629, 14630). (p. 14630). - **Article 20 quater** (art. L. 2511-20 du code général des collectivités territoriales - Répartition du contingent communal entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement) (p. 14632). (p. 14633). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14634, 14635). (p. 14635). (p. 14637). - **Article 22** (art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation - Commission d'attribution de logements sociaux) (p. 14638). - **Article 24** (art. L. 441-2-6, L. 441-2-7 et L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de gestion partagée des dossiers des demandes de logement social - Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs) (p. 14640). (p. 14641). (p. 14641). (p. 14642). (p. 14642). (p. 14642). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social) (p. 14644). (p. 14645). (p. 14645). - **Article 25 bis** (art. L. 442-3-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Durée d'occupation d'un logement social - Modalités de sous-location, cession de bail et échange d'un logement social) (p. 14646). (p. 14646). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14650). (p. 14651, 14652). (p. 14653). (p. 14653, 14654). (p. 14655). (p. 14655). (p. 14655). (p. 14656). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 14657, 14658). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14660, 14661). (p. 14661). (p. 14662). (p. 14663). (p. 14663). (p. 14664, 14665). (p. 14665). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 14666). - **Article 28 bis** (art. L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation - Modalités de ventes de logements sociaux) (p. 14667). (p. 14667, 14668). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat) (p. 14669). - **Article 28 quater BA (nouveau)** (art. 278 sexies et 279-0 bis A du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA pour la construction de logements intermédiaires dans les QPV) (p. 14671). - **Articles additionnels après l'article 28 quater BA** (p. 14672). (p. 14672, 14673). - **Demande de réserve** (p. 14673). - **Article 28 quater BB (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Conditions d'application du taux réduit de TVA pour les logements locatifs intermédiaires) (p. 14674). - **Article additionnel après l'article 28 quater BB** (p. 14675). - **Articles**

additionnels après l'article 28 quater BC (p. 14676). (p. 14677, 14678). - **Articles additionnels après l'article 28 quater B** (p. 14679). (p. 14680). (p. 14681). (p. 14681). - **Article 28 quinques (supprimé)** (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'affiliation des associations locales de locataires) (p. 14682). - **Article additionnel après l'article 28 quinques** (p. 14683). - **Article 28 sexies** (art. 44 bis de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Financement des associations représentatives de locataires) (p. 14684). - **Articles additionnels après l'article 28 sexies** (p. 14684). (p. 14684). (p. 14685). (p. 14685). - **Article additionnel après l'article 28 septies** (p. 14686). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 14687). (p. 14688). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14689). (p. 14690). (p. 14690). (p. 14691). (p. 14691). (p. 14693). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 14694). (p. 14695). (p. 14695, 14696). - **Articles additionnels après l'article 32 bis A** (p. 14698). (p. 14698). (p. 14699). (p. 14699). (p. 14700). (p. 14700). (p. 14701). - **Article 32 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-7 du code de l'urbanisme - Modalités d'octroi des dommages-intérêts en cas de recours contre les permis de construire) (p. 14701). - **Article 32 bis D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-13 et L. 600-14 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Instauration d'un mécanisme de caducité de l'instance et possibilité pour le juge de soulever d'office la cristallisation des moyens) (p. 14702). (p. 14702).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14767, 14768). (p. 14769). (p. 14775). (p. 14782, 14783). (p. 14786). (p. 14791, 14792). (p. 14795). (p. 14795). (p. 14796). (p. 14796). (p. 14797). (p. 14798). (p. 14799, 14800). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14803). (p. 14804). (p. 14805). (p. 14805, 14806). (p. 14806). (p. 14806, 14807). (p. 14808). (p. 14809). (p. 14809). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 14811). - **Article 31 (précédemment réservé)** (art. L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation - Prélèvement sur les ressources fiscales des communes n'ayant pas atteint leur taux de logements sociaux) (p. 14812). (p. 14812). (p. 14813). - **Article 32 bis E** (art. 101 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Expérimentation de conventions d'occupation à titre gratuit au profit d'associations) (p. 14814). (p. 14815). - **Article 32 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991, art. L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Entrée en vigueur différée du transfert à la métropole du Grand Paris des compétences en matière d'habitat) (p. 14816). (p. 14816). (p. 14817). - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables - Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme) (p. 14819). (p. 14820). (p. 14821, 14822). (p. 14822).

(p. 14825). (p. 14825). (p. 14825, 14826). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 14827). - **Article 33 bis AF (nouveau)** (art. 13-1, 13-5 [abrogé], 13-6, 13-7, 13-8 et 13-10 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Contrôle des activités de transaction et de gestion immobilières) (p. 14832, 14833). (p. 14833). - **Article additionnel après l'article 33 bis AF** (p. 14834). - **Article 33 bis B** (art. L. 351-8 du code de la construction et de l'habitation - Transmission au FNAL de données relatives aux aides au logement et à leurs bénéficiaires par les organismes gestionnaires) (p. 14834). - **Article 33 bis C (supprimé)** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure de relogement des ménages bénéficiaires du DALO en Île-de-France) (p. 14835). (p. 14835). - **Articles additionnels après l'article 33 bis EA** (p. 14837). (p. 14837). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14838). (p. 14839). (p. 14841). (p. 14842). (p. 14842). - **Articles additionnels après l'article 33 bis E** (p. 14843, 14844). - **Article additionnel après l'article 33 bis F** (p. 14844, 14845).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 ter** (art. L. 342-2, L. 342-3, L. 342-3-1 [nouveau], L. 342-7, L. 342-9, L. 342-11, L. 342-13, L. 342-14, L. 342-14, L. 342-15, L. 342-16, L. 342-21, L. 452-4, L. 452-4-1, L. 452-5 et L. 452-6 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration du fonctionnement de l'ANCOLS et de la CGLLS) (p. 14858). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'une comptabilité interne au sein des organismes HLM distinguant les activités relevant du SIEG des autres activités) (p. 14858). - **Article 33 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-6 du code de la construction et de l'habitation - Rattachement d'un OPH à un syndicat mixte) (p. 14859). - **Articles additionnels après l'article 33 sexies** (p. 14860, 14861). - **Article 33 octies AA (nouveau)** (art. L. 633-2 et L. 633-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Application des dispositions relatives à la facturation d'eau dans les logements-foyers) (p. 14863). - **Article additionnel après l'article 33 octies A** (p. 14863). - **Article 33 octies (supprimé)** (art. L. 412-1, L. 412-3 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Application de certains délais des procédures d'expulsion locative aux « lieux habités ») (p. 14864, 14865). - **Articles additionnels après l'article 33 octies** (p. 14865). (p. 14866). - **Article 33 undecies** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 2, 4, 5, 6-1, 6-2 et 7-1 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-6-1-1, L. 301-3, L. 301-5-1, L. 301-5-2, L. 302-1, L. 303-1, L. 421-1, L. 422-2, L. 422-3, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-2-3, L. 442-8-1-1, L. 634-1, L. 635-1 et L. 635-10 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Inscription des besoins des gens du voyage dans les documents de planification relatifs à l'habitat - Diverses coordinations) (p. 14867). - **Article 33 duodecies (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14867). - **Article 33 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Compétence des établissements publics de coopération intercommunale pour l'accueil des gens du voyage) (p. 14869). (p. 14869). (p. 14870). - **Article 33 quaterdecies** (art. 1er à 4 et 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Définition de la population dite des gens du voyage - Contenu et mise en œuvre du schéma départemental d'accueil de ces derniers - Procédure coercitive prévue contre les communes ne respectant pas le schéma) (p. 14872). (p. 14872). (p. 14873, 14874). (p. 14875). (p. 14875).

(p. 14876). - **Article additionnel après l'article 33 quaterdecies** (p. 14876). - **Article 33 quindecies** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, article 322-4-1 du code pénal - Régime d'évacuation forcée des campements illicites de gens du voyage) (p. 14877). (p. 14878). (p. 14878). (p. 14880). - **Article additionnel après l'article 33 quindecies** (p. 14881). - **Article 48 (priorité)** (art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 264-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 131-3 et L. 131-5 du code de l'éducation ; art. L. 552-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 123-29 du code de commerce ; art. L. 15-1 du code électoral ; art. 1647 D du code général des impôts ; art. 79 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 - Réforme du régime d'exercice des droits civils, civiques et sociaux des gens du voyage) (p. 14884). - **Article 49 (priorité)** (Dispositions transitoires) (p. 14885). - **Article 33 septdecies** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 412-5 et L. 431-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution ; art. 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives - Dématérialisation des relations entre les acteurs de la procédure d'expulsion locative) (p. 14886). - **Articles additionnels après l'article 33 septdecies** (p. 14888). (p. 14889). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14890, 14891). (p. 14893, 14894). (p. 14895, 14896). (p. 14896).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16194, 16195). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-7 du code de l'urbanisme - Faciliter l'octroi de dommages et intérêts en cas de recours abusif) (p. 16206). - **Article 3** (art. L. 153-27-1 [nouveau], L. 131-6, L. 31-7, L. 153-51 et L. 153-59-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Simplifier la mise en compatibilité des PLU) (p. 16208). (p. 16208). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16209). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16209). - **Article 6** (art. L. 311-1 du code de l'urbanisme - Simplifier les opérations des zones d'aménagement concerté) (p. 16210). - **Article 8** (art. L. 522-2 et L. 522-4 du code du patrimoine - Clarifier et réduire des délais en matière d'archéologie préventive) (p. 16213). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 16213). (p. 16214). (p. 16214). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 16216). - **Article 12** (art. L. 151-12 du code de l'urbanisme - Clarifier les conditions de construction d'extensions ou d'annexes en zones agricoles) (p. 16217). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16218, 16219). (p. 16219). (p. 16220).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16409, 16412).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 17087). (p. 17088, 17089). (p. 17089, 17090). - **Article 35** (art. L. 321-41 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité pour les établissements publics fonciers et d'aménagement de l'État de recourir aux moyens d'un autre de ces établissements) (p. 17091, 17092). (p. 17092). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17093). (p. 17095, 17096). (p. 17096). - **Article 36** (art. L. 327-1 à L. 327-3, L. 350-1, L. 350-6 du code de l'urbanisme ; art. 1531-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 1042 du code général des impôts - Création des sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national, SPLA-IN) (p. 17098). (p. 17099). (p. 17100). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-33 du code

de l'urbanisme - Composition du conseil d'administration de Grand Paris - Aménagement et coordinations relatives à sa nouvelle appellation) (p. 17101). (p. 17102). (p. 17103). - **Article 38** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense) (p. 17104, 17105). (p. 17106). (p. 17108). (p. 17109). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 17110). (p. 17111). (p. 17112). - **Article 40** (Texte non modifié par la commission) (art. 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Extension des missions de la Société du Grand Paris à des activités d'exploitation de réseaux de chaleur) (p. 17113).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19681). (p. 19681). (p. 19682). (p. 19683). (p. 19685). (p. 19685). (p. 19686). (p. 19687). (p. 19688). (p. 19688). - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19689). - **Article 24 undecies** (art. 1382 F [nouveau] du code général des impôts - Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des installations de stockage des déchets) (p. 19691). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19692). (p. 19695, 19696). - **Article 24 duodecies (nouveau)** (art. 1600 du code général des impôts - Hausse de l'enveloppe du fonds de modernisation, de rationalisation et de solidarité financière des chambres de commerce et d'industrie) (p. 19696). - **Article additionnel après l'article 24 terdecies** (p. 19697, 19698). - **Article 24 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quaterdecies A du code général des impôts - Affectation de l'intégralité des ressources de la TNSA au fonds d'aide à l'insonorisation des logements) (p. 19698). (p. 19698). - **Article 24 quindecies (nouveau)** (p. 19700). (p. 19700). - **Article additionnel après l'article 24 quindecies** (p. 19704). (p. 19705).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 37 quinquies (nouveau)** (Garantie de l'État à l'emprunt contracté par le centre des monuments nationaux au titre de la rénovation de l'hôtel de la marine) (p. 19813). - **Article 37 sexies (nouveau)** (Garantie de l'État à la Réunion des musées nationaux-Grand Palais) (p. 19813). - **Article 38** (Garantie de l'État à « Nouvelle-Calédonie Énergie ») (p. 19813). - **Article 39** (Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté) (p. 19818). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 19821). (p. 19821). (p. 19821). (p. 19822). - **Article additionnel après l'article 40 bis** (p. 19823). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 19824). - **Article 42** (Souscription à l'augmentation du capital de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, BDEAC) (p. 19825). - **Article 44 (nouveau)** (art. L. 121-37-1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie et art. 1621-3 du code général des collectivités territoriales - Affectation de la collecte des cotisations du fonds de financement du droit individuel à la formation des élus locaux à l'Agence de services et de paiement) (p. 19826). - **Article 47 (nouveau)** (Section 2 du chapitre III du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail, art. L. 5423-28, L. 5423-29, L. 5423-30, L. 5423-30-1 [nouveau], L. 5423-31, L. 5312-1, L. 5312-7, L. 5312-12, L. 5426-8-1, L. 5426-8-2 ; L. 5426-8-3, L. 5424-21 du code du travail, paragraphes 1 et 2 de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre VIII du titre II du livre III, art. L. 326-11, L. 327-26 [nouveau], L. 327-30, L. 327-31, L. 327-32, L. 327-33, L. 327-52-1, L. 327-52-2 et L. 327-52-3 du code du travail applicable à Mayotte - Suppression du fonds de solidarité) (p. 19828). - **Article 51 (nouveau)** (Autorisation d'approbation de l'avenant modifiant la convention fiscale du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal) (p. 19828, 19829). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 19829). (p. 19829). (p. 19831).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20778, 20779). - **Question préalable** (p. 20793).

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : De la biomasse à la bioéconomie : une stratégie pour la France [n° 380 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Énergie**.

Proposition de loi renforçant la prévention et la lutte contre le cyber harcèlement [n° 404 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 2006-2016 : un combat inachevé contre les violences conjugales [n° 425 (2015-2016)] (29 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à créer un statut de médecin praticien territorial [n° 459 (2015-2016)] (10 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la préservation de l'identité communale au sein des communes nouvelles [n° 480 (2015-2016)] (17 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 498 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil (COM (2016) 53 final) établissant un mécanisme d'échange d'informations en ce qui concerne les accords intergouvernementaux et les instruments non contraignants conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de l'énergie, et abrogeant la décision n° 994/2012/UE [n° 531 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les maladies à transmission vectorielle [n° 741 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Environnement.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à la régulation de l'approvisionnement en eau des surfaces agricoles dans les régions agricoles [n° 833 (2015-2016)] (14 septembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 41 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à interdire la compensation entre les commissions perçues par les établissements de crédit et les minima sociaux [n° 42 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à ouvrir aux sapeurs-pompiers volontaires l'accès non prioritaire aux emplois réservés de la fonction publique [n° 234 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'islam en France, laïcité et égalité entre hommes et femmes - Audition de Mme Dounia Bouzar, docteure en anthropologie, directrice générale du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Énergie - Mécanisme d'échange d'informations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Maintien de la réglementation viticole - Communication.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et voitures » - Table ronde sur l'accidentalité routière et les différences de comportements entre les hommes et les femmes au volant.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Audition de Mme Houria Abdelouaded, psychanalyste, maître de conférences à l'université Paris-Diderot.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France.

Questions diverses.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique du 7 avril 2016 sur les « Maladies à transmission vectorielle ».

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 111, 112).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité*) (p. 292). (p. 295). (p. 297). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 298). (p. 299). - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 301).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 476). - **Article 32 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales et art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétence obligatoire de « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations »*) (p. 480, 481). (p. 481). - **Article 33 A** (*chapitre III du titre VI du livre 1er du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage*) (p. 490). - **Article 36 bis AA (nouveau)** (*art. L. 121-4 du code de l'urbanisme - Consultation du Centre national de la propriété forestière*) (p. 514).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 40** (*loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*) (p. 552). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 589). (p. 589). - **Articles additionnels après l'article 51 undecies A** (p. 591). - **Article 51 undecies** (*art. L. 218-83, L. 218-84, L. 218-86, L. 612-1, L. 622-1, L. 632-1 et L. 640-1 du code de l'environnement - Contrôle et gestion des eaux de ballast et des sédiments des navires*) (p. 592, 593). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (*art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016*) (p. 600). (p. 604).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation d'une nouvelle méthode de lutte contre le chancre coloré** - (26 janvier 2016) (p. 690). (p. 691).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2236).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Annexe** (p. 2389, 2390).

- **Question orale sans débat sur les étapes de réalisation de la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (9 février 2016) (p. 2484). (p. 2484).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2934). (p. 2934).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2987, 2988). - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3015).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3908).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3959).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 4005, 4006). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - *Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels*) (p. 4011).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (24 mars 2016) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2 du code rural et de la pêche maritime - *Compléter les finalités de la politique des pêches et de l'aquaculture*) (p. 4555, 4556). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4558). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1, L. 211-3, L. 213-1 et L. 321-1 du code de l'environnement - *Renforcer la prise en compte des problématiques conchylicoles en matière de police de l'eau et de réglementation territoriale*) (p. 4572).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5617, 5618).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - *Droit d'accès des administrations aux documents administratifs*) (p. 5792). (p. 5793).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 5927). (p. 5928).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 45 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 6, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Maintien de la connexion internet*) (p. 6037).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6084). (p. 6084). (p. 6085, 6086). - **Article additionnel après l'article 26 ter** (p. 6116). - **Article 33 bis B** (art. 47 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Proportionnalité de la sanction pécuniaire infligée par la CNIL*) (p. 6132). - **Article additionnel après l'article 33 ter** (p. 6136). (p. 6136, 6137). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6139, 6140). (p. 6140). (p. 6141). (p. 6142).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-23 et L. 421-4 du code de l'urbanisme - *Protection des espaces boisés*) (p. 7512). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens*) (p. 7529, 7530). (p. 7530). - **Article 51 undecies (texte non modifié par la commission)** (art. L. 218-83, L. 218-84, L. 218-86, L. 612-1, L. 622-1, L. 632-1 et L. 640-1 du code de l'environnement - *Contrôle et gestion des eaux de ballast et des sédiments des navires*) (p. 7537).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - *Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes*) (p. 8377). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes*) (p. 8385, 8386). (p. 8386, 8387). (p. 8390).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Annexe** (p. 8974). (p. 8975). - **Article 25** (art. L. 612-1 et L. 612-10 du code monétaire et financier ; art. L. 1412-1, L. 1412-2 et L. 1412-2-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 ; art. L. 212-10-8-1 et L. 213-6-1 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-7 du code de commerce ; art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 ; art. 5, 6, 7 et 8 [abrogé] de la loi n° 77808 du 19 juillet 1977 - *Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres*) (p. 8989).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9161, 9162).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - *Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9641).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10025). - **Article 13** (art. L. 2232-5-1 [nouveau], L. 2232-9, L. 2261-19 du code du travail - Définition de l'objet de la négociation de branche et création des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation) (p. 10039). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 10049).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10173).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (21 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 10182). (p. 10184).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10276). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10297, 10298).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 6 B** (art. 122-9 [nouveau] du code pénal - Irresponsabilité pénale du lanceur d'alerte) (p. 12160).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12355).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12507). (p. 12507, 12508). - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12515).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13699, 13701).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13960). (p. 13961). - **Article 17 bis** (art. L. 2121-30-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Célébration de mariages dans un local affecté à cet usage) (p. 13982).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 9** (art. L. 120-1 et L. 120-34 du code du service national ; art. L. 1424-10, L. 1424-

37 et L. 1852-9 du code général des collectivités territoriales ; art. 1er de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - Service civique des sapeurs-pompiers) (p. 14441). - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique) (p. 14457). - **Article 12 nonies (supprimé)** (titre 1er bis du livre 1er du code du service national - Service civique obligatoire) (p. 14462).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14518). - **Articles additionnels après l'article 16 nonies** (p. 14534). (p. 14535). - **Article 17** (Information individualisée des jeunes en matière d'assurance maladie) (p. 14537). - **Article 18 bis** (Rapport sur la création d'une allocation d'études et de formation) (p. 14542).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables - Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme) (p. 14824, 14825). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14839). (p. 14841). (p. 14842). (p. 14842).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16143).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Article 9** (art. L. 142-1 du code du sport - Création d'une conférence permanente sur le sport féminin) (p. 16263).

- **Question orale sans débat sur les mesures spécifiques en faveur des viticulteurs** - (15 novembre 2016) (p. 17344). (p. 17345).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17486).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18550, 18551).

- **Question orale sans débat sur le dispositif électronique de protection anti rapprochement (DEPAR)** - (8 décembre 2016) (p. 18608).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 18842). (p. 18843).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (Ajustement des

ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19471).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - *Modification du régime de l'entrepreneur agréé de produits viti-vinicoles* (p. 19519).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - *Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets »*) (p. 19626). (p. 19627). - **Articles additionnels après**

l'article 24 (p. 19641). (p. 19645, 19646). (p. 19650). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19672). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19694). - **Article additionnel après l'article 24 quindicies** (p. 19704). (p. 19705).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19768). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 19781). (p. 19781). (p. 19782). (p. 19784).

CUKIERMAN (Cécile)

sénatrice (Loire)

Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre suppléant de l'Observatoire de la récidive et de la désistance.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'éducation routière le 5 octobre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 146 tome 10 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

(*mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune

nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la reconstitution de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Question préalable** (p. 43, 44). - **Discussion générale** (p. 45, 46).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 467). (p. 467, 468). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 471).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 730, 731).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 5** (*art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 2160). - **Article 10** (*art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - Création de nouveaux délits terroristes*) (p. 2165). (p. 2166).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4211, 4212). (p. 4232).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4447, 4448).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4833, 4834). - **Articles additionnels avant l'article 17 (priorité)** (p. 4851). - **Article 17 (priorité)** (*art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages*) (p. 4852, 4853). (p. 4853, 4854). - **Article 18 (priorité)** (*art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4856, 4857). (p. 4858). (p. 4869). - **Article 19 (priorité)** (*art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal* -

Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la réitération d'une attaque meurtrière de masse (p. 4872). (p. 4875). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes) (p. 4880).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er** (art. 706-89, 706-90, 706-91 et 706-92 du code de procédure pénale - Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire et en information judiciaire en matière terroriste) (p. 4899). (p. 4899, 4900). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée) (p. 4905). - **Article 3** (art. 706-96, 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-98, 706-98-1 [nouveau], 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 4914). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4936, 4937). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4946). - **Article 4 ter** (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Organisation du renseignement pénitentiaire) (p. 4947). (p. 4949).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 29** (art. 148 et art. 803-7 [nouveau] du code de procédure pénale - Mise en liberté des personnes placées en détention provisoire) (p. 5064). - **Article 31 septedecies** (p. 5079). - **Article 32 C** (p. 5080).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5112, 5113).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (5 avril 2016) (p. 5118).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives) (p. 5143). (p. 5144). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade) (p. 5150). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5154). (p. 5156). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs) (p. 5159, 5160). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5952).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Deuxième lecture [n° 530 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5968, 5969).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7443).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7478, 7479). (p. 7486).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8265, 8267).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8970). - **Annexe** (p. 8976).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 461 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9016, 9017).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article 1er** (Création d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9432, 9433).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9502). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9533).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9635). (p. 9637, 9638). (p. 9642). (p. 9655, 9656). (p. 9661). (p. 9666).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 7 B (nouveau)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel) (p. 9895). - **Article 7 C (nouveau)** (art. L. 2326-1 du code du travail - Généralisation de la délégation unique du personnel) (p. 9897, 9898). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels) (p. 9905, 9906). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1

[nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9920).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 10188).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 706 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11975, 11976).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12241). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12258, 12259). - **Article 17** (Habilitation en vue d'adapter la législation financière au droit européen en matière de répression des abus de marché et de modifier en conséquence certains aspects de la législation financière) (p. 12269). (p. 12269). - **Article 20** (art. L. 465-3, L. 465-3-5, L. 612-39, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17 et L. 621-17-1-1 du code monétaire et financier et art. 28 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Actualisation du régime des sanctions susceptibles d'être prononcées par l'Autorité des marchés financiers et habilitation à transposer plusieurs textes européens concernant les marchés d'instruments financiers et la distribution d'assurances) (p. 12276, 12277). (p. 12277). - **Article 23 bis** (art. 238-0 A du code général des impôts - Modalités d'actualisation de la liste des États et territoires non coopératifs en matière de transparence et d'échange d'informations dans le domaine fiscal) (p. 12287).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire [n° 716 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12304, 12305).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 (priorité)** (p. 12402). (p. 12403).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13921, 13922). - **Article 4 ter** (Poursuite de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire avant saisine du juge aux affaires familiales pour modifier les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 13932). (p. 13932). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative à la mise en état de l'affaire) (p. 13933). - **Article 8** (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 13939). (p. 13939). - **Article 13 bis** (art. L. 123-4 du code de l'organisation judiciaire - Mutualisation des effectifs de greffe) (p. 13945). - **Article 14 bis** (chapitre Ier et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13950). - **Article 14** (sexies

(art. 1er, 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-5, 24-7 et le chapitre III bis de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; chapitre Ier bis du titre V du livre II du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 13953). - **Article 14 septies** (art. 2, 19, 20 et 20-10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Généralisation du cumul des mesures éducatives et des condamnations pénales) (p. 13954). (p. 13954). (p. 13955). - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13981). - **Article 17 ter** (art. 229, 229-1 à 229-4 [nouveaux], 230, 247, 260, 262, 262-1, 265, 278, 279, 296 et 373-2-13 du code civil, art. L. 111-3 et L. 213-1 du code des procédures civiles d'exécution, L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6 et L. 581-10 du code de la sécurité sociale, art. 199 octodécies et 1691 bis du code général des impôts, art. 227-3 et 227-6 du code pénal, art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires, et art. 10 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Divorce conventionnel par consentement mutuel) (p. 13985). (p. 13986). - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 13998). (p. 14002). (p. 14003).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 19** (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun) (p. 14078). - **Article 20** (Objet de l'action de groupe) (p. 14079). (p. 14080). - **Article 21** (Qualité pour agir) (p. 14080). - **Article 24** (p. 14081). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Organisation de l'action de groupe devant le juge administratif) (p. 14084). - **Article 44** (art. 1er, 2, 4, 10 et 11 [nouveau] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations et art. 225-1 du code pénal - Modification de la législation relative aux discriminations et application du régime de l'action de groupe aux discriminations) (p. 14087). (p. 14087). - **Article 45 bis** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-5 du code de justice administrative - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur public) (p. 14093). - **Article 45 quinquies (supprimé)** (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Création d'une action de groupe destinée à faire cesser un manquement aux règles relatives à la protection des données personnelles) (p. 14097). - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-7, L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 723-13, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 à L. 724-3-3 [nouveaux], L. 724-4, L. 731-4 et L. 732-6 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 14102). (p. 14104). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14121).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14994). - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15006).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16182, 16183). - **Article 1er nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales - Mesures transitoires de représentation d'une commune nouvelle au conseil communautaire) (p. 16190).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)] - (3 novembre 2016) - **Article 3** (*Compétences de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 16632). (p. 16632).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18622, 18623).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18663, 18664). - **Article 1er** (*art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne*) (p. 18675, 18676). (p. 18681). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18684). (p. 18686). - **Article 6** (*art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif*) (p. 18703, 18704). (p. 18707). - **Article 7** (*art. 9 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la*

protection de la montagne - Convention interrégionale de massif) (p. 18708). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 18710). (p. 18712). - **Article 8 quater** (*art. L. 1253-4 [nouveau] du code des transports - Conditions tarifaires des transports pour les établissements scolaires organisant des classes de découverte*) (p. 18719). - **Article 8 quinquies A (supprimé)** (*art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Prise en compte du classement en zone de montagne pour les règles d'accessibilité au réseau de La Poste*) (p. 18719, 18720). - **Article 9** (*art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques*) (p. 18740, 18741).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 18810). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18813).

CUYPERS (Pierre)

*sénateur (Seine-et-Marne)
NI, puis Les Républicains*

Devenu sénateur le 1er décembre 2016 (en remplacement de Michel Houel, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaut, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

DALLIER (Philippe)

*sénateur (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis rapporteur le 2 mai 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 256 (2015-2016)] favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 326 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 325 (2015-2016)] pour une République numérique [n° 524 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 (tome III) : les conditions d'une réforme soutenable, équitable et durable [n° 527 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Mesurer, comprendre et combattre le chômage en France : quels enseignements tirer des exemples européens ? [n° 3 (2016-2017)] (4 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Égalité des territoires et logement [n° 140 tome 3 annexe 12 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'hébergement d'urgence sous forte tension : sortir de la gestion dans l'urgence [n° 193 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le programme « ANTARES » (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours).

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des finances*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Dominique Bureau, président de l'Autorité de la statistique publique (ASP).

Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE.

Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Gallo Gueye, directeur des statistiques sociales de la direction générale d'Eurostat.

Audition de M. Yves Perardel, économétricien à l'Organisation internationale du travail (OIT).

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

(*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Horty (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Audition de S.E. M. Andrzej Byrt, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la république de Pologne en France, et de Mme Agata Wadowska, deuxième secrétaire, chef du service économique de l'ambassade.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Baptiste de Foucauld, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Audition de M. Stéphane Carcillo, économiste à la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stéphane Jugnot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stephan Schmid, conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente, et M. Hervé Monange, secrétaire général, du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE).

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale - Examen des amendements de séance - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen d'amendements déposés par les rapporteurs sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFiP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de

transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 2357, 2358). - **Article 2** (*Relèvement des plafonds de ressources pour accéder au logement social*) (p. 2372, 2373).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du tribunal de grande instance de Bobigny** - (16 février 2016) (p. 2892). (p. 2893).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4298).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 5779, 5780).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article additionnel après l'article 44 (priorité)** (p. 6035). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - *Récupération et portabilité des données des consommateurs*) (p. 6047). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - *Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent*) (p. 6055). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6059). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - *Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne*) (p. 6064). (p. 6065).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6085). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6090). - **Article 23 quater (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - *Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs*) (p. 6093, 6094). (p. 6096). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6097). (p. 6098). (p. 6099). (p. 6102). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - *Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques*) (p. 6153, 6154). - **Articles additionnels après l'article 37 A** (p. 6160). - **Article 37 D (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 *decies* du code général des impôts - *Éligibilité au dispositif de suramortissement des investissements liés au déploiement de la fibre optique*) (p. 6164, 6165). - **Article additionnel après l'article 37 D** (p. 6166).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6199). - **Articles additionnels après l'article 40 A** (p. 6226). (p. 6227). - **Article 41** (art. L. 521-3-1 [nouveau], L. 525-6-1 [nouveau], L. 311-4, L. 521-3, L. 525-6 et L. 526-11 du code monétaire et financier - *Modification du régime applicable aux opérations de paiement proposées par un fournisseur de réseaux ou de services de communications électroniques*) (p. 6233). (p. 6234). (p. 6234). (p. 6235). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 14 et 34 de la loi

n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - *Ouverture des tables de poker en ligne*) (p. 6236). - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6238). (p. 6238). (p. 6239). (p. 6239). - **Article 42** (art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - *Agrément des compétitions de jeux vidéo*) (p. 6243). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 6249). (p. 6250). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 6253, 6254).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la résolution de l'UNESCO et les lieux saints de Jérusalem** - (12 mai 2016) (p. 7495). (p. 7495, 7496).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 8102). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8103).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9401, 9403).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - *Congés spécifiques*) (p. 9869). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - *Compte épargne-temps*) (p. 9881).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12463, 12465).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - *Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*) (p. 12507). (p. 12507).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14401, 14402).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille*) (p. 14485). - **Article 14 decies (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du**

code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire) (p. 14494, 14495). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14506). - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14519).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14595). (p. 14595). (p. 14601). (p. 14604). (p. 14606). (p. 14610). (p. 14622). (p. 14624, 14625). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 code de la construction et de l'habitation - Précision selon laquelle les PLH (programmes locaux de l'habitat) prévoient les actions à mener pour mobiliser l'offre locative privée) (p. 14630). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14635). (p. 14637). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14650). (p. 14653). (p. 14655). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat) (p. 14668). - **Article additionnel après l'article 28 quater BB** (p. 14674, 14675). (p. 14675). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14693).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14758). (p. 14769). (p. 14784, 14785). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14807). (p. 14807, 14808). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 14811). - **Article 31 (précédemment réservé)** (art. L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation - Prélèvement sur les ressources fiscales des communes n'ayant pas atteint leur taux de logements sociaux) (p. 14812, 14813). - **Article 32 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991, art. L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Entrée en vigueur différée du transfert à la métropole du Grand Paris des compétences en matière d'habitat) (p. 14817). - **Article 33 bis C (supprimé)** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure de relogement des ménages bénéficiaires du DALO en Île-de-France) (p. 14835, 14836).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 septies AA (nouveau)** (p. 14862).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 15098). - **Article 47** (p. 15111). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15141). - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'utilisation systématique par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité) (p. 15143).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les statistiques du chômage** - (27 octobre 2016) (p. 16396, 16397). (p. 16397).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16948). - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau) (p. 16952).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16964, 16965). - **Article 1er** (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris ») (p. 16970). (p. 16973). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16975). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution de la Ville de Paris aux communes et département de Paris dans tous leurs actes) (p. 16990).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17025).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la résolution relative à Jérusalem par l'UNESCO** - (8 novembre 2016) (p. 17044, 17045). (p. 17045).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)] (suite)** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17053). (p. 17057).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17094). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 17112).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18379, 18382).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18434, 18435).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18876, 18877).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 19511). (p. 19511). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Déclaration automatique sécurisée par les plateformes en ligne des revenus de leurs utilisateurs) (p. 19521).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19591). (p. 19601). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficiaire de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19606). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19678, 19679). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19681).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19733, 19734). (p. 19734). - **Article 34** (art. L. 241-3, L. 245-13-1 nouveau, L. 651-3, L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale et art. 39 du code général des impôts - Réforme des modalités de recouvrement de la

contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 19799). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19832, 19833).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** - *Nouvelle lecture* [n° 148 (2016-2017)] - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20787, 20789).

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, concernant l'exemption du cristal de la directive "limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques" (directive 2011/65/UE du 8 juin 2011) [n° 486 (2015-2016)] (18 mars 2016) - **Environnement**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Strasbourg, une double capitale au cœur de l'Europe [n° 725 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Union européenne**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. René Danesi.

Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain

Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean-Éric Hyafil du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnecarrère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Audition de M. Jean-Marie Denquin, professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 96, 97).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 759).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article 3 (nouveau)** (*Rétablissement du régime indemnitaire dans les syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 2265).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article unique** (p. 2283).

- **Question orale sans débat sur le glissement de la réglementation à la recommandation normative** - (9 février 2016) (p. 2482, 2483). (p. 2483).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Intitulé du chapitre II** (p. 4962). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 4965). (p. 4965).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 décies** (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections*) (p. 14516). - **Article 16 bis**

(art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Création des conseils de jeunes*) (p. 14523). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale - *Droit personnel à la CMU-C pour les jeunes*) (p. 14540, 14541). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14562). (p. 14563).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14797). (p. 14797). - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - *Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables - Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme*) (p. 14820). (p. 14822).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Intitulé du chapitre II** (*Dispositions relatives à la langue française*) (p. 14902). - **Article 35** (art. L. 6111-2, L. 6313-1 et L. 5223-1 du code du travail - *Apprentissage de la langue française dans le cadre de la formation professionnelle*) (p. 14903). (p. 14913).

- **Question orale sans débat sur la conduite de tracteurs communaux** - (20 décembre 2016) (p. 20846). (p. 20847).

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
Écologiste

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis rapporteur le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique jusqu'au 16 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi dans la durée [n° 75 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur le déplacement de la commission au Svalbard.

Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'environnement, de

l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Arnaud Gossement, avocat, Mme Marthe Lucas, maître de conférences à l'université d'Avignon, et M. François-Guy Trébulle, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Philippe Siblet, directeur du service du patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Audition de M. Laurent Piermont, président, et M. Philippe Thiévent, directeur de CDC Biodiversité.

Audition de Mme Carole Hernandez-Zakine, manager, responsable du droit de l'agro-écologie à InVivo AgroSolutions.

Audition des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), de Coordination rurale, de la Confédération paysanne et de Jeunes agriculteurs.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Thierry Dutoit, directeur de recherche en ingénierie écologique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Mme Claire Étrillard, ingénieure d'études, et M. Michel Pech, géographe ruraliste à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), M. Harold Levrel, chercheur en économie écologique au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), et Mme Anne-Charlotte Vaissière, économiste de la biodiversité au Laboratoire montpellierain d'économie théorique et appliquée (LAMETA).

Audition de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale et déléguée interministérielle au développement durable du ministère de l'environnement et de la mer.

Audition des représentants de la Fédération nationale des chasseurs et de la Fédération nationale de la pêche en France.

Audition des représentants de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), Humanité et biodiversité, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), World Wildlife Fund (WWF), Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), et France nature environnement (FNE).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 47, 48).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 259, 260). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Définition de la biodiversité*) (p. 294). (p. 295). (p. 297). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 298). (p. 299). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 304). (p. 306). (p. 307). (p. 309). (p. 311). (p. 314). (p. 317). -

Article 2 bis (nouveau) (art. 1386-19 à 1386-21 [nouveaux] du code civil - *Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil*) (p. 320, 321). (p. 321). (p. 323). - **Article 3** (art. L. 110-2 du code de l'environnement - *Objectif de préservation des continuités écologiques*) (p. 323, 324). (p. 324).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 4** (art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 337). (p. 338). (p. 340). (p. 340). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 353, 354). - **Article 5** (chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - *Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 357). (p. 362). (p. 363). - **Article 7** (art. L. 371-3, L. 213-13, L. 213-13-1, L. 213-14, L. 213-14-1 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - *Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité*) (p. 366). (p. 367). (p. 368). (p. 368). (p. 368). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 376). (p. 377). (p. 379). (p. 387). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 391). (p. 392). - **Article 17 ter** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - *Modification de la composition des comités de bassin*) (p. 400). - **Article 17 quater** (art. L. 213-8-1 du code de l'environnement - *Représentation des usagers non économiques dans les conseils d'administration des agences de l'eau*) (p. 402). - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 421).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 459). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 471). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 484). - **Article 33 AA (nouveau)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée*) (p. 486). - **Article 33 A** (chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - *Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage*) (p. 488). (p. 489). (p. 490, 491). (p. 493, 494). (p. 494). (p. 498). (p. 499). (p. 499). (p. 499, 500). (p. 500). (p. 500, 501). (p. 501). (p. 501). - **Articles additionnels après l'article 33 A** (p. 501). (p. 502). - **Article additionnel après l'article 33 BA** (p. 503). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation réelle environnementale*) (p. 506). (p. 506). (p. 506). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité*) (p. 510). - **Article 36 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Création d'espaces de continuités écologiques*) (p. 520, 521). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - *Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales*) (p. 521, 522). (p. 524). - **Article 36 quinquies B (supprimé)** (art. L. 229-26 du code de l'environnement - *Rôle de la biodiversité urbaine pour lutter contre le changement climatique pris en compte dans le PCET*) (p. 524). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles*) (p. 529, 530).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - *Gestion des réserves naturelles maritimes*) (p. 547). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - *Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*) (p. 552). (p. 553). - **Article 43** (art. L. 911-2 et L. 924-1 à L. 924-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - *Zones de conservation halieutiques*)

(p. 557). (p. 558). (p. 559). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 563). (p. 565, 566). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 580). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 586). - **Articles additionnels après l'article 54 quinquies** (p. 615). - **Article 56** (art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - *Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger*) (p. 619). - **Article 57 bis (supprimé)** (*Rapport évaluant la mise en œuvre de la convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*) (p. 621). (p. 621). - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 622). - **Article additionnel avant l'article 58** (p. 622). (p. 622). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 623). - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 625). (p. 625). - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 632). - **Articles additionnels avant l'article 68 quater** (p. 640). (p. 640). - **Article 68 quinquies (supprimé)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - *Interdiction de la chasse à la glu ou à la colle*) (p. 643).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015).** - (22 janvier 2016) - **Article 2** (*Entrée en vigueur*) (p. 657).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2251, 2252). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2262).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame-des-Landes et le respect de l'enquête publique du schéma de cohérence territoriale, SCOT** - (17 mars 2016) (p. 4262). (p. 4263).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 bis C** (p. 4510). (p. 4511, 4512). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4513).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir et la situation financière d'EDF** - (31 mars 2016) (p. 5028). (p. 5029).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 5** (art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - *Création d'une instance nationale du supportérisme*) (p. 5164). (p. 5165). (p. 5165). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5165, 5166). (p. 5166). (p. 5166). (p. 5167).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7279, 7280). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Définition de la biodiversité*) (p. 7290). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression*) (p. 7295). (p. 7298, 7299). (p. 7302). (p. 7304). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - *Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil*) (p. 7307). (p. 7307). (p. 7308). (p. 7310). (p. 7311). (p. 7312). (p. 7312). (p. 7312, 7313).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - *Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7348). (p. 7348, 7349). (p. 7349). (p. 7354). - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de

la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7357). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - *Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature*) (p. 7365). (p. 7366). - **Article 7** (art. L. 371-3 et L. 213-13-1 du code de l'environnement - *Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité*) (p. 7367). (p. 7368). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7374). (p. 7375). (p. 7380). (p. 7384). (p. 7385). (p. 7386). (p. 7386). (p. 7388). (p. 7388). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 7421). - **Article 27 A (supprimé)** (*intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 7428). (p. 7431). (p. 7432). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - *Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles*) (p. 7442, 7443).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée*) (p. 7472). (p. 7472, 7473). (p. 7473). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 7478). (p. 7481). (p. 7483). (p. 7484). (p. 7485). (p. 7487). (p. 7487). (p. 7487). (p. 7488). (p. 7500). (p. 7500). (p. 7501). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale*) (p. 7505). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité*) (p. 7507). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - *Échange de parcelles*) (p. 7508). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - *Création d'espaces de continuités écologiques*) (p. 7514). - **Article 36 sexies (suppression maintenue)** (*Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles*) (p. 7518). - **Article 46 quater** (art. L. 334-2-1, et L. 334-2-2 à L. 334-2-4 [nouveaux] du code de l'environnement - *Dispositif anticollision avec les cétacés*) (p. 7527). (p. 7528). (p. 7528). (p. 7528). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes*) (p. 7554). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3, L. 415-6, L. 624-3 et L. 635-3 du code de l'environnement - *Relèvement du quantum des peines prévues pour les cas d'atteinte aux espèces*) (p. 7557, 7558). - **Article 60** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - *Suppression de la notion d'espèce nuisible et malfaisante*) (p. 7566). (p. 7566). - **Article 66** (art. L. 171-2, L. 171-8, L. 172-4, L. 172-13, L. 173-5, L. 216-1 [nouveau], L. 216-13, L. 322-10-1, L. 331-25, L. 334-2-1, L. 362-5, L. 414-5-1, L. 414-5-2, L. 415-7 et L. 415-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 706-73-1 du code de procédure pénale - *Diverses dispositions relatives à la police de l'environnement et aux sanctions prévues par le code de l'environnement*) (p. 7571). (p. 7571). - **Intitulé du projet de**

loi (p. 7578, 7579). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7580).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8001, 8002). - **Article unique** (p. 8012). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8014, 8015).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9162, 9163).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue - Commission mixte paritaire [n° 541 (2015-2016)]** - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9175, 9176).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9228, 9229).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)]** - (21 juin 2016) - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10148).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13450, 13451). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 13455, 13456). (p. 13457). (p. 13459). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, art. L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 13461). (p. 13462). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 13466). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 13466). (p. 13467). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13474). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 13483). (p. 13484). - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, art. 1609 unciées [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 13485, 13486). (p. 13488). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 13514). (p. 13514). (p. 13516). (p. 13518). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de

l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 13523). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 171-2, L. 171-8, L. 172-4, L. 172-13, L. 173-5, L. 216-1 [nouveau], L. 216-13, L. 322-10-1, L. 331-25, L. 334-2-1, L. 362-5, L. 414-5-1, L. 414-5-2, L. 415-7 et L. 415-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Diverses dispositions relatives à la police de l'environnement et aux sanctions prévues par le code de l'environnement) (p. 13524). (p. 13524). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13528).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16184, 16185).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16246). (p. 16247). (p. 16247).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18276, 18277).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18391, 18392).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18659, 18660). - **Article 8 quinquies A (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Prise en compte du classement en zone de montagne pour les règles d'accessibilité au réseau de La Poste) (p. 18720). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18735). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18740).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18770). (p. 18771, 18772). - **Articles additionnels après l'article 9 nonies** (p. 18775). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18822). (p. 18823). (p. 18826). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18830). (p. 18830). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18834). (p. 18836). (p. 18838).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 18863). (p. 18864). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18867, 18868). (p. 18868). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18934). (p. 18934). - **Article 23** (p. 18944). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 18945). (p. 18946). (p. 18946). - **Article**

additionnel après l'article 26 (p. 18951). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 18951, 18952).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19637, 19638). (p. 19646). (p. 19647, 19648). (p. 19654).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier de mise en œuvre des plans d'action pour les espèces menacées** - (20 décembre 2016) (p. 20861, 20862). (p. 20862).

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis secrétaire le 28 janvier 2016.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Réforme territoriale : les premiers retours de l'expérience du terrain [n° 493 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 273 (2015-2016)] visant à associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale [n° 600 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 583 (2015-2016)] relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 701 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Une sécurisation du lien à la terre respectueuse des identités foncières : 30 propositions au service du développement des territoires [n° 721 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Quand la réforme rencontre les territoires - Deuxième rapport d'étape de la mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des lois de réforme territoriale [n° 730 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 497 (2015-2016)] relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 51 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 815 (2015-2016)] relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 82 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 261 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la vitalité de la démocratie locale et à l'équilibre des territoires [n° 270 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Geoffroy Filoche, de l'Institut de recherche et de développement (IRD) co-auteur du rapport sur les zones de droits d'usage collectifs, concessions et cessions en Guyane française.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen des amendements au texte de la commission.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Communication et délégation au fond de l'examen d'articles.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction** [n° 198 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 80).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'artisanat et du commerce de proximité** - (9 février 2016) (p. 2494, 2495). (p. 2495). (p. 2495).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4325, 4326).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités** [n° 517 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5685). - **Article unique** (p. 5690, 5691).

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6279, 6280).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural** [n° 631 (2015-2016)] - (1er juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole*) (p. 8937, 8938). - **Article 3** (*art. L. 111-4, L. 122-5, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme* -

Dépendances et annexes aux constructions dans les parties non urbanisées du territoire) (p. 8939, 8940).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (23 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10415).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 50 quater** (p. 10573). (p. 10574).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires** [n° 706 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11977).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics** [n° 702 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12042, 12043).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 438 du code électoral - Mode de scrutin pour l'élection des conseils municipaux en Polynésie française) (p. 12050). - **Article 2** (art. L. 1864-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Faculté pour les communes de la Polynésie française et leurs groupements de créer des sociétés publiques locales) (p. 12050). - **Article 3** (art. L. 2573-3 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'élection des maires délégués dans les communes associées) (p. 12051). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2573-6 du code général des collectivités territoriales - Délégation du conseil municipal au maire en matière de marchés publics) (p. 12051). - **Article 6** (art. L. 2573-7 du code général des collectivités territoriales - Indemnité du maire délégué bénéficiant d'une délégation du maire de la commune) (p. 12052). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12053). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 12053, 12054). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12054).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale** [n° 54 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration plafonnée de l'effectif du conseil communautaire pour permettre la conclusion d'un accord local) (p. 16279, 16280). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16285).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (7 novembre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 16957, 16958). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 16967). - **Article 1er A (nouveau)** (Rapport sur l'évolution des structures et des compétences en Île-de-France) (p. 16968). - **Article 1er** (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris ») (p. 16969). (p. 16972). (p. 16972). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16974). (p. 16976). - **Article 3** (art. L. 2512-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du Conseil de Paris) (p. 16977, 16978). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16979). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 2512-5-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conférence des maires) (p. 16982). - **Article 6** (art. L. 2123-11-2, L. 2511-34, L. 2511-34-1 [nouveau], L. 2511-35, L. 2511-35-1 [nouveau], L. 3123-16, L. 3123-17 du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un régime indemnitaire spécifique aux membres du Conseil de Paris et aux maires et adjoints aux maires d'arrondissement de Paris) (p. 16983). (p. 16984). - **Article 9** (Entrée en vigueur et habilitation législative) (p. 16985). (p. 16985). - **Articles**

additionnels après l'article 9 (p. 16986). - **Article 10** (Maintien des mandats en cours) (p. 16986). (p. 16987). - **Demande de réserve** (p. 16987). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution de la Ville de Paris aux communes et département de Paris dans tous leurs actes) (p. 16987). (p. 16988). (p. 16989). (p. 16989). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16990). (p. 16991).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalage et de terrasse dans l'arrondissement) (p. 17020). (p. 17022, 17023). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17024). (p. 17024). (p. 17026). (p. 17027). (p. 17027). (p. 17029). (p. 17029). (p. 17030). (p. 17031). (p. 17032). (p. 17033). (p. 17034). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2511-39 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de gestion locale entre les arrondissements en cas de désaccord avec le conseil municipal) (p. 17034). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 2511-39-1 du code général des collectivités territoriales - Modification des modalités de répartition de la dotation d'animation locale) (p. 17035). - **Article additionnel après l'article 16 ter** (p. 17036). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17037, 17038). (p. 17039). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17051). (p. 17053, 17054). (p. 17054). (p. 17055). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 17061). - **Article 26** (Entrée en vigueur des transferts de police spéciale au maire de Paris) (p. 17062). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 17063). (p. 17064). (p. 17065). (p. 17066). - **Article 27** (art. L. 122-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 6332-2 du code des transports - Transfert au préfet de police de Paris de la police des aérodromes de Paris-Charles-de-Gaulle et du Bourget) (p. 17066). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique des établissements de jeux) (p. 17070). - **Article 30** (Transfert sous l'autorité du maire de Paris des agents chargés de la circulation, du stationnement et de la gestion des fourrières) (p. 17072). - **Article 32** (art. L. 2512-9, L. 2512-9-1 [nouveau], L. 2512-10 [abrogé], L. 2512-9-1, L. 2512-11, L. 2512-12, L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Dispositions tendant à faciliter la mutualisation des services entre les différentes administrations territoriales de Paris) (p. 17074).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 17087). (p. 17088). (p. 17089). - **Article 35** (art. L. 321-41 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité pour les établissements publics fonciers et d'aménagement de l'État de recourir aux moyens d'un autre de ces établissements) (p. 17091). (p. 17092). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17093, 17094). (p. 17095). (p. 17096, 17097). - **Article 36** (art. L. 327-1 à L. 327-3, L. 350-1, L. 350-6 du code de l'urbanisme ; art. 1531-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 1042 du code général des impôts - Création des sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national, SPLA-IN) (p. 17098, 17099). (p. 17099). (p. 17100). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-33 du code de l'urbanisme - Composition du conseil d'administration de Grand Paris - Aménagement et coordinations relatives à sa nouvelle appellation) (p. 17101). (p. 17102, 17103). - **Article 38** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense) (p. 17105). (p. 17107, 17108). (p. 17109). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 17110). (p. 17111). (p. 17113). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Extension des missions de la Société du Grand Paris à des activités d'exploitation de réseaux de chaleur) (p. 17113). - **Article additionnel avant l'article 41**

(p. 17114). - **Article 41 (supprimé)** (*art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles*) (p. 17119). (p. 17126, 17127). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17130, 17131). (p. 17134). (p. 17137). (p. 17137). - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Maintien des mandats en cours*) (p. 17140, 17141). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17143).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18306, 18307).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
Les Républicains

INTERVENTIONS EN COMMISSION

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie jusqu'au 10 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les spécialistes en valeur du Trésor, partenaires de la dette française [n° 50 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Engagements financiers de l'État [n° 140 tome 3 annexe 13 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Nomination de rapporteurs en vue de l'élaboration d'un rapport d'information sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** [n° 311 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie) (p. 2030). (p. 2031).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage** - (17 mars 2016) (p. 4265, 4266).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture** [n° 11 (2016-2017)] - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14969, 14970).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le trafic de drogue et l'attaque des policiers à Viry-Châtillon** - (13 octobre 2016) (p. 14990).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18392, 18393).

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s (23 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 1er décembre 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le médicament : à quel prix ? [n° 739 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne [n° 867 (2015-2016)] (30 septembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur la prévention des conflits d'intérêt et la gestion des liens d'intérêt.

Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclat, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate pressentie pour le poste de présidente du conseil d'administration

de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Projet de loi de modernisation du droit du travail.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures sociales à compter du 1er janvier 2016** - (14 janvier 2016) (p. 216).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4276, 4277).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5705, 5706).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5883, 5884).

- **Question orale sans débat sur les restrictions de circulation des convois exceptionnels dans l'Aisne** - (10 mai 2016) (p. 7226). (p. 7227).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8896, 8897).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9535).*

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9629).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9711). (p. 9718). (p. 9729). (p. 9756, 9757).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9839, 9840). - **Article 7 B (nouveau)** (*art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel*) (p. 9897). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9901).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10 A (nouveau)** (*art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical*) (p. 9989). - **Article 11** (*art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi*) (p. 10023). (p. 10025, 10026). (p. 10027).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (*art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10193). (p. 10209).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (*art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et*

art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10248). (p. 10258). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10280).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10347, 10348).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les investissements hospitaliers** - (23 juin 2016) (p. 10366, 10367).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 40** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1253-24 du code du travail - Éligibilité des groupements d'employeurs aux aides à l'emploi et à la formation) (p. 10511). - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 10513, 10514). (p. 10514). (p. 10514). (p. 10515). (p. 10516). (p. 10516). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10533).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12470, 12471).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17374, 17376).

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 4** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2016) (p. 17402). - **Article 5** (Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016) (p. 17403).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 6** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre Ier du livre Ier de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRES) (p. 17408, 17409).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17461). (p. 17464). (p. 17466). - **Article 11 bis** (nouveau) (Augmentation des seuils de revenu fiscal de référence ouvrant droit à l'exonération et au taux réduit de contributions sociales sur les revenus de remplacement) (p. 17480). - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17501). (p. 17506).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17530). - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17534). (p. 17534). (p. 17535). (p. 17538). (p. 17540). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17541). (p. 17542). - **Article 19 bis** (nouveau) (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17547). - **Vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 17564).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 39** quinquies (nouveau) (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens) (p. 17630, 17631). - **Articles additionnels après l'article 39** sexies (p. 17632). (p. 17632). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 17639). (p. 17640). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17649).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43** quater (nouveau) (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17670). - **Articles additionnels après l'article 43** septies (p. 17678). - **Article 44** (art. 66 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 ; art. L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 133-4, L. 162-22-6-1 [nouveau], L. 162-22-7, L. 162-22-8-1, L. 162-22-8-3 [nouveau], L. 162-22-9-1, L. 162-22-10, L. 162-22-12, L. 162-22-15, L. 162-25, L. 162-27, L. 162-30-4 et L. 174-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6312-1 du code de la santé publique ; art. L. 2223-43 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du financement des établissements de santé au développement de certaines activités) (p. 17681). (p. 17682). - **Article 47 bis** (nouveau) (Recueil de données issues d'un dispositif médical) (p. 17714). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17723, 17724). (p. 17724). (p. 17728). - **Article 51** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-2, L. 162-16-5-3 [nouveau], L. 162-18 du code de la sécurité sociale et L. 5121-12 du code de la santé publique - Évolution du régime des ATU) (p. 17732). (p. 17733). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 17734). (p. 17735). - **Article 52** (Adaptation du droit applicable au CEPS) (p. 17739). (p. 17740). - **Vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 17759).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17770, 17771).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18457, 18458).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18554).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20888).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du conseil d'administration des Parcs nationaux de France.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Droit de l'urbanisme et de la construction : l'urgence de simplifier [n° 720 tome 1 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Droit de l'urbanisme et de la construction : l'urgence de simplifier [n° 720 tome 2 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe

de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen des amendements de séance.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Hommage à M. Michel Houel.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve- [n° 662 (2015-2016)]** - (23 juin 2016) - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10388, 10389). (p. 10389, 10390). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 10391). (p. 10391).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13847).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 16192, 16193). (p. 16200). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-7 du code de l'urbanisme - Faciliter l'octroi de dommages et intérêts en cas de recours abusif) (p. 16206). - **Article 3** (art. L. 153-27-1 [nouveau], L. 131-6, L. 31-7, L. 153-51 et L. 153-59-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Simplifier la mise en compatibilité des PLU) (p. 16207). - **Article 6** (art. L. 311-1 du code de l'urbanisme - Simplifier les opérations des zones d'aménagement concerté) (p. 16210, 16211).

- **Suite de la discussion** (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16443, 16444).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 20 BA** (p. 18919, 18920). (p. 18920, 18921). (p. 18921).

DAVID (Annie)
sénatrice (Isère)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis vice-présidente le 31 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée

par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition, sur le thème du numérique, de Philippe Lemoine, président du Forum d'action modernités.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 106, 107). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 112, 113). (p. 117). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Bénéficiaires de l'expérimentation*) (p. 118). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventionnement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) (p. 125). (p. 126). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 131). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 134).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 762). (p. 762).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 15 bis A (nouveau)** (*art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDIation offertes par la loi du 12 mars 2012*) (p. 1622, 1623). (p. 1623). (p. 1623). (p. 1624). (p. 1625). (p. 1625). - **Article 16** (*art. 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Encadrement plus strict des dérogations à l'emploi titulaire prévues pour les établissements publics administratifs*) (p. 1631).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie - Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1645, 1646).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 18 quater B (nouveau)** (*art. 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Durée du contrat pour pourvoir une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire*) (p. 1651, 1652). - **Article 19 A (nouveau)** (*art. 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Représentation proportionnelle des femmes et des hommes sur les listes de candidats à la représentation du personnel*) (p. 1655). (p. 1655). - **Article additionnel après l'article 19 sexies** (p. 1659). (p. 1659). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1667). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1673). - **Article 24 O (nouveau)** (*art. 14, 15, 23 et 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Poursuite de la réforme des centres de gestion*) (p. 1683). (p. 1684).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 9** (*art. L. 2241-2-1 [nouveau] du code des transports, art. L. 166 F du livre des procédures fiscales - Création d'un droit de communication entre exploitants et administrations publiques pour fiabiliser les données relatives à l'identité et à l'adresse des contrevenants pour améliorer le recouvrement des amendes décidées dans le cadre transactionnel de l'article 529-3 du code de procédure pénale*) (p. 2015).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (1er mars 2016) (p. 3186, 3187). (p. 3188).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3957).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4327, 4329).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade*) (p. 5146, 5147). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-15 et L. 332-16 du code du sport - Possibilité de transmettre des éléments relatifs aux personnes faisant l'objet d'une interdiction de stade aux organismes sportifs internationaux*) (p. 5157). (p. 5158).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8109, 8110).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9394, 9395). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9420). (p. 9426).

- **Rappel au règlement** - (14 juin 2016) (p. 9445, 9446).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9448, 9449). (p. 9454). (p. 9461). (p. 9462). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9478). (p. 9481). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9490). (p. 9491). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9509, 9510). (p. 9510). - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3*)

[nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9532).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9578). (p. 9579, 9580). (p. 9583, 9584). (p. 9589, 9590). (p. 9595). (p. 9606, 9607). (p. 9610). (p. 9611, 9612). (p. 9617). (p. 9619). (p. 9631). (p. 9640). (p. 9645, 9646). (p. 9653, 9654). (p. 9659, 9660). (p. 9665).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9709, 9710). (p. 9711). (p. 9715). (p. 9716). (p. 9717, 9718). (p. 9719). (p. 9723). (p. 9726). (p. 9731). (p. 9733). (p. 9735). (p. 9736). (p. 9737).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9978). (p. 9979, 9980). (p. 9984). - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9988). (p. 9989). (p. 9991, 9992). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9996). (p. 10006). (p. 10008). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10015, 10016). (p. 10029). (p. 10031). - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L. 2232-36 à L. 2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail - Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe) (p. 10034). (p. 10035). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles) (p. 10042). (p. 10045). (p. 10046).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10134). (p. 10134). - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 10137). (p. 10140). (p. 10142). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 et L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10146). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-12 du code du travail

- Possibilité pour le fonds paritaire de financement des partenaires sociaux de financer une organisation patronale multi-branches dans les secteurs de la production cinématographique, de l'audiovisuel et du spectacle) (p. 10156, 10157). - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 10183). (p. 10183). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10220).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10251). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 10267). (p. 10268). (p. 10270). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10273, 10274). - **Article 27** (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique) (p. 10296). - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10304, 10305). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10307, 10308). - **Article 29** (art. L. 2232-10-1 du code du travail - Généralisation de la possibilité pour un accord de branche étendu de contenir des accords types à l'attention des petites entreprises) (p. 10317). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 23-121-1 à L. 23-123-5 [nouveaux], L. 2122-14 [nouveau], L. 2143-24 et L. 2143-25 [nouveaux], L. 2232-40 à L. 2232-42 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-26 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-17 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-11-1 [nouveau] du code du travail - Dialogue social dans les réseaux de franchise) (p. 10321). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10322, 10323).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10349). (p. 10350). (p. 10352).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi Travail et le mouvement social** - (23 juin 2016) (p. 10362). (p. 10363).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10376). (p. 10379, 10380). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1454-1-2 du code du travail - Clôture de l'instruction devant le conseil de prud'hommes) (p. 10387). (p. 10388). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10397). (p. 10397, 10398). - **Article 32 C (nouveau)** (art. L. 721-2, L. 941-2 [nouveau] et L. 942-1 [nouveau] du code de l'éducation - Formation des enseignants au monde de l'entreprise) (p. 10402). - **Article 32 G (nouveau)** (art. L. 6222-7-1, L. 6222-18, L. 6222-24 et L. 6222-27 du code du travail - Conditions d'exécution et de rupture du contrat d'apprentissage) (p. 10407). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 10409). - **Articles additionnels après l'article 32 I** (p. 10412). (p. 10413). (p. 10413). - **Article 32 bis B (nouveau)** (art. L. 6222-7-1 [nouveau] du code du travail - Suspension du contrat d'apprentissage pendant une mobilité à l'étranger) (p. 10426). - **Article 32 bis C (nouveau)** (art. L. 6222-25 du code du travail - Durée du travail des apprentis mineurs) (p. 10428). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du code du travail) - Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage) (p. 10430). - **Article 32 ter (nouveau)** (art. L. 6271-1 à L. 6271-6 [nouveaux] du code du travail - Ecoles de production) (p. 10435).

- *Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]* - (19 juillet 2016) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 13741, 13742).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 5** (*Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016*) (p. 17404).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 6** (*art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre Ier du livre Ier de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRES*) (p. 17405). (p. 17406). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 17415). (p. 17416).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469, 17470). - **Article 17** (*art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler*) (p. 17510, 17511). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17514).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) (p. 17530). - **Article 19** (*Participation des organismes complémentaires au financement de la rémunération des médecins*) (p. 17544). - **Article 19 bis (nouveau)** (*art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation*) (p. 17546).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 28** (p. 17585). - **Article 29** (*Objectifs de dépenses de la branche famille*) (p. 17587, 17588). - **Article 30 bis (nouveau)** (*art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Retraite anticipée des travailleurs handicapés*) (p. 17591). (p. 17592). (p. 17595). - **Article 36** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA, à la branche maladie du régime général et à la branche retraite du régime général*) (p. 17610). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 17612). (p. 17614). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 17621). - **Article 39 ter (nouveau)** (*art. L. 111-2, L. 115-6, L. 134-4, L. 160-1, L. 160-5, L. 160-10, L. 161-15-4, L. 161-16-1, L. 161-36-5 [nouveau], L. 325-1, L. 376-1 et L. 381-8 du code de la sécurité sociale - Protection universelle maladie*) (p. 17628). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17633). - **Article 40** (*Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans*) (p. 17636). (p. 17636). - **Article 43** (*art. L. 625 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1435-4-2 et L. 1435-4-3 du code de la santé publique - Création d'un avantage financier versé durant le congé maternité ou paternité des médecins conventionnés en secteur 1 ou adhérents au CAS*) (p. 17646). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17646). (p. 17647).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 17683). (p. 17684). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 17687). (p. 17687). - **Article 46** (*art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de*

la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17699). (p. 17699).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 3 bis A** (*Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement*) (p. 18689, 18690). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18694). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 18701). - **Article 8 ter** (*art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne*) (p. 18716). - **Article 8 sexies** (*art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne*) (p. 18721). (p. 18721, 18722). - **Article 8 decies (supprimé)** (*Définition à titre expérimental de délais raisonnables d'accès aux services de santé par le projet régional de santé*) (p. 18728). (p. 18728). - **Article 8 undecies (supprimé)** (*Rapport établissant une nouvelle cartographie des zones de déserts médicaux en milieu montagnard*) (p. 18730). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18735, 18736).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 18776). (p. 18777). (p. 18778). (p. 18779). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 87 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Rémunération prévue par un contrat de travail intermittent*) (p. 18779, 18780). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 18802). (p. 18803). - **Article 14** (*art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers*) (p. 18805). (p. 18805, 18806). (p. 18806). - **Article 14 bis A (nouveau)** (*art. L. 8-4 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Dispositif d'intermédiation locative en faveur des saisonniers*) (p. 18811, 18812).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 19** (*art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles*) (p. 18896). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18927). (p. 18929). (p. 18930). (p. 18930). - **Article 21 bis (supprimé)** (*art. L. 318-6 du code de l'urbanisme - Obligation d'information du syndic de copropriété en cas de mise en vente d'un lot situé dans le périmètre d'une opération de réhabilitation de l'immobilier de loisir*) (p. 18937). - **Article 23** (p. 18943, 18944). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18953, 18954).

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Les Républicains

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 14, 21, 28 janvier, 11, 12, 18 février, 9, 23, 24 mars, 5, 28 avril, 2 mai, 2, 13, 15, 16, 20, 22, 23, 24, 30 juin, 6, 19 juillet, 27, 29 septembre, 6, 12, 19 octobre, 3, 9, 17 novembre, 8, 12, 16 et 17 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 51 duodecies** (p. 597).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil national de Monaco** - (9 mars 2016) (p. 3949, 3950).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de députés de la Knesset** - (23 mars 2016) (p. 4439, 4440).

- **Décès de Jean-Marie Girault, ancien sénateur du Calvados** - (2 mai 2016) (p. 6180).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs roumains** - (15 juin 2016) (p. 9552).
- **Rappel au règlement** - (15 juin 2016) (p. 9553).
- **Hommage à Mme Michèle Kadi, directrice générale des missions institutionnelles** - (30 juin 2016) (p. 12088).
- **Clôture de la session ordinaire de 2015-2016** - (30 juin 2016) (p. 12088).

- **Question orale sans débat sur les étudiants en orthophonie** - (19 juillet 2016) (p. 13723, 13724). (p. 13724).
- **Clôture de la session extraordinaire 2015-2016** - (29 septembre 2016) (p. 14362).
- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Rappel au règlement** (p. 18745).

del PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de France - Série 2)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 643 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 863 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république d'Autriche relatif au statut juridique des personnels de l'armée fédérale autrichienne au cours de leur séjour dans la collectivité territoriale française de Guyane [n° 25 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 142 tome 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatiha Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Statut des forces en visite et coopération en matière de défense - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajelet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Groscurin, ambassadeur de France au Yémen.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Eric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Martin Kobler, chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Ouided Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2015.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Table ronde sur la diplomatie économique.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Royaume-Uni - Centres d'excellence et stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le gouvernement de la république d'Autriche relatif au statut juridique des personnels de l'armée fédérale autrichienne au cours de leur séjour dans la collectivité territoriale française de Guyane - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la république du Tadjikistan relatif à la construction d'une tour de contrôle sur l'aéroport de Douchanbé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle) (p. 3081, 3082). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales) (p. 3104).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-**

2016)] - (31 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 5015). (p. 5015).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 9240). (p. 9258). (p. 9259). (p. 9259). (p. 9261). (p. 9266). (p. 9269). (p. 9270).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (23 juin 2016) - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10396).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 12** (art. L. 330-1, L.330-3 (abrogé), L. 330-4, L. 330-6 et L.330-14 du code électoral - Coordinations relatives à l'élection des députés des Français de l'étranger - Droit de communication des listes électorales consulaires) (p. 10682).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16115, 16117).

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sécurité (sécurité et éducation routières) [n° 140 tome 3 vol. 2 annexe 30 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Groupes de travail - Désignation de membres.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique (« cluster ») sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des finances*) : Questions diverses - Débat d'orientation des finances publiques.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - Discussion générale (p. 86, 87).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - Article 51 ter (Texte non modifié par la commission) (art. 1395 B bis du code général des impôts - Restauration d'une exonération de taxe foncière au bénéfice des propriétés non bâties situées dans des zones humides) (p. 574). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 575).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2362, 2363).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2380, 2381).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016)**.

- **Mises au point au sujet de votes** - (3 mai 2016) (p. 6292).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6296, 6297).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12465, 12466).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (8 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 12594). - **Article 54 bis B (supprimé)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Élection de deux représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12597, 12598). - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12600).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13666, 13667).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16414, 16416).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18349, 18351).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19426, 19427).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19583). (p. 19588). (p. 19589). (p. 19590). (p. 19592). (p. 19595). (p. 19596). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 19604). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficiaire de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19606). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19630). (p. 19632). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19652). (p. 19658). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19670). (p. 19670). (p. 19673). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19686). - **Article 24 undecies** (art. 1382 F [nouveau] du code général des impôts - Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des installations de stockage des déchets) (p. 19691). (p. 19691). - **Article 26** (art. 1530 bis, 1638-0 bis et 1640 du code général des impôts, art. L. 2333-67, L. 5211-18 et L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Adaptation des dotations et compensations au regroupement des communes) (p. 19710). (p. 19711). (p. 19711). (p. 19712). (p. 19713). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19718). (p. 19719).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 19820). (p. 19820). (p. 19820). (p. 19821). (p. 19822). (p. 19822). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19832).

DELATRE (Francis)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 13 janvier 2016.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Membre suppléant du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Institut national du cancer au service de la soutenabilité financière de notre système de santé [n° 799 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 106 (2016-2017)] pour 2017 [n° 108 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Santé [n° 140 tome 3 annexe 29 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Désignation de membres.

Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renforcement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Union bancaire : renforcement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique (« cluster ») sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours

financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour la suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 56) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » -

Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 9, 11).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2367, 2369).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 mars 2016) (p. 4327).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6301, 6302).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8072, 8074).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (IV)** - (26 mai 2016) (p. 8730).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12466, 12467).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances** - (4 octobre 2016) (p. 14414).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14440).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16250).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 17367, 17368).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18403, 18404).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19457, 19458). - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19468). - **Article 12** (*Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance*) (p. 19497, 19498).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 21** (*art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Compte PME innovation*) (p. 19533, 19534).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19598, 19599). - **Article 23 octies (nouveau)** (*art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés*) (p. 19618). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19635). - **Article 24 ter (nouveau)** (*art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne*) (p. 19662).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19748). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 19758). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19765). (p. 19768). - **Article 31 bis (nouveau)** (*art. 39 decies du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017*) (p. 19776).

- **Nouvelle lecture [n° 250 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20916, 20917).

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Repenser le FNADT en faveur du développement rural [n° 838 (2015-2016)] (21 septembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Politique des territoires [n° 140 tome 3 annexe 23 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Programme de travail pour le premier semestre 2016.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2910). (p. 2920).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3874).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3957).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5685, 5686).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6302).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8356). (p. 8360).

- **Question orale sans débat sur le soutien financier spécifique à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale ruraux** - (19 juillet 2016) (p. 13725). (p. 13726).

- **Mises au point au sujet de votes** - (18 octobre 2016) (p. 15183, 15184).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18670, 18671). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18681). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18689). (p. 18690). (p. 18690). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18714). - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne) (p. 18717). (p. 18718). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18724, 18725). - **Article 8 undecies (supprimé)** (Rapport établissant une nouvelle cartographie des zones de déserts médicaux en milieu montagnard) (p. 18729). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18732, 18733). (p. 18734). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18737). - **Articles additionnels après l'article 9 quater** (p. 18743). (p. 18743).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18766). - **Articles additionnels après l'article 9 septies** (p. 18773). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18800). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18819).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18853). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18870). (p. 18870). (p. 18871). (p. 18871). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18907, 18908). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18911). (p. 18911). (p. 18912). (p. 18913). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18922).

DELEBARRE (Michel)
sénateur (Nord)
Socialiste et républicain

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du paquet « déchets » (COM (2015) 593 final, COM (2015) 594 final, COM (2015) 595 final et COM (2015) 596 final) [n° 323 (2015-2016)] (21 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil (COM (2016) 53 final) établissant un mécanisme d'échange d'informations en ce qui concerne les accords intergouvernementaux et les instruments non contraignants conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de l'énergie, et abrogeant la décision n° 994/2012/UE [n° 498 (2015-2016)] (24 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Juridictions administratives et juridictions financières [n° 146 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 5 décembre 2016.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme d'Europol et la coopération policière européenne [n° 178 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Paquet « Économie circulaire » - Examen du rapport et proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Delebarre et Claude Kern.

Institutions européennes - Présidence néerlandaise de l'Union européenne 2016 - Audition de M. Ed Kronenburg, ambassadeur des Pays-Bas en France.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et accords avec des pays tiers dans le domaine de l'énergie - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat depuis le 1er octobre 2015.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme d'Europol et coopération policière européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. Michel Delebarre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires** [n° 331 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2292, 2293).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord** - (12 mai 2016) (p. 7497).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires** [n° 706 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11976, 11977).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte** [n° 704 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12085).

DELGA (Carole)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire (jusqu'au 12 février 2016)

DEMESSINE (Michelle)

*sénatrice (Nord)
Communiste républicain et citoyen*

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 142 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entreprise Pentair et l'emploi** - (14 janvier 2016) (p. 214, 215).

- **Question orale sans débat sur l'accueil collectif des mineurs en refuge** - (26 janvier 2016) (p. 692). (p. 693).

- **Question orale sans débat sur la responsabilité des entreprises dans l'exposition de leurs salariés à l'amiante** - (15 mars 2016) (p. 4113, 4114). (p. 4114).

- **Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord** [n° 458 (2015-2016)] - (15 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4128).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4139, 4140).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 10188).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15191, 15192).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs détachés** - (15 décembre 2016) (p. 19435).

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie [n° 306 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 114 tome 6 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Examen des articles [n° 114 tome 7 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Tableau comparatif [n° 114 tome 8 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate pressentie pour le poste de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]* - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1633, 1634).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 17365, 17367).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 17612). (p. 17613). - **Article 37** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2017*) (p. 17615). - **Article 39** **quinquies (nouveau)** (*Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens*) (p. 17630). (p. 17630).

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (23 juin 2016).

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Vietnam, nouveau dragon asiatique ? [n° 135 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Norbert Ifrah, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 131, 132).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 459).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cancer des enfants** - (8 mars 2016) (p. 3880). (p. 3881).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4337).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 12** (art. 3 et 3 bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Transmission sous un format électronique de données pour la réalisation d'enquêtes statistiques obligatoires) (p. 5913). (p. 5913). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 5927). (p. 5928).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 43 (priorité)** (art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques) (p. 6019). (p. 6023).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 univies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7428).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9742). (p. 9761).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9838, 9839). (p. 9841). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps) (p. 9880). (p. 9881). - **Articles additionnels avant l'article 7 A** (p. 9887).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9990). - **Articles**

additionnels après l'article 10 A (p. 9993). (p. 9993). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9999).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 10138). (p. 10138). (p. 10138).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10414). - **Article 32** (art. L. 6241-5, L. 6241-9, L. 6242-6 et L. 6332-16 du code du travail - Ajustements du cadre juridique de la taxe d'apprentissage) (p. 10417). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10422). (p. 10422). (p. 10423).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes** - (13 octobre 2016) (p. 14983). (p. 14984).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16218). (p. 16219).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17376, 17377).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17509, 17510). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17514).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) (p. 17530).

Quatrième partie :

- (18 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 17677). (p. 17678). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 17682). (p. 17683). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 17692). (p. 17693). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17698). (p. 17699). (p. 17709). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17709). (p. 17710). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 17723). (p. 17723). - **Article 51** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-2, L. 162-16-5-3 [nouveau], L. 162-18 du code de la sécurité sociale et L. 5121-12 du code de la santé publique - Évolution du régime des ATU) (p. 17732). - **Article 52** (Adaptation du droit applicable au CEPS) (p. 17738). (p. 17740). (p. 17741). (p. 17741).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18458, 18459).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18550). - **Article unique** (p. 18560).

DEROMEDI (Jacky)
sénateur (Français établis hors de
France - Série 2)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis vice-présidente du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 413 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de fourniture numérique, COM(2015) 634 final, et la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens, COM(2015) 635 final [n° 436 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 329 (2015-2016)] ratifiant l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations [n° 852 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Vente à distance de biens - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'islam en France, laïcité et égalité entre hommes et femmes - Audition de Mme Dounia Bouzar, docteure en anthropologie, directrice générale du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des lois*) : Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (21 janvier 2016) - **Article 18** (*art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 444). - **Article 32 bis** (*art. L. 213-12 du code de l'environnement - Missions des établissements publics territoriaux de bassin, EPTB*) (p. 476). - **Article 33 A** (*chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage*) (p. 491, 492).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 588). - **Articles additionnels après l'article 51 undecies A** (p. 591, 592). - **Article 62** (*Habilitation à procéder par ordonnance pour modifier des dispositions relatives aux espaces maritimes*) (p. 634, 635). - **Article 68 sexies** (*art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement*) (p. 647). (p. 648).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 386 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3056, 3057).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1[nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers*) (p. 5055). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 18 du code de procédure pénale - Simplification de l'extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire*) (p. 5062). (p. 5062). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 5065). (p. 5065). - **Article 31 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 230-19, 706-53-7 et 774 du code de procédure pénale - Modifications d'accès relatives au fichier des personnes recherchées, au FIJAISV et au casier judiciaire*) (p. 5067). - **Article 31 quinquies** (*art. 41-4, 41-5, 99, 99-2, 373, 481, 493-1 [nouveau], 706-11, 706-148, 706-152, 706-157, 706-160, 706-161, 706-163, 706-164, 707-1 du code de procédure pénale - Transposition de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne et dispositions relatives à l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués*) (p. 5071). - **Article additionnel après l'article 31 decies** (p. 5075). (p. 5076). - **Article additionnel après l'article 32 D** (p. 5081). - **Article additionnel après l'article 32 E** (p. 5081).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** - *Deuxième lecture* [n° 578 (2015-2016)] - (12 mai 2016) - **Article 59 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*art. 153-31 du code de*

l'urbanisme - Ratification de l'ordonnance n° 2015-1174 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme (p. 7565).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 8119). - **Article 1er bis** (Rapport au Gouvernement sur la mise en œuvre de l'obligation prévue à l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime) (p. 8121). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 180-1, L. 180-2, L. 312-1, L. 315-2, L. 425-1, L. 515-3, L. 511-14 du code rural et de la pêche maritime - Plans régionaux de l'agriculture et de l'alimentation durables) (p. 8122). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Intégration au rapport sur la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise de considérations relatives à la consommation alimentaire durable) (p. 8124).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel) (p. 9891). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9914). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9918). (p. 9919). (p. 9919).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9973). (p. 9973).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10377).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10472). (p. 10472). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6323-16 du code du travail - Critères d'inscription sur les listes des formations éligibles au compte personnel de formation) (p. 10482). (p. 10483). - **Article 38** (art. L. 1254-9, L. 1255-11, L. 1255-14 à L. 1255-18 [nouveaux] et L. 5132-14 du code du travail et art. L. 5542-21 du code des transports - Sécurisation du portage salarial) (p. 10496). (p. 10497). - **Article 51** (art. L. 4412-2, L. 4741-9, L. 4754-1 [nouveau], L. 1233-30, L. 1253-6, L. 2143-7, L. 2313-11, L. 2314-10, L. 2315-12, L. 2323-18, L. 2323-24, L. 2324-8, L. 2324-12, L. 2326-5, L. 2392-2, L. 3172-1, L. 4132-3, L. 4154-2, L. 4526-1, L. 4613-1, L. 4614-8, L. 4614-11, L. 4616-2, L. 4721-1, L. 4721-2, L. 6225-4, L. 7413-3, L. 7421-2, L. 7424-3, L. 2325-19, L. 6361-5, L. 6363-1, L. 7122-18, L. 7232-9, L. 8113-1, L. 8113-2, L. 8113-4, L. 8113-5, L. 8271-14, L. 3171-3, L. 4612-7, L. 3221-9, L. 4711-3, L. 4744-7, L. 5424-16, L. 5213-5, L. 8112-3, L. 8113-3, L. 8113-8, L. 8123-6, L. 4311-6, L. 8271-1-2, L. 4721-4, L. 4721-5, L. 8114-2, L. 8271-19, L. 8223-1-1, L. 1263-3, L. 1263-6, L. 8291-2, L. 4624-3 et L. 8123-1 du code du travail ; art. L. 1324-10, L. 1325-1 [nouveau], L. 5243-2-3, L. 5541-3 [nouveau], L. 5544-18, L. 5544-31, L. 5548-1 à L. 5548-4, et L. 5641-1 et du code des transports - Organisation et compétences de l'inspection du travail) (p. 10577). (p. 10580). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10580). (p. 10581). (p. 10581).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 juillet 2016) (p. 12111).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

[n° 713 (2015-2016)] - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12128, 12129). - **Article 3** (*Missions de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12141). (p. 12143). (p. 12143). - **Article 4** (*Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12144). (p. 12144). (p. 12145). (p. 12145). - **Article 6 A** (p. 12159). (p. 12160). - **Article 6 C** (*Procédure de signalement des alertes éthiques*) (p. 12168). (p. 12168).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12205). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12222). (p. 12223). (p. 12223). (p. 12223). (p. 12223, 12224). (p. 12224).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 47 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1, L. 611-2, L. 612-1 et L. 612-15 du code de la propriété intellectuelle - Extension des missions de l'Institut national de la propriété industrielle à l'accompagnement des entreprises et amélioration de la protection accordée dans le cadre du certificat d'utilité et dès le dépôt d'une demande de brevet) (p. 12536). (p. 12536). - **Article 48 bis (priorité) (supprimé)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Autorisation temporaire de poursuite d'activité pour les laboratoires de biologie médicale ayant déposé une demande d'accréditation mais non encore accrédités) (p. 12537). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 287 et 1695 du code général des impôts - Régime de la déclaration à l'importation de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12539). (p. 12539). (p. 12539). - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 12550). (p. 12550).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 13483). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L. 163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 13494).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14028, 14029).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (Création d'une réserve citoyenne consulaire à l'étranger) (p. 14429). - **Article 8 bis** (art. L. 123-16-2, L. 821-3, L. 821-6-1, L. 822-14 du code de commerce ; art. L. 241-2, L. 719-13, L. 771-1, L. 773-1, et L. 774-1 du code de l'éducation ; art. 19-8 et 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ; art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire ; art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Clarification de diverses dispositions relatives à l'appel à la générosité publique) (p. 14436, 14437).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 15 sexies** (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations) (p. 14512).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 17481). (p. 17483). - **Article 14** (art. L. 133-1, L. 133-4-2, L. 133-4-9, L. 136-5, L. 242-1-1, L. 242-11, L. 243-2, L. 243-3-1 et L. 651-7 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des créances en matière de travail illégal et adaptation des sanctions en matière de fraude) (p. 17493, 17494). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 17494). (p. 17496).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17546).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 27** (art. L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6, L. 581-10, L. 582-1 et L. 582-2 [nouveaux], L. 583-3, L. 583-5 [nouveau], et L. 755-3 du code de la sécurité sociale, art. 373-2-2 du code civil et art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires - Recouvrement des créances de pensions alimentaires) (p. 17576). (p. 17577). (p. 17580). (p. 17580). (p. 17580). (p. 17580). (p. 17581). (p. 17581).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17669). - **Article 44** (art. 66 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 ; art. L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 133-4, L. 162-22-6-1 [nouveau], L. 162-22-7, L. 162-22-8-1, L. 162-22-8-3 [nouveau], L. 162-22-9-1, L. 162-22-10, L. 162-22-12, L. 162-22-15, L. 162-25, L. 162-27, L. 162-30-4 et L. 174-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6312-1 du code de la santé publique ; art. L. 2223-43 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du financement des établissements de santé au développement de certaines activités) (p. 17680). - **Article 45** (art. L. 162-22-8-2, L. 162-23-4, L. 162-23-15 [nouveau], L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6111-3-1 du code de la santé publique ; art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Financement des activités de soins de suite et de réadaptation) (p. 17689). (p. 17690, 17691). (p. 17691). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 17692).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 15** (art. L. 16 B du livre des procédures fiscales - Simplification du droit de visite en matière fiscale) (p. 19507). (p. 19508). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 19525). (p. 19526). (p. 19526). (p. 19527). (p. 19528). (p. 19528). - **Article 21** (art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Compte PME innovation) (p. 19534). - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19546). (p. 19546, 19547).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19572). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19585). (p. 19591). - **Article additionnel après l'article 23 quater** (p. 19607). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 19614). (p. 19615). (p. 19615). (p. 19615). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19620). (p. 19621, 19622). (p. 19622). (p. 19622). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19630). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19644). (p. 19645). (p. 19650). (p. 19650). (p. 19654, 19655). (p. 19655). (p. 19655). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19668). (p. 19669). (p. 19669). (p. 19676). (p. 19678). (p. 19678). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19682). (p. 19682). (p. 19683). (p. 19686). (p. 19687). (p. 19687). (p. 19687). - **Article 24 undecies** (art. 1382 F [nouveau] du code général des impôts - Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des installations de stockage des déchets) (p. 19691). (p. 19691). - **Article additionnel après l'article 24 terdecies** (p. 19697). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19715). (p. 19716). (p. 19719).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19738). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19750). (p. 19751). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 19755). (p. 19755). (p. 19756). (p. 19756). (p. 19756). (p. 19756). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19763). (p. 19768). (p. 19769). (p. 19769). (p. 19772, 19773). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 19776, 19777). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 19779). (p. 19781). (p. 19781). (p. 19782). (p. 19783). - **Article 35** (art. 1609 octotricies du code général des impôts - Création d'une contribution pour l'accès au droit et à la justice) (p. 19800). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 19829).

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Présidente de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports jusqu'au 3 décembre 2016.

Membre titulaire du collège du comité consultatif des jeux et de la commission consultative des jeux de cercle et de casinos jusqu'au 3 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 140 tome 3 vol. 2 annexe 10 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de

MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puyperoux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** [n° 333 (2015-2016)] - (4 février 2016) - auteur de la proposition de loi et de la proposition de loi organique - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2374, 2375). - **Annexe** (p. 2388). (p. 2390). (p. 2391).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes** [n° 334 (2015-2016)] - (4 février 2016) -

Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016).

- **Question orale sans débat sur le recouvrement de la taxe d'aménagement** - (15 mars 2016) (p. 4095, 4096). (p. 4096).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 11 (suppression maintenue)** (*Demande de rapports*) (p. 4504, 4505). (p. 4505).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4539). (p. 4541). - **Article 15** (*art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale*) (p. 4559). (p. 4560). (p. 4561). (p. 4563). (p. 4564). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4564). (p. 4565). (p. 4566). (p. 4566). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 4569). (p. 4569). (p. 4570). (p. 4570). (p. 4570). (p. 4571). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-1, L. 211-3, L. 213-1 et L. 321-1 du code de l'environnement - Renforcer la prise en compte des problématiques conchylicoles en matière de police de l'eau et de réglementation territoriale*) (p. 4572). (p. 4573). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4576). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcer le degré de compatibilité entre les schémas de cohérence territoriale et les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine*) (p. 4578). (p. 4579).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7250, 7252).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8967, 8969).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016).**

- **Question orale sans débat sur les compétences des stations classées en matière de tourisme** - (11 octobre 2016) (p. 14745, 14746). (p. 14747).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18279).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18412, 18413).

DESESSARD (Jean)

*sénateur (Paris)
Écologiste*

Secrétaire du Sénat jusqu'au 12 mai 2016.

Président du groupe écologiste à compter du 4 mai 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 17 mars 2016 ; nouvelle nomination du 13 mai 2016 au 5 octobre 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 2 mai 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances jusqu'au 23 mars 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis vice-président le 31 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)] (2 février 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Dominique Bureau, président de l'Autorité de la statistique publique (ASP).

Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean-Éric Hyafil du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Georges Tissé, directeur des affaires sociales de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Audition de Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Fondation iFRAP).

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Audition de représentants d'organisations représentatives de salariés.

Réunion du jeudi 15 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de MM. Emmanuel Amon et Sébastien Rouchon du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD).

Audition de représentants des associations de lutte contre l'exclusion.

Réunion du jeudi 22 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, ancien haut-commissaire aux solidarités actives.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Audition de M. Philippe Vasseur, commissaire spécial pour la revitalisation industrielle de la région Hauts-de-France.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée** - *Commission mixte paritaire* [n° 355 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3142).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3195, 3196). (p. 3203, 3204).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3951, 3952). - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3962). (p. 3966). (p. 3966, 3967). (p. 3968, 3969). (p. 3971).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4021, 4022).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 mars 2016) (p. 4030).

- **Rappel au règlement** - (17 mars 2016) (p. 4270, 4271).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] (*suite*) - (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4577). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4590). (p. 4591). (p. 4592). (p. 4592). (p. 4593). - **Article additionnel après l'article 22 quater** (p. 4598). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4602, 4603).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5878, 5879).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur EDF** - (3 mai 2016) (p. 6287, 6288).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6315, 6316).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base** [n° 353 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8104, 8106).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - **Article 5 (supprimé)** (*art. L. 121-82-1 du code de la consommation - Application de la mention « fait maison » à la restauration collective*) (p. 8124, 8125). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8127).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9202, 9203).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9399, 9400).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Article 1er quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4612-3 du code du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et prévention des agissements sexistes*) (p. 9494, 9495). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9497). - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6,*

L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9535, 9536).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9574, 9575). (p. 9584). (p. 9608). (p. 9616, 9617). (p. 9620, 9621). (p. 9638, 9639). (p. 9646). (p. 9649). (p. 9650). (p. 9655). (p. 9660). (p. 9664, 9665).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9711). (p. 9712). (p. 9716). (p. 9718). (p. 9721). (p. 9722). (p. 9742). - **Rappel au règlement** (p. 9744). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9749). (p. 9754). (p. 9756). (p. 9760).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques (p. 9865). (p. 9868). - **Article 4** (art. L. 3151-1,

L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps (p. 9879). - **Article 7 C (nouveau)** (art. L. 2326-1 du code du travail - Généralisation de la délégation unique du personnel) (p. 9898). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels) (p. 9904, 9905). (p. 9906). (p. 9909). (p. 9910). (p. 9913). - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9924).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) (p. 9965). (p. 9966). (p. 9969, 9970). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9976). (p. 9977). (p. 9979). (p. 9979). (p. 9980). (p. 9981). (p. 9982). (p. 9984, 9985). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9995, 9996). (p. 10005). (p. 10008). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10012). (p. 10013). (p. 10016). (p. 10024). (p. 10029). - **Article 13** (art. L. 2232-5-1 [nouveau], L. 2232-9, L. 2261-19 du code du travail - Définition de l'objet de la négociation de branche et création des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation) (p. 10040). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles) (p. 10046). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 10049). - **Article 15** (art. L. 1311-18 [nouveau] et L. 2144-3 du code général des collectivités locales - Sécurisation de la mise à disposition de locaux par les collectivités territoriales au profit d'organisations syndicales) (p. 10051). (p. 10052).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10147).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10248). (p. 10256, 10257). - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10285). (p. 10285). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10286, 10287). (p. 10287). - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10304). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10309). (p. 10311). (p. 10311). (p. 10312). - **Article 29** (art. L. 2232-10-1 du code du travail - Généralisation de la possibilité pour un accord de branche étendu de contenir des accords types à l'attention des petites entreprises) (p. 10315). (p. 10317). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10323).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10345). (p. 10350). (p. 10351, 10352). (p. 10354). (p. 10354). (p. 10357). - **Article 30 bis A**

(nouveau) (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10382). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10390). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10396). - **Article 32 B (nouveau)** (art. L. 313-1, L. 331-7 et L. 333-1 du code de l'éducation - Information sur l'apprentissage et découverte des métiers) (p. 10400). - **Article 32 D (nouveau)** (art. L. 421-1 et L. 421-2 du code de l'éducation - Présidence du conseil d'administration des lycées professionnels) (p. 10404). - **Article 32 I (nouveau)** (art. L. 3163-2 et L. 6222-26 du code du travail - Travail de nuit des apprentis mineurs) (p. 10410). - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10415). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10421). - **Article 32 bis C (nouveau)** (art. L. 6222-25 du code du travail - Durée du travail des apprentis mineurs) (p. 10427). - **Article 32 ter (nouveau)** (art. L. 6271-1 à L. 6271-6 [nouveaux] du code du travail - Ecoles de production) (p. 10434).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10633, 10634).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12244). (p. 12247). (p. 12252). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12260). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (Nouvelles compétences de la société Tunnel Euralpin pour la réalisation de la ligne ferroviaire Lyon-Turin - Relations entre l'État et cette société) (p. 12267, 12268).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13745, 13746).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13822, 13823). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13841). - **Article 12 (nouveau)** (p. 13844).

- **Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]** - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13892, 13893).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14996, 14997).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Article 47** (p. 15109). (p. 15112). - **Articles additionnels après l'article 56 ter** (p. 15132). (p. 15133). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15138). (p. 15141). - **Article additionnel après l'article 60** (p. 15143, 15144). (p. 15144). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 15147). - **Article 61 bis (supprimé)** (art. L. 1131-2 [nouveau] du code du travail - Formation à la non-discrimination à l'embauche) (p. 15149, 15150). - **(supprimé)** (p. 15154). (p. 15155). (p. 15157). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 15157, 15158). (p. 15159). (p. 15160). (p. 15160, 15161). (p. 15161). (p. 15161). (p. 15162). (p. 15162). - **Article 67 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 481-1 du code de l'action sociale et des familles - Reconnaissance du métier de médiateur

social dans le code de l'action sociale et des familles) (p. 15163). (p. 15163). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 15164). (p. 15164). (p. 15165). (p. 15165). (p. 15166).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord économique et commercial global avec le Canada (CETA)** - (27 octobre 2016) (p. 16398).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16461, 16462). - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers) (p. 16478). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16508).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décret instituant un fichier commun aux passeports et aux cartes d'identité** - (3 novembre 2016) (p. 16641). (p. 16642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement de grève des personnels infirmiers** - (8 novembre 2016) (p. 17041). (p. 17041, 17042).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17383, 17384).

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 3** (Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESPP au titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap) (p. 17399). - **Article 5** (Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016) (p. 17403, 17404).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17420). (p. 17420). (p. 17421). (p. 17421). - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426). - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre Ier, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants) (p. 17430, 17431).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17463, 17464).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3, L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L. 413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2 et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 viciés, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge

par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17553).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (Objectifs de dépenses de la branche famille) (p. 17587). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 17592, 17593). (p. 17594). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 17602). (p. 17602). (p. 17602). - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17606). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 17608). (p. 17609). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 17611). (p. 17612). (p. 17613). (p. 17613). - **Article 37** (Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2017) (p. 17615, 17616). - **Article additionnel après l'article 38 bis** (p. 17623). (p. 17623). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 17625). - **Article 41** (art. L. 3411-9 du code de la santé publique - Délivrance par les CAARUD de produits de santé correspondant à leurs missions) (p. 17637, 17638). (p. 17638). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 17642, 17643). (p. 17643). (p. 17643, 17644). (p. 17644). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17650).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17708). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 17743). (p. 17743). (p. 17743, 17744). (p. 17744). - **Article 55** (ONDAM 2017) (p. 17752). - **Article 57** (art. L. 815-7 et L. 815-8 du code de la sécurité sociale - Transfert de la gestion du Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, SASPA, à la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, CCMSA) (p. 17754). - **Vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 17759).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18456, 18457).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18630, 18631).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18676). (p. 18677). (p. 18682). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18694). - **Article 5** (art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne) (p. 18698). (p. 18699). (p. 18699). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme -

Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18705). - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Convention interrégionale de massif) (p. 18708). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18716). - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne) (p. 18718). - **Article 8 quinquies A (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Prise en compte du classement en zone de montagne pour les règles d'accessibilité au réseau de La Poste) (p. 18720). - **Articles additionnels après l'article 8 nonies** (p. 18726).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18765). - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18771). - **Article 9 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. 25 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Prise en compte des contraintes géographiques spécifiques aux zones de montagne lors de l'encadrement de la puissance d'émission des services de radios) (p. 18773). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18833). (p. 18834, 18835).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18883, 18885).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20853, 20854).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20878).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Commission mixte paritaire [n° 169 (216-217)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20940).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20952, 20953).

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis vice-présidente le 31 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Promouvoir l'excellence sanitaire française dans l'océan Indien [n° 738 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) :

Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'islam en France, laïcité et égalité entre hommes et femmes - Audition de Mme Dounia Bouzar, docteure en anthropologie, directrice générale du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Larabi Becheri, directeur adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Franck Jarno, sous-directeur des formations et de l'insertion professionnelle, Mme Catherine Malinie, cheffe du département des écoles supérieures et de l'enseignement supérieur privé, MM. Sébastien Colliat (sous-direction de l'enseignement privé) et Thomas Lewin (direction des affaires financières) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 22 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, ancien haut-commissaire aux solidarités actives.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la pénurie de médecins en Eure-et-Loir - (9 février 2016) (p. 2484, 2485). (p. 2485).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2937).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences envers les policiers** - (12 mai 2016) (p. 7498). (p. 7499).
- **Question orale sans débat sur la téléprotection grave danger** - (19 juillet 2016) (p. 13724). (p. 13725).

DÉSIR (Harlem)
secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journaliste expulsée de Chine** - (14 janvier 2016) (p. 219).
- **Question orale sans débat sur la politique européenne d'identification des migrants** - (26 janvier 2016) (p. 691, 692). (p. 692).
- **Question orale sans débat sur l'accueil collectif des mineurs en refuge** - (26 janvier 2016) (p. 692, 693).
- **Question orale sans débat sur l'augmentation importante des demandes d'asile en Guyane** - (26 janvier 2016) (p. 693, 694).
- **Question orale sans débat sur l'intégrité scientifique** - (26 janvier 2016) (p. 694, 695).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur une intervention en Libye** - (2 février 2016) (p. 2151, 2152).
- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Annexe** (p. 2387). (p. 2389). (p. 2390). (p. 2391). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Mesures particulières au Défenseur des droits et au Contrôleur général des lieux de privation de liberté) (p. 2392). - **Article 7** (Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2393). - **Article 10** (Indépendance et réserve des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2394). - **Article 11** (Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2394). (p. 2395). (p. 2396). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 2398). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-1 du code monétaire et financier, art. 17 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, art. L. 1412-2 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010, art. L. 2312-1 du code de la défense, art. L. 212-6-7 du

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16099, 16100).
- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16209). (p. 16209). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16219, 16220). (p. 16220).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 17641).

code du cinéma et de l'image animée, art. L. 751-7 du code de commerce, art. L. 121-1 du code de l'environnement et art. L. 331-12 du code de la propriété intellectuelle - **Suppression de la qualité d'autorité administrative indépendante des entités non énumérées en annexe de la proposition de loi** (p. 2400). (p. 2401). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 2402). - **Article 30** (art. L. 130, L. 131, L. 132, L. 133 et L. 135 du code des postes et des communications électroniques - **Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**) (p. 2403). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. 34, 35, 36, 37 et 41 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 - **Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des jeux en ligne**) (p. 2404). - **Article 33** (art. L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-5-1, L. 621-5-2 et L. 621-19 du code monétaire et financier - **Coordinations relatives à l'Autorité des marchés financiers**) (p. 2406). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 2407). - **Article 36** (art. L. 831-1, L. 832-1 [abrogé], L. 832-2, L. 832-3, L. 832-4 [abrogé] et L. 833-9 du code de la sécurité intérieure - **Coordinations relatives à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement**) (p. 2408). - **Article 38** (art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 - **Coordinations relatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques**) (p. 2408). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 821-1, L. 821-3, L. 821-3-1 et L. 821-5 du code de commerce - **Coordinations relatives au Haut conseil du commissariat aux comptes**) (p. 2410). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 2410). - **Article 47** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 - **Commissions permanentes compétentes pour la nomination à la présidence des autorités**) (p. 2413). - **Article 49** (Modalités d'entrée en vigueur) (p. 2413).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6221-7-1, L.O. 6321-7-1 et L.O. 6431-6-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. 13-2 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, art. 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 et art. 196 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 - **Incompatibilités électorales applicables aux membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes**) (p. 2416). - **Article 4** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 - **Soumission de la nomination des présidents des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes à l'avis des commissions parlementaires**) (p. 2418).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réunion à Rome des pays fondateurs de l'Union européenne** - (11 février 2016) (p. 2726).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (11 février 2016) (p. 2727).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réunion du Conseil européen sur le « Brexit »** - (16 février 2016) (p. 2891, 2892).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2989, 2991). (p. 3001, 3004). (p. 3005). (p. 3005, 3006). (p. 3006). (p. 3006). (p. 3007). (p. 3008). (p. 3008). (p. 3009). (p. 3009). (p. 3010). (p. 3010, 3011). (p. 3011). (p. 3011, 3012). (p. 3012).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4148, 4150). (p. 4159, 4163). (p. 4163, 4164). (p. 4164). (p. 4165). (p. 4165, 4166). (p. 4166). (p. 4167). (p. 4168). (p. 4168, 4169).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie concernant les migrants** - (22 mars 2016) (p. 4320, 4321).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie** - (22 mars 2016) (p. 4321).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la situation du Haut-Karabagh** - (5 avril 2016) (p. 5121, 5122).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit du Haut-Karabagh** - (3 mai 2016) (p. 6291, 6292).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur l'accueil des réfugiés** - (12 mai 2016) (p. 7489, 7490).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Centrafrique** - (12 mai 2016) (p. 7496).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9241, 9243). - **Question préalable** (p. 9247). - **Discussion générale** (p. 9259). (p. 9259). (p. 9259, 9260). (p. 9260). (p. 9261). (p. 9264). (p. 9266, 9267). (p. 9268). (p. 9269). (p. 9271).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10157, 10159). (p. 10170, 10173). (p. 10174). (p. 10174). (p. 10175). (p. 10175, 10176). (p. 10176). (p. 10177). (p. 10177). (p. 10178). (p. 10178, 10179).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suite du référendum au Royaume-Uni** - (23 juin 2016) (p. 10358, 10359).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (23 juin 2016) (p. 10367).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16122, 16123).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16124, 16126). (p. 16138, 16140). (p. 16140). (p. 16141). (p. 16141). (p. 16142). (p. 16142, 16143). (p. 16143).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord économique et commercial global avec le Canada (CETA)** - (27 octobre 2016) (p. 16398, 16399).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (8 novembre 2016) (p. 17042).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la résolution relative à Jérusalem par l'UNESCO** - (8 novembre 2016) (p. 17045).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (1er décembre 2016) (p. 18470, 18471).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique étrangère** - (1er décembre 2016) (p. 18475).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18782, 18784). (p. 18795, 18798). (p. 18798).

DESPLAN (Félix)
sénateur (Guadeloupe)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil du service militaire adapté.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (commission des lois) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique des titres de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Christian Belhôte, secrétaire général de la première présidence de la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des représentants de la Commission européenne.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition du Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) et d'associations de producteurs de Guadeloupe.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expansion du virus Zika** - (2 février 2016) (p. 2155).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3959).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6258).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 2** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 10133). (p. 10133).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 7** (p. 17413, 17414).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18311). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3441-2, L. 4433-4-1, L. 7153-2 et L. 7253-2 du code général des collectivités territoriales - Champ géographique de l'action extérieure des départements et des régions d'outre-mer et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 18315). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3441-2, L. 4433-4-1, L. 7153-2 et L. 7253-2 du code général des collectivités territoriales - Champ géographique de l'action extérieure des départements et des régions d'outre-mer et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 18316). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18321).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19786). (p. 19787). (p. 19792). (p. 19794).

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière jusqu'au 3 mars 2016.

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'éducation routière le 5 octobre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Défendre les principes, veiller à l'intérêt des enfants - Quelle réponse apporter au contournement du droit français par le recours à l'AMP et à la GPA à l'étranger ? [n° 409 (2015-2016)] (17 février 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle [n° 717 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 796 (2015-2016)] de modernisation de la justice du XXI^e siècle [n° 839 (2015-2016)] (21 septembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] (28 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 146 tome 9 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Projection du film *Des femmes et des hommes*, de Frédérique Bedos, suivie d'un débat.

(*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Eric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXIe siècle - Auditions sur le changement d'état civil des personnes transsexuelles.

Modernisation de la justice du XXIe siècle - Auditions sur le divorce « conventionnel » par consentement mutuel.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Eric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXIe siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition commune de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), et de M. Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste** [n° 336 (2015-2016)] - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2141).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution** [n° 258 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2283).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2777). (p. 2778). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2804). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2823).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités pour l'accueil des réfugiés** - (16 février 2016) (p. 2889).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle** [n° 390 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Article 1er** (*art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle*) (p. 3080). (p. 3080).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) -

Article 1er (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3963).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités** [n° 517 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5692).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 507 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5716, 5717).

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5922).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs** [n° 257 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8061, 8062).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** - (31 mai 2016) (p. 8905).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** [n° 461 (2015-2016)] - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9015, 9016).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales** [n° 688 (2015-2016)] - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10655).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** - *Nouvelle lecture* [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13919).

- Rapporteur - **Article 4** (*ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. 22 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, art. L. 114-1 [nouveau], L. 211-4, L. 213-1 à L. 213-10 [nouveaux] du code de justice administrative, art. L. 422-1 et L. 422-2 du code des relations entre le public et l'administration et art. 2-1 de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics - Extension du champ de la médiation administrative*) (p. 13929). (p. 13929, 13930). (p. 13930). - **Article 4 bis (supprimé)** (*art. 373-2-10 du code civil - Interdiction d'injonction de médiation familiale en cas de violences intrafamiliales*) (p. 13931). (p. 13931). - **Article 4 ter** (*Poursuite de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire avant saisine du juge aux affaires familiales pour modifier les modalités d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 13932). (p. 13932). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 22-1 A [nouveau] de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Création d'une liste des médiateurs inscrits près la cour d'appel*) (p. 13933). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative à la mise en état de l'affaire*) (p. 13933). - **Article 8** (*art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission*

départementale d'aide sociale) (p. 13940). (p. 13941). (p. 13942). (p. 13942). - **Article 13 bis A** (art. 17 et 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Obligation de transmission au Conseil national des barreaux de la liste des avocats inscrits au tableau de l'ordre et création d'un annuaire national des avocats) (p. 13945). - **Article 13 bis** (art. L. 123-4 du code de l'organisation judiciaire - Mutualisation des effectifs de greffe) (p. 13946). (p. 13946). - **Article 13 ter (supprimé)** (art. L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un corps de juristes assistants auprès des juridictions judiciaires) (p. 13947). - **Article 14 bis** (chapitre 1er et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13949). - **Article 14 sexies** (art. 1er, 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-5, 24-7 et le chapitre III bis de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; chapitre 1er bis du titre V du livre II du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 13953). - **Article 14 septies** (art. 2, 19, 20 et 20-10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Généralisation du cumul des mesures éducatives et des condamnations pénales) (p. 13954). (p. 13955). - **Article 15 A** (art. L. 121-3, L. 121-6 [nouveau], L. 130-9, L. 143-1, L. 221-2-1 [nouveau] et L. 325-1-2 du code de la route, art. 138, 530-3, art. 530-6 et 530-7 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Lutte contre l'insécurité routière) (p. 13958). - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13960). (p. 13961). - **Article 15 bis A** (art. L. 221-2, L. 324-2 du code de la route et art. 495-17 à 495-24 [nouveaux] du code de procédure pénale - Application de la procédure de l'amende forfaitaire à certains délits routiers) (p. 13963). - **Article 15 bis B** (art. L. 223-10 et L. 223-11 [nouveaux], L. 225-1, L. 225-3, L. 225-4, L. 225-5 et L. 311-2 et L. 322-1-1 [nouveaux] du code de la route - Mesures de lutte contre les contournements de la loi en matière de contrôle automatisé des infractions routières) (p. 13965, 13966). (p. 13966). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13967). - **Article 15 septies (supprimé)** (art. L. 451-2, L. 452-1 à L. 452-6 [nouveaux] et intitulés des chapitres 1er et II [nouveaux] du titre V du livre IV du code de l'organisation judiciaire - Réexamen en matière civile des décisions relatives à l'état des personnes en cas de condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 13977). (p. 13977). - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13979). - **Article 17 ter** (art. 229, 229-1 à 229-4 [nouveaux], 230, 247, 260, 262, 262-1, 265, 278, 279, 296 et 373-2-13 du code civil, art. L. 111-3 et L. 213-1 du code des procédures civiles d'exécution, L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6 et L. 581-10 du code de la sécurité sociale, art. 199 octodécies et 1691 bis du code général des impôts, art. 227-3 et 227-6 du code pénal, art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires, et art. 10 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Divorce conventionnel par consentement mutuel) (p. 13985). (p. 13989, 13990). (p. 13991). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49, 53 et 61 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 13992, 13993). - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 13995, 13996). (p. 13997). (p. 14002, 14003). - **Article 18 quinquies** (art. 61-3-1 [nouveau], 61-4, 311-23 et 311-24-1 [nouveau] du code civil et art. 5, 7-1 [nouveau] et 10 de l'ordonnance n° 2000-218 du

8 mars 2000 fixant les règles de détermination des nom et prénoms des personnes de statut civil de droit local applicable à Mayotte - Simplification de la procédure de changement de nom et de prénom lorsque la personne possède des noms et prénoms régulièrement acquis à l'étranger) (p. 14004).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 18 sexies (supprimé)** (art. L. 711-5, L. 711-8, L. 712-2, L. 722-3, L. 722-9, L. 722-14, L. 722-16, L. 724-1 à L. 724-4, L. 731-1, L. 731-3, L. 732-4, L. 733-2, L. 733-4, L. 733-6 à L. 733-17, L. 741-1 à L. 741-9, L. 742-1, L. 742-2, L. 743-1, L. 752-2, L. 752-3 et L. 761-1 du code de la consommation - Suppression de l'homologation judiciaire de certaines décisions des commissions de surendettement) (p. 14076). - **Article 19** (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun) (p. 14078). - **Article 20** (Objet de l'action de groupe) (p. 14079). - **Article 21** (Qualité pour agir) (p. 14080). (p. 14080). - **Article 31** (Homologation de l'éventuel accord d'indemnisation entre le demandeur et le défendeur et sanction des manœuvres dilatoires) (p. 14082). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - Organisation de l'action de groupe devant le juge administratif) (p. 14085). - **Article 44** (art. 1er, 2, 4, 10 et 11 [nouveau] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations et art. 225-1 du code pénal - Modification de la législation relative aux discriminations et application du régime de l'action de groupe aux discriminations) (p. 14087). (p. 14088). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 14090, 14091). (p. 14091, 14092). - **Article 45 bis** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-5 du code de justice administrative - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur public) (p. 14093). (p. 14093). - **Article 45 ter (supprimé)** (art. L. 142-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'une action de groupe destinée à réparer les préjudices individuels causés à des personnes physiques ou morales par des dommages environnementaux) (p. 14095). - **Article 45 quater (supprimé)** (art. L. 1143-1 à L. 1143-6, L. 1143-11 à L. 1143-22 et L. 1526-10 [nouveau] du code de la santé publique - Intégration de l'action de groupe en matière de santé au régime commun de l'action de groupe) (p. 14096). - **Article 45 quinquies (supprimé)** (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Création d'une action de groupe destinée à faire cesser un manquement aux règles relatives à la protection des données personnelles) (p. 14097). - **Article 46** (Maintien du régime spécifique de l'action de groupe en matière de consommation et application des actions de groupe en matière de discrimination et d'environnement aux faits postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 14098). - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-7, L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 723-13, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 à L. 724-3-3 [nouveaux], L. 724-4, L. 731-4 et L. 732-6 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 14103). - **Article 47 bis (suppression maintenue)** (art. 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Extension de la compétence de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique aux magistrats judiciaires et aux juges consulaires) (p. 14104). - **Article 50** (art. L. 234-1, L. 234-4, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-13, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 626-3, L. 626-10, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 642-2, L. 645-1, L. 645-11, L. 653-1, L. 670-6, L. 910-1, L. 936-1, L. 950-1 et L. 956-1 du code de commerce, art. L. 2332-4 [nouveau] du code civil, L. 351-4, L. 351-6 et L. 375-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 931-28 du code de la sécurité sociale - Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté) (p. 14110). (p. 14110). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 492-2, L. 492-3, L. 492-4 et L. 492-7 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de l'élection des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux au profit d'une désignation par les organisations représentatives) (p. 14111). - **Article 53** (Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 14118). (p. 14118). (p. 14118). (p. 14118). - **Article 54** (Conditions d'entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 14120). (p. 14120).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14508). - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes) (p. 14522).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) -

Discussion générale (p. 14995, 14996). - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15006).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17124).

DIDIER (Évelyne)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis vice-présidente le 29 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique jusqu'au 15 décembre 2016.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis vice-présidente du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur le déplacement de la commission au Svalbard.

Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du lundi 18 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. René-Louis Perrier, Président de l'éco-organisme Ecologic.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

(*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du jeudi 21 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Bertrand Bohain, délégué général du Cercle national du recyclage.

Audition de M. Vincent Lafèche, président-directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Audition de représentants de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP).

Réunion du vendredi 9 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Gérard Cote, professeur de l'École nationale supérieure de chimie de Paris.

Audition de M. Jean-Lionel Laccourreye, président du Syndicat interprofessionnel du reconditionnement et de la régénération des matériels informatiques, électroniques et télécoms (SIRRMET).

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Arnaud Gossement, avocat, Mme Marthe Lucas, maître de conférences à l'université d'Avignon, et M. François-Guy Trébulle, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), de Coordination rurale, de la Confédération paysanne et de Jeunes agriculteurs.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 229, 230).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 256, 258). - **Article 1er** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité*) (p. 296). - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 303). (p. 304). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 411-5 du code de l'environnement - Introduction des sols dans les inventaires du patrimoine naturel*) (p. 327).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 340). (p. 342). (p. 343, 344). (p. 345). (p. 348). (p. 350). - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 355). (p. 358). (p. 358). - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 374). (p. 382). - **Article 11 bis (supprimé)** (*Rapport sur le périmètre de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 393). (p. 393). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 393). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Règles de gestion pour les personnels contractuels de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 394). - **Article 18** (*art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 412).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions spécifiques pour les ressources génétiques des espèces domestiques et cultivées et les espèces végétales sauvages apparentées*) (p. 454). (p. 455). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 459). - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 142-1 du code de l'urbanisme - Compatibilité de la politique des espaces naturels sensibles avec le schéma régional de cohérence écologique*) (p. 472). - **Article 33 A** (*chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage*) (p. 487). (p. 488). (p. 489). (p. 492, 493). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 516). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (*art. L. 111-6-1 du code de*

l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 523).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 43** (art. L. 911-2 et L. 924-1 à L. 924-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Zones de conservation halieutiques) (p. 556). (p. 557). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 565). - **Article additionnel après l'article 51 quater A** (p. 577). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 579). (p. 580). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 586). - **Article 51 undecies A** (nouveau) (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 590, 591). - **Articles additionnels après l'article 51 duodecies** (p. 597). (p. 597). (p. 598). (p. 599). - **Article 51 sexdecies (supprimé)** (Rapport sur les plantes invasives) (p. 607). - **Articles additionnels après l'article 54 quinquies** (p. 614). (p. 614). (p. 615). - **Article 56** (art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger) (p. 618). - **Article 59** (Habilitation à prendre des ordonnances dans des domaines relevant du code de l'environnement) (p. 626, 627). - **Article 67** (Habilitation à procéder par ordonnance pour réaliser une expérimentation visant à simplifier la gestion des espaces naturels protégés) (p. 638). - **Article 68 quater (supprimé)** (art. L. 424-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - Interdiction de la chasse des mammifères pendant les stades de reproduction et de dépendance) (p. 641). (p. 642). - **Article 68 quinquies (supprimé)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - Interdiction de la chasse à la glu ou à la colle) (p. 642, 643). (p. 644). - **Article 72 bis** (Dénomination « paysagiste concepteur ») (p. 655).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 708, 709).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8 [nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 1984). (p. 1986, 1987). (p. 1987).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2231, 2232). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-4 à L. 541-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Diverses mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 2239, 2240). (p. 2240). (p. 2241). (p. 2242). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2243).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4025, 4026). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4042). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime) (p. 4043). (p. 4047). (p. 4048). - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA) (p. 4050). - **Article 5 ter** (art. L. 5521-1, L. 5521-2, L. 5524-1 et L. 5725-1 du code des transports - Dispositions réglementaires en matière d'aptitude médicale et de formation professionnelle des marins) (p. 4056). (p. 4057).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1

[nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4232, 4233).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 5543-1-1, L. 5543-2-1, L. 5544-4, L. 5544-16, L. 5544-32, L. 5544-40 et L. 5623-9 du code des transports - Consultation des partenaires sociaux sur certains projets de textes réglementaires en matière de droit du travail maritime) (p. 4489). - **Article 6 quater (nouveau)** (art. L. 5543-3-1 du code des transports - Durée de protection des délégués de bord contre le licenciement en cas de renouvellements fréquents et significatifs de l'équipage) (p. 4490). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5551-1 et L. 5553-11 du code des transports - Exonérations de cotisations sociales pour les employeurs de gens de mer) (p. 4492, 4493). (p. 4493). (p. 4496). (p. 4497). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4498). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5611-2 et L. 5611-3 du code des transports - Ouverture du registre international français à la grande pêche et aux navires de plaisance professionnelle de plus de 15 mètres) (p. 4502). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5612-3 du code des transports - Permettre le calcul de la proportion de marins communautaires à l'échelle de la flotte sous RIF) (p. 4504). - **Articles additionnels après l'article 12 bis C** (p. 4511). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4514).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4541). (p. 4542). - **Article 12 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5332-2 et L. 5332-6 du code des transports - Extension aux navires situés dans la zone de sûreté portuaire du droit de visite autorisé dans les zones d'accès restreint) (p. 4549). - **Article 12 undecies** (art. L. 5332-8 [nouveau] du code des transports - Enquêtes administratives réalisées dans le domaine de la sûreté portuaire) (p. 4550). - **Article 12 terdecies** (art. L. 5336-10 du code des transports - Délit d'intrusion dans une zone portuaire d'accès restreint) (p. 4550). (p. 4551). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4557). (p. 4558). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur le pécaturisme et la pêche récréative) (p. 4571). (p. 4571). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4576). - **Article additionnel après l'article 22 quater** (p. 4598). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Code de la mer) (p. 4601). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4602).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5914).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6011).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7277, 7278). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7293). (p. 7294). (p. 7294). (p. 7294).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7355, 7356). (p. 7356). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7361). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7372). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de

l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau (p. 7389, 7390). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7418). (p. 7420). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7426). - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux) (p. 7437). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7442).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 32 ter C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1530 bis du code général des impôts - Possibilité pour les communes et les EPCI de lever la taxe GEMAPI même s'ils ont transféré la compétence à un syndicat mixte) (p. 7471). (p. 7471). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7479). (p. 7484, 7485). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7504). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7509). - **Article 36 quinquies A** (art. L. 111-19 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 7516). - **Article 36 sexies (suppression maintenue)** (Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles) (p. 7518). (p. 7519). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 7522). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens) (p. 7531). - **Article 51 quater AA (suppression maintenue)** (Action de groupe en matière environnementale) (p. 7532). (p. 7533). - **Article 51 terdecies A** (art. L. 541-10, L. 541-10-5 et L. 541-10-11 [nouveau] du code de l'environnement - Interdiction des cotons-tiges et des microbilles en plastique et création de sanctions pour le non-respect de l'interdiction des sacs, verres, gobelets, assiettes et cotons-tiges en plastique) (p. 7542). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7547). (p. 7554, 7555). - **Article 59 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 153-31 du code de l'urbanisme - Ratification de l'ordonnance n° 2015-1174 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme) (p. 7564). (p. 7564). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7579).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7974, 7975).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue - Commission mixte paritaire [n° 541 (2015-2016)]** - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9173, 9174).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9231, 9232).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s**

[n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Article 1er** (Création d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9452). (p. 9455, 9456).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9595). (p. 9602). (p. 9613). (p. 9617). (p. 9628, 9629). (p. 9632). (p. 9633). (p. 9639). (p. 9647). (p. 9649). (p. 9651, 9652). (p. 9654, 9655). (p. 9661). (p. 9666).

- **Question orale sans débat sur les forfaits de santé** - (21 juin 2016) (p. 10115, 10116). (p. 10116).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10380). - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10385). - **Articles additionnels avant l'article 32 A** (p. 10393). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10398). (p. 10398). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 10408, 10409). (p. 10409). - **Articles additionnels après l'article 32 I** (p. 10412).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12220). (p. 12225). - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12232).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13448, 13449). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 13464). (p. 13465). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 13497). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du

code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles (p. 13502). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13528, 13529).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Article 45 ter (supprimé)** (art. L. 142-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Création d'une action de groupe destinée à réparer les préjudices individuels causés à des personnes physiques ou morales par des dommages environnementaux) (p. 14095).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14962, 14963). - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14978).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15017, 15018).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Article 47** (p. 15108, 15109). (p. 15112, 15113).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16150, 16151).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions autoroutières** - (27 octobre 2016) (p. 16399). (p. 16400).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16463, 16464). - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers) (p. 16472, 16473). (p. 16474, 16475). (p. 16476). (p. 16479). (p. 16479). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 3120-6 A et L. 3120-6 [nouveaux] du code des transports - Obligation de transmission de données à l'autorité administrative) (p. 16483). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 16495). - **Article 5** (art. L. 3120-2-1 et L. 3120-2-2 [nouveaux], L. 3121-5, L. 3121-9 et L. 3121-10 [abrogés], L. 3122-4, L. 3122-7 et L. 3122-8 [abrogés], L. 3123-1, L. 3123-2-1 [abrogé], L. 3124-2 [abrogé], L. 3124-6 [abrogé] et L. 3124-11 du code des transports - Unification des dispositions relatives à l'aptitude professionnelle des conducteurs du transport public particulier de personnes)

(p. 16500). (p. 16501). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16507).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 30** (art. L. 351-15 et L. 351-16 du code de la sécurité sociale - Ouverture du droit à la retraite progressive aux salariés à employeurs multiples) (p. 17589).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18279, 18280).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources [n° 87 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18565, 18566).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 5** (art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne) (p. 18698). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18736, 18737). - **Article 9 quater** (art. 1519 H du code général des impôts - Exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau pour les stations radioélectriques de téléphonie mobile) (p. 18742, 18743). - **Article 9 sexies** (art. L. 34-8-6 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès aux infrastructures passives du réseau de téléphonie mobile) (p. 18744).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18767). - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18769). - **Articles additionnels après l'article 9 nonies** (p. 18775).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18860). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 18864).

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 284 (2015-2016)] visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 337 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant au renforcement des droits des victimes d'infractions [n° 679 (2015-2016)] (13 juin 2016) - **Justice**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 632 (2015-2016)] tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 53 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Fonction publique [n° 146 tome 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 755, 757).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1568). (p. 1569). - **Article 11 quater** (art. 14 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1984 ; art. 32, 34, 49 et 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 55, 57, 70 et 74 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

art. 39, 41, 60, 61 et 63 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 4251-6 du code de la défense ; art. L. 3133-1 du code de la santé publique - *Coordinations et dispositions transitoires découlant de la simplification du régime des positions* (p. 1608). (p. 1608). - **Article 13** (art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - *Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques*) (p. 1615). (p. 1618). - **Article 19 A (nouveau)** (art. 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Représentation proportionnelle des femmes et des hommes sur les listes de candidats à la représentation du personnel*) (p. 1654). (p. 1655). (p. 1655). - **Article 19 quater** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension de la compétence des commissions consultatives paritaires à l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale*) (p. 1658). - **Article additionnel après l'article 20 quater** (p. 1664). (p. 1664). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1666). (p. 1666). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1672). - **Article 24 O (nouveau)** (art. 14, 15, 23 et 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Poursuite de la réforme des centres de gestion*) (p. 1684). - **Articles additionnels après l'article 24 O** (p. 1684, 1685). (p. 1685). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 1688).

- **Projet de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2247, 2248). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2260). (p. 2262). - **Article 1er** (*Modalités de financement du droit individuel à la formation des élus locaux*) (p. 2263). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation de compensation des charges créées par l'État*) (p. 2263). - **Article 3 (nouveau)** (*Rétablissement du régime indemnitaire dans les syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 2265).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires - Commission mixte paritaire [n° 507 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5712, 5713).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 de loi n° 84-16 du

11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État, 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Élargissement des conditions d'accès au troisième concours de la fonction publique*) (p. 14914, 14915). (p. 14915). - **Articles 36 quater (supprimé)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique*) (p. 14923). - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 14926).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15124).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 16271, 16272). - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Majoration plafonnée de l'effectif du conseil communautaire pour permettre la conclusion d'un accord local*) (p. 16280). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281). (p. 16282). (p. 16283). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16284). (p. 16285). - **Article 3 (nouveau)** (art. 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - *Allongement du délai d'adoption de leur budget par les nouvelles intercommunalités*) (p. 16286). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Conseiller communautaire suppléant des communautés urbaines et des métropoles*) (p. 16286). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Clarification de la compétence intercommunale en matière de développement économique*) (p. 16287). (p. 16287). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 16290).

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UDI-UC

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*): Protection sociale des exploitants agricoles - Audition de MM. Pascal Cormery, président, et Michel Brault, directeur général, de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*): Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de MM. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques, et Jean Zetlaoui, président du groupe de travail « Attractivité pour la recherche clinique » du LÉEM (Les entreprises du médicament), M. François-Régis Moulines, directeur des affaires gouvernementales et de la communication, du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et

Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs** [n° 294 (2015-2016)] - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 731, 732).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture** [n° 379 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3118, 3119). - **Article 4** (*art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département*) (p. 3124, 3125). - **Article 5 ED** (*art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé*) (p. 3126). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Commission mixte paritaire** [n° 355 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3144, 3145).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le diabète** - (5 avril 2016) (p. 5119, 5120). (p. 5120).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7160, 7161).

- **Question orale sans débat sur la création d'un statut de personne morale non professionnelle** - (10 mai 2016) (p. 7213, 7214). (p. 7214).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale** [n° 639 (2015-2016)] - (31 mai 2016) - **Article 1er** (*art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active*) (p. 8900).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le profil des casseurs interpellés lors des manifestations anti-loi travail** - (7 juillet 2016) (p. 12448). (p. 12449).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** [n° 303 (2016-2017)] et **projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé** [n° 305 (2016-2017)] - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16391, 16392).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17381, 17383).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17487).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 40** (*Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans*) (p. 17635). (p. 17636). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 17638, 17639). (p. 17639). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17649).

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis président le 28 janvier 2016 ; puis membre le 5 octobre 2016 ; puis président le 9 novembre 2016.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 249 (2015-2016)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 385 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 251 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 387 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Agricultures des outre-mer : Pas d'avenir sans acclimatation du cadre normatif [n° 775 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 750 (2015-2016)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 836 (2015-2016)] (21 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'enseignement français à l'étranger et l'accès des élèves français à cet enseignement [n° 64 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État [n° 140 tome 3 annexe 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités [n° 181 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Contrôle budgétaire - Communication sur le programme « ANTARES » (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours).

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition de l'office de développement de l'économie agricole des DOM.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Siviéude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition des instituts de recherche en agriculture en zones tropicale et équatoriale.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du syndicat du sucre de La Réunion.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables aux outre-mer - Filière pêche et aquaculture de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Perspectives de développement de l'agriculture biologique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

(*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des services du Gouvernement en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la chambre d'agriculture et de l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA), de Nouvelle-Calédonie.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition du Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) et d'associations de producteurs de Guadeloupe.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE.

Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Gallo Gueye, directeur des statistiques sociales de la direction générale d'Eurostat.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

(*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Jacques d'Estais, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Horty (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Baptiste de Foucauld, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Audition de M. Stéphane Carcillo, économiste à la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stephan Schmid, conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente, et M. Hervé Monange, secrétaire général, du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE).

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes sanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Convention République française - république de Colombie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Opérations extérieures du ministère de la défense (OPEX) - Communication et audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFiP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de l'Association française de normalisation (AFNOR normalisation).

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) et de la fédération des entrepreneurs et artisans du bâtiment et des travaux publics de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 49, 50).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 364, 365).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. 222-48-3 et 227-31-1 [nouveaux] du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des*

mineurs) (p. 734). - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 742, 743).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2260).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2606).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article 11 ter** (Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques) (p. 2719, 2720).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2878).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 duodecimes (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Réduction des délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 2966, 2967). - **Article 26 quaterdecimes (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance) (p. 2968). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecimes** (p. 2970). (p. 2977). - **Article 33** (art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement) (p. 2985). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 3039).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3052, 3053).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 3059, 3060).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3892).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites) (p. 4956).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du

code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5791). (p. 5791). (p. 5791). - **Article 1er bis** (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5798). (p. 5799). (p. 5800). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5804). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5823). (p. 5823). (p. 5823). (p. 5824). (p. 5825). (p. 5826). (p. 5828). (p. 5829). (p. 5830). (p. 5834). (p. 5836). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 du code des relations entre le public et l'administration - Soumission de la publication au respect des droits de propriété littéraire et artistique - Entrée en vigueur de la nouvelle obligation de diffusion) (p. 5840). (p. 5840).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les comptes publics** - (28 avril 2016) (p. 6003, 6004). (p. 6004).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-1, L.172-1, L. 213-2 à L. 213-6, L. 131-12-1, L. 131-12-2, L. 213-9-1, L. 213-9-2, L. 213-10-8, L. 331-29, L. 334-1, L. 334-2, L. 334-4, L. 334-5, L. 334-7, L. 414-10, et L. 437-1 du code de l'environnement - Intégration des établissements existants dans la nouvelle Agence française pour la biodiversité) (p. 7401). (p. 7402).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7476).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quaterdecimes (supprimé)** (art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'œuvre) (p. 8380). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8388). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8900, 8901). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8911, 8912).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12226). (p. 12227). (p. 12227). - **Article 12 ter** (art. 704 et 705-4 du code de procédure pénale - Extension de la compétence exclusive du parquet national financier) (p. 12228). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions)

(p. 12256). - **Article 15** (*Habilitation en vue de moderniser et simplifier certaines règles de la domanialité publique*) (p. 12265, 12266). - **Article 20** (*art. L. 465-3, L. 465-3-5, L. 612-39, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17 et L. 621-17-1-1 du code monétaire et financier et art. 28 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Actualisation du régime des sanctions susceptibles d'être prononcées par l'Autorité des marchés financiers et habilitation à transposer plusieurs textes européens concernant les marchés d'instruments financiers et la distribution d'assurances*) (p. 12276).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (*art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12338). (p. 12341, 12342). (p. 12343, 12344). (p. 12345). (p. 12346). (p. 12352).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 14326, 14327). - **Article unique** (p. 14331). (p. 14331).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (*art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris*) (p. 17059).

- **Rappel au règlement** - (16 novembre 2016) (p. 17459).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17799, 17800).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18395, 18397).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19470). - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 19489).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 13** (*art. 1729 D et 1729 G [nouveau] du code général des impôts, art. L. 11, L. 13, L. 13 G [nouveau], L. 47, L. 47 A, L. 47 AA [nouveau], L. 47 B, L. 48, L. 49, L. 51, L. 52, L. 57 A et L. 62 du livre des procédures fiscales - Modernisation des procédures de contrôle fiscal*) (p. 19501). (p. 19501). (p. 19502). (p. 19502). (p. 19503). - **Article 18** (*art. 65, 65 A à 65 D, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 212-2 du code des relations entre le public et l'administration - Sécurisation des procédures contentieuses douanières*) (p. 19514). (p. 19515). (p. 19515). (p. 19516).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19762). - **Article 31 bis (nouveau)** (*art. 39 decies du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017*) (p. 19774). (p. 19776). - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19786). (p. 19790). (p. 19796). - **Article 37** (*Contre-garantie de l'État pour le financement d'un site de stockage à sec des résidus miniers*) (p. 19811).

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité consultatif du secteur financier.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 402 (2015-2016)] tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 590 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sécurités (gendarmerie nationale ; police nationale) [n° 140 tome 3 vol. 1 annexe 30 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (11 février 2016) (p. 2734, 2735). (p. 2735).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 4440, 4441).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 8038, 8039). - **Article 1er** (*Publication d'informations par les sociétés cotées implantées dans plusieurs États ou territoires*) (p. 8051).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la France (I)** - (26 mai 2016) - (p. 8726). (p. 8726).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 et L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau]*).

L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9635). (p. 9658).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 28 bis A** (p. 10315). (p. 10315).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10374). (p. 10375). (p. 10376).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune) (p. 10656).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12242).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14330, 14331).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16944). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16949). - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau) (p. 16952).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16965, 16966). - **Article 1er A (nouveau)** (Rapport sur l'évolution des structures et des compétences en Île-de-France) (p. 16967, 16968). - **Article 1er** (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris ») (p. 16969). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16974). (p. 16976). - **Article 3** (art. L. 2512-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du Conseil de Paris) (p. 16977). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général

des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16979). (p. 16981). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 2512-5-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conférence des maires) (p. 16982). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2512-20 du code général des collectivités territoriales - Régime budgétaire et comptable de la Ville de Paris) (p. 16982). - **Article 6** (art. L. 2123-11-2, L. 2511-34, L. 2511-34-1 [nouveau], L. 2511-35, L. 2511-35-1 [nouveau], L. 3123-16, L. 3123-17 du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un régime indemnitaire spécifique aux membres du Conseil de Paris et aux maires et adjoints aux maires d'arrondissement de Paris) (p. 16983). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Transfert des agents de la commune et du département de Paris à la collectivité unique) (p. 16984). - **Article 8** (chapitres Ier et II du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-2 du code des relations entre le public et l'administration - Coordinations) (p. 16984). - **Article 9** (Entrée en vigueur et habilitation législative) (p. 16984). - **Article 10** (Maintien des mandats en cours) (p. 16986). (p. 16987). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution de la Ville de Paris aux communes et département de Paris dans tous leurs actes) (p. 16987). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Régime budgétaire et comptable transitoire de la Ville de Paris) (p. 16990). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16990). (p. 16991). (p. 16991). (p. 16991). (p. 16991).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalement et de terrasse dans l'arrondissement) (p. 17022). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17028, 17029). (p. 17033). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2511-39 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de gestion locale entre les arrondissements en cas de désaccord avec le conseil municipal) (p. 17034, 17035). - **Article additionnel après l'article 16 ter** (p. 17035, 17036). (p. 17036). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17038, 17039). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17058).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17128). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17142, 17143).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19430, 19431).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19620). - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19689, 19690). - **Article additionnel après l'article 24 sexdecies** (p. 19705). (p. 19706).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 207 et 1609 ter vicies [nouveau] du code général des impôts - Contribution spéciale CDG-Express) (p. 19805). (p. 19807).

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire Conseil d'administration du Fonds national des aides à la pierre le 19 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Normes agricoles : retrouver le chemin du bon sens [n° 733 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Égalité et citoyenneté - Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 303). (p. 310). (p. 317).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 4** (art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 337). - **Article 5** (chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la

nature dans la loi) (p. 365). - **Article 8** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité d'un « rattachement » des établissements publics entre eux) (p. 370). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 380). (p. 380, 381). (p. 387).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4462). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4488).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 7290). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7292). (p. 7300). (p. 7301). (p. 7303, 7304). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7305). (p. 7306).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7349). (p. 7351). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature) (p. 7365). (p. 7365). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7380). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 7391). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 7403). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7412). (p. 7414). (p. 7416).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L. 163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7475).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les normes agricoles et la ferme des mille vaches** - (12 mai 2016) (p. 7494). (p. 7495).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 31 bis E (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Obligation de publication de la décision de justice constatant une pratique restrictive de concurrence) (p. 12430). - **Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires) (p. 12431). - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur

des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans (p. 12439).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14402, 14403).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 14556). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14570). (p. 14570). (p. 14571). (p. 14571). (p. 14572, 14573). (p. 14573, 14574).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14600, 14601). (p. 14605, 14606). (p. 14606). (p. 14607). (p. 14617). (p. 14625). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-1 et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure d'enregistrement des demandes d'attribution de logements sociaux) (p. 14639). - **Article 24** (art. L. 441-2-6, L. 441-2-7 et L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de gestion partagée des dossiers des demandes de logement social - Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs) (p. 14642). (p. 14642, 14643). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14654). - **Articles additionnels après l'article 28 quater BA** (p. 14671). (p. 14672). (p. 14672). (p. 14673). - **Article additionnel après l'article 28 quater BB** (p. 14675, 14676). - **Article 28**

quinquies (supprimé) (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'affiliation des associations locales de locataires) (p. 14682).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14771). (p. 14789, 14790). (p. 14800).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 quaterdecies** (art. 1er à 4 et 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Définition de la population dite des gens du voyage - Contenu et mise en œuvre du schéma départemental d'accueil de ces derniers - Procédure coercitive prévue contre les communes ne respectant pas le schéma) (p. 14872). (p. 14872). - **Article additionnel après l'article 33 quaterdecies** (p. 14876). (p. 14876). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14892). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14901).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - coauteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 18517, 18518).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18767).

DUCHÊNE (Marie-Annick)
sénateur (Yvelines)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 12 janvier 2016.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** [n° 333 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2414).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (10 février 2016) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 2625). (p. 2625).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2787). (p. 2787, 2788).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2912). (p. 2912). (p. 2921).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article additionnel après l'article 26 septies** (p. 2957). (p. 2957). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2975). (p. 2976).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (*art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4866).

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (29 avril 2016) - **Article 34** (*art. L. 32 et L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques - Respect du secret des correspondances par les opérateurs et les éditeurs de services de communication au public en ligne*) (p. 6146). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6148). (p. 6149).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme** [n° 515 (2015-2016)] - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5137, 5138).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les enseignements de langues et de cultures d'origine** - (28 avril 2016) (p. 6001).

- **Question orale sans débat sur le Naturoptère de Sérignan-du-Comtat dans le Vaucluse** - (19 juillet 2016) (p. 13733, 13734). (p. 13734, 13735).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement** [n° 21 (2016-2017)] - (25 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16219). (p. 16219).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs** [n° 28 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16238, 16239). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16258). - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. 302 bis ZE du code général des impôts - Élargissement de la taxe dite « Buffet »*) (p. 16262).

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UDI-UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 2015-2016] portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 29 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7188, 7189).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels** - (12 juillet 2016) (p. 13654, 13655).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 16291, 16293).

- Rapporteur - **Article 1er** (*art. L. 612-6 et L. 612-6-1 (nouveau) du code de l'éducation - Sélection à l'entrée en master et poursuite d'études*) (p. 16305). (p. 16305). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 16307). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16308).

- **Question orale sans débat sur l'accueil des enfants placés dans le Calvados** - (20 décembre 2016) (p. 20837). (p. 20838).

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
Socialiste et républicain

Chargé d'une mission temporaire auprès de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique le 18 janvier 2016 ; fin de mission le 17 juillet 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises ; puis vice-président le 12 février 2016.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Un an à l'écoute des entrepreneurs [n° 800 (2015-2016)] (18 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (2 mai 2016) - **Article 42** (*art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la*

sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - Agrément des compétitions de jeux vidéo) (p. 6241). (p. 6243). (p. 6244). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 6246).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9451).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9580). (p. 9618).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (*art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10342).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture** [n° 11 (2016-2017)] - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14968, 14969).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le délit d'entrave à l'IVG** - (13 octobre 2016) (p. 14989).

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
Socialiste et républicain

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 20 avril 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de

Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 30, 31).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2935).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3021). (p. 3022). - **Article 36** (art. L. 110, L. 111-6-2, L. 111-7, L. 123-1-2, L. 123-1-3, L. 123-1-5, L. 123-5-1, L. 123-5-2, L. 127-1, L. 127-2, L. 128-1, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 480-1, L. 480-2 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - *Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux particulièrement créatifs et innovants*) (p. 3031).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - *Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4247). - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - *Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4276).

- **Projet de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4467, 4468).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 quinquies** (art. 60-1 du code de procédure pénale et art. 434-15-2 du code pénal - *Renforcement des sanctions en cas de non-coopération des organismes détenteurs d'un moyen de cryptologie*) (p. 4951). (p. 4952).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école rurale et de montagne** - (31 mai 2016) (p. 8904, 8905).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8926, 8927). - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - *Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole*) (p. 8936). - **Article 3** (art. L. 111-4, L. 122-5, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - *Dépendances et annexes aux constructions dans les parties non urbanisées du territoire*) (p. 8940).

- **Question orale sans débat sur les enseignants exerçant les fonctions d'éducateur en internat** - (21 juin 2016) (p. 10123, 10124). (p. 10124).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (11 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 14810, 14811). (p. 14811). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 14827).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers) (p. 18804). - **Article 15 A** (art. 18 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Soutiens spécifiques à l'agriculture de montagne) (p. 18816). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18824). - **Article 15 quinquies A (nouveau)** (art. L. 261-7 du code forestier - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18828). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18832). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18838). (p. 18839).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18905). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18910). - **Article 20 BAA (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Réalisation de constructions annexes aux bâtiments existants) (p. 18914, 18915). - **Article 20 BA** (art. L. 122-5-1 du code de l'urbanisme - Appréciation du principe de continuité) (p. 18917, 18918). - **Article 20 B (supprimé)** (art. L. 122-10 du code de l'urbanisme - Préservation particulière des terres agricoles, pastorales et forestières situées dans les fonds de vallée) (p. 18921). - **Article 21 bis (supprimé)** (art. L. 318-6 du code de l'urbanisme - Obligation d'information du syndic de copropriété en cas de mise en vente d'un lot situé dans le périmètre d'une opération de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 18937).

- **Question orale sans débat sur l'interdiction de stade et l'accès à la fonction publique** - (20 décembre 2016) (p. 20822). (p. 20823).

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre suppléant du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire Conseil supérieur de l'Agence France Presse.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 31, 32).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation** [n° 338 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2255, 2256).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires** [n° 331 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2294).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3952, 3953).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière bois** - (17 mars 2016) (p. 4269).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4450, 4451).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture** [n° 418 (2015-2016)] - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5619, 5620).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** [n° 519 (2015-2016)] - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5642, 5643).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7190, 7191).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale** [n° 591 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8048).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs** [n° 257 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8065, 8066).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base** [n° 353 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8107, 8108).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat** [n° 30 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16303).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement de la Lande de Calais** - (3 novembre 2016) (p. 16649). (p. 16650).

- **Mise au point au sujet de votes** - (7 décembre 2016) (p. 18573).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture** [n° 163 (2016-2017)] - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18580).

DURRIEU (Josette)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - première partie de la session ordinaire 2016 [n° 444 (2015-2016)] (7 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : La situation politique en Moldavie [n° 136 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 643 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - troisième partie de la session ordinaire 2016 [n° 811 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Makhoul Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman (FNEM), et de M. Michel Soussan, conseiller.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Dominique Urvoy, professeur de pensée et civilisation arabes à l'université de Toulouse-Jean Jaurès (ex Toulouse-II), et de Mme Marie-Thérèse Urvoy, professeur d'islamologie, d'histoire médiévale de l'islam, d'arabe classique et de philosophie arabe à l'Institut catholique de Toulouse.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 9240, 9241). (p. 9259). (p. 9260). (p. 9264). (p. 9268). (p. 9270).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (4 octobre 2016) (p. 14413).

DUVERNOIS (Louis)
*sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le fédéralisme ethnolinguistique en Éthiopie [n° 132 (2015-2016)] (1er avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État [n° 144 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de la commission au Maroc - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde (FMM) pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de FMM.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2016-2020 - Communication de Mme Claudine Lepage et examen de l'avis de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Deuxième lecture* [n° 589 (2015-2016)] - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8177, 8178).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18410, 18411).

ÉBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du comité des finances locales.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Culture [n° 140 tome 3 annexe 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » (et article 58) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (12 février 2016) - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 2789, 2790). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2812, 2813). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2823). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - *Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2828).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2914). (p. 2924). (p. 2925). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2927). (p. 2927).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3800, 3801).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dette grecque** - (17 mai 2016) (p. 7991).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 13 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 131-2, L. 132-1 et L. 132-2 du code du patrimoine - Création d'un dépôt légal pour les livres numériques) (p. 8235).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8365). - **Article 26 quaterdecies (supprimé)** (art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'œuvre) (p. 8380). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8388). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1,

L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8397). (p. 8398). (p. 8399). (p. 8399). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires concernant les projets de plan de sauvegarde et de mise en valeur et les projets d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine actuellement à l'étude) (p. 8404, 8405). (p. 8405).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds d'urgence pour le spectacle vivant** - (12 juillet 2016) (p. 13656).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 22** (art. 199 ter vicies du code général des impôts - Prise en compte des dispositions de la loi liberté de création, architecture et patrimoine dans la réduction d'impôt Malraux) (p. 19550, 19551).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (20 décembre 2016) (p. 20866, 20867).

ECKERT (Christian)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget et des comptes publics
(à partir du 31 août 2016)
secrétaire d'État auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget
(jusqu'au 6 décembre 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la croissance économique** - (14 janvier 2016) (p. 217).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 237, 239).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi** - (19 janvier 2016) (p. 272).

- **Question orale sans débat sur l'accueil des mineurs isolés étrangers dans le département du Val-de-Marne** - (9 février 2016) (p. 2491).

- **Question orale sans débat sur la situation fiscale des établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs** - (9 février 2016) (p. 2492).

- **Question orale sans débat sur les améliorations fiscales pour les établissements publics de coopération culturelle** - (9 février 2016) (p. 2493).

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des normes pour les artisans et les petites et moyennes entreprises** - (9 février 2016) (p. 2494).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'artisanat et du commerce de proximité** - (9 février 2016) (p. 2495). (p. 2495).

- **Question orale sans débat sur les circuits d'évasion fiscale organisée** - (9 février 2016) (p. 2496).

- **Question orale sans débat sur l'urgence douanière** - (9 février 2016) (p. 2497).

- **Question orale sans débat sur les zones d'entraînement à très basse altitude et la croissance verte** - (9 février 2016) (p. 2498, 2499).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce du président de la République sur les moyens et l'action de la Caisse des dépôts et consignations** - (11 février 2016) (p. 2731).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3051, 3052). (p. 3057).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3058, 3059). (p. 3064, 3066).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA) (p. 4049, 4050). (p. 4050). (p. 4052).

- **Question orale sans débat sur le recouvrement de la taxe d'aménagement** - (15 mars 2016) (p. 4096).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour la France de la convention fiscale franco-qatarie** - (15 mars 2016) (p. 4097).

- **Question orale sans débat sur la couverture en téléphonie mobile** - (15 mars 2016) (p. 4098).
 - **Question orale sans débat sur les contrats de volontariat en petites et moyennes entreprises** - (15 mars 2016) (p. 4099, 4100).
 - **Question orale sans débat sur le fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (15 mars 2016) (p. 4100, 4101).
 - **Question orale sans débat sur le projet d'enfouissement d'une portion de l'autoroute A1 à Saint-Denis** - (15 mars 2016) (p. 4101, 4102).
 - **Question orale sans débat sur les pratiques commerciales du secteur des énergies renouvelables** - (15 mars 2016) (p. 4102, 4103).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la part du budget de l'État consacrée aux collectivités** - (31 mars 2016) (p. 5038).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Panama papers »** - (5 avril 2016) (p. 5119).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (5 avril 2016) (p. 5122, 5123).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation financière des communes** - (5 avril 2016) (p. 5123).
 - **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5889, 5890).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les comptes publics** - (28 avril 2016) (p. 6004).
 - **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7242, 7243).
 - **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7461, 7462).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la dette grecque** - (17 mai 2016) (p. 7991).
 - **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8039, 8041). (p. 8048, 8049). - **Article 2** (*Possibilité, pour toute personne ayant intérêt à agir, de demander en justice le dépôt des comptes annuels des sociétés commerciales*) (p. 8052).
 - **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8079, 8080).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (31 mai 2016) (p. 8906).
 - **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché - Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9274, 9275). - **Article 5** (*Dispositions relatives à l'outre-mer*) (p. 9287).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur le pantouflage** - (9 juin 2016) (p. 9350, 9351).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens alloués au parquet national financier** - (9 juin 2016) (p. 9351, 9352).
 - **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12454, 12456). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12498, 12499).
 - **Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13664, 13665). (p. 13670, 13672).
 - **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13696, 13697).
 - **Question orale sans débat sur la discrimination bancaire des ultramarins** - (19 juillet 2016) (p. 13714).
 - **Question orale sans débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (19 juillet 2016) (p. 13714, 13715).
 - **Question orale sans débat sur la couverture en téléphonie mobile en Seine-Maritime** - (19 juillet 2016) (p. 13715, 13716).
 - **Question orale sans débat sur la réévaluation des pensions des veuves de guerre** - (19 juillet 2016) (p. 13716, 13717).
 - **Question orale sans débat sur le renforcement de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane** - (19 juillet 2016) (p. 13717, 13718).
 - **Question orale sans débat sur la diffusion des éditions locales de France 3 Pays catalan sur les box et le satellite** - (19 juillet 2016) (p. 13718, 13719).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Société générale** - (29 septembre 2016) (p. 14339, 14340).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les comptes publics** - (29 septembre 2016) (p. 14345).
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17389, 17391).
- Deuxième partie :*
- (15 novembre 2016) - **Article 3** (*Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESP au titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap*) (p. 17398). (p. 17399). - **Article 4** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2016*) (p. 17401, 17402). - **Article 5** (*Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016*) (p. 17402, 17403). (p. 17403).
- Troisième partie :*
- (15 novembre 2016) - **Article 6** (*art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre 1er du livre 1er de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRE*) (p. 17405, 17406). (p. 17408). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 17410). (p. 17410). - **Article 6 bis (nouveau)** (*art. 28 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Affiliation au RSI des personnes exerçant une activité réduite à fin d'insertion*) (p. 17411). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 17412). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 17414). (p. 17415, 17416). (p. 17417). (p. 17417). (p. 17417). - **Article 8** (*art. 612-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Réduction de cotisations des travailleurs indépendants à faibles revenus*) (p. 17418). (p. 17418). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17419, 17420). (p. 17420). (p. 17421). (p. 17422). - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. L. 731-15, L. 731-16, L. 731-19, L. 731-21 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-4 du code de la sécurité*

sociale et art. 33 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Clarification de l'assiette sociale des exploitants agricoles ayant opté pour le régime du micro-bénéfice agricole) (p. 17423). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. L. 136-1 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Fait générateur des cotisations et contributions sociales, habilitation du Gouvernement à simplifier et à harmoniser les définitions des assiettes des cotisations et contributions de sécurité sociale) (p. 17423). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. L. 136-2 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Rétablissement du seuil d'assujettissement à cotisations et contributions sociales des indemnités de rupture du contrat de travail) (p. 17424). - **Article 8 quinquies (nouveau)** (art. L. 241-6 du code de la sécurité sociale - Bénéfice pour les arbitres amateurs d'une exemption d'assiette de cotisations et de contributions sociales) (p. 17425). (p. 17425). - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426). (p. 17427). (p. 17427). - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre 1er, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants) (p. 17431). (p. 17433). (p. 17433). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 17434).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17461, 17462). (p. 17462, 17463). (p. 17464). (p. 17464). (p. 17466, 17467). (p. 17467). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469). - **Article 11** (art. 1010 et 1010 B du code général des impôts - Modification de la période d'imposition de la taxe sur les véhicules de société) (p. 17478). (p. 17478). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 17479). - **Article 11 bis (nouveau)** (Augmentation des seuils de revenu fiscal de référence ouvrant droit à l'exonération et au taux réduit de contributions sociales sur les revenus de remplacement) (p. 17480). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 17482, 17483). (p. 17483, 17484). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-11 et L. 243-6-6 [nouveaux] du code de la sécurité sociale et L. 725-26 du code rural et de la pêche maritime - Cadre juridique des relations entre tiers-déclarants et cotisants) (p. 17485). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17488). - **Article 13** (art. 242-1-2 et L. 243-12-1 du code de la sécurité sociale et L. 723-11, L. 724-9 et L. 724-13 du code rural et de la pêche maritime - Assiette forfaitaire en cas de travail dissimulé constaté chez un particulier employeur - Modulation et harmonisation entre régimes des sanctions en cas d'obstacles à contrôle) (p. 17490). (p. 17490). - **Article 14** (art. L. 133-1, L. 133-4-2, L. 133-4-9, L. 136-5, L. 242-1-1, L. 242-11, L. 243-2, L. 243-3-1 et L. 651-7 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des créances en matière de travail illégal et adaptation des sanctions en matière de fraude) (p. 17493). (p. 17494). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 17494). (p. 17495). (p. 17495, 17496). (p. 17496). (p. 17496, 17497). (p. 17497). (p. 17498). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 122 de la loi n° 2005-1720 de finances rectificative pour 2005 - Prolongation et extension du plan d'apurement de la dette agricole en Corse) (p. 17498). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 31 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Validité des actuelles autorisations de prélèvements données aux URSSAF pour le passage à la norme SEPA) (p. 17499). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 17499). - **Article 15** (art. L. 114-15-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sanction administrative du défaut de production du formulaire attestant de la législation de sécurité sociale applicable) (p. 17500). - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17502, 17503). (p. 17505, 17506).

(p. 17506, 17507). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17509). (p. 17511). (p. 17512). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17513). (p. 17514). (p. 17516).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18333, 18338). (p. 18368, 18369).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2016) (p. 18413, 18417).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18429, 18430).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18452, 18454).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mine de la Montagne d'or en Guyane** - (1er décembre 2016) (p. 18471).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle** - (1er décembre 2016) (p. 18472).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19417, 19420). (p. 19423). (p. 19459, 19460). - **Article 1er** (art. L. 6241-2 du code du travail, art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, art. 29 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA) (p. 19466). - **Article 2** (art. 15 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Révision des modalités de compensation du versement transport due aux autorités organisatrices de la mobilité, AOM) (p. 19467). - **Article 3** (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19467). (p. 19468). (p. 19469). (p. 19469). (p. 19470). (p. 19472). (p. 19472). - **Article 3 bis (nouveau)** (I de l'art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Relèvement du plafond de la taxe sur les spectacles affectée au Centre national des variétés, CNV) (p. 19473). (p. 19473). - **Article 4** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - Ajustement des ressources affectées au compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 19474). (p. 19474). - **Article 5** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale pour 2016) (p. 19474). - **Article 7 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 19483). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 19483). - **Article 8 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 19488). (p. 19488). (p. 19489). (p. 19490). (p. 19491). (p. 19491). (p. 19492). (p. 19493). (p. 19493). (p. 19494). (p. 19494). - **Article 9 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) (p. 19496). - **Article 12** (Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) (p. 19497). (p. 19498). (p. 19498).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 24 sexdecies** (p. 19706). - **Article 25** (art. 1607 ter et 1636 B octies du code général des impôts - Mise en place d'une taxe spéciale d'équipement différenciée en cas d'extension du périmètre d'un établissement public foncier d'État) (p. 19708). - **Article 26** (art. 1530 bis, 1638-0 bis et 1640 du code général des impôts, art. L. 2333-67, L. 5211-18 et L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Adaptation des

dotations et compensations au regroupement des communes (p. 19710). (p. 19710). (p. 19711). (p. 19711). (p. 19712). (p. 19712). (p. 19713). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19714). (p. 19714). (p. 19715). (p. 19715). (p. 19716). (p. 19716). (p. 19717). (p. 19717). (p. 19718, 19719). (p. 19720). (p. 19721).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

EL KHOMRI (Myriam)
ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
secrétaire d'État chargée de la politique de la ville, auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
(jusqu'au 12 février 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1578 du 3 décembre 2015 portant suppression du contrat d'accès à l'emploi et du contrat d'insertion par l'activité, et extension et adaptation du contrat initiative-emploi à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 546 (2015-2016)] (20 avril 2016) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 99, 100). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 113, 114). (p. 116). (p. 116). (p. 117). (p. 118). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Bénéficiaires de l'expérimentation*) (p. 118). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 122). (p. 123). (p. 123). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 124). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventionnement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) (p. 125). (p. 125). (p. 126). (p. 126). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Financement de l'expérimentation*) (p. 127). (p. 127). (p. 128). (p. 128). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 128). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de licenciement des salariés en cas d'arrêt prématuré de l'expérimentation*) (p. 129). (p. 129). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 130). (p. 130). (p. 130). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 132).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République pour l'emploi** - (19 janvier 2016) (p. 265, 266).

- (19 décembre 2016) (p. 20795, 20796). - **Question préalable** (p. 20804, 20805).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 250 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20906, 20909). - **Question préalable** (p. 20918).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour l'emploi et la régionalisation de la formation professionnelle** - (19 janvier 2016) (p. 266).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour l'emploi** - (19 janvier 2016) (p. 269).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chômage** - (28 janvier 2016) (p. 1989).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Badinter sur le droit du travail** - (28 janvier 2016) (p. 1993).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les femmes et le droit du travail** - (8 mars 2016) (p. 3883).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4260). (p. 4261).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4262).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4263, 4264). (p. 4264).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurance chômage** - (17 mars 2016) (p. 4266).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mesure « Embauche PME »** - (22 mars 2016) (p. 4326, 4327).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4338, 4342).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi et le projet de loi sur le travail** - (31 mars 2016) (p. 5034).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte d'identification professionnelle des salariés du BTP** - (31 mars 2016) (p. 5037).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le chômage** - (28 avril 2016) (p. 5995).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi Travail** - (31 mai 2016) (p. 8904).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9377, 9381). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9389). - **Question préalable** (p. 9393, 9394). - **Discussion générale** (p. 9414, 9416). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9417, 9418). (p. 9419). - **Article 1er (Création d'une commission de refondation du code du travail)** (p. 9422, 9423). (p. 9424). (p. 9427). (p. 9431). (p. 9432).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9448). (p. 9450). (p. 9451, 9452). (p. 9453). (p. 9456). (p. 9457). (p. 9458). (p. 9459). (p. 9461). (p. 9462).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi Travail** - (14 juin 2016) (p. 9469).

- Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite) - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9474, 9475). (p. 9476). (p. 9479). (p. 9480). - **Chapitre 1er bis (Renforcer la lutte contre les discriminations, le harcèlement sexuel et les agissements sexistes)** (p. 9486). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9487, 9488). (p. 9489). (p. 9490). (p. 9491). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1154-1 du code du travail - Alignement du régime probatoire du harcèlement sexuel sur celui prévu pour les discriminations) (p. 9492). - **Article 1er quinquièmes (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-3 du code du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et prévention des agissements sexistes) (p. 9494). (p. 9495). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquièmes** (p. 9497). (p. 9497, 9498). (p. 9498). (p. 9499). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9510). (p. 9511). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9536, 9538).

- Rappel au règlement - (15 juin 2016) (p. 9553).

- Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite) - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du

code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9575, 9576). (p. 9580, 9582). (p. 9586, 9587). (p. 9603). (p. 9645).

- Suite de la discussion (16 juin 2016) (p. 9706, 9709). (p. 9713, 9714). (p. 9714). (p. 9716). (p. 9719). - **Rappel au règlement** (p. 9720). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9723). (p. 9727, 9728). (p. 9734, 9735). (p. 9735). (p. 9738). (p. 9741, 9742). (p. 9742). (p. 9743). (p. 9751). (p. 9754). (p. 9755). (p. 9755, 9756).

- Suite de la discussion (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveau], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveau], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveau], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9861, 9862). (p. 9863). (p. 9864). (p. 9865). (p. 9865, 9866). (p. 9866, 9867). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9872). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9874). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveau], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps) (p. 9877). (p. 9878). (p. 9879). (p. 9880). (p. 9882). (p. 9882). - **Article 5** (Sécurisation des conventions de forfait existantes) (p. 9883). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9884, 9885). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-7, L. 4511-1 et L. 4511-2 du code des transports - Travail de nuit dans le domaine fluvial) (p. 9886, 9887). - **Articles additionnels avant l'article 7 A** (p. 9888). - **Article 7 A**

(nouveau) (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel) (p. 9890). (p. 9892, 9893). - **Article 7 B (nouveau)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel) (p. 9895). (p. 9896). (p. 9897). - **Article 7 C (nouveau)** (art. L. 2326-1 du code du travail - Généralisation de la délégation unique du personnel) (p. 9898). (p. 9899, 9900). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9900). (p. 9902). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels) (p. 9903, 9904). (p. 9905). (p. 9907). (p. 9908). (p. 9909, 9910). (p. 9911). (p. 9911, 9912). (p. 9913). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9914). (p. 9915). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9917, 9918). (p. 9918). (p. 9919). (p. 9920). (p. 9920). (p. 9921). - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9923). (p. 9923). (p. 9924). (p. 9925).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) (p. 9965). (p. 9967). (p. 9967, 9968). (p. 9968, 9969). (p. 9969). (p. 9971). (p. 9972). (p. 9972). (p. 9973). (p. 9974). (p. 9975). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9976). (p. 9977). (p. 9979). (p. 9981). (p. 9982). (p. 9983). (p. 9985). - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 9987). (p. 9987). - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9988). (p. 9992). - **Articles additionnels après l'article 10 A** (p. 9993). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9997, 9998). (p. 10003). (p. 10004). (p. 10007). (p. 10008). (p. 10008). (p. 10009). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10014, 10015). (p. 10017, 10018). (p. 10018, 10019). (p. 10021). (p. 10022). (p. 10023). (p. 10026, 10027). (p. 10028). (p. 10029). (p. 10029). (p. 10030). (p. 10031). (p. 10031). - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L. 2232-36 à L. 2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail - Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe) (p. 10034). (p. 10035). (p. 10036). (p. 10036). (p. 10037). - **Article 13** (art. L. 2232-5-1 [nouveau], L. 2232-9, L. 2261-19 du code du travail - Définition de l'objet de la négociation de branche et création des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation) (p. 10038). (p. 10039). (p. 10040). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles) (p. 10043). (p. 10044). (p. 10045). (p. 10045). (p. 10045, 10046). (p. 10047). - **Article 14 bis** (art. L. 2222-1 et L. 2622-2 du code du travail - Application directe des accords collectifs et des conventions de niveau national dans les départements et certaines collectivités d'outre-mer) (p. 10048). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 10049). (p. 10050). - **Article 15** (art. L. 1311-18 [nouveau] et L. 2144-3 du code général des collectivités locales - Sécurisation de la mise à disposition de locaux par les collectivités territoriales au profit d'organisations syndicales) (p. 10052). (p. 10052, 10053). -

Article 16 (art. L. 2142-1-3, L. 2143-13, L. 2143-15 et L. 2143-16, L. 2315-1, L. 2326-6, L. 2393-3 et L. 4614-3 du code du travail ; art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale - Augmentation du nombre d'heures de délégation des délégués syndicaux) (p. 10054). (p. 10054).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 10133). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10134). (p. 10134). - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 10136). (p. 10138, 10139). (p. 10139). (p. 10140). (p. 10141). (p. 10141). (p. 10142). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10144, 10145). (p. 10146). (p. 10146). (p. 10147). (p. 10148). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10152). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 2325-43 du code du travail - Possibilité d'affecter l'excédent du budget de fonctionnement du comité d'entreprise au budget dédié aux activités culturelles et sociales) (p. 10154). (p. 10155). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 10155). (p. 10156). - **Demande de réserve** (p. 10156). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-12 du code du travail - Possibilité pour le fonds paritaire de financement des partenaires sociaux de financer une organisation patronale multi-branches dans les secteurs de la production cinématographique, de l'audiovisuel et du spectacle) (p. 10157). - **Article 19 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-13, L. 2135-15, L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-4, L. 2152-5, L. 2261-19 du code du travail - Ajout du nombre de salariés dans le critère de l'audience fondant la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs) (p. 10180). (p. 10181). (p. 10181). (p. 10182). - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 10183). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10185). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Forfait social à 16 % pour la participation et l'intéressement) (p. 10186). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 10187). (p. 10188). (p. 10188, 10189). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10194). (p. 10197, 10198). (p. 10204, 10205). (p. 10206). (p. 10207). (p. 10207, 10208). (p. 10208). (p. 10209). (p. 10210). (p. 10211). (p. 10212). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10214). (p. 10214). - **Article 21 bis B** (art. L. 6331-48, L. 6331-48-1, L. 6331-50, L. 6331-51, L. 6331-54 et L. 6331-54-1 du code du travail ; art. 8 de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs ; art. 1601, 1601 B et 1609 quater viciés B du code général des impôts - Recouvrement de la contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants) (p. 10216). - **Article 21 bis (supprimé)** (Concertation sur le périmètre du compte personnel d'activité) (p. 10216). (p. 10217). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10218). (p. 10219, 10220). (p. 10220). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (Création par ordonnance du compte personnel d'activité pour les agents des chambres consulaires) (p. 10221).

- **Rappel au règlement** - (22 juin 2016) (p. 10244).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10246). (p. 10247, 10248). (p. 10249, 10250). (p. 10251). (p. 10253, 10254). (p. 10254). (p. 10259, 10260). (p. 10261). - **Article additionnel après l'article 23**

(p. 10262). - **Article 23 bis A** (art. L. 822-1 du code de l'éducation - Extension des missions du réseau Cnous/Crous à la gestion des aides pour les personnes non étudiantes à la recherche d'un emploi) (p. 10262). (p. 10263). - **Article 23 bis B** (art. L. 130-3 et L. 130-4 du code du service national et art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Régime social des volontaires pour l'insertion de l'établissement public d'insertion de la défense, EPIDE) (p. 10263). - **Article 23 bis C** (art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-3, L. 324-4, L. 324-5 et L. 324-6 du code du travail applicable à Mayotte - Droit à l'accompagnement vers l'autonomie et l'emploi des jeunes à Mayotte) (p. 10264). - **Article 23 bis D** (Aide à la recherche du premier emploi) (p. 10265). - **Article 23 ter** (art. L. 243-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et L. 5213-2-1 [nouveau] du code du travail - Dispositif d'emploi accompagné spécifique pour les personnes handicapées) (p. 10266, 10267). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 10268). (p. 10269). (p. 10269, 10270). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 10271). (p. 10272). - **Article 24** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3243-2 du code du travail - Dématérialisation du bulletin de paie) (p. 10273). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10274). (p. 10276). (p. 10278). (p. 10279). (p. 10281). - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10283). (p. 10284). (p. 10284, 10285). (p. 10285). (p. 10286). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10287). - **Articles additionnels après l'article 26 (suite)** (p. 10293). - **Article 27** (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique) (p. 10294). (p. 10295). (p. 10295). (p. 10296). (p. 10296). (p. 10297). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10298). (p. 10299). - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10301, 10302). (p. 10302). (p. 10304). (p. 10305). - **Article additionnel après l'article 27 bis** (p. 10306). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10308). (p. 10309). (p. 10310). (p. 10311). (p. 10312). (p. 10312). (p. 10312, 10313). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10313). (p. 10314). - **Articles additionnels après l'article 28 bis A** (p. 10315). - **Article 29** (art. L. 2232-10-1 du code du travail - Généralisation de la possibilité pour un accord de branche étendu de contenir des accords types à l'attention des petites entreprises) (p. 10316, 10317). (p. 10317). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 23-121-1 à L. 23-123-5 [nouveaux], L. 2122-14 [nouveau], L. 2143-24 et L. 2143-25 [nouveaux], L. 2232-40 à L. 2232-42 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-26 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-17 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-11-1 [nouveau] du code du travail - Dialogue social dans les réseaux de franchise) (p. 10320, 10321). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10322). (p. 10323). (p. 10324). (p. 10324). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 10325, 10326). - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 10326, 10327). (p. 10327).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10343, 10344). (p. 10346, 10347). (p. 10349, 10350). (p. 10350, 10351). (p. 10355, 10356). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10374). (p. 10375). (p. 10375, 10376). (p. 10377). (p. 10377). (p. 10378). (p. 10379). (p. 10379). (p. 10380). (p. 10381). - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10383). (p. 10385). (p. 10385, 10386). (p. 10386). - **Article 30 bis B (nouveau)** (art. L. 1462-2 [nouveau] du code du travail - Modulation dans le temps des décisions du juge judiciaire) (p. 10387). - **Article 30 bis** (Texte non modifié par la commission)

(art. L. 1454-1-2 du code du travail - Clôture de l'instruction devant le conseil de prud'hommes) (p. 10387). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10389). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 10392).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10471). (p. 10471, 10472). (p. 10472). - **Article 33 ter** (Expérimentation sur la gestion par les régions des fonds libres du quota de la taxe d'apprentissage) (p. 10473). (p. 10474). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation du relèvement à trente ans de l'âge limite pour entrer en apprentissage) (p. 10475). (p. 10475, 10476). (p. 10476). - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience) (p. 10477, 10478). (p. 10478). (p. 10479, 10480). (p. 10480, 10481). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 10481, 10482). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6323-16 du code du travail - Critères d'inscription sur les listes des formations éligibles au compte personnel de formation) (p. 10483). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10483). (p. 10484). (p. 10485). (p. 10486). - **Article 36** (art. L. 6111-7, L. 6111-8 [nouveau], L. 6121-5 et L. 6121-6, L. 6341-6 et L. 6353-10 [nouveau] du code du travail ; art. L. 401-2-1 du code de l'éducation - Information sur le système de formation et l'insertion des apprentis) (p. 10487). - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6325-13, L. 6332-14 et L. 6353-1 du code du travail - Modalités de réalisation des actions de formation) (p. 10488). - **Article 36 ter (supprimé)** (Dispositif expérimental d'accès à la qualification à La Réunion) (p. 10489). - **Articles additionnels après l'article 36 ter** (p. 10489). (p. 10490). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 937-1 et L. 953-3 [nouveaux], L. 971-1, L. 973-1 et L. 974-1 du code de l'éducation - Recrutement d'agents contractuels par les groupements d'établissements (GRETA) et les établissements d'enseignement supérieur) (p. 10491). (p. 10492). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10492). (p. 10493). - **Article 38** (art. L. 1254-9, L. 1255-11, L. 1255-14 à L. 1255-18 [nouveaux] et L. 5132-14 du code du travail et art. L. 5542-21 du code des transports - Sécurisation du portage salarial) (p. 10495). (p. 10495). (p. 10496). (p. 10497). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10496, 10498). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10500, 10501). (p. 10501). (p. 10502). (p. 10502). (p. 10503). (p. 10503). (p. 10504, 10505). (p. 10505). (p. 10507, 10508). (p. 10508, 10509). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 10509, 10510). - **Article 39 bis (supprimé)** (Expérimentation du contrat de travail intermittent pour les emplois saisonniers) (p. 10510, 10511). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-24 du code du travail - Éligibilité des groupements d'employeurs aux aides à l'emploi et à la formation) (p. 10512). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 10513). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-19 du code du travail - Groupements d'employeurs publics et privés sous forme de sociétés coopératives) (p. 10513). - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 10514). (p. 10514, 10515). (p. 10515). (p. 10515). (p. 10516). (p. 10516). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10553). (p. 10554). (p. 10554, 10555). (p. 10555, 10556). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10557). - **Article 44 ter** (Rapport sur le renforcement de l'attractivité de la carrière de

médecin du travail) (p. 10558). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10561, 10562). (p. 10563). (p. 10564). (p. 10564). (p. 10565, 10566). (p. 10566, 10567). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10568). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1263-4-1 [nouveau], L. 1263-3, L. 1263-5 et L. 1263-6 du code du travail - Suspension de l'activité en cas d'absence de déclaration de détachement) (p. 10568). (p. 10569). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1263-3 et L. 4231-1 du code du travail et art. L. 718-9 du code rural et de la pêche maritime - Mesures de coordination relatives à la lutte contre les infractions à la législation applicable au détachement de travailleurs dans les domaines rural et maritime) (p. 10570, 105). - **Article 50 bis** (art. L. 1262-2, L. 1262-2-1 et L. 1264-2 du code du travail - Détachement de travailleurs intérimaires) (p. 10571, 10572). (p. 10572). - **Article 50 quater (nouveau)** (art. 58 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-889 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Résiliation d'une prestation de service en cas de suspension administrative) (p. 10573). - **Articles additionnels après l'article 50 quater** (p. 10574). (p. 10574). - **Article 51** (art. L. 4412-2, L. 4741-9, L. 4754-1 [nouveau], L. 1233-30, L. 1253-6, L. 2143-7, L. 2313-11, L. 2314-10, L. 2315-12, L. 2323-18, L. 2323-24, L. 2324-8, L. 2324-12, L. 2326-5, L. 2392-2, L. 3172-1, L. 4132-3, L. 4154-2, L. 4526-1, L. 4613-1, L. 4614-8, L. 4614-11, L. 4616-2, L. 4721-1, L. 4721-2, L. 6225-4, L. 7413-3, L. 7421-2, L. 7424-3, L. 2325-19, L. 6361-5, L. 6363-1, L. 7122-18, L. 7232-9, L. 8113-1, L. 8113-2, L. 8113-4, L. 8113-5, L. 8271-14, L. 3171-3, L. 4612-7, L. 3221-9, L. 4711-3, L. 4744-7, L. 5424-16, L. 5213-5, L. 8112-3, L. 8113-3, L. 8113-8, L. 8123-6, L. 4311-6, L. 8271-1-2, L. 4721-4, L. 4721-5, L. 8114-2, L. 8271-19, L. 8223-1-1, L. 1263-3, L. 1263-6, L. 8291-2, L. 4624-3 et L. 8123-1 du code du travail ; art. L. 1324-10, L. 1325-1 [nouveau], L. 5243-2-3, L. 5541-3 [nouveau], L. 5544-18, L. 5544-31, L. 5548-1 à L. 5548-4, et L. 5641-1 et du code des transports - Organisation et compétences de l'inspection du

travail) (p. 10579, 10580). (p. 10580). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10581). - **Article 51 quater (supprimé)** (Ratification de l'ordonnance du 7 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail) (p. 10581). - **Article 52** (art. L. 5426-8-1, L. 5426-8-2, et L. 5426-1-1 [nouveau] du code du travail - Récupération par Pôle emploi des indus de prestations) (p. 10582). - **Article additionnel après l'article 52** (p. 10583). (p. 10583). - **Article 53 (supprimé)** (art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1235-4 et L. 1235-5 du code du travail - Remboursement des allocations de chômage par l'employeur) (p. 10585). - **Article 54 (supprimé)** (art. L. 1235-3-1 [nouveau] du code du travail - Indemnité spécifique en cas de licenciement abusif) (p. 10586). (p. 10586). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10587, 10588).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10641).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la directive européenne sur les travailleurs détachés** - (7 juillet 2016) (p. 12450).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13736, 13738). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 13743). - **Discussion générale** (p. 13750, 13751). - **Question préalable** (p. 13753).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (29 septembre 2016) (p. 14349).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (1er décembre 2016) (p. 18473).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du SMIC** - (20 décembre 2016) (p. 20862, 20863).

ÉMERY-DUMAS (Anne)
sénatrice (Nièvre)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis présidente le 2 mai 2016.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (23 juin 2016).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 354 (2015-2016)] (2 février 2016) - **Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - Famille.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Mesurer, comprendre et combattre le chômage en France : quels enseignements tirer des exemples européens ? [n° 3 (2016-2017)] (4 octobre 2016) - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 41 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - Agriculture et pêche.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

(*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Dominique Bureau, président de l'Autorité de la statistique publique (ASP).

Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE.

Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Gallo Gueye, directeur des statistiques sociales de la direction générale d'Eurostat.

Audition de M. Yves Perardel, économétricien à l'Organisation internationale du travail (OIT).

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi Travail.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Horty (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Audition de S.E. M. Andrzej Byrt, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la république de Pologne en France, et de Mme Agata Wadowska, deuxième secrétaire, chef du service économique de l'ambassade.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Baptiste de Foucauld, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Audition de M. Stéphane Carcillo, économiste à la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stéphane Jugnot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stephan Schmid, conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente, et M. Hervé Monange, secrétaire général, du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE).

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Inès Taittinger, pilote de course, Chantal Le Creurer, ancienne pilote de rallyes automobiles, Mélanie Astles, pilote de voltige aérienne, et M. Jean-Claude Girod, commissaire général du Mondial de l'automobile.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 101, 102).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 113). (p. 116). (p. 116). (p. 117).

(p. 117). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Bénéficiaires de l'expérimentation*) (p. 118). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 122). (p. 123). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 124). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventionnement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) (p. 125). (p. 125). (p. 126). (p. 127). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Financement de l'expérimentation*) (p. 127). (p. 127). (p. 128). (p. 128). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 128). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de licenciement des salariés en cas d'arrêt prématuré de l'expérimentation*) (p. 129). (p. 129). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 130). (p. 130). (p. 130). (p. 131). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 132).

- *Commission mixte paritaire* [n° 355 (2015-2016)] - (18 février 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3140, 3141).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3200, 3201).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2

[nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - *Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9664).

- **Question orale sans débat sur les modalités de gestion des autorisations de plantation** - (21 juin 2016) (p. 10108). (p. 10108).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] (suite) - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveau], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveau] du code du travail - *Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10202, 10203).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10422, 10423). (p. 10423).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (1er décembre 2016) (p. 18473).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne** [n° 192 (2016-2017)] - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18818).

ÉMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour une diplomatie économique utile aux PME [n° 711 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe [n° 124 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG Trade) à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde sur la diplomatie économique.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Marek Estok, ambassadeur de Slovaquie, sur les priorités de la présidence slovaque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Rapport de Mme Gisèle Jourda sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur AREVA** - (31 mars 2016) (p. 5038, 5039). (p. 5039).

ESNOL (Philippe)
sénateur (Yvelines)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844), TV5 Monde (P847) [n° 142 tome 10 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 232, 233).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (16 février 2016) (p. 2890, 2891).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3196, 3197).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7464).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** - (17 mai 2016) (p. 7986). (p. 7986).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 706 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11974).

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis vice-présidente le 31 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 141 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** - *Commission mixte paritaire* [n° 384 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3845, 3846).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3953).

- **Question orale sans débat sur la démographie médicale** - (21 juin 2016) (p. 10114, 10115). (p. 10115).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Article 36 (priorité)** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 141-1-2 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 12361). - **Article 30 AC (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-5 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de conservation des droits sociaux d'une société agricole reçus en contrepartie de l'apport de biens agricoles à la société) (p. 12371). - **Articles additionnels après l'article 30 AC (priorité)** (p. 12372). (p. 12372). (p. 12373). - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12377). (p. 12378). (p. 12380). - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires) (p. 12383). (p. 12383). (p. 12384). (p. 12387). (p. 12388). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12389). (p. 12390). - **Article 30 bis (priorité) (supprimé)** (*Rapport sur le renforcement des missions de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires et sur divers autres sujets intéressant l'agriculture*) (p. 12393). - **Article 30 ter (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 514-2 du code du rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des procès-verbaux des séances des chambres d'agriculture) (p. 12394). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12395). (p. 12398). - **Article 31 bis A (priorité)** (art. L. 310-2 du code de commerce - Durée maximale des ventes au débailage pour les professionnels dans un même arrondissement) (p. 12404). (p. 12404). (p. 12405).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 bis E (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Obligation de publication de la décision de justice constatant une pratique restrictive de concurrence) (p. 12429). - **Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code

rural et de la pêche maritime - Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires) (p. 12430). (p. 12431). - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans) (p. 12434). - **Article 31 quater A (priorité) (supprimé)** (Rapport sur les contrats de vente de produits agricoles périssables soumis à de fortes fluctuations de prix) (p. 12440, 12441). (p. 12441). - **Article 31 quinquies (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Alourdissement du montant de l'amende civile pouvant être prononcée en cas de pratique restrictive de concurrence entre fournisseur et distributeur) (p. 12441, 12442). (p. 12442).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la directive européenne sur les travailleurs détachés** - (7 juillet 2016) (p. 12449, 12450).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)] (suite)** - (7 juillet 2016) - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des

conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12504).

- **Question orale sans débat sur les antennes locales de France 3** - (11 octobre 2016) (p. 14743). (p. 14744).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18870). (p. 18905). (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18928). - **Article additionnel après l'article 20 bis A** (p. 18931). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932).

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis rapporteure du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 773 (2015-2016)] relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 827 (2015-2016)] (14 septembre 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 69 (2016-2017)] (25 octobre 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Égalité des territoires et logement [n° 141 tome 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 148 (2016-2017)] relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 187 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Égalité et citoyenneté - Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2545, 2546).

- **Question orale sans débat sur la rénovation des logements sociaux étudiants à Nice** - (15 mars 2016) (p. 4115, 4116). (p. 4116, 4117).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7166).

- **Question orale sans débat sur l'assurance des équipements et des infrastructures des collectivités locales** - (10 mai 2016) (p. 7227). (p. 7228).

- **Question orale sans débat sur la hausse des tarifs autoroutiers dans les Alpes-Maritimes** - (21 juin 2016) (p. 10125, 10126). (p. 10126).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13818, 13819).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi «*Égalité et citoyenneté*» - **Discussion générale** (p. 14394, 14395).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 14555). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14562, 14563). (p. 14567, 14568). (p. 14568). (p. 14570). (p. 14570). (p. 14571, 14572). (p. 14573).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14594). (p. 14595). (p. 14598). (p. 14599). (p. 14600). (p. 14606). (p. 14606). (p. 14608). (p. 14609). (p. 14612). (p. 14612). (p. 14613). (p. 14614). (p. 14615). (p. 14616). (p. 14616). (p. 14617). (p. 14618). (p. 14620, 14621). (p. 14623). (p. 14625). (p. 14626). (p. 14627). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 14627, 14628). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 code de la construction et de l'habitation - *Précision selon laquelle les PLH (programmes locaux de l'habitat) prévoient les actions à mener pour mobiliser l'offre locative privée*) (p. 14629). (p. 14629). (p. 14630). - **Article 20 quater** (art. L. 2511-20 du code général des collectivités territoriales - *Répartition du contingent communal entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement*) (p. 14631). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - *Contingent de logements d'Action logement*) (p. 14634). (p. 14635). (p. 14637). - **Article 22** (art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation - *Commission d'attribution de logements sociaux*) (p. 14638). - **Article 24** (art. L. 441-2-6, L. 441-2-7 et L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - *Dispositif de gestion partagée des dossiers des demandes de logement social - Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs*) (p. 14640). (p. 14641). (p. 14641). (p. 14641). (p. 14642). (p. 14642). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - *Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social*) (p. 14644). (p. 14645). - **Article 25 bis** (art. L. 442-3-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Durée d'occupation d'un logement social - Modalités de sous-location, cession de bail et échange d'un logement social*) (p. 14646). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles

L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - *Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale*) (p. 14650). (p. 14651). (p. 14653). (p. 14653). (p. 14655). (p. 14655). (p. 14656). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 14657). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux*) (p. 14660). (p. 14661). (p. 14662). (p. 14663). (p. 14663). (p. 14664). (p. 14665). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 14665). - **Article 28 bis** (art. L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation - *Modalités de ventes de logements sociaux*) (p. 14666). (p. 14667). (p. 14667). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - *Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat*) (p. 14668, 14669). - **Article 28 quater BA (nouveau)** (art. 278 sexies et 279-0 bis A du code général des impôts - *Application du taux réduit de TVA pour la construction de logements intermédiaires dans les QPV*) (p. 14671). - **Articles additionnels après l'article 28 quater BA** (p. 14672). - **Article 28 quater BB (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - *Conditions d'application du taux réduit de TVA pour les logements locatifs intermédiaires*) (p. 14674). - **Article additionnel après l'article 28 quater BB** (p. 14675). - **Articles additionnels après l'article 28 quater BC** (p. 14676). (p. 14677). - **Articles additionnels après l'article 28 quater B** (p. 14678, 14679). (p. 14680). - **Article 28 quinquiés (supprimé)** (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - *Obligation d'affiliation des associations locales de locataires*) (p. 14682). - **Article additionnel après l'article 28 quinquiés** (p. 14683). - **Article 28 sexies** (art. 44 bis de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Financement des associations représentatives de locataires*) (p. 14684). - **Articles additionnels après l'article 28 sexies** (p. 14684). (p. 14685). (p. 14685). - **Article additionnel après l'article 28 septies** (p. 14686). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 14687). (p. 14688). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - *Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris*) (p. 14689). (p. 14690). (p. 14691). (p. 14691). (p. 14692, 14693). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 14694, 14695). (p. 14695). - **Articles additionnels après l'article 32 bis A** (p. 14698). (p. 14698). (p. 14699). (p. 14699). (p. 14700). (p. 14700). (p. 14701). - **Article 32 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-7 du code de l'urbanisme - *Modalités d'octroi des dommages-intérêts en cas de recours contre les permis de construire*) (p. 14701). - **Article 32 bis D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-13 et L. 600-14 [nouveaux] du code de l'urbanisme - *Instauration d'un mécanisme de caducité de l'instance et possibilité pour le juge de soulever d'office la cristallisation des moyens*) (p. 14702).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14768, 14769). (p. 14774, 14775). (p. 14781, 14782). (p. 14786). (p. 14790, 14791). (p. 14795). (p. 14795). (p. 14796). (p. 14797). (p. 14798). (p. 14799). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - *Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire*) (p. 14803, 14804). (p. 14804). (p. 14805). (p. 14805). (p. 14806). (p. 14806). (p. 14808). (p. 14808, 14809). (p. 14809). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 14811). - **Article 31 (précédemment réservé)** (art. L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation - *Prélèvement sur les ressources fiscales des communes n'ayant pas atteint leur taux*

de logements sociaux) (p. 14812). (p. 14813). - **Article 32 bis E** (art. 101 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Expérimentation de conventions d'occupation à titre gratuit au profit d'associations) (p. 14814). (p. 14815). - **Article 32 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991, art. L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Entrée en vigueur différée du transfert à la métropole du Grand Paris des compétences en matière d'habitat) (p. 14816). (p. 14816, 14817). - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables - Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme) (p. 14819). (p. 14820). (p. 14821). (p. 14825). (p. 14825). (p. 14826). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 14827). - **Article 33 bis AF (nouveau)** (art. 13-1, 13-5 [abrogé], 13-6, 13-7, 13-8 et 13-10 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Contrôle des activités de transaction et de gestion immobilières) (p. 14833). (p. 14833). - **Article additionnel après l'article 33 bis AF** (p. 14834). - **Article 33 bis B** (art. L. 351-8 du code de la construction et de l'habitation - Transmission au FNAL de données relatives aux aides au logement et à leurs bénéficiaires par les organismes gestionnaires) (p. 14834). - **Article 33 bis C (supprimé)** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure de relogement des ménages bénéficiaires du DALO en Île-de-France) (p. 14835). - **Articles additionnels après l'article 33 bis EA** (p. 14836, 14837). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14838). (p. 14839). (p. 14842). - **Articles additionnels après l'article 33 bis E** (p. 14843). - **Article additionnel après l'article 33 bis F** (p. 14844).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 ter** (art. L. 342-2, L. 342-3, L. 342-3-1 [nouveau], L. 342-7, L. 342-9, L. 342-11, L. 342-13, L. 342-14, L. 342-14, L. 342-15, L. 342-16, L. 342-21, L. 452-4, L. 452-4-1, L. 452-5 et L. 452-6 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration du fonctionnement de l'ANCOLS et de la CGLLS) (p. 14857, 14858). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'une comptabilité interne au sein des organismes HLM distinguant les activités relevant du SIEG des autres activités) (p. 14858). - **Article 33 quinques (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-6 du code de la construction et de l'habitation - Rattachement d'un OPH à un syndicat mixte) (p. 14859). - **Articles additionnels après l'article 33 sexies** (p. 14860). - **Article 33 octies AA (nouveau)** (art. L. 633-2 et L. 633-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Application des dispositions relatives à la facturation d'eau dans les logements-foyers) (p. 14863). - **Article additionnel après l'article 33 octies A** (p. 14863). - **Article 33 octies (supprimé)** (art. L. 412-1, L. 412-3 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Application de certains délais des procédures d'expulsion locative aux « lieux habités ») (p. 14864). - **Articles additionnels après l'article 33 octies** (p. 14865). (p. 14866). - **Article 33 undecies** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 2, 4, 5, 6-1, 6-2 et 7-1 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, art. L. 312-5-3

du code de l'action sociale et des familles, art. L. 111-6-1-1, L. 301-3, L. 301-5-1, L. 301-5-2, L. 302-1, L. 303-1, L. 421-1, L. 422-2, L. 422-3, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-2-3, L. 442-8-1-1, L. 634-1, L. 635-1 et L. 635-10 du code de la construction et de l'habitation, art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Inscription des besoins des gens du voyage dans les documents de planification relatifs à l'habitat - Diverses coordinations) (p. 14866). - **Article 33 duodecies (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14867). - **Article 33 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Compétence des établissements publics de coopération intercommunale pour l'accueil des gens du voyage) (p. 14869). (p. 14869). (p. 14870). - **Article 33 quaterdecies** (art. 1er à 4 et 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Définition de la population dite des gens du voyage - Contenu et mise en œuvre du schéma départemental d'accueil de ces derniers - Procédure coercitive prévue contre les communes ne respectant pas le schéma) (p. 14871, 14872). (p. 14872). (p. 14875). (p. 14875). (p. 14876). - **Article additionnel après l'article 33 quaterdecies** (p. 14876). - **Article 33 quindecies** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, article 322-4-1 du code pénal - Régime d'évacuation forcée des campements illicites de gens du voyage) (p. 14877). (p. 14878). (p. 14879, 14880). - **Article additionnel après l'article 33 quindecies** (p. 14881). - **Article 48 (priorité)** (art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 264-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 131-3 et L. 131-5 du code de l'éducation ; art. L. 552-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 123-29 du code de commerce ; art. L. 15-1 du code électoral ; art. 1647 D du code général des impôts ; art. 79 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 - Réforme du régime d'exercice des droits civils, civiques et sociaux des gens du voyage) (p. 14884). - **Article 49 (priorité)** (Dispositions transitoires) (p. 14885). - **Article 33 septdecies** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 412-5 et L. 431-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution ; art. 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives - Dématérialisation des relations entre les acteurs de la procédure d'expulsion locative) (p. 14886). - **Articles additionnels après l'article 33 septdecies** (p. 14888). (p. 14889). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14891). - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14898).

- **Question orale sans débat sur la réforme du décret plage** - (15 novembre 2016) (p. 17349, 17350). (p. 17350).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20780).

FABIUS (Laurent)
*ministre des affaires étrangères et du
développement international
(jusqu'au 12 février 2016)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

FALCO (Hubert)
*sénateur (Var)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Projet de loi autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 286 (2015-2016)] (4 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république fédérative du Brésil en vue de l'établissement d'un régime spécial transfrontalier concernant des produits de subsistance entre les localités de Saint-Georges de l'Oyapock (France) et Oiapoque (Brésil) [n° 298 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : *Projet de loi* autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde de chercheurs sur les migrants.

FAVIER (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Troisième table ronde : « Faut-il réformer les politiques dites de la ville ? Mixité sociale et mixité fonctionnelle ».

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 753, 754). - **Article 1er** (art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 759). (p. 760).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 8** (art. 14 bis et 25 octies [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; art. 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 21 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 421-3, L. 531-3 et L. 531-7 du code de la recherche ; art. L. 1313-10, L. 5323-4 et L. 6152-4 du code de la santé publique ; art. L. 952-14-1 et L. 952-20 du code de l'éducation et art. L. 114-26 du code de la mutualité - *Composition et attributions de la commission de déontologie de la fonction publique*) (p. 1566). - **Article 10** (art. 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 71 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - *Renforcement de la protection fonctionnelle des agents et de leurs ayants-droit*) (p. 1598). - **Article 11 bis A** (art. 10 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Priorité supplémentaire en cas de mutation*) (p. 1604, 1605). (p. 1605). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 1606). (p. 1606). - **Article 12** (art. 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Instauration d'un délai de prescription de l'action disciplinaire*) (p. 1611). (p. 1612). - **Article 18** (art. 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Précisions sur le régime de transformation du CDD en CDI*) (p. 1647). - **Article 18 bis (supprimé)** (art. 3 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. L. 1251-60 du code du travail - *Suppression du recours à l'intérim dans les fonctions publiques de l'État et territoriale*) (p. 1649). (p. 1650). - **Article 18 quater** (art. 26, 33, 111, 120, 123-I, 124, 126 à 129, 136, 137 et 139 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Mesures*

d'alignement du régime des contrats de la fonction publique territoriale sur celui de l'État) (p. 1652, 1653). - **Article additionnel avant l'article 19 A** (p. 1653). - **Article 19 quater** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Extension de la compétence des commissions consultatives paritaires à l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale*) (p. 1658). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 1660, 1661). (p. 1661). - **Article 20 quater** (art. 12, 15 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 19, 33 et 59 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 36 et 56 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 29, 70 et 97 de la loi n° 86-83 du 9 janvier 1986 - *Précisions au régime de position et d'avancement des délégués syndicaux*) (p. 1662). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1667). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1673). - **Article 24 bis** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Régime indemnitaire des agents territoriaux*) (p. 1687).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation** [n° 338 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2253, 2254).

- **Question orale sans débat sur l'accueil des mineurs isolés étrangers dans le département du Val-de-Marne** - (9 février 2016) (p. 2491). (p. 2491, 2492).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3208, 3209).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3792, 3793).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle** [n° 433 (2015-2016)] - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3866, 3867).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal** [n° 435 (2015-2016)] - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3901, 3902).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation** [n° 395 (2015-2016)] - (16 mars 2016) - **Question préalable** (p. 4187). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - *Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4211).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4251). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 42 et 48 de la Constitution - *Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise*) (p. 4258). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 4258, 4259).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités** [n° 517 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5682, 5683).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 507 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5713, 5714).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7172, 7173).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9149, 9150).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures d'urgence suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9346, 9347). (p. 9347).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4,

L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9590). (p. 9605). (p. 9610). (p. 9614).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9726). (p. 9727).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 10136). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10153).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10647).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12202). (p. 12202).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13758, 13759).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire**

[n° 781 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Prorogation de l'état d'urgence pour une durée de six mois) (p. 13826). - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie) (p. 13829). - **Article 3** (art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13834). - **Article 7 (nouveau)** (art. 706-24-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes) (p. 13836, 13837). - **Article 9 (nouveau)** (art. 362, 706-25-15 à 706-25-24 [nouveaux], 723-37-1 [nouveau] et 723-38 du code de procédure pénale - Rétenue de sûreté et surveillance de sûreté pour les personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13840).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14395, 14397). - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique) (p. 14445).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 decies** (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire) (p. 14496). (p. 14499). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 14555). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14561, 14562). (p. 14568).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14600). (p. 14612). (p. 14617). (p. 14619). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14634). - **Article 22** (art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation - Commission d'attribution de logements sociaux) (p. 14638). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14649). (p. 14651). (p. 14653). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14659, 14660). (p. 14663). (p. 14665). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat) (p. 14668). - **Article 28 quater BA (nouveau)** (art. 278 sexies et 279-0 bis A du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA pour la construction de logements intermédiaires dans les QPV) (p. 14670). - **Article 28 sexies** (art. 44 bis de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Financement des associations

représentatives de locataires) (p. 14683, 14684). - **Articles additionnels après l'article 28 sexies** (p. 14685). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 14687, 14688). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14692).

- **Question orale sans débat sur la scolarisation des enfants de deux ans** - (11 octobre 2016) (p. 14753). (p. 14754).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** (suite) - (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14757, 14758). (p. 14772, 14773). (p. 14774). (p. 14780). (p. 14787). (p. 14788, 14789). (p. 14789). - **Article 32 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991, art. L. 5219-1 et L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales - Entrée en vigueur différée du transfert à la métropole du Grand Paris des compétences en matière d'habitat) (p. 14817). - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables - Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme) (p. 14819).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 octies AA (nouveau)** (art. L. 633-2 et L. 633-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Application des dispositions relatives à la facturation d'eau dans les logements-foyers) (p. 14862, 14863). - **Article 33 octies (supprimé)** (art. L. 412-1, L. 412-3 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Application de certains délais des procédures d'expulsion locative aux « lieux habités ») (p. 14864). - **Articles additionnels après l'article 33 octies** (p. 14865). (p. 14865). - **Article 33 duodécies (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14868). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14894, 14895).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15212, 15213).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-**

2016)] - (27 octobre 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 16406, 16408). - **Article unique** (p. 16417, 16418).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16959, 16961). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 16967). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16975, 16976). (p. 16976, 16977). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16980). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 16985). (p. 16985, 16986). (p. 16986). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Substitution de la Ville de Paris aux communes et département de Paris dans tous leurs actes) (p. 16988). (p. 16989). (p. 16989). (p. 16990).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17031). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17057). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 17063). - **Article 27** (art. L. 122-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 6332-2 du code des transports - Transfert au préfet de police de Paris de la police des aérodromes de Paris-Charles-de-Gaulle et du Bourget) (p. 17067).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 17087). (p. 17087, 17088). (p. 17088). - **Article 35** (art. L. 321-41 [nouveau] du code de l'urbanisme - Possibilité pour les établissements publics fonciers et d'aménagement de l'État de recourir aux moyens d'un autre de ces établissements) (p. 17091). (p. 17092). (p. 17092). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-33 du code de l'urbanisme - Composition du conseil d'administration de Grand Paris - Aménagement et coordinations relatives à sa nouvelle appellation) (p. 17100, 17101). (p. 17101). (p. 17102).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18382, 18383).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18509).

- **Question orale sans débat sur la situation de pénurie des vaccins contre la tuberculose en France** - (8 décembre 2016) (p. 18610). (p. 18612).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20785, 20786).

FEKL (Matthias)
secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Discussion générale (p. 2338, 2341). (p. 2351, 2354).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le traité transatlantique et l'agriculture - (1er mars 2016) (p. 3190).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'octroi d'un statut d'économie de marché à la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce - (1er mars 2016) (p. 3191, 3192).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'élevage - (8 mars 2016) (p. 3881, 3882).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (I) - (3 mai 2016) (p. 6284, 6285).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (II) - (3 mai 2016) (p. 6285, 6286).

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la France (I) - (26 mai 2016) (p. 8726).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la France (II) - (26 mai 2016) (p. 8728).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep - (4 octobre 2016) (p. 14413, 14414).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la bataille de Mossoul - (3 novembre 2016) (p. 16648, 16649).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures pour le tourisme - (8 novembre 2016) (p. 17048, 17049).
- Question orale sans débat sur la sécurité des élèves scolarisés dans les établissements français à l'étranger - (15 novembre 2016) (p. 17331, 17332).
- Question orale sans débat sur la crise du secteur agricole - (15 novembre 2016) (p. 17333).
- Question orale sans débat sur les vignobles bourguignons et les aléas climatiques - (15 novembre 2016) (p. 17334).
- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] - (6 décembre 2016) - Discussion générale (p. 18500, 18502).
- Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)] - (20 décembre 2016) - Discussion générale (p. 20852, 20853). (p. 20858, 20859).

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.
- Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).
- Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.
- Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 393 (2014-2015)] visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 340 tome 1 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 15 (2015-2016)] relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 340 tome 2 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 495 (2015-2016)] relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 588 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 694 (2015-2016)] (16 juin 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Enseignement scolaire [n° 144 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 254, 255).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Question orale sans débat sur la rénovation des voies de chemins de fer capillaires en France** - (9 février 2016) (p. 2478, 2479). (p. 2479).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 2529).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article additionnel après l'article 18 A** (p. 2772). (p. 2773). (p. 2773). - **Article 18 B** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 2774). (p. 2775). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2777, 2778). - **Article 18 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2 du code du patrimoine - Consécration législative des projets scientifiques et culturels des musées de France) (p. 2779). (p. 2779). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 2781). (p. 2782). (p. 2783). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (Mutualisation de la conservation des archives numériques entre collectivités territoriales) (p. 2784). - **Article 18 quater B (Texte non modifié par la commission)** (Assouplissement des conditions de dépôt des archives des communes de plus de 2000 habitants aux services intercommunaux ou départementaux) (p. 2785). - **Article 18 septies (nouveau)** (Extension du champ d'application de l'interdiction d'accès aux salles de lecture d'archives) (p. 2786). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2787). (p. 2788). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 2789). - **Article 20** (Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 2794). (p. 2797). (p. 2798). (p. 2800). (p. 2801). (p. 2801, 2802). (p. 2802). (p. 2803). (p. 2803). (p. 2804). (p. 2805, 2806). (p. 2806). (p. 2807). (p. 2808). (p. 2810). (p. 2811). (p. 2812). (p. 2812). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2814). (p. 2814). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive) (p. 2817, 2818). (p. 2820). - **Article 22** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 2821). (p. 2824). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2826). (p. 2826). (p. 2827). (p. 2827, 2828). (p. 2828). (p. 2829). (p. 2829). (p. 2830). (p. 2830). (p. 2831). (p. 2831). - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2837, 2838).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) (p. 2868). (p. 2870). (p. 2870). (p. 2872). (p. 2873). (p. 2873). (p. 2874). (p. 2875). (p. 2875). (p. 2876). (p. 2877). (p. 2879, 2880). (p. 2882). (p. 2885). (p. 2885). (p. 2885). (p. 2911). (p. 2913). (p. 2913). (p. 2913). (p. 2915, 2918). (p. 2920). (p. 2921). (p. 2924). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2925, 2926). (p. 2927). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. L. 621-22 et art. L. 621-29-9 [nouveau] du code du patrimoine - Encadrement des cessions de biens immobiliers de l'État protégés au titre des monuments historiques) (p. 2928). (p. 2928). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2930). - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2933). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2933, 2934). (p. 2934). (p. 2935). (p. 2935). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2936). (p. 2938). (p. 2938). - **Article 26 quinquies (supprimé)** (art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 431-3 du code de l'urbanisme - Abaissement du seuil de dérogation à l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par les personnes physiques) (p. 2941).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 sexies (supprimé)** (art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier

1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture) (p. 2955). - **Article 26 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) (p. 2956). (p. 2957). - **Article additionnel après l'article 26 septies** (p. 2957). (p. 2958). - **Article 26 octies** (art. 15 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Lutte contre les faux et les signatures de complaisance en matière de projet architectural) (p. 2958, 2959). - **Article 26 undecies (supprimé)** (Expérimentation en matière de normes applicables à la construction) (p. 2962). (p. 2964). - **Article additionnel après l'article 26 undecies** (p. 2965). - **Article 26 duodecies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Réduction des délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 2966). - **Article 26 terdecies** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du conseil national de l'ordre des architectes) (p. 2967). - **Article 26 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance) (p. 2968). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2969). (p. 2971). (p. 2972). (p. 2974). (p. 2975). (p. 2976). (p. 2977). (p. 2978). - **Article 27** (art. L. 710-1 [nouveau], L. 720-1 et L. 730-1 du code du patrimoine - Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 2980). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 2981). - **Article 33** (art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement) (p. 2984). (p. 2985). (p. 2986). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2987). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3016). (p. 3018). (p. 3019). (p. 3020). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3022). (p. 3023). - **Article 36** (art. L. 110, L. 111-6-2, L. 111-7, L. 123-1-2, L. 123-1-3, L. 123-1-5, L. 123-5-1, L. 123-5-2, L. 127-1, L. 127-2, L. 128-1, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 480-1, L. 480-2 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux particulièrement créatifs et innovants) (p. 3030). (p. 3030). (p. 3031). (p. 3031). (p. 3031). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 3032). (p. 3033). - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 3036). - **Article 40** (Entrée en vigueur différée des règles relatives aux abords et aux cités historiques - Transformation automatique des espaces protégés) (p. 3037). (p. 3038). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 3039). - **Article 46** (Adaptation de certaines dispositions du projet de loi à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin) (p. 3040). - **Seconde délibération** (p. 3041).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix des médicaments anti-cancéreux** - (31 mars 2016) (p. 5032).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 8173). - **Article 18 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 8250). - **Article 18 bis AA (suppression maintenue)** (Règles relatives à la délivrance d'un certificat d'exportation concernant certains biens culturels) (p. 8251).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8317, 8318). (p. 8318). (p. 8319). (p. 8320). (p. 8322). (p. 8323). (p. 8324). (p. 8324). (p. 8324, 8325). (p. 8326). (p. 8328). (p. 8328). (p. 8331, 8332). (p. 8332). (p. 8333, 8334). (p. 8334). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de

fouille archéologique préventive) (p. 8335). (p. 8336). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 8339, 8340). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 8344). (p. 8344). (p. 8344). (p. 8345). (p. 8345). (p. 8346). (p. 8346). (p. 8347). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8353). (p. 8354). (p. 8357). (p. 8359). (p. 8360). (p. 8360). (p. 8361). (p. 8361). (p. 8362). (p. 8363). (p. 8363, 8364). (p. 8365). (p. 8366). (p. 8367). - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 1616-1 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives à l'insertion d'œuvres d'art dans les constructions) (p. 8369). - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8372). (p. 8374). - **Article 26 duodecimes (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Dérogation aux conditions et délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 8375, 8376). - **Article 26 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes) (p. 8377). - **Article 26 quaterdecies (supprimé)** (art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'œuvre) (p. 8378, 8379). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour modifier et compléter le code du cinéma et de l'image animée) (p. 8382). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour modifier et compléter le code du patrimoine) (p. 8383). (p. 8383). (p. 8384). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation pour adapter les codes du patrimoine et de la propriété intellectuelle dans les collectivités

d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 8384). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8387). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8396). (p. 8396). (p. 8397). (p. 8398). (p. 8398). (p. 8399). (p. 8400). - **Article 37 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-1 du code du tourisme - Qualité des visites guidées dans les musées de France et les monuments historiques et sécurisation de la profession de guides-conférenciers) (p. 8402). - **Article 40** (Entrée en vigueur différée des règles relatives aux abords et aux sites patrimoniaux remarquables - Transformation automatique des espaces protégés) (p. 8403). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires concernant les projets de plan de sauvegarde et de mise en valeur et les projets d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine actuellement à l'étude) (p. 8405). (p. 8405). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (Application de certaines dispositions du projet de loi en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 8406). (p. 8406).

- **Question orale sans débat sur l'utilisation des détecteurs de métaux** - (21 juin 2016) (p. 10117, 10118). (p. 10118).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 11979).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14439). (p. 14440). (p. 14440). - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique) (p. 14444).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15223, 15225).

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis présidente du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : De l'islam en France à un islam de France, établir la transparence et lever les ambiguïtés [n° 757 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Société**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue *Les Cahiers de l'Orient*, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Audition de Mme Fériel Alouti, journaliste.

Communication de la présidente.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Audition de M. Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Anne-Laure Fondeur, conseillère auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargée de la sécurité sanitaire.

Audition de Mme Hanen Rezgui Pizette, présidente de l'association de sensibilisation, d'information et de défense des consommateurs musulmans (ASIDCOM).

Réunion du lundi 14 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Bruno Dalles, directeur de TRACFIN.

Audition de M. Mohamed Beddy Ebnou, enseignant de la finance internationale et de la finance islamique à l'université de Dauphine dans le cadre de l'exécutive master « Principes et pratiques de la finance islamique ».

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Makhlof Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman (FNEM), et de M. Michel Soussan, conseiller.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Ahmet Ogras, président du comité de coordination des musulmans turcs de France.

Audition de M. Amar Lasfar, président de l'Union des organisations islamiques de France.

Audition de M. Amine Nejdi, vice-président du Rassemblement des musulmans de France.

Audition de M. Chems-Eddine Hafiz, représentant de la grande Mosquée de Paris.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Dominique Urvoy, professeur de pensée et civilisation arabes à l'université de Toulouse-Jean Jaurès (ex Toulouse-II), et de Mme Marie-Thérèse Urvoy, professeur d'islamologie, d'histoire médiévale de l'islam, d'arabe classique et de philosophie arabe à l'Institut catholique de Toulouse.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Abderrahmane Belmadi, responsable de la commission pédagogique de l'Institut Al-Gazali.

Audition de M. Larabi Becheri, directeur adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Cheikh Moussa Touré, président de la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles (FFAIIACA) et de M. Assani Fassassi, secrétaire général.

Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Barcon-Maurin, chef du service juridique de la fiscalité, direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et voitures » - Table ronde sur l'accidentalité routière et les différences de comportements entre les hommes et les femmes au volant.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Amar Bendjama, ambassadeur d'Algérie en France.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi et le projet de loi sur le travail** - (31 mars 2016) (p. 5033, 5034).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - *Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10203).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 32 F (nouveau)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation -

Assouplissement des conditions d'accès au dispositif d'initiation aux métiers en alternance) (p. 10405). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10423).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - *Emplois saisonniers*) (p. 10505). (p. 10505).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16090, 16091). (p. 16095, 16096). (p. 16105).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17385, 17386).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 27** (art. L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6, L. 581-10, L. 582-1 et L. 582-2 [nouveaux], L. 583-3, L. 583-5 [nouveau], et L. 755-3 du code de la sécurité sociale, art. 373-2-2 du code civil et art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires - *Recouvrement des créances de pensions alimentaires*) (p. 17581). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 17585, 17586). - **Article 29** (*Objectifs de dépenses de la branche famille*) (p. 17586).

FILLEUL (Jean-Jacques)
sénateur (Indre-et-Loire)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire du Comité national des "trames verte et bleue".

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Économie bleue - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Gallo Gueye, directeur des statistiques sociales de la direction générale d'Eurostat.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Hority (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Audition de S.E. M. Andrzej Byrt, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la république de Pologne en France, et de

Mme Agata Wadowska, deuxième secrétaire, chef du service économique de l'ambassade.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stéphane Jugnot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénat et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 484). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 511). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 517). - **Article 36 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 521). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 523). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 526).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 51 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - Soutien aux projets territoriaux visant la suppression des néonicotinoïdes dans le cadre du plan Ecophyto) (p. 584). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 585).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1976, 1977).

- **Question orale sans débat sur la situation fiscale des établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs** - (9 février 2016) (p. 2492). (p. 2492).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3829, 3830).

- **Question orale sans débat sur les compétences eau et assainissement des collectivités territoriales** - (15 mars 2016) (p. 4119). (p. 4120).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6008).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (réservés)** (p. 6262).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7278, 7279). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 7290). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7295). (p. 7300). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7309).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 7** (art. L. 371-3 et L. 213-13-1 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 7368). (p. 7369). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7426).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7478). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7510). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7579). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7580, 7581).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7975, 7976). - **Article 2** (art. L. 510-1 [nouveau] du code de l'aviation civile - Formation des télépilotes d'aéromodèles) (p. 7982). - **Article 5** (art. L. 6232-2 du code des transports - Sanctions) (p. 7984).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 13459). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 13465). - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, art. 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 13487, 13488). - **Article 32 sexies** (Missions d'intérêt général des parcs zoologiques) (p. 13492). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 13517). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13529).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord relatif aux intermittents du spectacle** - (12 juillet 2016) (p. 13658, 13659).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15016, 15017).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16462, 16463).

FIORASO (Geneviève)
*secrétaire d'État auprès de la ministre de
l'éducation nationale, de l'enseignement
supérieur et de la recherche, chargée de
l'enseignement supérieur et de la
recherche
(jusqu'au 12 février 2016)*

FONTAINE (Michel)
*sénateur (La Réunion)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

FORISSIER (Michel)
*sénateur (Rhône)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s (23 juin 2016).

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 610 (2015-2016)] - Rapport [n° 661 tome 1 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 610 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 661 tome 2 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 771 (2015-2016)] relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 790 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Travail et emploi [n° 143 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*): Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*): Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles

protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Questions diverses.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*): Audition

de M. Jean-Marie Denquin, professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 9384, 9385).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - *Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10193, 10194). (p. 10203, 10204). (p. 10205). (p. 10206). (p. 10207). (p. 10207). (p. 10208). (p. 10209). (p. 10210). (p. 10211). (p. 10212). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10214). (p. 10214). - **Article 21 bis B** (art. L. 6331-48, L. 6331-48-1, L. 6331-50, L. 6331-51, L. 6331-54 et L. 6331-54-1 du code du travail ; art. 8 de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs ; art. 1601, 1601 B et 1609 quater viciés B du code général des impôts - *Recouvrement de la contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants*) (p. 10216). - **Article 21 bis (supprimé)** (*Concertation sur le périmètre du compte personnel d'activité*) (p. 10216, 10217). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10219). (p. 10219). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Création par ordonnance du compte personnel d'activité pour les agents des chambres consulaires*) (p. 10221).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - *Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10246). (p. 10249). (p. 10254). (p. 10259). (p. 10261). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10262). - **Article 23 bis D** (*Aide à la recherche du premier emploi*) (p. 10264). - **Article 23 ter** (art. L. 243-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et L. 5213-2-1 [nouveau] du code du travail - *Dispositif d'emploi accompagné spécifique pour les personnes handicapées*) (p. 10267). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 10267, 10268). (p. 10269). - **Article 23 quater** (art. L. 5132-15-1 du code du travail - *Augmentation plafonnée à 60 mois de la durée maximale du contrat de travail des salariés en atelier et chantier d'insertion*) (p. 10270). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 10271). (p. 10272). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3243-2 du code du travail - *Dématérialisation du bulletin de paie*) (p. 10273).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels avant l'article 32 A** (p. 10392, 10393). (p. 10393). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - *Pacte national pour l'apprentissage*) (p. 10395). (p. 10397). (p. 10398). (p. 10399). - **Article 32 B (nouveau)** (art. L. 313-1, L. 331-7 et L. 333-1 du code de l'éducation - *Information sur l'apprentissage et découverte des métiers*) (p. 10400). - **Article additionnel après l'article 32 B** (p. 10401). - **Article 32 C (nouveau)** (art. L. 721-2, L. 941-2 [nouveau] et L. 942-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Formation des enseignants au monde de l'entreprise*) (p. 10402). - **Article 32 D (nouveau)** (art. L. 421-1 et L. 421-2 du code de l'éducation - *Présidence du conseil d'administration des lycées professionnels*) (p. 10403, 10404). - **Article 32 F (nouveau)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - *Assouplissement des conditions d'accès au dispositif d'initiation aux métiers en alternance*) (p. 10405, 10406). (p. 10406). -

Article additionnel après l'article 32 F (p. 10406). - **Article 32 G (nouveau)** (art. L. 6222-7-1, L. 6222-18, L. 6222-24 et L. 6222-27 du code du travail - *Conditions d'exécution et de rupture du contrat d'apprentissage*) (p. 10407). (p. 10407). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 10408). (p. 10409). - **Article 32 I (nouveau)** (art. L. 3163-2 et L. 6222-26 du code du travail - *Travail de nuit des apprentis mineurs*) (p. 10410). (p. 10411). - **Articles additionnels après l'article 32 I** (p. 10412). (p. 10412). (p. 10413). - **Article 32 J (nouveau)** (art. L. 6123-2 et L. 6123-3 du code du travail - *Représentation institutionnelle des apprentis*) (p. 10413). - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10414). - **Article 32** (art. L. 6241-5, L. 6241-9, L. 6242-6 et L. 6332-16 du code du travail - *Ajustements du cadre juridique de la taxe d'apprentissage*) (p. 10416). (p. 10417). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10418). (p. 10419). (p. 10419). (p. 10420). (p. 10420). (p. 10421). (p. 10421). (p. 10422). (p. 10423). (p. 10423). - **Article 32 bis A (nouveau)** (art. L. 6222-1 et L. 6222-12-1 du code du travail - *Possibilité de signer un contrat d'apprentissage avant quinze ans*) (p. 10424, 10425). - **Article 32 bis B (nouveau)** (art. L. 6222-7-1 [nouveau] du code du travail - *Suspension du contrat d'apprentissage pendant une mobilité à l'étranger*) (p. 10426). - **Article 32 bis C (nouveau)** (art. L. 6222-25 du code du travail - *Durée du travail des apprentis mineurs*) (p. 10427, 10428). (p. 10428). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du code du travail) - *Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage*) (p. 10429). (p. 10430). (p. 10431). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 10432). (p. 10432). - **Article 32 ter (nouveau)** (art. L. 6271-1 à L. 6271-6 [nouveaux] du code du travail - *Ecoles de production*) (p. 10433, 10434). (p. 10434, 10435). - **Article 33 (supprimé)** (*Aménagement expérimental du contrat de professionnalisation pour les demandeurs d'emploi*) (p. 10435).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10471). (p. 10471). (p. 10472). - **Article 33 ter** (*Expérimentation sur la gestion par les régions des fonds libres du quota de la taxe d'apprentissage*) (p. 10473). (p. 10474). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation du relèvement à trente ans de l'âge limite pour entrer en apprentissage*) (p. 10475). (p. 10475). (p. 10476). - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - *Validation des acquis de l'expérience*) (p. 10477). (p. 10479). (p. 10480). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 10481). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6323-16 du code du travail - *Critères d'inscription sur les listes des formations éligibles au compte personnel de formation*) (p. 10482, 10483). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10483). (p. 10484). (p. 10485). - **Article 36** (art. L. 6111-7, L. 6111-8 [nouveau], L. 6121-5 et L. 6121-6, L. 6341-6 et L. 6353-10 [nouveau] du code du travail ; art. L. 401-2-1 du code de l'éducation - *Information sur le système de formation et l'insertion des apprentis*) (p. 10487). - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6325-13, L. 6332-14 et L. 6353-1 du code du travail - *Modalités de réalisation des actions de formation*) (p. 10488). - **Article 36 ter (supprimé)** (*Dispositif expérimental d'accès à la qualification à La Réunion*) (p. 10488). - **Articles additionnels après l'article 36 ter** (p. 10489). (p. 10490). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 937-1 et L. 953-3 [nouveaux], L. 971-1, L. 973-1 et L. 974-1 du code de l'éducation - *Recrutement d'agents contractuels par les groupements d'établissements (GRETA) et les établissements d'enseignement supérieur*) (p. 10491). (p. 10492). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10492). (p. 10493).

- **Nouvelle lecture** [n° 771 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13740, 13741).

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durreleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 204, 205).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire** [n° 269 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2244).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire** [n° 115 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2341, 2342).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réunion à Rome des pays fondateurs de l'Union européenne** - (11 février 2016) (p. 2725, 2726). (p. 2726).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3948, 3949). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3958). - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3964).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (I)** - (26 mai 2016) (p. 8720, 8721). (p. 8721).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale** [n° 639 (2015-2016)] - (31 mai 2016) - **Article 1er** (*art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active*) (p. 8901).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9409, 9410).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (11 octobre 2016) - **Article 30 (précédemment réservé)** (*art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire*) (p. 14808).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs** [n° 28 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16269).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport** [n° 74 (2016-2017)] - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16450, 16451).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Cour de cassation** - (15 décembre 2016) (p. 19432, 19433). (p. 19433).

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
Communiste républicain et citoyen

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 12, 26 janvier, 9 février, 8, 17, 31 mars, 26 avril, 3, 25 mai, 14, 20, 22, 28 juin, 4, 11 juillet, 12 octobre et 8 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 20 décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Enseignement scolaire [n° 140 tome 3 annexe 14 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'urgence douanière** - (9 février 2016) (p. 2497). (p. 2497, 2498).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation** [n° 395 (2015-2016)] - (16 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4235).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale** [n° 591 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8041, 8042).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle** [n° 523 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8075).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du groupe d'amitié Jordanie-France du Sénat du Royaume hachémite de Jordanie** - (25 mai 2016) (p. 8321).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 et L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau],*

L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9642).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 10049). (p. 10050).

- **Ouverture de la première session extraordinaire de 2015-2016** - (4 juillet 2016) (p. 12111).

- **Hommage à Michel Rocard, ancien sénateur** - (4 juillet 2016) (p. 12112).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale du Québec** - (4 juillet 2016) (p. 12112).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12344).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12460, 12461).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 45 (priorité)** (Habilitation en vue de simplifier et de rationaliser les obligations d'information et de publication des sociétés) (p. 12509). - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12513, 12514). (p. 12514). (p. 12515). - **Article 45 quater (priorité)** (art. 5 et 53 de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes, art. L. 820-3, L. 821-1, L. 821-2, L. 821-5, L. 821-12-2, L. 822-1-3, L. 822-1-5, L. 822-1-6, L. 822-11, L. 822-11-2, L. 822-15, L. 823-1, L. 823-2, L. 823-3-1, L. 823-12-1, L. 823-15, L. 823-16, L. 824-7, L. 824-9, L. 824-13 et L. 824-15 du code de commerce, art. L. 931-13 du code de la sécurité sociale et art. L. 612-45 du code monétaire et

financier - Ratification, avec modifications, de l'ordonnance du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes) (p. 12523). - **Article 46 bis (priorité)** (art. L. 225-19, L. 225-35, L. 225-37, L. 225-40, L. 225-48, L. 225-54, L. 225-60, L. 225-68, L. 225-70, L. 225-82, L. 225-88, L. 225-96, L. 225-98, L. 225-100-3, L. 225-101, L. 225-102-1, L. 225-102-4 [nouveau], L. 225-103, L. 225-107, L. 225-108, L. 225-114, L. 225-121, L. 225-129-6, L. 225-149, L. 225-149-3, L. 225-150, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-208, L. 225-209, L. 225-209-2, L. 225-214, L. 225-235, L. 232-23 et L. 238-1 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification du régime des sociétés anonymes) (p. 12529). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code monétaire et financier - Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des chèques) (p. 12548). - **Article 29** (art. L. 221-3, L. 221-5 et L. 221-27 du code monétaire et financier - Faculté pour les détenteurs de livret A et de livret de développement durable d'affecter une partie des intérêts sous forme de don à une entreprise solidaire) (p. 12560).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 5 (nouveau)** (art. 421-2-7 [nouveau] et art. 421-5 du code pénal - Création d'un délit de séjour intentionnel à l'étranger sur un théâtre d'opérations à l'étranger de groupements terroristes) (p. 13836).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14327).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18388, 18389).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle** - (1er décembre 2016) (p. 18472). (p. 18472).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19621). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19630). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19670, 19671). (p. 19671). (p. 19675). (p. 19677). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19715).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20801, 20802).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du poste de police d'Oissel** - (20 décembre 2016) (p. 20836). (p. 20837).

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 14 juin 2016 ; membre de la commission jusqu'au 13 juin 2016.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des lois : Renforcer la sécurité des transports terrestres face à la menace terroriste [n° 291 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 281 (2015-2016)] relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 314 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 504 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la

Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur le déplacement de la commission au Svalbard.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Communications diverses.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire** [n° 269 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - Discussion générale (p. 139).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire* [n° 307 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1646).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1967, 1968).

- Rapporteur pour avis - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 2251-4-1 [nouveau] du code des transports - *Expérimentation d'un dispositif de « caméra-piéton » au bénéfice des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 1983). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - *Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2012, 2013).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire** [n° 269 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2243).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (12 février 2016) - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2823, 2824). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - *Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2831). - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2838).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) (p. 2915). (p. 2922). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 2930). (p. 2930).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (30 mars 2016) - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - *Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes*) (p. 4921).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'abattage des animaux** - (5 avril 2016) (p. 5123, 5124). (p. 5124).

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 6253).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils** [n° 593 (2015-2016)] - (17 mai 2016) - **Article 5** (art. L. 6232-2 du code des transports - *Sanctions*) (p. 7984).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9264).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15019).

FOURNIER (Bernard)

sénateur (Loire)

Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265**

(2015-2016)] - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 51, 52).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (14 janvier 2016) (p. 217). (p. 218).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 111-73-1 et L. 111-77-1 [nouveaux] du code de l'énergie - *Ouverture des données dans le domaine de l'énergie*) (p. 5924, 5925).

- **Question orale sans débat sur les schémas départementaux de coopération intercommunale et l'organisation scolaire** - (7 juin 2016) (p. 9117). (p. 9118).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15196).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les débordements à Saint-Étienne et l'atteinte à l'autorité de l'État** - (27 octobre 2016) (p. 16404).

- **Question orale sans débat sur le transfert des zones d'activités économiques communales à l'échelon intercommunal** - (15 novembre 2016) (p. 17340). (p. 17340).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18499, 18500).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 20886). (p. 20886).

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 669 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 555 (2015-2016)] (27 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Colombie - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vandalisme dans les lieux de culte** - (14 janvier 2016) (p. 221).

- **Question orale sans débat sur la prise en compte de la problématique des « ruisseaux couverts » de l'ex-bassin houiller cévenol** - (9 février 2016) (p. 2481, 2482). (p. 2482).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des maires dans la lutte contre le terrorisme** - (17 mai 2016) (p. 7990). (p. 7990, 7991).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8897, 8898).

FRASSA (Christophe-André)
*sénateur (Français établis hors de
 France - Série 2)
 Les Républicains*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 325 (2015-2016)] pour une République numérique [n° 534 tome 1 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, sur le projet de loi [n° 325 (2015-2016)] pour une République numérique [n° 534 tome 2 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour une République numérique [n° 743 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 496 (2015-2016)] relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 10 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 99 (2016-2017)] (2 novembre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 296 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2044, 2045).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales) (p. 3105).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5776, 5777). - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5791). (p. 5793). (p. 5795). (p. 5796). - **Article 1er bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi) (p. 5797). - **Article 1er bis** (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5798). (p. 5799). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice du droit à communication par la publication) (p. 5801, 5802). (p. 5803). (p. 5803). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5806). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5810,

(p. 5813). (p. 5814). (p. 5821, 5822). (p. 5822). (p. 5823). (p. 5824). (p. 5825). (p. 5826). (p. 5828, 5829). (p. 5829, 5830). (p. 5830). (p. 5830, 5831). (p. 5831). (p. 5832). (p. 5833). (p. 5834). (p. 5834). (p. 5835). (p. 5836). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Encouragement des démarches d'ouverture des données pour les éco-organismes de gestion des déchets) (p. 5837). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 5838). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 du code des relations entre le public et l'administration - Soumission de la publication au respect des droits de propriété littéraire et artistique - Entrée en vigueur de la nouvelle obligation de diffusion) (p. 5839). (p. 5840). - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2, L. 322-6, L. 324-1 et L. 325-7 du code des relations entre le public et l'administration - Inclusion dans le droit de réutilisation des informations mises à disposition par les services publics industriels et commerciaux) (p. 5841). (p. 5841). - **Article 6 bis** (art. L. 300-3 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux documents relatifs à la gestion du domaine privé de l'État et des collectivités territoriales) (p. 5842). - **Article 7** (art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5842, 5843). (p. 5843). (p. 5844). (p. 5845). (p. 5845, 5846). (p. 5846). (p. 5847). (p. 5848). (p. 5849). - **Article 7 bis** (art. L. 324-5-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Gratuité de la réutilisation des informations produites par le service statistique public) (p. 5850). (p. 5851). - **Article 8** (art. L. 322-6, L. 326-1, L. 341-1, L. 342-1, L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-6 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Actualisation annuelle du répertoire des principaux documents administratifs - Modification des compétences et du fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs) (p. 5852, 5853). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5853, 5854). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5855). (p. 5856). (p. 5857). (p. 5858).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) (p. 5892). (p. 5893). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 5894). - **Article 9 bis** (art. 13 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Transmission et publication dans un format ouvert et aisément réutilisable du relevé des temps d'intervention des personnalités politiques dans les services de radio et de télévision) (p. 5895). - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5898, 5899). (p. 5904). - **Article 10** (art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5906). (p. 5906). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5910). - **Article 11** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 22 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif [abrogé] - Mise à disposition des données relatives aux subventions publiques) (p. 5910). (p. 5911). (p. 5911). - **Article 12** (art. 3 et 3 bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Transmission sous un format électronique de données pour la réalisation d'enquêtes statistiques obligatoires) (p. 5912). (p. 5912, 5913). (p. 5913). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5915). (p. 5916, 5917). (p. 5919). (p. 5920). (p. 5922). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Transmission des données foncières de l'administration fiscale) (p. 5929). (p. 5930). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Inclusion du président de la CADA dans le collège de la CNIL - Précisions sur la nomination à ce dernier des personnalités qualifiées) (p. 5931). - **Article 16 ter** (Rapport au Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique) (p. 5934, 5935). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5953). (p. 5955). (p. 5956).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 113-11 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Habilitation des associations à agir en justice afin de faire cesser tout obstacle à la libre réutilisation d'une œuvre entrée dans le domaine public) (p. 5984). - **Article 20 bis** (art. L. 32-4 et L. 32-5 du code des postes et des communications électroniques - Extension des pouvoirs d'enquête de l'ARCEP) (p. 5986, 5987). (p. 5987). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125 du code des postes et des communications électroniques - Extension des compétences de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques aux questions relatives à la neutralité de l'internet) (p. 5987). - **Article 20 quater (supprimé)** (art. L. 2, L. 2-2, L. 33-2, L. 34, L. 35-1, L. 35-2, L. 35-3, L. 35-4, L. 44, L. 125, L. 131, L. 135 du code des postes et des communications électroniques ; art. 6 et 38 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Modification du nom de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques) (p. 5988). - **Article 20 septies** (art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données) (p. 5989, 5990). (p. 5991). (p. 5992). (p. 5992). - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6007). (p. 6011). - **Article 43 (priorité)** (art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques) (p. 6017). (p. 6021). - **Articles additionnels après l'article 43 (priorité)** (p. 6024). (p. 6024). - **Intitulé de la section 2** (p. 6025). - **Article 44 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ; art. L. 111-7-12 du code de la construction et de l'habitation - Accès des personnes handicapées aux sites internet publics) (p. 6028). (p. 6029). (p. 6030). (p. 6031). - **Article additionnel après l'article 44 (priorité)** (p. 6035). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6039). (p. 6040). (p. 6042, 6043). (p. 6044). (p. 6045, 6046). (p. 6046). (p. 6048). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6049). (p. 6050, 6051). (p. 6051). (p. 6052). (p. 6052). (p. 6053). (p. 6054). (p. 6054). (p. 6055). (p. 6055). (p. 6056). (p. 6057). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6058). (p. 6061). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveau] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6063). (p. 6064). (p. 6065). (p. 6066). (p. 6067).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6084, 6085). - **Article 23 ter (supprimé)** (art. L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation - Obligations pesant sur les plateformes en ligne de location temporaire de locaux d'habitation) (p. 6086). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6087). (p. 6088). (p. 6091). - **Article 23 quater (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs) (p. 6096). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6100). (p. 6101). (p. 6102). - **Article 24** (art. L. 111-5-3 [nouveau] et L. 111-6-1 du code de la consommation et art. L. 111-7-2 [nouveau] et L. 131-4 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Régulation des avis en ligne rédigés par des consommateurs) (p. 6103). (p. 6105). (p. 6106, 6107). (p. 6107). - **Article 25** (art. L. 121-83 du code de la consommation et art. L. 224-30 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Renforcement des obligations d'information contractuelle sur les débits des réseaux fixes ou mobiles) (p. 6108). (p. 6109). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 6109). (p. 6110). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Précision relative à la notion de « téléservices de l'administration électronique ») (p. 6111). - **Article additionnel avant l'article 26** (p. 6111, 6112). - **Article 26 (texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droit de contrôler les usages des données à caractère personnel) (p. 6112). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 6113). (p. 6114). - **Article additionnel après l'article 26 ter** (p. 6116). - **Article 28** (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 112-10 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice des droits par la voie électronique) (p. 6117). - **Article 29** (art. 5-1 [nouveau] et 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement des missions de la CNIL) (p. 6118, 6119). (p. 6121). - **Article 30** (art. 11 et 37 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Certification, par la CNIL, de procédés d'anonymisation des données dans le cadre de l'open data) (p. 6122). (p. 6122). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 135 du code des postes et des communications électroniques ; art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - Saisine croisée de l'ARCEP et de la CNIL) (p. 6122). - **Article 32** (art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé) (p. 6124, 6125). (p. 6126). (p. 6128, 6129). - **Article 33 bis A (supprimé)** (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action collective en cessation du manquement en matière de données personnelles) (p. 6131). - **Article 33 bis B** (art. 47 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Proportionnalité de la sanction pécuniaire infligée par la CNIL) (p. 6132, 6133). - **Article 33 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Coopération de la CNIL avec ses homologues d'États non membres de l'Union européenne) (p. 6134). - **Article 33 ter (supprimé)** (art. L. 2-24 du code de procédure pénale - Habilitation pour les associations de protection des données personnelles ou de la vie privée de se constituer partie civile en matière d'atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques) (p. 6135). - **Article 33 quater** (art. 226-1 du code pénal - Répression pénale de la diffusion d'images ou de vidéos à caractère sexuel sans le consentement de la personne) (p. 6138). (p. 6138, 6139). (p. 6139). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6140). (p. 6141). (p. 6143). (p. 6144). (p. 6145). - **Article 34** (art. L. 32 et L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques - Respect du secret des correspondances par les opérateurs et les éditeurs de services de communication au public en ligne) (p. 6146). (p. 6146). (p. 6147). (p. 6147). (p. 6148). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6148). (p. 6150). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques) (p. 6152). (p. 6154). (p. 6155). (p. 6155). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales - Regroupement des syndicats mixtes ouverts compétents en matière de réseaux de communications électroniques) (p. 6157). (p. 6158). - **Article 37 C** (art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion ; art. 25 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques - Non opposition du syndicat des copropriétaires à l'installation de la fibre optique dans les parties communes) (p. 6162).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 38** (art. L. 2125-10 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modalités de calcul de la redevance pour occupation ou utilisation du domaine public des fréquences radioélectriques) (p. 6200, 6201). (p. 6201). (p. 6202). (p. 6203). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 6204). -

Article 40 AA (Texte non modifié par la commission) (Rapport au Parlement sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés) (p. 6219). - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6221). (p. 6222). (p. 6223). - **Articles additionnels après l'article 40 A** (p. 6225). (p. 6226). (p. 6227). (p. 6227, 6228). - **Article 40** (art. L. 100 [nouveau] et L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 112-15 du code des relations entre le public et l'administration ; art. 1369-8 du code civil et art. 2 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Exigences en matière de lettres recommandées électroniques) (p. 6231). (p. 6231). (p. 6232). - **Article 41** (art. L. 521-3-1 [nouveau], L. 525-6-1 [nouveau], L. 311-4, L. 521-3, L. 525-6 et L. 526-11 du code monétaire et financier - Modification du régime applicable aux opérations de paiement proposées par un fournisseur de réseaux ou de services de communications électroniques) (p. 6234). - **Article 42** (art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - Agrément des compétitions de jeux vidéo) (p. 6242, 6243). (p. 6243). (p. 6244). (p. 6244). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 6248). (p. 6249). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. L. 721-2 du code de la construction et de l'habitation - Dématérialisation des documents à fournir lors des promesses de ventes immobilières) (p. 6251). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 6252). (p. 6253). - **Article 46** (Application outre-mer des dispositions non codifiées) (p. 6256). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6257). - **Article 47** (art. L. 545-1 du code de la recherche ; art. L. 552-3, L. 552-8, L. 552-15, L. 553-2, L. 562-3, L. 562-8, L. 562-16, L. 572-1 et L. 574-1 du code des relations entre le public et l'administration ; art. L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques ; art. 72 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Coordinations outre-mer) (p. 6260). - **Article 48** (art. 59 [abrogé] de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ; art. 41 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Coordinations complémentaires) (p. 6260). (p. 6260). - **Articles additionnels après l'article 23 ter (réservés)** (p. 6261). - **Intitulé du projet de loi** (p. 6266). (p. 6266). (p. 6266, 6267).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10645, 10646). - **Article 12** (art. L. 330-1, L.330-3 (abrogé), L. 330-4, L. 330-6 et L.330-14 du code électoral - Coordinations relatives à l'élection des députés des Français de l'étranger - Droit de communication des listes électorales consulaires) (p. 10681, 10682).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**. - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. 2 à 9, 9-1 à 9-2 (nouveaux), 16-1 (nouveau) de la loi organique n° 76-97 du

31 janvier 1976 - Modalités d'inscription sur les listes consulaires des Français de l'étranger) (p. 10692). (p. 10692). (p. 10693).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13756, 13757).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire [n° 781 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 14021, 14022). - **Article 22** (Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à des obligations de loyauté de l'information) (p. 14068). - **Article 28** (Exercice de droits par la voie électronique) (p. 14068). - **Article 42 bis A** (Statut des joueurs professionnels) (p. 14069). - **Article 44 bis** (Carte « mobilité inclusion ») (p. 14069). (p. 14069). - **Article 47** (Coordinations outre-mer) (p. 14069).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 14960, 14962). - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14971). (p. 14973). (p. 14974). (p. 14975). - **Article 2 (supprimé)** (Action en responsabilité en cas de manquement à l'obligation d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance) (p. 14976, 14977). - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 14977). - **Article 4 (nouveau)** (Entrée en vigueur des nouvelles obligations d'information) (p. 14977). (p. 14977).

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
Socialiste et républicain

Décédé le 10 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 10 décembre 2016.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

FROGIER (Pierre)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux ; nouvelle nomination le 2 mars 2016.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Avancement des opérations préparatoires aux scrutins à venir en Nouvelle-Calédonie - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Nouvelle-Calédonie** - (28 janvier 2016) (p. 1997, 1998).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

GABOUTY (Jean-Marc)
sénateur (Haute-Vienne)
UDI-UC

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (23 juin 2016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 610 (2015-2016)] - Rapport [n° 661 tome 1 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 610 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 661 tome 2 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 771 (2015-2016)] relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 790 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*): Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

(*délégation aux entreprises*): Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): « Finances locales à l'horizon 2017 :

perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission mixte paritaire*): Projet de loi de modernisation du droit du travail.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par MM. Benoît Ravel, président-directeur général de Datastorm, et Stéphane Auray, économiste senior, d'une étude d'impact prospective, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm, sur les effets attendus, sur les entreprises et l'économie française, de pistes de réforme relatives à la transmission et à la reprise d'entreprises en France.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 112). (p. 114). (p. 117). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 121). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventionnement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) (p. 126, 127). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 132). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 133).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 11 (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales)** (p. 1603). (p. 1603). (p. 1603). (p. 1604).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 26 quater (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements)** (p. 2938, 2939).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4259, 4260). (p. 4260).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2 (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés)** (p. 4279). (p. 4282).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs*) (p. 5160).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (*art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles*) (p. 7441).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 9382, 9384).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 4 (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps)** (p. 9881, 9882).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25 (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion)** (p. 10274). (p. 10278). (p. 10281). - **Article 26 (Concertation sur le télétravail)** (p. 10283). (p. 10284). (p. 10285). (p. 10286). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10287). - **Articles additionnels après l'article 26 (suite)** (p. 10293). - **Article 27 (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique)** (p. 10294). (p. 10295). (p. 10295). (p. 10296). (p. 10296). (p. 10297). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10298). (p. 10298). (p. 10299). - **Article 27 bis (supprimé)** (*art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique*) (p. 10302). (p. 10305). - **Article additionnel après l'article 27 bis** (p. 10306). - **Article 28 (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés)** (p. 10308). (p. 10309). (p. 10310). (p. 10310). (p. 10311). (p. 10311, 10312). (p. 10312). (p. 10312). (p. 10313). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10313). (p. 10314). - **Articles additionnels après l'article 28 bis A** (p. 10315). - **Article 29 (art. L. 2232-10-1 du code du travail - Généralisation de la possibilité pour un accord de branche étendu de contenir des accords types à l'attention des petites entreprises)** (p. 10315, 10316). (p. 10316). (p. 10317). - **Article 29 bis A (supprimé)** (*art. L. 23-121-1 à L. 23-123-5 [nouveaux], L. 2122-14 [nouveau], L. 2143-24 et L. 2143-25 [nouveaux], L. 2232-40 à L. 2232-42 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-26 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-17 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-11-1 [nouveau] du code du travail - Dialogue social dans les réseaux de franchise*) (p. 10320). - **Article 29 bis (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés)** (p. 10322). (p. 10324). (p. 10324). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 10325). - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 10326). (p. 10327).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30 (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique)** (p. 10343). (p. 10347). (p. 10349). (p. 10355). (p. 10373). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10373, 10374). (p. 10374, 10375). (p. 10376,

10377). (p. 10377). (p. 10378). (p. 10379). (p. 10380). (p. 10381). - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10383). (p. 10385). (p. 10385). (p. 10386). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1454-1-2 du code du travail - Clôture de l'instruction devant le conseil de prud'hommes) (p. 10387). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10389). (p. 10390). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 10392). - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10415).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 38** (art. L. 1254-9, L. 1255-11, L. 1255-14 à L. 1255-18 [nouveaux] et L. 5132-14 du code du travail et art. L. 5542-21 du code des transports - Sécurisation du portage salarial) (p. 10494, 10495). (p. 10496). (p. 10496, 10497). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10496). (p. 10498). (p. 10498). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10500). (p. 10501). (p. 10502). (p. 10502). (p. 10503). (p. 10503). (p. 10503). (p. 10504). (p. 10505). (p. 10507). (p. 10508). (p. 10509). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 10509). - **Article 39 bis (supprimé)** (Expérimentation du contrat de travail intermittent pour les emplois saisonniers) (p. 10510). (p. 10511). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 10513). (p. 10513). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-19 du code du travail - Groupements d'employeurs publics et privés sous forme de sociétés coopératives) (p. 10513). - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 10514). (p. 10515). (p. 10515). (p. 10516). (p. 10517). - **Article 40 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 7221-1 du code du travail - Définition juridique du particulier employeur) (p. 10517). - **Articles additionnels après l'article 40 quater** (p. 10518). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10519, 10520). (p. 10520, 10521). (p. 10522). (p. 10522). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 10523). - **Article 41 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-71 du code du travail - Correction d'une erreur de référence dans le dispositif relatif au congé de reclassement) (p. 10524). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10526). - **Article 43 bis A (nouveau)** (Habilitation des ESAT à recevoir des salariés en période de mise en situation en milieu professionnel) (p. 10527). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - Élargissement des missions des organismes de placement spécialisés dans l'insertion professionnelle des personnes handicapées) (p. 10528). (p. 10528). - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 10529). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10534). (p. 10536, 10538). (p. 10537). (p. 10538). (p. 10539). (p. 10541). (p. 10541). (p. 10541, 10542). (p. 10542). (p. 10542). (p. 10542). (p. 10543). (p. 10543, 10544). (p. 10549, 10551). (p. 10553). (p. 10553, 10554). (p. 10554). (p. 10555). - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10557). - **Article 44 ter (Rapport sur le renforcement de l'attractivité de la carrière de médecin du travail)** (p. 10558). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la

responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10560, 10561). (p. 10563). (p. 10563). (p. 10563, 10564). (p. 10564). (p. 10565). (p. 10565). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10567, 10568). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1263-4-1 [nouveau], L. 1263-3, L. 1263-5 et L. 1263-6 du code du travail - Suspension de l'activité en cas d'absence de déclaration de détachement) (p. 10568). (p. 10569). - **Article 50 bis** (art. L. 1262-2, L. 1262-2-1 et L. 1264-2 du code du travail - Détachement de travailleurs intérimaires) (p. 10571). (p. 10572). - **Article 50 quater (nouveau)** (art. 58 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-889 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Résiliation d'une prestation de service en cas de suspension administrative) (p. 10573). - **Articles additionnels après l'article 50 quater** (p. 10573). (p. 10574). - **Article 51** (art. L. 4412-2, L. 4741-9, L. 4754-1 [nouveau], L. 1233-30, L. 1253-6, L. 2143-7, L. 2313-11, L. 2314-10, L. 2315-12, L. 2323-18, L. 2323-24, L. 2324-8, L. 2324-12, L. 2326-5, L. 2392-2, L. 3172-1, L. 4132-3, L. 4154-2, L. 4526-1, L. 4613-1, L. 4614-8, L. 4614-11, L. 4616-2, L. 4721-1, L. 4721-2, L. 6225-4, L. 7413-3, L. 7421-2, L. 7424-3, L. 7325-19, L. 6361-5, L. 6363-18, L. 7122-8, L. 7232-9, L. 8113-1, L. 8113-2, L. 8113-4, L. 8113-5, L. 8271-14, L. 3171-3, L. 4612-7, L. 3221-9, L. 4711-3, L. 4744-7, L. 5424-16, L. 5213-5, L. 8112-3, L. 8113-3, L. 8113-8, L. 8123-6, L. 4311-6, L. 8271-1-2, L. 4721-4, L. 4721-5, L. 8114-2, L. 8271-19, L. 8223-1-1, L. 1263-3, L. 1263-6, L. 8291-2, L. 4624-3 et L. 8123-1 du code du travail ; art. L. 1324-10, L. 1325-1 [nouveau], L. 5243-2-3, L. 5541-3 [nouveau], L. 5544-18, L. 5544-31, L. 5548-1 à L. 5548-4, et L. 5641-1 et du code des transports - Organisation et compétences de l'inspection du travail) (p. 10578, 10579). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10581). - **Article 51 quater (supprimé)** (Ratification de l'ordonnance du 7 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail) (p. 10581). - **Article additionnel après l'article 52** (p. 10583). - **Article 53 (supprimé)** (art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1235-4 et L. 1235-5 du code du travail - Remboursement des allocations de chômage par l'employeur) (p. 10584). - **Article 54 (supprimé)** (art. L. 1235-3-1 [nouveau] du code du travail - Indemnité spécifique en cas de licenciement abusif) (p. 10586). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10587).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10637, 10638).

- **Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13739, 13740).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14971). (p. 14973). (p. 14974, 14975). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14978).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16260).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre Ier, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour

les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants (p. 17431).

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
*sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 346 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni [n° 377 (2015-2016)] (9 février 2016)

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes [n° 448 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 173 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) [n° 453 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 814 (2015-2016)] (28 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844), TV5 Monde (P847) [n° 142 tome 10 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le contrat d'objectifs et de moyens 2016-2020 entre l'État et France Médias Monde [n° 147 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme d'Europol et la coopération policière européenne [n° 178 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Grosgrin, ambassadeur de France au Yémen.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Martin Kobler, chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Ouided Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2015.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition du général Gaëtan Poncelin de Raucourt, directeur du projet Réserve du ministère de la défense.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition du général Patrick de Rousiers, ancien président du Comité militaire de l'Union européenne et conseiller spécial de Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2016-2020 entre l'État et France Médias Monde - Communication.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de MM. Nicolas Baverez, essayiste, et Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide et président de la table ronde des industriels européens.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir : rapport de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Justice et affaires intérieures - Réforme d'Europol et coopération policière européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. Michel Delebarre.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2828).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle) (p. 3079, 3080). (p. 3080). (p. 3081). (p. 3082, 3083). (p. 3083). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Transmission au Conseil constitutionnel des présentations des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3085). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales) (p. 3104, 3105).

- **Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3111). (p. 3112).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3213, 3214).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (*Promotion du logiciel libre et des formats ouverts*) (p. 5897, 5898). (p. 5902).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article additionnel avant l'article 40 AA** (p. 6215). (p. 6216). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement*)

sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés) (p. 6218). (p. 6220). - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6221). - **Articles additionnels après l'article 40 A** (p. 6227). (p. 6228). - **Article 40** (art. L. 100 [nouveau] et L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques; art. L. 112-15 du code des relations entre le public et l'administration; art. 1369-8 du code civil et art. 2 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Exigences en matière de lettres recommandées électroniques) (p. 6231). (p. 6231).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7159, 7160).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8047, 8048).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9255, 9256).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 10655).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13843). (p. 13843, 13844). (p. 13844).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Sections territoriales de la réserve civique*) (p. 14424, 14425). (p. 14425).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 15 undecies (supprimé)** (art. L. 1311-18 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de locaux pour les parlementaires) (p. 14519, 14520). (p. 14520).

- **Question orale sans débat sur la carte vitale pour les retraités français vivant dans l'Union européenne** - (11 octobre 2016) (p. 14730, 14731). (p. 14731).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi des jeunes** - (13 octobre 2016) (p. 14990, 14991).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 27** (art. L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6, L. 581-10, L. 582-1 et L. 582-2 [nouveaux], L. 583-3, L. 583-5 [nouveau], et L. 755-3 du code de la sécurité sociale, art. 373-2-2 du code civil et art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires - Recouvrement des créances de pensions alimentaires) (p. 17578). (p. 17578). (p. 17578). (p. 17579). (p. 17579). (p. 17579).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19690).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19773).

GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016; puis rapporteure du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les communes nouvelles, histoire d'une révolution silencieuse : raisons et conditions d'une réussite [n° 563 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 773 (2015-2016)] relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 827 (2015-2016)] (14 septembre 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 69 (2016-2017)] (25 octobre 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 148 (2016-2017)] relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 187 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi

créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen d'amendements déposés par les rapporteurs sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'incidence de la réforme territoriale sur la politique de décentralisation culturelle : quel rôle pour les collectivités ? Quels enjeux dans les territoires ?.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 77, 79).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire*

[n° 307 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1636).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2266).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2911). (p. 2912). (p. 2913). (p. 2914). (p. 2921). (p. 2921). (p. 2921). (p. 2924). (p. 2925).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3876).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4335, 4337).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 3** (*Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 4477).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 488 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5659).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5691, 5692).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5700, 5701).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse judiciaire aux violences lors des manifestations** - (17 mai 2016) (p. 7989). (p. 7990).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables*) (p. 8359, 8360).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) - au nom du groupe UDI-UC (p. 9330, 9331).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16,*

L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9663).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 juin 2016) (p.10244).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (22 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 (suite)** (p. 10293). (p. 10293).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]* - (29 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12024).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13 (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions)** (p. 12245). (p. 12247).

- **Question orale sans débat sur le transfert aux communes et intercommunalités de l'instruction des autorisations d'urbanisme** - (19 juillet 2016) (p. 13719). (p. 13719).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle** - *Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]* - (27 septembre 2016) - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13981).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » - **Discussion générale** (p. 14392, 14394). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14421). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Sections territoriales de la réserve civique*) (p. 14425). (p. 14426). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Organismes et conditions d'accueil des réservistes*) (p. 14426). - **Article 5 (Conditions d'engagement et d'exercice des réservistes)** (p. 14427). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Création d'une réserve citoyenne consulaire à l'étranger*) (p. 14429). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 5151-9 du code du travail - *Éligibilité des activités de volontariat de la réserve civile de la police nationale au compte personnel de formation*) (p. 14430, 14431). - **Article 8 (supprimé)** (art. L. 3142-46-1 [nouveau] du

code du travail ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Congé pour l'exercice de responsabilités associatives) (p. 14434, 14435). - **Article 8 bis** (art. L. 123-16-2, L. 821-3, L. 821-6-1, L. 822-14 du code de commerce ; art. L. 241-2, L. 719-13, L. 771-1, L. 773-1, et L. 774-1 du code de l'éducation ; art. 19-8 et 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ; art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire ; art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - *Clarification de diverses dispositions relatives à l'appel à la générosité publique*) (p. 14437). - **Article 8 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 79-IV du code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Reconnaissance du caractère d'intérêt général d'une association*) (p. 14438). - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14439). (p. 14439, 14440). - **Article 9** (art. L. 120-1 et L. 120-34 du code du service national ; art. L. 1424-10, L. 1424-37 et L. 1852-9 du code général des collectivités territoriales ; art. 1er de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - *Service civique des sapeurs-pompiers*) (p. 14442). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 14443). - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - *Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique*) (p. 14445). (p. 14445). (p. 14447). (p. 14448). (p. 14449). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. L. 1221-13 du code du travail - *Information des représentants du personnel relative au volontaires en service civique*) (p. 14450). (p. 14450). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-32 du code du service national - *Intermédiation de service civique entre personnes morales de droit public*) (p. 14451). (p. 14452). (p. 14453). - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - *Diverses dispositions relatives au service civique*) (p. 14454). (p. 14454). (p. 14455). (p. 14457). (p. 14458). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-33 et L. 122-16 du code du service national - *Valorisation du service civique pour l'accès à la fonction publique et le calcul de l'ancienneté*) (p. 14458, 14459). - **Article 12 quinquies** (art. 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Prise en compte du service civique dans les concours d'accès à la fonction publique - Épreuves de mise en situation professionnelle*) (p. 14459). - **Article 12 sexies** (art. 44 et 45 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 42 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie - *Valorisation du service civique dans la fonction publique territoriale*) (p. 14460). - **Article 12 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 116-1 [nouveau] du code du service national - *Cadets de la défense*) (p. 14460, 14461). - **Article additionnel après l'article 12 octies** (p. 14462). - **Article 12 nonies (supprimé)** (*titre 1er bis du livre 1er du code du service national - Service civique obligatoire*) (p. 14462, 14463). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 14465). - **Article 14** (art. L. 611-9 [nouveau] du code de l'éducation - *Reconnaissance de l'engagement étudiant*) (p. 14466). - **Article 14 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-7-2 [nouveau] du code du travail - *Mobilité internationale des apprentis*) (p. 14467, 14468).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14 bis A** (p. 14479). (p. 14480). - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en*

famille) (p. 14481). (p. 14482). (p. 14483). (p. 14485). - **Article 14 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 714-1 du code de l'éducation - Politique culturelle universitaire) (p. 14488). - **Article 14 nonies** (art. 48 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Prolongation de l'expérimentation du dispositif dit de « dernier mot aux parents » pour l'orientation scolaire) (p. 14489). - **Article 14 decies** (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire) (p. 14491). (p. 14492, 14493). (p. 14495). (p. 14497). (p. 14498). (p. 14499). (p. 14499). (p. 14500). (p. 14500). (p. 14501). (p. 14501). - **Article 15 (supprimé)** (art. 6 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit de publication des mineurs de seize ans) (p. 14503). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 14504). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14505, 14506). - **Article 15 bis (supprimé)** (art. L. 114-3 du code du service national - Présentation des droits et aides sociales ouverts aux jeunes lors de la journée défense et citoyenneté) (p. 14509). - **Article 15 ter (supprimé)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Pré-majorité associative) (p. 14510). - **Article 15 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations) (p. 14512). - **Article additionnel après l'article 15 sexies** (p. 14512). - **Article 15 septies (supprimé)** (Rapport sur l'affectation des dépôts et avoirs des comptes inactifs des associations sur un compte d'affectation spéciale au bénéfice du fonds pour le développement de la vie associative) (p. 14513). - **Article 15 octies A (supprimé)** (art. L. 312-19 du code monétaire et financier - Informations complémentaires sur les comptes inactifs) (p. 14513). - **Article 15 decies** (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections) (p. 14515). - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14517). - **Article 15 undecies (supprimé)** (art. L. 1311-18 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de locaux pour les parlementaires) (p. 14520). - **Article 16** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6111-3 et L. 6111-5 du code du travail - Pilotage des politiques de jeunesse par les régions) (p. 14521). - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes) (p. 14522). (p. 14523). (p. 14524). (p. 14526). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 14528). - **Article 16 ter** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation des associations de jeunesse au sein des CESER) (p. 14529). - **Article 16 quater (supprimé)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation de toutes les classes d'âge au sein des CESER) (p. 14530). - **Article 16 quinquies** (art. L. 5211-10-1 du code général des collectivités territoriales - Composition des conseils de développement) (p. 14531). - **Article 16 octies** (art. 12 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 - Transformation du Conseil national de la jeunesse en Conseil d'orientation des politiques publiques de la jeunesse) (p. 14532). - **Articles additionnels après l'article 16 nonies** (p. 14533). (p. 14535). - **Article 17** (Information individualisée des jeunes en matière d'assurance maladie) (p. 14537). (p. 14538). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 14539). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale - Droit personnel à la CMU-C pour les jeunes) (p. 14540). (p. 14541). - **Article 18 bis** (Rapport sur la création d'une allocation d'études et de formation) (p. 14542). - **Article 18 ter (supprimé)** (Demande de rapport sur la création d'un observatoire régional du suicide en Guyane) (p. 14542). - **Article 19 (suppression maintenue)** (art. L. 612-3-1, L. 681-1, L. 683-1 et L. 684-1 du code de l'éducation - Modification du dispositif permettant aux

meilleurs bacheliers de chaque lycée d'accéder aux filières sélectives publiques) (p. 14543). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 413-2 et 413-3 du code civil - Émancipation à leur demande des mineurs âgés de plus de seize ans) (p. 14544, 14545). - **Article 19 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6323-6 du code du travail - Inclusion de la préparation du permis de conduire dans les formations éligibles au compte personnel de formation) (p. 14546). (p. 14547). - **Article 19 septies A (supprimé)** (art. L. 5131-6-1 [nouveau] du code du travail - Éligibilité des personnes bénéficiant de l'allocation prévue par le contrat d'insertion dans la vie sociale au dispositif de caution publique pour le permis de conduire) (p. 14547). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14550). (p. 14553, 14554).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14901). - **Intitulé du chapitre II** (Dispositions relatives à la langue française) (p. 14902). - **Article 35** (art. L. 6111-2, L. 6313-1 et L. 5223-1 du code du travail - Apprentissage de la langue française dans le cadre de la formation professionnelle) (p. 14912). - **Article 36 A (supprimé)** (Rapport sur la discrimination et la prise en compte de la diversité dans la fonction publique) (p. 14913). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 de loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État, 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Élargissement des conditions d'accès au troisième concours de la fonction publique) (p. 14915). (p. 14915, 14916). (p. 14916). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Extension de la mission du service public de l'enseignement supérieur à l'orientation vers la fonction publique) (p. 14917). - **Article 36 bis B (supprimé)** (art. 16 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Collecte obligatoire des données contextuelles des candidats aux concours administratifs) (p. 14918). - **Article 36 bis C** (art. 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et 38 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 32-2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Assouplissement du dispositif Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État, PACTE) (p. 14919). (p. 14920). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des agissements sexistes dans la fonction publique) (p. 14921). - **Articles 36 quater (supprimé)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique) (p. 14923). - **Article 36 septies** (Recrutement de jeunes sans emploi en qualité de contractuels dans des postes de catégories A et B) (p. 14925). - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 14925, 14926). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14930, 14931). (p. 14931). (p. 14931). (p. 14932). (p. 14932). (p. 14934). (p. 14935). (p. 14937). (p. 14938). (p. 14939, 14940). (p. 14940).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 38** (art. 215-5, 221-5-6, 222-16-4 [nouveaux], 222-24, 222-25, 222-28, 222-33, 222-33-2, 222-33-2-2, 223-21 [nouveau], 224-1 C, 224-5-2, 225-4-2, 225-16-2, 225-18, 226-33 et 227-32-1 [nouveaux], 311-4, 312-2, 312-15 [nouveau], 313-2, 314-2,

322, 322-3, 322-8 et 431-2-1 [nouveau] du code pénal, L. 114-2 du code du patrimoine - Création de circonstances aggravantes générales lorsque les infractions sont commises pour des raisons racistes ou sexistes) (p. 15081). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 15082). (p. 15083). - **Article 38 bis** (art. 166 et 167 [abrogé] du code pénal local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Abrogation du délit de blasphème et alignement des sanctions encourues en cas d'atteinte à l'exercice d'un culte) (p. 15083, 15084). - **Article 38 ter** (supprimé) (Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage) (p. 15086, 15087). - **Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15090, 15091). (p. 15091). - **Article 39 bis** (supprimé) (art. 225-1-2 [nouveau], 225-2 et 225-16-1 du code pénal - Répression de la discrimination dont sont victimes les personnes qui ont subi, refusé de subir un bizutage ou témoigné de ses faits) (p. 15093). (p. 15094). - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal) (p. 15095). (p. 15096). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 15098). - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 15099). (p. 15100). (p. 15101). (p. 15102). (p. 15104). (p. 15104, 15105). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15105). - **Article additionnel après l'article 44 B** (p. 15107). - **Article 47** (p. 15109). (p. 15113, 15114). - **Article 51** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3332-3 du code de la santé publique - Condition de nationalité pour les débitants de boissons) (p. 15116). - **Article 54** (supprimé) (Rapport sur le statut des étrangers travaillant à la SNCF) (p. 15117). - **Article 54 bis** (supprimé) (Rapport sur les étrangers extra-communautaires dans la fonction publique) (p. 15119). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15122). (p. 15125). - **Article 56 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance automatique d'une carte de résident aux victimes de violences conjugales) (p. 15126). - **Article 56 ter** (supprimé) (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du retrait du titre de séjour d'une personne bénéficiaire du regroupement familial et victime de violences familiales) (p. 15126). - **Articles additionnels après l'article 56 ter** (p. 15127, 15128). (p. 15128). (p. 15129). (p. 15129). (p. 15130). (p. 15131). (p. 15132). - **Article 57 bis** (supprimé) (art. 2-6 et 807 du code de procédure pénale - Insertion de la notion d'identité de genre dans le code de procédure pénale) (p. 15133). (p. 15134). - **Article 58** (art. 2-24 [nouveau] du code de procédure pénale - Action civile des associations de défense des victimes du bizutage) (p. 15135). - **Article 59** (Texte non modifié par la commission) (art. 230-19 du code de procédure pénale - Renforcement du régime juridique de l'ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales) (p. 15135). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15136). (p. 15138). - **Article 59 bis** (Texte non modifié par la commission) (Expérimentation de l'utilisation systématique

par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité) (p. 15143). - **Article additionnel après l'article 60** (p. 15144). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 15145). (p. 15147, 15148). (p. 15148, 15149). - **Article 61 bis** (supprimé) (art. L. 1131-2 [nouveau] du code du travail - Formation à la non-discrimination à l'embauche) (p. 15150). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 15151). (p. 15151). (p. 15152). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 15153). (p. 15154). - (supprimé) (p. 15154). (p. 15156). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 15158). (p. 15159). (p. 15160). (p. 15161). (p. 15161). (p. 15162). (p. 15162, 15163). - **Article 67** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 481-1 du code de l'action sociale et des familles - Reconnaissance du métier de médiateur social dans le code de l'action sociale et des familles) (p. 15163). - **Article additionnel après l'article 67** (p. 15164). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 15164). (p. 15165). (p. 15165). - **Article 71** (nouveau) (art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 445-1, L. 446-1 et L. 447-1 du code de la sécurité intérieure, articles L.4341-1, L. 4351-1 et L. 4361-1 du code de la défense, art. L. 261-1, L. 263-1, L. 264-1, L. 771-1, L. 773-1, L.774-1, L. 971-1, L. 973-1 et L. 974-1 du code de l'éducation, L. 950-1 du code du commerce, L. 120-34 du code du service national, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 108 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, art. 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat - Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 15167).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15214, 15215).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41** (supprimé) (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17123, 17124).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17425, 17426). (p. 17427).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17650).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18547, 18548). - **Article unique** (p. 18556). (p. 18558).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20779, 20780).

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Écologiste

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 5 octobre 2016.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de fourniture numérique, COM(2015) 634 final, et la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens, COM(2015) 635 final [n° 413 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Villa Médicis : relever le défi de l'histoire [n° 7 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché [n° 103 (2016-2017)] (3 novembre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques - COM (2016) 591 final [n° 121 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Défense**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Culture [n° 140 tome 3 annexe 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes, sur les conclusions et les suites du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques : examen du rapport et proposition de résolution européenne de M. Michel Magras et Mme Gisèle Jourda.

Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec la Mongolie : avis politique de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Bundesrat (17 et 18 décembre 2015) : rapport d'information de M. Jean Bizet, Mme Gisèle Jourda, MM. Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Présidence néerlandaise de l'Union européenne 2016 - Audition de M. Ed Kronenburg, ambassadeur des Pays-Bas en France.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes, des avis motivés et des avis politiques : rapport d'information de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacerrère et Simon Sutour.

Politique de coopération - Proposition de résolution européenne de M. Michel Billout sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes : examen du rapport de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et accords avec des pays tiers dans le domaine de l'énergie - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Union européenne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG TRADE) à la Commission européenne.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Jacques d'Estais, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Philippe Brassac, directeur général de Crédit agricole SA.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*): Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*): Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*): Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*commission des affaires sociales*): Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Pierre

Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Désignations de rapporteurs.

Politique de coopération - Partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

(*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*): Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

(*commission des finances*): Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la stratégie numérique.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*): Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 *(commission des finances)* : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 *(commission des affaires européennes)* : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada : rapport de M. Philippe Bonnacerrère.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 *(groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne)* : Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 *(commission des finances)* : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 *(commission des finances)* : Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 *(commission des affaires européennes)* : Culture - Proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la directive « Services de médias audiovisuels ».

Politique commerciale - Rapport de Mme Gisèle Jourda sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

(commission des finances) : Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 *(commission des finances)* : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

(commission des finances) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur le Groupement européen des régulateurs des communications électroniques.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. François Marc sur la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 *(commission des finances)* : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 *(commission des finances)* : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 *(commission des affaires européennes)* : Élargissement - Communication de M. Alain Richard sur la situation des Balkans.

(commission des finances) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 *(groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne)* : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

Audition de M. Philippe Légli-Costa, secrétaire général aux affaires européennes.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 *(commission des finances)* : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 *(commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen)* : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*): Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*): Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex.

(*commission des finances*): Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Proposition de résolution européenne sur les propositions de directive du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journaliste expulsée de Chine** - (14 janvier 2016) (p. 219). (p. 219, 220).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 460). (p. 460).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 février 2016) (p. 2355).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2718, 2719). (p. 2721). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2722).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2997, 2999).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3055).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3062, 3063).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'octroi d'un statut d'économie de marché à la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce** - (1er mars 2016) (p. 3191). (p. 3192).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3868, 3869).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3903).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4157, 4158).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5010, 5011).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**.

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (2 mai 2016) - **Article 42** (*art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - Agrément des compétitions de jeux vidéo*) (p. 6240, 6241). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 6245).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6300, 6301).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7245, 7246).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8044, 8045).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système de crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8071, 8072).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché - Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9278, 9279).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens alloués au parquet national financier** - (9 juin 2016) (p. 9351). (p. 9352).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9364, 9365).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10161, 10163).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10622, 10623).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12120, 12121). - **Article 2** (*Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie*) (p. 12135). - **Article 4** (*Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12144, 12145). (p. 12145). - **Article 6 B** (art. 122-9 [nouveau] du code pénal - *Irresponsabilité pénale du lanceur d'alerte*) (p. 12162). - **Article additionnel après l'article 6 B** (p. 12162, 12163).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12198). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption*) (p. 12224, 12225). (p. 12225).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12462, 12463).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - *Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays*) (p. 12513). (p. 12516). - **Article 45 ter (priorité) (supprimé)** (art. 223 quinquies C du code général des impôts - *Élargissement du périmètre des sociétés tenues de déclarer à l'administration fiscale les bénéfices du groupe réalisés pays par pays*) (p. 12516, 12517). - **Articles 24 bis (supprimé)** (*Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger contre les « fonds vautour »*) (p. 12544). (p. 12545). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code monétaire et financier - *Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des chèques*) (p. 12548). - **Articles additionnels après l'article 29 bis B** (p. 12564).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 54 bis B (supprimé)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - *Élection de deux représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 12597). - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12599). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37-2 [nouveau], L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-81, L. 225-82-2 [nouveau], L. 225-100 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - *Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées*) (p. 12603, 12604). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12613, 12514).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (8 juillet 2016) - **Article 1er** (art. 4, 10, 11 et 20 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - *Extension des compétences du Défenseur des droits*) (p. 12615). (p. 12616). (p. 12616).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13669, 13670).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14328, 14329).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Société générale** - (29 septembre 2016) (p. 14339). (p. 14340).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - *Répression des infractions de presse*) (p. 14936). (p. 14941).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 15081, 15082). (p. 15082). (p. 15083). - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 15102). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires*) (p. 15106). - **Article additionnel après l'article 44 B** (p. 15107). (p. 15108). - **Article 54 bis (supprimé)** (*Rapport sur les étrangers extra-communautaires dans la fonction publique*) (p. 15118). (p. 15119). (p. 15119). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15123).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16129, 16130).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16425, 16426).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - *Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives*) (p. 16704). - **Article 25 (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement*) (p. 16707). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - *Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier*) (p. 16710). (p. 16713). - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - *Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays*) (p. 16727, 16728). (p. 16729). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16749).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 1er** (art. 4, 10, 11, 20 et 22 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - *Extension des compétences du Défenseur des droits*) (p. 16751).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 38** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de*

l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense) (p. 17103). (p. 17107). (p. 17108).

- Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18351, 18352).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18433, 18434).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18581, 18582).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18616, 18617).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18790, 18792).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19427, 19428). - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19471).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19581). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19593, 19594). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19653). - **Article 24 ter (nouveau)** (*art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne*) (p. 19661). - **Article 24 septies (nouveau)** (*art. 265, 265 ter,*

266 quindecies du code des douanes - Modification du prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 19666). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19673, 19674). (p. 19675). - **Article additionnel après l'article 24 quindecies** (p. 19704).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19733). - **Article 31 bis (nouveau)** (*art. 39 décies du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017*) (p. 19774). (p. 19776). (p. 19776). - **Article 37** (*Contre-garantie de l'État pour le financement d'un site de stockage à sec des résidus miniers*) (p. 19811). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19831, 19832).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20799).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 250 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20914, 20915).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20932).

GAUDIN (Jean-Claude)
senateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 26 janvier, 9 février, 15 mars, 5 avril, 10, 17 mai, 7, 21 juin, 5 juillet, 4, 11, 18, 25 octobre, 8, 15, 22 novembre et 20 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le régime indemnitaire des exécutifs de syndicats intercommunaux** - (26 janvier 2016) (p. 697).

- **Hommage à Jo Cox, députée britannique** - (21 juin 2016) (p. 10157).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Canada** - (5 juillet 2016) (p.12201).

- **Souhaits de bienvenue à M. Bodo Ramelow, ministre-président du Land de Thuringe, membre du Bundesrat** - (8 novembre 2016) (p. 17019).

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Les Républicains

Démissionnaire le 31 décembre 2016.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 31 décembre 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 286 (2015-2016)] autorisant l'accès de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 457 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 504 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 619 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) [n° 686 (2015-2016)] (15 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Interventions extérieures de la France : renforcer l'efficacité militaire par une approche globale coordonnée [n° 794 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 752 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant les centres d'excellence mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles [n° 854 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : équipement des forces [n° 142 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 136 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Tadjikistan relatif à la construction d'une tour de contrôle sur l'aéroport de Douchanbé [n° 198 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'accès de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Martin Kobler, chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Royaume-Uni - Centres d'excellence et stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un rapporteur.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Sandro Gozzi, secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition du général Patrick de Rousiers, ancien président du Comité militaire de l'Union européenne et conseiller spécial de Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Politique commerciale de l'Union européenne - Communication de Mmes Éliane Giraud et Colette Mélot.

Politique de défense de l'Union européenne - Communication de M. Jacques Gautier et Mme Gisèle Jourda.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la république du Tadjikistan relatif à la construction d'une tour de contrôle sur l'aéroport de Douchanbé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 459).

- **Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)]** - (15 mars 2016) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 4124, 4126).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4136, 4137).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6007, 6008).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7977, 7978).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) - vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10167, 10168).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (*intitulé de la section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, art. 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 13486, 13487). (p. 13489).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16117, 16119).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19796).

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Compte d'affectation spéciale : financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale [n° 140 tome 3 annexe 15 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Désignation de membres.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des finances*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire

général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Article 9** (*art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p. 1574).

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des normes pour les artisans et les petites et moyennes entreprises** - (9 février 2016) (p. 2493, 2494). (p. 2494).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3971).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural** [n° 631 (2015-2016)] - (1er juin 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8920, 8922).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales** [n° 688 (2015-2016)] - (28 juin 2016) - **Article 1er** (*art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune*) (p. 10657).

- **Mises au point au sujet de votes** - (18 octobre 2016) (p. 15183).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement** [n° 21 (2016-2017)] - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16203, 16204). - **Article 12** (*art. L. 151-12 du code de l'urbanisme - Clarifier les conditions de construction d'extensions ou d'annexes en zones agricoles*) (p. 16217).

- **Question orale sans débat sur l'application du dispositif des groupements hospitaliers de territoire en Ardèche** - (15 novembre 2016) (p. 17336, 17337). (p. 17337).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne** [n° 192 (2016-2017)] - (14 décembre 2016) - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne*) (p. 18911). (p. 18912). - **Article 20 BAA (nouveau)** (*art. L. 111-4, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Réalisation de constructions annexes aux bâtiments existants*) (p. 18915,

18916). (p. 18917). - **Articles additionnels après l'article 20 BA** (p. 18918).

GÉNISSON (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 10 mars 2016.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (23 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Le vrai rôle du Fonds de solidarité vieillesse [n° 668 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur la prévention des conflits d'intérêt et gestion des liens d'intérêt.

Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès la ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène

Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

(commission des affaires sociales): Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclet, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 *(commission des affaires sociales)*: Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de MM. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques, et Jean Zetlaoui, président du groupe de travail « Attractivité pour la recherche clinique » du LEEM (Les entreprises du médicament), M. François-Régis Moulines, directeur des affaires gouvernementales et de la communication, du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Réunion du jeudi 28 avril 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 *(commission des affaires sociales)*: Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 *(commission des affaires sociales)*: Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mercredi 25 mai 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Réunion du mardi 31 mai 2016 *(commission des affaires sociales)*: Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 *(commission des affaires sociales)*: Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 *(commission des affaires sociales)*: Audition de M. Norbert Ifrah, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'état chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 *(commission des affaires sociales)*: Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 *(commission des affaires sociales)*: Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 *(commission des affaires sociales)*: Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 *(commission des affaires sociales)*: Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 *(délégation aux droits des femmes)*: Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Audition de M. Stephan Schmid, conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 *(commission des affaires sociales)*: Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 *(commission des affaires sociales)*: Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 *(commission des affaires sociales)*: Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 *(commission des affaires sociales)*: Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 *(commission des affaires sociales)*: Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 *(délégation aux droits des femmes)*: Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 *(commission des affaires sociales)*: Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 *(délégation aux droits des femmes)*: Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 *(commission des affaires sociales)*: Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Question diverse.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*): Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*): Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*): Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Luc Derepas, candidat la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*): Audition de M. Michel Laforcade, directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS Nouvelle-Aquitaine), auteur du rapport relatif à la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]* - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1637, 1639).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la revalorisation de l'allocation personnalisée d'autonomie** - (1er mars 2016) (p. 3192).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4330, 4332).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6314, 6315).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9646).*

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9742, 9743). (p. 9756).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (*art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9853). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1225-4 et L. 1225-4-1 du code du travail - Extension de la durée de protection contre le licenciement à l'issue du congé de maternité*) (p. 9875, 9876). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9901).*

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (*art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel*) (p. 9966). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9977). (p. 9981). (p. 9981). (p. 9983).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 18** (*art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective*) (p. 10148). - **Article 21** (*art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau]*) (p. 9983).

L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10210).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10532, 10533). (p. 10535). (p. 10538). (p. 10543). (p. 10544). (p. 10544, 10545). (p. 10546). (p. 10547). (p. 10551, 10552). (p. 10552). (p. 10553). (p. 10555). (p. 10556).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Article 39 bis (supprimé)** (art. 225-1-2 [nouveau], 225-2 et 225-16-1 du code pénal - Répression de la discrimination dont sont victimes les personnes qui ont subi, refusé de subir un bizutage ou témoigné de ses faits) (p. 15093, 15094). - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal) (p. 15097). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15106). - **Article 47** (p. 15112).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 303 (2016-2017)] et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)]** - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16387, 16389).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 3** (Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESPP au titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap) (p. 17398).

Troisième partie :

GEOFFROY (Hélène)
secrétaire d'État auprès du ministre de la
ville, de la jeunesse et des sports,
chargée de la ville
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des démarches administratives relatives au service civique** - (10 mai 2016) (p. 7220, 7221).

- (16 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17510). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17515).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 38** (art. L. 169-2-1 [nouveau], L. 169-3 à L. 169-5, L. 169-8, L. 169-10 et L. 169-11 du code de la sécurité sociale ; art. L. 3131-9-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 21-6, 21-7, 21-9 et 21-10 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge des soins des victimes d'actes de terrorisme) (p. 17618). (p. 17619). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 17626). - **Article 39 quinquies (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens) (p. 17630). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17633). - **Article 43** (art. L. 625 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1435-4-2 et L. 1435-4-3 du code de la santé publique - Création d'un avantage financier versé durant le congé maternité ou paternité des médecins conventionnés en secteur I ou adhérents au CAS) (p. 17646).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17672). - **Articles additionnels après l'article 43 sexies** (p. 17674). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Financement des transports inter-établissements) (p. 17685). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17726). - **Article 53** (Dotations 2017 de l'assurance maladie, du Fonds pour l'emploi hospitalier, le FEH, de l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier, l'ANFH, et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 17750, 17751).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la sécurité sociale** - (1er décembre 2016) (p. 18475, 18476).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18554, 18555).

- **Question orale sans débat sur les difficultés du pôle aérien d'Air France à Paris-Charles-de-Gaulle** - (10 mai 2016) (p. 7222).

- **Question orale sans débat sur le cumul de mandats** - (10 mai 2016) (p. 7222, 7223).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9167, 9169).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16157, 16159).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources [n° 87 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18571, 18572).

GERBAUD (Frédérique)
sénatrice (Indre)
NI, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 30 novembre 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 1er décembre 2016.

Devenu sénateur le 18 novembre 2016 (en remplacement de M. Louis Pinton, décédé).

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
Socialiste et républicain

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro et la sécurité au stade vélodrome de Marseille** - (14 juin 2016) (p. 9470, 9471).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de lutte contre la violence à l'hôpital** - (4 octobre 2016) (p. 14414, 14415). (p. 14415).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17504).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17546).

GILLOT (Dominique)
sénatrice (Val-d'Oise)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 144 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Autorités

administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « Les robots et la loi » du 10 décembre 2015, par M. Jean-Yves Le Déaut, député, président de l'OPECST.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité du rapport sur « L'intelligence artificielle ».

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 17, 18).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2572).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article 17 A** (*art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires*) (p. 2757). (p. 2758). (p. 2759). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2761). - **Article 17** (*art. L. 759-1 à L.759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique*) (p. 2767, 2768). (p. 2768, 2769).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5789, 5790).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 17** (*art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics*) (p. 5940). (p. 5941). (p. 5942). (p. 5945). - **Article 17 bis** (*art. L. 611-8 du code de l'éducation - Formation diplômante via la mise à disposition de contenus d'enseignement en ligne*) (p. 5946, 5947). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5948). (p. 5949). (p. 5949). (p. 5950). - **Article 18 bis** (*Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites*) (p. 5958).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 43 (priorité)** (*art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques*) (p. 6014). (p. 6022). - **Intitulé de la section 2** (p. 6025). (p. 6025). (p. 6025). - **Article 44 (priorité)** (*art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;*

art. L. 111-7-12 du code de la construction et de l'habitation - Accès des personnes handicapées aux sites internet publics) (p. 6026). (p. 6028). (p. 6029). (p. 6030). (p. 6030). (p. 6031). (p. 6031). - **Article additionnel après l'article 44 (priorité)** (p. 6036).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) - au nom du groupe socialiste et républicain (p. 7181, 7183).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prochaine conférence sur le handicap** - (31 mai 2016) (p. 8907, 8908).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveaux], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9533, 9534).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9591, 9592). (p. 9640). (p. 9664).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9714). (p. 9739). (p. 9750).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10200). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10219).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10252). (p. 10260).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du

code du travail) - Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage) (p. 10429, 10430). - **Article 33 (supprimé)** (Aménagement expérimental du contrat de professionnalisation pour les demandeurs d'emploi) (p. 10435).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - Élargissement des missions des organismes de placement spécialisés dans l'insertion professionnelle des personnes handicapées) (p. 10528). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10540).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 8** (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 13939, 13940). (p. 13940). (p. 13941).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 1er** (Institution d'une réserve citoyenne) (p. 14424). - **Article 14** (art. L. 611-9 [nouveau] du code de l'éducation - Reconnaissance de l'engagement étudiant) (p. 14466). (p. 14467).

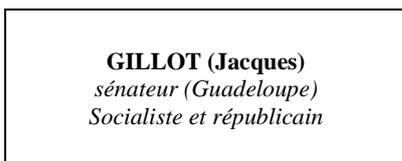
- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 16 ter** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation des associations de jeunesse au sein des CESER) (p. 14529). (p. 14529).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Extension de la mission du service public de l'enseignement supérieur à l'orientation vers la fonction publique) (p. 14917).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal) (p. 15096). (p. 15097).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16297, 16298). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16308).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée mondiale de lutte contre le sida** - (1er décembre 2016) (p. 18477, 18478).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Agricultures des outre-mer : Pas d'avenir sans acclimatation du cadre normatif [n° 775 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition de l'office de développement de l'économie agricole des DOM.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition des instituts de recherche en agriculture en zones tropicale et équatoriale.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du syndicat du sucre de La Réunion.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition d'Ecocert France.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes sanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (24 mars 2016) - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4433-15-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Permettre aux collectivités d'outre-mer de participer aux discussions régionales et internationales relatives à la ressource halieutique partagée) (p. 4580).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques** [n° 65 (2016-2017)] - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17812, 17813).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional** [n° 52 (2016-2017)] - (23 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18321).

GIRARDIN (Annick)
*ministre de la fonction publique
(à partir du 11 février 2016)
secrétaire d'État auprès du Premier
ministre, chargée du développement et
de la francophonie
(jusqu'au 12 février 2016)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2706). (p. 2712, 2713).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires - Commission mixte paritaire [n° 507 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5711, 5712).

- **Question orale sans débat sur la garantie individuelle du pouvoir d'achat** - (7 juin 2016) (p. 9115).

- **Question orale sans débat sur l'interdiction de stade et l'accès à la fonction publique** - (20 décembre 2016) (p. 20822, 20823).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour la pêche de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne** - (20 décembre 2016) (p. 20823, 20824).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20870, 20871). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 20886). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20889).

GIRAUD (Éliane)
*sénatrice (Isère)
Socialiste et républicain*

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Dominique Bureau, président de l'Autorité de la statistique publique (ASP).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi Travail.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Horty (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Audition de S.E. M. Andrzej Byrt, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la république de Pologne en France, et de Mme Agata Wadowska, deuxième secrétaire, chef du service économique de l'ambassade.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stéphane Jugnot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition du général Patrick de Rousiers, ancien président du Comité militaire de l'Union européenne et conseiller spécial de Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de MM. Nicolas Baverez, essayiste, et Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide et président de la table ronde des industriels européens.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Politique commerciale de l'Union européenne - Communication de Mmes Éliane Giraud et Colette Mélot.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hébergement d'urgence** - (8 mars 2016) (p. 3879). (p. 3879).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4009, 4010).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4280).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7466).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9226, 9228).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14551, 14552).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14843).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les parcours professionnels et les carrières des fonctionnaires** - (18 octobre 2016) (p. 15207).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18563).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18682). - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Convention interrégionale de massif) (p. 18708). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la

protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques (p. 18740).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Convention pour le logement des travailleurs saisonniers*) (p. 18808). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18819). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - *Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne*) (p. 18838).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18908). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - *Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne*) (p. 18913). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18923). (p. 18925).

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Amine Nejdj, vice-président du Rassemblement des musulmans de France.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Franck Jarno, sous-directeur des formations et de l'insertion professionnelle, Mme Catherine Malinie, cheffe du département des écoles supérieures et de l'enseignement supérieur privé, MM. Sébastien Colliat (sous-direction de l'enseignement privé) et Thomas Lewin (direction des affaires financières) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de MM. Thomas Campeaux, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, Éric Tison sous-directeur

des libertés publiques, Patrick Audebert, chef du bureau des associations et fondations et Arnaud Schaumasse, chef du bureau central des cultes.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la politique européenne d'identification des migrants** - (26 janvier 2016) (p. 691). (p. 692).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique** - (17 mai 2016) (p. 7985). (p. 7985).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille*) (p. 14482). (p. 14486).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16100, 16101).

- **Question orale sans débat sur la formation des médecins à l'identification et au signalement des situations de maltraitance** - (15 novembre 2016) (p. 17335). (p. 17335).

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi modifiant l'article L. 2141-2 du code de la santé publique relatif à l'assistance médicale à la procréation [n° 43 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès la ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclat, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4008).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4218).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4293).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9490, 9491).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525

du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9576, 9577). (p. 9589).

- **Question orale sans débat sur le suivi médical post-professionnel des ouvriers d'État malades de l'amiante** - (11 octobre 2016) (p. 14731). (p. 14732).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes [n° 448 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 36** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA, à la branche maladie du régime général et à la branche retraite du régime général*) (p. 17610, 17611). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 17612). (p. 17612). (p. 17614). - **Article 37** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2017*) (p. 17615).

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : La laïcité dans le sport féminin : un enjeu avant les Jeux olympiques de Rio - Audition de Mme Françoise Morvan, présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF) et de Mme Annie Sugier, vice-présidente de la CLEF, présidente de la Ligue du droit international des femmes.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Table ronde.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi Travail.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) - au nom du groupe communiste républicain et citoyen (p. 7, 8).

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 95, 96).
- **Question orale sans débat sur les fermetures de centres de sécurité sociale dans les Hauts-de-Seine** - (26 janvier 2016) (p. 681). (p. 682).
- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Article 2** (*Relèvement des plafonds de ressources pour accéder au logement social*) (p. 2372).
- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2523).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2548, 2549). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2560, 2561). (p. 2561). (p. 2571, 2572). (p. 2573). (p. 2576, 2577). (p. 2577).
- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 2 bis** (*art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Inscription annuelle à l'ordre du jour des conférences territoriales de l'action publique d'un débat sur la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2595). (p. 2596). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 2601). - **Article 7 bis** (*art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Participation de trois représentants des ministres chargés de la culture, de l'industrie et de la consommation aux travaux de la commission de la copie privée*) (p. 2643). - **Article 8** (*art. L. 213-24 à L. 213-37 nouveaux du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des films de cinéma*) (p. 2651). - **Article 11 A** (*art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs*) (p. 2682).
- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article 11 bis** (*Respect des quotas de chansons francophones par les radios*) (p. 2716, 2717).
- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 13 quater (suite)** (p. 2745). (p. 2746). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2751). (p. 2752). - **Intitulé du chapitre V** (p. 2754, 2755). - **Article additionnel avant l'article 17 A** (p. 2756). (p. 2756). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2761). - **Article 17** (*art. L. 759-1 à L.759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique*) (p. 2763, 2764). (p. 2765). (p. 2765). (p. 2769). (p. 2769). (p. 2770). - **Article 18 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 441-2 du code du patrimoine - Consécration législative des projets scientifiques et culturels des musées de France*) (p. 2780). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2794). (p. 2798). (p. 2799). (p. 2801). (p. 2814). (p. 2815). - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive*) (p. 2817). (p. 2819). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2823). - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2838, 2839).
- **Rappel au règlement** - (16 février 2016) (p. 2861).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2867). (p. 2871). (p. 2874).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (16 février 2016) (p. 2887). (p. 2888).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Article 26 duodecies (supprimé)** (*art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Réduction des délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire*) (p. 2965). (p. 2967). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2971).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3010).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3014). - **Article 33 bis (nouveau)** (*art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine*) (p. 3018).
- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 4009).
- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4248). - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4273).
- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (*art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes*) (p. 4929).
- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article 44 (priorité)** (*art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ; art. L. 111-7-12 du code de la construction et de l'habitation - Accès des personnes handicapées aux sites internet publics*) (p. 6029). (p. 6029).
- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6085). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6087). (p. 6088). (p. 6091). (p. 6092). - **Article 23 quater (nouveau)** (*art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs*) (p. 6092, 6093). - **Article additionnel avant l'article 26** (p. 6111). (p. 6112). - **Article 26 (texte non modifié par la commission)** (*art. 1er de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droit de contrôler les usages des données à caractère personnel*) (p. 6112). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 6114). -

Article 33 bis A (supprimé) (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action collective en cessation du manquement en matière de données personnelles) (p. 6131). (p. 6132). - **Article 33 bis B** (art. 47 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Proportionnalité de la sanction pécuniaire infligée par la CNIL) (p. 6132). - **Article 33 ter (supprimé)** (art. L. 2-24 du code de procédure pénale - Habilitation pour les associations de protection des données personnelles ou de la vie privée de se constituer partie civile en matière d'atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques) (p. 6134). - **Article additionnel après l'article 33 ter** (p. 6136). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6142). - **Article 34** (art. L. 32 et L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques - Respect du secret des correspondances par les opérateurs et les éditeurs de services de communication au public en ligne) (p. 6146). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6149). - **Article 37 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - Éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses d'investissement en matière d'infrastructures de réseaux de téléphonie mobile) (p. 6159). - **Article 37 E** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Péréquation tarifaire pour le déploiement de la fibre optique) (p. 6166, 6167).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FB (nouveau)** (Intervention du ministre chargé de l'économie en cas d'opération de concentration entre fournisseurs de services de communication électronique) (p. 6181, 6182).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7161, 7162).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7187, 7188).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8174, 8175). - **Article 2** (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique) (p. 8188). - **Article 7** (art. L. 214-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique) (p. 8204). - **Article 11 ter** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques) (p. 8232, 8233). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 7121-2 du code du travail - Élargissement de la liste des métiers des artistes du spectacle) (p. 8236). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 8240). - **Article 17 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 232-1 et L. 239-1 du code de l'éducation - Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels) (p. 8241). - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L. 759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 8245). (p. 8245). (p. 8246). - **Article 18 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 8249, 8250).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20 bis A** (p. 8335). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive) (p. 8336). (p. 8337).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Adaptations des conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les opérateurs autorisés à utiliser les fréquences hertziennes) (p. 8712). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre

1986 relative à la liberté de communication - Adaptation des conventions conclues entre le CSA et les opérateurs de services diffusés par câble, satellite et ADSL) (p. 8713). - **Article 5** (art. 28-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance dans la reconduction simplifiée des autorisations d'émission) (p. 8714). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 29 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance dans l'appel aux candidatures pour l'exploitation d'un service de radio ou de télévision) (p. 8716).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (II)** - (26 mai 2016) (p. 8722). (p. 8723).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)] (suite)** - (26 mai 2016) - **Article 11 bis (supprimé)** (art. 15-1 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Suspension des aides publiques aux entreprises de presse en cas de violation des obligations de transparence et du droit d'opposition des journalistes) (p. 8756). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 8761). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8766).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ves [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-2 du code du travail - Obligation pour l'employeur de rappeler la définition légale des agissements sexistes dans le règlement intérieur) (p. 9492). - **Article 1er quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-3 du code du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et prévention des agissements sexistes) (p. 9493, 9494). (p. 9495).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9600). (p. 9607). (p. 9613, 9614).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9717). (p. 9733). (p. 9738). (p. 9738). (p. 9741). (p. 9745, 9746). (p. 9747). (p. 9748). (p. 9751). (p. 9755). (p. 9756). (p. 9759).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - *Congés spécifiques*) (p. 9851). (p. 9853, 9854). (p. 9856, 9857). (p. 9857). (p. 9859). (p. 9862). (p. 9863). (p. 9864). (p. 9866). (p. 9871, 9872). (p. 9873). (p. 9874). (p. 9874, 9875). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - *Compte épargne-temps*) (p. 9879). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1321-7, L. 4511-1 et L. 4511-2 du code des transports - *Travail de nuit dans le domaine fluvial*) (p. 9886). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - *Modification du seuil d'élection des délégués du personnel*) (p. 9892). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - *Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels*) (p. 9903). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - *Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions*) (p. 9917). - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - *Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel*) (p. 9922, 9923). (p. 9924). (p. 9924).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) (p. 9965). (p. 9966). (p. 9967). (p. 9967). (p. 9968). (p. 9969). (p. 9971). (p. 9971). (p. 9973, 9974). (p. 9974). (p. 9974). (p. 9974, 9975). - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 9986). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise*) (p. 10000). (p. 10003, 10004). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2232-35 du code du travail - *Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi*) (p. 10015). (p. 10022). - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L. 2232-36 à L. 2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail - *Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe*) (p. 10036). - **Article 13** (art. L. 2232-5-1 [nouveau], L. 2232-9, L. 2261-19 du code du travail - *Définition de l'objet de la négociation de branche et création des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation*) (p. 10039). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - *Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles*) (p. 10044).

- **Question orale sans débat sur la traite des êtres humains et les migrantes** - (21 juin 2016) (p. 10109, 10110). (p. 10110).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (23 juin 2016) - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2

[nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - *Encadrement du montant des indemnités prud'homales*) (p. 10382). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - *Pacte national pour l'apprentissage*) (p. 10395). (p. 10396). - **Article 32 D (nouveau)** (art. L. 421-1 et L. 421-2 du code de l'éducation - *Présidence du conseil d'administration des lycées professionnels*) (p. 10403). (p. 10404). - **Article 32 I (nouveau)** (art. L. 3163-2 et L. 6222-26 du code du travail - *Travail de nuit des apprentis mineurs*) (p. 10410). - **Article 32 ter (nouveau)** (art. L. 6271-1 à L. 6271-6 [nouveaux] du code du travail - *Ecoles de production*) (p. 10433). (p. 10434). (p. 10434).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 1er (Création de l'Agence de prévention de la corruption)** (p. 12131, 12132).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - *Modifications du régime juridique des perquisitions administratives*) (p. 13831).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 15082). - **Article 38 ter (supprimé)** (*Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage*) (p. 15085). - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal*) (p. 15097). - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 15099). (p. 15100, 15101). (p. 15101). (p. 15101, 15102). (p. 15102). (p. 15103). (p. 15103, 15104). (p. 15104). (p. 15104). - **Article 56 ter (supprimé)** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Interdiction du retrait du titre de séjour d'une personne bénéficiaire du regroupement familial et victime de violences familiales*) (p. 15126). - **Article 57 bis (supprimé)** (art. 2-6 et 807 du code de procédure pénale - *Insertion de la notion d'identité de genre dans le code de procédure pénale*) (p. 15133). - **Article 61 bis (supprimé)** (art. L. 1131-2 [nouveau] du code du travail - *Formation à la non-discrimination à l'embauche*) (p. 15149). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 15151). (p. 15151). (p. 15151). (p. 15152). (p. 15152). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 15162).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16299, 16300). - **Article 1er** (art. L. 612-6 et L. 612-6-1 (nouveau) du code de l'éducation - *Sélection à l'entrée en master et poursuite d'études*) (p. 16305). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 16306, 16307). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16307, 16308).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16413, 16414).

- **Rappel au règlement** - (7 novembre 2016) (p. 16946).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - *Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016*) (p. 16947).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (7 novembre 2016) - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16976).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 17064). (p. 17065, 17066).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17094). - **Article 38** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense) (p. 17105). (p. 17105, 17106). (p. 17106).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sonde d'éducation prioritaire** - (17 novembre 2016) (p. 17565). (p. 17565, 17566).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18393, 18394).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18633, 18634).

GORCE (Gaëtan)
sénateur (Nièvre)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 30 juin 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) jusqu'au 15 novembre 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 630 (2014-2015)] autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 [n° 317 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Europe au défi des migrants : agir vraiment ! [n° 795 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 66 (2016-2017)] (24 octobre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 67 (2016-2017)] (24 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 142 tome 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Grosgrain, ambassadeur de France au Yémen.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Migrants » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71^e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article unique** (p. 2520).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec** - (11 février 2016) (p. 2732, 2733).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4251, 4252). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4256). - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4275). - **Rappel au règlement** (p. 4290).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9417). (p. 9418). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9421). (p. 9424, 9425). (p. 9426). (p. 9426, 9427). (p. 9427, 9428). (p. 9430). (p. 9431, 9432).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9449). (p. 9453, 9454). (p. 9457, 9458). (p. 9458). (p. 9459, 9460).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16*

[nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9578, 9579). (p. 9582, 9583). (p. 9587, 9588).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Rappel au règlement** (p. 9720). - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9720). (p. 9722). (p. 9725). (p. 9725). (p. 9726, 9727). (p. 9733).*

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (*art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion*) (p. 10275). (p. 10277).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14420). (p. 14421).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15189, 15190).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16250). - **Article 7** (*art. L. 222-2-12 [nouveau] du code du sport - Exploitation des attributs de la personnalité d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel dans le cadre d'une convention de fiducie*) (p. 16255). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 16265). (p. 16266).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Dérogation à l'application de l'article 4 de la loi du 3 avril 1955*) (p. 19456).

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis rapporteure du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : De l'islam en France à un islam de France, établir la transparence et lever les ambiguïtés [n° 757 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Société.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi portant création d'un Ombudsman compétent pour qualifier le contenu sur l'internet de licite ou illicite [n° 151 (2016-2017)] (25 novembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 448 (2014-2015)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition signée le 2 mai 2007 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État des Émirats arabes unis [n° 200 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue *Les Cahiers de l'Orient*, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Audition de Mme Fériel Alouti, journaliste.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Audition de M. Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Groscurin, ambassadeur de France au Yémen.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Anne-Laure Fondeur, conseillère auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargée de la sécurité sanitaire.

Audition de Mme Hanen Rezgui Pizette, présidente de l'association de sensibilisation, d'information et de défense des consommateurs musulmans (ASIDCOM).

Réunion du lundi 14 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Bruno Dalles, directeur de TRACFIN.

Audition de M. Mohamed Beddy Ebnou, enseignant de la finance internationale et de la finance islamique à l'université de Dauphine dans le cadre de l'exécutive master « Principes et pratiques de la finance islamique ».

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Makhlof Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman (FNEM), et de M. Michel Soussan, conseiller.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Amar Lasfar, président de l'Union des organisations islamiques de France.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Dominique Urvoy, professeur de pensée et civilisation arabes à l'université de Toulouse-Jean Jaurès (ex Toulouse-II), et de Mme Marie-Thérèse Urvoy, professeur d'islamologie, d'histoire médiévale de l'islam, d'arabe classique et de philosophie arabe à l'Institut catholique de Toulouse.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) :

Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Colombie - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Abderrahmane Belmadi, responsable de la commission pédagogique de l'Institut Al-Gazali.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evénements du Nagorny Karabagh - Audition de M. Bernard Fassier, ancien ambassadeur, ancien co-président du groupe de Minsk.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Barcon-Maurin, chef du service juridique de la fiscalité, direction générale des finances publiques.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Amar Bendjama, ambassadeur d'Algérie en France.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention de Minamata sur le mercure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de

la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Migrants » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Royaume-Uni - Centres d'excellence et stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Répression des actes illicites contre l'aviation civile internationale et répression de la capture illicite d'aéronefs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre la France et l'Etat des Émirats arabes unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

Questions diverses - Programme de travail 2017 de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 5** (art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée) (p. 2161). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2171). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 422-4 du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers) (p. 2174). - **Article 17** (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires) (p. 2180). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2181). (p. 2181). (p. 2182). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 2184, 2185). (p. 2185).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des imams étrangers lors du Ramadan** - (11 février 2016) (p. 2731). (p. 2732).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2882).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3006).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3053, 3054)

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3060, 3061).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3076, 3077). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3092). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3098). - **Article 7**

(art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3101). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3107).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3873). (p. 3874).

- **Mise au point au sujet de votes** - (10 mars 2016) (p. 3985).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 7 (priorité)** (p. 4845). - **Article 9 (priorité)** (art. 132-16-4-1 [nouveau], 222-52 à 222-67 [nouveaux], 322-6-1, 322-11-1, 421-1, 431-28 du code pénal, art. L. 2339-10, 2339-14, 2353-4 du code de la défense, L. 312-3, L. 317-4, L. 317-5, L. 317-7, L. 317-7-1 à L. 317-7-4, L. 317-8, L. 317-9 du code de la sécurité intérieure, art. 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. 40 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions - Création d'une section nouvelle au sein du code pénal relative au trafic d'armes de catégorie A ou B) (p. 4849, 4850). (p. 4850). - **Articles additionnels avant l'article 17 (priorité)** (p. 4851). (p. 4852). - **Article 18 (priorité)** (art. 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenu pour vérification de situation administrative) (p. 4858).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er** (art. 706-89, 706-90, 706-91 et 706-92 du code de procédure pénale - Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire et en information judiciaire en matière terroriste) (p. 4900). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-95-1, 706-95-2 et 706-95-3 [nouveaux] du code de procédure pénale - Régime de saisie des correspondances stockées) (p. 4903). - **Article 3 bis A (nouveau)** (art. 706-102-1 à 706-102-8 du code de procédure pénale et art. 226-3 du code pénal - Extension de la captation des données informatiques) (p. 4917, 4918). (p. 4918). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 421-5 du code pénal - Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste) (p. 4925). - **Articles additionnels après l'article 4 bis A** (p. 4926). (p. 4927). (p. 4927). (p. 4927). (p. 4928). - **Article 12** (art. 322-3-2 [nouveau] du code pénal et art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Délit de trafic de biens culturels) (p. 4969). (p. 4970). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4970, 4971). (p. 4971). (p. 4972). (p. 4972). (p. 4972). (p. 4973). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme) (p. 4976, 4977). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 415-1 [nouveau] du code des douanes - Présomption de culpabilité) (p. 4982, 4983). (p. 4983). (p. 4983). (p. 4984). (p. 4984). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4984). (p. 4985). (p. 4986, 4987).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5008).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5019). - **Article 31 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 230-19, 706-53-7 et 774 du code de procédure pénale - Modifications d'accès relatives au fichier des personnes recherchées, au FIJAISV et au casier judiciaire) (p. 5067). - **Article 31 octies** (art. 230-2, 230-3, 230-45 [nouveau] du code de procédure pénale - Monopole de la plateforme nationale des interceptions judiciaires) (p. 5074). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 5084). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 5088).

- **Rappel au règlement** - (6 avril 2016) (p. 5613).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 2015 (556-557)]** - (12 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7461).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7464, 7465).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7476, 7477).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9254). (p. 9262, 9263). (p. 9264).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9334, 9335).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 2** (Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie) (p. 12137). - **Article 6 A** (p. 12151). (p. 12156). (p. 12158, 12159). (p. 12159). - **Article 6 C** (Procédure de signalement des alertes éthiques) (p. 12168).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 6 FA** (p. 12188). (p. 12188). - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p.12231).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 36 (priorité)** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 141-1-2 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 12363).

- **Question orale sans débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (19 juillet 2016) (p. 13714). (p. 13715).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Article 50** (art. L. 234-1, L. 234-4, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-13, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 626-3, L. 626-10, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 642-2, L. 645-1, L. 645-11, L. 653-1, L. 670-6, L. 910-1, L. 936-1, L. 950-1 et L. 956-1 du code de commerce,

art. L. 2332-4 [nouveau] du code civil, L. 351-4, L. 351-6 et L. 375-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 931-28 du code de la sécurité sociale - Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté) (p. 14110). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14121, 14122).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14329, 14330). - **Article unique** (p. 14331).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14422).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15187, 15188).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16091, 16092). (p. 16097, 16098).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16170, 16171).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16424, 16425).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18493, 18494).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude aux prestations sociales** - (15 décembre 2016) (p. 19437). (p. 19437, 19438).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 89 A, 242 ter, 242 ter B, 1635 bis P, 1649 quater B quater, 1672, 1673, 1678 quater, 1681 septies, et art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales - Extension des obligations de déclaration et de paiement dématérialisés) (p. 19505). - **Article 15** (art. L. 16 B du livre des procédures fiscales - Simplification du droit de visite en matière fiscale) (p. 19508). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 19517). (p. 19518). - **Article 21** (art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Compte PME innovation) (p. 19533).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 19614). (p. 19615). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19648). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19669). - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19690).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19733). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2334-25-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1241-14 du code des transports - Compensation des pertes de recettes consécutives à la réforme du stationnement payant) (p. 19736). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19739). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19762). (p. 19764). (p. 19764, 19765). (p. 19768). (p. 19771). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 19779, 19780).

GOURAULT (Jacqueline)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UDI-UC

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 20, 21 janvier, 2, 11 février, 2, 16, 30 mars, 6, 27, 28 avril, 11, 24, 26 mai, 7, 8, 13, 23, 28 juin, 4, 6, 7, 19 juillet, 28 septembre, 4, 26, 27 octobre, 2, 7, 17, 23 novembre, 6, 7 et 21 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire du comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 146 tome 14 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communications diverses.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXIe siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen des amendements au texte de la commission.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 750, 751).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 11** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales) (p. 1603). (p. 1603). - **Article 13** (art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques) (p. 1615, 1616). - **Article 15 bis** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Allongement des cas de suspension de la durée de validité des listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale) (p. 1629). - **Article 16** (art. 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Encadrement plus strict des dérogations à l'emploi titulaire prévues pour les établissements publics administratifs) (p. 1630).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2252, 2253). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2262).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2275, 2276).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2877).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2979).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3866). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3892, 3893).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3901).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides financières suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9348, 9349).

- **Question orale sans débat sur les postes supplémentaires d'enseignants dans le Loir-et-Cher pour la rentrée de 2016** - (21 juin 2016) (p. 10124). (p. 10125).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12122).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12248).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Question orale sans débat sur la situation des orthophonistes en Loir-et-Cher** - (11 octobre 2016) (p. 14733). (p. 14734).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16183, 16184).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du conseil municipal des jeunes de Saint-Jeoire-en-Faucigny** - (26 octobre 2016) (p. 16235).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 16269, 16270). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16285).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs du Cambodge** - (23 novembre 2016) (p. 18278).

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Sécurité** : gendarmerie nationale [n° 142 tome 11 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatima Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Brésil - Transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises - Accord transfrontalier - Examen du rapport et des textes de la commission.

La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision constitutionnelle** - (14 janvier 2016) (p. 223). (p. 223, 224).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Article unique** (p. 2713).

- **Question orale sans débat sur l'accès de la police municipale au fichier national des immatriculations** - (21 juin 2016) (p. 10112). (p. 10113).

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 142 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'accès de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » -

Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 11** (art. 421-3, 421-5 et 421-6 du code pénal ; art. 720-4 du code de procédure pénale - *Criminalisation de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*) (p. 2167). (p. 2167, 2168). (p. 2168, 2169).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçant la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3905). (p. 3906). (p. 3906).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4203, 4204).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - *Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4862). (p. 4869). - **Article additionnel après l'article 32 AB (priorité)** (p. 4886). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 241-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Pérennisation de l'expérimentation relative aux caméras mobiles équipant les forces de l'ordre*) (p. 4888). (p. 4889). (p. 4889).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « *Perpétuité réelle* » pour les crimes terroristes) (p. 4929). (p. 4931, 4932). (p. 4932). (p. 4932). (p. 4935, 4936). (p. 4941, 4942).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10652). (p. 10653, 10654). (p. 10654). - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - *Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune*) (p. 10658). - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - *Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations*) (p. 10662). (p. 10664). (p. 10667). (p. 10668). (p. 10668). (p. 10672). (p. 10672). (p. 10673). - **Article 3** (art. L. 19 du code électoral - *Conditions d'affichage des listes électorales - Composition des commissions de contrôle*) (p. 10674). (p. 10674). - **Article 6** (art. L.3 0, L. 31, L. 32, L. 33 [abrogé], L. 34 [abrogé], L. 36 [abrogé] du code électoral - *Cas particuliers d'inscription sur les listes électorales jusqu'à dix jours avant le scrutin*) (p. 10675). (p. 10676). (p. 10676). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 36, 37 et 38 du code électoral - *Décompte des délais en jours calendaires - Modalités de communication des listes électorales*) (p. 10677). (p. 10677). (p. 10678). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10686).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 12 nonies (supprimé)** (titre Ier bis du livre Ier du code du service national - *Service civique obligatoire*) (p. 14463).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14770, 14771). (p. 14783).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de compétences aux communes** - (15 décembre 2016) (p. 19442).

GRELIER (Estelle)

*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'aménagement du territoire, de la
ruralité et des collectivités territoriales,
chargée des collectivités territoriales
(à partir du 11 février 2016)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3067, 3068). - **Article 1er** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle) (p. 3079). (p. 3081). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Transmission au Conseil constitutionnel des présentations des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3085). (p. 3085). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3086). (p. 3088). (p. 3088). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3089). (p. 3093). - **Article 4** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Principe d'équité de traitement médiatique avant la campagne officielle) (p. 3096). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3098). - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3101). (p. 3101). (p. 3102). (p. 3103). (p. 3103). (p. 3103). - **Article 8 A (nouveau)** (art. 2, 6 et 20 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Actualisation des dispositions applicables à l'élaboration des listes électorales consulaires et aux opérations de vote à l'étranger) (p. 3103). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales) (p. 3105). (p. 3106). (p. 3106).

- **Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 391 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**. - (18 février 2016) - **Article 2 ter** (art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Diffusion des mises au point de la commission des sondages en période électorale) (p. 3109, 3110). (p. 3110). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3112). - **Article 5**

(nouveau) (art. L. 388, L. 428 et L. 438 du code électoral - Application outre-mer) (p. 3112).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pérennisation du fonds de soutien pour les rythmes scolaires** - (8 mars 2016) (p. 3884).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3900, 3901). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3906). (p. 3907). (p. 3908).

- **Question orale sans débat sur les compétences eau et assainissement des collectivités territoriales** - (15 mars 2016) (p. 4119).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6304, 6308).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9342, 9346).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le redécoupage de la carte des intercommunalités** - (23 juin 2016) (p. 10369, 10370).

- **Question orale sans débat sur le transfert aux communes et intercommunalités de l'instruction des autorisations d'urbanisme** - (19 juillet 2016) (p. 13719).

- **Question orale sans débat sur les schémas départementaux de coopération intercommunale** - (19 juillet 2016) (p. 13720).

- **Question orale sans débat sur l'accès des petits producteurs aux marchés des collectivités territoriales** - (19 juillet 2016) (p. 13721).

- **Question orale sans débat sur les compétences des stations classées en matière de tourisme** - (11 octobre 2016) (p. 14746, 14747).

- **Question orale sans débat sur les eaux pluviales urbaines** - (11 octobre 2016) (p. 14747, 14748).

- **Question orale sans débat sur les surcoûts liés à l'insularité et les dotations pour les îles bretonnes** - (11 octobre 2016) (p. 14751, 14752).

- **Question orale sans débat sur le transfert des zones d'activités économiques communales à l'échelon intercommunal** - (15 novembre 2016) (p. 17340).

- **Question orale sans débat sur les compétences des collectivités territoriales en matière de tourisme** - (15 novembre 2016) (p. 17341).

- **Question orale sans débat sur les zones de revitalisation rurale** - (20 décembre 2016) (p. 20847, 20848).

- **Question orale sans débat sur le financement des groupements d'associations syndicales de propriétaires par les collectivités territoriales** - (20 décembre 2016) (p. 20848, 20849).

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 371 (2015-2016)] en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire [n° 472 (2015-2016)] (16 mars 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 691 (2015-2016)] relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 707 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 866 (2015-2016)] relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 68 (2016-2017)] (25 octobre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

(*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

(*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec La Réunion.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de Mme Carole Hernandez-Zakine, manager, responsable du droit de l'agro-écologie à InVivo AgroSolutions.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaut, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Thierry Dutoit, directeur de recherche en ingénierie écologique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Mme Claire Étrillard, ingénieure d'études, et M. Michel Pech, géographe ruraliste à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), M. Harold Levrel, chercheur en économie écologique au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), et Mme Anne-Charlotte Vaissière, économiste de la biodiversité au Laboratoire montpelliérain d'économie théorique et appliquée (LAMETA).

Audition de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale et déléguée interministérielle au développement durable du ministère de l'environnement et de la mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 110, 111).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 1386-19 à 1386-21 [nouveaux] du code civil - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 322). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-5 du code de l'environnement - Introduction des sols dans les inventaires du patrimoine naturel) (p. 325, 326). (p. 326).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 342, 343). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 379). (p. 379). (p. 381). - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16

[nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 414). (p. 416). (p. 417). (p. 417).

- **Question orale sans débat sur les délais d'instruction des autorisations d'urbanisme** - (26 janvier 2016) (p. 706). (p. 707).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2005).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2235, 2236).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 26 quinquies (supprimé)** (art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 431-3 du code de l'urbanisme - Abaissement du seuil de dérogation à l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par les personnes physiques) (p. 2941).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3012).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3017). (p. 3019).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3950, 3951). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3956, 3957). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3966). (p. 3968). (p. 3970, 3971).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4168).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4458, 4460). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Intégration des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles) (p. 4472). - **Article 1er bis** (Modalités de transfert des contrats de vente entre producteurs et acheteurs de produits agricoles) (p. 4473). - **Article 3** (Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 4476, 4477). - **Article 4** (Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole) (p. 4478). (p. 4478). (p. 4478). - **Article 6 bis (texte non modifié par la commission)** (Souscription obligatoire d'une assurance contre les risques climatiques) (p. 4480). - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du nombre de normes en matière agricole) (p. 4482). (p. 4484, 4485).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs) (p. 5160).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 7** (art. L. 321-3

[nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5848, 5849). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5856). (p. 5856).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) (p. 5892). (p. 5892). (p. 5893). (p. 5893).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7189, 7190).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7285, 7286).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7353). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7361). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature) (p. 7365). (p. 7365). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 7403). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7415).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7502, 7503). (p. 7503). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement pour inclure des finalités hydrologiques ou écologiques) (p. 7511). (p. 7511). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7553). - **Article 62** (art. L. 212-1, L. 212-9, L. 321-17 [nouveau] et L. 414-2 du code de l'environnement, art. L. 2124-1 et L. 5331-12 du code général de la propriété des personnes publiques - Articulation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, des documents d'objectifs des sites Natura 2000 et des décisions d'utilisation du domaine public maritime avec les plans d'action pour le milieu marin) (p. 7567). (p. 7567). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 7574). (p. 7575).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7968).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Article additionnel après l'article unique** (p. 8013).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens

archéologiques) (p. 8319). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8397). (p. 8399).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 3** (art. L. 111-4, L. 122-5, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Dépendances et annexes aux constructions dans les parties non urbanisées du territoire) (p. 8940).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9208, 9209).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10687).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12118, 12119).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12337, 12338). (p. 12346). (p. 12346). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 141-1-2 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 12361). (p. 12362). - **Article 38 (priorité)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Assouplissement de l'obligation de stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation) (p. 12366). (p. 12366). - **Article 30 AB (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-4 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction du droit de préemption de la SAFER sur les cessions de droits sociaux réalisées au profit d'un associé exerçant son droit de préférence au sein d'une société agricole) (p. 12370). - **Article 30 AC (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-5 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de conservation des droits sociaux d'une société agricole reçus en contrepartie de l'apport de biens agricoles à la société) (p. 12371). (p. 12371). - **Articles additionnels après l'article 30 AC (priorité)** (p. 12373). (p. 12373). - **Article 30 A (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Affectation particulière des biens fonciers agricoles au sein du capital social de toute société) (p. 12374, 12375). - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12376). (p. 12377). (p. 12378). (p. 12379). (p. 12380). (p. 12380, 12381). (p. 12381). - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires) (p. 12383). (p. 12384, 12385). (p. 12387). (p. 12387). (p. 12387, 12388). (p. 12388). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12390). (p. 12390). (p. 12391). (p. 12392). (p. 12392). - **Article 30 bis (priorité) (supprimé)** (Rapport sur le renforcement des missions de l'Observatoire de la formation des

prix et des marges des produits alimentaires et sur divers autres sujets intéressant l'agriculture) (p. 12393). - **Article 30 ter (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 514-2 du code du rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des procès-verbaux des séances des chambres d'agriculture) (p. 12394). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code du rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agro-alimentaire ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12397). (p. 12398, 12399). (p. 12399). (p. 12401). (p. 12402). - **Articles additionnels après l'article 31 (priorité)** (p. 12402, 12403). - **Article 31 bis A (priorité)** (art. L. 310-2 du code de commerce - Durée maximale des ventes au déballage pour les professionnels dans un même arrondissement) (p. 12404). (p. 12404). (p. 12405). - **Articles additionnels après l'article 31 bis B (priorité)** (p. 12405). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole) (p. 12406, 12407). (p. 12408). (p. 12408). (p. 12408, 12409). - **Article 31 bis D (priorité)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Nullité des clauses soumettant un partenaire commercial à des pénalités de retard pour retard de livraison en cas de force majeure) (p. 12409).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 bis E (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Obligation de publication de la décision de justice constatant une pratique restrictive de concurrence) (p. 12429). - **Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code du rural et de la pêche maritime - Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires) (p. 12430, 12431). (p. 12431). (p. 12431, 12432). - **Article 31 ter A (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-7 du code de commerce - Plafonnement du montant des avantages promotionnels accordés par le fournisseur de certains produits agricoles aux clients d'un distributeur) (p. 12432). - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans) (p. 12435, 12437). (p. 12438). (p. 12438). (p. 12440). - **Article 31 quater A (priorité) (supprimé)** (Rapport sur les contrats de vente de produits agricoles périssables soumis à de fortes fluctuations de prix) (p. 12441). - **Article 31 quinquies (priorité) (supprimé)** (art. L. 442-6 du code de commerce - Alourdissement du montant de l'amende civile pouvant être prononcée en cas de pratique restrictive de concurrence entre fournisseur et distributeur) (p. 12442). - **Article additionnel après l'article 31 sexies (priorité)** (p. 12444). - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12504). (p. 12507). (p. 12508). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 312-12 du code de la consommation - Renforcement de l'information précontractuelle de l'emprunteur avant la souscription d'un contrat de crédit à la consommation) (p. 12563). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-31 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 12563). - **Articles additionnels après l'article 29 bis B** (p. 12565).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des**

lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)] - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016).**

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 juillet 2016) (p. 13663).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16152, 16153).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16258).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Article 1er** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration plafonnée de l'effectif du conseil communautaire pour permettre la conclusion d'un accord local) (p. 16279).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16618). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16711, 16712). - **Article 31 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure des conventions pluriannuelles portant sur des produits agricoles ou alimentaires) (p. 16717). (p. 16718). - **Article 36** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 522-7 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 16720). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Adaptation de l'obligation de stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation) (p. 16721). - **Article 43 ter** (art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Possibilité pour les entreprises artisanales de plus de dix salariés de s'immatriculer ou de demeurer immatriculées au répertoire des métiers) (p. 16724).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017).**

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17125).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18298, 18299).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18513, 18514).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18781). (p. 18782). (p. 18782). - **Article 15**

quater (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18823). (p. 18826). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18828). (p. 18829). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 18830). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18833). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18839). (p. 18840). (p. 18840).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18853). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18890).

(p. 18891). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18908). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18913). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18940). (p. 18941). (p. 18941). - **Article 23** (p. 18945).

- **Question orale sans débat sur la couverture numérique du territoire en très haut débit** - (20 décembre 2016) (p. 20840, 20841). (p. 20841).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20924, 20925). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20932).

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 181 (2015-2016)] tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle [n° 432 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 591 (2014-2015)] visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 434 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'association des collectivités territoriales aux décisions de l'État qui les concernent : la codécision plutôt que la concertation [n° 642 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 665 (2015-2016)] tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle [n° 22 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

(*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Audition de Mme Fériel Alouti, journaliste.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Audition de M. Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman.

(*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Anne-Laure Fondeur, conseillère auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargée de la sécurité sanitaire.

Audition de Mme Hanen Rezgui Pizette, présidente de l'Association de sensibilisation, d'information et de défense des consommateurs musulmans (ASIDCOM).

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

(*mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Makhlouf Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman (FNEM), et de M. Michel Soussan, conseiller.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

(*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale*) : Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Abderrahmane Belmadi, responsable de la commission pédagogique de l'Institut Al-Gazali.

Audition de M. Larabi Becheri, directeur adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon.

(*commission des lois*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen des amendements au texte de la commission.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 293). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 301). (p. 315).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 347). (p. 350). (p. 351). (p. 351). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 379, 380).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 1er** (art. 706-24-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Régime de l'enquête de flagrance en matière terroriste) (p. 2144). - **Article 3** (art. 57-1, 60-1, 60-2, 97-2 et 706-95-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Saisie informatique des correspondances électroniques) (p. 2146).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2280, 2281).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3861, 3863). - **Article 1er** (*Modalités de transformation des communes associées en communes déléguées*) (p. 3872). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3873). (p. 3875). (p. 3877). (p. 3888). (p. 3889, 3890). (p. 3893, 3894). (p. 3895). - **Article 2** (*nouveau*) (*Modalités de désignation des délégués sénatoriaux dans les communes nouvelles*) (p. 3896, 3897). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3897).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçant la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3899, 3900). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3906). (p. 3907). (p. 3907).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article 19** (**priorité**) (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la réitération d'une attaque meurtrière de masse) (p. 4871). - **Article 32** (**priorité**) (art. L. 241-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Pérennisation de l'expérimentation relative aux caméras mobiles équipant les forces de l'ordre) (p. 4887). (p. 4888).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 27 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante,

art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5054). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 5083).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6302, 6303).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)] - (10 mai 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7298). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7313).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7356). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7359, 7360). (p. 7362).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** [n° 519 (2015-2016)] - (26 mai 2016) - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8705).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015** [n° 629 (2015-2016)] - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9234, 9235).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités territoriales** - (9 juin 2016) (p. 9355, 9356). (p. 9356).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13960).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle** - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)] - (25 octobre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 16180, 16181). - **Article 1er nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales - Mesures transitoires de représentation d'une commune nouvelle au conseil communautaire) (p. 16189). (p. 16190).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)] - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16624, 16625).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte** - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)] - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des policiers** - (3 novembre 2016) (p. 16644, 16645). (p. 16645).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale (II)** - (1er décembre 2016) (p. 18469). (p. 18470).

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports le 7 avril 2016 ; fin de mission le 6 octobre 2016.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire du Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 144 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de résolution [n° 104 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 258 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Fériel Alouti, journaliste.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Barcon-Maurin, chef du service juridique de la fiscalité, direction générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2543, 2544).
- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3815, 3816).
- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7183, 7184).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique éducative** - (7 juillet 2016) (p. 12451). (p. 12452).
- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15241, 15242).

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la commission des affaires européennes.
- Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.
- Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.
- Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.
- Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s (23 juin 2016).

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.
- Proposition de loi* tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.
- Proposition de loi* relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16298, 16299). - **Article 1er** (art. L. 612-6 et L. 612-6-1 (nouveau) du code de l'éducation - *Sélection à l'entrée en master et poursuite d'études*) (p. 16305). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16308).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18514).

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'étiquetage et le gaspillage alimentaires [n° 238 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'étiquetage et le gaspillage alimentaires [n° 238 (2016-2017)] - Étiquetage et gaspillage alimentaires : pour une convergence accrue des initiatives françaises et européennes [n° 243 (2016-2017)] (19 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Point d'actualité sur les questions agricoles : communication de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Union européenne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Politique commerciale - Instruments de défense commerciale : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3008).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3197, 3198).

- **Question orale sans débat sur la simplification des normes pour les agriculteurs** - (15 mars 2016) (p. 4110). (p. 4110, 4111).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4334, 4335).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 4964). (p. 4964).

- **Question orale sans débat sur les traitements innovants des déchets des établissements de santé** - (10 mai 2016) (p. 7211, 7212). (p. 7212).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9412, 9413).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité

du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - **Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés** (p. 9604). (p. 9623). (p. 9632, 9633). (p. 9648). (p. 9649).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L. 2232-36 à L. 2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail - **Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe**) (p. 10035). (p. 10035).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 10155).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 27 bis** (p. 10306). (p. 10306).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (23 juin 2016) (p. 10367). (p. 10368).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] (suite) - (24 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 45** (p. 10567). (p. 10568). - **Articles additionnels après l'article 50 quater** (p. 10574).

- **Question orale sans débat sur l'épargne des personnes handicapées** - (11 octobre 2016) (p. 14728, 14729). (p. 74729).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16140).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 17411, 17412).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18526, 18527).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18798).

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis vice-président le 28 janvier 2016 ; puis membre le 5 octobre 2016 ; puis vice-président le 9 novembre 2016.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 (tome III) : les conditions d'une réforme soutenable, équitable et durable [n° 527 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal [n° 731 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 140 tome 3 annexe 27 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavaldà, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 27 janvier 2016 et programme de contrôle pour 2016 - Communications.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission

juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3871). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3875). (p. 3875, 3876). (p. 3877). (p. 3888). (p. 3889). (p. 3889). (p. 3891). (p. 3894). (p. 3895).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la part du budget de l'État consacrée aux collectivités** - (31 mars 2016) (p. 5037, 5038). (p. 5038).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 101-2 du code de l'urbanisme - Principe du droit au développement rural*) (p. 8935).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9333, 9334).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en**

cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)] - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16186, 16187).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18404, 18405).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (*art. 302 G du code général des impôts*) - *Modification du régime de l'entrepositaire agréé de produits viti-vinicoles* (p. 19519).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19595). (p. 19596). (p. 19596, 19597). (p. 19597, 19598). (p. 19599). (p. 19600). (p. 19600). (p. 19600, 19601). (p. 19601). (p. 19601). - **Article 23 octies (nouveau)** (*art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés*) (p. 19617). - **Article 26** (*art. 1530 bis, 1638-0 bis et 1640 du code général des impôts, art. L. 2333-67, L. 5211-18 et L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Adaptation des dotations et compensations au regroupement des communes*) (p. 19710). (p. 19710). (p. 19711). (p. 19711). (p. 19712). (p. 19713). (p. 19713).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19748, 19749). (p. 19749).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)]** - (15 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4126, 4127).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4444, 4445).

- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux [n° 842 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14335, 14336).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16110, 16111).

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 511 (2014-2015)] autorisant la ratification de la convention de Minamata sur le mercure [n° 669 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 241 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Congo relatif aux services aériens [n° 92 (2016-2017)] (2 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatiha Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Statut des forces en visite et coopération en matière de défense - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Groscurin, ambassadeur de France au Yémen.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république du Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Brésil - Transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises - Accord transfrontalier - Examen du rapport et des textes de la commission.

La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évènements du

Nagorny Karabagh - Audition de M. Bernard Fassier, ancien ambassadeur, ancien co-président du groupe de Minsk.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention de Minamata sur le mercure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Royaume-Uni - Centres d'excellence et stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et

financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Congo relatif aux services aériens - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre la France et le Congo - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Panama relatif aux services aériens - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 292).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire** [n° 269 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 541-15-4 à L. 541-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Diverses mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 2238, 2239). - **Article 3** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 312-17-3 du code de l'éducation - Sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire à l'école) (p. 2242). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2244).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3963).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture** [n° 407 (2015-2016)] - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3999, 4000). - **Article 16** (supprimé) (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4007).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 5088).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les techniques référendaires et Notre-Dame-des-Landes** - (28 avril 2016) (p. 6000). (p. 6001).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8128).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la France (II)** - (26 mai 2016) (p. 8727, 8728). (p. 8728).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015** [n° 629 (2015-2016)] - (8 juin 2016) - **Explications de vote** (p. 9236).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 juin 2016) (p. 9330).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9340, 9341).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9360, 9361).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10174).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte** [n° 704 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12083, 12084). - **Article unique** (p. 12087).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (4 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14439). (p. 14439). - **Article 9** (art. L. 120-1 et L. 120-34 du code du service national ; art. L. 1424-10, L. 1424-37 et L. 1852-9 du code général des collectivités territoriales ; art. 1er de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - Service civique des sapeurs-pompiers) (p. 14441, 14442).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes) (p. 14524). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 14528). - **Articles additionnels après l'article 16 nonies** (p. 14535, 14536).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 30** (précédemment réservé) (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14807). (p. 14808).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des chantiers navals STX** - (13 octobre 2016) (p. 14987, 14988). (p. 14988).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16111, 16113).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale** [n° 54 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16284).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes** [n° 61 (2016-2017)] - (2 novembre 2016) - **Article 4** (art. L. 3112-1 du code des transports - Interdiction des services occasionnels légers régis par la loi LOTI dans les grandes agglomérations) (p. 16490, 16491).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques** [n° 65 (2016-2017)] - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17806, 17807).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18560).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18629, 18630).

GUILLAUME (Didier)
sénateur (Drôme)
Socialiste et républicain

Président du groupe socialiste et républicain.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 416 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 585 (2015-2016)] (9 mai 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 826 (2015-2016)] (12 septembre 2016) - **Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 140 tome 3 annexe 32 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de

concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 585, 586).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article 3 (nouveau)** (*Rétablissement du régime indemnitaire dans les syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 2264).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3961). (p. 3968). (p. 3970).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4192, 4194).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4294). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4298).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4313, 4314).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Intégration des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles*) (p. 4472). - **Article 1er bis (Modalités de transfert des contrats de vente entre producteurs et acheteurs de produits agricoles)** (p. 4474). - **Article 6 bis (texte non modifié par la commission)** (*Souscription obligatoire d'une assurance contre les risques climatiques*) (p. 4481). - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du nombre de normes en matière agricole*) (p. 4484).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (I)** - (3 mai 2016) (p. 6284).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 8070, 8071).

- **Question orale sans débat sur le recul de la vaccination en France** - (7 juin 2016) (p. 9115, 9116). (p. 9116).

- **Rappel au règlement** - (9 juin 2016) - président du groupe socialiste et républicain (p. 9357, 9358).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9397, 9399).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9478).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9728).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 7 A (nouveau)** (*art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel*) (p. 9894).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10 A (nouveau)** (*art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical*) (p. 9991). - **Article 10** (*art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise*) (p. 9996).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 18** (*art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective*) (p. 10148, 10149).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10620, 10621).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (*intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, art. 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 13488). (p. 13489).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13821, 13822).

- **Rappel au règlement** - (29 septembre 2016) (p. 14325).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Rappel au règlement** (p. 14406).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14606, 14607).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article 12** (art. L. 151-12 du code de l'urbanisme - Clarifier les conditions de construction d'extensions ou d'annexes en zones agricoles) (p. 16217, 16218).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fichier des titres électroniques sécurisés (I)** - (8 novembre 2016) (p. 17043).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17125).

- **Rappel au règlement** - (16 novembre 2016) (p. 17459).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17606, 17607).

- **Rappel au règlement** - (29 novembre 2016) (p. 18373, 18374).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18885, 18886).

GUILLEMOT (Annie)
sénatrice (Rhône)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Politique des territoires : Ville [n° 141 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2369, 2371).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille) (p. 14485). - **Article 14 decies** (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire) (p. 14493, 14494). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14507, 14508).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 code de la construction et de l'habitation - Précision selon laquelle les PLH (programmes locaux de l'habitat) prévoient les actions à mener pour mobiliser l'offre locative privée) (p. 14629). (p. 14630). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code

de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14636). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social) (p. 14644). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14689). (p. 14689).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29** (précédemment réservé) (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14771, 14772). (p. 14776).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33** terdecies (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Compétence des établissements publics de coopération intercommunale pour l'accueil des gens du voyage) (p. 14869). (p. 14869). - **Articles 36 quater** (supprimé) (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et

obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique) (p. 14924).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice sociale** - (13 octobre 2016) (p. 14981, 14982).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16202, 16203). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-7 du code de l'urbanisme - Faciliter l'octroi de dommages et intérêts en cas de recours abusif) (p. 16205, 16206). - **Article 4** (art. L. 153-2 et L. 153-4 du code de l'urbanisme - Mieux maîtriser les circonstances du passage à un urbanisme intercommunal) (p. 16208).

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 421 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 485 (2015-2016)] (18 mars 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La Turquie : une relation complexe mais incontournable [n° 736 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

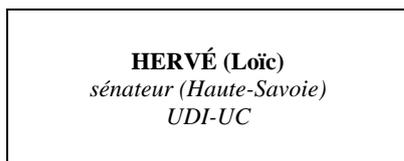
Réunion du jeudi 17 mars 2016 (commission des affaires européennes) : Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Centrafrique** - (12 mai 2016) (p. 7496).



HERVÉ (Loïc)
sénateur (Haute-Savoie)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis secrétaire du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 228, 229).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 390). (p. 391).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 3033). (p. 3033).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la clinique de Cluses** - (15 mars 2016) (p. 4104). (p. 4105).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5792). - **Article 7 bis** (art. L. 324-5-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Gratuité de la réutilisation des informations produites par le service statistique public) (p. 5851). (p. 5852). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5855). (p. 5855).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (*Promotion du logiciel libre et des formats ouverts*) (p. 5903).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6044). (p. 6044, 6045). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6059). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6062).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7176, 7177).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7377).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7968).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7976, 7977).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (11 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 bis EA** (p. 14836). (p. 14836). (p. 14837). - **Articles additionnels après l'article 33 bis E** (p. 14843).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15014, 15015).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fichier des titres électroniques sécurisés (II)** - (8 novembre 2016) (p. 17043, 17044).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17447, 17448).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18665, 18666). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18675). (p. 18676). (p. 18676). (p. 18677). (p. 18678). (p. 18679). (p. 18679). (p. 18680). (p. 18681). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18684). (p. 18686). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18688, 18689). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18693). (p. 18694, 18695). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18706). (p. 18706, 18707). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18714, 18715). (p. 18716). - **Article 8 quater** (art. L. 1253-4 [nouveau] du code des transports - Conditions tarifaires des transports pour les établissements scolaires organisant des classes de découverte) (p. 18719). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18721). (p. 18722). (p. 18722). (p. 18723). - **Articles additionnels après l'article 8 nonies** (p. 18726). (p. 18726). (p. 18727). (p. 18727). - **Article 8 decies** (supprimé) (Définition à titre expérimental de délais raisonnables d'accès aux services de santé par le projet régional de santé) (p. 18728, 18729). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18735). -

Article 9 (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18737). (p. 18738). (p. 18740).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18763). (p. 18765). - **Articles additionnels après l'article 9 nonies** (p. 18774, 18775). (p. 18775). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 87 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Rémunération prévue par un contrat de travail intermittent) (p. 18780). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18781). (p. 18782). (p. 18800). (p. 18801). - **Article 14** (art. L. 301-4-1, L. 301-4-2 et L. 444-10 à L. 444-14 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers) (p. 18807). (p. 18808). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 18809). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-20 du code du travail - Durée de mise à disposition des salariés d'un groupement d'employeurs mixte aux collectivités territoriales adhérentes) (p. 18812). (p. 18812). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18813). (p. 18813, 18814). (p. 18814). (p. 18814). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18818). (p. 18819). (p. 18820). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18829). (p. 18830). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 18831). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18835). (p. 18836).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18854). - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18858). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 18864). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18870). (p. 18890). (p. 18891). (p. 18892). (p. 18894). (p. 18894). (p. 18905). (p. 18906). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18907). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18913). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18927, 18928). (p. 18929). - **Article additionnel après l'article 20 bis A** (p. 18931). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932). (p. 18932). (p. 18932). (p. 18933). (p. 18934). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18940). (p. 18941). - **Article 23 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé au titre des objectifs de la politique de l'eau) (p. 18941). (p. 18942). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18952).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences sur la santé de la pollution dans la vallée de l'Arve** - (20 décembre 2016) (p. 20864). (p. 20865).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20951, 20952). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20978, 20979).

HERVIAUX (Odette)
sénatrice (Morbihan)
Socialiste et républicain

Chargée d'une mission temporaire auprès du premier ministre le 10 mai 2016 ; fin de mission le 9 novembre 2016.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux ; nouvelle nomination le 2 mars 2016.

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les

transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition de l'office de développement de l'économie agricole des DOM.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du syndicat du sucre de La Réunion.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi pour l'économie bleue.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des services du Gouvernement en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la chambre d'agriculture et de l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA), de Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur le déplacement de la commission au Svalbard.

Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles*) (p. 529).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (*art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes*) (p. 545). (p. 546). (p. 547). (p. 548). - **Article 56** (*art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger*) (p. 616). (p. 619).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4019, 4021). - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5312-7 du code des transports - Renforcer la représentation de la région au sein du conseil de surveillance des grands ports maritimes*) (p. 4039, 4040). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4041). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime*) (p. 4045). - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA*) (p. 4050). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 4058).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 4491). (p. 4491). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5551-1 et L.5553-11 du code des transports - Exonérations de cotisations sociales pour les employeurs de gens de mer*) (p. 4494). (p. 4495). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4498). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4513).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Article 12 quinquies** (*art. L. 5441-1 et L. 5442-1 du code des transports et art. L. 611-1 du code de la sécurité intérieure - Extension de la possibilité de recourir à des entreprises privées de protection des navires*) (p. 4545). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4558). - **Article 15** (*art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale*) (p. 4560). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4565). (p. 4567). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4576, 4577). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4433-15-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Permettre aux collectivités d'outre-mer de participer aux discussions régionales et internationales relatives à la ressource halieutique partagée*) (p. 4581). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4603).

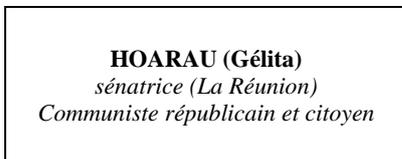
- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (*art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7383).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9233, 9234).

- **Mise au point au sujet de votes** - (2 novembre 2016) (p. 16481).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** -

(14 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18951).



Devenu sénateur le 13 novembre 2016 (en remplacement de M. Paul Vergès, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 22 novembre 2016.

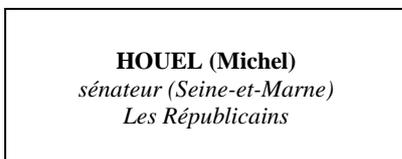
Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 16 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.



Décédé le 30 novembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 novembre 2016.

Membre suppléant de la Commission nationale des services.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec La Réunion.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*): Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques** [n° 65 (2016-2017)] - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17808, 17809).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional** [n° 52 (2016-2017)] - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18307, 18308). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4433-4-3-1, L. 7153-3-1 et L. 7253-3-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour une région d'outre-mer et les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique de participer à une banque régionale de développement ou à une institution de financement régionale) (p. 18317).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 252 (2015-2016)] relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 310 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 383 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Article 8** (*art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2012).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** [n° 311 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2021, 2022).

- Rapporteur - **Article 1er** (*art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2030, 2031). (p. 2031). (p. 2032). (p. 2035). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2036). (p. 2037). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 5-1, 5-2, 5-4, 5-5, 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Dispositions relatives aux chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 2038). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2039). (p. 2040).

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 8 février 2016.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 140 tome 3 annexe 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité**

publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2004).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2831).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2871). (p. 2873). (p. 2876). (p. 2877). (p. 2880). (p. 2922). (p. 2924, 2925). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2926). (p. 2926).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) (p. 2956).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3063, 3064).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3102). (p. 3103).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (1er mars 2016) (p. 3192, 3193). (p. 3193).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4042).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4939).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5901, 5902).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7352).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7480).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (16 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9762).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 13501). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoides) (p. 13516). - **Article 72 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 13527).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 decies** (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections) (p. 14516).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16710, 16711). (p. 16712, 16713).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19546).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens**

immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)] -

(21 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20933).

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du Fonds de solidarité prioritaire (anciennement : comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille.**

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 19 janvier 2016.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)] -** (15 mars 2016) - **Article unique** (p. 4130).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant -** (18 octobre 2016) (p. 15192).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)] -** (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16940, 16941).

- *Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)] -* (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20856).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Les femmes et l'automobile : un enjeu de lutte contre la précarité, d'orientation professionnelle et de déconstruction des stéréotypes [n° 835 (2015-2016)] (20 septembre 2016) - **Famille.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du mardi 20 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Échange de vues.

Rapport « Femmes et voitures » - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes et la discrimination** - (8 mars 2016) (p. 3885). (p. 3886).

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 587 (2015-2016)] (10 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation financière des départements** - (28 janvier 2016) (p. 1994).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 3790, 3791).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18406, 18407).

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 140 tome 3 vol. 1 annexe 10 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle

développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFiP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée** [n° 267 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 121). (p. 122). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 124). (p. 124).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 226, 227).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (20 janvier 2016) - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code*)

de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 376, 377).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 478). (p. 479). (p. 479).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chômage** - (28 janvier 2016) (p. 1988, 1989). (p. 1989).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie) (p. 2032).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2921).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2986, 2987). - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3015). - **Article 36** (art. L. 110, L. 111-6-2, L. 111-7, L. 123-1-2, L. 123-1-3, L. 123-1-5, L. 123-5-1, L. 123-5-2, L. 127-1, L. 127-2, L. 128-1, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 480-1, L. 480-2 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux particulièrement créatifs et innovants) (p. 3031). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 3032). (p. 3032).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3972).

- **Question orale sans débat sur le projet de fermeture du centre de formation de l'Office national des forêts de Velaine-en-Haye** - (15 mars 2016) (p. 4108, 4109). (p. 4109, 4110).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5690).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5826). (p. 5827). - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2, L. 322-6, L. 324-1 et L. 325-7 du code des relations entre le public et l'administration - Inclusion dans le droit de réutilisation des informations mises à disposition par les services publics industriels et commerciaux) (p. 5841). (p. 5841). - **Article 7** (art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5845). (p. 5846).

(p. 5846). (p. 5846, 5847). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5853). (p. 5854).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 10** (art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5905). (p. 5906).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7178, 7179).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8110, 8111).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 8343, 8344). (p. 8344).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9598).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14786). - **Article 33** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - art. 41 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Ordonnance n° 2015-1075 du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux art. L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement - Habilitation à légiférer par ordonnances en matière de logement - Entrée en vigueur du renforcement du déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables -

Renforcement de l'information des acquéreurs d'un lot de copropriété - Procédures d'autorisation d'urbanisme (p. 14824). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI*) (p. 14838). (p. 14841). (p. 14841, 14842). (p. 14842).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18400, 18401).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18925).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution de l'air** - (15 décembre 2016) (p. 19440). (p. 19441).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19589). - **Article 24** (art. 266 *sexies*, 266 *septies*, 266 *nonies*, 266 *decies* du code des douanes - *Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets »*) (p. 19627). (p. 19629). (p. 19631). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19633). (p. 19633). (p. 19634). (p. 19635). (p. 19636). (p. 19637). (p. 19638). (p. 19638). (p. 19642). (p. 19643). (p. 19643). (p. 19643). (p. 19645). (p. 19645). (p. 19646). (p. 19647). (p. 19648, 19649). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19672). (p. 19672). (p. 19672). (p. 19676). (p. 19677). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19692). (p. 19692, 19693).

IMBERT (Corinne)
senatrice (Charente-Maritime)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis vice-présidente le 1er décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 89 (2015-2016)] visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 638 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclet, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate pressentie pour le poste de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durreleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du

Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Michel Laforcade, directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS Nouvelle-Aquitaine), auteur du rapport relatif à la santé mentale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 738). (p. 742). - **Article 3** (art. L. 133-6 et L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Régime d'incapacité pour diriger ou exercer au sein des établissements, services ou lieux de vie et d'accueil régis par le code de l'action sociale et des familles et modalités de renouvellement de l'agrément des assistants familiaux) (p. 745).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (28 janvier 2016) (p. 1995, 1996). (p. 1996).

- **Question orale sans débat sur la mutualisation des fonctions de direction et de comptabilité des centres sociaux** - (9 février 2016) (p. 2486, 2487). (p. 2487, 2488).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2912). - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2933).

- **Question orale sans débat sur la modification de la gouvernance des caisses de retraite des professions libérales** - (15 mars 2016) (p. 4103). (p. 4104).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6311, 6312).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7413). (p. 7413, 7414). (p. 7418, 7419). (p. 7419).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8886, 8888).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8901). (p. 8902). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8915).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (29 septembre 2016) (p. 14348, 14349). (p. 14349).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14505). (p. 14505). (p. 14507).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14892).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17379, 17380).

Troisième partie :

- (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17541). (p. 17542).

- **Question orale sans débat sur l'allocation de rentrée scolaire** - (8 décembre 2016) (p. 18609). (p. 18610).

JEANSANNETAS (Éric)
sénateur (Creuse)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre suppléant du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition d'Alain Parant, démographe, conseiller scientifique de Futuribles international.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par MM. Benoît Ravel, président-directeur général de Datastorm, et Stéphane Auray, économiste senior, d'une étude d'impact prospective, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm, sur les effets attendus, sur les entreprises et l'économie française, de pistes de réforme relatives à la transmission et à la reprise d'entreprises en France.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 107, 108). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 112). (p. 116). (p. 117). (p. 117). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Bénéficiaires de l'expérimentation*) (p. 118). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 120). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventionnement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) (p. 125). (p. 126). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Financement de l'expérimentation*) (p. 127). (p. 127). (p. 128). (p. 128). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de licenciement des salariés en cas d'arrêt prématuré de*

l'expérimentation) (p. 129). (p. 129). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 130). (p. 130). (p. 130). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 132).

- **Commission mixte paritaire [n° 355 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3146, 3147).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures du conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne** - (22 mars 2016) (p. 4324, 4325).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18668).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18948). (p. 18949).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 26 avril 2016.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de l'Observatoire de la récidive et de la désistance.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à uniformiser les frais bancaires et rémunérer les comptes courants [n° 551 (2015-2016)] (26 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4215).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. 42 et 48 de la Constitution - Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise*) (p. 4257).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (II)** - (3 mai 2016) (p. 6285).

JOUANNO (Chantal)

sénatrice (Paris)

UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis présidente le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 2006-2016 : un combat inachevé contre les violences conjugales [n° 425 (2015-2016)] (29 février 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes [n° 448 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Le 8 mars 2016 au Sénat, Journée internationale des droits des femmes [n° 745 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Associations : les femmes s'engagent ! [n° 748 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Les femmes et l'automobile : un enjeu de lutte contre la précarité, d'orientation professionnelle et de déconstruction des stéréotypes [n° 835 (2015-2016)] (20 septembre 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : La laïcité garantit-elle l'égalité femmes-hommes ? [n° 101 (2016-2017)] (3 novembre 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 174 (2016-2017)] - IVG et délit d'entrave par voie numérique [n° 172 (2016-2017)] (1er décembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de membres du bureau.

La laïcité dans le sport féminin : un enjeu avant les Jeux olympiques de Rio - Audition de Mme Françoise Morvan, présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF) et de Mme Annie Sugier, vice-présidente de la CLEF, présidente de la Ligue du droit international des femmes.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Projection du film *Des femmes et des hommes*, de Frédérique Bedos, suivie d'un débat.

Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'islam en France, laïcité et égalité entre hommes et femmes - Audition de Mme Dounia Bouzar, docteure en anthropologie, directrice générale du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Table ronde.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et voitures » - Table ronde sur l'accidentalité routière et les différences de comportements entre les hommes et les femmes au volant.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi Travail - Audition de Mme Brigitte Grésy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CSEP).

Rapport « Femmes et laïcité » - Audition de Mme Houria Abdelouaded, psychanalyste, maître de conférences à l'université Paris-Diderot.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Inès Taittinger, pilote de course, Chantal Le Creurer, ancienne pilote de rallyes automobiles, Mélanie Astles, pilote de voltige aérienne, et M. Jean-Claude Girot, commissaire général du Mondial de l'automobile.

Réunion du mardi 20 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Échange de vues.

Rapport « Femmes et voitures » - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Arnaud Gossement, avocat, Mme Marthe Lucas, maître de conférences à l'université d'Avignon, et M. François-Guy Trébulle, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Philippe Siblet, directeur du service du patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Audition de M. Laurent Piermont, président, et M. Philippe Thiévent, directeur de CDC Biodiversité.

Audition de Mme Carole Hernandez-Zakine, manager, responsable du droit de l'agro-écologie à InVivo AgroSolutions.

Audition des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), de Coordination rurale, de la Confédération paysanne et de Jeunes agriculteurs.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Thierry Dutoit, directeur de recherche en ingénierie écologique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Mme Claire Étrillard, ingénieure d'études, et M. Michel Pech, géographe ruraliste à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), M. Harold Levrel, chercheur en économie écologique au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), et Mme Anne-Charlotte Vaissière, économiste de la biodiversité au Laboratoire montpelliérain d'économie théorique et appliquée (LAMETA).

Audition de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale et déléguée interministérielle au développement durable du ministère de l'environnement et de la mer.

Audition des représentants de la Fédération nationale des chasseurs et de la Fédération nationale de la pêche en France.

Audition des représentants de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), Humanité et biodiversité, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), World Wildlife Fund (WWF), Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), et France nature environnement (FNE).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire** [n° 269 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 135, 137).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la croissance économique** - (14 janvier 2016) (p. 216, 217). (p. 217).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 262, 263).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 363, 364).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (*art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016*) (p. 600, 601). - **Article additionnel après l'article 51 quinquedecies** (p. 606).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 714, 715).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015).**

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-15-4 à L. 541-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Diverses mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire) (p. 2239). (p. 2241). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2243).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sport et la laïcité** - (8 mars 2016) (p. 3880).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7157, 7159).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7281, 7282). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 7290). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7295). (p. 7299). (p. 7302). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7306). (p. 7307). (p. 7307). (p. 7308). (p. 7310). (p. 7311). (p. 7312).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7351). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7377). (p. 7381). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7431). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional) (p. 7434). (p. 7434). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7443).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7478). (p. 7481). (p. 7483). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement -

Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7504). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7547, 7548). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7581).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9230, 9231).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9460). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9478).

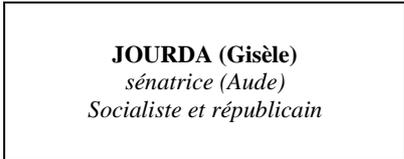
- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Articles 36 quater (supprimé)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique) (p. 14922).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15001, 15002). (p. 15004).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 15099, 15100). (p. 15101). (p. 15101). (p. 15102). (p. 15102). (p. 15104). (p. 15104). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15120). (p. 15121). (p. 15121). (p. 15121). (p. 15122). (p. 15124, 15125). (p. 15125). - **Articles additionnels après l'article 56 ter** (p. 15127). (p. 15128). (p. 15129).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17059, 17060).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18543). - **Article unique** (p. 18556). (p. 18561).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis vice-présidente le 3 mai 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 282 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative aux effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques [n° 299 (2015-2016)] (14 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Faire face au défi du terrorisme et à la crise migratoire : le rôle de la coopération franco-allemande [n° 300 (2015-2016)] (14 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 212 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978 [n° 449 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 352 (2015-2016)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république du Pérou [n° 451 (2015-2016)] (9 mars 2016)

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) [n° 619 (2015-2016)] (23 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 437 (2015-2016)] autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part [n° 673 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : « Garde nationale » : une réserve militaire forte et territorialisée pour faire face aux crises [n° 793 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Partenariat oriental : une nécessaire refondation [n° 797 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 65 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 102 (2016-2017)] (3 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens,

professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques : examen du rapport et proposition de résolution européenne de M. Michel Magras et Mme Gisèle Jourda.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république du Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Questions diverses.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition d'Ecocert France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Réunion sur l'Australie.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Jean-François Dubost, responsable du programme de protection des populations à Amnesty International France, et de Mme Sylvie Houedenou, responsable de la commission des personnes déracinées à Amnesty International France.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Élargissement - Négociations en vue de la réunification de la république de Chypre : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

Audition de Mme Ayça Saritekin, conseillère à l'ambassade de Turquie en France.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. David Skuli, directeur central de la police aux frontières du ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Marek Estok, ambassadeur de Slovaquie, sur les priorités de la présidence slovaque de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Rapport de Mme Gisèle Jourda sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition du général Patrick de Rousiers, ancien président du Comité militaire de l'Union européenne et conseiller spécial de Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnetcarère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme d'Europol et coopération policière européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. Michel Delebarre.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Politique de défense de l'Union européenne - Communication de M. Jacques Gautier et Mme Gisèle Jourda.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union*

européenne) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex.

Audition de M. Jean-Claude Piris, ancien juriste du Conseil européen.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 32).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 317). (p. 317).

- **Question orale sans débat sur les nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale** - (26 janvier 2016) (p. 695, 696). (p. 696).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 37 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 221-1 du code du tourisme - Qualité des visites guidées dans les musées de France et les monuments historiques et sécurisation de la profession de guides-conférenciers*) (p. 8400, 8401).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (16 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9715).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10160, 10161).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12504). (p. 12508).
- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 15 déciés** (p. 14516, 14517). (p. 14518, 14519). -

Article additionnel après l'article 17 (p. 14538, 14539). (p. 14539, 14540).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garde nationale** - (18 octobre 2016) (p. 15203, 15204).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17802).

- **Question orale sans débat sur l'élargissement de l'attribution de la carte professionnelle de guide-conférencier** - (20 décembre 2016) (p. 20838). (p. 20839).



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes [n° 448 (2015-2016)] (9 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de la commission au Maroc - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système

Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupty, directrice générale, d'Arte France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 121). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 124).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 138, 139).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités territoriales et l'application de la loi NOTRe** - (14 janvier 2016) (p. 218).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2542, 2543).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2883). (p. 2883). (p. 2910). (p. 2921). - **Article 26** (*art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle*) (p. 2933). - **Article 26 quinquies (supprimé)** (*art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 431-3 du code de l'urbanisme - Abaissement du seuil de dérogation à l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par les personnes physiques*) (p. 2940). (p. 2941).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 sexies (supprimé)** (*art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture*) (p. 2955). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2973).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3179, 3180).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les boues rouges** - (31 mars 2016) (p. 5027, 5028).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5133, 5134). -

Article 1er (*art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives*) (p. 5139). (p. 5141). (p. 5141). (p. 5142). (p. 5144). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade*) (p. 5146). (p. 5146). (p. 5147). (p. 5148). (p. 5151). (p. 5151). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5153). (p. 5154). (p. 5155). - **Article 5** (*art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - Création d'une instance nationale du supportérisme*) (p. 5162). (p. 5162). (p. 5163). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5168).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5636, 5637). - **Article 1er** (*art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes*) (p. 5645). (p. 5646).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7165, 7166).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8176, 8177). - **Article 11 ter** (*art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 8233).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (*art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 8327). (p. 8328). - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive*) (p. 8336). (p. 8338). - **Article 23** (*art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 8347). - **Article 24** (*art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables*) (p. 8362). - **Article 26 quater** (*art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements*) (p. 8371, 8372).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er** (*art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes*) (p. 8695). (p. 8698). - **Article 1er quater (supprimé)** (*art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte*) (p. 8702). (p. 8707). - **Article 7** (*art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes*) (p. 8719). - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (*art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes*) (p. 8737). (p. 8742). - **Article 8** (*art. 18 de loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Rapport annuel du*

Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA (p. 8747). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. 15-1 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - *Suspension des aides publiques aux entreprises de presse en cas de violation des obligations de transparence et du droit d'opposition des journalistes*) (p. 8756). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 8758).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** - *Commission mixte paritaire* [n° 541 (2015-2016)] - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9176, 9177).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015** [n° 629 (2015-2016)] - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9229, 9230).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro et la violence des hooligans** - (14 juin 2016) (p. 9467).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - *Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10199).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire* [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11985, 11986).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté dans les Bouches-du-Rhône** - (19 juillet 2016) (p. 13726). (p. 13727).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** - *Nouvelle lecture* [n° 802 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14354, 14355).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15222, 15223).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs** [n° 28 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16237). - **Article 5** (art. L. 132-2 du code du sport - *Élargissement des pouvoirs des directions nationales de contrôle de gestion, DNCG*) (p. 16251).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** [n° 303 (2016-2017)] et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)] - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16392, 16393).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources** [n° 87 (2016-2017)] - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18566).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne** [n° 192 (2016-2017)] - (13 décembre 2016) - **Article 15 A** (art. 18 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Soutiens spécifiques à l'agriculture de montagne*) (p. 18816).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - *Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme*) (p. 18860). (p. 18861). (p. 18862).

JOYANDET (Alain)
sénateur (Haute-Saône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9413, 9414). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9418, 9419). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9432).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9479, 9480). (p. 9485). (p. 9485, 9486). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9505). (p. 9509). (p. 9511).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique** - (23 juin 2016) (p. 10365, 10366). (p. 10366).

KALTENBACH (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution pour la métropole de Paris intégrant les départements de la petite couronne [n° 375 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préciser les conditions d'éligibilité des ressortissants étrangers au service civique [n° 494 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à la création de conseils municipaux et régionaux des jeunes [n° 698 (2015-2016)] (16 juin 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition d'Alain Parant, démographe, conseiller scientifique de Futuribles international.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition conjointe d'organisations non gouvernementales (ONG).

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Dorothee Schmid, directrice du programme « Turquie contemporaine » à l'IFRI.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la destruction de 750 logements sociaux récemment rénovés à Clamart** - (9 février 2016) (p. 2501). (p. 2502).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture** [n° 339 (2015-2016)] - (16 février 2016) - **Question préalable** (p. 2905, 2907).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation** [n° 395 (2015-2016)] - (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4281, 4282).

- **Question orale sans débat sur l'intégration des départements de la petite couronne au sein de la métropole du Grand Paris** - (10 mai 2016) (p. 7229). (p. 7230).

- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux** [n° 842 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14333, 14334).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (5 octobre 2016) - **Article 16 bis** (*art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes*) (p. 14521, 14522). (p. 14522). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 14527, 14528).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** [n° 9 (2016-2017)] - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (*art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux]*).

art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15002). (p. 15005). - **Article 2** (art. 133-2, 133-3, 133-4 et 133-4-1 [nouveau] du code pénal - Prescription des peines) (p. 15008, 15009). (p. 15009).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Article 38 ter (supprimé)** (*Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage*) (p. 15088). - **Article 54 (supprimé)** (*Rapport sur le statut des étrangers travaillant à la*

SNCF) (p. 15117). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15123).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18560).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18635, 18636).

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de
France - Série 1)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger ; nouvelle nomination le 9 juin 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 2006-2016 : un combat inachevé contre les violences conjugales [n° 425 (2015-2016)] (29 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et

audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'islam en France, laïcité et égalité entre hommes et femmes - Audition de Mme Dounia Bouzar, docteure en anthropologie, directrice générale du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, ancienne personnalité qualifiée du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Inès Taittinger, pilote de course, Chantal Le Creurer, ancienne pilote de rallyes automobiles, Mélanie Astles, pilote de voltige aérienne, et M. Jean-Claude Giroton, commissaire général du Mondial de l'automobile.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Alep** - (16 février 2016) (p. 2893). (p. 2893).

- Question orale sans débat sur la réévaluation des pensions des veuves de guerre - (19 juillet 2016) (p. 13716). (p. 13717).

KANNER (Patrick)
ministre de la ville, de la jeunesse et des sports

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations [n° 329 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'engagement civique des jeunes** - (14 janvier 2016) (p. 220).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2271, 2273). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2284).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14389, 14391). (p. 14417, 14419). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14421). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Sections territoriales de la réserve civique*) (p. 14425). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Organismes et conditions d'accueil des réservistes*) (p. 14426). - **Article 5 (Conditions d'engagement et d'exercice des réservistes)** (p. 14428). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Création d'une réserve citoyenne consulaire à l'étranger*) (p. 14429, 14430). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 5151-9 du code du travail - *Éligibilité des activités de volontariat de la réserve civile de la police nationale au compte personnel de formation*) (p. 14430). - **Article 8 (supprimé)** (art. L. 3142-46-1 [nouveau] du code du travail ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Congé pour l'exercice de responsabilités associatives*) (p. 14434). (p. 14435). (p. 14435). - **Article 8 bis** (art. L. 123-16-2, L. 821-3, L. 821-6-1, L. 822-14 du code de commerce ; art. L. 241-2, L. 719-13, L. 771-1, L. 773-1, et L. 774-1 du code de l'éducation ; art. 19-8 et 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ; art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire ; art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - *Clarification de diverses dispositions relatives à l'appel à la générosité publique*) (p. 14437). - **Article 8 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 79-IV du code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Reconnaissance du caractère d'intérêt général d'une association*) (p. 14438). - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14439). (p. 14440). - **Article 9** (art. L. 120-1 et L. 120-34 du code de service national ; art. L. 1424-10, L. 1424-37 et L. 1852-9 du code général des collectivités

territoriales ; art. 1er de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service - Service civique des sapeurs-pompiers) (p. 14442). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 14443, 14444). - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - *Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique*) (p. 14445). (p. 14445). (p. 14447). (p. 14448). (p. 14449). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. L. 1221-13 du code du travail - *Information des représentants du personnel relative au volontaires en service civique*) (p. 14450). (p. 14450, 14451). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-32 du code du service national - *Intermédiation de service civique entre personnes morales de droit public*) (p. 14451, 14452). (p. 14452). (p. 14453). - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - *Diverses dispositions relatives au service civique*) (p. 14454). (p. 14454). (p. 14455). (p. 14457). (p. 14458). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-33 et L. 122-16 du code du service national - *Valorisation du service civique pour l'accès à la fonction publique et le calcul de l'ancienneté*) (p. 14459). - **Article 12 quinquies** (art. 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Prise en compte du service civique dans les concours d'accès à la fonction publique - Épreuves de mise en situation professionnelle*) (p. 14459). - **Article 12 sexies** (art. 44 et 45 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 42 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie - *Valorisation du service civique dans la fonction publique territoriale*) (p. 14460). - **Article 12 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 116-1 [nouveau] du code du service national - *Cadets de la défense*) (p. 14461). (p. 14461). - **Article additionnel après l'article 12 octies** (p. 14461, 14462). - **Article 12 nonies (supprimé)** (*titre Ier bis du livre Ier du code du service national - Service civique obligatoire*) (p. 14463). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 14465, 14466). - **Article 14** (art. L. 611-9 [nouveau] du code de l'éducation - *Reconnaissance de l'engagement étudiant*) (p. 14466, 14467). - **Article 14 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-7-2 [nouveau] du code du travail - *Mobilité internationale des apprentis*) (p. 14467).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14 bis A** (p. 14479). (p. 14480, 14481). - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille*) (p. 14481, 14482). (p. 14483, 14484). (p. 14485, 14486). - **Article 14 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 714-1 du code de l'éducation - *Politique culturelle universitaire*) (p. 14488). - **Article 14 nonies** (art. 48 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - *Prolongation de l'expérimentation du dispositif dit de « dernier mot aux parents » pour l'orientation scolaire*) (p. 14489, 14490). - **Article 14 decies** (*Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire*) (p. 14491, 14492). (p. 14496, 14497). (p. 14497, 14498). (p. 14499). (p. 14500). (p. 14500). (p. 14501). (p. 14501). - **Article 15 (supprimé)** (art. 6 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit de publication des mineurs de seize ans*) (p. 14503, 14504). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 14504). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine -

Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14506). (p. 14508). - **Article 15 bis (supprimé)** (art. L. 114-3 du code du service national - Présentation des droits et aides sociales ouverts aux jeunes lors de la journée défense et citoyenneté) (p. 14509). - **Article 15 ter (supprimé)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Pré-majorité associative) (p. 14510, 14511). - **Article 15 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations) (p. 14512). - **Article additionnel après l'article 15 sexies** (p. 14512). - **Article 15 septies (supprimé)** (Rapport sur l'affectation des dépôts et avoirs des comptes inactifs des associations sur un compte d'affectation spéciale au bénéfice du fonds pour le développement de la vie associative) (p. 14513). - **Article 15 octies A (supprimé)** (art. L. 312-19 du code monétaire et financier - Informations complémentaires sur les comptes inactifs) (p. 14513, 14514). - **Article 15 décies** (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections) (p. 14515). - **Articles additionnels après l'article 15 décies** (p. 14518). - **Article 15 undecies (supprimé)** (art. L. 1311-18 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de locaux pour les parlementaires) (p. 14520). - **Article 16** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6111-3 et L. 6111-5 du code du travail - Pilotage des politiques de jeunesse par les régions) (p. 14521). - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes) (p. 14522). (p. 14523). (p. 14524). (p. 14527). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 14528). - **Article 16 ter** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation des associations de jeunesse au sein des CESER) (p. 14529). - **Article 16 quater (supprimé)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation de toutes les classes d'âge au sein des CESER) (p. 14530). - **Article 16 quinques** (art. L. 5211-10-1 du code général des collectivités territoriales - Composition des conseils de développement) (p. 14531). - **Article 16 octies** (art. 12 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 - Transformation du Conseil national de la jeunesse en Conseil d'orientation des politiques publiques de la jeunesse) (p. 14532). - **Articles additionnels après l'article 16 nonies** (p. 14533). (p. 14535). - **Article 17** (Information individualisée des jeunes en matière d'assurance maladie) (p. 14536, 14537). (p. 14537, 14538). (p. 14538). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 14539). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale - Droit personnel de la CMU-C pour les jeunes) (p. 14540). (p. 14541). (p. 14541). - **Article 18 bis** (Rapport sur la création d'une allocation d'études et de formation) (p. 14542). - **Article 18 ter (supprimé)** (Demande de rapport sur la création d'un observatoire régional du suicide en Guyane) (p. 14543). - **Article 19 (suppression maintenue)** (art. L. 612-3-1, L. 681-1, L. 683-1 et L. 684-1 du code de l'éducation - Modification du dispositif permettant aux meilleurs bacheliers de chaque lycée d'accéder aux filières sélectives publiques) (p. 14543). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 413-2 et 413-3 du code civil - Émancipation à leur demande des mineurs âgés de plus de seize ans) (p. 14545). - **Article 19 quinques (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6323-6 du code du travail - Inclusion de la préparation du permis de conduire dans les formations éligibles au compte personnel de formation) (p. 14546, 14547). (p. 14547). - **Article 19 septies A (supprimé)** (art. L. 5131-6-1 [nouveau] du code du travail - Éligibilité des personnes bénéficiant de l'allocation prévue par le contrat d'insertion dans la vie sociale au dispositif de caution publique pour le permis de conduire) (p. 14548). (p. 14548). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14550). (p. 14552). (p. 14554).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de

programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14897). (p. 14900). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14901). - **Intitulé du chapitre II (Dispositions relatives à la langue française)** (p. 14902). - **Article 35** (art. L. 6111-2, L. 6313-1 et L. 5223-1 du code du travail - Apprentissage de la langue française dans le cadre de la formation professionnelle) (p. 14912). - **Article 36 A (supprimé)** (Rapport sur la discrimination et la prise en compte de la diversité dans la fonction publique) (p. 14913). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 de loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État, 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Élargissement des conditions d'accès au troisième concours de la fonction publique) (p. 14915). (p. 14916). (p. 14916). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Extension de la mission du service public de l'enseignement supérieur à l'orientation vers la fonction publique) (p. 14917). - **Article 36 bis B (supprimé)** (art. 16 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Collecte obligatoire des données contextuelles des candidats aux concours administratifs) (p. 14917, 14918). (p. 14918). - **Article 36 bis C** (art. 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et 38 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 32-2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Assouplissement du dispositif Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État, PACTE) (p. 14919). (p. 14920). (p. 14920). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des agissements sexistes dans la fonction publique) (p. 14921). - **Articles 36 quater (supprimé)** (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Principe d'alternance entre hommes et femmes pour la présidence des jurys de recrutement de la fonction publique) (p. 14922, 14923). (p. 14923). - **Article 36 septies** (Recrutement de jeunes sans emploi en qualité de contractuels dans des postes de catégories A et B) (p. 14925). - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 14926). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14931). (p. 14932). (p. 14932). (p. 14933). (p. 14934, 14935). (p. 14936). (p. 14938). (p. 14938). (p. 14939). (p. 14940). (p. 14941).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi des jeunes** - (13 octobre 2016) (p. 14991).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)] (suite)** - (14 octobre 2016) - **Article 38** (art. 215-5, 221-5-6, 222-16-4 [nouveaux], 222-24, 222-25, 222-28, 222-33, 222-33-2, 222-33-2-2, 223-21 [nouveau], 224-1 C, 224-5-2, 225-4-2, 225-16-2, 225-18, 226-33 et 227-32-1 [nouveaux], 311-4, 312-2, 312-15 [nouveau], 313-2, 314-2, 322, 322-3, 322-8 et 431-2-1 [nouveau] du code pénal, L. 114-2 du code du patrimoine - Création de circonstances aggravantes générales lorsque les infractions sont commises pour des raisons racistes ou sexistes) (p. 15081). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 15082). (p. 15083). - **Article 38 bis** (art. 166 et 167 [abrogé] du code pénal local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Abrogation du délit de blasphème et alignement des sanctions encourues en cas d'atteinte à l'exercice d'un culte) (p. 15084). -

Article 38 ter (supprimé) (*Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage*) (p. 15087). (p. 15089, 15090). - **Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15090). (p. 15091). - **Article 39 bis (supprimé)** (art. 225-1-2 [nouveau], 225-2 et 225-16-1 du code pénal - Répression de la discrimination dont sont victimes les personnes qui ont subi, refusé de subir un bizutage ou témoigné de ses faits) (p. 15093). (p. 15094). - **Article 41** (art. 1er, 2 et 10 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Harmonisation des critères constitutifs d'une discrimination en droit civil et en droit pénal) (p. 15095). (p. 15096, 15097). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 15098). - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 15099). (p. 15100). (p. 15101). (p. 15102). (p. 15103). (p. 15104). (p. 15105). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15105, 15106). (p. 15106). - **Article additionnel après l'article 44 B** (p. 15107, 15108). - **Article 47** (p. 15110). (p. 15114). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3332-3 du code de la santé publique - Condition de nationalité pour les débitants de boissons) (p. 15117). - **Article 54 (supprimé)** (Rapport sur le statut des étrangers travaillant à la SNCF) (p. 15117). - **Article 54 bis (supprimé)** (Rapport sur les étrangers extra-communautaires dans la fonction publique) (p. 15119). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15122, 15123). - **Article 56 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance automatique d'une carte de résident aux victimes de violences conjugales) (p. 15126). - **Article 56 ter (supprimé)** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du retrait du titre de séjour d'une personne bénéficiaire du regroupement familial et victime de violences familiales) (p. 15126, 15127). - **Articles additionnels après l'article 56 ter** (p. 15128). (p. 15129). (p. 15129). (p. 15130). (p. 15130, 15131). (p. 15131). (p. 15132). - **Article 57 bis (supprimé)** (art. 2-6 et 807 du code de procédure pénale - Insertion de la notion d'identité de genre dans le code de procédure pénale) (p. 15134). (p. 15134). - **Article 58** (art. 2-24 [nouveau] du code de procédure pénale - Action civile des associations de défense des victimes du bizutage)

(p. 15135). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. 230-19 du code de procédure pénale - Renforcement du régime juridique de l'ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales) (p. 15135). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15136). (p. 15138, 15139). (p. 15141). - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'utilisation systématique par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité) (p. 15143). - **Article additionnel après l'article 60** (p. 15144). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 15145, 15146). (p. 15148). (p. 15149). - **Article 61 bis (supprimé)** (art. L. 1131-2 [nouveau] du code du travail - Formation à la non-discrimination à l'embauche) (p. 15150). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 15151). (p. 15151). (p. 15152). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 15153). (p. 15154). - **(supprimé)** (p. 15154, 15155). (p. 15156). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 15158). (p. 15159, 15160). (p. 15160). (p. 15161). (p. 15162). (p. 15162). (p. 15163). - **Article 67 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 481-1 du code de l'action sociale et des familles - Reconnaissance du métier de médiateur social dans le code de l'action sociale et des familles) (p. 15163). - **Article additionnel après l'article 67** (p. 15164). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 15164). (p. 15165). (p. 15165). - **Article 71 (nouveau)** (art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 445-1, L. 446-1 et L. 447-1 du code de la sécurité intérieure, articles L.4341-1, L. 4351-1 et L. 4361-1 du code de la défense, art. L. 261-1, L. 263-1, L. 264-1, L. 771-1, L. 773-1, L. 774-1, L. 971-1, L. 973-1 et L. 974-1 du code de l'éducation, L. 950-1 du code du commerce, L. 120-34 du code du service national, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 108 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, art. 26 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat - Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 15167).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15215).

- **Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20777, 20778). - **Question préalable** (p. 20792, 20793).

KARAM (Antoine)
sénateur (Guyane)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 298 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république fédérative du Brésil en vue de l'établissement d'un régime spécial transfrontalier concernant des produits de subsistance entre les localités de Saint-Georges de l'Oyapock (France) et Oiapoque (Brésil) [n° 552 (2015-2016)] (27 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Accord France-Brésil - Transports routiers internationaux de voyageurs et de

marchandises - Accord transfrontalier - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention de Minamata sur le mercure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Programme de travail 2017 de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 441). (p. 445). (p. 446). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 509).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 51 sexdecies (supprimé)** (*Rapport sur les plantes invasives*) (p. 607). (p. 607).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation importante des demandes d'asile en Guyane** - (26 janvier 2016) (p. 693). (p. 694).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2830). (p. 2830).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 undecies (supprimé)** (*Expérimentation en matière de normes applicables à la construction*) (p. 2961). (p. 2962). (p. 2963). (p. 2964).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7383, 7384). (p. 7385). (p. 7385). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7410). (p. 7411). (p. 7412). (p. 7422). (p. 7422, 7423). (p. 7423). (p. 7423). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-1 du code

de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional) (p. 7435). (p. 7435). (p. 7436).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5121-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9596). (p. 9597). (p. 9622).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12054).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 4 ter** (*Poursuite de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire avant saisine du juge aux affaires familiales pour modifier les modalités d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 13931). (p. 13932). (p. 13932). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-1 A [nouveau] de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Création d'une liste des médiateurs inscrits près la cour d'appel) (p. 13933). (p. 13933).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation migratoire en Guyane** - (17 novembre 2016) (p. 17572).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1115-5 du code général des collectivités territoriales - Extension des dérogations permettant aux collectivités territoriales de conclure des conventions avec un État étranger) (p. 18314).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19787, 19788). (p. 19788). (p. 19788, 19789). (p. 19789). (p. 19789). (p. 19789). (p. 19791). (p. 19791). (p. 19793). (p. 19793). (p. 19796).

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis vice-président du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance faciale dans les enquêtes terroristes [n° 699 (2015-2016)] (17 juin 2016) - **Défense**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à encourager le congé pour création ou reprise d'une entreprise [n° 774 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Les entretiens de la prospective 2 [n° 798 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Le phénomène urbain : un atout pour le futur [n° 117 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Immigration, asile et intégration [n° 140 tome 3 annexe 17 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue *Les Cahiers de l'Orient*, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition d'Alain Parant, démographe, conseiller scientifique de Futuribles international.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Anne-Laure Fondeur, conseillère auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargée de la sécurité sanitaire.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Makhlouf Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman (FNEM), et de M. Michel Soussan, conseiller.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition, sur le thème du numérique, de Philippe Lemoine, président du Forum d'action modernités.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique (« cluster ») sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Réunion du vendredi 21 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : « Le phénomène urbain : un atout pour le futur ».

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation de l'étude sur « l'avenir et les risques du système financier et bancaire » par M. Pierre-Yves Collombat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 565).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1555).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1974, 1975). - **Article 1er** (art. L. 2251-5, L. 2251-9 [nouveau], L. 5332-6 et L. 6342-4 du code des transports et art. L. 511-1, L. 531-1, L. 613-2 et L. 613-3 du code de la sécurité intérieure - Autorisation pour les services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP à procéder à l'inspection visuelle, à la fouille des bagages et à des palpations de sécurité ; assouplissement des conditions applicables pour procéder aux palpations des sécurités pour l'ensemble des agents de sécurité privée ; suppression de la notion de « bagage à main ») (p. 1980). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 2251-4-1 [nouveau] du code des transports - Expérimentation d'un dispositif de « caméra-piéton » au bénéfice des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 1982, 1983). - **Article 2** (art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8 [nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 1984, 1985). (p. 1985). (p. 1986). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2002). (p. 2002). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2241-1 du code des transports - Constat par les agents de police judiciaire des infractions à la police des transports) (p. 2006). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-4, L. 225-5, L. 330-2, L. 330-3 et L. 330-4 du code de la route - Accès au fichier du permis de conduire pour les entreprises exerçant une activité de transport public de

voyageurs ou de marchandises) (p. 2006). - **Article 5** (art. 18 et 78-7 [nouveau] du code de procédure pénale - Règles de compétence spécifiques pour ordonner des contrôles à bord des véhicules de transports ferroviaires de passagers) (p. 2007). - **Article 6 bis (supprimé)** (art. L. 2241-2, L. 2241-10 [nouveau], L. 2241-11 [nouveau], 3114-1 du code des transports - Obligation pour les personnes voyageant en fraude de pouvoir justifier de leur identité et possibilité pour les entreprises de transport routier, ferroviaire ou guidé de subordonner le voyage de leurs passagers à la détention d'un titre de transport nominatif) (p. 2010). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun) (p. 2011). - **Article 8 bis** (art. L. 2241-2 du code des transports - Création d'un délit de non maintien à disposition d'un agent assermenté pendant le temps nécessaire à l'information et à la décision de l'officier de police judiciaire en cas d'impossibilité ou de refus du contrevenant de justifier de son identité) (p. 2013, 2014). - **Article 9** (art. L. 2241-2-1 [nouveau] du code des transports, art. L. 166 F du livre des procédures fiscales - Créations d'un droit de communication entre exploitants et administrations publiques pour fiabiliser les données relatives à l'identité et à l'adresse des contrevenants pour améliorer le recouvrement des amendes décidées dans le cadre transactionnel de l'article 529-3 du code de procédure pénale) (p. 2015). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2016). (p. 2016). (p. 2016). - **Article 12** (art. L. 2241-1 du code des transports, art. L. 511-1 et L. 512-8 [nouveau] du code de la sécurité intérieure et L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Participation des polices municipales à la police des transports publics) (p. 2018). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2019).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2279, 2280).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 2781). (p. 2782). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Mutualisation de la conservation des archives numériques entre collectivités territoriales*) (p. 2784).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2902).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3078).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4199, 4200).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4250). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4257). - **Rappel au règlement** (p. 4290).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (24 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 12 quaterdecies** (p. 4553). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 4555).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4933). (p. 4937). (p. 4941). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4945). -

Article 4 nonies (nouveau) (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes) (p. 4959). (p. 4960). (p. 4960). (p. 4960). (p. 4960). (p. 4961). (p. 4961). (p. 4961). (p. 4962). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme) (p. 4978).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (29 avril 2016) - **Article 32** (art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé) (p. 6127, 6128).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le maintien de l'ordre et le risque terroriste** - (23 juin 2016) (p. 10359). (p. 10360).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 662 (2015-2016)** - (24 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10498). - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 10529). (p. 10529).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (8 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12599, 12600).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13842). (p. 13843).

- **Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]** - (21 juillet 2016) - **Article 11 quinquies** (Prolongation des durées maximales d'activité des réservistes) (p. 13900).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14508). - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14519).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20 quater** (art. L. 2511-20 du code général des collectivités territoriales - Répartition du contingent communal entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement) (p. 14631). (p. 14633). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14636). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14650). (p. 14654). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14660). (p. 14662). (p. 14662). (p. 14664). (p. 14665).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14775, 14776).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 38 ter (supprimé)** (Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage) (p. 15087, 15088). - **Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15092).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16144).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des policiers** - (27 octobre 2016) (p. 16401, 16402). (p. 16402).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16942, 16943).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalage et de terrasse dans l'arrondissement) (p. 17022). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17030, 17031). (p. 17033). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17054, 17055). (p. 17059). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 17063). (p. 17065).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Article 38** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense) (p. 17104). (p. 17108). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 17110, 17111). (p. 17112).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 45 quater** (p. 17694). (p. 17694).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19592). (p. 19593). (p. 19593). - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 19609). - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19617).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 207 et 1609 ter viciés [nouveau] du code général des impôts - Contribution spéciale CDG-Express) (p. 19807).

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du Fonds de solidarité prioritaire (anciennement : comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni [n° 346 (2015-2016)] (28 janvier 2016)

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni [n° 346 (2015-2016)] - Royaume-Uni et Union européenne : quelles réponses aux demandes britanniques ? [n° 347 (2015-2016)] (28 janvier 2016)

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Mieux financer la sécurité de l'Union européenne [n° 397 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'état de l'art en matière de mesure des émissions de particules et de polluants par les véhicules. Regards croisés [n° 412 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Réforme de la loi électorale de l'Union européenne [n° 463 (2015-2016)] (10 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la loi électorale de l'Union européenne [n° 464 (2015-2016)] (10 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour un rapprochement ambitieux de l'Agence française de développement et de la Caisse des dépôts et consignations [n° 532 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Strasbourg, une double capitale au cœur de l'Europe [n° 725 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Phase I de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 122 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la phase I de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 123 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Aide publique au développement [n° 140 tome 3 annexe 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes, sur les conclusions et les suites du Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France): Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)*: Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(commission des finances): Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France): Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue *Les Cahiers de l'Orient*, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Audition de Mme Fériel Alouti, journaliste.

Réunion du mercredi 10 février 2016 *(commission des affaires européennes)*: Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(commission des finances): Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France): Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Audition de M. Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman.

(commission des lois): Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 11 février 2016 *(commission des affaires européennes)*: Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures: rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 17 février 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)*: Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 *(commission des finances)*: Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des

petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du jeudi 10 mars 2016 *(commission des affaires européennes)*: Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne: communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne: proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 *(commission des finances)*: Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 *(commission des finances)*: Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France): Audition de M. Chems-Eddine Hafiz, représentant de la grande Mosquée de Paris.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni: communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 *(commission des finances)*: Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 *(commission des affaires européennes)*: Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(commission des finances): Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 *(commission des finances)*: Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France): Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mardi 17 mai 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)*: Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)*: Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mardi 31 mai 2016 *(mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France)*: Audition de S.E. M. Amar Bendjama, ambassadeur d'Algérie en France.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 *(commission des finances)*: Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 *(commission des finances)*: Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des

comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Marek Estok, ambassadeur de Slovaquie, sur les priorités de la présidence slovaque de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Réunion du vendredi 21 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Deuxième table ronde : « Métropoles, mégapoles, pôles urbains et réseaux de ville ».

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Marc-Étienne Pinault, coordinateur Brexit au secrétariat général du ministère de l'intérieur, M. Gilles Barbey, commandant de police, chef de la section « négociations européennes » à la direction centrale de la police judiciaire et M. Frédéric Baab, membre national d'Eurojust pour la France.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de

résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. François Marc sur la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 235, 237).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2992, 2994).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4163).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5880, 5882).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (31 mai 2016) (p. 8906). (p. 8906, 8907).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9232, 9233).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18413).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18553, 18554).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18786, 18787).

KENNEL (Guy-Dominique)
sénateur (Bas-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Une orientation réussie pour tous les élèves [n° 737 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Culture**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Un an à l'écoute des entrepreneurs [n° 800 (2015-2016)] (18 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instauration d'un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs ancêtres et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, MM. Olivier Cadic et Guy-Dominique Kennel, du déplacement

de la délégation en Suède et en Allemagne, sur le thème de la simplification des normes, du 28 au 30 septembre 2016.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu par Mme Elisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 4** (*art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs*) (p. 5808). (p. 5809). - **Article 7** (*art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit*) (p. 5844). (p. 5845). (p. 5845). (p. 5845).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15234, 15235).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16307).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20887, 20888).

KERN (Claude)
sénateur (Bas-Rhin)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 3 mai 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du paquet « déchets » (COM (2015) 593 final, COM (2015) 594 final, COM (2015) 595 final et COM (2015) 596 final) [n° 323 (2015-2016)] (21 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assujettir au taux de TVA de 10% les ventes d'arbres sur pied ou abattus destinés au chauffage [n° 615 (2015-2016)] (18 mai 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction des déchets en résultant [n° 700 (2015-2016)] (20 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Strasbourg, une double capitale au cœur de l'Europe [n° 725 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Union européenne.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser une égale répartition des âges sur les listes électorales [n° 823 (2015-2016)] (5 septembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Paquet « Économie circulaire » - Examen du rapport et proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Delebarre et Claude Kern.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la

création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. René Danesi.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jean-François Dubost, responsable du programme de protection des populations à Amnesty International France, et de Mme Sylvie Houedenou, responsable de la commission des personnes déracinées à Amnesty International France.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean

Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Avis politique de M. Daniel Raoul sur la protection juridique des variétés végétales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la directive « Services de médias audiovisuels ».

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Politique commerciale - Instruments de défense commerciale : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 87, 88).

- Rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 98).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 359, 360). (p. 361). - **Article 15 bis** (*art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau*) (p. 396). (p. 397).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 32 bis** (*art. L. 213-12 du code de l'environnement - Missions des établissements publics territoriaux de bassin, EPTB*) (p. 475, 476). (p. 476). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 477). (p. 478).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 18 bis (supprimé)** (*art. 3 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. L. 1251-60 du code du travail - Suppression du recours à l'intérim dans les fonctions publiques de l'État et territoriale*) (p. 1650).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article 3 (nouveau)** (*Rétablissement du régime indemnitaire dans les syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 2264).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article unique** (p. 2282).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article 10 quater (nouveau)** (*art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet*) (p. 2663). - **Article 10 nonies (nouveau)** (*art. L. 123-7 du code de la propriété intellectuelle - Transmission du droit de suite par legs aux musées et aux associations et fondations reconnues d'utilité publique à but culturel*) (p. 2675). - **Articles additionnels après l'article 10 nonies** (p. 2680).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 26 quater** (*art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours*

obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2936, 2937).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) (p. 2956). (p. 2956). - **Article 26 octies** (art. 15 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Lutte contre les faux et les signatures de complaisance en matière de projet architectural) (p. 2958). - **Article 26 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance) (p. 2968).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2994, 2995).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3017).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Article 1er** (Modalités de transformation des communes associées en communes déléguées) (p. 3872).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 3** (Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers) (p. 4475).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renouvellement des rames intercités** - (31 mars 2016) (p. 5035). (p. 5035, 5036).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5130, 5131). - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives) (p. 5143). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade) (p. 5147). (p. 5148). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs) (p. 5160).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5647).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Encouragement des démarches d'ouverture des données pour les éco-organismes de gestion des déchets) (p. 5837).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8370). (p. 8373). - **Article 26 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes) (p. 8377).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9251, 9252).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12024).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14549, 14550). (p. 14551). (p. 14553). (p. 14554).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 bis EA** (p. 14837). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14841). (p. 14842). (p. 14842). - **Articles additionnels après l'article 33 bis E** (p. 14843).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15238, 15239).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16239, 16240). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 16247). - **Article 7** (art. L. 222-2-12 [nouveau] du code du sport - Exploitation des attributs de la personnalité d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel dans le cadre d'une convention de fiducie) (p. 16255). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16260).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16301, 16302).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions des personnels éducatifs** - (27 octobre 2016) (p. 16403).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16451).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18578).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18789, 18790).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18895).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réquisition du parquet contre l'agresseur du maire de Geiswiller** - (15 décembre 2016) (p. 19439, 19440). (p. 19440).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3 (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public)** (p. 19471).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - *Modification du régime de l'entreprenneur agréé de produits viti-vinicoles* (p. 19519).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20888).

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 4 janvier 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Liban au miroir de la crise syrienne [n° 141 (2016-2017)] (25 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatima Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4203).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4274). (p. 4282). - **Rappel au règlement** (p. 4292). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4297).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les**

crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18494, 18496).

LABAZÉE (Georges)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
Socialiste et républicain

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé et de la secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de l'autonomie le 17 novembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 2 mai 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès de la ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Protection sociale des exploitants agricoles - Audition de MM. Pascal Cormery, président, et Michel Brault, directeur général, de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Présentation

par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

(*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Gallo Gueye, directeur des statistiques sociales de la direction générale d'Eurostat.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

(*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

(*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen des amendements au texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 757, 758).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2970).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat entre La Poste et l'État relatif aux maisons de services au public** - (17 mars 2016) (p. 4266).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 3** (*Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 4475).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quater** (*art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements*) (p. 8372).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8914).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'adaptation de la société au vieillissement** - (14 juin 2016) (p. 9472, 9473).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code de travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, de code minier, du code rural et de la pêche*

maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9605). (p. 9636). (p. 9648, 9649).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9720).

- **Question orale sans débat sur le fonds d'urgence affecté aux départements par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie** - (21 juin 2016) (p. 10105). (p. 10106).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (21 juin 2016) - **Article 18** (*art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective*) (p. 10145).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 27 bis (supprimé)** (*art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique*) (p. 10303).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (*art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10352, 10353).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (*art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12343).

- **Question orale sans débat sur l'interprétation de la notion de redevance dans la cohabitation intergénérationnelle** - (11 octobre 2016) (p. 14727, 14728). (p. 14728).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 octobre 2016) (p. 16163).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16166, 16167).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article 1er** (*art. L. 600-5, L. 600-13, L. 600-14 et L. 600-15 [nouveaux] du code de l'urbanisme et L. 311-1-1 [nouveau] du code de justice administrative - Accélérer les procédures d'instruction et de jugement*) (p. 16205). - **Article 3** (*art. L. 153-27-1 [nouveau], L. 131-6, L. 31-7, L. 153-51 et L. 153-59-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Simplifier la mise en compatibilité des PLU*) (p. 16207). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 16216).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17388).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 16** (*art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac*) (p. 17501).

LABBÉ (Joël)
sénateur (Morbihan)
Écologiste

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles jusqu'au 15 décembre 2016.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 303 (2015-2016)] visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 426 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser une égale répartition des âges sur les listes électorales [n° 823 (2015-2016)] (5 septembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Programme de travail pour le premier semestre 2016.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information

de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis budgétaires.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud,

directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 27, 28).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 75).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 275, 276). - **Article 1er** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité*) (p. 297).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 340, 341). (p. 342). (p. 344). (p. 345, 346). (p. 348, 349). (p. 350). (p. 350). (p. 351). - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 375).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 28** (p. 464). - **Article 29 (supprimé)** (*art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux*) (p. 465). (p. 465). - **Article additionnel après l'article 32 bis B** (p. 475). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 515, 516). (p. 516, 517). (p. 517). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 526). (p. 527). (p. 527). (p. 528). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles*) (p. 528).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (*art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes*) (p. 546). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 566). (p. 567). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 579). (p. 580). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 586, 587). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (*art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016*) (p. 600). (p. 601, 602). (p. 602). (p. 604). (p. 605). - **Articles additionnels après l'article 51 sexdecies** (p. 608). (p. 608). - **Article additionnel après l'article 52 ter** (p. 610). - **Article 68 ter B (nouveau)** (*art. L. 332-25 du code de l'environnement - Rétablissement de la nature contraventionnelle des infractions à la réglementation des réserves naturelles*) (p. 639, 640). - **Article 72** (*art. L. 350-1 AA, L. 350-1 A et L. 350-1 B [nouveaux] du code de l'environnement - Atlas de paysages et objectifs de qualité paysagère*) (p. 651).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2026, 2027).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (2 février 2016) (p. 2149).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire** [n° 269 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2233, 2234). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2243).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire** [n° 115 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2345, 2346).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre** [n° 256 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2365, 2366).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3794, 3795).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire** [n° 384 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3841).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3942, 3944). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3956). (p. 3957). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3961). (p. 3967). (p. 3969). (p. 3971).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (10 mars 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - *Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime*) (p. 4047). (p. 4048).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture** [n° 473 (2015-2016)] - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4460, 4461). - **Article 3** (*Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers*) (p. 4476). (p. 4477).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (24 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 4536, 4537). (p. 4537). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 4553, 4554). (p. 4555). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4556). (p. 4556). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4557). (p. 4558). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4573). (p. 4574). (p. 4574, 4575). (p. 4576). (p. 4578). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 4579). (p. 4580).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture** [n° 418 (2015-2016)] - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5621, 5622).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture** [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - *Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques*) (p. 7355). (p. 7356). (p. 7357). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - *Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial*) (p. 7359). (p. 7361). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7378). (p. 7381).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des

personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7508). (p. 7509). (p. 7509). (p. 7510). - **Article 36 sexies (suppression maintenue)** (*Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles*) (p. 7518). - **Article 51 decies A (suppression maintenue)** (art. L. 257-3 du code rural et de la pêche maritime - *Centralisation et ouverture des données relatives aux traitements phytosanitaires par les agriculteurs*) (p. 7534). (p. 7534). - **Article 51 undecies B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - *Délai accordé aux propriétaires de bonne foi pour la réalisation des travaux sur les moulins permettant l'amélioration de la continuité écologique*) (p. 7536). (p. 7536). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes*) (p. 7545). (p. 7546, 7547). (p. 7549).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation** [n° 597 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8097, 8098).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 8119). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8120). (p. 8120). - **Article 1er bis** (*Rapport au Gouvernement sur la mise en œuvre de l'obligation prévue à l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime*) (p. 8120). (p. 8121). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code du code rural et de la pêche maritime - *Observatoire de l'alimentation et des circuits courts et de proximité*) (p. 8121). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1, L. 111-2-1, L. 111-2-2, L. 180-1, L. 180-2, L. 312-1, L. 315-2, L. 425-1, L. 515-3, L. 511-14 du code rural et de la pêche maritime - *Plans régionaux de l'agriculture et de l'alimentation durables*) (p. 8122). (p. 8122). (p. 8122, 8123). (p. 8123). (p. 8123). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 512-2 du code rural et de la pêche maritime - *Compétences de la chambre régionale d'agriculture*) (p. 8124). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - *Intégration au rapport sur la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise de considérations relatives à la consommation alimentaire durable*) (p. 8124). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 121-82-1 du code de la consommation - *Application de la mention « fait maison » à la restauration collective*) (p. 8125). (p. 8126). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8128).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural** [n° 631 (2015-2016)] - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8927, 8928). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8941).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à l'animation de la filière bio** - (14 juin 2016) (p. 9468). (p. 9469).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture** [n° 709 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12063, 12064).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12201). - **Article**

additionnel après l'article 8 (p. 12206). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12251, 12252). - **Article 14 (supprimé)** (art. 11 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Règles déontologiques applicables aux membres et agents des autorités administratives ou publiques indépendantes : obligations déclaratives, justification des mesures prises pour la gestion des instruments financiers, contrôle des reconversions professionnelles) (p. 12261). (p. 12262). - **Article 14 bis B (supprimé)** (art. 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Contrôle par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique de de la compatibilité de l'exercice d'une activité professionnelle par un ancien membre d'une autorité administrative ou publique indépendante) (p. 12262). (p. 12263). - **Article 14 bis C (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Publicité des avis de la commission de déontologie de la fonction publique sur la compatibilité de l'exercice d'une activité professionnelle privée par un ancien fonctionnaire) (p. 12263). (p. 12263).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 30 AA (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-11 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions pénales à l'encontre de l'exploitant d'un établissement d'abattage ou de transport d'animaux vivants en cas de mauvais traitements) (p. 12369). - **Article 30 AB (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-4 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction du droit de préemption de la SAFER sur les cessions de droits sociaux réalisées au profit d'un associé exerçant son droit de préférence au sein d'une société agricole) (p. 12369, 12370). (p. 12370). - **Article 30 AC (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-5 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de conservation des droits sociaux d'une société agricole reçus en contrepartie de l'apport de biens agricoles à la société) (p. 12371). - **Articles additionnels après l'article 30 AC (priorité)** (p. 12372). (p. 12373). (p. 12373). - **Article 30 A (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Affectation particulière des biens fonciers agricoles au sein du capital social de toute société) (p. 12375). - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12376). (p. 12378). (p. 12378). (p. 12381).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14507). - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14519). - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes) (p. 14523, 14524). (p. 14524). - **Article 16 quater (supprimé)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation de toutes les classes d'âge au sein des CESER) (p. 14530). - **Article 16 quinquies** (art. L. 5211-10-1 du code général des collectivités territoriales - Composition des conseils de développement) (p. 14531). - **Articles additionnels après l'article 16 nonies** (p. 14533). (p. 14533, 14534). (p. 14534, 14535). (p. 14535). - **Article 18 ter (supprimé)** (Demande de rapport sur la création d'un observatoire régional du suicide en Guyane) (p. 14542). (p. 14543). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14567). (p. 14568). (p. 14569).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14594). (p. 14603). - **Articles additionnels après l'article 28 quater BC** (p. 14677). (p. 14678). - **Articles additionnels après l'article 28 sexies** (p. 14684). (p. 14685). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14690).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14758, 14759). (p. 14771). (p. 14778). (p. 14779). (p. 14780). (p. 14781). (p. 14786).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 duodecies (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14868). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14902).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14965, 14966). - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14971). - **Article 2 (supprimé)** (Action en responsabilité en cas de manquement à l'obligation d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance) (p. 14976). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14978, 14979).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présence de pesticides dans l'alimentation** - (13 octobre 2016) (p. 14985).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16199, 16200). - **Article 6** (art. L. 311-1 du code de l'urbanisme - Simplifier les opérations des zones d'aménagement concerté) (p. 16210). (p. 16211). - **Article 8** (art. L. 522-2 et L. 522-4 du code du patrimoine - Clarifier et réduire des délais en matière d'archéologie préventive) (p. 16213). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 16214). - **Article 12** (art. L. 151-12 du code de l'urbanisme - Clarifier les conditions de construction d'extensions ou d'annexes en zones agricoles) (p. 16217). (p. 16218).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16283). (p. 16283).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16442, 16443).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17807, 17808).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18296, 18297).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18385, 18386).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes**

applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18523, 18524).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens**

LABORDE (Françoise)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 2006-2016 : un combat inachevé contre les violences conjugales [n° 425 (2015-2016)] (29 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)] - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20924).

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : La laïcité dans le sport féminin : un enjeu avant les Jeux olympiques de Rio - Audition de Mme Françoise Morvan, présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF) et de Mme Annie Sugier, vice-présidente de la CLEF, présidente de la Ligue du droit international des femmes.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Table ronde.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France.

Questions diverses.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Échange de vues.

Rapport « Femmes et voitures » - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Rapport « Femmes et laïcité » - Troisième échange de vues.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen des amendements au texte de la commission.

Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 8, 9).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles cartes d'intercommunalité et les conséquences en termes de découpage** - (28 janvier 2016) (p. 1989, 1990).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2274, 2275).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2534). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2553). (p. 2553). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2560). (p. 2568). (p. 2569). (p. 2570).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 2 bis** (*art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Inscription annuelle à l'ordre du jour des conférences territoriales de l'action publique d'un débat sur la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2595). - **Article 5** (*art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-*

interprètes) (p. 2615). (p. 2615). - **Article 7 quater A** (*art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs*) (p. 2645, 2646). - **Article 7 quater** (*art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs*) (p. 2647). - **Article 8** (*art. L. 213-24 à L. 213-37 nouveaux du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des films de cinéma*) (p. 2651). (p. 2651). - **Article 10 quinquies (nouveau)** (*art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante*) (p. 2667).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 2714). (p. 2715). - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2718).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 undecies (supprimé)** (*Expérimentation en matière de normes applicables à la construction*) (p. 2963).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3810, 3811).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4251).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4261).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 mars 2016) (p. 4271).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Article 1er** (*art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes*) (p. 5646).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 488 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5658, 5659).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5680, 5681).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5698, 5699).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires - Commission mixte paritaire [n° 507 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5714, 5715).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 17 A (supprimé)** (*art. L. 312-9 du code de l'éducation - Prévention et lutte contre les cyberviolences dans les formations à l'utilisation des outils et des ressources numériques dispensées dans les écoles et les établissements d'enseignement*) (p. 5938). - **Article 17** (*art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics*) (p. 5944). (p. 5945).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 19 bis (supprimé)** (*art. L. 113-11 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Habilitation des associations à agir en justice afin de faire cesser tout obstacle à la libre réutilisation d'une œuvre entrée dans le domaine public*) (p. 5984). (p. 5985). - **Article 20 septies** (*art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données*) (p. 5989). (p. 5990).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6213). - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6222).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7186, 7187).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7376). (p. 7377). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7441).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 1er bis** (Liberté de la diffusion de la création artistique) (p. 8182). - **Article 2** (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique) (p. 8185). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 [nouveau], L. 212-13 [nouveau], L. 212-13-1 [nouveau] et L. 212-14 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 8198). - **Article 18 bis AA (suppression maintenue)** (Règles relatives à la délivrance d'un certificat d'exportation concernant certains biens culturels) (p. 8251).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8362). (p. 8363). (p. 8364). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8407, 8408).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes) (p. 8740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8766).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8972, 8973).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**.

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9475). (p. 9477). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9490).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33

et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9643). (p. 9646). (p. 9649). (p. 9651). (p. 9665).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9973). (p. 9973). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9978). (p. 9980). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 10005). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10019). (p. 10026).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10203).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10382). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10391).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12355).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (7 juillet 2016) (p. 12445). (p. 12446).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché**

transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)] - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13701, 13702).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14397, 14398). - **Article 5** (*Conditions d'engagement et d'exercice des réservistes*) (p. 14427). (p. 14428).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14 bis A** (p. 14479, 14480). (p. 14481). - **Article 14 bis** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille*) (p. 14481). (p. 14482). (p. 14484). - **Article 14 decies** (*Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire*) (p. 14493). (p. 14500). (p. 14500). (p. 14500). (p. 14500). (p. 14501). (p. 14501). - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14518). - **Article 19 (suppression maintenue)** (*art. L. 612-3-1, L. 681-1, L. 683-1 et L. 684-1 du code de l'éducation - Modification du dispositif permettant aux meilleurs bacheliers de chaque lycée d'accéder aux filières sélectives publiques*) (p. 14544).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (*art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14614). (p. 14614, 14615).

LALANDE (Bernard)
sénateur (Charente-Maritime)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis rapporteur le 28 janvier 2016 ; puis membre le 5 octobre 2016 ; puis rapporteur le 9 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote*) (p. 14894).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15213, 15214).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15236, 15237).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 6 E** (*art. L. 1132-3-3 du code du travail, art. 6 ter A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des repréailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte*) (p. 16667).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18561, 18562). (p. 18562).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18577, 18578).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2015 [n° 618 (2015-2016)] (20 mai 2016) - **Budget**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Économie [n° 140 tome 3 annexe 11 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puyperoux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours

financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Cyrille Dero, directeur fiscal du groupe Danone, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS bureau Francis Lefebvre, Mme Catherine Henton, directrice fiscale du groupe Sanofi-Aventis, Mme Laurence Jatton, directeur fiscal groupe adjoint d'Engie, M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale, M. Valère Moutarlier, directeur « Fiscalité directe, coordination fiscale, analyse économique et évaluation » de la Commission européenne, et de M. François Soulmagnon, directeur général de l'Association française des entreprises privées (AFEP), sur les propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3025).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture** [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7440, 7441).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les comptes publics** - (29 septembre 2016) (p. 14345).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17513).

LAMÉNIE (Marc)
sénateur (Ardennes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La journée défense et citoyenneté, un rendez-vous entre la jeunesse et l'armée à conserver et améliorer [n° 475 (2015-2016)] (16 mars 2016) - **Défense**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Institution nationale des Invalides [n° 72 (2016-2017)] (25 octobre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 140 tome 3 annexe 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Contrôle budgétaire - Communication sur le programme « ANTARES » (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours).

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

(*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des finances*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Financement et pilotage du projet de constitution d'un pôle scientifique et technologique (« cluster ») sur le plateau de Paris-Saclay - Contrôle budgétaire - Communication.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service TRACFIN, cellule de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 53 à 55) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'Institution nationale des Invalides (INI) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FODGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » - Examen du rapport spécial - Communication sur l'impact de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) relatif à l'avenir de la fonction publique de novembre 2015 sur les régimes de retraite de la fonction publique.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 54).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 364).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2172).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article 3**

(Texte non modifié par la commission) (art. L. 312-17-3 du code de l'éducation - Sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire à l'école) (p. 2242).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 2** (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique) (p. 2568).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 3** (Texte non modifié par la commission) (Labellisation des institutions de référence nationale) (p. 2601).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article 11 ter** (Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques) (p. 2720).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2922, 2923).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 septies** (Texte non modifié par la commission) (art. 7 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) (p. 2956). (p. 2956). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2970).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle) (p. 3082).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3893).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3963, 3964).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4291, 4292).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes) (p. 4920).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 4** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs) (p. 5160).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai**

d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)] - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5689).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5857).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6008). - **Article 43 (priorité)** (art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques) (p. 6022, 6023). - **Articles additionnels après l'article 43 (priorité)** (p. 6024). (p. 6024).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7166, 7167).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Article unique** (p. 8011, 8012).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Article 1er** (Publication d'informations par les sociétés cotées implantées dans plusieurs États ou territoires) (p. 8050).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8706).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8914, 8915).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9502, 9503).

- **Question orale sans débat sur la qualité du service rendu aux usagers sur les lignes de transport express régional champardennaises** - (21 juin 2016) (p. 10126, 10127). (p. 10127).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 10654). - **Article 15** (Entrée en vigueur et mesures transitoires) (p. 10686).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 8** (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 13942).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 12 nonies (supprimé)** (titre 1er bis du livre 1er du code du service national - Service civique obligatoire) (p. 14463, 14464).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 bis EA** (p. 14837).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 duodecimes (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14868, 14869). - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14898).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15006).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Article 38 ter (supprimé)** (Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage) (p. 15089). - **Article 47** (p. 15111, 15112). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15124). - **Article 56 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance automatique d'une carte de résident aux victimes de violences conjugales) (p. 15126). (p. 15126). - **Articles additionnels après l'article 56 ter** (p. 15127). - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'utilisation systématique par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité) (p. 15142, 15143).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 16216).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16656).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16980).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17122, 17123).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre 1er, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la

sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants) (p. 17431, 17432).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 28** (p. 17586).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18411).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 nonies** (p. 18775). - **Article 15 A** (art. 18 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Soutiens spécifiques à l'agriculture de montagne) (p. 18817).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19471). - **Article 4** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - Ajustement des ressources affectées au compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 19474).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19580). (p. 19580). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19590). (p. 19594). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19604, 19605). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19620). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19627). (p. 19629). (p. 19631). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19649). (p. 19652). - **Article 24 septies (nouveau)** (art. 265, 265 ter, 266 quinquies du code des douanes - Modification du prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 19665). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19667). (p. 19672). (p. 19673). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19680). (p. 19684). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19692). - **Article additionnel après l'article 24 quinquies** (p. 19705).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19732, 19733). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19738, 19739). - **Article 27** (art. L. 2333-26, L. 2333-30, L. 2333-41, L. 3333-1 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales - Ajustement des dispositions relatives à la taxe de séjour) (p. 19743). (p. 19744). (p. 19745). (p. 19745). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19802). - **Article 39** (Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté) (p. 19819).

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

Chargée d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 29 janvier 2016 ; fin de mission le 28 juillet 2016.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La simplification du droit : regard comparatif (Allemagne, Pays-Bas et Suède) [n° 784 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Un an à l'écoute des entrepreneurs [n° 800 (2015-2016)] (18 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 770 (2015-2016)] portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 20 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Compte rendu du déplacement dans le département du Nord le vendredi 13 novembre 2015.

Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Questions diverses.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*): Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

Point d'information sur l'organisation de la journée des entreprises du 31 mars 2016.

Rapport d'information sur les entreprises et la réforme du droit du travail : nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*): Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*): République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*): Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

(*commission des affaires économiques*): Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation aux entreprises*): Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu de la matinée d'études sur la simplification du droit organisée par le Sénat (délégation aux entreprises et

division de la législation comparée), le Conseil d'État et la Société de législation comparée.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*): Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE.

Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*): Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

(*délégation aux entreprises*): Compte rendu du déplacement de la délégation en Corrèze le vendredi 20 mai 2016.

Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Étude comparative de l'Institut für Wirtschaftsforschung (IFO) sur les pouvoirs et la représentativité des représentants des salariés dans l'entreprise en France et en Allemagne.

Questions diverses.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

(*commission des finances*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*): Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*): Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport de synthèse des rencontres d'entreprises effectuées par la délégation durant l'année parlementaire 2015-2016.

Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Nomination de rapporteurs en vue de l'élaboration d'un rapport d'information sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Avenir des chantiers navals STX France (ex-Chantiers de l'Atlantique) - Communication de M. Yannick Vaugrenard.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, MM. Olivier Cadic et Guy-Dominique Kennel, du déplacement de la délégation en Suède et en Allemagne, sur le thème de la simplification des normes, du 28 au 30 septembre 2016.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen des amendements de séance.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Nicole Bricq sur les nouvelles mesures présentées le 24 octobre 2016 par le Conseil de la simplification pour les entreprises.

Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Questions diverses.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

(*délégation aux entreprises*) : Nomination de rapporteurs en vue de l'élaboration d'un rapport d'information sur les moyens d'alléger la charge administrative des entreprises pour leur simplifier la vie.

Présentation, par MM. Benoît Ravel, président-directeur général de Datastorm, et Stéphane Auray, économiste senior, d'une étude d'impact prospective, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm, sur les effets attendus, sur les entreprises et l'économie française, de pistes de réforme relatives à la transmission et à la reprise d'entreprises en France.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

(*délégation aux entreprises*) : Communication de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Oliver cadic du déplacement de la délégation à La Haye, sur le thème de la simplification du droit pour les entreprises, le 14 novembre 2016.

Questions diverses.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 305). (p. 308).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture** [n° 473 (2015-2016)] - (23 mars 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Intégration des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles*) (p. 4471).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les entreprises** - (31 mars 2016) (p. 5036). (p. 5036).

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des démarches administratives relatives au service civique** - (10 mai 2016) (p. 7220). (p. 7221).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation** [n° 597 (2015-2016)] - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8099, 8100).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (13 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9392, 9393).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - *Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles*) (p. 10045).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - *Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés*) (p. 10308). (p. 10309). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 23-121-1 à L. 23-123-5 [nouveaux], L. 2122-14 [nouveau], L. 2143-24 et L. 2143-25 [nouveaux], L. 2232-40 à L. 2232-42 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-26 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-17 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-11-1 [nouveau] du code du travail - *Dialogue social dans les réseaux de franchise*) (p. 10321).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30 bis B (nouveau)** (art. L. 1462-2 [nouveau] du code du travail - *Modulation dans le temps des décisions du juge judiciaire*) (p. 10386, 10387). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - *Pacte national pour l'apprentissage*) (p. 10394).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12126, 12127).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de*

l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12196, 12197). (p. 12198). (p. 12199). (p. 12203). (p. 12204).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 quater A (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-12, L. 122-13, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-19, L. 122-20, L. 122-26, L. 122-33 [nouveau] du code de la voirie routière et art. L. 1264-7 du code des transports - *Adaptation des règles de la commande publique applicables aux concessionnaires d'autoroutes et compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières*) (p. 12358, 12359). (p. 12359). (p. 12359). (p. 12359). (p. 12359). (p. 12360). (p. 12360).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Question orale sans débat sur la fermeture d'une classe moins d'un an après son ouverture** - (19 juillet 2016) (p. 13728). (p. 13728).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14967, 14968).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 16193, 16194). - **Article 3** (art. L. 153-

27-1 [nouveau], L. 131-6, L. 31-7, L. 153-51 et L. 153-59-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Simplifier la mise en compatibilité des PLU*) (p. 16207). (p. 16208). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16209). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16209). - **Article 6** (art. L. 311-1 du code de l'urbanisme - *Simplifier les opérations des zones d'aménagement concerté*) (p. 16210). - **Article 8** (art. L. 522-2 et L. 522-4 du code du patrimoine - *Clarifier et réduire des délais en matière d'archéologie préventive*) (p. 16212, 16213). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 16213). (p. 16214). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 16215). - **Article 12** (art. L. 151-12 du code de l'urbanisme - *Clarifier les conditions de construction d'extensions ou d'annexes en zones agricoles*) (p. 16217). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16218). (p. 16219). (p. 16220).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - *Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 16655). (p. 16659). - **Article 6 C** (*Procédure de signalement d'une alerte*) (p. 16659). (p. 16660).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décrochage économique de la France** - (20 décembre 2016) (p. 20868). (p. 20869).

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
Les Républicains

Président du Sénat ; a présidé les séances des 14, 19, 26, 28 janvier, 2, 9, 11, 16, 18 février, 1er, 8, 15, 16, 17, 22, 31 mars, 26, 27, 28 avril, 3, 10, 12, 17, 26, 31 mai, 7, 8, 9, 13, 14, 23, 28 juin, 7, 12, 19, 20, 21 juillet, 27, 29 septembre, 4, 13, 18, 19, 27 octobre, 2, 3, 15, 17, 22, 24, 30 novembre, 1er, 12, 13, 14, 15 et 20 décembre 2016.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 mars 2016 (délégation aux droits des femmes): Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à un nouveau ministre** - (2 février 2016) (p. 2129).

- **Décès de Bernard Piras** - (2 février 2016) (p. 2129, 2130).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (11 février 2016) (p. 2699, 2700). (p. 2702).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (18 février 2016) (p. 3094).

- **Hommage à Yves Guéna, ancien sénateur** - (8 mars 2016) (p. 3878, 3879).

- **Hommage à Claude Estier, ancien sénateur** - (15 mars 2016) (p. 4120, 4121).

- **Hommage à Guy-Pierre Cabanel, ancien sénateur** - (16 mars 2016) (p. 4176).

- **Hommage aux victimes des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4310).

- **Hommage à Jean Chérioux, ancien sénateur** - (26 avril 2016) (p. 5771, 5772).

- **Rappel au règlement** - (26 avril 2016) (p. 5772).

- **Salut en séance aux auditeurs de l'Institut du Sénat** - (27 avril 2016) (p. 5872, 5873).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9140).

- **Hommage aux victimes d'un attentat aux États-Unis d'Amérique** - (13 juin 2016) (p. 9376).

- **Hommage à deux fonctionnaires de police assassinés à Magnanville** - (14 juin 2016) (p. 9463).

- **Vote sur un projet de délibération** - (23 juin 2016) (p. 10357, 10358).

- **Hommage à trois anciens sénateurs décédés : François Delga, Daniel Millaud et Edgard Pisani** - (23 juin 2016) (p. 10370).

- **Hommage aux victimes d'un attentat à Nice** - (19 juillet 2016) (p. 13735).

- **Hommage à trois sous-officiers tués en Libye** - (20 juillet 2016) (p. 13810).

- **Clôture de la session extraordinaire de 2015-2016** - (21 juillet 2016) (p. 13900, 13901).

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2015-2016** - (27 septembre 2016) (p. 13913).

- **Hommage à deux anciens sénateurs décédés, Pierre Fauchon et Jacques Dominati** - (27 septembre 2016) (p. 13914).

- **Ouverture de la session ordinaire de 2016-2017** - (4 octobre 2016) (p. 14388).

- **Hommage à deux anciens sénateurs décédés, Marie-Thérèse Goutmann et Michel Rigou** - (4 octobre 2016) (p. 14388).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (13 octobre 2016) (p. 14982, 14983).

- **Souhaits de bienvenue à M. Stephan Toscani, ministre des finances et des affaires européennes du Land de Sarre et membre du Bundesrat** - (2 novembre 2016) (p. 16439).

- **Décès de Paul Vergès, sénateur de La Réunion** - (15 novembre 2016) (p. 17355).

- **Décès de Louis Pinton, sénateur de l'Indre** - (17 novembre 2016) (p. 17565).

- **Décès de Michel Houel, sénateur de la Seine-et-Marne** - (30 novembre 2016) (p. 18425).

- **Hommage à Jean-Claude Frécon, sénateur décédé** - (12 décembre 2016) (p. 18650).

- **Éloge funèbre de Paul Vergès, sénateur de La Réunion** - (13 décembre 2016) (p. 18752, 18753).

- **Éloge funèbre de Louis Pinton, sénateur de l'Indre** - (20 décembre 2016) (p. 20849, 20850).

- **Hommage aux victimes d'un attentat à Berlin** - (20 décembre 2016) (p. 20860). (p. 20860).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] - (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Outre-mer [n° 141 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique des titres de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques

coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Christian Belhôte, secrétaire général de la première présidence de la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition des instituts de recherche en agriculture en zones tropicale et équatoriale.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition d'Ecocert France.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (20 janvier

2016) - **Article 5** (chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi) (p. 355, 356).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 27** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional) (p. 462).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4026, 4027).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4566). (p. 4566, 4567). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 931-31 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Fonds de mutualisation en matière de pêches maritimes) (p. 4568). (p. 4568, 4569). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4433-15-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Permettre aux collectivités d'outre-mer de participer aux discussions régionales et internationales relatives à la ressource halieutique partagée) (p. 4581). (p. 4582). - **Article 18 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 951-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Développement des circuits courts au sein de la politique des pêches maritimes et de

l'aquaculture dans les outre-mer) (p. 4583). - **Articles additionnels après l'article 18 quater** (p. 4584). (p. 4585). (p. 4587, 4588).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (2 mai 2016) - **Article 46** (Application outre-mer des dispositions non codifiées) (p. 6256).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8119, 8120). (p. 8120).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17810, 17811).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18312).

LASSERRE (Jean-Jacques)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 7 juillet 2016.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 20 décembre 2016.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 587 (2015-2016)] (10 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 585 (2015-2016)] visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 708 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 141 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission

« Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3798, 3799).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4467).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5620, 5621).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7172).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9205, 9206).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12057, 12059).

- **Rapporteur - Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Fonds régional de stabilisation des revenus agricoles)** (p. 12070, 12071). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12075).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides européennes agricoles** - (18 octobre 2016) (p. 15200).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18399, 18400).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18510, 18511).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18766).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Une sécurisation du lien à la terre respectueuse des identités foncières : 30 propositions au service du développement des territoires [n° 721 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 180 (2016-2017)] (5 décembre 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Australie : quelle place pour la France dans le Nouveau monde ? [n° 222 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude sur la problématique des titres de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Christian Belhôte, secrétaire général de la première présidence de la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Geoffroy Filoche, de l'Institut de recherche et de développement (IRD) co-auteur du rapport sur les zones de droits d'usage collectifs, concessions et cessions en Guyane française.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - **Article 40** (*loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*) (p. 551). - **Article 69** (art. L. 341-1, L. 341-2, L. 341-9, L. 341-10, L. 341-12, L. 341-13 du code de l'environnement, art. L. 341-1-1 et L. 341-1-2 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 31, 199 octovicies et 793 du code général des impôts, art. L. 630-1 et L. 641-1, L. 642-7 du code du patrimoine, art. L. 111-6-2, L. 128-1, L. 111-12 et L. 313-2-2 du code de l'urbanisme - *Politique des sites inscrits, simplification et clarification de la procédure relative aux sites classés*) (p. 649).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19651, 19652).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 40 bis** (p. 19822). (p. 19823).

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 543 (2015-2016)] visant à relancer la construction en milieu rural [n° 630 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen des amendements sur les articles délégués au fond par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (12 février 2016) - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2803).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** - *Deuxième lecture* [n° 578 (2015-2016)] - (12 mai 2016) - **Article 32 ter C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1530 bis du code général des impôts - *Possibilité pour les communes et les EPCI de lever la taxe GEMAPI même s'ils ont transféré la compétence à un syndicat mixte*) (p. 7470). (p. 7471).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural** [n° 631 (2015-2016)] - (1er juin 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 8922, 8923). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8941). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-5 du code de l'urbanisme - *Prise en considération, pour déterminer les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain contenus dans le plan d'aménagement et de développement durable (PADD), de la taille des parcelles des communes de montagne ou à faible densité démographique*) (p. 8942). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8943). - **Article 10** (art. L. 332-6, L. 332-6-1 et L. 332-28 du code de l'urbanisme - *Coordinations liées au rétablissement de la participation pour voiries et réseaux - Obligation de faire figurer dans l'autorisation d'urbanisme la participation aux équipements propres*) (p. 8944).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15228).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17513).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la délivrance des cartes nationales d'identité** - (1er décembre 2016) (p. 18478). (p. 18479).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture** [n° 107 (2016-2017)] - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18526).

- **Question orale sans débat sur le financement des groupements d'associations syndicales de propriétaires par les collectivités territoriales** - (20 décembre 2016) (p. 20848). (p. 20849).

LAURENT (Pierre)
sénateur (Paris)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création,

architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2534, 2536). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Affirmation de la liberté de création artistique)** (p. 2551). (p. 2552). - **Article 2 (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique)** (p. 2558). (p. 2560). (p. 2563). (p. 2573). (p. 2576).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2597). (p. 2598). (p. 2598). (p. 2599). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2607). - **Article 3 bis (supprimé) (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »)** (p. 2610). - **Article 5 (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes)** (p. 2611, 2612). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2653). - **Article 10 quater (nouveau) (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle -**

Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 2663). - **Article 10 quinquiés (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante) (p. 2668). - **Article 10 octies (nouveau)** (art. 71-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Définition de la production audiovisuelle indépendante) (p. 2673). - **Article 11 A** (art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs) (p. 2684). (p. 2685). (p. 2685).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article 18 B** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 2774). - **Article 18 bis** (Définition des archives) (p. 2780, 2781). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (Mutualisation de la conservation des archives numériques entre collectivités territoriales) (p. 2783, 2784). - **Article 18 quater B (Texte non modifié par la commission)** (Assouplissement des conditions de dépôt des archives des communes de plus de 2000 habitants aux services intercommunaux ou départementaux) (p. 2785). (p. 2785). - **Article 18 septies (nouveau)** (Extension du champ d'application de l'interdiction d'accès aux salles de lecture d'archives) (p. 2786). (p. 2786). - **Article 20** (Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 2798). (p. 2804). (p. 2804). (p. 2805). (p. 2806). (p. 2809).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2931). (p. 2933).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Question préalable** (p. 4183, 4185). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4214).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4280, 4281). - **Rappel au règlement** (p. 4285).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5637, 5639).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les forces de police et les manifestations** - (3 mai 2016) (p. 6288, 6289).

- **Question orale sans débat sur la ligne Charles-de-Gaulle-Express** - (10 mai 2016) (p. 7219). (p. 7220).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 [nouveau], L. 212-13 [nouveau], L. 212-13-1 [nouveau] et L. 212-14 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 8200). (p. 8200). - **Article 7 bis AA** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 8205, 8206). (p. 8208). (p. 8209).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8316). (p. 8320). - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive) (p. 8337).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du

code du travail - Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes) (p. 8701). - **Article 2** (art. 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Pouvoirs de régulation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en matière de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance de l'information et des programmes) (p. 8708). (p. 8708). (p. 8709). (p. 8710).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9390, 9392).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquiés** (p. 9501). (p. 9502). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9510, 9511). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9534, 9535).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10386). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32, L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce ; art. L. 1233-57-2, L. 1233-57-3, L. 1233-57-21 du code du travail ; art. 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Suppression de l'obligation d'information des salariés avant la vente d'une entreprise) (p. 10390). - **Articles additionnels avant l'article 32 A** (p. 10392). (p. 10393). - **Article 32 G (nouveau)** (art. L. 6222-7-1, L. 6222-18, L. 6222-24 et L. 6222-27 du code du travail - Conditions d'exécution et de rupture du contrat d'apprentissage) (p. 10407).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10546). (p. 10548).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10627, 10629).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]* - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11982, 11983). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12025).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels** - *Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]* - (19 juillet 2016) - **Question préalable** (p. 13753).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation de l'état d'urgence pour une durée de six mois*) (p. 13827). - **Article 1er ter A (nouveau)** (*art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie*) (p. 13829).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 1er A (nouveau)** (*Rapport sur l'évolution des structures et des compétences en Île-de-France*) (p. 16968). - **Article 1er** (*art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris »*) (p. 16971). - **Article 9** (*Entrée en vigueur et habilitation législative*) (p. 16985). (p. 16985).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étagage et de terrasse dans l'arrondissement*) (p. 17021, 17022). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17025). (p. 17027). (p. 17030).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (8 novembre 2016) (p. 17042). (p. 17042).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)] (suite)** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (*art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris*) (p. 17053). - **Article additionnel après l'article 25** (p. 17061). (p. 17062). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 17065). - **Article 30** (*Transfert sous l'autorité du maire de Paris des agents chargés de la circulation, du stationnement et de la gestion des fourrières*) (p. 17072). (p. 17073).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (*art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles*) (p. 17121). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17135). (p. 17140). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17142).

LAUREY (Nuihau)
sénateur (Polynésie française)
UDI-UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le fonds exceptionnel d'investissement : un instrument au service du rattrapage des outre-mer [n° 6 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Outre-mer [n° 140 tome 3 annexe 21 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » (et article 58) - Examen du rapport spécial.

LE DRIAN (Jean-Yves)
ministre de la défense

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2015-1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer et n° 2015-1781 du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° **660 (2015-2016)**] (1er juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

LE FOLL (Stéphane)
*ministre de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt, porte-
parole du Gouvernement*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1538 du 26 novembre 2015 relative à l'évolution des circonscriptions des chambres d'agriculture [n° **410 (2015-2016)**] (17 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-316 du 17 mars 2016 portant adaptation des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural à la réforme régionale et n° 2016-353 du 25 mars 2016 relative au maintien à titre transitoire des circonscriptions des centres régionaux de la propriété forestière [n° **676 (2015-2016)**] (8 juin 2016) - **Agriculture et pêche.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-391 du 31 mars 2016 recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du code rural et de la pêche maritime [n° **684 (2015-2016)**] (15 juin 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 32, 35).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (19 janvier 2016) (p. 267).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (19 janvier 2016) (p. 270).
- **Suite de la discussion** (2 février 2016) (p. 2148).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (2 février 2016) (p. 2149).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole en Bretagne** - (2 février 2016) (p. 2150).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4131, 4135). (p. 4146, 4148).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'agriculture** - (2 février 2016) (p. 2151).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures européennes en faveur de l'agriculture** - (16 février 2016) (p. 2888, 2889).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'agriculture** - (16 février 2016) (p. 2890).
- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3941, 3942). (p. 3955). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3956). (p. 3957, 3958). - **Article 1er (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique)** (p. 3961). (p. 3965, 3966). (p. 3967). (p. 3972). (p. 3973).
- **Question orale sans débat sur le projet de fermeture du centre de formation de l'Office national des forêts de Velaine-en-Haye** - (15 mars 2016) (p. 4109).
- **Question orale sans débat sur la simplification des normes pour les agriculteurs** - (15 mars 2016) (p. 4110).
- **Question orale sans débat sur la montée de l'insécurité en Guyane** - (15 mars 2016) (p. 4111, 4112).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures du conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne** - (22 mars 2016) (p. 4325).
- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4456, 4458). (p. 4469, 4470). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Intégration des coûts de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles)** (p. 4472). - **Article 1er bis (Modalités de transfert des contrats de vente entre producteurs et acheteurs de produits agricoles)** (p. 4473, 4474). - **Article 3 (Droit à l'information du consommateur sur l'origine des produits carnés et laitiers)** (p. 4477). (p. 4477). - **Article 4 (Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole)** (p. 4478). (p. 4478). - **Article 6 bis (texte non modifié par la commission) (Souscription obligatoire d'une assurance contre les risques climatiques)** (p. 4480, 4481). - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission) (Réduction du nombre de normes en matière agricole)** (p. 4482, 4483).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'abattage des animaux** - (5 avril 2016) (p. 5124).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5624, 5627).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le gel du vignoble** - (3 mai 2016) (p. 6291).
- **Question orale sans débat sur la politique forestière en Seine-Maritime** - (10 mai 2016) (p. 7217).
- **Question orale sans débat sur les commissariats de police de Cournon-d'Auvergne et Gerzat** - (10 mai 2016) (p. 7218, 7219).
- **Question orale sans débat sur la ligne Charles-de-Gaulle-Express** - (10 mai 2016) (p. 7219, 7220).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (12 mai 2016) (p. 7490, 7491).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ré-autorisation de mise sur le marché du glyphosate** - (12 mai 2016) (p. 7491, 7492).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les normes agricoles et la ferme des mille vaches** - (12 mai 2016) (p. 7494, 7495).
- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9209, 9212).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à l'animation de la filière bio** - (14 juin 2016) (p. 9468, 9469).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise du lait** - (23 juin 2016) (p. 10360, 10361).
- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12059, 12061). (p. 12069). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds régional de stabilisation des revenus agricoles*) (p. 12070). - **Article 4** (*Rapport au Parlement sur les orientations de la politique agricole commune après 2020 et le soutien aux régimes assurantiels*) (p. 12072, 12073). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 72 D ter du code général des impôts - Relèvement du plafond de la déduction pour aléas en fonction de l'emploi salarié sur l'exploitation agricole*) (p. 12073). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12075).
- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 30 AB (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-4 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction du droit de préemption de la SAFER sur les cessions de droits sociaux réalisées au profit d'un associé exerçant son droit de préférence au sein d'une société agricole*) (p. 12370). - **Article 30 AC (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-5 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de conservation des droits sociaux d'une société agricole reçus en contrepartie de l'apport de biens agricoles à la société*) (p. 12371). - **Articles additionnels après l'article 30 AC (priorité)** (p. 12372). (p. 12373). (p. 12374). - **Article 30 A (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Affectation particulière des biens fonciers agricoles au sein du capital social de toute société*) (p. 12375). - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12376). (p. 12377). (p. 12378). (p. 12379). (p. 12380). (p. 12381). - **Article 30 C (priorité)** (*art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires*) (p. 12385, 12386). (p. 12387). (p. 12388).
- (p. 12388). - **Article 30 (priorité)** (*art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans*) (p. 12390). (p. 12391). (p. 12391). (p. 12392). (p. 12392). - **Article 30 bis (priorité) (supprimé)** (*Rapport sur le renforcement des missions de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires et sur divers autres sujets intéressant l'agriculture*) (p. 12393). (p. 12393). - **Article 30 ter (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 514-2 du code du rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des procès-verbaux des séances des chambres d'agriculture*) (p. 12394). - **Article 31 (priorité)** (*art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes*) (p. 12397). (p. 12399). (p. 12400, 12401). (p. 12401). (p. 12402). - **Articles additionnels après l'article 31 (priorité)** (p. 12403). - **Article 31 bis A (priorité)** (*art. L. 310-2 du code de commerce - Durée maximale des ventes au déballage pour les professionnels dans un même arrondissement*) (p. 12404). (p. 12404). (p. 12405). - **Articles additionnels après l'article 31 bis B (priorité)** (p. 12405, 12406). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole*) (p. 12407). (p. 12408). (p. 12408). (p. 12409). - **Article 31 bis D (priorité)** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Nullité des clauses soumettant un partenaire commercial à des pénalités de retard pour retard de livraison en cas de force majeure*) (p. 12409).
- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 bis E (priorité) (supprimé)** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Obligation de publication de la décision de justice constatant une pratique restrictive de concurrence*) (p. 12430). - **Article 31 bis G (priorité)** (*art. L. 631-27-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires*) (p. 12431). - **Article 31 ter A (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 441-7 du code de commerce - Plafonnement du montant des avantages promotionnels accordés par le fournisseur de certains produits agricoles aux clients d'un distributeur*) (p. 12432). - **Article 31 ter (priorité)** (*art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans*) (p. 12437). (p. 12438). (p. 12439). (p. 12440). - **Article 31 quater A (priorité) (supprimé)** (*Rapport sur les contrats de vente de produits agricoles périssables soumis à de fortes fluctuations de prix*) (p. 12441). - **Article 31 quinquies (priorité) (supprimé)** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Alourdissement du montant de l'amende civile pouvant être prononcée en cas de pratique restrictive de concurrence entre fournisseur et distributeur*) (p. 12442). (p. 12442). - **Article additionnel après l'article 31 sexies (priorité)** (p. 12444).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (7 juillet 2016) (p. 12445, 12446).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le taux de TVA réduit dans la filière équestre** - (7 juillet 2016) (p. 12451).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (29 septembre 2016) (p. 14344, 14345).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présence du loup** - (29 septembre 2016) (p. 14350).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (4 octobre 2016) (p. 14411). (p. 14416).
- **Question orale sans débat sur les problématiques phytosanitaires relatives aux buis** - (11 octobre 2016) (p. 14736, 14737).

- Question orale sans débat sur les personnels exerçant dans les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté de Seine-Maritime - (11 octobre 2016) (p. 14737, 14738).
- Question orale sans débat sur le plafond d'emplois pour les personnels recrutés locaux à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger - (11 octobre 2016) (p. 14738, 14739).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le décret relatif aux produits phytosanitaires - (13 octobre 2016) (p. 14984, 14985).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les aides européennes agricoles - (18 octobre 2016) (p. 15200).
- Débat sur la situation de la filière équine - (20 octobre 2016) (p. 16174, 16176).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les zones agricoles défavorisées - (8 novembre 2016) (p. 17045, 17046).
- Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage - (23 novembre 2016) (p. 18300, 18303).

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] - (6 décembre 2016) - Discussion générale (p. 18527, 18529).
- Question orale sans débat sur les appellations d'origine bugey-cerdon et clairette de Die - (20 décembre 2016) (p. 20824, 20825).
- Question orale sans débat sur l'arboriculture et les brouettes de cueillette - (20 décembre 2016) (p. 20825, 20826).
- Question orale sans débat sur la procédure de permis de construire pour les exploitations agricoles - (20 décembre 2016) (p. 20826, 20827).
- Question orale sans débat sur la suspicion jetée sur la qualité sanitaire des produits alimentaires français - (20 décembre 2016) (p. 20827, 20828).
- Question orale sans débat sur la situation des éleveurs de bovins allaitants - (20 décembre 2016) (p. 20829).

LE GUEN (Jean-Marie)
secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du développement et de la francophonie
(à partir du 6 décembre 2016)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(jusqu'au 6 décembre 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage - (14 janvier 2016) (p. 218).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le vandalisme dans les lieux de culte - (14 janvier 2016) (p. 222).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures pour l'emploi - (14 janvier 2016) (p. 222, 223).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la lenteur du processus parlementaire - (19 janvier 2016) (p. 271).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de la filière avicole - (28 janvier 2016) (p. 1988).
- Question d'actualité au Gouvernement sur Renault et les tests de pollution - (28 janvier 2016) (p. 1991).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Jacqueline Sauvage - (28 janvier 2016) (p. 1991, 1992).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole - (28 janvier 2016) (p. 1996).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique d'immigration - (2 février 2016) (p. 2152).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport Notre-Dame-des-Landes - (2 février 2016) (p. 2153, 2154).

- Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 331 (2015-2016)] - (3 février 2016) - Discussion générale (p. 2288, 2289). - Article 1er (Modifications consécutives à la suppression du dispositif relatif aux missions temporaires confiées à un parlementaire) (p. 2295). - Intitulé de la proposition de loi organique (p. 2295).
- Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016) (p. 2378, 2380).
- Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole - (11 février 2016) (p. 2729).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture - (11 février 2016) (p. 2730).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune et les zones intermédiaires - (1er mars 2016) (p. 3189).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité à Mayotte - (1er mars 2016) (p. 3194).
- Hommage à Claude Estier, ancien sénateur - (15 mars 2016) (p. 4121).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la filière bois - (17 mars 2016) (p. 4269).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les boues rouges - (31 mars 2016) (p. 5028).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les débordements place de la République - (28 avril 2016) (p. 5997).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les techniques référendaires et Notre-Dame-des-Landes - (28 avril 2016) (p. 6000, 6001).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évasion fiscale : le procès Luxleaks** - (3 mai 2016) (p. 6287).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de l'article 49-3** - (12 mai 2016) (p. 7497).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de la justice pour lutter contre l'homophobie** - (17 mai 2016) (p. 7987).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des maires dans la lutte contre le terrorisme** - (17 mai 2016) (p. 7990).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les classes bilingues** - (17 mai 2016) (p. 7992).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Article 11** (*Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 8982). (p. 8982). (p. 8983). (p. 8984). (p. 8984). (p. 8985). - **Article 17** (*Autorité hiérarchique et recrutement*) (p. 8986). - **Article 19** (**Texte non modifié par la commission**) (*Régime budgétaire et comptable des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 8986). - **Article 22** (*Transmission d'un rapport annuel au Gouvernement et au Parlement*) (p. 8987). - **Article 25** (art. L. 612-1 et L. 612-10 du code monétaire et financier ; art. L. 1412-1, L. 1412-2 et L. 1412-2-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 ; art. L. 212-10-8-1 et L. 213-6-1 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-7 du code de commerce ; art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 ; art. 5, 6, 7 et 8 [abrogé] de la loi n° 77808 du 19 juillet 1977 - *Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres*) (p. 8989). (p. 8990). (p. 8990). (p. 8990). (p. 8990). - **Article 26** (art. L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7 et L. 232-8 du code du sport - *Coordinations relatives à l'Agence française de lutte contre le dopage*) (p. 8991). - **Article 27** (art. L. 6361-1, L. 6361-4-1 [nouveau], L. 6361-10 [abrogé] et L. 6361-11 du code des transports - *Coordinations relatives à l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires*) (p. 8992). - **Article 27 bis** (art. 18-1, 18-3 et 18-5 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - *Coordinations relatives à l'Autorité de régulation de la distribution de la presse*) (p. 8992). - **Article 28** (art. L. 461-1, L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5 du code de commerce - *Coordinations relatives à l'Autorité de la concurrence*) (p. 8993). - **Article 29** (art. L. 2161-1, L. 2161-3, L. 2161-4, L. 2161-7, L. 2161-10, L. 2161-12, L. 2161-16 [abrogé], L. 2161-18, L. 2161-19, L. 2164-7 et L. 2132-12 [abrogé] du code des transports - *Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières*) (p. 8993). - **Article 30** (art. L. 130, L. 131, L. 132, L. 133 et L. 135 du code des postes et des communications électroniques - *Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 8994). - **Article 31** (art. 34, 35, 36, 37 et 41 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - *Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 8995). - **Article 32** (art. L. 592-2, L. 592-3 à L. 592-7 [abrogés], L. 592-9, L. 592-12 [abrogé], L. 592-13, L. 592-14, L. 592-15 [abrogé], L. 592-30 et L. 592-31 du code de l'environnement - *Coordinations relatives à l'Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 8996). - **Article 33** (art. L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-5-1, L. 621-5-2 et L. 621-19 du code monétaire et financier - *Coordinations relatives à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 8996). - **Article 34** (art. L. 341-1 du code des relations entre le public et l'administration - *Coordinations relatives à la Commission d'accès aux documents administratifs*) (p. 8997). - **Article 34 bis** (art. L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, L. 2312-4, L. 2312-5 et L. 2312-7 du code de la défense, art. L. 773-7 du code de justice administrative, art. 56-4 et 230-

2 du code de procédure pénale, art. L. 861-3 du code de la sécurité intérieure - *Coordinations relatives à la Commission du secret de la défense nationale*) (p. 8997). (p. 8998). - **Article 35** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 132-3, L. 132-4, L. 132-5 [abrogé], L. 133-5, L. 133-6 et L. 134-14 [abrogé] du code de l'énergie - *Coordinations relatives à la commission de régulation de l'énergie*) (p. 8998). - **Article 36** (**pour coordination**) (art. L. 831-1, L. 832-1 [abrogé], L. 832-2, L. 832-3, L. 832-4 [abrogé] et L. 833-9 du code de la sécurité intérieure - *Coordinations relatives à la Commission nationale de contrôle des techniques du renseignement*) (p. 8999). - **Article 37** (art. 11, 12 [abrogé], 13, 14 [abrogé], 19 et 21 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Coordinations relatives à la Commission nationale de l'informatique et des libertés*) (p. 8999). (p. 9000). - **Article 38** (art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 et art. 13 de l'ordonnance n° 2015-948 du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - *Coordinations relatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 9001). (p. 9001). (p. 9001). - **Article 39** (art. 3-1, 4, 5, 7 et 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Coordinations relatives au Conseil supérieur de l'audiovisuel*) (p. 9002). - **Article 40** (**pour coordination**) (art. 1er, 2, 11 et 13 [abrogés] de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 - *Coordinations relatives au contrôleur général des lieux de privation de liberté*) (p. 9002). - **Article 41** (art. L. 114-3-3, L. 114-3-6 et L. 114-3-7 [abrogé] du code de la recherche - *Coordinations relatives au Haut conseil de l'évaluation, de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 9003). - **Article 42** (art. L. 821-1, L. 821-2, L. 821-3, L. 821-3-2, L. 821-3-3 et L. 821-5 du code de commerce - *Coordinations relatives au Haut conseil du commissariat aux comptes*) (p. 9003). (p. 9004). - **Article 43** (art. L. 161-37, L. 161-42, L. 161-45 et L. 161-45-1 [abrogé] du code de la sécurité sociale - *Coordinations relatives à la Haute autorité de santé*) (p. 9004). (p. 9004). - **Article 43 bis** (art. L. 331-12, L. 331-14, L. 331-16, L. 331-18 et L. 331-19 du code de la propriété intellectuelle - *Coordinations relatives à la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet*) (p. 9005). (p. 9005). - **Article 44** (art. 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - *Coordinations relatives à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) (p. 9006). - **Article 46** (art. 8, 11, 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 et art. 432-13 du code pénal - *Règles de transparence pour les membres et le personnel des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 9006). (p. 9007). - **Article 47** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 - *Commissions permanentes compétentes pour la nomination à la présidence des autorités*) (p. 9008). (p. 9008).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, art. 6 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 et art. 7-1 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 - *Incompatibilités professionnelles applicables aux membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 9010). (p. 9010). - **Article 4** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 - *Soumission de la nomination des présidents des autorités administratives et publiques indépendantes à l'avis des commissions parlementaires*) (p. 9011). (p. 9011).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9153, 9156).

- **Question orale sans débat sur les conditions d'accueil des migrants dans la région de Calais** - (30 juin 2016) (p. 12031, 12032).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rétention d'enfants en centre de rétention administrative** - (7 juillet 2016) (p. 12446).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence** - *Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]* - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13886, 13888). (p. 13894, 13895). - **Article 11 quinquies** (*Prolongation des durées maximales d'activité des réservistes*) (p. 13900).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes** - (13 octobre 2016) (p. 14983, 14984).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression des policiers de l'Essonne** - (13 octobre 2016) (p. 14988, 14989).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le trafic de drogue et l'attaque des policiers à Viry-Châtillon** - (13 octobre 2016) (p. 14990).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les parcours professionnels et les carrières des fonctionnaires** - (18 octobre 2016) (p. 15207).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les statistiques du chômage** - (27 octobre 2016) (p. 16397).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions autoroutières** - (27 octobre 2016) (p. 16399, 16400).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de l'emploi** - (27 octobre 2016) (p. 16405).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'arrêté relatif aux produits phytosanitaires** - (27 octobre 2016) (p. 16405, 16406).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décret instituant un fichier commun aux passeports et aux cartes d'identité** - (3 novembre 2016) (p. 16641, 16642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à iTélé** - (3 novembre 2016) (p. 16642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations des policiers** - (3 novembre 2016) (p. 16644).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fichier des titres électroniques sécurisés** - (17 novembre 2016) (p. 17567, 17568).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides à la viticulture** - (17 novembre 2016) (p. 17568, 17569).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones agricoles défavorisées** - (17 novembre 2016) (p. 17573).

LEBRANCHU (Marylise)
*ministre de la décentralisation et de la
 fonction publique
 (jusqu'au 12 février 2016)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1630 du 10 décembre 2015 complétant et précisant les règles financières et fiscales applicables à la métropole du Grand Paris, aux établissements publics territoriaux et aux communes situés dans ses limites territoriales [n° 319 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités territoriales et l'application de la loi NOTRe** - (14 janvier 2016) (p. 218, 219).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 746, 747). - **Demande de réserve** (p. 750). - **Article 1er** (art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 759, 760). (p. 760). (p. 761). (p. 762). (p. 763). - **Article 3** (art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 quinquies et 25 ter [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Protection des lanceurs d'alerte*) (p. 764). (p. 765). (p. 765). (p. 766). - **Article 4** (art. 25 quater, 25 quinquies, 25 sexies et 25 septies A [nouveaux] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 768). (p. 768). (p. 768). (p. 769). (p. 769). (p. 770). (p. 770). (p. 771). (p. 772). (p. 772). (p. 772). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 773).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 5** (*Entrée en vigueur des obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 1553). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1555). (p. 1557). - **Article 6** (art. 25 septies [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Encadrement du cumul d'activités*) (p. 1559). (p. 1561). - **Article 7** (art. 37 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 60 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 46-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Modalités d'entrée en vigueur de l'encadrement du cumul d'activités*) (p. 1561). (p. 1562). - **Article 8** (art. 14 bis et 25 octies [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; art. 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 21 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 421-3, L. 531-3 et L. 531-7 du code de la recherche ; art. L. 1313-10, L. 5323-4 et L. 6152-4 du code de la santé publique ; art. L. 952-14-1 et L. 952-20 du code de l'éducation et art. L. 114-26 du code de la mutualité - *Composition et attributions de la commission de déontologie de la fonction publique*) (p. 1564). (p. 1564, 1565). (p. 1565). (p. 1565). (p. 1566). (p. 1566). (p. 1566). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1568). - **Article 9** (art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - *Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p. 1570). (p. 1571). (p. 1573). (p. 1574). (p. 1574). (p. 1575). (p. 1575). (p. 1576). (p. 1576). (p. 1577). - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 1580). (p. 1583). - **Article 9 bis** (art. L. 131-2, L. 131-3 et L. 131-4 à L. 131-7 [nouveaux] du code de justice administrative - *Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres du Conseil d'État*) (p. 1585). (p. 1586). (p. 1586). (p. 1586). (p. 1587). (p. 1587). (p. 1587, 1588). - **Article 9 ter** (art. L. 231-1-1 [nouveau], L. 231-4 et L. 231-4-1 à L. 231-4-3 [nouveaux] du code de justice administrative - *Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 1589). (p. 1589, 1590). (p. 1590). (p. 1590). - **Article 9 quinquies** (art. L. 120-4 et L. 120-5 à L. 120-9 [nouveaux] du code des juridictions financières - *Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres et aux personnels de la Cour des comptes*) (p. 1592). (p. 1593). (p. 1593). (p. 1594). (p. 1594). (p. 1594). - **Article 9 sexies**

(art. L. 212-9-1 à L. 212-95 [nouveaux] du code des juridictions financières - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux magistrats et aux personnels des chambres régionales des comptes) (p. 1596). (p. 1596). (p. 1597). (p. 1597). - **Article 10** (art. 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 71 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Renforcement de la protection fonctionnelle des agents et de leurs ayants-droit) (p. 1599). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1599). - **Article 10 ter** (art. 656-1 du code de procédure pénale - Protection de l'identité des membres des forces spéciales et des membres des unités d'intervention spécialisées dans la lutte contre le terrorisme au cours des procédures judiciaires) (p. 1600). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 1600). (p. 1600, 1601). (p. 1601). (p. 1602). - **Article 11** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales) (p. 1603). (p. 1603). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1604). - **Article 11 bis A** (art. 10 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Priorité supplémentaire en cas de mutation) (p. 1605). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 1606). - **Article 11 quater** (art. 14 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1984 ; art. 32, 34, 49 et 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 55, 57, 70 et 74 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 39, 41, 60, 61 et 63 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 4251-6 du code de la défense ; art. L. 3133-1 du code de la santé publique - Coordinations et dispositions transitoires découlant de la simplification du régime des positions) (p. 1608). - **Article 11 sexies** (art. 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 49 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Encadrement des modalités de mise à disposition) (p. 1610). - **Article 12** (art. 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Instauration d'un délai de prescription de l'action disciplinaire) (p. 1611). (p. 1611). (p. 1611, 1612). (p. 1612). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 1612). - **Article 13** (art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques) (p. 1614). (p. 1616). (p. 1617). (p. 1618). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1619). (p. 1619). (p. 1619, 1620). (p. 1620). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDI/sation offertes par la loi du 12 mars 2012) (p. 1622). (p. 1624). (p. 1624). (p. 1625). (p. 1625, 1626). (p. 1626). (p. 1626). (p. 1627). - **Article 15 bis** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Allongement des cas de suspension de la durée de validité des listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale) (p. 1628). (p. 1629). - **Article 16** (art. 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Encadrement plus strict des dérogations à l'emploi titulaire prévues pour les établissements publics administratifs) (p. 1630). (p. 1631). (p. 1631). (p. 1631). - **Article 17 (supprimé)** (art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Nature du contrat des contractuels recrutés sur des emplois permanents) (p. 1632). - **Article 18** (art. 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Précisions sur le régime de transformation du CDD en CDI) (p. 1647, 1648). (p. 1648). (p. 1648). - **Article 18 bis (supprimé)** (art. 3 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. L. 1251-60 du code du travail - Suppression du recours à l'intérim dans les fonctions publiques de l'État et territoriale) (p. 1649, 1650). (p. 1651). - **Article 18 ter** (art. 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Généralisation du primo-recrutement en CDI dans la fonction publique de l'État) (p. 1651). - **Article 18 quater B (nouveau)** (art. 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Durée du contrat pour pourvoir une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire) (p. 1652). - **Article 18 quater** (art. 26, 33, 111, 120, 123-1, 124, 126 à 129,

136, 137 et 139 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mesures d'alignement du régime des contrats de la fonction publique territoriale sur celui de l'État) (p. 1653). - **Article additionnel avant l'article 19 A** (p. 1654). - **Article 19 A (nouveau)** (art. 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Représentation proportionnelle des femmes et des hommes sur les listes de candidats à la représentation du personnel) (p. 1654, 1655). (p. 1655). (p. 1655). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 100-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mutualisation des droits syndicaux dans la fonction publique territoriale) (p. 1657). - **Article additionnel après l'article 19 ter** (p. 1657). - **Article 19 quater** (art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension de la compétence des commissions consultatives paritaires à l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale) (p. 1657). (p. 1658). - **Article additionnel après l'article 19 sexies** (p. 1659). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 1660). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 1661). - **Article 20 quater** (art. 12, 15 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 19, 33 et 59 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 36 et 56 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 29, 70 et 97 de la loi n° 86-83 du 9 janvier 1986 - Précisions au régime de position et d'avancement des délégués syndicaux) (p. 1662). (p. 1663). (p. 1663). - **Article additionnel après l'article 20 quater** (p. 1664). - **Article 22 (supprimé)** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 78-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Remplacement de la notion de prime d'intéressement en raison de la « performance collective » par celle de « résultats collectifs ») (p. 1664). - **Article 23** (art. 109 et 110 [abrogé] de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Application du régime de droit public ou privé aux personnels des groupements d'intérêt public en fonction de la nature des activités principale exercées par ces groupements) (p. 1665). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1666). (p. 1667). (p. 1667). (p. 1668). - **Article 23 bis** (art. L. 122-1, L. 232-2, L. 232-3 et L. 511-2 du code de justice administrative - Diverses dispositions applicables aux juridictions administratives) (p. 1669). (p. 1669). (p. 1669). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-5, L. 112-5-1 [nouveau], L. 112-6, L. 112-8 et L. 220-1 du code des juridictions financières - Création de nouvelles catégories de conseillers référendaires et de conseillers maîtres en service extraordinaire ; statut des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 1670). - **Article 23 quater** (art. L. 112-7, L. 122-5 et L. 222-4 du code des juridictions financières - Régime d'incompatibilités des magistrats des chambres régionales des comptes ; recrutement des conseillers référendaires et des rapporteurs extérieurs) (p. 1671). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1672, 1673). - **Article 24 A** (art. L. 323-2 et L. 323-8-6-1 du code du travail - Extension des obligations d'emploi de travailleurs handicapés aux juridictions administratives et financières, aux autorités administratives indépendantes, aux autorités publiques indépendantes et aux groupements d'intérêt public) (p. 1674). - **Article 24 BA (nouveau)** (art. 30 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Protection sociale complémentaire pour les fonctionnaires de France Télécom) (p. 1674). - **Article additionnel après l'article 24 BA** (p. 1675). - **Article 24 B** (art. 22 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 32 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Harmonisation de la procédure de recrutement sans concours des fonctionnaires de catégorie C) (p. 1676). (p. 1676). (p. 1677). - **Article 24 C** (art. 34 et 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 57 et 75 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 41 et 64 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Modification des régimes des congés pour maternité ou pour adoption, du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et du congé parental) (p. 1680). - **Article 24 G (supprimé)** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Allongement de la durée de validité des inscriptions sur les listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale) (p. 1681). - **Article 24 M** (art. 14 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Compétences et organisations des délégations régionales du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 1682). - **Article 24 O (nouveau)** (art. 14, 15, 23 et 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Poursuite de la réforme des centres de gestion) (p. 1683). (p. 1684). - **Articles additionnels après**

l'article 24 O (p. 1685). (p. 1685). (p. 1686). (p. 1686). - **Article 24** (*Habilitation législative*) (p. 1687). (p. 1687). - **Article 24 bis** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Régime indemnitaire des agents territoriaux*) (p. 1688). (p. 1688). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 1688). - **Article 26** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnances pour codifier le droit de la fonction publique*) (p. 1690). - **Article 27 (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - *Report de la limite d'âge de certains emplois supérieurs*) (p. 1690). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 1691). (p. 1691).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles cartes d'intercommunalité et les conséquences en termes de découpage** - (28 janvier 2016) (p. 1990).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation financière des départements** - (28 janvier 2016) (p. 1994, 1995).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2248, 2250). (p. 2257, 2258). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2260). - **Article 1er** (*Modalités de financement du droit individuel à la formation des élus locaux*) (p. 2263). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation de compensation des charges créées par l'État*) (p. 2263). - **Article 3 (nouveau)** (*Rétablissement du régime indemnitaire dans les syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 2265).

LECONTE (Jean-Yves)

*sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
Socialiste et républicain*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Réforme de la loi électorale de l'Union européenne [n° 463 (2015-2016)] (10 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la loi électorale de l'Union européenne [n° 464 (2015-2016)] (10 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Europe de Schengen face à la crise des réfugiés [n° 499 (2015-2016)] (24 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de l'espace Schengen et la crise des réfugiés [n° 500 (2015-2016)] (24 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Biométrie : mettre la technologie au service des citoyens [n° 788 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Protection des droits et libertés [n° 146 tome 12 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Nomination de rapporteurs.

Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec la Mongolie : avis politique de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Bundesrat (17 et 18 décembre 2015) : rapport d'information de M. Jean Bizet, Mme Gisèle Jourda, MM. Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements.

Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Pinault, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacerrère et Simon Sutour.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Manuel Valls, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Questions diverses - Examen de textes en urgence.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et accords avec des pays tiers dans le domaine de l'énergie - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Union européenne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG Trade) à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

(*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Pierre-Antoine Molina, directeur général des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Pascal Brice, directeur général de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Audition de M. Philippe Léglise-Costa, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition conjointe d'organisations non gouvernementales (ONG).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Ayça Saritekin, conseillère à l'ambassade de Turquie en France.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. David Skuli, directeur central de la police aux frontières du ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : rapport d'information et avis politique de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Déplacement en Pologne : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard et François Marc.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Marek Estok, ambassadeur de Slovaquie, sur les priorités de la présidence slovaque de l'Union européenne.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un état membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales et sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Biométrie - Examen du rapport d'information.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Dorothee Schmid, directrice du programme « Turquie contemporaine » à l'IFRI.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Mounir Mahjoubi, président du Conseil national du numérique.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Communication de M. Alain Richard sur la situation des Balkans.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de représentants de l'Alliance pour la confiance numérique.

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la gestion des impôts dus en France par les non-résidents** - (26 janvier 2016) - en remplacement de M. Richard Yung (p. 701). (p. 701, 702).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 8** (*art. 14 bis et 25 octies [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; art. 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 21 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 421-3, L. 531-3 et L. 531-7 du code de la recherche ; art. L. 1313-10, L. 5323-4 et L. 6152-4 du code de la santé publique ; art. L. 952-14-1 et L. 952-20 du code de l'éducation et art. L. 114-26 du code de la mutualité - Composition et attributions de la commission de déontologie de la fonction publique*) (p. 1565). (p. 1566). - **Article 15 bis A (nouveau)** (*art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDIation offertes par la loi du 12 mars 2012*) (p. 1626).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article unique** (p. 2521).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2899, 2901).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 26** (*art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle*) (p. 2933).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2968, 2969). (p. 2970). (p. 2971). (p. 2976). (p. 2976). (p. 2977). (p. 2977).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3005).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (*art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Actualisation de la liste des élus habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle*) (p. 3081). (p. 3083). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du président de la République - Inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales*) (p. 3104). (p. 3106).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 21 ter** (*art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 3131). (p. 3133). (p. 3134). (p. 3135). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs*

privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 3137).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3209, 3211).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour la France de la convention fiscale franco-qatarie** - (15 mars 2016) (p. 4096, 4097). (p. 4097).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4212, 4213). (p. 4226). (p. 4226, 4227). (p. 4231). (p. 4233).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4277). - **Rappel au règlement** (p. 4294, 4295). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4298).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative) (p. 4858). (p. 4869). (p. 4869, 4870). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes) (p. 4883).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4971).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 31 quinquies** (art. 41-4, 41-5, 99, 99-2, 373, 481, 493-1 [nouveau], 706-11, 706-148, 706-152, 706-157, 706-160, 706-161, 706-163, 706-164, 707-1 du code de procédure pénale - Transposition de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne et dispositions relatives à l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués) (p. 5070, 5071). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 5087). (p. 5087).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5783, 5784). - **Article 1er bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi) (p. 5797). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5827). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 5839).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5917, 5918). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Inclusion du président de la CADA dans le collège de la CNIL - Précisions sur la nomination à ce dernier des personnalités qualifiées) (p. 5930, 5931). (p. 5932). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 15 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Faculté de réunion en un collège unique de la CADA et de la CNIL) (p. 5932). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-1 du code des relations entre le public et l'administration - Inclusion du président de la CNIL dans le collège de la CADA) (p. 5932). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 341-1-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Faculté de réunion en un collège unique de la CADA et de la CNIL) (p. 5932). - **Article 16 ter** (Rapport au

Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique) (p. 5933). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5944). - **Article 17 bis** (art. L. 611-8 du code de l'éducation - Formation diplômante via la mise à disposition de contenus d'enseignement en ligne) (p. 5947, 5948). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5951).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 18 bis** (Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites) (p. 5971). - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5978). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6039). (p. 6044). (p. 6046). (p. 6047). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6057). (p. 6057). (p. 6057). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveau] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6066, 6067).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6098). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 6110). (p. 6111).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article additionnel avant l'article 40 AA** (p. 6216, 6217).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, article 1609 univies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7428, 7429).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9259). (p. 9259). (p. 9260). (p. 9260). (p. 9260, 9261). (p. 9262). (p. 9263). (p. 9264, 9265). (p. 9265). (p. 9267). (p. 9268). (p. 9269). (p. 9270). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9273).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10177).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10647, 10649). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10654). - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune) (p. 10658). (p. 10658). (p. 10658). (p. 10659). - **Article 2** (art. L. 16, L. 17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10663, 10664). (p. 10667). (p. 10669). - **Article 12** (art. L. 330-1, L. 330-3 (abrogé), L. 330-4, L. 330-6 et L. 330-14

du code électoral - Coordinations relatives à l'élection des députés des Français de l'étranger - Droit de communication des listes électorales consulaires) (p. 10681). (p. 10682). - **Article 15** (Entrée en vigueur et mesures transitoires) (p. 10684).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016).** - (28 juin 2016) - **Article 3** (Entrée en vigueur) (p. 10688).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016).** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. 2 à 9, 9-1 à 9-2 (nouveaux), 16-1 (nouveau) de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Modalités d'inscription sur les listes consulaires des Français de l'étranger) (p. 10690). (p. 10691). (p. 10692). (p. 10692). (p. 10693). - **Article 4** (Entrée en vigueur et mesures transitoires) (p. 10695).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13759, 13760).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire [n° 781 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016).**

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016).**

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)] - (20 juillet 2016) - Article 3** (art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13833, 13834).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - Article 15 bis B** (art. L. 223-10 et L. 223-11 [nouveaux], L. 225-1, L. 225-3, L. 225-4, L. 225-5 et L. 311-2 et L. 322-1-1 [nouveaux] du code de la route - Mesures de lutte contre les contournements de la loi en matière de contrôle automatisé des infractions routières) (p. 13965). (p. 13966). - **Article 15 septies (supprimé)** (art. L. 451-2, L. 452-1 à L. 452-6 [nouveaux] et intitulés des chapitres Ier et II [nouveaux] du titre V du livre IV du code de l'organisation judiciaire - Réexamen en matière civile des décisions relatives à l'état des personnes en cas de condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 13977). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49, 53 et 61 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 13992).

- **Question orale sans débat sur le plafond d'emplois pour les personnels recrutés locaux à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger - (11 octobre 2016) (p. 14738). (p. 14739).**

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)] - (12 octobre 2016) - Article 48 (priorité)** (art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 264-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 131-3 et L. 131-5 du code de l'éducation ; art. L. 552-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 123-29 du code de commerce ; art. L. 15-1 du code électoral ; art. 1647 D du code général des impôts ; art. 79 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 - Réforme du régime d'exercice des droits civils, civiques et sociaux des gens du voyage) (p. 14884). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14937).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)] - (13 octobre 2016) - Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15005).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)] - (14 octobre 2016) - Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15092). - **Article 54 bis (supprimé)** (Rapport sur les étrangers extra-communautaires dans la fonction publique) (p. 15119). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15140). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 15154). - **(supprimé)** (p. 15155, 15156). (p. 15156, 15157).

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Justice [n° 140 tome 3 annexe 19 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFiP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'incidence de la

réforme territoriale sur la politique de décentralisation culturelle : quel rôle pour les collectivités ? Quels enjeux dans les territoires ?.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Article 1er** (*Simplification du droit et principe de compensation des charges pour les collectivités territoriales*) (p. 52).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2254, 2255).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Article 26 undecies (supprimé)** (*Expérimentation en matière de normes applicables à la construction*) (p. 2959). (p. 2963). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2969). (p. 2971). (p. 2975). (p. 2975). (p. 2976). (p. 2977). (p. 2977). - **Article 32 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2-21 du code de procédure pénale - Constitution de partie civile des associations de protection du patrimoine*) (p. 2982, 2983).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 461 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9018, 9019).

- **Question orale sans débat sur les excédents de gestion des caisses d'allocations familiales** - (7 juin 2016) (p. 9122). (p. 9123).

- **Question orale sans débat sur le rôle de l'État et des élus locaux pour l'hébergement des migrants et la scolarisation de leurs enfants** - (7 juin 2016) (p. 9123). (p. 9123).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 10** (*art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique*) (p. 14446).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 14811). (p. 14811). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 14826). (p. 14827).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15011).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18407, 18409).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19468, 19469). (p. 19471). - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 19491).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 24 terdecies** (p. 19697). - **Articles**

additionnels après l'article 26 (p. 19714). (p. 19714). (p. 19714, 19715). (p. 19717). (p. 19718).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article 27** (*art. L. 2333-26, L. 2333-30, L. 2333-41, L. 3333-1 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales - Ajustement des dispositions relatives à la taxe de séjour*) (p. 19742). (p. 19744). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19745). (p. 19747). (p. 19748). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19761). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 19824).

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis président le 3 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Europe au défi des migrants : agir vraiment ! [n° 795 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : Accord Union européenne - Turquie du 18 mars 2016 : une réponse fragile, ambiguë et partielle à la question migratoire [n° 38 (2016-2017)] (14 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 142 tome 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Table ronde de chercheurs sur les migrants.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Pierre-Antoine Molina, directeur général des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Pascal Brice, directeur général de l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Audition de M. Philippe Légière-Costa, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion sur l'Australie.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jean-François Dubost, responsable du programme de protection des populations à Amnesty International France, et de Mme Sylvie Houedenou, responsable de la commission des personnes déracinées à Amnesty International France.

Audition de M. Ralf Gruenert, représentant ad interim et Mme Céline Schmitt, porte-parole et responsable de l'information du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en France.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Martin Kobler, chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition conjointe d'organisations non gouvernementales (ONG).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Ayça Saritekin, conseillère à l'ambassade de Turquie en France.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. David Skuli, directeur central de la police aux frontières du ministère de l'intérieur.

Audition de Mme Catherine Teitgen-Colly, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Migrants » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de Mme Dorothée Schmid, directrice du programme « Turquie contemporaine » à l'IFRI.

Audition M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur

de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant portant première modification à l'entente en matière de sécurité sociale du 17 décembre 2003 entre la France et le Québec et de l'avenant portant seconde modification au protocole d'entente du 19 décembre 1998 entre la France et le Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2565).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - *Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet*) (p. 2664).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2711, 2712).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive*) (p. 2819). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2822). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - *Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2828). (p. 2828). (p. 2831).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2923).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3811, 3812).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union**

européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)] - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9256, 9257). (p. 9262). (p. 9267, 9268). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9272, 9273).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) - président de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions (p. 15185, 15186). (p. 15195, 15196).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la langue française** - (18 octobre 2016) (p. 15200). (p. 15201).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p 18557).

de **LEGGE (Dominique)**
sénateur (Ille-et-Vilaine)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission consultative du secret de la défense nationale.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration (ENA) le 4 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis vice-président le 31 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le financement des opérations extérieures : préserver durablement la capacité opérationnelle de nos armées [n° 85 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense [n° 140 tome 3 annexe 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

(*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Philippe Van Parijs, professeur à l'université catholique de Louvain, fondateur du Basic Income Earth Network.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Baptiste Mylondo, enseignant-chercheur à l'école de commerce et de développement 3A de Lyon, chargé de cours à Sciences-po Lyon et à Centrale Paris.

Audition de M. Daniel Cohen, directeur du département d'économie de l'École normale supérieure.

Audition de M. Lionel Stoleru, ancien ministre.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Georges Tissié, directeur des affaires sociales de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Audition de Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Fondation iFRAP).

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Philippe Vasseur, commissaire spécial pour la revitalisation industrielle de la région Hauts-de-France.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*): Opérations extérieures du ministère de la défense

(OPEX) - Communication et audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*): Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 50, 51).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (2 février 2016) (p. 2154). (p. 2154, 2155).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2281).

- **Question orale sans débat sur la communication du fichier dotation globale de fonctionnement (DGF) aux collectivités locales** - (9 février 2016) (p. 2500). (p. 2501).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2939).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4142, 4143).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4937).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire) (p. 5043). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5044). (p. 5044).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (23 juin 2016) - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10398, 10399).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14405).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille) (p. 14485).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 24** (art. L. 441-2-6, L. 441-2-7 et L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de gestion partagée des dossiers des demandes de logement social - Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs) (p. 14640). (p. 14640). - **Article 25 bis** (art. L. 442-3-5 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Durée d'occupation d'un logement social - Modalités de sous-location, cession de bail et échange d'un logement social) (p. 14646). (p. 14646). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14654). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 14665). (p. 14666). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 14694). (p. 14694). (p. 14695).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14759).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (Objectifs de dépenses de la branche famille) (p. 17588).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18409, 18410).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)] - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19576). (p. 19576). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19586). (p. 19588). - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19618). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19642). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19720). (p. 19720). (p. 19721).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture** [n° 239 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20803, 20804).

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains-R

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre suppléant du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la Commission nationale des secteurs sauvegardés jusqu'au 6 décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 393 (2014-2015)] visant à modifier la portée des avis des architectes des Bâtiments de France pour certains travaux [n° 340 tome 1 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 15 (2015-2016)] relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 340 tome 2 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 495 (2015-2016)] relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 588 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 694 (2015-2016)] (16 juin 2016) - **Culture**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel [n° 144 tome 4 fasc. 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de résolution [n° 103 (2016-2017)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché [n° 161 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christopher Baldelli, président de RTL.

Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport d'activité du CSA pour 2015 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition de MM. Bruno Chetaille, président, et Charles Juster, directeur de la communication et directeur des grands comptes, de Médiamétrie.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde (FMM) pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de FMM.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2016-2020 - Communication de Mme Claudine Lepage et examen de l'avis de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la

période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 2528, 2529). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2548). (p. 2550). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2553). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2557). (p. 2562, 2563). (p. 2564). (p. 2564). (p. 2565). (p. 2565). (p. 2566). (p. 2567). (p. 2567). (p. 2568). (p. 2569). (p. 2570, 2571). (p. 2572). (p. 2573). (p. 2574). (p. 2575). (p. 2575). (p. 2576). (p. 2576). (p. 2577).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 2 bis** (*art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Inscription annuelle à l'ordre du jour des conférences territoriales de l'action publique d'un débat sur la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2595). (p. 2595, 2596). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2597). (p. 2598). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 2600). (p. 2602). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2605). (p. 2607). - **Article 3 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 2608). (p. 2610). - **Article 5** (*art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes*) (p. 2611). (p. 2613). (p. 2614). (p. 2614, 2615). (p. 2615). (p. 2616, 2617). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2618). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 213-2 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Relations entre les producteurs de phonogrammes et les éditeurs de services de musique en ligne*) (p. 2619). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2620). (p. 2621, 2622). - **Article 6 bis (supprimé)** (*art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet*) (p. 2623). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 2625). - **Article 7** (*art. L. 214-6 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique*) (p. 2626). (p. 2627). (p. 2627). (p. 2628). (p. 2628). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (*art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 2629). (p. 2630, 2631). (p. 2631, 2632). (p. 2632). (p. 2633). - **Article 7 bis** (*art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Participation de trois représentants des ministres chargés de la culture, de l'industrie et de la consommation aux travaux de la commission de la copie privée*) (p. 2642, 2643). - **Article 7 ter** (*art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée*) (p. 2643, 2644). (p. 2644). (p. 2644). - **Article 7 quater AA (nouveau)** (*art. L. 311-4 et L. 331-31 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement des missions de la Hadopi aux études d'usage de la copie privée*) (p. 2645). - **Article 7 quater A** (*art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs*) (p. 2646). (p. 2647). (p. 2647). - **Article 7 quater** (*art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs*) (p. 2647). (p. 2648). (p. 2648). (p. 2648). - **Article 8** (*art. L. 213-24 à L. 213-37 nouveaux du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des films de cinéma*) (p. 2651). (p. 2651).

(p. 2652). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2652). (p. 2653). (p. 2654). - **Article 9 bis A (nouveau)** (art. 43-1 de la loi n° 1067 du 30 septembre 1986 - Définition du distributeur de programmes audiovisuels) (p. 2656). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2656, 2657). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-13 et L. 421-1 du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres audiovisuelles) (p. 2660). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 2662). (p. 2665). - **Article 10 quinquièmes (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante) (p. 2665, 2666). (p. 2667). (p. 2671). - **Article 10 sexes (nouveau)** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Modification de la convention prévue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services de télévision) (p. 2672). - **Article 10 septies (nouveau)** (art. 33 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Coordinations) (p. 2672). (p. 2673). - **Article 10 octies (nouveau)** (art. 71-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Définition de la production audiovisuelle indépendante) (p. 2673). (p. 2674). - **Article 10 nonies (nouveau)** (art. L. 123-7 du code de la propriété intellectuelle - Transmission du droit de suite par legs aux musées et aux associations et fondations reconnues d'utilité publique à but culturel) (p. 2676). (p. 2677). - **Articles additionnels après l'article 10 nonies** (p. 2677). (p. 2678). (p. 2679). (p. 2680). (p. 2680, 2681). - **Article 11 A** (art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs) (p. 2681). (p. 2683). (p. 2684). (p. 2684, 2685).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 2714). - **Article 11 bis** (Respect des quotas de chansons francophones par les radios) (p. 2717). - **Article 11 ter** (Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques) (p. 2719). (p. 2720, 2721). (p. 2721). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2722). - **Article 13 bis** (art. L. 132-27 du code de la propriété intellectuelle - Renforcement de l'obligation d'exploitation des œuvres audiovisuelles) (p. 2723). - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 2724).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 13 quater (suite)** (p. 2745, 2746). - **Article 14 A (supprimé)** (Rapport sur la situation du dialogue social et de la représentativité des négociateurs professionnels du secteur du spectacle vivant et enregistré) (p. 2746). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 2747). (p. 2748). (p. 2749). (p. 2749, 2750). (p. 2750). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2752). - **Article 16 (article non modifié par la commission)** (Communication d'informations relatives aux billetteries par les entrepreneurs du spectacle au ministère de la culture) (p. 2753). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2754). - **Intitulé du chapitre V** (p. 2755). - **Article additionnel avant l'article 17 A** (p. 2756). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 2758). (p. 2759). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2761). (p. 2762). - **Article 17** (art. L. 759-1 à L. 759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 2764). (p. 2765). (p. 2765). (p. 2766). (p. 2766). (p. 2766, 2767). (p. 2768). (p. 2769). (p. 2769). - **Article 17 bis** (art. L. 752-1, L. 752-2 et L. 962-1 du code de l'éducation - Mission des écoles d'architecture) (p. 2771). (p. 2771). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 2771). - **Article 22** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 2824). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2832).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3024). (p. 3025, 3026).

(p. 3026). - **Article 37 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance du 12 novembre 2014 relative au contrat d'édition) (p. 3034). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 3041, 3042).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5639, 5640). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5646).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5943). (p. 5944).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 6253).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 8172, 8173). - **Article 1er bis** (Liberté de la diffusion de la création artistique) (p. 8183). - **Article 2** (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique) (p. 8184, 8185). (p. 8186). (p. 8187). (p. 8188). (p. 8188, 8189). - **Article 3** (Labellisation des institutions de référence nationale) (p. 8191). (p. 8192). (p. 8193). (p. 8194). - **Article 3 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics ») (p. 8195). - **Article 4 B (supprimé)** (Rapport sur l'amélioration du partage et de la transparence des rémunérations dans le secteur du livre) (p. 8196). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 [nouveau], L. 212-13 [nouveau], L. 212-13-1 [nouveau] et L. 212-14 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 8197, 8198). (p. 8198). (p. 8199). (p. 8200). - **Article 6 bis** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet) (p. 8202). (p. 8203). - **Article 7** (art. L. 214-6 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique) (p. 8204, 8205). - **Article 7 bis AA** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 8207). (p. 8207). (p. 8208). (p. 8208). - **Article 7 bis** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Commission de la copie privée : élargissement de la composition et transparence) (p. 8209). - **Demande de réserve** (p. 8210). - **Article 7 quater** (art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - Champ et transparence de l'utilisation des 25 % de la rémunération pour copie privée affectés au financement d'actions artistiques et culturelles) (p. 8211). - **Article 8** (art. L. 213-24 à L. 213-37 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres cinématographiques) (p. 8213). - **Article 9 quater** (art. L. 251-1 à L. 251-13 et L. 421-1 du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres audiovisuelles) (p. 8216). (p. 8217). - **Article 10 quater** (Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 8220). - **Article 10 sexes** (p. 8221, 8222). - **Article 7 ter (précédemment réservé)** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée) (p. 8224). - **Article 7 quater AA (précédemment réservé)** (art. L. 311-4 et L. 331-31 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement des missions de la HADOPI aux enquêtes d'usage de la copie privée) (p. 8224). - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs) (p. 8227). -

Article 11 bis (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Respect des quotas de chansons francophones par les radios) (p. 8228). (p. 8228, 8229). - **Article 11 ter** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques) (p. 8231, 8232). (p. 8233). - **Article 13 bis A (suppression maintenue)** (art. L. 131-2, L. 132-1 et L. 132-2 du code du patrimoine - Création d'un dépôt légal pour les livres numériques) (p. 8234). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 8239). - **Article 17 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 232-1 et L. 239-1 du code de l'éducation - Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels) (p. 8242). - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L.759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 8243). (p. 8244). (p. 8245). (p. 8246). (p. 8247). (p. 8247). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-1, L. 752-2 [nouveau] et L. 962-1 du code de l'éducation - Missions des écoles d'architecture) (p. 8248).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 8340, 8341). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8358, 8359). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8389). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8408).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 8697). - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes) (p. 8700). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte) (p. 8706). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8751).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 11978).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - Élargissement de la taxe dite « Buffet ») (p. 16262).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18555).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Règlementation des émissions publicitaires destinées à la jeunesse) (p. 18582). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18584).

(p. 5802). (p. 5803). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5806). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5808). (p. 5809). (p. 5811). (p. 5812). (p. 5813). (p. 5814). (p. 5822). (p. 5822). (p. 5823). (p. 5824). (p. 5825, 5826). (p. 5826). (p. 5829). (p. 5830). (p. 5830). (p. 5831). (p. 5832, 5833). (p. 5833). (p. 5834). (p. 5835). (p. 5835). (p. 5836). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Encouragement des démarches d'ouverture des données pour les éco-organismes de gestion des déchets) (p. 5837). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 5838). (p. 5838, 5839). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 du code des relations entre le public et l'administration - Soumission de la publication au respect des droits de propriété littéraire et artistique - Entrée en vigueur de la nouvelle obligation de diffusion) (p. 5840). (p. 5840). - **Article 6** (art. L. 321-1, L. 321-2, L. 322-6, L. 324-1 et L. 325-7 du code des relations entre le public et l'administration - Inclusion dans le droit de réutilisation des informations mises à disposition par les services publics industriels et commerciaux) (p. 5841). (p. 5841). - **Article 6 bis** (art. L. 300-3 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux documents relatifs à la gestion du domaine privé de l'État et des

LEMAIRE (Axelle)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique (jusqu'au 6 décembre 2016)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation (à partir du 31 août 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5773, 5776). - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5791). (p. 5793). (p. 5795). - **Article 1er bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi) (p. 5797). - **Article 1er bis** (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5799). (p. 5799, 5800). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice du droit à communication par la publication) (p. 5802).

collectivités territoriales) (p. 5842). - **Article 7** (art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5843). (p. 5843, 5844). (p. 5844). (p. 5845). (p. 5846). (p. 5846). (p. 5847). (p. 5848). (p. 5849). - **Article 7 bis** (art. L. 324-5-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Gratuité de la réutilisation des informations produites par le service statistique public) (p. 5850). (p. 5851). - **Article 8** (art. L. 322-6, L. 326-1, L. 341-1, L. 342-1, L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-6 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Actualisation annuelle du répertoire des principaux documents administratifs - Modification des compétences et du fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs) (p. 5853). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5854). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5855). (p. 5856). (p. 5857). (p. 5858).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) (p. 5892). - **Demande de priorité** (p. 5892, 5893). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5893). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 5894). - **Article 9 bis** (art. 13 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Transmission et publication dans un format ouvert et aisément réutilisable du relevé des temps d'intervention des personnalités politiques dans les services de radio et de télévision) (p. 5895). - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5899, 5900). (p. 5901). (p. 5904). - **Article 10** (art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5906). (p. 5906, 5907). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5910). - **Article 11** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 22 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif [abrogé] - Mise à disposition des données relatives aux subventions publiques) (p. 5910). (p. 5911). (p. 5911). - **Article 12** (art. 3 et 3 bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Transmission sous un format électronique de données pour la réalisation d'enquêtes statistiques obligatoires) (p. 5912). (p. 5913). (p. 5913). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5914, 5915). (p. 5916). (p. 5917). (p. 5919). (p. 5920, 5921). (p. 5921, 5922). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 111-73-1 et L. 111-77-1 [nouveau] du code de l'énergie - Ouverture des données dans le domaine de l'énergie) (p. 5923). (p. 5925). (p. 5925, 5926). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 5926). (p. 5928). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Transmission des données foncières de l'administration fiscale) (p. 5929, 5930). (p. 5930). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Inclusion du président de la CADA dans le collège de la CNIL - Précisions sur la nomination à ce dernier des personnalités qualifiées) (p. 5930, 5931). - **Article 16 ter** (Rapport au Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique) (p. 5935, 5936). (p. 5936, 5937). - **Article 17 A (supprimé)** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - Prévention et lutte contre les cyberviolences dans les formations à l'utilisation des outils et des ressources numériques dispensées dans les écoles et les établissements d'enseignement) (p. 5937, 5938). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5939, 5940). (p. 5940). (p. 5941). (p. 5943, 5944). (p. 5945). (p. 5945). - **Article 17 bis** (art. L. 611-8 du code de l'éducation - Formation diplômante via la mise à disposition de contenus d'enseignement en ligne) (p. 5947). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5948, 5949). (p. 5950). (p. 5950, 5951). (p. 5951). (p. 5951, 5952). (p. 5952). - **Articles additionnels**

après l'article 18 (p. 5953). (p. 5954, 5955). (p. 5955, 5956). - **Article 18 bis** (Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites) (p. 5957).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) (p. 5970). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 5972). (p. 5973). - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5977, 5978). (p. 5980). - **Demande de priorité** (p. 5980). - **Article 19** (art. L. 32-1, L. 32-4, L. 33-1, L. 36-7, L. 36-8, L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Respect obligatoire des règles en matière de neutralité de l'internet pour les exploitants de réseaux et les fournisseurs de services de communications électroniques - Compétences de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) (p. 5982). (p. 5983). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5984). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. L. 113-11 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Habilitation des associations à agir en justice afin de faire cesser tout obstacle à la libre réutilisation d'une œuvre entrée dans le domaine public) (p. 5984). - **Article 20 bis** (art. L. 32-4 et L. 32-5 du code des postes et des communications électroniques - Extension des pouvoirs d'enquête de l'ARCEP) (p. 5986). (p. 5987). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125 du code des postes et des communications électroniques - Extension des compétences de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques aux questions relatives à la neutralité de l'internet) (p. 5987). - **Article 20 quater (supprimé)** (art. L. 2, L. 2-2, L. 33-2, L. 34, L. 35-1, L. 35-2, L. 35-3, L. 35-4, L. 44, L. 125, L. 131, L. 135 du code des postes et des communications électroniques ; art. 6 et 38 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Modification du nom de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques) (p. 5988). - **Article 20 septies** (art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données) (p. 5990). (p. 5991, 5992). - **Article 43 (priorité)** (art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques) (p. 6016). (p. 6021, 6022). - **Articles additionnels après l'article 43 (priorité)** (p. 6024). (p. 6024). - **Intitulé de la section 2** (p. 6025). (p. 6025). - **Article 44 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ; art. L. 111-7-12 du code de la construction et de l'habitation - Accès des personnes handicapées aux sites internet publics) (p. 6028). (p. 6029). (p. 6030). (p. 6031). (p. 6031). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveau] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveau] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6039). (p. 6039, 6040). (p. 6040). (p. 6043). (p. 6044). (p. 6046). (p. 6046). (p. 6047). (p. 6048). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6050). (p. 6050). (p. 6051). (p. 6051). (p. 6052). (p. 6052). (p. 6053). (p. 6054). (p. 6054, 6055). (p. 6055). (p. 6055). (p. 6056). (p. 6057). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6058, 6059). (p. 6059, 6060). (p. 6061). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveau] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveau] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6063). (p. 6063). (p. 6065). (p. 6066). (p. 6067). (p. 6067).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6085). - **Article 23 ter (supprimé)** (art. L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation - Obligations pesant sur les plateformes en ligne de location temporaire de locaux d'habitation) (p. 6086). - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6087, 6088). (p. 6089,

6090). (p. 6092). - **Article 23 quater (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs) (p. 6093). (p. 6094). (p. 6095, 6096). (p. 6096). (p. 6096). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6097). (p. 6099, 6100). (p. 6100, 6101). (p. 6101). (p. 6102). - **Article 24** (art. L. 111-5-3 [nouveau] et L. 111-6-1 du code de la consommation et art. L. 111-7-2 [nouveau] et L. 131-4 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Régulation des avis en ligne rédigés par des consommateurs) (p. 6103, 6104). (p. 6105, 6106). (p. 6107). (p. 6107). - **Article 25** (art. L. 121-83 du code de la consommation et art. L. 224-30 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Renforcement des obligations d'information contractuelle sur les débits des réseaux fixes ou mobiles) (p. 6108, 6109). (p. 6109). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 6109). (p. 6110). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Précision relative à la notion de « téléservices de l'administration électronique ») (p. 6111). - **Article additionnel avant l'article 26** (p. 6112). - **Article 26 (texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droit de contrôler les usages des données à caractère personnel) (p. 6112). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 6113, 6114). (p. 6114, 6115). - **Article additionnel après l'article 26 ter** (p. 6116). - **Article 28** (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 112-10 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice des droits par la voie électronique) (p. 6117, 6118). - **Article 29** (art. 5-1 [nouveau] et 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement des missions de la CNIL) (p. 6120, 6121). - **Article 30** (art. 11 et 37 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Certification, par la CNIL, de procédés d'anonymisation des données dans le cadre de l'open data) (p. 6122). (p. 6122). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 135 du code des postes et des communications électroniques ; art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - Saisine croisée de l'ARCEP et de la CNIL) (p. 6122). - **Article 32** (art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé) (p. 6125). (p. 6126, 6127). (p. 6128). - **Article 33 bis A (supprimé)** (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action collective en cessation du manquement en matière de données personnelles) (p. 6131, 6132). - **Article 33 bis B** (art. 47 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Proportionnalité de la sanction pécuniaire infligée par la CNIL) (p. 6133). - **Article 33 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 49 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Coopération de la CNIL avec ses homologues d'États non membres de l'Union européenne) (p. 6133, 6134). - **Article 33 ter (supprimé)** (art. L. 2-24 du code de procédure pénale - Habilitation pour les associations de protection des données personnelles ou de la vie privée de se constituer partie civile en matière d'atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques) (p. 6135). - **Article additionnel après l'article 33 ter** (p. 6136). - **Article 33 quater** (art. 226-I du code pénal - Répression pénale de la diffusion d'images ou de vidéos à caractère sexuel sans le consentement de la personne) (p. 6139). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6140). (p. 6141). (p. 6143). (p. 6144). (p. 6144). (p. 6145). - **Article 34** (art. L. 32 et L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques - Respect du secret des correspondances par les opérateurs et les éditeurs de services de communication au public en ligne) (p. 6146). (p. 6146). (p. 6147). (p. 6147). (p. 6148). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6148, 6149). (p. 6150). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques) (p. 6152, 6153). (p. 6153). (p. 6154).

(p. 6154). (p. 6155). (p. 6155, 6156). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales - Regroupement des syndicats mixtes ouverts compétents en matière de réseaux de communications électroniques) (p. 6157). - **Article 36 bis** (art. L. 33-11 du code des postes et des communications électroniques - Introduction d'un délai à la mise en place des « zones fibrées ») (p. 6158, 6159). - **Articles additionnels après l'article 37 A** (p. 6160, 6161). - **Article 37 C** (art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion ; art. 25 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques - Non opposition du syndicat des copropriétaires à l'installation de la fibre optique dans les parties communes) (p. 6162). - **Article 37 D (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 decies du code général des impôts - Éligibilité au dispositif de suramortissement des investissements liés au déploiement de la fibre optique) (p. 6163, 6164). - **Article additionnel après l'article 37 D** (p. 6166). - **Article 37 E** (art. L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques - Péréquation tarifaire pour le déploiement de la fibre optique) (p. 6167).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FA (nouveau)** (art. L. 34-8-3-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Réutilisation des infrastructures passives) (p. 6180, 6181). - **Article 37 FB (nouveau)** (Intervention du ministre chargé de l'économie en cas d'opération de concentration entre fournisseurs de services de communication électronique) (p. 6182, 6183). (p. 6183, 6184). - **Article 37 FC (nouveau)** (art. L. 33-10-1 du code des postes et des communications électroniques - Conventionnement pour le déploiement des réseaux) (p. 6184, 6185). (p. 6186). (p. 6187, 6188). - **Article 37 F** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Renforcement du pouvoir de sanction de l'ARCEP) (p. 6189). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7 du code des postes et des communications électroniques - Mise à disposition par l'ARCEP des cartes numériques de couverture du territoire) (p. 6190, 6191). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6191). (p. 6192, 6193). (p. 6193). (p. 6193). - **Article 37 quater (nouveau)** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Conditions de couverture numérique du territoire) (p. 6194). - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6196, 6197). (p. 6198). (p. 6199, 6200). - **Article 38** (art. L. 2125-10 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modalités de calcul de la redevance pour occupation ou utilisation du domaine public des fréquences radioélectriques) (p. 6201). (p. 6201). (p. 6202). (p. 6203). (p. 6203). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 6204). (p. 6204, 6205). - **Article 39** (art. L. 35, L. 35-7 [rétabli], L. 36-11, L. 47, L. 48, L. 50 [rétabli] du code des postes et des communications électroniques - Entretien et renouvellement du réseau des lignes téléphoniques) (p. 6208). (p. 6208). (p. 6209). (p. 6210). (p. 6211). (p. 6212). (p. 6212). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6213). (p. 6214). - **Article additionnel avant l'article 40 AA** (p. 6215, 6216). (p. 6216). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés) (p. 6217, 6218). (p. 6220). - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6222). (p. 6222). (p. 6222). (p. 6223, 6224). - **Article 40 A** (art. L. 121-47 du code de la consommation ; art. 145 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation - Modalités de blocage des services téléphoniques surtaxés) (p. 6224). - **Articles additionnels après l'article 40 A** (p. 6225). (p. 6225). (p. 6226). (p. 6227). (p. 6228). (p. 6228, 6229). - **Article 40** (art. L. 100 [nouveau] et L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 112-15 du code des relations entre le public et l'administration ; art. 1369-8 du code civil et art. 2 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Exigences en matière de lettres recommandées électroniques) (p. 6231). - **Article 41** (art. L. 521-3-1 [nouveau], L. 525-6-1 [nouveau], L. 311-4, L. 521-3, L. 525-6 et L. 526-11 du code monétaire et financier - Modification du régime applicable aux opérations de paiement proposées par un

fournisseur de réseaux ou de services de communications électroniques) (p. 6234). (p. 6234, 6235). (p. 6235). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 14 et 34 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Ouverture des tables de poker en ligne) (p. 6236). - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6238). (p. 6238). (p. 6238, 6239). (p. 6239). - **Article 42** (art. L. 321-8, L. 321-9, L. 321-10 [nouveaux] et L. 322-2-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 7124-1 du code du travail - Agrément des compétitions de jeux vidéo) (p. 6241, 6242). (p. 6243). (p. 6244). (p. 6244). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 6247). (p. 6248, 6249). (p. 6249). (p. 6250). (p. 6250). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. L. 721-2 du code de la construction et de l'habitation - Dématérialisation des documents à fournir lors des promesses de ventes immobilières) (p. 6251). (p. 6251). - **Articles additionnels après l'article 42 bis** (p. 6252). (p. 6252). (p. 6253). (p. 6254). - **Article 45 bis** (art. L. 6111-2 et L. 6321-1 du code du travail - Lutte contre l'illettrisme numérique) (p. 6255). - **Article 46** (Application outre-mer des dispositions non codifiées) (p. 6256). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6257, 6258). - **Article 47** (art L. 545-1 du code de la recherche ; art. L. 552-3, L. 552-8, L. 552-15, L. 553-2, L. 562-3, L. 562-8, L. 562-16, L. 572-1 et L. 574-1 du code des relations entre le public et l'administration ; art. L. 32-3 du code des postes et des communications électroniques ; art. 72 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Coordinations outre-mer) (p. 6260). - **Article 48** (art. 59 [abrogé] de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ; art. 41 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Coordinations complémentaires) (p. 6260). - **Intitulé du projet de loi** (p. 6265, 6266). (p. 6266). (p. 6267, 6268).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6283, 6284).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le stockage des déchets radioactifs : « comité de haut niveau »** - (9 juin 2016) (p. 9353).

- **Projet de loi pour une République numérique** - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)] - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14022, 14024). -

Article 22 (Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à des obligations de loyauté de l'information) (p. 14068). - **Article 28** (Exercice de droits par la voie électronique) (p. 14068). - **Article 42 bis A** (Statut des joueurs professionnels) (p. 14069). - **Article 44 bis** (Carte « mobilité inclusion ») (p. 14069). (p. 14069). - **Article 47** (Coordinations outre-mer) (p. 14069).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alstom (II)** - (29 septembre 2016) (p. 14344).

- **Question orale sans débat sur le devenir du site industriel de Marles-les-Mines** - (15 novembre 2016) (p. 17342).

- **Question orale sans débat sur le budget de l'Agence nationale de l'habitat** - (15 novembre 2016) (p. 17343).

- **Question orale sans débat sur les mesures spécifiques en faveur des viticulteurs** - (15 novembre 2016) (p. 17344, 17345).

- **Question orale sans débat sur le soutien de la riziculture française** - (15 novembre 2016) (p. 17346).

- **Question orale sans débat sur le permis de construire pour les exploitations agricoles** - (15 novembre 2016) (p. 17347).

- **Question orale sans débat sur la couverture numérique du territoire en très haut débit** - (20 décembre 2016) (p. 20841).

- **Question orale sans débat sur la rémunération de l'innovation** - (20 décembre 2016) (p. 20842).

- **Question orale sans débat sur la réforme du code minier** - (20 décembre 2016) (p. 20843).

- **Question orale sans débat sur l'accord transfrontalier entre la France et le Luxembourg en matière de fiscalité** - (20 décembre 2016) (p. 20844).

- **Question orale sans débat sur la dégradation du service de La Poste** - (20 décembre 2016) (p. 20845, 20846).

- **Question orale sans débat sur la conduite de tracteurs communaux** - (20 décembre 2016) (p. 20846, 20847).

LEMOYNE (Jean-Baptiste)
sénateur (Yonne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s (23 juin 2016).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 610 (2015-2016)] - Rapport [n° 661 tome 1 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 610 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 661 tome 2 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 726 (2015-2016)] (28 juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 771 (2015-2016)] relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels [n° 790 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 143 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 180 (2016-2017)] (5 décembre 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de

Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen des amendements au texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Projet de loi de modernisation du droit du travail.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 53 à 55) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'Institution nationale des Invalides (INI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 280, 281).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 6** (*art. 25 septies [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Encadrement du cumul d'activités*) (p. 1560). - **Article 8** (*art. 14 bis et 25 octies [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; art. 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 21 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 421-3, L. 531-3 et L. 531-7 du code de la recherche ; art. L. 1313-10, L. 5323-4 et L. 6152-4 du code de la santé publique ; art. L. 952-14-1 et L. 952-20 du code de l'éducation et art. L. 114-26 du code de la mutualité - Composition et attributions de la commission de déontologie de la fonction publique*) (p. 1567).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2170). (p. 2171).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 331 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2296).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2720).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3891).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3906, 3907). (p. 3907).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3972, 3973).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 4922). (p. 4922).

- **Question orale sans débat sur la fracture numérique et la couverture des zones grises** - (10 mai 2016) (p. 7212, 7213). (p. 7213).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8114, 8115).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries** - (31 mai 2016) (p. 8908, 8909).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **rapporteur de la commission des affaires sociales - Discussion générale** (p. 9381, 9382). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9389). - **Question préalable** (p. 9393). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9417). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9422). (p. 9424). (p. 9425). (p. 9427). (p. 9428). (p. 9430, 9431).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9447, 9448). (p. 9451). (p. 9452, 9453). (p. 9456). (p. 9457). (p. 9458). (p. 9460, 9461). (p. 9461, 9462). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9474). (p. 9476). (p. 9477). (p. 9479). (p. 9480). - **Chapitre 1er bis** (*Renforcer la lutte contre les discriminations, le harcèlement sexuel et les agissements sexistes*) (p. 9486). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9487). (p. 9489). (p. 9490). - **Article 1er bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1154-1 du code du travail - Alignement du régime probatoire du harcèlement sexuel sur celui prévu pour les discriminations*) (p. 9492). - **Article 1er quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 4612-3 du code du travail - Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et prévention des agissements sexistes*) (p. 9494). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9496). (p. 9499). (p. 9500). (p. 9501). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9507, 9508). (p. 9510).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9575). (p. 9580). (p. 9586). (p. 9619). (p. 9634). (p. 9666). (p. 9668). (p. 9668). (p. 9668). (p. 9669).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9704, 9706). (p. 9711, 9712). (p. 9713). (p. 9713). (p. 9716, 9717). (p. 9719). (p. 9730). (p. 9731). (p. 9734). (p. 9734). (p. 9737, 9738). (p. 9740, 9741). (p. 9748). (p. 9750). (p. 9752). (p. 9754). (p. 9755). (p. 9755).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9838). (p. 9839). (p. 9839). (p. 9841). - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - **Congés spécifiques** (p. 9852). (p. 9854, 9855). (p. 9855). (p. 9859, 9860). (p. 9861). (p. 9863). (p. 9864). (p. 9865). (p. 9866). (p. 9871). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9873, 9874). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9874). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - **Compte épargne-temps** (p. 9877). (p. 9878). (p. 9879). (p. 9879). (p. 9880). (p. 9882). (p. 9882). - **Article 5** (**Sécurisation des conventions de forfait existantes**) (p. 9883). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9884). - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 1321-7, L. 4511-1 et L. 4511-2 du code des transports - **Travail de nuit dans le domaine fluvial**) (p. 9886). - **Articles additionnels avant l'article 7 A** (p. 9888). - **Article 7 A** (nouveau) (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - **Modification du seuil d'élection des délégués du personnel**) (p. 9890, 9891). (p. 9892). - **Article 7 B** (nouveau) (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - **Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel**) (p. 9895). (p. 9896). (p. 9897). - **Article 7 C** (nouveau) (art. L. 2326-1 du code du travail - **Généralisation de la délégation unique du personnel**) (p. 9899). (p. 9899). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9900). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - **Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels**) (p. 9903). (p. 9905). (p. 9907). (p. 9908). (p. 9909). (p. 9911). (p. 9912, 9913). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 9914). (p. 9915). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - **Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions**) (p. 9917). (p. 9918). (p. 9919). (p. 9919). (p. 9920). (p. 9921). - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - **Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel**) (p. 9923). (p. 9923). (p. 9924). (p. 9925).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) (p. 9965). (p. 9966). (p. 9967). (p. 9968). (p. 9969). (p. 9971). (p. 9972). (p. 9972). (p. 9973). (p. 9973). (p. 9974). (p. 9975). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9976). (p. 9977). (p. 9979). (p. 9981). (p. 9982). (p. 9985). - **Articles additionnels après l'article 9** (suite) (p. 9986, 9987). (p. 9987). - **Article 10 A** (nouveau) (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - **Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical**) (p. 9988). (p. 9990). (p. 9992). - **Articles additionnels après l'article 10 A** (p. 9993). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ;

art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - **Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise**) (p. 9997). (p. 10000). (p. 10003). (p. 10006). (p. 10007). (p. 10009). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - **Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi**) (p. 10014). (p. 10016). (p. 10017). (p. 10018). (p. 10020). (p. 10021). (p. 10021). (p. 10022). (p. 10023). (p. 10023). (p. 10025). (p. 10026). (p. 10029). (p. 10030). (p. 10030, 10031). (p. 10031). (p. 10031). - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L.2232-36 à L.2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail - **Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe**) (p. 10034). (p. 10035). (p. 10036). (p. 10036). (p. 10037). - **Article 13** (art. L. 2232-5-1 [nouveau], L. 2232-9, L. 2261-19 du code du travail - **Définition de l'objet de la négociation de branche et création des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation**) (p. 10038). (p. 10039). (p. 10040). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - **Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles**) (p. 10043). (p. 10043, 10044). (p. 10045). (p. 10045). (p. 10046). (p. 10046, 10047). - **Article 14 bis** (art. L. 2222-1 et L. 2622-2 du code du travail - **Application directe des accords collectifs et des conventions de niveau national dans les départements et certaines collectivités d'outre-mer**) (p. 10048). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 10049). (p. 10049, 10050). - **Article 15** (art. L. 1311-18 [nouveau] et L. 2144-3 du code général des collectivités locales - **Sécurisation de la mise à disposition de locaux par les collectivités territoriales au profit d'organisations syndicales**) (p. 10052). - **Article 16** (art. L. 2142-1-3, L. 2143-13, L. 2143-15 et L. 2143-16, L. 2315-1, L. 2326-6, L. 2393-3 et L. 4614-3 du code du travail ; art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale - **Augmentation du nombre d'heures de délégation des délégués syndicaux**) (p. 10054).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 16** (p. 10133). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10134). (p. 10135). - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - **Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**) (p. 10136). (p. 10137). (p. 10138). (p. 10139). (p. 10140). (p. 10141). (p. 10141). (p. 10142). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - **Formation des acteurs de la négociation collective**) (p. 10144). (p. 10145, 10146). (p. 10146). (p. 10146). (p. 10147). (p. 10148). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10151, 10152). - **Article 18 bis** (nouveau) (art. L. 2325-43 du code du travail - **Possibilité d'affecter l'excédent du budget de fonctionnement du comité d'entreprise au budget dédié aux activités culturelles et sociales**) (p. 10154). (p. 10155). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 10155). - **Article 19** (**précédemment réservé**) (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 2135-13, L. 2135-15, L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-4, L. 2152-5, L. 2261-19 du code du travail - **Ajout du nombre de salariés dans le critère de l'audience fondant la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs**) (p. 10180). (p. 10181). (p. 10182). (p. 10182). - **Article additionnel après l'article 19** (**précédemment réservé**) (p. 10183). (p. 10183). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10185). - **Article 20 bis** (nouveau) (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - **Forfait social à 16 % pour la participation et l'intéressement**) (p. 10186). - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 10187). (p. 10188). (p. 10189).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10420).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 38** (art. L. 1254-9, L. 1255-11, L. 1255-14 à L. 1255-18 [nouveaux] et L. 5132-14 du code du travail et art. L. 5542-21 du code des transports - **Sécurisation du portage salarial**) (p. 10495). -

Article 40 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1253-24 du code du travail - Éligibilité des groupements d'employeurs aux aides à l'emploi et à la formation) (p. 10511). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10566). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10586).

- **Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13738, 13739). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 13743).

- **Question orale sans débat sur les vignobles bourguignons et les aléas climatiques** - (15 novembre 2016) (p. 17333, 17334). (p. 17334, 17335).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18559).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - **Modification du régime de l'entrepositaire agréé de produits viti-vinicoles** (p. 19519). - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19547).

LENOIR (Jean-Claude)

*sénateur (Orne)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

(*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Économie bleue - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Maintien de la réglementation viticole - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Questions diverses.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de S.E. M. Andrzej Byrt, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la république de Pologne en France, et de Mme Agata Wadowska, deuxième secrétaire, chef du service économique de l'ambassade.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

(*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen des amendements de séance.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Constitution de la commission spéciale appelée à se substituer au groupe de travail.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Audition du général Gaëtan Poncelin de Raucourt, directeur du projet Réserve du ministère de la défense.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Égalité et citoyenneté - Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis budgétaires.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen d'amendements déposés par les rapporteurs sur le texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Avenir des chantiers navals STX France (ex-Chantiers de l'Atlantique) - Communication de M. Yannick Vaugrenard.

Vote sur la proposition de nomination de la présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*) : Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen des amendements de séance.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Hommage à M. Michel Houel.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Hommage à Louis Pinton.

Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Suite de l'examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 205, 206).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (19 janvier 2016) (p. 267). (p. 267).

- **Question orale sans débat sur les menaces sur l'alternance intégrative pour les formations en travail social** - (26 janvier 2016) (p. 680). (p. 681).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre du plan numérique dans les établissements d'enseignement** - (9 février 2016) (p. 2503). (p. 2504).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Article additionnel après l'article 26 septies** (p. 2957, 2958). (p. 2958). - **Article 33** (*art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement*) (p. 2984, 2985).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - vice-président de la commission mixte paritaire, en remplacement de M. Michel Houel, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3839, 3840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3847, 3848).
- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3888).
- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - président de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3944, 3945). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3958). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3964, 3965). (p. 3968). (p. 3969, 3970).
- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - président de la commission des affaires économiques - **Rappel au règlement** (p. 4061).
- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4465, 4466).
- Président de la commission des affaires économiques - **Article 1er bis** (*Modalités de transfert des contrats de vente entre producteurs et acheteurs de produits agricoles*) (p. 4474). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4488).
- **Rappel au règlement** - (6 avril 2016) - président de la commission des affaires économiques (p. 5613). (p. 5613).
- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5684, 5685).
- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7176).
- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8004, 8005). - **Article unique** (p. 8012). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8013, 8014).
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8076, 8077).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8094, 8095).
- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8931, 8932).
- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - président de la commission des affaires économiques (p. 9141).
- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 9156, 9158).
- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9204, 9205).
- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9360).
- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9483).
- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12065, 12066). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Fonds régional de stabilisation des revenus agricoles*) (p. 12070). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12075).
- **Rappel au règlement** - (4 juillet 2016) (p. 12111).
- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12125, 12126).
- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.
- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 9** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 13470). - **Rappel au règlement** (p. 13470).
- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi «*Égalité et citoyenneté*» - **Rappel au règlement** (p. 14406, 14407). - **Article 12 nonies (supprimé)** (*titre 1er bis du livre 1er du code du service national - Service civique obligatoire*) (p. 14464).
- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Création des conseils de jeunes*) (p. 14523). (p. 14527). - **Article 16 ter** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - *Représentation des associations de jeunesse au sein des CESER*) (p. 14529). - **Article 16 quinquies** (art. L. 5211-10-1 du code général des collectivités territoriales - *Composition des conseils de développement*) (p. 14531). - **Article 19 septies A (supprimé)** (art. L. 5131-6-1 [nouveau] du code du travail - *Éligibilité des personnes bénéficiant de l'allocation prévue par le contrat d'insertion dans la vie sociale au dispositif de caution publique pour le permis de conduire*) (p. 14548). (p. 14548). - **Demande de priorité** (p. 14554).
- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - *Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale*) (p. 14654). (p. 14654). (p. 14655). - **Article 28 quater BA (nouveau)** (art. 278 *sexies* et 279-0 bis A du code général des impôts - *Application du taux réduit de TVA pour la construction de logements intermédiaires dans les QPV*) (p. 14671). - **Demande de réserve** (p. 14673). (p. 14680, 14681).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14804).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14893). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14929).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 15101). - **Article 47** (p. 15114).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15210, 15211).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16167, 16168).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - président de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 16204, 16205).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18519, 18520).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - président de la commission des affaires économiques - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18867).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Rappel au règlement** (p. 20782). - **Question préalable** (p. 20789, 20790).

LEPAGE (Claudine)
sénatrice (Français établis hors de
France - Série 2)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Médias, livre et industries culturelles: audiovisuel extérieur [n° 144 tome 4 fasc. 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Communication diverse.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Audition de MM. Bruno Chetaille, président, et Charles Juster, directeur de la communication et directeur des grands comptes, de Médiamétrie.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde (FMM) pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de FMM.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2016-2020 - Communication de Mme Claudine Lepage et examen de l'avis de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi relative

à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article 23** (*art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 2827). (p. 2828).

- **Question orale sans débat sur la qualité d'ayant droit d'un retraité français résidant hors de France** - (15 mars 2016) (p. 4107). (p. 4107).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4272, 4273).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Sections territoriales de la réserve civique*) (p. 14425). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Création d'une réserve citoyenne consulaire à l'étranger*) (p. 14429).

LE ROUX (Bruno)
ministre de l'intérieur
(à partir du 6 décembre 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 263 (2016-2017)]
(21 décembre 2016) - **Justice**.

LEROY (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19443, 19446). (p. 19454). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Dérogation à l'application de l'article 4 de la loi du 3 avril 1955*) (p. 19455, 19456).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances 2017 - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1972, 1973).

- *Commission mixte paritaire* [n° 382 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3822, 3824).

- **Question orale sans débat sur la situation des sites papetiers Stora Enso à Corbehem et ArjoWiggins à Wizernes** - (11 octobre 2016) (p. 14752).

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) - au nom du groupe Les Républicains (p. 21, 22).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5786, 5787).

LE SCOUARNEC (Michel)
sénateur (Morbihan)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 370 (2015-2016)] pour l'économie bleue [n° 428 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Écologie, développement et mobilité durables : pêche et aquaculture [n° 141 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen des amendements sur les articles délégués au fond par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi pour l'économie bleue.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de

Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*): Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*): Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*): Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde sur l'incidence de la réforme territoriale sur la politique de décentralisation culturelle : quel rôle pour les collectivités ? Quels enjeux dans les territoires ?.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 25, 26).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1981). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 2251-4-1 [nouveau] du code des transports - *Expérimentation d'un dispositif de « caméra-piéton » au bénéfice des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 1982).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole en Bretagne** - (2 février 2016) (p. 2149, 2150).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire** [n° 115 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2342, 2343).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre** [n° 256 (2015-2016)] - (4 février 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2355, 2357). - **Article 3** (*Baisse du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en compensation d'une perte de recettes*) (p. 2373).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** - *Commission mixte paritaire* [n° 384 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3843).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3946, 3947). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3956). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3967).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (10 mars 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4017, 4018). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5521-5 [nouveau] du code des transports - *Fonctions de capitaine et de suppléant pour la petite pêche*) (p. 4059, 4060).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du collège Montaigne de Vannes** - (15 mars 2016) (p. 4118). (p. 4118, 4119).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire** - *Deuxième lecture* [n° 473 (2015-2016)] - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4462, 4463).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (23 mars 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 11 (suppression maintenue)** (*Demande de rapports*) (p. 4505).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4538). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 4554). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4556). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4557). - **Article 15** (art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale*) (p. 4559, 4560). (p. 4561). (p. 4561). (p. 4562). (p. 4563). (p. 4564). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4564, 4565). (p. 4566). (p. 4566). (p. 4567). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 931-31 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Fonds de mutualisation en matière de pêches maritimes*) (p. 4568). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 4569). (p. 4570). (p. 4571). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le pécaturisme et la pêche récréative*) (p. 4571). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1, L. 211-3, L. 213-1 et L. 321-1 du code de l'environnement - *Renforcer la prise en compte des problématiques conchylicoles en matière de police de l'eau et de réglementation territoriale*) (p. 4572, 4573). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4574). (p. 4575). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcer le degré de compatibilité entre les schémas de cohérence territoriale et les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine*) (p. 4578). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 4580). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4433-15-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Permettre aux collectivités d'outre-mer de participer aux discussions régionales et internationales relatives à la ressource halieutique partagée*) (p. 4581). (p. 4582). - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 4583). -

Article 18 quater (Texte non modifié par la commission) (art. L. 951-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Développement des circuits courts au sein de la politique des pêches maritimes et de l'aquaculture dans les outre-mer) (p. 4583, 4584). - **Articles additionnels après l'article 18 quater** (p. 4587).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5153).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5615, 5616).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article 18 bis (Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites)** (p. 5970).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 32 ter C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1530 bis du code général des impôts - Possibilité pour les communes et les EPCI de lever la taxe GEMAPI même s'ils ont transféré la compétence à un syndicat mixte) (p. 7471).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8095, 8096). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 8101). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8104).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8126).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8930, 8931).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9160, 9161).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9200, 9201).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9500).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1,

L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9577). (p. 9597). (p. 9605, 9606). (p. 9614). (p. 9622, 9623). (p. 9632). (p. 9637). (p. 9640, 9641). (p. 9646, 9647). (p. 9657). (p. 9662).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9713). (p. 9714).

- **Question orale sans débat sur l'urbanisation des hameaux** - (21 juin 2016) (p. 10120). (p. 10120, 10121).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10202).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10281). - **Article 27** (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique) (p. 10294). - **Article 29** (art. L. 2232-10-1 du code du travail - Généralisation de la possibilité pour un accord de branche étendu de contenir des accords types à l'attention des petites entreprises) (p. 10316).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10351). (p. 10354, 10355). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10381). - **Article additionnel après l'article 32 B** (p. 10400, 10401). - **Article additionnel après l'article 32 F** (p. 10406).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience) (p. 10478, 10479). - **Article 36 ter (supprimé)** (Dispositif expérimental d'accès à la qualification à La Réunion) (p. 10488). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 10492). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10499).

- **Question orale sans débat sur le regroupement des écoles rurales** - (30 juin 2016) (p. 12039). (p. 12040).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12061, 12062).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12202). (p. 12203). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-

1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12235). - **Article 15** (Habilitation en vue de moderniser et simplifier certaines règles de la domanialité publique) (p. 12264). - **Article 21** (art. L. 421-9-1 et L. 423-2 du code des assurances, art. L. 612-33 et L. 612-33-2 [nouveau] du code monétaire et financier, art. L. 431-2 du code de la mutualité et art. L. 951-2 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la faculté pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de prononcer la mesure conservatoire de transfert d'office d'un portefeuille de contrats d'assurance et habilitation en vue de lui confier une fonction d'autorité de résolution dans le secteur des assurances) (p. 12279).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 30 AB (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-4 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction du droit de préemption de la SAFER sur les cessions de droits sociaux réalisées au profit d'un associé exerçant son droit de préférence au sein d'une société agricole) (p. 12369). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12388, 12389). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12399).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé) (p. 14090). - **Article 45 quater (supprimé)** (art. L. 1143-1 à L. 1143-6, L. 1143-11 à L. 1143-22 et L. 1526-10 [nouveau] du code de la santé publique - Intégration de l'action de groupe en matière de santé au régime commun de l'action de groupe) (p. 14096).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique) (p. 14456).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 nonies** (art. 48 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Prolongation de l'expérimentation du dispositif dit de « dernier mot aux parents » pour l'orientation scolaire) (p. 14489). - **Article 19 (suppression maintenue)** (art. L. 612-3-1, L. 681-1, L. 683-1 et L. 684-1 du code de l'éducation - Modification du dispositif permettant aux meilleurs bacheliers de chaque lycée d'accéder aux filières sélectives publiques) (p. 14544). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la

mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14573).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14787, 14788). (p. 14798). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14806). (p. 14807). - **Article additionnel après l'article 33 bis F** (p. 14845).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14901).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16168, 16170).

- **Question orale sans débat sur la crise du secteur agricole** - (15 novembre 2016) (p. 17332). (p. 17333).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18293, 18294).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18520, 18521).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Prise en compte de la pluriactivité par les établissements de formation professionnelle) (p. 18776). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 27 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Prise en compte des travailleurs saisonniers par les maisons de services au public) (p. 18801, 18802). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-4 du code forestier - Périmètre d'un document d'aménagement ou plan simple de gestion) (p. 18817). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18824). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 18827). - **Article 15 quinques A (nouveau)** (art. L. 261-7 du code forestier - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18828).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18910). (p. 18912, 18913). - **Article 23 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Conciliation entre gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation du patrimoine hydraulique) (p. 18942).

LÉTARD (Valérie)
sénatrice (Nord)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 4 juillet 2016.

Secrétaire du Sénat.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat ; nouvelle nomination le 19 juillet 2016.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 481 (2015-2016)] habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 596 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Un an à l'écoute des entrepreneurs [n° 800 (2015-2016)] (18 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 141 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, des rencontres effectuées à l'administration des douanes et à la Fondation Entreprendre, le jeudi 14 janvier 2016.

Compte rendu du déplacement dans le département du Nord le vendredi 13 novembre 2015.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3206, 3208).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6008). - **Article 43 (priorité)** (*art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques*) (p. 6013, 6014). (p. 6022).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8091, 8092).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 8101, 8102).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14404, 14405).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 32** (*art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris*) (p. 14690). (p. 14690).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (*art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14772). (p. 14778). (p. 14779). (p. 14785). (p. 14787). (p. 14788). (p. 14788). (p. 14790). (p. 14794). (p. 14794).

- **Question orale sans débat sur le budget de l'Agence nationale de l'habitat** - (15 novembre 2016) (p. 17342, 17343). (p. 17343, 17344).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (17 novembre 2016) (p. 17566, 17567). (p. 17567).

Discussion générale :

LIENEMANN (Marie-Noëlle)
sénatrice (Paris)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Maintien de la réglementation viticole - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce

extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1554). (p. 1555).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3961, 3962).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4219).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4272).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Article 1er**

(*Publication d'informations par les sociétés cotées implantées dans plusieurs États ou territoires*) (p. 8050).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Article 1er** (*Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées*) (p. 8067).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8078, 8079).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8092, 8094).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9418). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9421). (p. 9423). (p. 9425).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9454). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9476, 9477). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9531).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9574). (p. 9576). (p. 9582). (p. 9588, 9589). (p. 9648).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9761, 9762).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ;

art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques (p. 9867). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps) (p. 9878). (p. 9878). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9901). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels) (p. 9904). (p. 9909). (p. 9911). (p. 9912). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9917).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9970). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9994). (p. 9998, 9999). (p. 10005). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10011). (p. 10013, 10014). (p. 10029, 10030). (p. 10030).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10420).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10519). (p. 10519). (p. 10520). (p. 10521). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10535). (p. 10547). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10559).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12260).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12334). (p. 12341). - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires) (p. 12382). (p. 12386). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural

et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12392). (p. 12392). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole) (p. 12406).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12506). - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12511, 12512). (p. 12512, 12513). (p. 12515). - **Articles 24 bis (supprimé)** (Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger contre les « fonds vauvour ») (p. 12542, 12543).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Prorogation de l'état d'urgence pour une durée de six mois) (p. 13826, 13827). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13846, 13847).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14421, 14422).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14569).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14601, 14602). - **Article 20 quater** (art. L. 2511-20 du code général des collectivités territoriales - Répartition du contingent communal entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement) (p. 14632). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14637). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14656). (p. 14656, 14657). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 14658). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat) (p. 14669).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14769, 14770). (p. 14784). (p. 14793). - **Article 33 bis C (supprimé)** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure de relogement des ménages bénéficiaires du DALO en Île-de-France) (p. 14835). - **Article additionnel après l'article 33 bis F** (p. 14845).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 15137). (p. 15139, 15140). - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation de l'utilisation systématique par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité*) (p. 15143). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 15144). (p. 15146). (p. 15147).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 16728, 16729). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 16743). (p. 16744). (p. 16744).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices

spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17053). (p. 17058).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19469).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19605). (p. 19606). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19637). (p. 19648). - **Article 24 ter (nouveau)** (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne) (p. 19661, 19662). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19667). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19680). (p. 19681). (p. 19684). (p. 19685). (p. 19688). - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19689).

LOISIER (Anne-Catherine)

*sénatrice (Côte-d'Or)
UDI-UC-R*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 5 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Le monde du cheval : favoriser le rebond d'une filière d'excellence en difficulté [n° 692 (2015-2016)] (15 juin 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Christophe Sirugue, député, auteur du rapport « Repenser les minima sociaux - Vers une couverture sociale commune », remis au Premier ministre.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport de synthèse des rencontres d'entreprises effectuées par la délégation durant l'année parlementaire 2015-2016.

Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Gaspard Koenig, président de Génération libre.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Désignation d'un membre chargé d'examiner l'impact sur les entreprises de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, en vue de sa prochaine ratification.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 23, 25).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 377). (p. 377). (p. 386). (p. 391). (p. 391). - **Article 17 ter** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 401).

- **Question orale sans débat sur la fermeture des trésoreries en milieu rural** - (26 janvier 2016) (p. 700). (p. 700, 701).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 6** (art. 25 septies [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Encadrement du cumul d'activités) (p. 1560, 1561). (p. 1561).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2023, 2024). - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie) (p. 2031, 2032). (p. 2034).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune et les zones intermédiaires** - (1er mars 2016) (p. 3189). (p. 3189).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de**

l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3842, 3843).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 16 bis B** (p. 4987). (p. 4987). (p. 4988). (p. 4988).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10176).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans) (p. 12433). (p. 12437).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le taux de TVA réduit dans la filière équestre** - (7 juillet 2016) (p. 12450, 12451).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13702, 13703).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14964, 14965). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14980).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 16163, 16165).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16209). (p. 16209).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mauvais fonctionnement des logiciels de gestion financière** - (3 novembre 2016) (p. 16646, 16647). (p. 16647).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18295, 18296).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18906). (p. 18907).

LONGEOT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis président du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser une égale répartition des âges sur les listes électorales [n° 823 (2015-2016)] (5 septembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : 100 millions de téléphones portables usagés : l'urgence d'une stratégie [n° 850 (2015-2016)] (27 septembre 2016) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 130 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

(*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de MM. Roland Marion et Erwann Fangeat, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Audition de Mme Marie-Cécile Degryse, chef adjoint du bureau de la prévention des filières à responsabilité élargie du producteur, ministère de l'environnement, et de M. Cyril Hosatte, chargé de mission déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Recherche et applications industrielles en matière de recyclage des téléphones portables - Audition.

Réunion du lundi 18 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de MM. Jean-Marie Le Guen, directeur délégué aux contenus, et Alexandre Galdin, responsable des études et des affaires parlementaires, de la Fédération française des télécoms (FFT).

Audition de M. René-Louis Perrier, président de l'éco-organisme Ecologic.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du jeudi 21 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de M. Bertrand Bohain, délégué général du Cercle national du recyclage.

Audition de M. François-Michel Lambert, président de l'Institut de l'économie circulaire.

Audition de M. Nicolas Mouchnino, expert énergie - environnement de l'UFC-Que Choisir.

Audition de M. Vincent Lafèche, président-directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Audition de représentants de la Fédération des entreprises du recyclage (FEDEREC).

Audition de représentants de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP).

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances 2017 - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour l'emploi et la régionalisation de la formation professionnelle** - (19 janvier 2016) (p. 266).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 761).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1673).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1970, 1971).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2347, 2348).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 26 quater** (*art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements*) (p. 2937). (p. 2939).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3009).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3825, 3826).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3893).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5681, 5682). - **Article unique** (p. 5691). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 5695). (p. 5696).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement pour inclure des finalités hydrologiques ou écologiques*) (p. 7511). (p. 7511). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens*) (p. 7530).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589**

(2015-2016)] - (25 mai 2016) - **Article 26 quater** (*art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements*) (p. 8374).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (16 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9755). (p. 9756).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 12 bis** (*art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption*) (p. 12221, 12222). (p. 12222). - **Article 13** (*art. 18-1 à 18-11 [nouveau] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions*) (p. 12241). (p. 12242). (p. 12250).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12377). (p. 12377). (p. 12379). (p. 12379). (p. 12379). (p. 12380). (p. 12380). - **Article 30 (priorité)** (*art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans*) (p. 12390).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin*) (p. 13477). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveau] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 13482). - **Article 33 A** (*art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveau] du code de l'environnement - Obligations*

de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 13495, 13496). (p. 13496).

- **Mise au point au sujet de votes** - (11 juillet 2016) (p. 13498).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)] (suite)** - (11 juillet 2016) - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 13501). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 13522). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 13525). (p. 13525, 13526). (p. 13526).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'usine Alstom de Belfort** - (29 septembre 2016) (p. 14346).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 14 decies** (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire) (p. 14496).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14602). (p. 14618). - **Article 28 ter A (nouveau)** (art. L. 421-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Utilisation du boni de liquidation en cas de dissolution d'un office public de l'habitat) (p. 14668).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15005).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 15081).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16702). (p. 16704). - **Article 43 ter** (art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Possibilité pour les entreprises artisanales de plus de dix salariés de s'immatriculer ou de demeurer immatriculées au répertoire des métiers) (p. 16724). (p. 16724).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17504, 17505). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17508). (p. 17510).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 40** (Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans) (p. 17636). (p. 17636). (p. 17636). (p. 17637). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17647). (p. 17647). (p. 17648).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18676). (p. 18677). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18686, 18687). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18703). (p. 18704). - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne) (p. 18718). - **Article 8 undecies (supprimé)** (Rapport établissant une nouvelle cartographie des zones de déserts médicaux en milieu montagnard) (p. 18729).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18766). - **Article 15 bis A** (art. L. 481-1 du code rural et de la pêche maritime - Durée des conventions pluriannuelles de pâturage) (p. 18821). (p. 18821). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière) (p. 18824). (p. 18826). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18829). (p. 18830). - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable) (p. 18844). (p. 18845).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19469). (p. 19470, 19471).

- **Question orale sans débat sur les zones de revitalisation rurale** - (20 décembre 2016) (p. 20847). (p. 20848).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20978).

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Enseignement scolaire [n° 140 tome 3 annexe 14 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les heures supplémentaires dans le second degré de l'éducation nationale : un enjeu budgétaire et de gestion des ressources humaines [n° 194 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires** [n° 275 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1568, 1569). - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 1583).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** [n° 333 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Article 11** (*Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 2395, 2396). - **Article 38** (*art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 - Coordinations relatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 2408). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2414).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (10 février 2016) - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 2603).

- **Question orale sans débat sur le fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (15 mars 2016) (p. 4100). (p. 4101).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation intérieure à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4318).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** [n° 431 (2015-2016)] - (24 mars 2016) - **Articles additionnels après**

l'article 12 ter (p. 4541). (p. 4542, 4543). - **Article 12 quinquies** (*art. L. 5441-1 et L. 5442-1 du code des transports et art. L. 611-1 du code de la sécurité intérieure - Extension de la possibilité de recourir à des entreprises privées de protection des navires*) (p. 4546).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché** [n° 576 (2015-2016)] - (10 mai 2016) - **Article 4** (*art. L. 621-16-1 du code monétaire et financier - Suppression de l'interdiction pour l'Autorité des marchés financiers de se constituer partie civile en cas de double poursuite*) (p. 7263).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue** [n° 595 (2015-2016)] - (17 mai 2016) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7994, 7995). - **Article unique** (p. 8011). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8014).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie** [n° 659 (2015-2016)] - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9267). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9272).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (16 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9730).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 10** (*art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise*) (p. 9999). - **Article 11** (*art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi*) (p. 10027).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (*art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la*

garantie jeunes) (p. 10257). - **Article 26** (*Concertation sur le télétravail*) (p. 10283).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - *Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10344).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** - *Nouvelle lecture* [n° 766 (2015-2016)] - (11 juillet 2016) - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 13470).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** - *Nouvelle lecture* [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Article 14 bis** (chapitre Ier et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - *Suppression de la collégialité de l'instruction*) (p. 13949).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (5 octobre 2016) - **Article 15** *decies* (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections*) (p. 14515).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** - *Deuxième lecture* [n° 11 (2016-2017)] - (13 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14979).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (14 octobre 2016) - **Article 38 ter** (supprimé) (*Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage*) (p. 15088). - **Article 43** (art. 4 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 15102, 15103).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** - *Nouvelle lecture* [n° 80 (2016-2017)] - (3 novembre 2016) - **Article 16 bis** (priorité) (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - *Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 16658).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (8 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 25** (p. 17062).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le classement PISA** - (15 décembre 2016) (p. 19433). (p. 19434).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)] - (16 décembre 2016) - **Article 24 septies** (nouveau) (art. 265, 265 ter, 266 quinquies du code des douanes - *Modification du prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 19665, 19666).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19748).

LOPEZ (Vivette)
sénateur (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 19 janvier 2016.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Perspectives de développement de l'agriculture biologique.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition du Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) et d'associations de producteurs de Guadeloupe.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de l'Association française de normalisation (AFNOR normalisation).

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) et de la fédération des entrepreneurs et artisans du bâtiment et des travaux publics de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article 10 nonies (nouveau)** (art. L. 123-7 du code de la propriété intellectuelle - Transmission du droit de suite par legs aux musées et aux associations et fondations reconnues d'utilité publique à but culturel) (p. 2676). (p. 2677).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 3034, 3035). (p. 3035). (p. 3035). (p. 3036).

- **Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L.522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8318, 8319).

- **Question orale sans débat sur le soutien de la riziculture française** - (15 novembre 2016) (p. 17345, 17346). (p. 17346).

LORGEUX (Jeanny)
sénateur (Loir-et-Cher)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 719 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces [n° 734 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Interventions extérieures de la France : renforcer l'efficacité militaire par une approche globale coordonnée [n° 794 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 142 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Groscurin, ambassadeur de France au Yémen.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Eric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Colombie - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République

pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Guinée, relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Royaume-Uni - Centres d'excellence et stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Congo relatif aux services aériens - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre la France et le Congo - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Panama relatif aux services aériens - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant du Conseil national du sport.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 373 (2015-2016)] renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 509 (2015-2016)] (29 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Eau : urgence déclarée [n° 616 (2015-2016)] (19 mai 2016) - **Environnement**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 144 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 359 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2710, 2711).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16114, 16115).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la bataille de Mossoul** - (3 novembre 2016) (p. 16648).

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*): Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

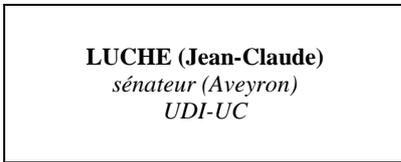
INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5129, 5130). - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - *Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives*) (p. 5141). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - *Extension de la durée des interdictions administratives de stade*) (p. 5150).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Euro 2016** - (9 juin 2016) (p. 9355).
- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16145, 16146). (p. 16156).
- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28**

(2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16240, 16242). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 16248). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16250). - **Article 5** (art. L. 132-2 du code du sport - *Élargissement des pouvoirs des directions nationales de contrôle de gestion, DNCG*) (p. 16252). (p. 16252). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16253). (p. 16253). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16257, 16258). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 16266). (p. 16266, 16267). (p. 16267).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16452, 16453).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18617, 18620).



LUCHE (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 144 tome 2 fasc. 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3791, 3792).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L.759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - *Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique*) (p. 8243). (p. 8244).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (III)** - (26 mai 2016) (p. 8725).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8929, 8930). - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - *Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole*) (p. 8938). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8941).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12347). (p. 12347).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 31 sexies (priorité)** (p. 12443).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16274, 16275).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18767).

MACRON (Emmanuel)
*ministre de l'économie, de l'industrie et
du numérique
(jusqu'au 6 décembre 2016)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1540 du 26 novembre 2015 relative aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 411 (2015-2016)] (17 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession [n° 613 (2015-2016)] (18 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-415 du 7 avril 2016 relative à l'économie sociale et solidaire dans le département de Mayotte [n° 801 (2015-2016)] (19 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec** - (11 février 2016) (p. 2733).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tarifs des notaires** - (1er mars 2016) (p. 3194, 3195).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir et la situation financière d'EDF** - (31 mars 2016) (p. 5028, 5029).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renouvellement des rames intercités** - (31 mars 2016) (p. 5035).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les entreprises** - (31 mars 2016) (p. 5036).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur AREVA** - (31 mars 2016) (p. 5039).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'EDF** - (28 avril 2016) (p. 5994).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur EDF** - (3 mai 2016) (p. 6288).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12116, 12117).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation en vue de créer un code de la commande publique*) (p. 12324, 12326). (p. 12327). - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé)** (p. 12328). - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12331). (p. 12332). (p. 12332, 12333). (p. 12340). (p. 12341). (p. 12344). (p. 12346). (p. 12348). (p. 12350). (p. 12350). (p. 12351). (p. 12351). (p. 12352). (p. 12352). (p. 12356). (p. 12357). - **Article 16 quater A (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-12, L. 122-13, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-19, L. 122-20, L. 122-26, L. 122-33 [nouveau] du code de la voirie routière et art. L. 1264-7 du code des transports - *Adaptation des règles de la commande publique applicables aux concessionnaires d'autoroutes et compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières*) (p. 12359). (p. 12359). (p. 12360). (p. 12360). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 141-1-2 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - *Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes*) (p. 12361, 12362). (p. 12362). - **Article 37 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 50-0, 64 bis, 102 ter, 103, 151-0 et 293 B du code général des impôts - *Réforme du régime fiscal de la micro-entreprise*) (p. 12364). - **Article additionnel après l'article 37 (priorité)** (p. 12364). - **Article 38 (priorité)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Assouplissement de l'obligation de stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation*) (p. 12366). (p. 12366). - **Article 40 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-8, L. 526-10, L. 526-12 et L. 526-14 du code de commerce - *Diverses simplifications du régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée*) (p. 12367). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 141-1, L. 141-2, L. 141-21, L. 144-3 à L. 144-5, L. 144-8, L. 642-14, L. 911-7, L. 931-8, L. 941-8 et L. 951-6 du code de commerce - *Allègement des formalités d'apport d'un fonds de commerce à une société détenue en totalité par le vendeur du fonds*) (p. 12367). (p. 12368).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 41 bis (priorité) (nouveau)** (art. 1592, 1844, 1844-4, 1844-5, 1844-6, 1846, 1865 du code civil - *Diverses mesures de simplification et*

de clarification du droit général des sociétés et du régime des sociétés civiles) (p. 12501). (p. 12501). - **Article 42 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-9 et L. 227-1 du code de commerce - Dispense de recours à un commissaire aux apports pour évaluer un apport en nature dans certains cas, concernant la société à responsabilité limitée et la société par actions simplifiée) (p. 12502). - **Article 42 bis (priorité) (nouveau)** (art. L. 223-24, L. 223-27, L. 223-29 et L. 223-30 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification du régime des sociétés à responsabilité limitée) (p. 12502). (p. 12502, 12503). (p. 12503). - **Article 43 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 17, 17-1, 19 et 21 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et art. L. 335-5 du code de l'éducation - Allègement des obligations de qualification professionnelle pour l'exercice de certaines activités artisanales et transposition dans le domaine artisanal de la directive du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 12504, 12506). (p. 12506). (p. 12507). (p. 12508). - **Article 45 (priorité) (Habilitation en vue de simplifier et de rationaliser les obligations d'information et de publication des sociétés)** (p. 12509). (p. 12509). - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12511). (p. 12514). (p. 12515). (p. 12516). - **Article 45 ter**

(priorité) (supprimé) (art. 223 quinquies C du code général des impôts - Élargissement du périmètre des sociétés tenues de déclarer à l'administration fiscale les bénéfices du groupe réalisés pays par pays) (p. 12517). - **Article 45 quater B (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-46 et L. 561-47 [nouveaux] du code monétaire et financier - Obligation pour les sociétés de publier des informations relatives à leurs bénéficiaires effectifs) (p. 12518, 12519). - **Article 45 quater (priorité)** (art. 5 et 53 de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes, art. L. 820-3, L. 821-1, L. 821-2, L. 821-5, L. 821-12-2, L. 822-1-3, L. 822-1-5, L. 822-1-6, L. 822-11, L. 822-11-2, L. 822-15, L. 823-1, L. 823-2, L. 823-3-1, L. 823-12-1, L. 823-15, L. 823-16, L. 824-7, L. 824-9, L. 824-13 et L. 824-15 du code de commerce, art. L. 931-13 du code de la sécurité sociale et art. L. 612-45 du code monétaire et financier - Ratification, avec modifications, de l'ordonnance du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes) (p. 12522). (p. 12523).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation des aéroports** - (12 juillet 2016) (p. 13653).

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (commission des lois) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (commission des lois) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le droit au logement opposable et la disparité dans la mobilisation du contingent préfectoral entre les départements** - (10 mai 2016) (p. 7223, 7224). (p. 7225).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16958, 16959). - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16974).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalage et de terrasse dans l'arrondissement) (p. 17021). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17025). (p. 17028). (p. 17029, 17030). (p. 17032). (p. 17033). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2511-39 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de gestion locale entre les arrondissements en cas de désaccord avec le conseil municipal) (p. 17035). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17038). - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices

spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17052). (p. 17056). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique des établissements de jeux) (p. 17070).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17141).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20873, 20874).

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :

MAGNER (Jacques-Bernard)
sénateur (Puy-de-Dôme)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 414). (p. 414). (p. 418). (p. 420). (p. 420).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Sanctions pénales en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations en matière d'accès et de partage des avantages) (p. 448, 449). (p. 449). (p. 450). (p. 450).

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement de la centrale nucléaire du Blayais** - (26 janvier 2016) (p. 688). (p. 688).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18283, 18284).

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre titulaire du Haut conseil à la vie associative.

Membre titulaire du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 144 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Audition du général Gaëtan Poncelin de Raucourt, directeur du projet Réserve du ministère de la défense.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen d'amendements déposés par les rapporteurs sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3808, 3809).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds de soutien à l'investissement local** - (28 avril 2016) (p. 6002).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14398, 14401). - **Article 8 (supprimé)** (*art. L. 3142-46-1 [nouveau] du code du travail ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Congé pour l'exercice de responsabilités associatives*) (p. 14433). (p. 14435). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 14443). (p. 14444). - **Article 11 bis (supprimé)** (*art. L. 1221-13 du code du travail - Information des représentants du personnel relative au volontaires en service civique*) (p. 14450). (p. 14451). - **Article 12 ter** (*art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique*) (p. 14453, 14454). - **Article 12 octies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 116-1 [nouveau] du code du service national - Cadets de la défense*) (p. 14461). - **Article 12 nonies (supprimé)** (*titre 1er bis du livre 1er du code du service national - Service civique obligatoire*) (p. 14464, 14465). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 14465). (p. 14466).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14 bis A** (p. 14481). - **Article 14 bis** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille*) (p. 14482). (p. 14485). - **Article 14 nonies** (*art. 48 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Prolongation de l'expérimentation du dispositif dit de « dernier mot aux parents » pour l'orientation scolaire*) (p. 14490). - **Article 14 decies** (*Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement*

scolaire) (p. 14497). (p. 14501). - **Article 15 (supprimé)** (art. 6 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit de publication des mineurs de seize ans) (p. 14502, 14503). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14506). - **Article 15 ter (supprimé)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Pré-majorité associative) (p. 14510). - **Article 15 septies (supprimé)** (Rapport sur l'affectation des dépôts et avoirs des comptes inactifs des associations sur un compte d'affectation spéciale au bénéfice du fonds pour le développement de la vie associative) (p. 14512, 14513). - **Article 15 octies A (supprimé)** (art. L. 312-19 du code monétaire et financier - Informations complémentaires sur les comptes inactifs) (p. 14513). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale - Droit personnel à la CMU-C pour les jeunes) (p. 14540). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 413-2 et 413-3 du code civil - Émancipation à leur demande des mineurs âgés de plus de seize ans) (p. 14544). - **Article 19 septies A (supprimé)** (art. L. 5131-6-1 [nouveau] du code du travail - Éligibilité des personnes bénéficiant de l'allocation prévue par le contrat d'insertion dans la vie sociale au dispositif de caution publique pour le permis de conduire) (p. 14547). - **Article 19 septies** (p. 14548, 14549). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14551).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 de loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État, 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier

1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Élargissement des conditions d'accès au troisième concours de la fonction publique) (p. 14915). (p. 14916). (p. 14916). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14931, 14932). (p. 14932).

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15209, 15210).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) - président de la mission d'information sur l'orientation scolaire (p. 15233, 15234). (p. 15240, 15241).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19581).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Question préalable** (p. 20790, 20792).

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 14 janvier 2016.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 282 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative aux effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques [n° 312 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Défis et opportunités - Collectivités françaises des Amériques [n° 621 (2015-2016)] (23 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 65 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 127 (2016-2017)] (16 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Innover dans le tourisme outre-mer, la clé du succès [n° 232 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition de l'office de développement de l'économie agricole des DOM.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Perspectives de développement de l'agriculture biologique.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Geoffroy Filoche, de l'Institut de recherche et de développement (IRD) co-auteur du rapport sur les zones de droits d'usage collectifs, concessions et cessions en Guyane française.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition d'Ecocert France.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des représentants de la Commission européenne.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des services du Gouvernement en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la chambre d'agriculture et de l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA), de Nouvelle-Calédonie.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition du Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) et d'associations de producteurs de Guadeloupe.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Relancer la construction en milieu rural - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation de rapporteurs.

Normes sanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - audition de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de l'Association française de normalisation (AFNOR normalisation).

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM)

et de la fédération des entrepreneurs et artisans du bâtiment et des travaux publics de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec La Réunion.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour une République numérique** [n° 535 (2015-2016)] - (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6256, 6257). (p. 6258, 6259).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture** [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - *Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7354, 7355). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7383). (p. 7385).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens*) (p. 7531, 7532). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7579).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs**

[n° 662 (2015-2016)] - (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10526).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (7 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 29 bis B** (p. 12564, 15265).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14610, 14611).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017** [n° 106 (2016-2017)]

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 17416). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 17433, 17434).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17516).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques** [n° 65 (2016-2017)] - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17800, 17801). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17817).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional** [n° 52 (2016-2017)] - (23 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18320, 18321).

MALHERBE (Hermeline)
sénatrice (Pyrénées-Orientales)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 103, 104). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 122). (p. 123). (p. 123). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 132). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 133).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3007).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3796, 3797).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'élevage** - (8 mars 2016) (p. 3881). (p. 3882).

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7170, 7172).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 9** (*art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7382). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional*) (p. 7434).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9461).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9584). (p. 9586). (p. 9589). (p. 9591). (p. 9599). (p. 9606). (p. 9609). (p. 9609). (p. 9611).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (*art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion*) (p. 10279, 10280). - **Article 28** (*art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés*) (p. 10308).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (*art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10342). (p. 10353).

- **Question orale sans débat sur la diffusion des éditions locales de France 3 Pays catalan sur les box et le satellite** - (19 juillet 2016) (p. 13718). (p. 13719).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des départements** - (4 octobre 2016) (p. 14411, 14412). (p. 14412).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (*art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction*

entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives (p. 17464). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17508). (p. 17511).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides à la viticulture** - (17 novembre 2016) (p. 17568). (p. 17569).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] (suite)**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (*Objectifs de dépenses de la branche famille*) (p. 17587).

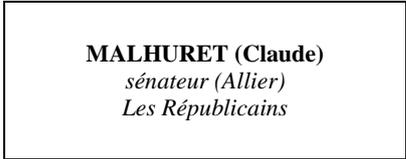
- *Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]* - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18456).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme -

Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18702). (p. 18705). - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne*) (p. 18718). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - *Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne*) (p. 18723). (p. 18724). - **Article 8 decies (supprimé)** (*Définition à titre expérimental de délais raisonnables d'accès aux services de santé par le projet régional de santé*) (p. 18727, 18728). (p. 18728).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18781). (p. 18782).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20875, 20876).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La Turquie : une relation complexe mais incontournable [n° 736 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomar, directeur de l'Institut français des relations internationales et de M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Pierre-Antoine Molina, directeur général des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4210, 4211). (p. 4215). (p. 4217). (p. 4220). (p. 4220). (p. 4221). (p. 4224). (p. 4224). (p. 4224). (p. 4225). (p. 4225). (p. 4230, 4231).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4253, 4254). - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. 42 et 48 de la Constitution - Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise*) (p. 4257). - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4272). (p. 4281). - **Rappel au règlement** (p. 4286, 4287).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur l'accueil des réfugiés** - (12 mai 2016) (p. 7489). (p. 7490).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9253, 9254). (p. 9258). (p. 9259). (p. 9261). (p. 9261, 9262). (p. 9263). (p. 9265). (p. 9268). (p. 9269). (p. 9271). (p. 9271). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9272).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15193, 15194).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17453, 17454).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique étrangère** - (1er décembre 2016) (p. 18474, 18475). (p. 18475).

MANABLE (Christian)
sénateur (Somme)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les communes nouvelles, histoire d'une révolution silencieuse : raisons et conditions d'une réussite [n° 563 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'incidence de la réforme territoriale sur la politique de décentralisation

culturelle : quel rôle pour les collectivités ? Quels enjeux dans les territoires ?.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Communication et examen de l'avis de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1599).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3960).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (*art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 4010).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive*) (p. 8338).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail à Amiens** - (26 mai 2016) (p. 8729).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexes** (p. 18768).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme** - (15 décembre 2016) (p. 19439).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20858).

MANDELLI (Didier)
sénateur (Vendée)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 12 janvier 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 370 (2015-2016)] pour l'économie bleue [n° 430 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi pour l'économie bleue [n° 540 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction des déchets en résultant [n° 700 (2015-2016)] (20 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 180 (2016-2017)] (5 décembre 2016) - **Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - Anciens combattants.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi pour l'économie bleue.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Permis de conduire et professions de l'enseignement de la conduite.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et voitures » - Table ronde sur l'accidentalité routière et les différences de comportements entre les hommes et les femmes au volant.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Marie-Cécile Degryse, chef adjoint du bureau de la prévention des filières à responsabilité élargie du producteur, ministère de l'environnement, et de M. Cyril Hosatte, chargé de mission déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carencu, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 233, 234).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 4015, 4017). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 219, 219 bis, 241 et 251 du code des douanes, art. 3, 43 et 57 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 - Moderniser le régime de francisation des navires) (p. 4032). - **Article 1er bis B** (art. 219 du code des douanes - Francisation de navires gérés depuis la France) (p. 4032). - **Article 1er ter C** (art. 252 et 252 bis [nouveau] du code des douanes - Responsabilité en matière d'hypothèque maritime) (p. 4034). - **Article 2 bis** (art. L. 5511-3, L. 5511-4, L. 5532-1, L. 5542-5, L. 5542-18, L. 5552-16, L. 5552-18, L. 5715-4, L. 5735-4, L. 5745-4, L. 5755-4, L. 5762-1, L. 5772-1, L. 5785-3 et L. 5795-4 du code des transports, art. L. 121-5 du code de justice militaire, art. L. 921 7 et L. 945 4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 11 du code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, art. 59 et 993 du code civil, art. 54 du code du travail maritime, art. 3, 5, 6, 6, 1 et 10 de la loi n° 42-427 du 1er avril 1942 relative aux titres de navigation maritime, art. 1er de la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938, et art. 9 de l'ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports - Réforme du rôle d'équipage : dispositions de coordination) (p. 4036). - **Article 2 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Applicabilité outre-mer) (p. 4037). - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-7 du code des transports - Renforcer la représentation de la région au sein du conseil de surveillance des grands ports maritimes) (p. 4039). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4041). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime) (p. 4043). (p. 4045). (p. 4047). (p. 4047). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 219-6-1 du code de l'environnement - Composition des conseils maritimes de façade) (p. 4048). - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA) (p. 4050). - **Article 5 bis** (art. L. 5511-1 du code des transports - Distinction entre les marins pêcheurs et les marins de commerce) (p. 4054). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 4054). (p. 4055). (p. 4055, 4056). - **Article 5 ter** (art. L. 5521-1, L. 5521-2, L. 5524-1 et L. 5725-1 du code des transports - Dispositions réglementaires en matière d'aptitude médicale et de formation professionnelle des marins) (p. 4056, 4057). (p. 4057). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 4058). (p. 4059). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5521-5 [nouveau] du code des transports - Fonctions de capitaine et de suppléant pour la petite pêche) (p. 4060).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2016) - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 5543-1-1, L. 5543-2-1, L. 5544-4, L. 5544-16, L. 5544-32, L. 5544-40 et L. 5623-9 du code des transports - Consultation des partenaires sociaux sur certains projets de textes réglementaires en matière de droit du travail maritime) (p. 4489). (p. 4490). - **Article 6 quater (nouveau)** (art. L. 5543-3-1 du code des transports - Durée de protection des délégués de bord contre le licenciement en cas de renouvellements fréquents et significatifs de l'équipage) (p. 4490, 4491). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 4491). (p. 4491). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5551-1 et L.5553-11 du code des transports - Exonérations de cotisations sociales pour les employeurs de gens de mer) (p. 4493, 4494). (p. 4494). (p. 4495). (p. 4496). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4497). (p. 4498). - **Article 9 ter (Applicabilité outre-mer)** (p. 4501). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 4501). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5611-2 et L. 5611-3 du code des transports - Ouverture du registre international français à la grande pêche et aux navires de plaisance professionnelle de plus de 15 mètres) (p. 4502, 4503). (p. 4503). (p. 4503). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5612-3 du code des transports - Permettre le calcul de la proportion de marins communautaires à l'échelle de la flotte sous RIF) (p. 4504). - **Article 11 (suppression maintenue) (Demande de rapports)** (p. 4505). - **Article 12** (art. L. 321-3 du code de la sécurité intérieure - Autoriser les jeux de hasard sur les ferries et tous les navires de croisière) (p. 4507, 4508). - **Article 12 bis C** (art. 1er et 6 bis de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - Lutte contre l'abandon des navires de plaisance) (p. 4509). - **Articles additionnels après l'article 12 bis C** (p. 4510). (p. 4511). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4513).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 4537). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4539, 4540). (p. 4541, 4542). - **Article 12 quinquies** (art. L. 5441-1 et L. 5442-1 du code des transports et art. L. 611-1 du code de la sécurité intérieure - Extension de la possibilité de recourir à des entreprises privées de protection des navires) (p. 4544). (p. 4545). - **Article additionnel après l'article 12 sexies** (p. 4547). - **Article 12 septies** (art. L. 4000-3, L. 4200-1, L. 4251-1 et L. 5241-1 du code des transports - Navigation des bateaux fluviaux dans les estuaires) (p. 4548). (p. 4548). - **Article 12 octies** (art. L. 5332-1 A [nouveau] du code des transports - Prise en charge des frais liés à l'évaluation de sûreté des ports et installations portuaires) (p. 4549). - **Article 12 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5332-2 et L. 5332-6 du code des transports

- Extension aux navires situés dans la zone de sûreté portuaire du droit de visite autorisé dans les zones d'accès restreint) (p. 4549). - **Article 12 undecies** (art. L. 5332-8 [nouveau] du code des transports - Enquêtes administratives réalisées dans le domaine de la sûreté portuaire) (p. 4550). - **Article 12 terdecies** (art. L. 5336-10 du code des transports - Délit d'intrusion dans une zone portuaire d'accès restreint) (p. 4551). - **Article additionnel après l'article 12 terdecies** (p. 4551). - **Article 12 quaterdecies (nouveau)** (art. L. 5763-1, L. 5773-1 et L. 5783-1 du code des transports - Coordination outre-mer) (p. 4552). - **Article additionnel après l'article 12 quaterdecies** (p. 4552). - **Articles additionnels après l'article 18 quater** (p. 4584). (p. 4585). (p. 4586). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6 et L. 125-5 du code des assurances - Instituer un régime d'assurance adapté pour les installations d'énergies marines renouvelables) (p. 4589). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4591). (p. 4592). (p. 4593). - **Article 19 bis A (nouveau)** (art. 52 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Systèmes de distribution de gaz naturel liquéfié et d'alimentation électrique à quai dans les ports) (p. 4594). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 4595). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 512-68, L. 512-69, L. 512-71 [abrogé], L. 512-72, L. 512-74, L. 512-76, L. 512-80 et L. 512-83 du code monétaire et financier - Finalisation du processus d'adossement du Crédit maritime mutuel au groupe des Banques populaires et des Caisses d'épargne) (p. 4596). - **Article additionnel après l'article 22 quater** (p. 4597). (p. 4598). - **Article additionnel après l'article 22 sexies** (p. 4599). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Code de la mer) (p. 4600). (p. 4601). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4602). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4603).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives) (p. 5140). (p. 5140). (p. 5141, 5142). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade) (p. 5145). (p. 5148). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5153). (p. 5155). (p. 5156).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7978, 7979).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue - Commission mixte paritaire [n° 541 (2015-2016)]** - (7 juin 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 9170, 9171).

- Rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 9 ter** (Application des dispositions à l'outre-mer) (p. 9198). - **Article 22** (Indication de la provenance des produits aquatiques dans le cadre de la restauration et de la vente à emporter) (p. 9198). - **Article 22 septies** (Dispositions spécifiques à l'outre-mer) (p. 9198).

- **Question orale sans débat sur la ligne Nantes-Bordeaux** - (11 octobre 2016) (p. 14739). (p. 14740).

MANDON (Thierry)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification
(jusqu'au 12 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 18, 20).
- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7191, 7194).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (I)** - (26 mai 2016) (p. 8721).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (II)** - (26 mai 2016) (p. 8722, 8723).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (III)** - (26 mai 2016) (p. 8725, 8726).

MARC (Alain)
sénateur (Aveyron)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obtention du doctorat par validation des acquis de l'expérience pour les étudiants des grandes écoles** - (23 juin 2016) (p. 10361, 10362).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'entrée de l'université** - (7 juillet 2016) (p. 12447).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique éducative** - (7 juillet 2016) (p. 12451, 12452).
- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16294, 16296). - **Article 1er** (art. L. 612-6 et L. 612-6-1 (nouveau) du code de l'éducation - *Sélection à l'entrée en master et poursuite d'études*) (p. 16305). (p. 16306). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 16307).
- **Question orale sans débat sur le stage obligatoire dans une petite entreprise pour les étudiants des grandes écoles** - (20 décembre 2016) (p. 20833).
- **Question orale sans débat sur les auxiliaires de vie scolaire** - (20 décembre 2016) (p. 20834).
- **Question orale sans débat sur les élèves français de l'étranger et l'option sport de haut niveau au baccalauréat** - (20 décembre 2016) (p. 20835).
- **Question orale sans débat sur la régénération des huiles noires** - (20 décembre 2016) (p. 20836).
- **Question orale sans débat sur la fermeture du poste de police d'Oissel** - (20 décembre 2016) (p. 20836).

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 257 (2015-2016)] visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 598 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Sécurité** [n° 146 tome 15 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour

l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurité » - hors programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (10 février 2016) - **Article 3 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 2609).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2880).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4166).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4449, 4450).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture** [n° 473 (2015-2016)] - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4468, 4469).

- **Question orale sans débat sur les atterrissements dans les cours d'eau** - (10 mai 2016) (p. 7203, 7204). (p. 7204).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture** [n° 578 (2015-2016)] - (11 mai 2016) - **Article 7** (art. L. 371-3 et L. 213-13-1 du code de l'environnement - *Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité*) (p. 7368).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs** [n° 257 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8055, 8056). - **Article 1er** (*Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées*) (p. 8069).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture** [n° 589 (2015-2016)] - (24 mai 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 8188).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - *Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 8319). - **Article 22** (**Texte non modifié par la commission**) (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 8338, 8339). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes*) (p. 8387). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - *Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine*) (p. 8390).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9166, 9167).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9509).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10153). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2,

L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité (p. 10213). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10214).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12397). - **Article 31 bis A (priorité)** (art. L. 310-2 du code de commerce - Durée maximale des ventes au déballage pour les professionnels dans un même arrondissement) (p. 12403). (p. 12404). (p. 12404). - **Articles additionnels après l'article 31 bis B (priorité)** (p. 12405).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 221-2, L. 324-2 du code de la route et art. 495-17 à 495-24 [nouveaux] du code de procédure pénale - Application de la procédure de l'amende forfaitaire à certains délits routiers) (p. 13964).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17052, 17053).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18292, 18293).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18514, 18515).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18681). - **Article 3** (art. 8 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la

montagne - Adaptation des politiques publiques aux spécificités de la montagne et des massifs) (p. 18683). (p. 18683). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18686). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18689). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18713). (p. 18714). (p. 18717). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18722). - **Article 8 octies** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Délivrance de l'autorisation d'exercer la propharmacie) (p. 18725). (p. 18725, 18726).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18768). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral) (p. 18828, 18829). (p. 18829). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18834).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-5 du code de l'urbanisme - Autorisation de la construction d'annexes, de taille limitée, aux constructions isolées en zone de montagne) (p. 18912). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18922). (p. 18923). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18930, 18931). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18932). (p. 18933). (p. 18933, 18934). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18940). (p. 18940). (p. 18941). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18949).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 20883). (p. 20883). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 20884).

MARC (François)
sénateur (Finistère)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le système financier parallèle : pour une transparence accrue et une régulation améliorée en Europe [n° 607 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Pologne : un dialogue nécessaire avec un nouveau « grand » de l'Union européenne [n° 746 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement des PME : quelle mobilisation des instruments financiers européens ? [n° 768 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Phase I de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 122 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la phase I de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 123 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Affaires européennes [n° 140 tome 2 fasc. 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport

d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonhecarrère.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Moyens et priorités du contrôle fiscal - Audition conjointe de MM. Raoul Briet, président de la première chambre de la Cour des comptes, Gérard Orsini, président de la commission juridique et fiscale de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), Patrice Puypéroux, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France, et Bruno Parent, directeur général des finances publiques, accompagné de M. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal (DGFIP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des finances*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Sivieude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Jacques d'Estais, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Philippe Brassac, directeur général de Crédit agricole SA.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement en Pologne : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard et François Marc.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. François Marc sur la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Communication de M. François Marc sur le budget de l'Union européenne pour 2017.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition de M. Cyrille Dero, directeur fiscal du groupe Danone, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS bureau Francis Lefebvre, Mme Catherine Henton, directrice fiscale du groupe Sanofi-Aventis, Mme Laurence Jaton, directeur fiscal groupe adjoint d'Engie, M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale, M. Valère Moutarlier, directeur « Fiscalité directe, coordination fiscale, analyse économique et évaluation » de la Commission européenne, et de M. François Soulmagnon, directeur général de l'Association française des entreprises privées (AFEP), sur les propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Régulation de la finance parallèle (shadow banking) : communication de M. François Marc.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les circuits d'évasion fiscale organisée** - (9 février 2016) (p. 2496). (p. 2496, 2497).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (29 avril 2016) - **Article 23 quater (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs) (p. 6094, 6095). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6097). (p. 6098).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 14 et 34 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Ouverture des tables de poker en ligne) (p. 6236, 6237). - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6237, 6238). (p. 6239). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 6249, 6250). (p. 6250). (p. 6250). - **Intitulé du projet de loi** (p. 6266).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8899).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau],

L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9533).

- **Question orale sans débat sur l'attractivité et le développement économique dans les villes moyennes** - (30 juin 2016) (p. 12037, 12038). (p. 12038, 12039).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12558). (p. 12558).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 34** (art. L. 211-4, L. 214-154, L. 214-160 et L. 214-169 du code monétaire et financier - *Habilitation en vue de favoriser les émissions obligataires, pour améliorer le financement des entreprises*) (p. 12584). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37-2 [nouveau], L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-81, L. 225-

82-2 [nouveau], L. 225-100 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - *Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées*) (p. 12604).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 35** (art. L. 6111-2, L. 6313-1 et L. 5223-1 du code du travail - *Apprentissage de la langue française dans le cadre de la formation professionnelle*) (p. 14903). (p. 14912).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la redistribution fiscale** - (3 novembre 2016) (p. 16643).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19588). (p. 19600). - **Article 23 septies (nouveau)** (art. 1499 et 1499-00 A [nouveau] du code général des impôts - *Modification des modalités de calcul de la valeur locative de certains établissements industriels*) (p. 19612). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - *Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP): poursuite de la trajectoire de la composante « déchets »*) (p. 19630, 19631). (p. 19633). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19634). (p. 19636). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19671, 19672). (p. 19672).

MARIE (Didier)
sénateur (Seine-Maritime)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 3 mai 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : **Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne [n° 414 (2015-2016)]** (18 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : **L'Union européenne et les négociations interchypriotes [n° 663 (2015-2016)]** (2 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'Union européenne et les négociations interchypriotes [n° 664 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe [n° 124 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Economie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (commission des lois) : Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre

1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*): Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*): Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne: rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*): Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*): Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni: communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*): Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Christophe Léonzi, directeur adjoint de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée): rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Pascal Brice, directeur général de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Audition de M. Philippe Léglise-Costa, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Jean-François Dubost, responsable du programme de protection des populations à Amnesty International France, et de Mme Sylvie Houedenou, responsable de la commission des personnes déracinées à Amnesty International France.

Audition de M. Ralf Gruenert, représentant ad interim et Mme Céline Schmitt, porte-parole et responsable de l'information du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en France.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie: proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition conjointe d'organisations non gouvernementales (ONG).

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Élargissement - Négociations en vue de la réunification de la république de Chypre: rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Didier Marie.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*): Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie: communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. David Skuli, directeur central de la police aux frontières du ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Audition de M. Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, chercheur visiteur à Carnegie Europe.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne: communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*): Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Recherche et propriété intellectuelle - Avis politique de M. Daniel Raoul sur la protection juridique des variétés végétales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Marc-Étienne Pinauld,

coordinateur Brexit au secrétariat général du ministère de l'intérieur, M. Gilles Barbey, commandant de police, chef de la section « négociations européennes » à la direction centrale de la police judiciaire et M. Frédéric Baab, membre national d'Eurojust pour la France.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Philippe Léglise-Costa, secrétaire général aux affaires européennes.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Piris, ancien juriste du Conseil européen.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2277, 2279).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4164).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Conseil européen et la crise migratoire** - (17 mars 2016) (p. 4268).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5134, 5125). - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives) (p. 5143). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade) (p. 5147). (p. 5150). (p. 5152). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-15 et L. 332-16 du code du sport - Possibilité de transmettre des éléments relatifs aux personnes faisant l'objet d'une interdiction de stade aux organismes sportifs internationaux) (p. 5156). (p. 5157). (p. 5157). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles

d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs) (p. 5159). (p. 5160). - **Article 5** (art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - Création d'une instance nationale du supportérisme) (p. 5163). (p. 5165).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9252, 9253). (p. 9270).

- **Question orale sans débat sur les violences en milieu scolaire et les agressions contre les enseignants** - (21 juin 2016) (p. 10122, 10123). (p. 10123).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10175).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12235, 12236). (p. 12248). (p. 12249). (p. 12249). (p. 12254).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12342). (p. 12350). (p. 12350).

- **Question orale sans débat sur les personnels exerçant dans les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté de Seine-Maritime** - (11 octobre 2016) (p. 14737). (p. 14738).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14966). - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14972, 14973). (p. 14975). (p. 14975, 14976). - **Article 2 (supprimé)** (Action en responsabilité en cas de manquement à l'obligation d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance) (p. 14976). - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 14977). - **Article 4 (nouveau)** (Entrée en vigueur des nouvelles obligations d'information) (p. 14977). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14979).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15194, 15195).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18784, 18786).

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UDI-UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 19, 22 janvier, 3, 16 février, 29 mars, 28, 29 avril, 4 mai, 7, 9, 17 juin, 7 juillet, 5 octobre, 18 novembre, 6, 16 et 17 décembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction des déchets en résultant [n° 700 (2015-2016)] (20 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 140 tome 3 annexe 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à M. Abdessamad Kayouh, président du groupe d'amitié Maroc-France de la Chambre des conseillers du royaume du Maroc** - (29 mars 2016) (p. 4829).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 20** (*art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14607). (p. 14609). - **Article 25** (*art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS)* -

Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social) (p. 14645).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 38 ter (supprimé)** (*Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage*) (p. 15086). (p. 15089).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retour des combattants français de Daech sur le territoire national** - (27 octobre 2016) (p. 16401).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 2** (art. L. 2512-2 et L. 2512-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime juridique du conseil de Paris) (p. 16975). - **Article 10** (*Maintien des mandats en cours*) (p. 16986). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Substitution de la Ville de Paris aux communes et département de Paris dans tous leurs actes*) (p. 16988). (p. 16988). (p. 16989). (p. 16989). (p. 16989).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 17088). - **Article 36** (art. L. 327-1 à L. 327-3, L. 350-1, L. 350-6 du code de

l'urbanisme ; art. 1531-1 du code général des collectivités territoriales ; art. 1042 du code général des impôts - Création des sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national, SPLA-IN) (p. 17099). (p. 17099, 17100). (p. 17100). (p. 17100). - **Article 38** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense*) (p. 17105). (p. 17109). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Extension des missions de la Société du Grand Paris à des activités d'exploitation de réseaux de chaleur) (p. 17113). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17126).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19675).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19831).

MASCLET (Patrick)

*sénateur (Nord)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 415 (2015-2016)] modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 516 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen des amendements au texte de la commission.

République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 8 mars 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Biométrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des règles de gestion de trésorerie des communes** - (9 février 2016) (p. 2499, 2500). (p. 2500).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3869, 3870).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5676, 5677).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 5693). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 5695, 5696).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités territoriales** - (31 mai 2016) (p. 8909). (p. 8910).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8934, 8935).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Direction de l'action du Gouvernement : coordination du travail gouvernemental [n° 142 tome 9 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de M. György Karolyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de M. Sandro Gozzi, secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Audition de M. Philippe Légglise-Costa, secrétaire général aux affaires européennes.

MASSON (Jean-Louis)
sénateur (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ce que l'organisation des scrutins nationaux et locaux se réfère au nombre de citoyens inscrits sur les listes électorales et non à la population [n° 285 (2015-2016)] (4 janvier 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à organiser la procédure des questions écrites dans les collectivités territoriales [n° 305 (2015-2016)] (15 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à appliquer dès le 1er janvier 2017, l'interdiction du cumul d'une fonction exécutive locale avec le mandat de député européen [n° 350 (2015-2016)] (1er février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique visant à appliquer dès le 1er janvier 2017, l'interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale [n° 351 (2015-2016)] (1er février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à prendre en compte le mandat de conseiller communautaire dans la limitation des cumuls de mandats pour les parlementaires [n° 401 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter les cas de double nationalité [n° 419 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à préserver le principe de réciprocité des droits et des obligations face aux empiètements des communautarismes [n° 420 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à interdire aux auteurs de crimes ou de délits et à leurs ayants droits de se porter partie civile contre leurs victimes ou contre les forces de l'ordre [n° 460 (2015-2016)] (10 mars 2016) - **Justice.**

Proposition de loi organique tendant à ce que les élections législatives soient organisées en même temps que l'élection présidentielle [n° 468 (2015-2016)] (15 mars 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à supprimer les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux [n° 547 (2015-2016)] (20 avril 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à faciliter la saisine du Conseil constitutionnel par les parlementaires [n° 572 (2015-2016)] (3 mai 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à limiter le cumul des mandats parlementaires dans le temps [n° 584 (2015-2016)] (9 mai 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à interdire l'instauration de péages sur les sections d'autoroutes existantes et actuellement gratuites [n° 586 (2015-2016)] (10 mai 2016).

Proposition de loi tendant à faciliter la prise en compte des demandes des communes pour changer d'intercommunalité [n° 627 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à octroyer aux retraités un crédit d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile [n° 651 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux délais de versement des subventions attribuées aux communes par les régions ou les départements [n° 678 (2015-2016)] (10 juin 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à encadrer l'évolution du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties [n° 846 (2015-2016)] (21 septembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à ce que les dépenses engagées pour une élection primaire soient intégrées dans le compte de campagne des candidats [n° 1 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative au cumul d'une mission temporaire confiée par le Gouvernement avec un mandat parlementaire [n° 14 (2016-2017)] (6 octobre 2016).

Proposition de loi tendant à rectifier les limites des départements afin d'éviter tout chevauchement avec les intercommunalités [n° 17 (2016-2017)] (10 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à interdire aux auteurs de crimes ou de délits et à leurs ayants droits de se porter partie civile contre leurs victimes ou contre les forces de l'ordre [n° 37 (2016-2017)] (14 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à l'expulsion définitive des délinquants étrangers ayant été condamnés à une peine d'un an de prison ou plus [n° 105 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à garantir l'indemnisation des communes lorsque des bâtiments communaux ou des infrastructures publiques ont subi des dégâts miniers [n° 149 (2016-2017)] (25 novembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à supprimer le monopole des syndicats dits «représentatifs» pour la présentation des candidatures aux élections professionnelles [n° 175 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à harmoniser et à compléter les modalités des scrutins secret et public au sein des conseils municipaux, départementaux et régionaux [n° 210 (2016-2017)] (9 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le champ d'intervention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine** - (26 janvier 2016) (p. 702). (p. 703).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 711).

- **Rappel au règlement** - (26 janvier 2016) (p. 721, 722).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2138). - **Article 5** (art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 2161). - **Article 10** (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - *Création de nouveaux délits terroristes*) (p. 2165). (p. 2166).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le régime des cultes en Alsace-Moselle** - (11 février 2016) (p. 2735, 2736). (p. 2736).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - *Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2871).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2999).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3864, 3865). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3874). (p. 3876). (p. 3878).

- **Rappel au règlement** - (8 mars 2016) (p. 3887).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)] (suite)** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3891).

- **Question orale sans débat sur les régimes complémentaires de retraite des élus locaux et la reprise d'activité** - (15 mars 2016) (p. 4106). (p. 4106, 4107).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4207, 4209). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4209, 4210). (p. 4210). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - *Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4213). (p. 4217). (p. 4223). (p. 4225). (p. 4226). (p. 4230).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4246). (p. 4248). (p. 4250). (p. 4251). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4256). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 42 et 48 de la Constitution - *Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise*) (p. 4257).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4315).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4333).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 1er** (art. 706-89, 706-90, 706-91 et 706-92 du code de procédure pénale - *Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire et en information judiciaire en matière terroriste*) (p. 4899). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4901). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 706-104 [nouveau] du code de procédure pénale - *Interdiction d'utilisation des techniques d'enquête de la criminalité organisée à l'encontre des parlementaires et des « professions protégées »*) (p. 4912). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 4912). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 4922).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5115).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5132, 5133).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6277, 6278).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6294, 6295).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7164, 7165).

- **Question orale sans débat sur le cumul de mandats** - (10 mai 2016) (p. 7222). (p. 7223).

- **Rappel au règlement** - (11 mai 2016) (p. 7347).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - *Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7352).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8002, 8003). - **Article unique** (p. 8008). (p. 8008, 8009). (p. 8009). (p. 8011). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 8013). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8014).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article 1er** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - *Protection des sources des journalistes*) (p. 8734).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions d'accès au revenu de solidarité active*) (p. 8898, 8899). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8912).

- **Question orale sans débat sur la réforme du code minier** - (7 juin 2016) (p. 9129). (p. 9130).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9461).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3,

L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9583).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le redécoupage de la carte des intercommunalités** - (23 juin 2016) (p. 10369). (p. 10370).

- **Rappel au règlement** - (23 juin 2016) (p. 10370, 10371).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] (suite) - (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10634).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (4 octobre 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14422). - **Article 1er** (*Institution d'une réserve citoyenne*) (p. 14423). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Sections territoriales de la réserve civique*) (p. 14424). (p. 14425). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Organismes et conditions d'accueil des réservistes*) (p. 14427).

- **Question orale sans débat sur la retraite complémentaire des élus locaux** - (11 octobre 2016) (p. 14735). (p. 14736).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] (suite) - (18 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15211, 15212).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (8 novembre 2016) - **Article 17** (**supprimé**) (*art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris*) (p. 17039).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18787).

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UDI-UC

NOMINATIONS

Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

DÉPÔTS

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la SNCF.

Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des cyclistes [n° 288 (2015-2016)] (12 janvier 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à faciliter la recombinaison de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : 30 ans après Tchernobyl : leçons et perspectives [n° 140 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense**.

Proposition de loi relative au droit d'opposition du maire à l'inscription d'un enfant résidant dans sa commune dans une école publique située dans une autre commune [n° 205 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Lutte contre le gaspillage alimentaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Nomination d'un rapporteur, délégation au fond et annonces diverses.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

République numérique - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Dépouillement d'un scrutin.

Économie bleue - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Économie bleue - Désignation des candidats appelés à faire partie de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Désignation de rapporteurs.

Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi pour l'économie bleue.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Questions diverses.

République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Ratification de l'accord de Paris - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Désignation des candidats appelés à siéger au sein de la commission mixte paritaire.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Vote sur la proposition de nomination du président délégué du directoire de la SNCF.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages -

Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication sur le déplacement de la commission au Svalbard.

Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Vote sur la proposition de nomination du président de l'ARAFER.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Communications diverses.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi sur la montagne - Périmètre de la délégation d'articles au fond.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Désignation des candidats à la commission mixte paritaire.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 137, 138).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le double meurtre à Rouen et l'exécution des décisions judiciaires** - (14 janvier 2016) (p. 220, 221). (p. 221).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 255, 256).

- Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Définition de la biodiversité*) (p. 298).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 357). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 370). - **Article 17 ter** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - *Modification de la composition des comités de bassin*) (p. 400). (p. 401).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 444). - **Chapitre II** (*Mesures foncières et relatives à l'urbanisme*) (p. 484, 485). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 512, 513). - **Article 36 quinquiés A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - *Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales*) (p. 523).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) (p. 544). - **Article 51 quinquiés** (art. L. 253-7-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Traitement des fonds de cuve et des résidus de produits phytopharmaceutiques*) (p. 578). - **Article 51 noniés (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - *Soutien aux projets territoriaux visant la suppression des néonicotinoïdes dans le cadre du plan Ecophyto*) (p. 584). - **Articles additionnels après l'article 68 quinquiés** (p. 644).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**. - (22 janvier 2016) - **Article 2** (*Entrée en vigueur*) (p. 658).

- **Question orale sans débat sur les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance sur la vie en déshérence** - (26 janvier 2016) (p. 705). (p. 706).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2244).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2265).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3907). (p. 3908).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable -

Discussion générale (p. 4018, 4019). - **Article 2 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Applicabilité outre-mer*) (p. 4038). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - *Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime*) (p. 4046). - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - *Autoliquidation de la TVA*) (p. 4051, 4052).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2016) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5551-1 et L.5553-11 du code des transports - *Exonérations de cotisations sociales pour les employeurs de gens de mer*) (p. 4494). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4497, 4498).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4604).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5787, 5788).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6009).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6084). - **Article 24** (art. L. 111-5-3 [nouveau] et L. 111-6-1 du code de la consommation et art. L. 111-7-2 [nouveau] et L. 131-4 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - *Régulation des avis en ligne rédigés par des consommateurs*) (p. 6104). (p. 6106). (p. 6106). (p. 6107). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6142). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - *Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques*) (p. 6150, 6151).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 7275, 7276).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) (p. 7400, 7401).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation de compatibilité entre la politique du département en matière d'espaces naturels sensibles et le schéma régional de cohérence écologique, SRCE*) (p. 7469). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7582).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 9145).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9159, 9160).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - rapporteur de l'Union interparlementaire pour la conférence sur le climat - **Discussion générale** (p. 9225, 9226).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9243, 9245). - **Discussion générale** (p. 9261). (p. 9262). (p. 9263). (p. 9266). (p. 9268). (p. 9270).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10646).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13446, 13448).

- Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 52 bis (pour coordination)** (*Liste des moyens accordés aux agents habilités à constater les infractions commises à l'aide d'un moyen de communication électronique en matière d'environnement*) (p. 13519).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'information des maires sur les personnes fichées « S » habitant dans leur commune** - (29 septembre 2016) (p. 14342, 14343). (p. 14343).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15024).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - *Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers*) (p. 16471). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16508, 16509).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2111-3 du code des transports - *Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau*) (p. 16953).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18281, 18283).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 18363, 18364).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18673).

- Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Objectifs de la politique de la montagne*) (p. 18682). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18687). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18735).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18765, 18766). - **Article 14 bis A (nouveau)** (art. L. 8-4 [nouveau] de la loi

n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce - Dispositif d'intermédiation locative en faveur des saisonniers) (p. 18811).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985

relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18904, 18905). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18948).

- Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18954, 18955).

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (délégation sénatoriale à la prospective) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Audition de M. Anouar Khibech, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Audition de M. Franck Jarno, sous-directeur des formations et de l'insertion professionnelle, Mme Catherine Malinie, cheffe du département des écoles supérieures et de l'enseignement supérieur privé, MM. Sébastien Colliat (sous-direction de l'enseignement privé) et Thomas Lewin (direction des affaires financières) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Thomas Campeaux, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, M. Éric Tison sous-directeur des libertés publiques, M. Patrick Audebert, chef du bureau des associations et fondations, M. Arnaud Schaumasse, chef du bureau central des cultes.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Examen du rapport.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte d'identification professionnelle des salariés du BTP** - (31 mars 2016) (p. 5036, 5037).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** - *Nouvelle lecture* [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre

2016) - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 13996).

MÉADEL (Juliette)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'aide aux victimes
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les modalités de gestion des autorisations de plantation** - (21 juin 2016) (p. 10108).
- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière bois** - (21 juin 2016) (p. 10109).
- **Question orale sans débat sur la traite des êtres humains et les migrants** - (21 juin 2016) (p. 10110).
- **Question orale sans débat sur les effectifs de la police aux frontières dans les aéroports parisiens** - (21 juin 2016) (p. 10111, 10112).
- **Question orale sans débat sur l'accès de la police municipale au fichier national des immatriculations** - (21 juin 2016) (p. 10112, 10113).
- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux [n° 842 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14331, 14332). - **Article 6 (nouveau)** (Accès de la Croix Rouge aux listes électorales) (p. 14338, 14339).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux victimes** - (8 novembre 2016) (p. 17046).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (17 décembre 2016) - **Articles additionnels**

MÉDEVIELLE (Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

après **l'article 26** (p. 19732). (p. 19734). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2334-25-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1241-14 du code des transports - Compensation des pertes de recettes consécutives à la réforme du stationnement payant) (p. 19736). (p. 19736). (p. 19736). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19737). (p. 19738). - **Article 26 sexies (nouveau)** (art. 1638 quater du code général des impôts - Débasage du taux de taxe d'habitation) (p. 19739). - **Article additionnel après l'article 26 octies** (p. 19740). - **Article 27** (art. L. 2333-26, L. 2333-30, L. 2333-41, L. 3333-1 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales - Ajustement des dispositions relatives à la taxe de séjour) (p. 19742). (p. 19744). (p. 19745). (p. 19745). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19746). (p. 19747). (p. 19748). (p. 19749). (p. 19749). (p. 19750). - **Article 28** (art. 112, 114, 158 B, 158 octies, 284 quater et 448 du code des douanes, art. 262-0 bis [nouveau] et art. L. 80 I du livre des procédures fiscales - Modernisation et simplification du dispositif de recouvrement de la DGDDI) (p. 19752). (p. 19753). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 29, 104, 265 A, 346, 352 et titre XIII du code des douanes, art. 16, 218, et titre XII du code des douanes de Mayotte, art. 343 du code général des impôts - Suppression de la commission de conciliation et d'expertise douanière et de la commission des hydrocarbures) (p. 19753). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. 265, 265 sexies, 265 septies et 265 octies du code des douanes - Suppression de l'autorisation accordée aux conseils régionaux et à l'assemblée de Corse de moduler le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) (p. 19753). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 19757, 19758). (p. 19758). - **Article 30** (art. 39, 39 duodecimes, 145 et 219 du code général des impôts - Mise en conformité du régime des sociétés mères et filiales) (p. 19759). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 19760). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19762). (p. 19763). (p. 19763). (p. 19764). (p. 19765). (p. 19766). (p. 19768). (p. 19768).

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter la reconstitution de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser une égale répartition des âges sur les listes électorales [n° 823 (2015-2016)] (5 septembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Prévention des risques [n° 145 tome 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénét et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 206, 207).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 278).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité** [n° 609 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de la filière avicole** - (28 janvier 2016) (p. 1988).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture** [n° 766 (2015-2016)] - (11 juillet 2016) - **Article 51 quaterdecies (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille**

des néonicotinoïdes) (p. 13517, 13518). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13530).

- **Question orale sans débat sur l'implantation des nouveaux offices de notaire** - (11 octobre 2016) (p. 14749). (p. 14750).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des retraites agricoles** - (1er décembre 2016) (p. 18473, 18474). (p. 18474).

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de fourniture numérique, COM(2015) 634 final, et la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens, COM(2015) 635 final [n° 413 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 325 (2015-2016)] pour une République numérique [n° 525 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché [n° 103 (2016-2017)] (3 novembre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques - COM (2016) 591 final [n° 121 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Défense**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Médias, livre et industries culturelles : livre et industries culturelles [n° 144 tome 4 fasc. 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 104 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 179 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Union européenne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la stratégie numérique.

Recherche et propriété intellectuelle - Avis politique de M. Daniel Raoul sur la protection juridique des variétés végétales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la directive « Services de médias audiovisuels ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur le Groupement européen des régulateurs des communications électroniques.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public », « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition commune avec la commission des lois et la commission de la culture, de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir : rapport de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Politique commerciale de l'Union européenne - Communication de Mmes Éliane Giraud et Colette Mélot.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports**

collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Article 8** (*art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2012).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2536, 2538).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 3 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 2608). - **Article 5** (*art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes*) (p. 2612). (p. 2613, 2614). (p. 2614). (p. 2614). (p. 2615). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 213-2 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Relations entre les producteurs de phonogrammes et les éditeurs de services de musique en ligne*) (p. 2618, 2619). (p. 2619). - **Article 6 bis (supprimé)** (*art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet*) (p. 2623, 2624). - **Article 7** (*art. L. 214-6 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique*) (p. 2626). (p. 2627). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (*art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 2630).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2776, 2777). (p. 2778). - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2813). (p. 2814).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2933).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3010).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3022). (p. 3022). (p. 3023). (p. 3023).

- **Suite de la discussion** (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3180, 3182).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5778, 5779).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 17 A (supprimé)** (*art. L. 312-9 du code de l'éducation - Prévention et lutte contre les cyberviolences dans les formations à l'utilisation des outils et des ressources numériques dispensées dans les écoles et les établissements d'enseignement*) (p. 5937). - **Article 17** (*art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics*) (p. 5939). (p. 5940). (p. 5941). (p. 5942). (p. 5943). (p. 5944). (p. 5945). - **Article 17 bis** (*art. L. 611-8 du code de l'éducation - Formation diplômante via la mise à disposition de contenus d'enseignement en ligne*) (p. 5947). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 5948). (p. 5949, 5950). (p. 5951). - **Article 18 bis** (*Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites*) (p. 5957, 5958).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) (p. 5970). (p. 5971). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 5972).

- Rappo (p. 5973).

- Rapporteur pour avis - **Article 18 ter** (*art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public*) (p. 5977). (p. 5979). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5983, 5984).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article additionnel après l'article 33 ter** (p. 6136).
- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article additionnel avant l'article 40 AA** (p. 6215).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - *Commission mixte paritaire* [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11986, 11987).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (7 juillet 2016) (p. 12449). (p. 12449).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** - *Nouvelle lecture* [n° 802 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14355, 14356).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la bataille de Mossoul** - (18 octobre 2016) (p. 15206). (p. 15207).
- **Question orale sans débat sur l'entretien des cours d'eau** - (8 décembre 2016) (p. 18607). (p. 18608).

MERCIER (Marie)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 693 (2015-2016)] relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux [n° 841 (2015-2016)] (21 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des lois*) : Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur** - (8 mars 2016) (p. 3884, 3885). (p. 3885).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le gel du vignoble** - (3 mai 2016) (p. 6290, 6291). (p. 6291).

- **Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens**

familiaux [n° 842 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 14332, 14333). - **Article 6 (nouveau)** (*Accès de la Croix Rouge aux listes électorales*) (p. 14338).

- **Question orale sans débat sur les collaborateurs occasionnels du service public experts judiciaires** - (11 octobre 2016) (p. 14742). (p. 14743).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18555).

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 26 avril 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 280 (2015-2016)] tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 335 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 356 (2015-2016)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 368 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 445 (2015-2016)] renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 491 tome 1 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 445 (2015-2016)] renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 491 tome 2 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Réforme territoriale : les premiers retours de l'expérience du terrain [n° 493 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 574 (2015-2016)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 581 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 605 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Quand la réforme rencontre les territoires - Deuxième rapport d'étape de la mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des lois de réforme territoriale [n° 730 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 803 (2015-2016)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste [n° 804 (2015-2016)] (20 juillet 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste [n° 808 (2015-2016)] (20 juillet 2016) - **Défense**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 174 (2016-2017)] relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 195 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 215 (2016-2017)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 220 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 86 (2016-2017)] relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 252 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Comité de suivi de l'état d'urgence - Communication.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les

transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Pouyaud, candidate proposée par le président du Sénat, en tant que personnalité qualifiée, aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature, en application de l'article 65 de la Constitution.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaude, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Manuel Valls, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Communications diverses.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXIe siècle - Auditions sur le divorce « conventionnel » par consentement mutuel.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats

ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de prorogation de l'état d'urgence.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Hommage à Pierre Fauchon.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Prorogation de l'état d'urgence - Examen d'une demande d'attribution des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er A (nouveau)** (art. 222-48-3 et 227-31-1 [nouveaux] du code pénal - *Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs*) (p. 734).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2131, 2132). - **Article 3** (art. 57-1, 60-1, 60-2, 97-2 et 706-95-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Saisie informatique des correspondances électroniques*) (p. 2156, 2157). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 226-3 du code pénal, 230-2 et 706-102-1 du code de procédure pénale - *Assouplissement de l'encadrement de la technique de captation de données informatiques à distance*) (p. 2158). (p. 2159). - **Article 5** (art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 2160, 2161). (p. 2162). - **Article 6** (art. 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée*) (p. 2163). - **Article 10** (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - *Création de nouveaux délits terroristes*) (p. 2165). - **Article 11** (art. 421-3, 421-5 et 421-6 du code pénal ; art. 720-4 du code de procédure pénale - *Criminalisation de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*) (p. 2168). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2170). (p. 2171, 2172). - **Article 12** (art. 421-2-7 [nouveau] et art. 421-5 du code pénal - *Création d'un délit de séjour intentionnel à l'étranger sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*) (p. 2172). - **Article 14** (art. 131-4-1 du code pénal - *Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale*) (p. 2173). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 422-4 du code pénal - *Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers*) (p. 2174). (p. 2174). (p. 2175). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2176). - **Article 16** (art. 706-24-3 du code de procédure pénale - *Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes*) (p. 2177). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2178, 2179). - **Article 17** (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires*) (p. 2180, 2181). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2181). (p. 2181, 2182). - **Article 19** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - *Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes*) (p. 2183). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 2185). (p. 2185). - **Article 23** (art. 706-24-1, 706-25-1 et 706-25-4 du code de procédure pénale ; art. 422-3 du code pénal - *Dispositions de coordination*) (p. 2186).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2261).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 331 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2290, 2291). - **Article 1er** (*Modifications consécutives à la suppression du dispositif relatif aux missions temporaires confiées à un parlementaire*) (p. 2295). (p. 2295). - **Intitulé de la proposition de loi organique** (p. 2295).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2509, 2510).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 2521). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2522). (p. 2522). (p. 2523).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2898).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4188, 4190).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - *Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4279, 4280).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération judiciaire à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4322, 4323).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4829, 4830). - **Demande de renvoi en commission** (p. 4842, 4843). - **Article additionnel avant l'article 7 (priorité)** (p. 4844). - **Article 7 (priorité)** (art. L. 312-3, L. 312-3-1 [nouveau], L. 312-4, L. 312-4-1 et L. 312-16 du code de la sécurité intérieure - *Interdiction d'acquisition et de détention d'armes*) (p. 4847). - **Article 9 (priorité)** (art. 132-16-4-1 [nouveau], 222-52 à 222-67 [nouveaux], 322-6-1, 322-11-1, 421-1, 431-28 du code pénal, art. L. 2339-10, 2339-14, 2353-4 du code de la défense, L. 312-3, L. 317-4, L. 317-5, L. 317-7, L. 317-7-1 à L. 317-7-4, L. 317-8, L. 317-9 du code de la sécurité intérieure, art. 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. 40 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions - *Création d'une section nouvelle au sein du code pénal relative au trafic d'armes de catégorie A ou B*) (p. 4850). (p. 4850). - **Articles additionnels avant l'article 17 (priorité)** (p. 4851). (p. 4851). - **Article 17 (priorité)** (art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - *Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages*) (p. 4853). (p. 4854). - **Article additionnel après l'article 17 (priorité)** (p. 4855). - **Article 18 (priorité)** (art. 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - *Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4857). (p. 4860). (p. 4861). (p. 4862). (p. 4863). (p. 4864). (p. 4865). (p. 4866, 4867). (p. 4868). (p. 4868). (p. 4869). (p. 4869). - **Article 18 bis (priorité) (texte non modifié par la commission)** (art. 371-6 [nouveau] du code civil - *Autorisation de sortie du territoire*) (p. 4870, 4871). - **Article 19 (priorité)** (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - *Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la réitération d'une attaque meurtrière de masse*) (p. 4872). (p. 4874, 4875). (p. 4875). - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4877). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - *Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes*) (p. 4880). (p. 4881). (p. 4882, 4883). (p. 4883). - **Article additionnel après l'article 20 (priorité)** (p. 4884). - **Article additionnel après l'article 32 AB (priorité)** (p. 4886). - **Article 32 (priorité)** (art. L. 241-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Pérennisation de*

l'expérimentation relative aux caméras mobiles équipant les forces de l'ordre) (p. 4888). (p. 4888, 4889). (p. 4889). (p. 4889, 4890). - **Article additionnel après l'article 32 (priorité)** (p. 4890).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er** (art. 706-89, 706-90, 706-91 et 706-92 du code de procédure pénale - *Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire et en information judiciaire en matière terroriste*) (p. 4899). (p. 4900). (p. 4900). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4901). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-95-1, 706-95-2 et 706-95-3 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Régime de saisie des correspondances stockées*) (p. 4902). (p. 4903). (p. 4904). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 4906). (p. 4907). (p. 4907). (p. 4908). (p. 4908, 4909). (p. 4909). (p. 4910, 4911). (p. 4911). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 706-104 [nouveau] du code de procédure pénale - *Interdiction d'utilisation des techniques d'enquête de la criminalité organisée à l'encontre des parlementaires et des « professions protégées »*) (p. 4912). (p. 4912). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 4912, 4913). - **Article 3** (art. 706-96, 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-98, 706-98-1 [nouveau], 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée*) (p. 4914, 4915). (p. 4915). (p. 4916). - **Article 3 bis A (nouveau)** (art. 706-102-1 à 706-102-8 du code de procédure pénale et art. 226-3 du code pénal - *Extension de la captation des données informatiques*) (p. 4917). (p. 4918). - **Article 3 bis B (nouveau)** (art. 706-24-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Continuité des actes d'enquête entre la phase d'enquête et l'information judiciaire*) (p. 4918). - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - *Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes*) (p. 4919). (p. 4920). (p. 4921). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 4922). - **Article 4** (art. 706-22-1 du code de procédure pénale - *Règles de compétence de la juridiction parisienne en matière d'application des peines pour les infractions terroristes*) (p. 4923). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 421-5 du code pénal - *Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*) (p. 4924). - **Articles additionnels après l'article 4 bis A** (p. 4926). (p. 4927). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 4928). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - *« Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes*) (p. 4930). (p. 4930, 4931). (p. 4933, 4934). (p. 4934). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4943). (p. 4945). - **Article 4 ter** (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Organisation du renseignement pénitentiaire*) (p. 4948). (p. 4949). (p. 4950). - **Article 4 quinquies** (art. 60-1 du code de procédure pénale et art. 434-15-2 du code pénal - *Renforcement des sanctions en cas de non-coopération des organismes détenteurs d'un moyen de cryptologie*) (p. 4952, 4953). - **Article additionnel après l'article 4 quinquies** (p. 4953). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - *Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites*) (p. 4954). (p. 4955). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies** (p. 4957). - **Article 4 septies (nouveau)** (art. 131-4-1 du code pénal - *Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale*) (p. 4958). - **Article 4 octies (nouveau)** (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Installation d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires*) (p. 4958). - **Article 4 nonies (nouveau)** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - *Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes*) (p. 4959). (p. 4960). (p. 4961). (p. 4961). (p. 4962). - **Demande de réserve** (p. 4962). - **Article 6** (art. 706-62-1 et 706-62-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Dispositions renforçant la protection des témoins*) (p. 4963, 4964). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 4964). (p. 4965). (p. 4965). (p. 4966). - **Article 8** (p. 4966). -

Article 10 (art. 67 bis et 67 bis-1 du code des douanes - Autorisation de la technique du « coup d'achat » et de l'infiltration en matière de trafic d'armes au bénéfice des agents des douanes) (p. 4967). - **Article 11** (art. 113-2-1 [nouveau] du code pénal, art. 43, 52, 382, 706-72, 706-72-1 à 706-72-6 [nouveaux] et 706-73-1 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la détermination des juridictions compétentes en matière de cybercriminalité) (p. 4969). - **Article 12** (art. 322-3-2 [nouveau] du code pénal et art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Délit de trafic de biens culturels) (p. 4970). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4970). (p. 4971). (p. 4972). (p. 4972). - **Article 13** (art. L. 315-9 [nouveau] et L. 561-12 du code monétaire et financier - Plafonnement des cartes prépayées) (p. 4974). (p. 4975). (p. 4975). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme) (p. 4976). (p. 4978). (p. 4978). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-22 du code monétaire et financier - Extension du régime d'irresponsabilité pénale en cas d'ouverture de compte sur désignation de la Banque de France) (p. 4979). - **Article 15** (art. L. 314-1 et L. 561-26 du code monétaire et financier - Extension du droit de communication de TRACFIN aux entités chargées de gérer les systèmes de paiement) (p. 4980). (p. 4980). (p. 4980). - **Article 15 bis** (art. L. 561-27 du code monétaire et financier - Accès direct de TRACFIN au fichier des antécédents judiciaires) (p. 4981). (p. 4981). - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 4981). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 415-1 [nouveau] du code des douanes - Présomption de culpabilité) (p. 4982). (p. 4983). (p. 4983, 4984). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4984, 4985). (p. 4985). - **Article additionnel après l'article 16 bis B** (p. 4987). (p. 4988). - **Article 16 ter (supprimé)** (art. 67 G [nouveau] du code des douanes - Extension aux douanes de l'enquête sous pseudonyme) (p. 4989). - **Article 16 quater** (art. L. 152-1 du code monétaire et financier - Obligation de déclaration) (p. 4989). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (p. 4990). - **Article 16 septies (supprimé)** (art. 705-5 du code de procédure pénale - Organisation d'un maintien de la compétence du parquet national financier) (p. 4990).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5018, 5019). (p. 5019). (p. 5020). (p. 5021). - **Article additionnel après l'article 16 octies** (p. 5020). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 5023). - **Article 23** (art. 229-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Procédure disciplinaire d'urgence applicable aux officiers de police judiciaire) (p. 5024). - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire) (p. 5025). (p. 5027). (p. 5041, 5042). (p. 5043). (p. 5043). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5044). - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications) (p. 5046). (p. 5046). (p. 5047). - **Article 25 bis A (supprimé)** (art. 230-44-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Interdiction d'utilisation de la géolocalisation à l'encontre des parlementaires et des membres des professions protégées) (p. 5047). - **Article 25 bis** (art. 56, 56-5 [nouveau], 57, 57-1, 60-1, 77-1-1, 96, 99-3, 230-34, 695-41, 706-96, 706-96-1 et 706-102-5 du code de procédure pénale - Perquisitions et saisies dans les locaux d'une juridiction) (p. 5049). - **Article 27 (supprimé)** (art. L. 1521-18 du code de la défense - Délai de présentation à l'autorité judiciaire en cas d'arrestation en mer) (p. 5050). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 5050). - **Article 27 ter** (art. 41-7 [nouveau], 99, 99-2-1 [nouveau], 802-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un délai pour statuer sur une demande, formulée en cours d'instruction, de restitution d'objets placés sous main de justice et création d'une procédure de « référé-restitution » des objets placés sous main de justice) (p. 5051). (p. 5052). (p. 5052). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du

code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5054). (p. 5055). (p. 5056). (p. 5057). - **Article additionnel après l'article 27 octies** (p. 5059, 5060). (p. 5061). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 du code de procédure pénale - Simplification de l'extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire) (p. 5062). (p. 5062). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 5063). (p. 5063). (p. 5063). - **Article 29** (art. 148 et art. 803-7 [nouveau] du code de procédure pénale - Mise en liberté des personnes placées en détention provisoire) (p. 5064). (p. 5064). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 5065). (p. 5065). - **Article 31 quinquies** (art. 41-4, 41-5, 99, 99-2, 373, 481, 493-1 [nouveau], 706-11, 706-148, 706-152, 706-157, 706-160, 706-161, 706-163, 706-164, 707-1 du code de procédure pénale - Transposition de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne et dispositions relatives à l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués) (p. 5071). (p. 5071). (p. 5072). - **Article 31 septies** (art. 84-1 [nouveau], 135-2, 141-2, 161-1, 175, 197 et 706-71 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la simplification de la procédure d'instruction) (p. 5072). - **Article 31 octies** (art. 230-2, 230-3, 230-45 [nouveau] du code de procédure pénale - Monopole de la plate-forme nationale des interceptions judiciaires) (p. 5074). (p. 5074). - **Article 31 nonies** (art. 308 du code de procédure pénale - Enregistrement sonore des débats en cour d'assises) (p. 5075). - **Article additionnel après l'article 31 decies** (p. 5075). (p. 5075). - **Article 31 duodecies A (nouveau)** (art. 296 et art. 379-4 du code de procédure pénale - Aménagement du défaut criminel et possibilité pour les jurés suppléants d'assister au délibéré) (p. 5076). - **Article additionnel après l'article 31 duodecies** (p. 5077). - **Article additionnel après l'article 31 sexdecies** (p. 5078). - **Article 32 AA** (art. L. 232-14-4 du code du sport et 706-2 du code de procédure pénale - Compétence du juge des libertés et de la détention des « pôles santé » de Paris et de Marseille pour autoriser des contrôles anti-dopage de nuit sans l'accord du sportif) (p. 5079). - **Articles additionnels après l'article 32 AB** (p. 5080). - **Article additionnel après l'article 32 D** (p. 5081). - **Article 32 E** (art. 131-4-1 du code pénal - Présence de la personne lors de l'audience et du délibéré de la peine de contrainte pénale) (p. 5081). - **Article additionnel après l'article 32 E** (p. 5081). - **Article 32 G (supprimé)** (art. 132-41 du code pénal - suppression de la limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve en cas de récidive) (p. 5082). - **Article 32 H (supprimé)** (art. 132-57 du code pénal - Conversion des peines d'emprisonnement ferme) (p. 5082). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 5083). (p. 5084). (p. 5085). (p. 5085). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 5087). (p. 5089, 5090). - **Article 33** (Habilitations à légiférer par ordonnances) (p. 5091). (p. 5092). - **Article 34** (art. 711-1 du code pénal ; art. 804 du code de procédure pénale ; art. L. 155-1, L. 156-1, L. 157-1, L. 158-1, L. 285-1, L. 286-1, L. 287-1, L. 288-1, L. 344-1, L. 345-1, L. 346-1, L. 347-1, L. 445-1, L. 446-1, L. 447-1, L. 448-1, L. 545-1, l. 546-1, l. 645-1, l. 646-1 ? L. 647-1, l. 648-1, L. 765-1, L. 766-1, L. 767-1, L. 768-1, L. 895-1, L. 896-1, L. 897-1 et L. 898-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 1641-1, L. 1651-1, L. 1661-1, L. 1671-1, L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1, L. 2471-1, L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 du code de la défense ; art. L. 743-7-2, L. 753-7-2 et L. 763-7-2 du code monétaire et financier - Application Outre-mer) (p. 5094).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7234, 7235).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** - *Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]* - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8263, 8265).

- Rapporteur - **Article 3 bis** (*Durées de la détention provisoire applicables aux procédures terroristes*) (p. 8310, 8311).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 13815, 13816). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation de l'état d'urgence pour une durée de six mois*) (p. 13826). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 13827). - **Article 1er ter A (nouveau)** (*art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie*) (p. 13828). (p. 13829). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 11 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Modifications du régime juridique des perquisitions administratives*) (p. 13831). (p. 13832). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 13832). - **Article 3** (*art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme*) (p. 13834). - **Article 5 (nouveau)** (*art. 421-2-7 [nouveau] et art. 421-5 du code pénal - Création d'un délit de séjour intentionnel à l'étranger sur un théâtre d'opérations à l'étranger de groupements terroristes*) (p. 13836). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 13836). - **Article 7 (nouveau)** (*art. 706-24-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes*) (p. 13837). - **Article 8 (nouveau)** (*art. 421-5 du code pénal - Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*) (p. 13837). - **Article 9 (nouveau)** (*art. 362, 706-25-15 à 706-25-24 [nouveaux], 723-37-1 [nouveau] et 723-38 du code de procédure pénale - Rétenion de sûreté et surveillance de sûreté pour les personnes condamnées pour terrorisme*) (p. 13840). - **Article 10 (nouveau)** (*art. 422-4 du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers*) (p. 13841). - **Articles**

additionnels après l'article 11 (p. 13841). (p. 13841). (p. 13842). (p. 13842). (p. 13843). (p. 13844).

- *Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]* - (21 juillet 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 13885, 13886). - **Article 11 quinquies** (*Prolongation des durées maximales d'activité des réservistes*) (p. 13900).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (*art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14783). - **Article 30 (précédemment réservé)** (*art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire*) (p. 14809). - **Article 33 bis E** (*art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI*) (p. 14839, 14840).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (8 novembre 2016) - **Article 21** (*art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris*) (p. 17058, 17059).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18542, 18543).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 19446, 19448). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Dérogation à l'application de l'article 4 de la loi du 3 avril 1955*) (p. 19455).

MEUNIER (Michelle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Rapporteuse de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 289 (2015-2016)] (12 janvier 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 345 (2015-2016)] relative à la protection de l'enfant [n° 378 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur la proposition de loi [n° 372 (2015-2016)] visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées [n° 406 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les maisons d'assistants maternels : une solution innovante pour un accueil de proximité et de qualité [n° 667 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection de l'enfant.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les aspects juridiques de la traite des êtres humains.

L'égalité entre femmes et hommes contre les intégrismes religieux.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : La laïcité dans le sport féminin : un enjeu avant les Jeux olympiques de Rio - Audition de Mme Françoise Morvan, présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF) et de Mme Annie Sugier, vice-présidente de la CLEF, présidente de la Ligue du droit international des femmes.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan des mesures de lutte contre les violences au sein des couples - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Laurence Cohen, M. Roland Courteau, Mmes Chantal Jouanno, Christiane Kammermann et Françoise Laborde.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les femmes victimes de la traite des êtres humains - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Corinne Bouchoux, Hélène Conway-Mouret, Joëlle Garriaud-Maylam, Brigitte Gonthier-Maurin, Chantal Jouanno et Mireille Jouve.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Table ronde.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Premier échange de vues.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le protocole relatif à la protection de l'enfance** - (28 janvier 2016) (p. 1997).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture** [n° 379 (2015-2016)] - (18 février 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3114, 3115). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 3123). - **Article 4** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 3124). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 3126). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale) (p. 3128). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 3129). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 3131). (p. 3133, 3134). (p. 3134, 3135). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 3137). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture** [n° 407 (2015-2016)] - (10 mars 2016) - rapporteure de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel - **Discussion générale** (p. 3994, 3995). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 et L. 121-10 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle) (p. 4003). (p. 4004). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de

la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4007). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4012, 4013).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4278). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4296).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 1er bis** (p. 9489).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9

[nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9650).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10147). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10202). (p. 10214).

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

Président du groupe du Rassemblement démocratique et social européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Rapporteur de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 225 (2015-2016)] portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 332 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Fonction publique**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 (tome III) : les conditions d'une réforme soutenable, équitable et durable [n° 527 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 568 (2015-2016)] portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 633 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Fonction publique**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France [n° 116 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Famille**.

Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère [n° 233 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 206 (2016-2017)] relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 254 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Pinault, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Manuel Valls, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune

nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'enlèvement à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Communication.

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 75, 76).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (22 janvier 2016) - **Article 51 undecies A (nouveau)** (*art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins*) (p. 590). - **Articles additionnels après l'article 51 undecies A** (p. 592). - **Article additionnel après l'article 52 ter** (p. 611). - **Articles additionnels après l'article 53 bis** (p. 612). (p. 613). (p. 613). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 623). (p. 624).

- **Question orale sans débat sur les pôles d'anesthésie dans les hôpitaux publics** - (26 janvier 2016) (p. 682). (p. 683).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 728, 729). - **Article 1er A (nouveau)** (*art. 222-48-3 et 227-31-1*

[nouveaux] du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs) (p. 734). - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 741, 742).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 4** (art. 25 quater, 25 quinquies, 25 sexies et 25 septies A [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Obligations déclaratives des fonctionnaires) (p. 770). (p. 771). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 772). (p. 773).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 8** (art. 14 bis et 25 octies [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; art. 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 21 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 421-3, L. 531-3 et L. 531-7 du code de la recherche ; art. L. 1313-10, L. 5323-4 et L. 6152-4 du code de la santé publique ; art. L. 952-14-1 et L. 952-20 du code de l'éducation et art. L. 114-26 du code de la mutualité - Composition et attributions de la commission de déontologie de la fonction publique) (p. 1566). - **Article 9** (art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations) (p.1570). (p.1570).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2138, 2139).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - auteur de la proposition de loi constitutionnelle - **Discussion générale** (p. 2266, 2268). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2284).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2375, 2377). (p. 2384, 2385). - **Annexe** (p. 2386, 2387). (p. 2389). (p. 2390). (p. 2391). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Mesures particulières au Défenseur des droits et au Contrôleur général des lieux de privation de liberté) (p. 2392). - **Article 7** (Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2393). - **Article 10** (Indépendance et réserve des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2394). - **Article 11** (Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2394). (p. 2395). (p. 2396). (p. 2396). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 2398). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-1 du code monétaire et financier, art. 17 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, art. L. 1412-2 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010, art. L. 2312-1 du code de la défense, art. L. 212-6-7 du code du cinéma et de l'image animée, art. L. 751-7 du code de commerce, art. L. 121-1 du code de l'environnement et art. L. 331-12 du code de la propriété intellectuelle - Suppression de la qualité d'autorité administrative indépendante des entités non énumérées en annexe de la proposition de loi) (p. 2400). (p. 2400, 2401). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 2402). - **Article 30** (art. L. 130, L. 131, L. 132, L. 133 et L. 135 du code des postes

et des communications électroniques - Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) (p. 2403). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. 34, 35, 36, 37 et 41 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 - Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 2404). - **Article 33** (art. L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-5-1, L. 621-5-2 et L. 621-19 du code monétaire et financier - Coordinations relatives à l'Autorité des marchés financiers) (p. 2405). (p. 2406). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 2407). - **Article 36** (art. L. 831-1, L. 832-1 [abrogé], L. 832-2, L. 832-3, L. 832-4 [abrogé] et L. 833-9 du code de la sécurité intérieure - Coordinations relatives à la Commission nationale de contrôle des techniques du renseignement) (p. 2408). - **Article 38** (art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 - Coordinations relatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) (p. 2408). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 821-1, L. 821-3, L. 821-3-1 et L. 821-5 du code de commerce - Coordinations relatives au Haut conseil du commissariat aux comptes) (p. 2410). - **Article additionnel après l'article 43** (p. 2410). - **Article 47** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 - Commissions permanentes compétentes pour la nomination à la présidence des autorités) (p. 2413). - **Article 49** (Modalités d'entrée en vigueur) (p. 2413).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016)**. - (4 février 2016) - rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 6221-7-1, L.O. 6321-7-1 et L.O. 6431-6-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. 13-2 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, art. 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 et art. 196 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 - Incompatibilités électorales applicables aux membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2416). - **Article 4** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 - Soumission de la nomination des présidents des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes à l'avis des commissions parlementaires) (p. 2417, 2418).

- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire d'Aurillac à Brive** - (9 février 2016) (p. 2480). (p. 2481).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2514, 2515).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3092, 3093). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3099).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçant la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3901).

- **Question orale sans débat sur l'isolement géographique du centre hospitalier d'Aurillac** - (15 mars 2016) (p. 4105). (p. 4106).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4196, 4197). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4218). (p. 4221). (p. 4223, 4224). (p. 4228). (p. 4233, 4234). (p. 4234). (p. 4234, 4235). (p. 4235).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4253). - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des

droits qui y sont attachés) (p. 4279). (p. 4283). - **Rappel au règlement** (p. 4295).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4315, 4316).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4461, 4462).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4832, 4833). - **Demande de renvoi en commission** (p. 4843). - **Article 18 (priorité)** (art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative) (p. 4859). (p. 4863, 4864). (p. 4865). (p. 4866). (p. 4868). (p. 4868). - **Article 19 (priorité)** (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la répétition d'une attaque meurtrière de masse) (p. 4876). - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4879). - **Article 20 (priorité)** (art. L. 225-1 à L. 225-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif de contrôle administratif pour les personnes de retour des théâtres d'opérations terroristes) (p. 4881). (p. 4881).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-95-1, 706-95-2 et 706-95-3 [nouveaux] du code de procédure pénale - Régime de saisie des correspondances stockées) (p. 4902). (p. 4903). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée) (p. 4907, 4908). (p. 4908). (p. 4909). (p. 4909). (p. 4910). (p. 4911). (p. 4911). - **Article 3** (art. 706-96, 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-98, 706-98-1 [nouveau], 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 4915). - **Article 3 bis A (nouveau)** (art. 706-102-1 à 706-102-8 du code de procédure pénale et art. 226-3 du code pénal - Extension de la captation des données informatiques) (p. 4917). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4937, 4938). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4946). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4972). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4986).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire) (p. 5041). (p. 5042, 5043). - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications) (p. 5047). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1[nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5055). (p. 5056, 5057). - **Article additionnel après l'article 27 octies** (p. 5060, 5061).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5115, 5116).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - auteur de la proposition de loi -

Discussion générale (p. 5674, 5676). - **Article unique** (p. 5689, 5690). (p. 5694).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7236, 7238).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8003, 8004). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 8013).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8269, 8270).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8965, 8966). - **Annexe** (p. 8973, 8974). (p. 8975). (p. 8975). (p. 8976). (p. 8977). (p. 8977, 8978). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8979). (p. 8979). - **Article 8** (Non-renouvellement du mandat de membre des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8979). (p. 8980). - **Article 9** (Incompatibilité entre mandat de membre et fonctions au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8981). - **Article 11** (Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8982). (p. 8983). (p. 8984). (p. 8984, 8985). - **Article 17** (Autorité hiérarchique et recrutement) (p. 8986). (p. 8986). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Régime budgétaire et comptable des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8986). - **Article 22** (Transmission d'un rapport annuel au Gouvernement et au Parlement) (p. 8987). - **Article 25** (art. L. 612-1 et L. 612-10 du code monétaire et financier ; art. L. 1412-1, L. 1412-2 et L. 1412-2-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 ; art. L. 212-10-8-1 et L. 213-6-1 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-7 du code de commerce ; art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 ; art. 5, 6, 7 et 8 [abrogé] de la loi n° 77808 du 19 juillet 1977 - Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres) (p. 8990). (p. 8990). - **Article 26** (art. L. 232-5, L. 232-6, L. 232-7 et L. 232-8 du code du sport - Coordinations relatives à l'Agence française de lutte contre le dopage) (p. 8991). - **Article 27** (art. L. 6361-1, L. 6361-4-1 [nouveau], L. 6361-10 [abrogé] et L. 6361-11 du code des transports - Coordinations relatives à l'Autorité de contrôle des nuisances aéronautiques) (p. 8992). - **Article 27 bis** (art. 18-1, 18-3 et 18-5 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Coordinations relatives à l'Autorité de régulation de la distribution de la presse) (p. 8992). - **Article 28** (art. L. 461-1, L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5 du code de commerce - Coordinations relatives à l'Autorité de la concurrence) (p. 8993). - **Article 29** (art. L. 2161-1, L. 2161-3, L. 2161-4, L. 2161-7, L. 2161-10, L. 2161-12, L. 2161-16 [abrogé], L. 2161-18, L. 2161-19, L. 2164-7 et L. 2132-12 [abrogé] du code des transports - Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières) (p. 8993). - **Article 30** (art. L. 130, L. 131, L. 132, L. 133 et L. 135 du code des postes et des communications électroniques - Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des

communications électroniques et des postes) (p. 8994). - **Article 31** (art. 34, 35, 36, 37 et 41 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - *Coordinations relatives à l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 8995). - **Article 32** (art. L. 592-2, L. 592-3 à L. 592-7 [abrogés], L. 592-9, L. 592-12 [abrogé], L. 592-13, L. 592-14, L. 592-15 [abrogé], L. 592-30 et L. 592-31 du code de l'environnement - *Coordinations relatives à l'Autorité de sûreté nucléaire*) (p. 8996). - **Article 33** (art. L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-5-1, L. 621-5-2 et L. 621-19 du code monétaire et financier - *Coordinations relatives à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 8996). - **Article 34** (art. L. 341-1 du code des relations entre le public et l'administration - *Coordinations relatives à la Commission d'accès aux documents administratifs*) (p. 8997). - **Article 34 bis** (art. L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3, L. 2312-4, L. 2312-5 et L. 2312-7 du code de la défense, art. L. 773-7 du code de justice administrative, art. 56-4 et 230-2 du code de procédure pénale, art. L. 861-3 du code de la sécurité intérieure - *Coordinations relatives à la Commission du secret de la défense nationale*) (p. 8997). (p. 8998). - **Article 35** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 132-3, L. 132-4, L. 132-5 [abrogé], L. 133-5, L. 133-6 et L. 134-14 [abrogé] du code de l'énergie - *Coordinations relatives à la commission de régulation de l'énergie*) (p. 8998). - **Article 36 (pour coordination)** (art. L. 831-1, L. 832-1 [abrogé], L. 832-2, L. 832-3, L. 832-4 [abrogé] et L. 833-9 du code de la sécurité intérieure - *Coordinations relatives à la Commission nationale de contrôle des techniques du renseignement*) (p. 8999). - **Article 37** (art. 11, 12 [abrogé], 13, 14 [abrogé], 19 et 21 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Coordinations relatives à la Commission nationale de l'informatique et des libertés*) (p. 8999, 9000). (p. 9000). - **Article 38** (art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 et art. 13 de l'ordonnance n° 2015-948 du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - *Coordinations relatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 9001). (p. 9001). - **Article 39** (art. 3-1, 4, 5, 7 et 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Coordinations relatives au Conseil supérieur de l'audiovisuel*) (p. 9002). - **Article 40 (pour coordination)** (art. 1er, 2, 11 et 13 [abrogés] de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 - *Coordinations relatives au contrôleur général des lieux de privation de liberté*) (p. 9002). - **Article 41** (art. L. 114-3-3, L. 114-3-6 et L. 114-3-7 [abrogé] du code de la recherche - *Coordinations relatives au Haut conseil de l'évaluation, de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 9003). - **Article 42** (art. L. 821-1, L. 821-2, L. 821-3, L. 821-3-2, L. 821-3-3 et L. 821-5 du code de commerce - *Coordinations relatives au Haut conseil du commissariat aux comptes*) (p. 9003, 9004). - **Article 43** (art. L. 161-37, L. 161-42, L. 161-45 et L. 161-45-1 [abrogé] du code de la sécurité sociale - *Coordinations relatives à la Haute autorité de santé*) (p. 9004). (p. 9004). - **Article 43 bis** (art. L. 331-12, L. 331-14, L. 331-16, L. 331-18 et L. 331-19 du code de la propriété intellectuelle - *Coordinations relatives à la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet*) (p. 9005). - **Article 44** (art. 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - *Coordinations relatives à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) (p. 9006). - **Article 46** (art. 8, 11, 19, 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 et art. 432-13 du code pénal - *Règles de transparence pour les membres et le personnel des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 9006, 9007). - **Article 47** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 - *Commissions permanentes compétentes pour la nomination à la présidence des autorités*) (p. 9008).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**. - (2 juin 2016) - rapporteur - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, art. 6

de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 et art. 7-1 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 - *Incompatibilités professionnelles applicables aux membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes*) (p. 9010). - **Article 4** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 - *Soumission de la nomination des présidents des autorités administratives et publiques indépendantes à l'avis des commissions parlementaires*) (p. 9011).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 461 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9014, 9015).

- **Question orale sans débat sur la demi-part des vieux parents et les budgets locaux** - (7 juin 2016) (p. 9131, 9132). (p. 9132).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9247). - **Discussion générale** (p. 9249, 9250).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9332, 9333).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9477).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) (p. 10163, 10164).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)] (suite)** - (22 juin 2016) - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - *Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés*) (p. 10323).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10624, 10626).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption*) (p. 12219, 12220). (p. 12226). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - *Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions*) (p. 12256). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12260). - **Article 14 (supprimé)** (art. 11 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Règles déontologiques applicables aux membres et agents des autorités administratives ou publiques indépendantes : obligations déclaratives, justification des mesures prises pour la gestion des instruments financiers, contrôle des reconversions professionnelles*) (p. 12262). - **Article 15** (*Habilitation en vue de moderniser et simplifier certaines règles de la domanialité publique*) (p. 12264, 12265). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12272). (p. 12272). (p. 12272). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-14-1 du code monétaire et financier - *Extension du champ de la procédure de composition administrative devant l'Autorité des marchés financiers*) (p. 12272). (p. 12272).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des**

magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire [n° 716 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12303).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12345). (p. 12349). (p. 12351). - **Articles additionnels après l'article 30 A (priorité)** (p. 12381). - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de vente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires) (p. 12382, 12383). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12391). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12396). (p. 12397, 12398). (p. 12402). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole) (p. 12406). (p. 12407).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans) (p. 12434). (p. 12435).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de l'État pour l'aménagement du territoire** - (12 juillet 2016) (p. 13651). (p. 13652).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13817, 13818). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 13833). - **Article 3** (art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13834). - **Article 9 (nouveau)** (art. 362, 706-25-15 à 706-25-24 [nouveaux], 723-37-1 [nouveau] et 723-38 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté et surveillance de sûreté pour les personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13845).

- **Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]** - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13888, 13889).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13923, 13924). - **Article 4** (ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. 22 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, art. L. 114-1 [nouveau], L. 211-4, L. 213-1 à L. 213-10 [nouveaux] du code de justice administrative, art. L. 422-1 et L. 422-2 du code des relations entre le public et l'administration et art. 2-1 de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics - Extension du champ de la médiation administrative) (p. 13929). (p. 13929). - **Article 13 ter (supprimé)** (art. L. 123-5 [nouveau] du code de

l'organisation judiciaire - Création d'un corps de juristes assistants auprès des juridictions judiciaires) (p. 13947). - **Article 14 bis** (chapitre Ier et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13950). - **Article 14 septies** (art. 2, 19, 20 et 20-10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Généralisation du cumul des mesures éducatives et des condamnations pénales) (p. 13955). - **Article 15 A** (art. L. 121-3, L. 121-6 [nouveau], L. 130-9, L. 143-1, L. 221-2-1 [nouveau] et L. 325-1-2 du code de la route, art. 138, 530-3, art. 530-6 et 530-7 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Lutte contre l'insécurité routière) (p. 13958). (p. 13958). - **Article 15 bis A** (art. L. 221-2, L. 324-2 du code de la route et art. 495-17 à 495-24 [nouveaux] du code de procédure pénale - Application de la procédure de l'amende forfaitaire à certains délits routiers) (p. 13963). (p. 13964). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13967). (p. 13968). - **Article 17 ter** (art. 229, 229-1 à 229-4 [nouveaux], 230, 247, 260, 262, 262-1, 265, 278, 279, 296 et 373-2-13 du code civil, art. L. 111-3 et L. 213-1 du code des procédures civiles d'exécution, L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6 et L. 581-10 du code de la sécurité sociale, art. 199 octodécies et 1691 bis du code général des impôts, art. 227-3 et 227-6 du code pénal, art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires, et art. 10 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Divorce conventionnel par consentement mutuel) (p. 13989). (p. 13989). (p. 13990, 13991). - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 13995). (p. 14001). (p. 14002). (p. 14003).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-7, L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 723-13, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 à L. 724-3-3 [nouveaux], L. 724-4, L. 731-4 et L. 732-6 du code de commerce - Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans) (p. 14102, 14103). (p. 14103, 14104). - **Article 47 bis (suppression maintenue)** (art. 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Extension de la compétence de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique aux magistrats judiciaires et aux juges consulaires) (p. 14104).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14663).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14840, 14841).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14895). - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14899). - **Articles additionnels après l'article 34 bis A** (p. 14901, 14902). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi

du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14928, 14929). (p. 14936, 14937).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14995). - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15001). (p. 15006, 15007).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 16267, 16268). (p. 16268). (p. 16268).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la reconstitution de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16281). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16285). - **Article 3 (nouveau)** (art. 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - Allongement du délai d'adoption de leur budget par les nouvelles intercommunalités) (p. 16286).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16300, 16301). - **Article 1er** (art. L. 612-6 et L. 612-6-1 (nouveau) du code de l'éducation - Sélection à l'entrée en master et poursuite d'études) (p. 16304).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) -

Articles additionnels après l'article 39 (p. 17110). (p. 17110). (p. 17112, 17113). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17124). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17130). (p. 17130). (p. 17131).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18281).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18290, 18292).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]** - (30 novembre 2016) - **Question préalable** (p. 18431, 18432).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18546).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18634, 18635).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18880, 18882).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19449, 19450).

MICHEL (Danielle)
sénateur (Landes)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'engagement civique des jeunes** - (14 janvier 2016) (p. 220).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15226, 15227).

MICOULEAU (Brigitte)
sénatrice (Haute-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*): Protection sociale des exploitants agricoles - Audition de MM. Pascal Cormery, président, et Michel Brault, directeur général, de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la réalisation des lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax** - (26 janvier 2016) (p. 685). (p. 685).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5692).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15227, 15228).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16284).

- **Question orale sans débat sur le manque de médecins généralistes** - (15 novembre 2016) (p. 17335, 17336). (p. 17336).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18285, 18286).

MIGAUD (Didier)

Premier Président de la Cour des comptes

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (11 février 2016) - premier président de la Cour des comptes (p. 2700, 2702).

MILON (Alain)

*sénateur (Vaucluse)
Les Républicains*

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie ; nouvelle nomination le 6 décembre 2016.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis président le 1er décembre 2016.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 2 mai 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s (23 juin 2016).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les liens d'intérêt en matière d'expertise sanitaire [n° 513 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Promouvoir l'excellence sanitaire française dans l'océan Indien [n° 738 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à encourager l'activité culturelle et artistique et à renforcer l'attractivité du marché de l'art [n° 36 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection de l'enfant.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur la prévention des conflits d'intérêt et gestion des liens d'intérêt.

Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Vote sur cette proposition de nomination et dépouillement simultané du scrutin au sein des commissions des affaires sociales des deux assemblées.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès la ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclat, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur la prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Présentation par M. Antoine Durreleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de MM. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques, et Jean Zetlaoui, président du groupe de travail « Attractivité pour la recherche clinique » du LEEM (Les entreprises du médicament), M. François-Régis Moulines, directeur des affaires gouvernementales et de la communication, du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Catherine de Salins, candidate pressentie pour le poste de présidente du conseil d'administration

de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Norbert Ifrah, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'état chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Désignation des candidats à une éventuelle commission mixte paritaire.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission mixte paritaire*): Projet de loi de modernisation du droit du travail.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*): Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*): Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne - Communication.

Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Questions diverses.

Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité

sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Questions diverses.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Hommage à un sénateur décédé.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Question diverse.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*): Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

Vote sur cette proposition de nomination et dépouillement simultané du scrutin au sein des commissions des affaires sociales des deux assemblées.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*): Audition de M. Michel Laforcade, directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS Nouvelle-Aquitaine), auteur du rapport relatif à la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 104, 105).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie - Commission mixte paritaire [n° 307 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1641, 1642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi de modernisation de notre système de santé** - (2 février 2016) (p. 2147). (p. 2148).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (11 février 2016) - président de la commission des affaires sociales (p. 2704, 2706).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5706, 5707).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6308, 6310).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de l'article 49-3** - (12 mai 2016) (p. 7496, 7497). (p. 7497).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - président de la commission des affaires sociales - **Rappel au règlement** (p. 8890). - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8899). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8911). (p. 8915).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - président de la commission des affaires sociales (p. 9143, 9144).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9410, 9412).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - président de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (Création d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9449, 9450). (p. 9450). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9484, 9485). - **Chapitre 1er bis** (Renforcer la lutte contre les discriminations, le harcèlement sexuel et les agissements sexistes) (p. 9487).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Rappel au règlement** (p. 9712). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9725). (p. 9739). (p. 9753). (p. 9756). (p. 9757).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9972). (p. 9972). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9983). - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9990). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 10009). - **Article 15** (art. L. 1311-18 [nouveau] et L. 2144-3 du code général des

collectivités locales - Sécurisation de la mise à disposition de locaux par les collectivités territoriales au profit d'organisations syndicales) (p. 10053).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10153). - **Demande de réserve** (p. 10156). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10220).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10247). - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10303).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10376).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 34** (art. L. 335-5, L. 613-3, L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation ; art. L. 6422-2 et L. 6422-3 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience) (p. 10479). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10588).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10635, 10637).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hospitalisation privée** - (12 juillet 2016) (p. 13655). (p. 13656).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Question préalable** (p. 13751, 13752).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 303 (2016-2017)] et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)]** - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16389, 16390).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 17368, 17369).

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 3** (Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESPP au titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap) (p. 17399).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17502). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17513, 17514).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) (p. 17526). - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17533, 17534). (p. 17538). - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3,

L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L.413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2 et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 viciés, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17551).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 40** (Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans) (p.17637). - **Article 41** (art. L. 3411-9 du code de la santé publique - Délivrance par les CAARUD de produits de santé correspondant à leurs missions) (p. 17637). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17651).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17672). - **Article 44** (art. 66 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 ; art. L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 133-4, L. 162-22-6-1 [nouveau], L. 162-22-7, L. 162-22-8-1, L. 162-22-8-3 [nouveau], L. 162-22-9-1, L. 162-22-10, L. 162-22-12, L. 162-22-15, L. 162-25, L. 162-27, L. 162-30-4 et L. 174-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6312-1 du code de la santé publique ; art. L. 2223-43 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du financement des établissements de santé au développement de certaines activités)

(p. 17680). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Financement des transports inter-établissements) (p. 17684). - **Article 45** (art. L. 162-22-8-2, L. 162-23-4, L. 162-23-15 [nouveau], L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6111-3-1 du code de la santé publique ; art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Financement des activités de soins de suite et de réadaptation) (p. 17689). - **Article 45 bis (nouveau)** (Rapport sur le financement des soins à domicile) (p.17693). - **Article 46 bis (nouveau)** (Rapport sur la mise en place d'un fonds de prévention des départs non choisis en Belgique) (p. 17710). - **Article 47** (art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 - Prorogation et élargissement du périmètre de l'expérimentation relative au financement de la télémédecine) (p. 17711). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 162-22-7-3 [nouveau], L. 174-2-1, L. 174-15, L. 221-1, L. 221-1-1, L. 241-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Création d'un fonds pour le financement de l'innovation pharmaceutique) (p. 17721, 17722). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17724). (p. 17727). - **Article 52 bis (nouveau)** (Rémunération des actes de radiologie) (p. 17748). - **Vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 17759).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17771, 17772).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Question préalable** (p. 18462, 18464).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18543, 18544). - **Article unique** (p. 18555, 18556).

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
Socialiste et républicain

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 mai 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*): Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Encouragement des démarches d'ouverture des données pour les éco-organismes de gestion des déchets) (p. 5836, 5837).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19618). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP): poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19629). (p. 19632, 19633). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19634, 19635). (p. 19635). (p. 19642). (p. 19654). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19692). (p. 19692). (p. 19693). (p. 19693). (p. 19695). (p. 19695). - **Article additionnel après l'article 24 terdecies** (p. 19697). (p. 19698).

MOHAMED SOILIHI (Thani)
sénateur (Mayotte)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux ; nouvelle nomination le 2 mars 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Une sécurisation du lien à la terre respectueuse des identités foncières : 30 propositions au service du développement des territoires [n° 721 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'équilibre de la loi du 29 juillet 1881 à l'épreuve d'internet [n° 767 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Outre-mer [n° 146 tome 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Audition de représentants du ministère de la justice.

Étude sur la problématique des titres de propriété, de l'indivision et de la combinaison des régimes juridiques coutumiers avec le droit civil dans les outre-mer - Audition de M. Christian Belhôte, secrétaire général de la première présidence de la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Geoffroy Filoche, de l'Institut de recherche et de développement (IRD) co-auteur du rapport sur les zones de droits d'usage collectifs, concessions et cessions en Guyane française.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Simplification, clarification et actualisation du code de commerce - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

(*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec La Réunion.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 296 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2043, 2044).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires - Commission mixte paritaire [n° 507 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5715, 5716).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Deuxième lecture [n° 530 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5967).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 6149, 6150).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6259).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (3 mai 2016) (p. 6289).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 704 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12076, 12077). - **Article unique** (p. 12087).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire [n° 716 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12305, 12306).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4433-4-5-1, L. 4433-4-5-3 [nouveau], L. 7153-10 et L. 7253-10 du code général des collectivités territoriales - Modification du régime applicable aux agents territoriaux des collectivités territoriales relevant de l'article 73 de la Constitution dans le cadre de leur mission dans un État étranger*) (p. 18320).

MONIER (Marie-Pierre)
sénatrice (Drôme)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi Travail - Audition de Mme Brigitte Grésy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CSEP).

Rapport « Femmes et laïcité » - Audition de Mme Houria Abdelouaded, psychanalyste, maître de conférences à l'université Paris-Diderot.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Rapport « Femmes et laïcité » - Deuxième échange de vues.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du rapport « Femmes et laïcité ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le désengagement financier de certains départements pour les actions de prévention spécialisée** - (9 février 2016) (p. 2488). (p. 2488, 2489).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2544, 2545).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2777). - **Article 18 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2 du code du patrimoine - *Consécration législative des projets scientifiques et culturels des musées de France*) (p. 2778, 2779). (p. 2779). - **Article 20 (Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques)** (p. 2795). (p. 2797). (p. 2800). (p. 2800, 2801). (p. 2801). (p. 2803). (p. 2805). (p. 2806, 2807). (p. 2807). (p. 2808, 2809). (p. 2811). (p. 2811). (p. 2812). (p. 2812). - **Article 20 bis (supprimé)** (*Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille d'archéologie préventive*) (p. 2817). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine -

Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité (p. 2827). (p. 2829). (p. 2829). - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2839).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) (p. 2868). (p. 2875). (p. 2885). (p. 2885). (p. 2910). (p. 2910, 2911). (p. 2911). (p. 2920). (p. 2920). (p. 2920). (p. 2921).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garantie contre les impayés des pensions alimentaires** - (8 mars 2016) (p. 3886).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4000, 4001).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8180, 8181).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des

biens archéologiques) (p. 8316). (p. 8317). (p. 8319, 8320). (p. 8321). (p. 8322). (p. 8323). (p. 8323). (p. 8324). (p. 8325). (p. 8327). (p. 8328). (p. 8329). (p. 8332). (p. 8333). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8357). (p. 8358).

- **Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11979).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article 8** (art. L. 522-2 et L. 522-4 du code du patrimoine - Clarifier et réduire des délais en matière d'archéologie préventive) (p. 16212). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 16214).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 16502). (p. 16503).

- **Question orale sans débat sur les compétences des collectivités territoriales en matière de tourisme** - (15 novembre 2016) (p. 17341). (p. 17341).

MONTAUGÉ (Franck)
sénateur (Gers)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 10 mars 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA).

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat ; nouvelle nomination le 19 juillet 2016.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 585 (2015-2016)] (9 mai 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen des amendements de séance.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis budgétaires.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation de l'étude sur « l'avenir et les risques du système financier et bancaire » par M. Pierre-Yves Collombat.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9576).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2349, 2350).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article additionnel après l'article 18 A** (p. 2773). - **Article 18 B** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 2774). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 2788, 2789). (p. 2789).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 2935).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3954, 3955). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3957).

- **Rappel au règlement** - (6 avril 2016) (p. 5613).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5616, 5617).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9201, 9202).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34,

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 12056, 12057). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds régional de stabilisation des revenus agricoles*) (p. 12070). - **Article 3** (*Expérimentation de mécanismes de gestion mutualisée des risques économiques*) (p. 12071). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 361-4 du code rural et de la pêche maritime - *Garantie d'un taux de soutien de 65 % à la souscription d'assurances par les agriculteurs*) (p. 12073). - **Article 7** (p. 12074). - **Article 9** (art. L. 361-4 du code rural et de la pêche maritime - *Financement des fonds de stabilisation des revenus agricoles par le Fonds national de gestion des risques agricoles*) (p. 12075). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12075).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 et l'accord de Paris** - (13 octobre 2016) (p. 14986, 14987).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 16215). (p. 16216).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16283).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18297, 18298).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18524, 18525).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20888).

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le temps de travail : un enjeu pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques [n° 292 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 445 (2015-2016)] renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 474 (2015-2016)] (16 mars 2016) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le projet de programme de stabilité 2016-2019 [n° 550 (2015-2016)] (26 avril 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 542 (2015-2016)] réformant le système de répression des abus de marché [n° 575 tome 1 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 542 (2015-2016)] réformant le système de répression des abus de marché [n° 575 tome 2 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 611 (2015-2016)] (17 mai 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Décret d'avance relatif au financement du plan d'urgence pour l'emploi, de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) et de certaines dépenses d'intervention du ministère de l'agriculture [n° 622 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le « Brexit » : quelles conséquences économiques et budgétaires ? [n° 656 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 691 (2015-2016)] relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 710 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 1 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le débat d'orientation des finances publiques pour 2017 [n° 763 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une programmation budgétaire crédible : les enjeux des hypothèses de croissance potentielle [n° 764 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 777 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 785 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 786 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rapport sur le décret d'avance relatif au financement des contrats aidés, de l'hébergement d'urgence et des frais de justice [n° 859 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 866 (2015-2016)] relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 71 (2016-2017)] (25 octobre 2016) - **Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le prélèvement à la source : un choc de complexité [n° 98 (2016-2017)] (2 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'efficacité des dépenses fiscales relatives au développement durable [n° 110 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Cinq années sans modération fiscale [n° 113 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Le budget de 2017 et son contexte économique et financier [n° 140 tome 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) [n° 140 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) [n° 140 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 140 tome 3 annexe 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Investissements d'avenir [n° 140 tome 3 annexe 18 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rapport sur le décret d'avance relatif à la fin de gestion 2016 [n° 153 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 212 (2016-2017)] (13 décembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)] - Rapport [n° 214 tome 1 (2016-2017)] (13 décembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)] - Tableau comparatif [n° 214 tome 2 (2016-2017)] (13 décembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 123 (2016-2017)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la phase I de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 216 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 124 (2016-2017)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe [n° 217 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des finances, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les propositions de directives du Conseil COM (2016) 683 final concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 final concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés [n° 219 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 240 (2016-2017)] (19 décembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 239 (2016-2017)] pour 2017 [n° 242 (2016-2017)] (19 décembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 250 (2016-2017)] pour 2016 [n° 251 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 219 (2016-2017)] au nom de la commission des finances, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les propositions de directives du Conseil COM (2016) 683 final concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 final concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés [n° 257 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavaldà, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Contrôle budgétaire - Communication sur le programme « ANTARES » (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours).

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enjeux économiques et financiers de la construction du Grand Paris Express - Audition conjointe de MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, président du conseil de surveillance, et Philippe Yvin, président du directoire, de la Société du Grand Paris.

Groupes de travail - Désignation de membres.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Mise en œuvre des recommandations du projet BEPS (« Base Erosion and Profit Shifting », érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires) - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

(*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Actualité européenne dans le domaine des services financiers, des banques et de la fiscalité - Communication.

Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission des finances*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Jacques d'Estais, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Philippe Brassac, directeur général de Crédit agricole SA.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service TRACFIN, cellule de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des finances*) : Questions diverses - Débat d'orientation des finances publiques.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Convention République française - république de Colombie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 53 à 55) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'Institution nationale des Invalides (INI) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission

« Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Communication.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » - Examen du rapport spécial - Communication sur l'impact de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) relatif à l'avenir de la fonction publique de novembre 2015 sur les régimes de retraite de la fonction publique.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 56) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 52) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Cyrille Dero, directeur fiscal du groupe Danone, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS bureau Francis Lefebvre, Mme Catherine Henton, directrice fiscale du groupe Sanofi-Aventis, Mme Laurence Jatton, directeur fiscal groupe adjoint d'Engie, M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des

entreprises à la direction de la législation fiscale, M. Valère Moutarlier, directeur « Fiscalité directe, coordination fiscale, analyse économique et évaluation » de la Commission européenne, et de M. François Soulmagnon, directeur général de l'Association française des entreprises privées (AFEP), sur les propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Proposition de résolution européenne sur les propositions de directive du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) - rapporteur général de la commission des finances (p. 4158, 4159).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4831).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 13** (art. L. 315-9 [nouveau] et L. 561-12 du code monétaire et financier - *Plafonnement des cartes prépayées*) (p. 4975). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - *Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme*) (p. 4976). (p. 4977). (p. 4978). (p. 4978). - **Article 15** (art. L. 314-1 et L. 561-26 du code monétaire et financier - *Extension du droit de communication de TRACFIN aux entités chargées de gérer les systèmes de paiement*) (p. 4980). - **Article 15 bis** (art. L. 561-27

du code monétaire et financier - Accès direct de TRACFIN au fichier des antécédents judiciaires) (p. 4981). - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 4981). (p. 4982). (p. 4982). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 415-1 [nouveau] du code des douanes - *Présomption de culpabilité*) (p. 4983). (p. 4984). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4985, 4986). - **Article 16 ter (supprimé)** (art. 67 G [nouveau] du code des douanes - *Extension aux douanes de l'enquête sous pseudonyme*) (p. 4988, 4989). - **Article 16 quater** (art. L. 152-1 du code monétaire et financier - *Obligation de déclaration*) (p. 4989).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5873, 5874).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - rapporteur général de la commission des finances, rapporteur - **Discussion générale** (p. 7243, 7244). - **Article 1er A** (art. L. 465-1 à L. 465-3, art. L. 465-3-1 à L. 465-3-5 [nouveaux], art. L. 466-1, art. L. 621-12, art. L. 621-17-7 du code monétaire et financier, art. 705-1 du code de procédure pénale et art. 421-1 du code pénal - *Mise en conformité des incriminations d'abus de marché avec les dispositions de la directive 2014/57/UE et du règlement (Union européenne) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014*) (p. 7255). (p. 7255). - **Article 1er** (art. L. 465-3-6 [nouveau] du code monétaire et financier - *Encadrement des possibilités de mise en mouvement de l'action publique pour les délits boursiers*) (p. 7257). (p. 7259). - **Article 1er bis A (nouveau)** (art. L. 621-10 et L. 621-10-2 [nouveau] du code monétaire et financier - *Autorisation du juge des libertés et de la détention pour l'accès de l'Autorité des marchés financiers aux données de connexion des opérateurs téléphoniques*) (p. 7259). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. L. 621-20-4, L. 621-20-5 [nouveau], L. 621-20-6 [nouveau] et L. 621-20-7 [nouveau] du code monétaire et financier - *Coopération entre le parquet national financier et l'Autorité des marchés financiers*) (p. 7262). - **Article 4** (art. L. 621-16-1 du code monétaire et financier - *Suppression de l'interdiction pour l'Autorité des marchés financiers de se constituer partie civile en cas de double poursuite*) (p. 7263). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7264). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 7266). - **Article 5** (art. L. 744-12, L. 754-12 et L. 764-12 du code monétaire et financier - *Dispositions relatives à l'outre-mer*) (p. 7268).

- **Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 9273, 9274). - **Article 5** (*Dispositions relatives à l'outre-mer*) (p. 9287).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016** - (21 juin 2016) - rapporteur général de la commission des finances (p. 10168, 10169).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12119, 12120).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12231, 12232). - **Article 17** (*Habilitation en vue d'adapter la législation financière au droit européen en matière de répression des abus de marché et de modifier en conséquence certains aspects de la législation financière*) (p. 12269). (p. 12271). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12272). (p. 12272). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-14-1 du code monétaire et financier - *Extension du champ de la procédure de composition administrative devant l'Autorité des marchés financiers*) (p. 12272). (p. 12272). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - *Extension des compétences de l'Autorité des marchés financiers au contrôle de la régularité des offres au public de parts sociales de banques coopératives ou mutualistes, de certificats mutualistes et de titres financiers non cotés ainsi*

que des offres de financement participatif) (p. 12273). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12274). - **Article 20** (art. L. 465-3, L. 465-3-5, L. 612-39, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17 et L. 621-17-1-1 du code monétaire et financier et art. 28 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Actualisation du régime des sanctions susceptibles d'être prononcées par l'Autorité des marchés financiers et habilitation à transposer plusieurs textes européens concernant les marchés d'instruments financiers et la distribution d'assurances) (p. 12276). (p. 12276). (p. 12277). (p. 12277). - **Article 21** (art. L. 421-9-1 et L. 423-2 du code des assurances, art. L. 612-33 et L. 612-33-2 [nouveau] du code monétaire et financier, art. L. 431-2 du code de la mutualité et art. L. 951-2 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la faculté pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de prononcer la mesure conservatoire de transfert d'office d'un portefeuille de contrats d'assurance et habilitation en vue de lui confier une fonction d'autorité de résolution dans le secteur des assurances) (p. 12280). - **Article 21 bis A (supprimé)** (Habilitation en vue de réformer le code de la mutualité) (p. 12281, 12282). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 12283). (p. 12283). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-36, L. 211-36-1, L. 211-38, L. 211-38-1 [nouveau], L. 440-4, L. 511-33 et L. 531-12 du code monétaire et financier - Renforcement des règles de transparence et de sécurité des opérations sur produits dérivés) (p. 12286). - **Article 23 bis** (art. 238-0 A du code général des impôts - Modalités d'actualisation de la liste des États et territoires non coopératifs en matière de transparence et d'échange d'informations dans le domaine fiscal) (p. 12287).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 37 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 50-0, 64 bis, 102 ter, 103, 151-0 et 293 B du code général des impôts - Réforme du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 12364). - **Article additionnel après l'article 37 (priorité)** (p. 12364).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - rapporteur général de la commission des finances - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12456, 12458). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12498).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12512). (p. 12514). (p. 12515). (p. 12516). - **Article 45 ter (priorité) (supprimé)** (art. 223 quinquies C du code général des impôts - Élargissement du périmètre des sociétés tenues de déclarer à l'administration fiscale les bénéfices du groupe réalisés pays par pays) (p. 12517). - **Article 45 quater B (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-46 et L. 561-47 [nouveaux] du code monétaire et financier - Obligation pour les sociétés de publier des informations relatives à leurs bénéficiaires effectifs) (p. 12518). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 287 et 1695 du code général des impôts - Régime de la déclaration à l'importation de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12539). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code monétaire et financier - Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des

chèques) (p. 12548). - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 12550). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-16 du code monétaire et financier - Habilitations en vue de transposer une directive du 23 juillet 2014 concernant la comparabilité de certains tarifs bancaires et d'encadrer les conditions d'ouverture d'un compte de dépôt en cas de souscription d'un crédit immobilier dans le même établissement et possibilité pour les partenaires de pacte civil de solidarité d'ouvrir chacun un livret d'épargne populaire) (p. 12551). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12551, 12552). (p. 12552). - **Article 28** (art. L. 532-18 et L. 533-12-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 12555). (p. 12555). (p. 12556). - **Article 28 bis** (art. L. 222-16-1 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction de la publicité relative à des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 12557). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12559). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 12559, 12560). (p. 12560). - **Article 29** (art. L. 221-3, L. 221-5 et L. 221-27 du code monétaire et financier - Faculté pour les détenteurs de livret A et de livret de développement durable d'affecter une partie des intérêts sous forme de don à une entreprise solidaire) (p. 12560). (p. 12561). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12562).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12579). (p. 12580). - **Article 33 bis** (art. L. 132-23 et L. 144-2 du code des assurances - Modalités de rachat d'un plan d'épargne retraite populaire) (p. 12581). (p. 12581). (p. 12581, 12582). (p. 12582). - **Article 34** (art. L. 211-4, L. 214-154, L. 214-160 et L. 214-169 du code monétaire et financier - Habilitation en vue de favoriser les émissions obligataires, pour améliorer le financement des entreprises) (p. 12584). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12586). (p. 12586). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de clarifier la législation applicable aux prestataires de services d'investissement, aux entreprises d'investissement et aux sociétés de gestion de portefeuille) (p. 12589). - **Article 52** (art. L. 131-85, L. 711-2, L. 711-4, L. 711-5, L. 711-6, L. 711-6-1, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-8-1, L. 711-9, L. 711-10, L. 711-11 et L. 711-12 du code monétaire et financier - Transformation de l'établissement public national Institut d'émission des départements d'outre-mer en société par actions simplifiée détenue par la Banque de France) (p. 12593). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 12594). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 12595, 12596). (p. 12596). - **Article 54 bis B (supprimé)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Élection de deux représentants du personnel de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12597). - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12599). - **Article additionnel après l'article 54 bis E** (p. 12600). - **Article 58** (Habilitation en vue de supprimer le livre du code monétaire et financier relatif à l'outre-mer et de créer un code monétaire et financier spécifique pour l'outre-mer) (p. 12613).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 13665, 13666).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16619). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-9-1 et L. 423-2 du code des assurances, art. L. 612-33 et L. 612-33-2 [nouveau] du code monétaire et financier, art. L. 431-2 du code de la mutualité et art. L. 951-2 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la faculté pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de prononcer la mesure conservatoire de transfert d'office d'un portefeuille de contrats

d'assurance et habilitation en vue de lui confier une fonction d'autorité de résolution dans le secteur des assurances) (p. 16698). - **Article 21 bis A** (Habilitation en vue de réformer le code de la mutualité) (p. 16700). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16701). (p. 16702). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 532-18 et L. 533-12-7 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16708). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-16-1 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction de la publicité relative à des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16708). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-16-2 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction du parrainage et du mécénat concernant des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16709). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire) (p. 16719). - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 16728). (p. 16730). (p. 16731). - **Article 54 bis B** (art. 34 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Election de représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et organisation du dialogue social au sein de la Caisse) (p. 16739).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017).**

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - rapporteur général de la commission des finances (p. 18338, 18343).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2016) - rapporteur général de la commission des finances - **Question préalable** (p. 18427, 18428).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 19420, 19422). (p. 19423). - **Article 1er** (art. L. 6241-2 du code du travail, art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, art. 29 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA) (p. 19466). - **Article 2** (art. 15 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Révision des modalités de compensation du versement transport due aux autorités organisatrices de la mobilité, AOM) (p. 19467). - **Article 3** (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19467). (p. 19469). (p. 19471).

(p. 19472). - **Article 3 bis (nouveau)** (I de l'art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Relèvement du plafond de la taxe sur les spectacles affectée au Centre national des variétés, CNV) (p. 19473). (p. 19473). - **Article 4** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - Ajustement des ressources affectées au compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 19474). (p. 19474). - **Article 5** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale pour 2016) (p. 19475). - **Article 7 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 19483). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 19483). - **Article 8 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 19488). (p. 19488). (p. 19489). (p. 19489). (p. 19490). (p. 19491). (p. 19491). (p. 19492). (p. 19493). (p. 19493). (p. 19494). (p. 19494). - **Article 9 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) (p. 19496). - **Article 12** (Ratification de deux décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) (p. 19497). (p. 19498).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 13** (art. 1729 D et 1729 G [nouveau] du code général des impôts, art. L. 11, L. 13, L. 13 G [nouveau], L. 47, L. 47 A, L. 47 AA [nouveau], L. 47 B, L. 48, L. 49, L. 51, L. 52, L. 57 A et L. 62 du livre des procédures fiscales - Modernisation des procédures de contrôle fiscal) (p. 19500). (p. 19500). (p. 19501). (p. 19502). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 89 A, 242 ter, 242 ter B, 1635 bis P, 1649 quater B quater, 1672, 1673, 1678 quater, 1681 septies, et art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales - Extension des obligations de déclaration et de paiement dématérialisés) (p. 19504). (p. 19504). (p. 19505). (p. 19505). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 19505). - **Article 15** (art. L. 16 B du livre des procédures fiscales - Simplification du droit de visite en matière fiscale) (p. 19507). (p. 19507, 19508). (p. 19508). - **Article 16** (art. L. 10-0 AB nouveau du livre des procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale internationale) (p. 19509). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 19510). (p. 19511). - **Article 18** (art. 65, 65 A à 65 D, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 212-2 du code des relations entre le public et l'administration - Sécurisation des procédures contentieuses douanières) (p. 19515). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 19517). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - Modification du régime de l'entrepositaire agréé de produits viti-vinicoles) (p. 19519, 19520). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Déclaration automatique sécurisée par les plateformes en ligne des revenus de leurs utilisateurs) (p. 19520). (p. 19520). (p. 19521). (p. 19522). - **Article 20** (art. 885 I quater, 885 O bis et 885 O ter du code général des impôts - Clarification de la notion de bien professionnel) (p. 19523). (p. 19524). (p. 19524). (p. 19524). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 19525). (p. 19526, 19527). (p. 19527). (p. 19527, 19528). (p. 19528, 19529). - **Article 21** (art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Compte PME innovation) (p. 19533). (p. 19534). (p. 19534). (p. 19535). (p. 19535). (p. 19536). (p. 19536). (p. 19537). (p. 19537). (p. 19537). (p. 19537). (p. 19537). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 19539). (p. 19539). (p. 19540). (p. 19541, 19542). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation pour deux ans des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessions de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 19542). (p. 19542). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. 150 ter du code général des impôts - Régime d'imposition à l'impôt sur le revenu des profits réalisés par les personnes physiques sur les instruments financiers à terme) (p. 19543). - **Article 21 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Assouplissement de la

condition de détention prévue dans le cadre des dispositifs « Madelin » et « ISF-PME ») (p. 19544). (p. 19545). - **Article 21 sexies (nouveau)** (art. 1051 du code général des impôts - Limitation à 125 euros du droit d'enregistrement d'un transfert d'immeubles par un organisme HLM à sa filiale de logements locatifs intermédiaires) (p. 19545). - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19546). (p. 19547). (p. 19548). (p. 19549). - **Article 22** (art. 199 ter viciés du code général des impôts - Prise en compte des dispositions de la loi liberté de création, architecture et patrimoine dans la réduction d'impôt Malraux) (p. 19551). (p. 19552). (p. 19552).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19571). (p. 19571). (p. 19572, 19573). (p. 19574). (p. 19575). (p. 19576). (p. 19577, 19578). (p. 19579). (p. 19579, 19580). (p. 19580). (p. 19580). (p. 19581). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19583). (p. 19584). (p. 19585). (p. 19586). (p. 19586). (p. 19587). (p. 19588). (p. 19590). (p. 19591). (p. 19592). (p. 19593). (p. 19595). (p. 19597). (p. 19598). (p. 19600). (p. 19600). - **Article 23 bis** (art. 31 et 32 du code général des impôts - Nouveau dispositif d'incitation fiscale en faveur de la mise en location de logements anciens) (p. 19603). (p. 19603). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 19604). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19605). (p. 19605). - **Article 23 quater** (art. 1388 quinquies B [nouveau] du code général des impôts - Abattement facultatif de 50 % de l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans le périmètre d'un projet d'intérêt général motivé par la pollution de l'environnement) (p. 19607). - **Article additionnel après l'article 23 quater** (p. 19607). - **Article 23 quinquies (nouveau)** (Assouplissement de l'éligibilité et du calcul des allègements de fiscalité locale pour les contribuables de Mayotte) (p. 19608). (p. 19608). - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 19608). - **Article 23 sexies (nouveau)** (art. 1466 A septies I du code général des impôts - Suppression du plafond d'effectif exigé des entreprises commerciales pour bénéficier d'exonérations d'impositions locales dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 19610). - **Article 23 septies (nouveau)** (art. 1499 et 1499-00 A [nouveau] du code général des impôts - Modification des modalités de calcul de la valeur locative de certains établissements industriels) (p. 19611). (p. 19612). (p. 19613). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 19614). (p. 19615). - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19616). (p. 19618). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19619). (p. 19620, 19621). (p. 19622, 19623). - **Article 23 nonies (nouveau)** (art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans un site Natura 2000) (p. 19623). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19627). (p. 19631, 19632). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19633). (p. 19635). (p. 19636). (p. 19636). (p. 19637). (p. 19638, 19639). (p. 19644). (p. 19647). (p. 19649). (p. 19650). (p. 19650). (p. 19651). (p. 19653, 19654). (p. 19655). (p. 19655). (p. 19656). (p. 19657). (p. 19658). - **Article 24 ter (nouveau)** (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne) (p. 19659, 19660). - **Article 24 septies (nouveau)** (art. 265, 265 ter, 266 quinquies du code des douanes - Modification du prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 19665). (p. 19665). - **Article 24 octies (nouveau)** (art. 278-0 bis du code général des impôts - Application d'un taux réduit de TVA aux dispositifs d'autotests de dépistage du VIH) (p. 19666). (p. 19666). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19667).

(p. 19668). (p. 19669). (p. 19670). (p. 19670). (p. 19671). (p. 19672). (p. 19673). (p. 19674). (p. 19675). (p. 19676). (p. 19676, 19677). (p. 19678). (p. 19678). (p. 19679). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19680). (p. 19682). (p. 19683). (p. 19684, 19685). (p. 19685). (p. 19686). (p. 19687). (p. 19688). - **Article 24 decies (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Affectation du surplus de taxe de solidarité sur les billets d'avion au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 19688, 19689). (p. 19689). - **Article 24 undecies** (art. 1382 F [nouveau] du code général des impôts - Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des installations de stockage des déchets) (p. 19691). - **Articles additionnels après l'article 24 undecies** (p. 19692). (p. 19693). (p. 19693). (p. 19695). - **Article 24 duodecies (nouveau)** (art. 1600 du code général des impôts - Hausse de l'enveloppe d'aide de modernisation, de rationalisation et de solidarité financière des chambres de commerce et d'industrie) (p. 19696). - **Article additionnel après l'article 24 terdecies** (p. 19697). - **Article 24 quaterdecies (nouveau)** (art. 1609 quater viciés A du code général des impôts - Affectation de l'intégralité des ressources de la TNSA au fonds d'aide à l'insonorisation des logements) (p. 19698). - **Article 24 quindecies (nouveau)** (p. 19700). (p. 19700). - **Article additionnel après l'article 24 quindecies** (p. 19704). (p. 19705). - **Article additionnel après l'article 24 sexdecies** (p. 19705, 19706). - **Article 25** (art. 1607 ter et 1636 B octies du code général des impôts - Mise en place d'une taxe spéciale d'équipement différenciée en cas d'extension du périmètre d'un établissement public foncier d'État) (p. 19708). - **Article 26** (art. 1530 bis, 1638-0 bis et 1640 du code général des impôts, art. L. 2333-67, L. 5211-18 et L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Adaptation des dotations et compensations au regroupement des communes) (p. 19710). (p. 19711). (p. 19711). (p. 19712). (p. 19712). (p. 19713). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19714). (p. 19714). (p. 19715). (p. 19715). (p. 19716). (p. 19716). (p. 19717). (p. 19717). (p. 19718). (p. 19720). (p. 19721).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) (p. 19732). (p. 19734). (p. 19735). - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 2334-25-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1241-14 du code des transports - Compensation des pertes de recettes consécutives à la réforme du stationnement payant) (p. 19736). (p. 19736). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19737). (p. 19738). (p. 19738). - **Article 26 sexies (nouveau)** (art. 1638 quater du code général des impôts - Débasage du taux de taxe d'habitation) (p. 19739). - **Article additionnel après l'article 26 octies** (p. 19740). - **Article 27** (art. L. 2333-26, L. 2333-30, L. 2333-41, L. 3333-1 et L. 5211-21 du code général des collectivités territoriales - Ajustement des dispositions relatives à la taxe de séjour) (p. 19742). (p. 19743, 19744). (p. 19745). (p. 19745). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 19746). (p. 19747). (p. 19748). (p. 19749). (p. 19749). (p. 19750). (p. 19751). - **Article 28** (art. 112, 114, 158 B, 158 octies, 284 quater et 448 du code des douanes, art. 262-0 bis [nouveau] et art. L. 80 I du livre des procédures fiscales - Modernisation et simplification du dispositif de recouvrement de la DGDDI) (p. 19752). (p. 19753). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 29, 104, 265 A, 346, 352 et titre XIII du code des douanes, art. 16, 218, et titre XII du code des douanes de Mayotte, art. 343 du code général des impôts - Suppression de la commission de conciliation et d'expertise douanière et de la commission des hydrocarbures) (p. 19753). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. 265, 265 sexies, 265 septies et 265 octies du code des douanes - Suppression de l'autorisation accordée aux conseils régionaux et à l'assemblée de Corse de moduler le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) (p. 19753). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 19756, 19757). - **Article 30** (art. 39, 39 duodecies, 145 et 219 du code général des impôts - Mise en conformité du régime des sociétés mères et filiales) (p. 19759). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 19760). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19761, 19762). (p. 19763). (p. 19764). (p. 19765). (p. 19766).

(p. 19766). (p. 19768). (p. 19769). (p. 19770). (p. 19772). (p. 19773). (p. 19773). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. 39 *decies* du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017) (p. 19775). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 19778). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 19779). (p. 19781). (p. 19781). (p. 19782). (p. 19784). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. 244 *quater B* du code général des impôts - Crédit d'impôt recherche lié aux fermes expérimentales) (p. 19785). - **Article 31 sexies (nouveau)** (art. 244 *quater X* du code général des impôts - Extension du crédit d'impôt sur les sociétés dont bénéficient les organismes à loyer modéré dans les départements d'outre-mer pour l'acquisition ou la construction de logements destinés à des étudiants boursiers) (p. 19785). - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19786). (p. 19786). (p. 19787). (p. 19788). (p. 19789). (p. 19789). (p. 19790). (p. 19791). (p. 19792). (p. 19793). (p. 19794). (p. 19794). (p. 19795). (p. 19795, 19796). (p. 19797). - **Article 34** (art. L. 241-3, L. 245-13-1 nouveau, L. 651-3, L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale et art. 39 du code général des impôts - Réforme des modalités de recouvrement de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 19799). - **Article 35** (art. 1609 *octotricies* du code général des impôts - Création d'une contribution pour l'accès au droit et à la justice) (p. 19801). - **Article 35 ter (nouveau)** (art. 80 *quater*, 156 et 194 du code général des impôts - Définition des règles fiscales applicables à l'issue d'un divorce par consentement mutuel sans juge) (p. 19801). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19802). (p. 19802). (p. 19803). (p. 19803, 19804). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 207 et 1609 *tervicies* [nouveau] du code général des impôts - Contribution spéciale CDG-Express) (p. 19805, 19806). - **Article 35 sexies (nouveau)** (art. 108 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Enrichissement de l'annexe budgétaire relative aux transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales) (p. 19808). - **Article additionnel après l'article 35 sexies** (p. 19808). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 19809). (p. 19809). - **Article 37** (Contre-garantie de l'État pour le financement d'un site de stockage à sec des résidus miniers) (p. 19810). (p. 19810). (p. 19812). - **Article 37 quinquies (nouveau)** (Garantie de l'État à l'emprunt contracté par le centre des monuments nationaux au titre de la rénovation de l'hôtel de la marine) (p. 19813). - **Article 37 sexies (nouveau)** (Garantie de l'État à la Réunion des musées nationaux-Grand Palais)

(p. 19813). - **Article 38** (Garantie de l'État à « Nouvelle-Calédonie Énergie ») (p. 19813). - **Article 39** (Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté) (p. 19818). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 19820). (p. 19820). (p. 19821). (p. 19821). (p. 19821). (p. 19822). - **Article additionnel après l'article 40 bis** (p. 19822, 19823). (p. 19823). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 19824). - **Article 42** (Souscription à l'augmentation du capital de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, BDEAC) (p. 19825). - **Article 44 (nouveau)** (art. L. 121-37-1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie et art. 1621-3 du code général des collectivités territoriales - Affectation de la collecte des cotisations du fonds de financement du droit individuel à la formation des élus locaux à l'Agence de services et de paiement) (p. 19826). (p. 19826). - **Article 47 (nouveau)** (Section 2 du chapitre III du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail, art. L. 5423-28, L. 5423-29, L. 5423-30, L. 5423-30-1 [nouveau], L. 5423-31, L. 5312-1, L. 5312-7, L. 5312-12, L. 5426-8-1, L. 5426-8-2 ; L. 5426-8-3, L. 5424-21 du code du travail, paragraphes 1 et 2 de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre VIII du titre II du livre III, art. L. 326-11, L. 327-26 [nouveau], L. 327-30, L. 327-31, L. 327-32, L. 327-33, L. 327-52-1, L. 327-52-2 et L. 327-52-3 du code du travail applicable à Mayotte - Suppression du fonds de solidarité) (p. 19828). - **Article 51 (nouveau)** (Autorisation d'approbation de l'avenant modifiant la convention fiscale du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal) (p. 19828). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 19829). (p. 19831). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19833).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20796, 20798). - **Question préalable** (p. 20804).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 250 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20910, 20911). - **Question préalable** (p. 20918).

MORHET-RICHAUD (Patricia)
sénatrice (Hautes-Alpes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (23 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Un an à l'écoute des entrepreneurs [n° 800 (2015-2016)] (18 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 47 (2016-2017)] de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 185 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

(*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire** [n° 115 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2351).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (16 février 2016) - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements*) (p. 2936).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2974).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** [n° 427 (2015-2016)] - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3953, 3954).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4337, 4338).
 - **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 mars 2016) (p. 4440).
 - **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du nombre de normes en matière agricole*) (p. 4483).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (5 avril 2016) (p. 5120). (p. 5121).
 - **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5622).
 - **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5641, 5642).
 - **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8046, 8047).
 - **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 18 bis AA (suppression maintenue)** (*Règles relatives à la délivrance d'un certificat d'exportation concernant certains biens culturels*) (p. 8251). (p. 8252).
 - **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8942). (p. 8943).
 - **Question orale sans débat sur les effectifs supplémentaires pour les brigades des douanes dans les Alpes du Sud** - (7 juin 2016) (p. 9132, 9133). (p. 9133).
 - **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (16 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - *Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9735). (p. 9745).
 - **Question orale sans débat sur la mise en danger des randonneurs par les chiens de protection des troupeaux** - (21 juin 2016) (p. 10116, 10117). (p. 10117).
 - **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11988).
 - **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires*) (p. 12384). (p. 12384). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - *Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole*) (p. 12406). (p. 12407).
 - **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 bis G (priorité)** (art. L. 631-27-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Organisation de conférences publiques de filière annuelles à l'occasion de la remise du rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires*) (p. 12431). - **Article 31 ter A (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-7 du code de commerce - *Plafonnement du montant des avantages promotionnels accordés par le fournisseur de certains produits agricoles aux clients d'un distributeur*) (p. 12432). (p. 12432). - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - *Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans*) (p. 12433). (p. 12434). (p. 12434). (p. 12435). (p. 12435). (p. 12437). (p. 12438). (p. 12440). (p. 12440).
 - **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16156, 16157).
 - **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16278).
 - **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 4** (*Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 16633). (p. 16633). - **Article 5** (art. 1er à 6 [abrogés] de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, art. 40-6 [abrogé] du code de procédure pénale et art. L. 561-29 du code monétaire et financier - *Suppression du service central de prévention de la corruption*) (p. 16635). (p. 16635).
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**
- Troisième partie :
- (16 novembre 2016) - **Article 13** (art. 242-1-2 et L. 243-12-1 du code de la sécurité sociale et L. 723-11, L. 724-9 et L. 724-13 du code rural et de la pêche maritime - *Assiette forfaitaire en cas de travail dissimulé constaté chez un particulier employeur - Modulation et harmonisation entre régimes des sanctions en cas d'obstacles à contrôle*) (p. 17489). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 17495). (p. 17497). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 17499).
 - **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18657, 18658). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18684). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au

développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18702). (p. 18705).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18721). (p. 18722). (p. 18724). (p. 18725). - **Article 8 octies** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Délivrance de l'autorisation d'exercer la pharmacie) (p. 18725). - **Articles additionnels après l'article 8 nonies** (p. 18726). (p. 18727).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 18776, 18777). (p. 18777). (p. 18778). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 87 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Rémunération prévue par un contrat de travail intermittent) (p. 18780). (p. 18780). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18781, 18782). (p. 18800). (p. 18800, 18801). - **Article additionnel après**

l'article 13 (p. 18802). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-20 du code du travail - Durée de mise à disposition des salariés d'un groupement d'employeurs mixte aux collectivités territoriales adhérentes) (p. 18812). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18813).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 18** (p. 18862). (p. 18862). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 323-1 du code du tourisme - Abrogation de l'article) (p. 18939). (p. 18939). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18949).

- **Question orale sans débat sur l'arboriculture et les brouettes de cueillette** - (20 décembre 2016) (p. 20825). (p. 20826).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20978).

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UDI-UC

NOMINATIONS

Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Présidente et rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique de l'Institut français.

Membre titulaire de la commission scientifique nationale des collections.

Membre ès qualités de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi organique [n° 278 (2015-2016)] de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 357 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : France et Maroc : un partenariat stratégique pour la jeunesse [n° 439 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 446 (2015-2016)] visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 518 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 681 (2015-2016)] (14 juin 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 802 (2015-2016)] visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 844 (2015-2016)] (21 septembre 2016) - **Culture**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de la commission au Maroc - Présentation du rapport d'information.

Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*délégation aux droits des femmes*) : Journée internationale des droits des femmes - Projection du film *Des femmes et des hommes*, de Frédérique Bedos, suivie d'un débat.

Journée internationale des droits des femmes - Rencontre avec une délégation de femmes meilleures ouvrières de France.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christopher Baldelli, président de RTL.

Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Communication diverse.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schreck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Communication diverse.

Demande de renvoi pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Déontologie des journalistes et indépendance des médias - Audition.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Rapport d'activité du CSA pour 2015 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport oral pour avis.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Communications diverses.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Désignation de candidats à la commission mixte paritaire.

Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Désignation de candidats à la commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur l'orientation - Présentation du rapport d'information.

Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Audition de MM. Bruno Chetaille, président, et Charles Juster, directeur de la communication et directeur des grands comptes, de Médiamétrie.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Liberté, indépendance et pluralisme des médias - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Loi de finances pour 2017 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Liberté, indépendance et pluralisme des médias - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Nomination de rapporteur.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen des amendements au texte de la commission.

Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde (FMM) pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de FMM.

Demande de saisine pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde pour la période 2016-2020 - Communication de Mme Claudine Lepage et examen de l'avis de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » « Presse », « Livre et industries culturelles » et « Audiovisuel extérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Communication.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur l'adaptation de la directive « Services de médias audiovisuels » à l'évolution des réalités du marché - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hommage à M. Rémy Pflimlin.

Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hommage à M. Jean-Claude Frécon.

Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française [n° 145 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Demande de renvoi à la commission** (p. 98).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 2529, 2530). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2568). (p. 2572). (p. 2574).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 2 bis** (*art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Inscription annuelle à l'ordre du jour des conférences territoriales de l'action publique d'un débat sur la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2596). - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 2601, 2602). - **Article 3 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 2609). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (*art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 2633). - **Motion d'ordre** (p. 2633). - **Article 7 quater A** (*art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs*) (p. 2647). - **Article 10 quinquies (nouveau)** (*art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante*) (p. 2670).

- **Souhaits de bienvenue à un nouveau ministre** - (12 février 2016) (p. 2744).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (12 février 2016) - **Intitulé du chapitre V** (p. 2755).

- Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 17 A** (*art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires*) (p. 2759). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2762). - **Article 18 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 441-2 du code du patrimoine - Consécration législative des projets scientifiques et culturels des musées de France*) (p. 2780). - **Article 20 bis A (nouveau)** (p. 2816). - **Article 22** (*Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine*) (p. 2824).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2921).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - *Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine*) (p. 3019). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - *Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage*) (p. 3043).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - rapporteure pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3070, 3071). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3090).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, rapporteure - **Discussion générale** (p. 5630, 5632). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 5644). (p. 5646).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5780, 5781). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - *Exercice du droit à communication par la publication*) (p. 5802). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre 1er de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre 1er [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - *Extension du champ de la diffusion des documents administratifs*) (p. 5807, 5808). (p. 5812, 5813). (p. 5826). - **Article 7 bis** (art. L. 324-5-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - *Gratuité de la réutilisation des informations produites par le service statistique public*) (p. 5849). (p. 5850). (p. 5851, 5852).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (*Promotion du logiciel libre et des formats ouverts*) (p. 5896). (p. 5902). - **Article 16 ter** (*Rapport au Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique*) (p. 5933). (p. 5933). (p. 5936).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - *Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public*) (p. 5979). - **Article 19** (art. L. 32-1, L. 32-4, L. 33-1, L. 36-7, L. 36-8, L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - *Respect obligatoire des règles en matière de neutralité de l'internet pour les exploitants de réseaux et les fournisseurs de services de communications électroniques* - *Compétences de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 5981).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression des classes bilingues en province** - (28 avril 2016) (p. 5995, 5996).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)] (suite)** - (28 avril 2016) - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - *Récupération et portabilité des données des consommateurs*) (p. 6047). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code

de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - *Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent*) (p. 6050). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6057, 6058). (p. 6060).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6280, 6281).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 4 B (supprimé)** (*Rapport sur l'amélioration du partage et de la transparence des rémunérations dans le secteur du livre*) (p. 8196). - **Article 7 ter** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - *Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée*) (p. 8210). - **Article 10 quater** (*Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet*) (p. 8220).

- Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - *Missions des conservatoires*) (p. 8237, 8238, 8239).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8408).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, rapporteure - **Demande de réserve** (p. 8694). - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Droit d'opposition des journalistes*) (p. 8696, 8697). (p. 8698). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8699). - **Article 1er bis** (art. L. 7111-11 du code du travail - *Consultation annuelle du comité d'entreprise sur le respect du droit d'opposition des journalistes*) (p. 8699). (p. 8699, 8700). (p. 8700). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. L. 1351-1 du code de la santé publique - *Renforcement de la protection des lanceurs d'alerte*) (p. 8704, 8705). - **Article 2** (art. 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Pouvoirs de régulation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en matière de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance de l'information et des programmes*) (p. 8708). (p. 8709, 8710). (p. 8711). (p. 8711). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Adaptations des conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les opérateurs autorisés à utiliser les fréquences hertziennes*) (p. 8712). (p. 8712, 8713). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Adaptation des conventions conclues entre le CSA et les opérateurs de services diffusés par câble, satellite et ADSL*) (p. 8713). - **Article 5** (art. 28-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance dans la reconduction simplifiée des autorisations d'émission*) (p. 8714, 8715). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 29 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Prise en compte des principes de pluralisme, d'honnêteté et d'indépendance dans l'appel aux candidatures pour l'exploitation d'un service de radio ou de télévision*) (p. 8716). (p. 8716). - **Article 7** (art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes*) (p. 8717). (p. 8717, 8718). (p. 8719). (p. 8719). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8720). - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183

à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes) (p. 8744). (p. 8744). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 8745, 8746). (p. 8747). - **Article 8** (art. 18 de loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA) (p. 8747). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8748). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8749). (p. 8750). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 8751). (p. 8751). - **Article 11** (art. 6 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Transparence de l'actionnariat et des organes dirigeants des publications) (p. 8753). (p. 8754). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8755). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. 15-1 de la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Suspension des aides publiques aux entreprises de presse en cas de violation des obligations de transparence et du droit d'opposition des journalistes) (p. 8756). - **Article additionnel après l'article 11 quinquies** (p. 8758). - **Article 11 octies** (art. 18-6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Précisions relatives aux décisions prises par la commission du réseau) (p. 8759). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 8761). (p. 8762). - **Article 12** (Délai de révision des conventions) (p. 8763). (p. 8763). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8764). - **Article 14** (Texte non modifié par la commission) (Application sur l'ensemble du territoire de la République) (p. 8765). (p. 8765). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8767).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 9144, 9145).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** - Commission mixte paritaire [n° 695 (2015-2016)] - (29 juin 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12023, 12024).

- **Projet de loi pour une République numérique** - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)] - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14024, 14025).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** - Nouvelle lecture [n° 802 (2015-2016)] - (29 septembre 2016) - présidente de la

commission de la culture, de l'éducation et de la communication, rapporteure - **Discussion générale** (p. 14352, 14353). - **Question préalable** (p. 14359, 14360).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14928). (p. 14937). (p. 14940).

- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 15233).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 16233). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16259). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - Élargissement de la taxe dite « Buffet ») (p. 16261).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 30 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 16293, 16294).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 18361, 18362).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale (I)** - (1er décembre 2016) (p. 18468).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18583).

MORISSET (Jean-Marie)
sénateur (Deux-Sèvres)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial de personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Égalité des territoires et logement - Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables [n° 143 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Protection sociale des exploitants agricoles - Audition de MM. Pascal Cormery, président, et Michel Brault, directeur général, de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 3123). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 3126). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 3129). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 3137).

MOILLER (Philippe)
sénateur (Deux-Sèvres)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée le 8 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 143 tome 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge de personnes handicapées dans des établissements situés en dehors du territoire national [n° 218 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Protection sociale des exploitants agricoles - Audition de MM. Pascal Cormery, président, et Michel Brault, directeur général, de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale, et du professeur Olivier Bastien, directeur de la direction prélèvement greffe organes-tissus, de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à

de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Travail dissimulé - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 108, 109). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 114). (p. 116). (p. 116). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 122). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mesures réglementaires d'application de la proposition de loi*) (p. 130, 131). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 133).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier

2016) - **Article 4** (*art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 336, 337).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3117, 3118). - **Article 4** (*art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département*) (p. 3124). - **Article 5 ED** (*art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé*) (p. 3127). - **Article 21 ter** (*art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux*) (p. 3132). (p. 3136). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille*) (p. 3137). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3139).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Commission mixte paritaire [n° 355 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3143, 3144).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 11 (suppression maintenue)** (*Demande de rapports*) (p. 4506).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (*art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs*) (p. 5793).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6316, 6317).

- **Question orale sans débat sur le sort des communes associées en cas de regroupement sous le statut de commune nouvelle** - (7 juin 2016) (p. 9116). (p. 9117).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve[n] [n° 662 (2015-2016)]** - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9592). (p. 9662). (p. 9663).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 10268). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 10271). (p. 10271).

- **Question orale sans débat sur la demande de mesure de sauvegarde sollicitée par l'Afrique du Sud et les entreprises industrielles de production de volaille** - (30 juin 2016) (p. 12036, 12037). (p. 12037).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (5 juillet 2016) - **Article 21 bis A (supprimé)** (*Habilitation en vue de réformer le code de la mutualité*) (p. 12282). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - *Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives*) (p. 12283).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12334).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16191).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16200, 16201).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16285).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17384, 17385).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 6** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre 1er du livre 1er de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - *Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRES*) (p. 17406). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 17409). - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives*) (p. 17462). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17486). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17515).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - *Retraite anticipée des travailleurs handicapés*) (p. 17593).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18300).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18819).

- **Question orale sans débat sur la situation des éleveurs de bovins allaitants** - (20 décembre 2016) (p. 20828, 20829). (p. 20829, 20830).

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (8 juin 2016).

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 144 tome 2 fasc. 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et « Création et cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la

période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla, présidente du directoire, et de Mme Anne Durupt, directrice générale, d'Arte France.

NAMY (Christian)
sénateur (Meuse)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Australie : quelle place pour la France dans le Nouveau monde ? [n° 222 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, ouverte à la presse, de M. Jacques Repussard, directeur général de l'IRSN, dans le cadre de l'examen du rapport de l'IRSN sur « Les déchets de très faible activité, la doctrine doit-elle évoluer ? Réflexions de l'IRSN sur une gestion pérenne, équitable et responsable ».

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique sur « L'état de l'art en matière de mesure des émissions de particules et de polluants par les véhicules. Regards croisés » du 13 novembre 2015, par M. Denis Baupin, député, et Mme Fabienne Keller, sénatrice.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7998, 7999). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 8013).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le stockage des déchets radioactifs : « comité de haut niveau »** - (9 juin 2016) (p. 9353). (p. 9354).

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à clarifier l'obligation de débroussaillage dans les zones exposées au risque d'incendie [n° 376 (2015-2016)] (8 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions de restitution des box internet et à améliorer le traitement des réclamations des clients d'un fournisseur de services de communication numérique [n° 399 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la construction de la ligne à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan** - (14 janvier 2016) (p. 225).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (1er mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3179).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation budgétaire de la France au niveau européen** - (4 octobre 2016) (p. 14416). (p. 14417).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 374 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 440 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le volet méditerranéen de la politique de voisinage de l'Union européenne révisée [n° 608 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs : quelle politique de voisinage pour l'Union européenne ? Le cas de l'Égypte [n° 609 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 861 (2015-2016)] relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 77 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux [n° 145 tome 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 166 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la continuité du service public dans les transports de voyageurs [n° 202 (2016-2017)] (7 décembre 2016)

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG Trade) à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénét et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages -

Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Alain Grandjean et Gérard Mestrallet sur les conclusions du rapport sur le prix du carbone remis à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 263, 264). - **Article 1er** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité*) (p. 298). - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 314, 315).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 364).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2243).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3827, 3829). - **Article 6 bis** (*Obligation pour les personnes voyageant en fraude de pouvoir justifier de leur identité et possibilité pour les entreprises de transport routier, ferroviaire ou guidé de subordonner le voyage de leurs passagers à la détention d'un titre de transport nominatif*) (p. 3837).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7351).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9164, 9165).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la SNCF** - (9 juin 2016) (p. 9349). (p. 9350).

- **Question orale sans débat sur la mise en place de véhicules auto-partagés dans les immeubles collectifs** - (21 juin 2016) (p. 10128, 10129). (p. 10129).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13846).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 16935, 16937). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16947,

16948). - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau) (p. 16951). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 16954).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18284, 18285).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18859).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Commission mixte paritaire [n° 167 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 20851, 20852).

NÉRI (Alain)

*sénateur (Puy-de-Dôme)
Socialiste et républicain*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 30 juin 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajeot, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothée Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-

Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la république du Tadjikistan relatif à la construction d'une tour de contrôle sur l'aéroport de Douchanbé - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3904, 3905).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4212). (p. 4232).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4274, 4275). - **Rappel au règlement** (p. 4289).

- **Question orale sans débat sur les commissariats de police de Cournon-d'Auvergne et Gerzat** - (10 mai 2016) (p. 7218). (p. 7219).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article 1er** (*Création*

d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9423). (p. 9429). (p. 9432).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9458). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9480, 9481). - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9536).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9588).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (*art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10205).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (*art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10255).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (*art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10345).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (*art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune*) (p. 10658). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10660).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14422).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 16266).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16454, 16455).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code

général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17120, 17121).

NEUVILLE (Ségolène)
secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion
(jusqu'au 12 février 2016)
secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la prime d'activité** - (11 février 2016) (p. 2727, 2728).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le versement du RSA dans le Haut-Rhin** - (11 février 2016) (p. 2728, 2729).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agenda d'accessibilité programmée** - (16 février 2016) (p. 2894).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3202, 3203).

- **Question orale sans débat sur la modification de la gouvernance des caisses de retraite des professions libérales** - (15 mars 2016) (p. 4103, 4104).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la clinique de Cluses** - (15 mars 2016) (p. 4104, 4105).

- **Question orale sans débat sur l'isolement géographique du centre hospitalier d'Aurillac** - (15 mars 2016) (p. 4105, 4106).

- **Question orale sans débat sur les régimes complémentaires de retraite des élus locaux et la reprise d'activité** - (15 mars 2016) (p. 4106).

- **Question orale sans débat sur la qualité d'ayant droit d'un retraité français résidant hors de France** - (15 mars 2016) (p. 4107).

- **Question orale sans débat sur les professionnels de santé et la lutte contre les violences conjugales** - (15 mars 2016) (p. 4108).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix des médicaments anti-cancéreux** - (31 mars 2016) (p. 5032, 5033).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autisme** - (5 avril 2016) (p. 5125).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5707, 5709).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article additionnel après l'article 44 (priorité)** (p. 6032, 6033). (p. 6036). (p. 6036).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6319, 6322).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les cabinets dentaires** - (17 mai 2016) (p. 7987, 7988).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8888, 8890). - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8901, 8902). (p. 8902).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prochaine conférence sur le handicap** - (31 mai 2016) (p. 8908).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les investissements dans la santé** - (31 mai 2016) (p. 8910, 8911).

- **Question orale sans débat sur le bilan des mesures incitatives pour lutter contre la désertification médicale** - (21 juin 2016) (p. 10113, 10114).

- **Question orale sans débat sur la démographie médicale** - (21 juin 2016) (p. 10115).

- **Question orale sans débat sur les forfaits de santé** - (21 juin 2016) (p. 10116).

- **Question orale sans débat sur la mise en danger des randonneurs par les chiens de protection des troupeaux** - (21 juin 2016) (p. 10117).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le 21e critère de discrimination : la précarité sociale** - (7 juillet 2016) (p. 12452).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de vaccins contre la tuberculose et de vaccins combinés contenant la coqueluche** - (19 juillet 2016) (p. 13722).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge par l'assurance maladie du matériel d'occasion d'aide à la personne** - (19 juillet 2016) (p. 13723).

- **Question orale sans débat sur les étudiants en orthophonie** - (19 juillet 2016) (p. 13724).

- **Question orale sans débat sur la téléprotection grave danger** - (19 juillet 2016) (p. 13724, 13725).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 303 (2016-2017)] et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 305 (2016-2017)]** - (27 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16384, 16385).

- **Question orale sans débat sur la formation des médecins à l'identification et au signalement des situations de maltraitance** - (15 novembre 2016) (p. 17335).

- **Question orale sans débat sur le manque de médecins généralistes** - (15 novembre 2016) (p. 17336).

- **Question orale sans débat sur l'application du dispositif des groupements hospitaliers de territoire en Ardèche** - (15 novembre 2016) (p. 17337).

- **Question orale sans débat sur la certification des comptes de certains établissements de santé** - (15 novembre 2016) (p. 17338).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de la maladie de Tarlov** - (15 novembre 2016) (p. 17339).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les drogues** - (17 novembre 2016) (p. 17572).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude aux prestations sociales** - (15 décembre 2016) (p. 19437).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu de solidarité active et la politique sociale** - (15 décembre 2016) (p. 19441, 19442).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences sur la santé de la pollution dans la vallée de l'Arve** - (20 décembre 2016) (p. 20864, 20865).

de **NICOLAY (Louis-Jean)**
sénateur (Sarthe)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre suppléant de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances 2017 - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 22, 23).
- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Article 15 bis** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 396). (p. 397). - **Article 17 ter** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 401).
- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 515). - **Articles additionnels après l'article 36 sexies** (p. 530).
- **Question orale sans débat sur les maisons de santé hospitalières** - (26 janvier 2016) (p. 683). (p. 684).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2869, 2870). (p. 2870). (p. 2870). (p. 2871). (p. 2914). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2925). (p. 2926).
- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article 43 (priorité)** (art. L. 32-1 et L. 35-7 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès des sourds et malentendants aux services téléphoniques) (p. 6017, 6018). (p. 6022).
- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 6142).
- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FC (nouveau)** (art. L. 33-10-1 du code des postes et des communications électroniques - Conventonnement pour le déploiement des réseaux) (p. 6186). (p. 6187). (p. 6187). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 36-7

du code des postes et des communications électroniques - Mise à disposition par l'ARCEP des cartes numériques de couverture du territoire) (p. 6190). (p. 6191). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 6193). - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6195, 6196).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-23 et L. 421-4 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 7512). (p. 7513).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8353). (p. 8353). - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants) (p. 8396). (p. 8396). (p. 8399).

- **Question orale sans débat sur les problématiques phytosanitaires relatives aux buis** - (11 octobre 2016) (p. 14736). (p. 14737).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) : poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19627). (p. 19627). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19637). (p. 19643). (p. 19645). (p. 19646).

- **Question orale sans débat sur les mesures de régulation aux fins de lutte contre les « déserts médicaux »** - (20 décembre 2016) (p. 20830). (p. 20830, 20831).

NOUGEIN (Claude)
sénateur (Corrèze)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 483 (2014-2015)] autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali [n° 358 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Défense**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Un an à l'écoute des entrepreneurs [n° 800 (2015-2016)] (18 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

PANUNZI (Jean-Jacques)
sénateur (Corse-du-Sud)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Corrèze le vendredi 20 mai 2016.

Entreprises et réforme du droit du travail - Examen du rapport d'information de Mme Annick Billon.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport de synthèse des rencontres d'entreprises effectuées par la délégation durant l'année parlementaire 2015-2016.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Nomination de rapporteurs en vue de l'élaboration d'un rapport d'information sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par MM. Benoît Ravel, président-directeur général de Datastorm, et Stéphane Auray, économiste senior, d'une étude d'impact prospective, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm, sur les effets attendus, sur les entreprises et l'économie française, de pistes de réforme relatives à la transmission et à la reprise d'entreprises en France.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi** - (19 janvier 2016) (p. 271). (p. 272).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali** [n° 359 (2015-2016)] - (11 février 2016) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 2706, 2708).

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 180 (2016-2017)] (5 décembre 2016) - Famille.

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - Économie et finances, fiscalité.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - Budget.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le fonds exceptionnel d'investissement : un instrument au service du rattrapage des outre-mer [n° 6 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - Économie et finances, fiscalité.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Outre-mer [n° 140 tome 3 annexe 21 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - Budget.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Désignation de membres.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Geoffroy Filoche, de l'Institut de recherche et de développement (IRD) co-auteur du rapport sur les zones de droits d'usage collectifs, concessions et cessions en Guyane française.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapérimériques.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires

européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 415-1 du code de l'environnement - Agents habilités à contrôler le respect des réglementations d'accès aux ressources génétiques et connaissances traditionnelles associées et de partage des avantages*) (p. 446, 447).

- **Question orale sans débat sur la montée de l'insécurité en Guyane** - (15 mars 2016) (p. 4111). (p. 4112).

- **Question orale sans débat sur la mise en place de maisons de l'État à Maripasoula et Saint-Georges de l'Oyapock** - (7 juin 2016) (p. 9137). (p. 9137, 9138).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)]** - (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 36 ter** (p. 10489). (p. 10489).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 123-3 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire, art. 48-1 du code de procédure pénale et art. 13 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Création d'un service d'accueil unique du justiciable*) (p. 13927).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18313). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3441-2, L. 4433-4-1, L. 7153-2 et L. 7253-2 du code général des collectivités territoriales - Champ géographique de l'action extérieure des départements et des régions d'outre-mer et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 18317). (p. 18317). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4433-4-2, L. 7153-3 et L. 7253-3 du code général des collectivités territoriales - Extension de la délégation de pouvoir de négociation et de signature d'accords internationaux de coopération régionale aux régions d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 18317).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3 (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public)** (p. 19468).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19785, 19786). (p. 19787). (p. 19790). (p. 19795). (p. 19795). (p. 19796). (p. 19796).

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Travail et emploi [n° 140 tome 3 annexe 33 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (20 janvier 2016) - **Article 8** (*art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité d'un « rattachement » des établissements publics entre eux*) (p. 370, 371). (p. 371). - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 378).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2877). (p. 2879). (p. 2881).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3957). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3964).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - *Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité*) (p. 7349).

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 445 (2015-2016)] renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 476 (2015-2016)] (16 mars 2016) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4466).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 4830, 4831). - **Article additionnel après l'article 32 AB (priorité)** (p. 4886).

- *Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]* - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8270, 8271).

PAU-LANGEVIN (George)
ministre des outre-mer
(jusqu'au 6 décembre 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Nouvelle-Calédonie** - (28 janvier 2016) (p. 1998).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12043, 12044). (p. 12048). - **Article 1er** (art. L. 438 du code électoral - Mode de scrutin

pour l'élection des conseils municipaux en Polynésie française) (p. 12050). - **Article 2** (art. L. 1864-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Faculté pour les communes de la Polynésie française et leurs groupements de créer des sociétés publiques locales) (p. 12050). - **Article 3** (art. L. 2573-3 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'élection des maires délégués dans les communes associées) (p. 12051). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2573-6 du code général des collectivités territoriales - Délégation du conseil municipal au maire en matière de marchés publics) (p. 12051). - **Article 6** (art. L. 2573-7 du code général des collectivités territoriales - Indemnité du maire délégué bénéficiant d'une délégation du maire de la commune) (p. 12052). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 12053).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 704 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12078, 12079). - **Article unique** (p. 12088).

PELLERIN (Fleur)
ministre de la culture et de la communication
(jusqu'au 12 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2524, 2528). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Affirmation de la liberté de création artistique) (p. 2549). (p. 2550). (p. 2552). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2553). - **Article 2 (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique)** (p. 2557). (p. 2559). (p. 2559, 2560). (p. 2563). (p. 2564). (p. 2564, 2565). (p. 2565). (p. 2565, 2566). (p. 2566). (p. 2567). (p. 2568). (p. 2569). (p. 2571). (p. 2572). (p. 2573). (p. 2574). (p. 2575). (p. 2575). (p. 2576). (p. 2576). (p. 2577).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 2 bis** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Inscription annuelle à l'ordre du jour des conférences territoriales de l'action publique d'un débat sur la politique en faveur de la création artistique) (p. 2596). (p. 2597). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2597, 2598). (p. 2598, 2599). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Labellisation des institutions de référence nationale) (p. 2600, 2601). (p. 2602, 2603). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2605, 2606). (p. 2607, 2608). - **Article 3 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics ») (p. 2608). (p. 2610). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 2613). (p. 2614). (p. 2615). (p. 2615). (p. 2617). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2618). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Relations entre les producteurs de phonogrammes et les éditeurs de services de musique en ligne) (p. 2619). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2620). (p. 2621). - **Article 6 bis (supprimé)** (art. L. 214-1, L. 214-3 et L. 214-4 du code de la propriété

intellectuelle - Application du régime de la licence légale aux services radiophoniques diffusés sur internet) (p. 2623). (p. 2624). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 2625). - **Article 7** (art. L. 214-6 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique) (p. 2626, 2627). (p. 2627). (p. 2628). (p. 2628). - **Article 7 bis AA (nouveau)** (art. L. 212-5, L. 211-3 et L. 311-4 du code de la propriété intellectuelle - Assujettissement à la rémunération pour copie privée de certaines pratiques de copie dans le nuage) (p. 2630). (p. 2631). (p. 2632, 2633). - **Article 7 bis** (art. L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle - Participation de trois représentants des ministres chargés de la culture, de l'industrie et de la consommation aux travaux de la commission de la copie privée) (p. 2642). - **Article 7 ter** (art. L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle - Financement des études d'usage pour l'établissement des barèmes de la rémunération pour copie privée) (p. 2643). (p. 2644). (p. 2644). (p. 2644). - **Article 7 quater AA (nouveau)** (art. L. 311-4 et L. 331-31 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement des missions de la Hadopi aux études d'usage de la copie privée) (p. 2645). - **Article 7 quater A** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs) (p. 2645). (p. 2646). (p. 2647). - **Article 7 quater** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs) (p. 2647, 2648). (p. 2648). (p. 2648). - **Article 8** (art. L. 213-24 à L. 213-37 nouveaux du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des films de cinéma) (p. 2651). (p. 2651). (p. 2652). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2653). - **Article 9 bis A (nouveau)** (art. 43-1 de la loi n° 1067 du 30 septembre 1986 - Définition du distributeur de programmes audiovisuels) (p. 2656). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2657). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-13 et L. 421-1 du code du cinéma et de l'image animée - Transparence des comptes de production et d'exploitation des œuvres audiovisuelles) (p. 2660). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 2662). (p. 2662, 2663). (p. 2664). (p. 2665). - **Article 10 quinquies (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante) (p. 2666, 2667). (p. 2670). (p. 2671, 2672). - **Article 10 sexies (nouveau)** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Modification de la convention prévue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services de télévision) (p. 2672). - **Article 10 septies (nouveau)** (art. 33 de la loi

n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Coordinations*) (p. 2672). (p. 2673). - **Article 10 octies (nouveau)** (art. 71-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Définition de la production audiovisuelle indépendante*) (p. 2673). (p. 2674). - **Article 10 nonies (nouveau)** (art. L. 123-7 du code de la propriété intellectuelle - *Transmission du droit de suite par legs aux musées et aux associations et fondations reconnues d'utilité publique à but culturel*) (p. 2676, 2677). - **Articles additionnels après l'article 10 nonies** (p. 2678). (p. 2678). (p. 2679). (p. 2680). - **Article 11 A** (art. L. 7121-4-1 du code du travail - *Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs*) (p. 2683). (p. 2684). (p. 2685).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 2714, 2715). - **Article 11 bis** (*Respect des quotas de chansons francophones par les radios*) (p. 2717). - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2718). (p. 2719). (p. 2721). (p. 2721). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2722). - **Article 13 bis** (art. L. 132-27 du code de la propriété intellectuelle - *Renforcement de l'obligation d'exploitation des œuvres audiovisuelles*) (p. 2723). - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 2724).

PELLEVAT (Cyril)
sénateur (Haute-Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis vice-président le 28 janvier 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 10 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 504 (2015-2016)] relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 592 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coopération transfrontalière franco-suisse en matière de police [n° 806 (2015-2016)] (20 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 851 (2015-2016)] relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 4 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 47 (2016-2017)] de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 191 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 244 (2016-2017)] (19 décembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Désignation des candidats à la commission mixte paritaire.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 308). - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 1386-19 à 1386-21 [nouveaux] du code civil - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil*) (p. 320). (p. 322).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 382). (p. 384). - **Article 15 bis** (*art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau*) (p. 396). - **Article 17 quater** (*art. L. 213-8-1 du code de l'environnement - Représentation des usagers non économiques dans les conseils d'administration des agences de l'eau*) (p. 402). - **Article 18** (*art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 415). (p. 415). (p. 417). (p. 417).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (26 janvier 2016) (p. 697).

- **Question orale sans débat sur le ralentissement de l'activité de l'industrie du bâtiment et des travaux publics en Haute-Savoie** - (26 janvier 2016) (p. 697, 698). (p. 699).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3004, 3005).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3201, 3202).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4001, 4002).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5136, 5137).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5623, 5624).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5704, 5705).

- **Mises au point au sujet de votes** - (17 mai 2016) (p. 7968).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 7970, 7971). - **Article 2** (*art. L. 510-1 [nouveau] du code de l'aviation civile - Formation des télépilotes d'aéromodèles*) (p. 7982). (p. 7983). - **Article 5** (*art. L. 6232-2 du code des transports - Sanctions*) (p. 7984). (p. 7984).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 terdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 et 24 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Limitation à deux mandats consécutifs au sein des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes) (p. 8377).

- **Proposition de loi visant à mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture [n° 709 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12068, 12069).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 15013, 15014). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-2 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, et L. 6214-4 et L. 6214-5 [nouveaux] du code des transports - Dispositifs de signalement et de limitation des drones) (p. 15022).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16420, 16421).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16464, 16466). - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers) (p. 16474). (p. 16475). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 3120-6 A et L. 3120-6 [nouveaux] du code des transports - Obligation de transmission de données à l'autorité administrative) (p. 16482). - **Article 3** (art. L. 420-2-2 [nouveau], L. 420-3, L. 420-4, L. 450-5, L. 462-3, L. 462-5, L. 462-6, L. 464-2 et L. 464-9 du code de commerce - Interdiction, pour les centrales de réservation, d'imposer des clauses d'exclusivité aux conducteurs) (p. 16486). - **Article 3 bis** (art. L. 3122-4-1 [nouveau] du code des transports - Création d'un label pour certaines prestations de voitures de transport avec chauffeur) (p. 16486). - **Article 4** (art. L. 3112-1 du code des transports - Interdiction des services occasionnels légers régis par la loi LOTI dans les grandes agglomérations) (p. 16490). - **Article 5** (art. L. 3120-2-1 et L. 3120-2-2 [nouveaux], L. 3121-5, L. 3121-9 et L. 3121-10 [abrogés], L. 3122-4, L. 3122-7 et L. 3122-8 [abrogés], L. 3123-1, L. 3123-2-1 [abrogé], L. 3124-2 [abrogé], L. 3124-6 [abrogé] et L. 3124-11 du code des transports - Unification des dispositions relatives à l'aptitude professionnelle des conducteurs du transport public particulier de personnes) (p. 16497). (p. 16499, 16500). (p. 16500).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18655, 18656).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18675). (p. 18677). (p. 18677). (p. 18678). (p. 18679). (p. 18679). (p. 18679). (p. 18680). - **Article 3** (art. 8 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Adaptation des politiques publiques aux spécificités de la montagne et des massifs) (p. 18683). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18685). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18688). (p. 18690). (p. 18691). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18692). (p. 18693). - **Article 3 quater (nouveau)** (Garantie de trois ans en cas de sortie de la liste du classement en zone de revitalisation rurale) (p. 18695). - **Article additionnel après l'article 4 A** (p. 18696, 18697). - **Article 5** (art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne) (p. 18698). (p. 18699). (p. 18700). (p. 18700).

Article additionnel après l'article 5 (p. 18701). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18705). (p. 18705). (p. 18706). (p. 18706). (p. 18707). - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Convention interrégionale de massif) (p. 18708). (p. 18708). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif) (p. 18709). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 18710). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 18711). (p. 18712). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18714). (p. 18715). (p. 18716). - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne) (p. 18717). - **Article 8 quater** (art. L. 1253-4 [nouveau] du code des transports - Conditions tarifaires des transports pour les établissements scolaires organisant des classes de découverte) (p. 18719). - **Article 8 quinques A (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Prise en compte du classement en zone de montagne pour les règles d'accessibilité au réseau de La Poste) (p. 18720). - **Article 8 decies (supprimé)** (Définition à titre expérimental de délais raisonnables d'accès aux services de santé par le projet régional de santé) (p. 18728). - **Article 8 undecies (supprimé)** (Rapport établissant une nouvelle cartographie des zones de déserts médicaux en milieu montagnard) (p. 18729). - **Articles additionnels après l'article 8 terdecies** (p. 18731). (p. 18731). (p. 18732). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 18733). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18737). (p. 18737). (p. 18738). (p. 18739). - **Article 9 ter B (nouveau)** (art. L. 33-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Conventionnement des projets privés de déploiement de réseaux à très haut débit) (p. 18741). - **Article additionnel après l'article 9 ter B** (p. 18742). - **Article 9 quater** (art. 1519 H du code général des impôts - Exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau pour les stations radioélectriques de téléphonie mobile) (p. 18743). - **Articles additionnels après l'article 9 quater** (p. 18743). (p. 18744). - **Article 9 sexies** (art. L. 34-8-6 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Accès aux infrastructures passives du réseau de téléphonie mobile) (p. 18744, 18745). (p. 18745).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18764). (p. 18769). - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18770). - **Articles additionnels après l'article 9 septies** (p. 18773). - **Article 9 nonies** (Intégration des réseaux d'initiative publique par les opérateurs de communications électroniques) (p. 18774). (p. 18774). - **Articles additionnels après l'article 9 nonies** (p. 18775). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18820, 18821). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne) (p. 18833). (p. 18835, 18836). (p. 18837). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18840). (p. 18841).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18857). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 18863). - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16,

L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18893). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 18933). (p. 18934). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 18940). (p. 18941). - **Article 23 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé au titre des objectifs de la politique de l'eau) (p. 18941). - **Article 23 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Conciliation entre gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation du patrimoine hydraulique) (p. 18942). - **Article 23** (p. 18944). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 18945). (p. 18946). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 18948). (p. 18949). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 18950). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18954).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20878, 20880).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20946, 20948).

- Rapporteur - **Article 3 quater (Maintien du dispositif pour certaines communes de montagne pendant une période transitoire de trois ans)** (p. 20978). - **Article 8 decies A (Exonération partielle de cotisations pour les médecins retraités continuant à exercer une activité en zone de montagne)** (p. 20978).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis rapporteur le 31 mai 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : Le revenu de base en France : de l'utopie à l'expérimentation [n° 35 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Gilles Pélisson, président-directeur général de TF1, Jean-Christophe Thiery, président du directoire du groupe Canal+ et Nicolas de Tavernost, président du groupe M6.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de

l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean-Éric Hyafil du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Audition de M. Marc de Basquiart, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Christophe Sirugue, député, auteur du rapport « Repenser les minima sociaux - Vers une couverture socle commune », remis au Premier ministre.

Audition de M. Philippe Van Parijs, professeur à l'université catholique de Louvain, fondateur du Basic Income Earth Network.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Baptiste Mylondo, enseignant-chercheur à l'école de commerce et de développement 3A de Lyon, chargé de cours à Sciences-po Lyon et à Centrale Paris.

Audition de M. Daniel Cohen, directeur du département d'économie de l'École normale supérieure.

Audition de M. Lionel Stoleru, ancien ministre.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Gaspard Koenig, président de Génération libre.

Audition de Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Fondation iFRAP).

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Audition de représentants d'organisations représentatives de salariés.

Réunion du jeudi 15 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de MM. Emmanuel Amon et Sébastien Rouchon du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD).

Audition de représentants des associations de lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du jeudi 22 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, ancien haut-commissaire aux solidarités actives.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Arte France pour la période 2017-2021 - Audition de Mme Véronique Cayla,

présidente du directoire, et de Mme Anne Durupty, directrice générale, d'Arte France.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le rôle et l'action des collectivités territoriales dans la politique du tourisme** - (4 mai 2016) (p. 7174, 7175).

- **Débat sur la stratégie nationale de l'enseignement supérieur** - (4 mai 2016) (p. 7184, 7185).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8113, 8114).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16242, 16243).

PEROL-DUMONT (Marie-Françoise)
sénatrice (Haute-Vienne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Expertise France : 3 ans pour devenir une référence internationale [n° 675 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 130 (2014-2015)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Costa Rica [n° 88 (2016-2017)] (2 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 142 tome 3 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités [n° 181 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Australie : quelle place pour la France dans le Nouveau monde ? [n° 222 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatima Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Grosgrain, ambassadeur de France au Yémen.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Emmanuel Bonne, ambassadeur de France au Liban.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion sur l'Australie.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Martin Kobler, chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Intervention de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) et président du conseil départemental de l'Orne.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du

rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre la France et le Costa Rica - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le Costa Rica - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le gouvernement de l'Union des Comores - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 46, 47).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le chômage** - (28 avril 2016) (p. 5994, 5995).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière bois** - (21 juin 2016) (p. 10108, 10109). (p. 10109).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des mineurs isolés dans la Lande de Calais** - (3 novembre 2016) (p. 16645, 16646).

- **Question orale sans débat sur la route reliant Limoges à Poitiers par Bellac** - (15 novembre 2016) (p. 17352). (p. 17353).

PERRIN (Cédric)
sénateur (Territoire de Belfort)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Interventions extérieures de la France : renforcer l'efficacité militaire par une approche globale coordonnée [n° 794 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 130 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Famille**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 154 (2015-2016)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative aux travaux et au cofinancement par la Suisse de l'opération de réactivation du trafic ferroviaire sur la ligne Belfort-Delle ainsi qu'à l'exploitation de la ligne Belfort-Delle-Delémont [n° 223 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Eric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et la Suisse relative aux travaux et au cofinancement par la Suisse de l'opération de réactivation du trafic ferroviaire sur la ligne Belfort-Delle ainsi qu'à l'exploitation de la ligne Belfort-Delle-Delémont et projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et la Suisse concernant la modernisation et l'exploitation de la ligne ferroviaire d'Annemasse à Genève - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction** [n° 198 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 80, 81).

- **Question orale sans débat sur la couverture en téléphonie mobile** - (15 mars 2016) (p. 4098). (p. 4098, 4099).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4143, 4144).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme constitutionnelle** - (31 mars 2016) (p. 5033). (p. 5033).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (27 avril 2016) (p. 5872).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6296).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alstom (II)** - (29 septembre 2016) (p. 14343, 14344).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 novembre 2016) (p. 17084).

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « La forêt française en questions »** - (12 janvier 2016) (p. 29, 30).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2256, 2257).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3893).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34,*

L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de

l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9589).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10655).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la violence à l'encontre des représentants de l'État** - (18 octobre 2016) (p. 15204). (p. 15205).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 novembre 2016) (p. 18304).

PILLET (François)
sénateur (Cher)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 258 (2015-2016)] visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1^{er} de la Constitution [n° 342 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 542 (2015-2016)] réformant le système de répression des abus de marché [n° 573 (2015-2016)] (3 mai 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 677 (2015-2016)] tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 705 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 691 (2015-2016)] - **Rapport [n° 712 tome 1 (2015-2016)]** (22 juin 2016) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature [n° 715 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Justice**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'équilibre de la loi du 29 juillet 1881 à l'épreuve d'internet [n° 767 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 830 (2015-2016)] (14 septembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 865 (2015-2016)] - Rapport [n° 79 tome 1 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 866 (2015-2016)] - Tableau comparatif [n° 79 tome 2 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] (28 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 janvier 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Communication de M. François Pillet sur l'issue des commissions paritaires relatives à la proposition de loi relative à la protection de l'enfant et à la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Droit des étrangers en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Échange de vues sur une saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Lutte contre la corruption, transparence et modernisation de la vie économique - Délégation au fond de l'examen d'articles.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Simplification, clarification et actualisation du code de commerce - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur la suppression de la collégialité de l'instruction et les dispositions relatives à la justice des mineurs.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur le divorce « conventionnel » par consentement mutuel.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Nomination d'un rapporteur.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Communication.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la

vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Garanties statutaires, obligations déontologiques et recrutement des magistrats - Conseil supérieur de la magistrature - Examen d'un amendement au texte de la commission mixte paritaire.

Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Biométrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Mounir Mahjoubi, président du Conseil national du numérique.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition commune de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), et de M. Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lenteur du processus parlementaire** - (19 janvier 2016) (p. 270, 271). (p. 271).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2261).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2268, 2269).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Annexe** (p. 2387).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (*art 78-3-1 [nouveau]* et *78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4862).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4986).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et - **Discussion générale** (p. 7244, 7245). - **Article 1er** (*art. L. 465-3-6 [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des possibilités de mise en mouvement de l'action publique pour les délits boursiers*) (p. 7257, 7258). (p. 7259). - **Article 1er bis A (nouveau)** (*art. L. 621-10 et L. 621-10-2 [nouveau] du code monétaire et financier - Autorisation du juge des libertés et de la détention pour l'accès de l'Autorité des marchés financiers aux données de connexion des opérateurs téléphoniques*) (p. 7259, 7260). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7263, 7264). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 7265, 7266). (p. 7266).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - en remplacement de M. Alain Anziani, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale**

(p. 7274, 7275). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7312).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 706 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 11972, 11973).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12117, 12118). - **Intitulé du chapitre Ier** (p. 12131). - **Article 1er** (*Création de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12132, 12133). (p. 12133). (p. 12134). - **Article 2** (*Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie*) (p. 12135, 12136). (p. 12137). (p. 12138). - **Article 3** (*Missions de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12140). (p. 12140). (p. 12141). (p. 12141). (p. 12142). (p. 12143). - **Article 4** (*Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12144). (p. 12145). (p. 12145). (p. 12146). (p. 12145). - **Article 5** (art. 1er à 6 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, art. 40-6 du code de procédure pénale et art. L. 561-29 du code monétaire et financier - *Suppression du service central de prévention de la corruption*) (p. 12146). - **Article 6 A** (*Définition du lanceur d'alerte*) (p. 12147, 12148). (p. 12150). (p. 12153, 12154). (p. 12155). (p. 12156, 12157). (p. 12158). (p. 12158). (p. 12159). - **Article 6 B** (art. 122-9 [nouveau] du code pénal - *Irresponsabilité pénale du lanceur d'alerte*) (p. 12160). (p. 12161). (p. 12161). (p. 12162). - **Article additionnel après l'article 6 B** (p. 12163). - **Article 6 C** (*Procédure de signalement des alertes éthiques*) (p. 12164). (p. 12166). (p. 12167). (p. 12168). (p. 12168). - **Article 6 D** (*Confidentialité des données d'une alerte éthique*) (p. 12169). (p. 12169). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail - *Interdiction des représailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte*) (p. 12170). (p. 12171). (p. 12171). (p. 12171). (p. 12171).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 6 FA** (p. 12188). - **Article 6 FB (supprimé)** (*Possibilité de saisir le conseil des prud'hommes statuant en la forme des référés*) (p. 12188, 12189). - **Article 6 F (supprimé)** (*Financement de l'avance des frais de procédure et de la réparation des dommages moraux et financiers*) (p. 12190, 12191). - **Article 6 G** (art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la sécurité publique et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte*) (p. 12193). - **Article 6 (suppression maintenue)** (*Financement de la protection juridique des lanceurs d'alerte*) (p. 12193). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12195). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12198, 12199). (p. 12201). (p. 12202). (p. 12202, 12203). (p. 12203). (p. 12204). (p. 12204). (p. 12204). (p. 12205). (p. 12205). (p. 12205, 12206). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 12206). - **Article 8 bis (supprimé)** (*Demandes de contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12207). - **Article 9** (art. 131-37, 131-39-2 [nouveau], 433-26 [nouveau], 434-43, 434-43-1 [nouveau], 434-48 [nouveau], 435-15 et 445-4 du code pénal et art. 705 et 764-44 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'une peine complémentaire de mise en conformité pour les*

sociétés ayant commis un délit de corruption, prononcée par le juge pénal et exécutée sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12208). (p. 12208). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - *Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité*) (p. 12209). (p. 12210). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 12212). (p. 12213). (p. 12214). (p. 12214). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption*) (p. 12217). (p. 12221). (p. 12222). (p. 12223). (p. 12223). (p. 12224). (p. 12224). (p. 12225). (p. 12225, 12226). (p. 12226). (p. 12227). - **Article 12 ter** (art. 704 et 705-4 du code de procédure pénale - *Extension de la compétence exclusive du parquet national financier*) (p. 12228). (p. 12228). - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12229). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - *Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions*) (p. 12236). (p. 12240). (p. 12241). (p. 12241). (p. 12242). (p. 12242). (p. 12243). (p. 12244). (p. 12245, 12246). (p. 12246). (p. 12247). (p. 12248). (p. 12249). (p. 12251). (p. 12252). (p. 12253). (p. 12255). (p. 12255, 12256). (p. 12256). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12257). (p. 12259). - **Article 14 (supprimé)** (art. 11 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Règles déontologiques applicables aux membres et agents des autorités administratives ou publiques indépendantes : obligations déclaratives, justification des mesures prises pour la gestion des instruments financiers, contrôle des reconversions professionnelles*) (p. 12262). - **Article 14 bis B (supprimé)** (art. 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Contrôle par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique de de la compatibilité de l'exercice d'une activité professionnelle par un ancien membre d'une autorité administrative ou publique indépendante*) (p. 12262, 12263). - **Article 14 bis C (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - *Publicité des avis de la commission de déontologie de la fonction publique sur la compatibilité de l'exercice d'une activité professionnelle privée par un ancien fonctionnaire*) (p. 12263). - **Article 15** (*Habilitation en vue de moderniser et simplifier certaines règles de la domanialité publique*) (p. 12265). (p. 12266). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Nouvelles compétences de la société Tunnel Euralpin pour la réalisation de la ligne ferroviaire Lyon-Turin - Relations entre l'État et cette société*) (p. 12268). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-14-1 du code monétaire et financier - *Extension du champ de la procédure de composition administrative devant l'Autorité des marchés financiers*) (p. 12272).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire [n° 716 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 12301, 12302).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 35** (*Date de fusion des juges de proximité au sein des magistrats exerçant à titre temporaire*) (p. 12323).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

[n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 16 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer un code de la commande publique) (p. 12327). - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé)** (p. 12328). - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12331). (p. 12332). (p. 12339, 12340). (p. 12342). (p. 12342). (p. 12344). (p. 12348). (p. 12350). (p. 12351). (p. 12351). (p. 12352). (p. 12355, 12356). (p. 12357). - **Article 16 quater A (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-12, L. 122-13, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-19, L. 122-20, L. 122-26, L. 122-33 [nouveau] du code de la voirie routière et art. L. 1264-7 du code des transports - Adaptation des règles de la commande publique applicables aux concessionnaires d'autoroutes et compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières) (p. 12359). (p. 12359). (p. 12359). (p. 12360). - **Article 40 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-8, L. 526-10, L. 526-12 et L. 526-14 du code de commerce - Diverses simplifications du régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée) (p. 12366). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 141-1, L. 141-2, L. 141-21, L. 144-3 à L. 144-5, L. 144-8, L. 642-14, L. 911-7, L. 931-8, L. 941-8 et L. 951-6 du code de commerce - Allègement des formalités d'apport d'un fonds de commerce à une société détenue en totalité par le vendeur du fonds) (p. 12368). (p. 12368).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 41 bis (priorité) (nouveau)** (art. 1592, 1844, 1844-4, 1844-5, 1844-6, 1846, 1865 du code civil - Diverses mesures de simplification et de clarification du droit général des sociétés et du régime des sociétés civiles) (p. 12500). (p. 12501). (p. 12501). (p. 12501). (p. 12501). - **Article 42 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-9 et L. 227-1 du code de commerce - Dispense de recours à un commissaire aux apports pour évaluer un apport en nature dans certains cas, concernant la société à responsabilité limitée et la société par actions simplifiée) (p. 12502). - **Article 42 bis (priorité) (nouveau)** (art. L. 223-24, L. 223-27, L. 223-29 et L. 223-30 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification du régime des sociétés à responsabilité limitée) (p. 12502). (p. 12502). (p. 12503). - **Article 45 (priorité)** (Habilitation en vue de simplifier et de rationaliser les obligations d'information et de publication des sociétés) (p. 12509). (p. 12509). (p. 12509). - **Article 45 quater (priorité)** (art. 5 et 53 de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes, art. L. 820-3, L. 821-1, L. 821-2, L. 821-5, L. 821-12-2, L. 822-1-3, L. 822-1-5, L. 822-1-6, L. 822-11, L. 822-11-2, L. 822-15, L. 823-1, L. 823-2, L. 823-3-1, L. 823-12-1, L. 823-15, L. 823-16, L. 824-7, L. 824-9, L. 824-13 et L. 824-15 du code de commerce, art. L. 931-13 du code de la sécurité sociale et art. L. 612-45 du code monétaire et financier - Ratification, avec modifications, de l'ordonnance du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes) (p. 12522, 12523). (p. 12523). - **Article 46 (priorité)** (Habilitation en vue de simplifier diverses procédures et formalités dans les sociétés commerciales) (p. 12524, 12525). (p. 12525). (p. 12525). (p. 12525). - **Article 46 bis (priorité)** (art. L. 225-19, L. 225-35, L. 225-37, L. 225-40, L. 225-48, L. 225-54, L. 225-60, L. 225-68, L. 225-70, L. 225-82, L. 225-88, L. 225-96, L. 225-98, L. 225-100-3, L. 225-101, L. 225-102-1, L. 225-102-4 [nouveau], L. 225-103, L. 225-107, L. 225-108, L. 225-114, L. 225-121, L. 225-129-6, L. 225-149, L. 225-149-3, L. 225-150, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-208, L. 225-209, L. 225-209-2, L. 225-214, L. 225-235, L. 232-23 et L. 238-1 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification du régime des sociétés anonymes) (p. 12529). (p. 12529). (p. 12529). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12532). - **Article 46 ter (priorité)** (p. 12532). (p. 12532). (p. 12533). (p. 12533). - **Article 46 quater (priorité)**

(art. L. 228-11, L. 228-15, L. 232-20, L. 236-3, L. 236-11, L. 236-11-1, L. 236-16 et L. 236-22 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification concernant les valeurs mobilières émises par les sociétés par actions et les dispositions communes aux diverses sociétés commerciales) (p. 12533). (p. 12534). (p. 12534). (p. 12534). - **Article 47 (priorité)** (art. L. 144-7, L. 223-33, L. 224-3, L. 225-11 et L. 225-124 du code de commerce, art. 787 B et 1684 du code général des impôts et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Simplification de certaines formalités de la vie des sociétés) (p. 12535). (p. 12535). - **Article 47 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1, L. 611-2, L. 612-1 et L. 612-15 du code de la propriété intellectuelle - Extension des missions de l'Institut national de la propriété industrielle à l'accompagnement des entreprises et amélioration de la protection accordée dans le cadre du certificat d'utilité et dès le dépôt d'une demande de brevet) (p. 12536). - **Article 48 (priorité) (supprimé)** (art. L. 651-2 du code de commerce - Exonération de la responsabilité pour insuffisance d'actif d'un dirigeant ayant commis par négligence une faute de gestion ayant causé la liquidation judiciaire de la société) (p. 12537). - **Article 48 bis (priorité) (supprimé)** (art. 7 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Autorisation temporaire de poursuite d'activité pour les laboratoires de biologie médicale ayant déposé une demande d'accréditation mais non encore accrédités) (p. 12537). (p. 12537). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 287 et 1695 du code général des impôts - Régime de la déclaration à l'importation de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12539). - **Article 24 (supprimé)** (art. L. 111-1-1 à L. 111-1-3 [nouveaux] du code des procédures civiles d'exécution - Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger) (p. 12541). - **Articles 24 bis (supprimé)** (Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger contre les « fonds vautour ») (p. 12545, 12546). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 12546). (p. 12547). - **Article 25 B (nouveau)** (art. L. 112-6 du code monétaire et financier - Encadrement du paiement en espèces pour le versement d'un cautionnement dans le cadre d'un contrôle judiciaire) (p. 12547). (p. 12547). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12552). (p. 12552). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 12553).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire) (p. 12578). (p. 12578). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37-2 [nouveau], L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-81, L. 225-82-2 [nouveau], L. 225-100 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 12602). (p. 12604). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 12606). (p. 12607). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions non codifiées de la loi) (p. 12608). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions codifiées de la loi) (p. 12612).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte** [n° 714 (2015-2016)] - (8 juillet 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 4, 10, 11 et 20 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - Extension des compétences du Défenseur des droits) (p. 12615). (p. 12616).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 14 bis** (chapitre 1er et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13950). - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13961). - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13979).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14928). (p. 14935, 14936). (p. 14938). (p. 14940, 14941).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - Prescription de l'action publique) (p. 15005, 15006). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 [abrogés] et 434-25 du code pénal art. 85, 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de la justice militaire art. 351 du code des douanes - Coordinations) (p. 15010).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16616, 16618). - **Article 1er** (Création de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16628). (p. 16628, 16629). - **Article 2** (Organisation de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16630). - **Article 3** (Compétences de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16631). (p. 16631). (p. 16631, 16632). (p. 16632). - **Article 4** (Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16633). (p. 16634). - **Article 5** (art. 1er à 6 [abrogés] de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, art. 40-6 [abrogé] du code de procédure pénale et art. L. 561-29 du code monétaire et financier - Suppression du service central de prévention de la corruption) (p. 16635). - **Article 6 A** (Définition du lanceur d'alerte) (p. 16636). (p. 16637). (p. 16639). - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16653). (p. 16653, 16654). (p. 16654). (p. 16654, 16655). (p. 16655). (p. 16656). (p. 16657). (p. 16658). (p. 16659). - **Article 6 C** (Procédure de signalement d'une alerte) (p. 16660). (p. 16662). (p. 16663, 16664). (p. 16664). (p. 16665, 16666). (p. 16666). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail, art. 6 ter A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des représailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte) (p. 16667, 16668). - **Article 6 FC (supprimé)** (Délit d'entrave au signalement et répression accrue en cas de plainte abusive pour diffamation) (p. 16668, 16669). - **Article 6 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-4 du code de la défense, art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la santé publique [abrogés], art. L. 1161-1 et L. 4133-5 du code du

travail [abrogés], art. 1er, 2, 12 de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte [abrogés] et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique [abrogé] - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte) (p. 16670). (p. 16671). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16672, 16673). (p. 16673). (p. 16674). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 16675). (p. 16676, 16677). - **Article 12** (art. 435-6-2 et 435-11-2 [nouveaux] du code pénal - Assouplissement des conditions de poursuite en France des faits de corruption ou de trafic d'influence commis à l'étranger) (p. 16678). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 16680). (p. 16680). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16683, 16684). (p. 16684, 16685). (p. 16685). (p. 16686). (p. 16686). (p. 16686, 16687). (p. 16687, 16688). (p. 16688). (p. 16690). (p. 16690). (p. 16690, 16691). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Compétence, notification et publicité des avis rendus par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour le contrôle des départs vers le secteur privé de responsables publics) (p. 16692). - **Article 15** (Habilitation en vue de moderniser et de simplifier certaines règles de la domanialité publique) (p. 16693). - **Article 16 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-12, L. 122-13, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-19, L. 122-20, L. 122-26, L. 122-33 [nouveau] du code de la voirie routière et art. L. 1264-7 du code des transports - Adaptation des règles de la commande publique applicables aux concessionnaires d'autoroute et compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières) (p. 16694). - **Article 17** (art. L. 213-1 A, L. 412-1, L. 421-14, L. 433-5, L. 451-2, L. 451-3, L. 466-1, L. 621-7, L. 621-9, L. 621-17-1 [abrogé], L. 621-18, L. 621-18-3, L. 621-19, L. 621-20-5 [nouveau], L. 621-22, L. 621-31 et L. 621-32 du code monétaire et financier, art. L. 225-106, L. 225-129-4, L. 225-209, L. 225-209-2, L. 225-212, L. 232-23, L. 233-7, L. 233-7-1, L. 233-8, L. 236-11-1 et L. 631-19-2 du code de commerce et art. 235 ter ZD, 1451, 1454, 1455, 1456 et 1468 du code général des impôts - Adaptation de la législation financière au droit européen en matière de répression des abus de marché) (p. 16696). (p. 16696). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16703, 16704). (p. 16704). - **Article 25 (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement) (p. 16706). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 532-18 et L. 533-12-7 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16708). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-16-1 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction de la publicité relative à des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16708). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-16-2 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction du parrainage et du mécénat

concernant des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16709). - **Article 45** (Habilitation en vue de simplifier et de rationaliser les obligations d'information et de publication des sociétés) (p. 16725). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37, L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-68, L. 225-81 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 16742). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 16743). (p. 16744). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions non codifiées de la loi) (p. 16745). - **Article 57** (art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, 741-1, 741-2, 742-1, 742-6, 742-6-1, 743-5, 743-7, 744-11, 745-1-1, 745-1-2, 745-8, 745-8-1, 745-8-4, 745-8-5, 745-9, 745-10, 745-11-2-1, 745-13, 746-2, 746-3, 746-5, 746-8, 751-1, 751-2, 752-1, 752-6, 752-6-1, 753-5, 753-7, 754-11, 755-1-1, 755-1-2, 755-8, 755-8-1, 755-8-4, 755-8-5, 755-9, 755-10, 755-11-2-1, 755-13, 756-2, 756-3, 756-5, 756-8, 761-1, 761-1-1, 762-1, 762-6 et 762-6-1,

763-5, 763-7, 764-11, 765-1-1, 765-1-2, 765-8, 765-8-1, 765-8-4, 765-8-5, 765-9, 765-10, 765-11-2-1, 765-13, 766-2, 766-3, 766-5, 766-8 du code monétaire et financier, art. L 950-1 et L. 950-1-1 du code de commerce et art. L. 390-1 du code des assurances - Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions codifiées de la loi) (p. 16749).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017).** - (3 novembre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 4, 10, 11, 20 et 22 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - Extension des compétences du Défenseur des droits) (p. 16751).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17450, 17451).

PINEL (Sylvia)
ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité
(jusqu'au 12 février 2016)

- **Question orale sans débat sur la création d'une zone d'aménagement concerté** - (9 février 2016) (p. 2503).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre du plan numérique dans les établissements d'enseignement** - (9 février 2016) (p. 2503, 2504).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la destruction de 750 logements sociaux récemment rénovés à Clamart** - (9 février 2016) (p. 2501, 2502).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 504 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : équipement des forces [n° 142 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des

quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion sur l'Australie.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

Organisation des travaux du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition conjointe de M. Stéphane Beemelmans, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, M. Alain Le Roy, ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure, et Mme Nicole Gnesotto, présidente du

conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)]** - (15 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4129, 4130).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7969, 7970).

- **Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15018, 15019).

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
Les Républicains

Décédé le 17 novembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 17 novembre 2016.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

PINVILLE (Martine)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire (jusqu'au 6 décembre 2016)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire (à partir du 31 août 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 212, 214).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** [n° 311 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2020, 2021). - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - *Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2031).

(p. 2032). (p. 2033). (p. 2035). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2036). (p. 2037). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1, 5-2, 5-4, 5-5, 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - *Dispositions relatives aux chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 2038). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2039). (p. 2040).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées** [n° 296 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2041). - **Article 2 (nouveau)** (*Modalités d'extension du périmètre des sociétés anonymes détenant au minimum sept actionnaires*) (p. 2045). - **Article 3 (nouveau)** (*Précision sur l'application de la rétroactivité de la disposition relative aux sociétés dont l'État est actionnaire principal*) (p. 2046). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2046).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des artisans** - (11 février 2016) (p. 2732).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat** - *Commission mixte paritaire* [n° 384 (2015-2016)] - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3840, 3841).

- **Question orale sans débat sur la fracture numérique et la couverture des zones grises** - (10 mai 2016) (p. 7213).

- **Question orale sans débat sur la création d'un statut de personne morale non professionnelle** - (10 mai 2016) (p. 7214).

- **Question orale sans débat sur la simplification de la réglementation pesant sur le secteur touristique** - (10 mai 2016) (p. 7215).

- **Question orale sans débat sur l'allocation chômage d'un fonctionnaire révoqué** - (10 mai 2016) (p. 7216).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7997, 7998). - **Article unique** (p. 8010). - (p. 8010). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 8013).

- **Question orale sans débat sur l'hôtellerie de plein air et les normes** - (7 juin 2016) (p. 9131).

- **Question orale sans débat sur la demi-part des vieux parents et les budgets locaux** - (7 juin 2016) (p. 9132).

- **Question orale sans débat sur les effectifs supplémentaires pour les brigades des douanes dans les Alpes du Sud** - (7 juin 2016) (p. 9133).

- **Question orale sans débat sur les ateliers et les chantiers d'insertion** - (7 juin 2016) (p. 9134).

- **Question orale sans débat sur les effectifs d'enseignants dans le Val-de-Marne** - (7 juin 2016) (p. 9135).

- **Question orale sans débat sur la dotation de solidarité rurale et la fraction « bourg-centre »** - (7 juin 2016) (p. 9136).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances** - (4 octobre 2016) (p. 14414).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation budgétaire de la France au niveau européen** - (4 octobre 2016) (p. 14416, 14417).

- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements dans les services postaux à Creil** - (11 octobre 2016) (p. 14748).

- **Question orale sans débat sur l'implantation des nouveaux offices de notaire** - (11 octobre 2016) (p. 14749, 14750).

- **Question orale sans débat sur la généralisation des moyens dématérialisés de déclaration et de paiement des impôts** - (11 octobre 2016) (p. 14750, 14751).

- **Question orale sans débat sur la situation des sites papetiers Stora Enso à Corbehem et ArjoWiggins à Wizernes** - (11 octobre 2016) (p. 14752, 14753).

- **Question orale sans débat sur la scolarisation des enfants de deux ans** - (11 octobre 2016) (p. 14753, 14754).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16428, 16429).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 25 (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement) (p. 16706). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 532-18 et L. 533-12-7 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16708). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-16-1 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction de la publicité relative à des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 16708). - **Article 28 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-16-2 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction du parrainage et du mécénat concernant des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un

risque élevé) (p. 16709). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16712). - **Article 31 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure des conventions pluriannuelles portant sur des produits agricoles ou alimentaires) (p. 16717). (p. 16717). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire) (p. 16719). - **Article 36** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 522-7 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 16720). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Adaptation de l'obligation de stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation) (p. 16722). - **Article 43 ter** (art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat - Possibilité pour les entreprises artisanales de plus de dix salariés de s'immatriculer ou de demeurer immatriculées au répertoire des métiers) (p. 16724). - **Article 45** (Habilitations en vue de simplifier et de rationaliser les obligations d'information et de publication des sociétés) (p. 16725).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19571). (p. 19571). (p. 19573). (p. 19574). (p. 19576). (p. 19576). (p. 19578). (p. 19579). (p. 19580). (p. 19580). (p. 19580). (p. 19581). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19583). (p. 19584). (p. 19585). (p. 19586). (p. 19586). (p. 19587). (p. 19588). (p. 19590). (p. 19591). (p. 19592). (p. 19593). (p. 19593). (p. 19595). (p. 19597). (p. 19598). (p. 19600). (p. 19600). (p. 19601). - **Article 23 bis** (art. 31 et 32 du code général des impôts - Nouveau dispositif d'incitation fiscale en faveur de la mise en location de logements anciens) (p. 19603). (p. 19603). - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 19604). - **Article 23 ter** (art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficiaire de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires) (p. 19605). (p. 19605). (p. 19606). - **Article 23 quater** (art. 1388 quinquies B [nouveau] du code général des impôts - Abattement facultatif de 50 % de l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans le périmètre d'un projet d'intérêt général motivé par la pollution de l'environnement) (p. 19607). - **Article additionnel après l'article 23 quater** (p. 19607). - **Article 23 quinquies (nouveau)** (Assouplissement de l'éligibilité et du calcul des allègements de fiscalité locale pour les contribuables de Mayotte) (p. 19608). (p. 19608). - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 19609). - **Article 23 sexies (nouveau)** (art. 1466 A septies I du code général des impôts - Suppression du plafond d'effectif exigé des entreprises commerciales pour bénéficier d'exonérations d'impositions locales dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 19610). - **Article 23 septies (nouveau)** (art. 1499 et 1499-00 A [nouveau] du code général des impôts - Modification des modalités de calcul de la valeur locative de certains établissements industriels) (p. 19611). (p. 19612). (p. 19612). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 19615). (p. 19615). - **Article 23 octies (nouveau)** (art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés) (p. 19616). (p. 19619). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 19619). (p. 19621). (p. 19623). - **Article 23 nonies (nouveau)** (art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour

les terrains situés dans un site Natura 2000) (p. 19623). - **Article 24** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 decies du code des douanes - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP): poursuite de la trajectoire de la composante « déchets ») (p. 19627). (p. 19632). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19633). (p. 19635). (p. 19636). (p. 19636). (p. 19637). (p. 19639). (p. 19644, 19645). (p. 19647). (p. 19649). (p. 19650). (p. 19650). (p. 19651). (p. 19654).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19770). (p. 19772). (p. 19772). (p. 19773). (p. 19773). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. 39 decies du code général des impôts - Extension de la déduction de 40 % des investissements productifs aux commandes passées avant le 15 avril 2017) (p. 19775). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 19778). (p. 19778). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 19779). (p. 19781). (p. 19781). (p. 19782, 19783). (p. 19784). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. 244 quater B du code général des impôts - Crédit d'impôt recherche lié aux fermes expérimentales) (p. 19784). - **Article 31 sexies (nouveau)** (art. 244 quater X du code général des impôts - Extension du crédit d'impôt sur les sociétés dont bénéficient les organismes à loyer modéré dans les départements d'outre-mer pour l'acquisition ou la construction de logements destinés à des étudiants boursiers) (p. 19785). - **Articles additionnels après l'article 31 sexies** (p. 19786). (p. 19786, 19787). (p. 19787). (p. 19788). (p. 19789). (p. 19789). (p. 19790). (p. 19791). (p. 19791). (p. 19792). (p. 19793). (p. 19794). (p. 19794). (p. 19795). (p. 19796). (p. 19797). - **Article 34** (art. L. 241-3, L. 245-13-1 nouveau, L. 651-3, L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale et art. 39 du code général des impôts - Réforme des modalités de recouvrement de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 19799). - **Article 35** (art. 1609 octotricies du code général des impôts - Création d'une contribution pour l'accès au droit et à la justice) (p. 19801). - **Article 35 ter (nouveau)** (art. 80 quater, 156 et 194 du code général des impôts - Définition des règles fiscales applicables à l'issue d'un divorce par consentement mutuel sans juge) (p. 19801). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19802). (p. 19802). (p. 19803). (p. 19804). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 207 et 1609 terdecies [nouveau] du code général des impôts - Contribution spéciale CDG-Express) (p. 19806). - **Article 35 sexies (nouveau)** (art. 108 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Enrichissement de l'annexe budgétaire relative aux transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales) (p. 19808). - **Article additionnel après l'article 35 sexies** (p. 19808). - **Article additionnel avant l'article 36** (p. 19809). (p. 19809). - **Article 37** (Contre-garantie de l'État pour le

financement d'un site de stockage à sec des résidus miniers) (p. 19810). (p. 19811).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique fiscale** - (20 décembre 2016) (p. 20867).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décrochage économique de la France** - (20 décembre 2016) (p. 20868, 20869).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20919, 20920). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (article liminaire du code de la consommation - Clarification de la définition du non-professionnel) (p. 20927). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 20927). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-1, L. 221-6, L. 222-7, L. 222-8, L. 224-1, L. 224-63, L. 242-7 et L. 242-23 du code de la consommation - Rectifications d'erreurs de codification dans les dispositions relatives à la formation et à l'exécution des contrats, livre II du code de la consommation) (p. 20928). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1, L. 312-1, L. 312-19, L. 312-20, L. 312-44, L. 312-51, L. 312-59, L. 312-72, L. 312-81, L. 313-14, L. 313-15, L. 313-26, L. 313-31, L. 314-22, L. 315-9, L. 315-13, L. 321-1, L. 341-22, L. 341-51-1 (nouveau) et L. 343-1 du code de la consommation - Rectifications d'erreurs de codification dans les dispositions relatives au crédit, livre III du code de la consommation) (p. 20929). (p. 20929). (p. 20930). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20931). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4, L. 511-5, L. 511-6, L. 511-7, L. 511-11, L. 511-17, L. 511-22, L. 511-23, L. 512-49, L. 521-18 et L. 521-24 du code de la consommation - Rectification d'erreurs de codification dans les dispositions relatives aux pouvoirs d'enquête de la DGCCRF, livre V du code de la consommation) (p. 20934). (p. 20935). (p. 20935). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 20935). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation - Entrée en vigueur des dispositions relatives aux avenants des contrats de crédit immobilier) (p. 20936).

PLACÉ (Jean-Vincent)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification
(à partir du 11 février 2016)
sénateur (Essonne)
Écologiste
(jusqu'au 11 mars 2016)

Devenu membre du Gouvernement le 11 février 2016.

Président du groupe écologiste jusqu'au 10 février 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 11 mars 2016.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Vice-président de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes.

Membre titulaire du Conseil d'orientation du service des achats de l'État.

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-307 du 17 mars 2016 portant codification des dispositions relatives à la réutilisation des informations publiques dans le code des relations entre le public et l'administration [n° 604 (2015-2016)] (11 mai 2016) - Fonction publique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le versement de la prime à la naissance** - (15 mars 2016) - secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification (p. 4112, 4113).

- **Question orale sans débat sur la responsabilité des entreprises dans l'exposition de leurs salariés à l'amiante** - (15 mars 2016) - secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification (p. 4114).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Deuxième lecture [n° 530 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5966, 5967).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue - Commission mixte paritaire [n° 541 (2015-2016)]** - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9171, 9172). - **Article 9 ter (Application des dispositions à l'outre-mer)** (p. 9198). - **Article 22 (Indication de la provenance des produits aquatiques dans le cadre de la restauration et de la vente à emporter)** (p. 9198). - **Article 22 septies (Dispositions spécifiques à l'outre-mer)** (p. 9198).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 706 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11973).

- **Question orale sans débat sur le développement de la prostitution dans le bois de Vincennes** - (30 juin 2016) (p. 12032, 12033).

- **Question orale sans débat sur la facturation pour prestations particulières de certains établissements de santé** - (30 juin 2016) (p. 12033, 12034).

- **Question orale sans débat sur la démographie médicale des cardiologues en Vendée** - (30 juin 2016) (p. 12034, 12035).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des responsables des établissements privés de santé** - (30 juin 2016) (p. 12035, 12036).

- **Question orale sans débat sur la demande de mesure de sauvegarde sollicitée par l'Afrique du Sud et les entreprises industrielles de production de volaille** - (30 juin 2016) (p. 12037).

- **Question orale sans débat sur l'attractivité et le développement économique dans les villes moyennes** - (30 juin 2016) (p. 12038).

- **Question orale sans débat sur le regroupement des écoles rurales** - (30 juin 2016) (p. 12039, 12040).

- **Question orale sans débat sur la répartition du produit des amendes de police** - (19 juillet 2016) (p. 13732).

- **Question orale sans débat sur les nuisances aériennes affectant le parc naturel régional du Luberon** - (19 juillet 2016) (p. 13733).

- **Question orale sans débat sur le Naturoptère de Sérignan-du-Comtat dans le Vaucluse** - (19 juillet 2016) (p. 13734).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16446, 16447).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mauvais fonctionnement des logiciels de gestion financière** - (3 novembre 2016) (p. 16647).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19655). (p. 19655). (p. 19656). (p. 19657). (p. 19658). - **Article 24 ter (nouveau) (art. L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée, art. 39, 1609 sexies B, 1736 et 1753 du code général des impôts, et art. L. 102 AF [nouveau] du livre des procédures fiscales - Institution d'une taxe sur la publicité associée à des contenus audiovisuels diffusés gratuitement en ligne)** (p. 19660). - **Article 24 septies (nouveau) (art. 265, 265 ter, 266 quindecies du code des douanes - Modification du prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP)** (p. 19665). (p. 19665). - **Article 24 octies (nouveau) (art. 278-0 bis du code général des impôts - Application d'un taux réduit de TVA aux dispositifs d'autotests de dépistage du VIH)** (p. 19666). (p. 19666). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19667, 19668). (p. 19669). (p. 19669). (p. 19670). (p. 19670). (p. 19671). (p. 19672). (p. 19673). (p. 19674, 19675). (p. 19676). (p. 19677). (p. 19678). (p. 19679).

POHER (Hervé)
senateur (Pas-de-Calais)
Socialiste et républicain, puis
Écologiste-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 28 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources [n° 87 (2016-2017)] (28 octobre 2016) - Environnement.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - Environnement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénet et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 258, 259). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 306). (p. 308, 309).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 5** (*chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi*) (p. 361, 362). (p. 363). - **Article 7** (art. L. 371-3, L. 213-13,

L. 213-13-1, L. 213-14, L. 213-14-1 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - *Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité*) (p. 368). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - *Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 379).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 27** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - *Procédure de classement en parc naturel régional*) (p. 462, 463). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 464). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 471). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 483). - **Article 33 bis (supprimé)** (*Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales*) (p. 507). (p. 508). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 525). (p. 525).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - *Gestion des réserves naturelles maritimes*) (p. 545, 546). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 565). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 585). - **Articles additionnels après l'article 51 duodécies** (p. 597). - **Article 57 bis (supprimé)** (*Rapport évaluant la mise en œuvre de la convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*) (p. 620, 621). (p. 621). - **Articles additionnels avant l'article 68 quater** (p. 640, 641). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - *Ajustement de la compensation des opérations de défrichement*) (p. 646). (p. 647).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 709, 710).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5703, 5704).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - *Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles*) (p. 7442).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 7483).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens donnés à l'Autorité de sûreté nucléaire** - (31 mai 2016) (p. 8903).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9338, 9339).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression*) (p. 13459). - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (intitulé de la section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, art. 1609 unviciés [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et

de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 13487). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 13494). (p. 13496). (p. 13498). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 13500). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 13503). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens) (p. 13509). (p. 13509).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16148, 16149).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16275, 16276).

- **Question orale sans débat sur la certification des comptes de certains établissements de santé** - (15 novembre 2016) (p. 17337, 17338). (p. 17338, 17339).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources [n° 87 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18563, 18565). (p. 18567, 18568).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18771).

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accès social à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction des déchets en résultant [n° 700 (2015-2016)] (20 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Gestion de l'eau avec pragmatisme et discernement [n° 807 (2015-2016)] (20 juillet 2016) - **Environnement.**

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Premier vice-président, chargé de la simplification des normes de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Politique des territoires [n° 145 tome 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Simplification du droit de l'urbanisme et du droit des sols.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : « Finances locales à l'horizon 2017 : perspectives » - Présentation du tome III du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la matinée d'études sur la simplification du droit organisée par le Sénat (délégation aux entreprises et division de la législation comparée), le Conseil d'État et la Société de législation comparée.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Intervention de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) et président du conseil départemental de l'Orne.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Aubel, directeur de la phase d'installation de l'Agence française pour la biodiversité.

Hommage à Paul Vergès.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances 2017 - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Janaillac, président-directeur général du groupe Air France KLM.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Audition de M. Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Audition de M. Arnaud Gossement, avocat, Mme Marthe Lucas, maître de conférences à l'université d'Avignon, et M. François-Guy Trébulle, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Audition de M. Jean-Philippe Siblet, directeur du service du patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Audition de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale et déléguée interministérielle au développement durable du ministère de l'environnement et de la mer.

Audition des représentants de la Fédération nationale des chasseurs et de la Fédération nationale de la pêche en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 36, 37). - **Article 1er** (*Simplification du droit et principe de compensation des charges pour les collectivités territoriales*) (p. 53). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 54).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 76, 77).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 1386-19 à 1386-21*)

[nouveaux] du code civil - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 321). (p. 322).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 15 bis** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 396). (p. 397).

- **Question orale sans débat sur la création d'une zone d'aménagement concerté** - (9 février 2016) (p. 2502, 2503). (p. 2503).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7280, 7281).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7360). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 7390). (p. 7391).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7510). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement pour inclure des finalités hydrologiques ou écologiques) (p. 7511). (p. 7511). - **Article 36 sexies (suppression maintenue)** (Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles) (p. 7518). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7553). - **Article 58 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 421-13, L. 425-1, L. 433-4 [nouveau] du code de l'environnement - Suppression des orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats et des schémas départementaux de vocation piscicole - Inscription des plans départementaux de protection du milieu

aquatique et de gestion des ressources piscicoles dans la loi) (p. 7559). (p. 7559).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole) (p. 8937).

- **Question orale sans débat sur les règles de représentation au sein des conseils communautaires** - (21 juin 2016) (p. 10107). (p. 10107, 10108).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13529).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16146, 16147).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16200, 16201).

- **Suite de la discussion** (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16444, 16445).

- **Question orale sans débat sur le permis de construire pour les exploitations agricoles** - (15 novembre 2016) (p. 17346, 17347). (p. 17347).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources [n° 87 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18570, 18571).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18953).

- **Question orale sans débat relative à l'enquête nationale sur l'éclairage public en 2014** - (10 mai 2016) (p. 7206, 7207).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7268, 7272). (p. 7286, 7289). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 7290). (p. 7291). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7292). (p. 7293, 7294). (p. 7294). (p. 7296, 7297). (p. 7299, 7300). (p. 7301). (p. 7303). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7305). (p. 7306). (p. 7307). (p. 7308). (p. 7309). (p. 7310). (p. 7310, 7311). (p. 7311). (p. 7312). - **Article 3 ter** (art. L. 411-1 A [nouveau] et L. 411-5 du code de l'environnement - Modalités de réalisation de l'inventaire du patrimoine naturel, des inventaires locaux et territoriaux et des atlas de la biodiversité) (p. 7314). (p. 7314, 7315).

POMPILI (Barbara)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, chargée de la biodiversité
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lanceurs d'alerte** - (5 avril 2016) (p. 5118).

- **Question orale sans débat sur les atterrissements dans les cours d'eau** - (10 mai 2016) (p. 7204).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du carburant diesel et des véhicules** - (10 mai 2016) (p. 7205).

- **Question orale sans débat sur le bassin versant de la Berre et la réserve africaine de Sigeau** - (10 mai 2016) (p. 7206).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7348). (p. 7349). (p. 7350). (p. 7353). (p. 7354). - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7356). - **Article 4 ter** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 7358). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7359). (p. 7360). (p. 7362). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature) (p. 7364). (p. 7365). (p. 7366). - **Article 7** (art. L. 371-3 et L. 213-13-1 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 7367). (p. 7368). (p. 7368, 7369). (p. 7369). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7372, 7373). (p. 7373). (p. 7374). (p. 7374, 7375). (p. 7375). (p. 7375, 7376). (p. 7376). (p. 7376). (p. 7377). (p. 7379). (p. 7381, 7382). (p. 7382). (p. 7382, 7383). (p. 7385). (p. 7385). (p. 7386). (p. 7386). (p. 7387). (p. 7387). (p. 7387). (p. 7388). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires pour la représentation des personnels au conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7389). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 7390). (p. 7391, 7392). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-1, L. 172-1, L. 213-2 à L. 213-6, L. 131-12-1, L. 131-12-2, L. 213-9-1, L. 213-9-2, L. 213-10-8, L. 331-29, L. 334-1, L. 334-2, L. 334-4, L. 334-5, L. 334-7, L. 414-10, et L. 437-1 du code de l'environnement - Intégration des établissements existants dans la nouvelle Agence française pour la biodiversité) (p. 7402). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 7403). - **Article 17 quinquies** (art. L. 213-8-3 et L. 213-8-4 [nouveaux] du code de l'environnement - Création d'une commission des aides au sein des agences de l'eau et d'un régime d'incompatibilités de fonctions pour les membres des conseils d'administration) (p. 7404). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7409, 7410). (p. 7411). (p. 7411, 7412). (p. 7412). (p. 7412). (p. 7414). (p. 7414). (p. 7416). (p. 7417). (p. 7417, 7418). (p. 7418). (p. 7419). (p. 7421). (p. 7422). (p. 7422). (p. 7423). (p. 7423). (p. 7424). (p. 7424). - **Article 23 (pour coordination) (Texte non modifié par la commission)** (Conservation dans une collection nationale des ressources biologiques collectées par les laboratoires chargés de la surveillance microbiologique) (p. 7425). (p. 7425). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7427). (p. 7429). (p. 7431, 7432). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional) (p. 7434). (p. 7435, 7436). - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux) (p. 7437). - **Article 32** (intitulé du titre III du livre IV de la première partie, articles L. 1431-1, L. 1431-2 à L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales -

Établissements publics de coopération environnementale) (p. 7439). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7441). (p. 7443).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Obligation de compatibilité entre la politique du département en matière d'espaces naturels sensibles et le schéma régional de cohérence écologique, SRCE) (p. 7469). - **Article 32 ter C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1530 bis du code général des impôts - Possibilité pour les communes et les EPCI de lever la taxe GEMAPI même s'ils ont transféré la compétence à un syndicat mixte) (p. 7471). (p. 7471). - **Article 33 AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée) (p. 7472). (p. 7473). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L. 163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7475, 7476). (p. 7479, 7480). (p. 7481). (p. 7482). (p. 7483). (p. 7485). (p. 7486, 7487). (p. 7487, 7488). (p. 7500). (p. 7500). (p. 7501). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7503). (p. 7504). (p. 7504). (p. 7505). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 7505). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 7507). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7508). (p. 7510). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement pour inclure des finalités hydrologiques ou écologiques) (p. 7511). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-23 et L. 421-4 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 7513). (p. 7513). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 7514). (p. 7515). - **Article 36 quinquies A** (art. L. 111-19 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 7516). - **Article 36 quinquies C (suppression maintenue)** (art. L. 141-8-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Promouvoir la permaculture dans les schémas de cohérence territoriale, SCOT) (p. 7517). - **Article 36 sexies (suppression maintenue)** (Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles) (p. 7518). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 7523). (p. 7523). (p. 7524). - **Article 44** (art. L. 942-1, L. 942-4, L. 942-10 et art. L. 945-4-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Contrôle et sanctions) (p. 7526). - **Article 46 quater** (art. L. 334-2-1, et L. 334-2-2 à L. 334-2-4 [nouveaux] du code de l'environnement - Dispositif anticollision avec les cétacés) (p. 7527). (p. 7528). (p. 7528). (p. 7528). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens) (p. 7531). - **Article 51 quater AA (suppression maintenue)** (Action de groupe en matière environnementale) (p. 7533). - **Article 51 decies A (suppression maintenue)** (art. L. 257-3 du code rural et de la pêche maritime - Centralisation et ouverture des données relatives aux traitements phytosanitaires par les agriculteurs) (p. 7534). - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 7535). - **Article 51 undecies B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Délai accordé aux propriétaires de bonne foi pour la réalisation des travaux sur les moulins permettant l'amélioration de la continuité écologique)

(p. 7536). (p. 7536). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 7539). (p. 7540). (p. 7540). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7543, 7544). (p. 7549). (p. 7552). (p. 7552). (p. 7556). - **Article 51 sexdecies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur les plantes invasives) (p. 7556). - **Article additionnel après l'article 51 sexdecies** (p. 7557). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3, L. 415-6, L. 624-3 et L. 635-3 du code de l'environnement - Relèvement du quantum des peines prévues pour les cas d'atteinte aux espèces) (p. 7558). - **Article 53 ter A (suppression maintenue)** (art. L. 428-21 du code de l'environnement - Saisie par les gardes-chasse particuliers et les agents des fédérations départementales des chasseurs des armes de chasse et autres objets ayant servi à commettre une infraction) (p. 7558). - **Article 58 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-1, L. 421-13, L. 425-1, L. 433-4 [nouveau] du code de l'environnement - Suppression des orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats et des schémas départementaux de vocation piscicole - Inscription des plans départementaux de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles dans la loi) (p. 7559). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Prévention de l'introduction et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes) (p. 7562). (p. 7563). - **Article 59 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 153-31 du code de l'urbanisme - Ratification de l'ordonnance n° 2015-1174 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme) (p. 7564). (p. 7565). - **Article 60** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 7566). (p. 7566). - **Article 62** (art. L. 212-1, L. 212-9, L. 321-17 [nouveau] et L. 414-2 du code de l'environnement, art. L. 2124-1 et L. 5331-12 du code général de la propriété des personnes publiques - Articulation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, des documents d'objectifs des sites Natura 2000 et des décisions d'utilisation du domaine public maritime avec les plans d'action pour le milieu marin) (p. 7567). (p. 7567, 7568). (p. 7568). - **Article 65** (art. L. 212-3-1 [nouveau] du code forestier - Réserves biologiques) (p. 7569). (p. 7569, 7570). - **Article 66** (art. L. 171-2, L. 171-8, L. 172-4, L. 172-13, L. 173-5, L. 216-1 [nouveau], L. 216-13, L. 322-10-1, L. 331-25, L. 334-2-1, L. 362-5, L. 414-5-1, L. 414-5-2, L. 415-7 et L. 415-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Diverses dispositions relatives à la police de l'environnement et aux sanctions prévues par le code de l'environnement) (p. 7571). (p. 7571, 7572). - **Article 68 ter B** (art. L. 332-25 du code de l'environnement - Rétablissement de la nature contraventionnelle des infractions à la réglementation des réserves naturelles) (p. 7572). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 7573). (p. 7574). (p. 7575). - **Article 72 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 7577). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7578). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7582).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils [n° 593 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7971, 7973). - **Article 2** (art. L. 510-1 [nouveau] du code de l'aviation civile - Formation des télépilotes d'aéromodèles) (p. 7982, 7983). (p. 7983). - **Article 5** (art. L. 6232-2 du code des transports - Sanctions) (p. 7984). (p. 7984). (p. 7984).

- **Question orale sans débat sur l'aggravation des conditions de la circulation sur la ligne B-Nord du Réseau express régional** - (7 juin 2016) (p. 9124, 9125).

- **Question orale sans débat sur le transport des enfants en situation de handicap et les pratiques douteuses de Vortex mobilité** - (7 juin 2016) (p. 9126).

- **Question orale sans débat sur la prorogation des concessions hydrauliques** - (7 juin 2016) (p. 9127).

- **Question orale sans débat sur l'harmonisation des consignes de tri** - (7 juin 2016) (p. 9128).

- **Question orale sans débat sur les moyens alloués à l'Autorité de sûreté nucléaire** - (7 juin 2016) (p. 9128, 9129).

- **Question orale sans débat sur la réforme du code minier** - (7 juin 2016) (p. 9129, 9130).

- **Question orale sans débat sur la hausse des tarifs autoroutiers dans les Alpes-Maritimes** - (21 juin 2016) (p. 10126).

- **Question orale sans débat sur la qualité du service rendu aux usagers sur les lignes de transport express régional champardennaises** - (21 juin 2016) (p. 10127).

- **Question orale sans débat sur la promotion des métiers de la pêche** - (21 juin 2016) (p. 10128).

- **Question orale sans débat sur la mise en place de véhicules auto-partagés dans les immeubles collectifs** - (21 juin 2016) (p. 10129).

- **Question orale sans débat sur la sécurisation de l'espace public dans les communes sans police municipale** - (21 juin 2016) (p. 10130).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13442, 13444). (p. 13452, 13454). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 13455). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 13456). (p. 13458). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, art. L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 13462). (p. 13462). (p. 13463). (p. 13463). (p. 13463). (p. 13463). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 13465). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 13466). (p. 13467). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13469). (p. 13469). (p. 13469). (p. 13470). - **Rappel au règlement** (p. 13470). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 13472, 13474). (p. 13475). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 13477). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources

génétiq ues et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 13483). (p. 13484). (p. 13484). - **Article 19 (pour coordination)** (*Liste des agents habilités à contrôler le respect du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources énergétiques, et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation*) (p. 13485). - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (*intitulé de la section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, art. 1609 unvi c i es [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 13486). (p. 13488). - **Article 32 sexies** (*Missions d'intérêt général des parcs zoologiques*) (p. 13492). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage*) (p. 13495). (p. 13496). (p. 13497). (p. 13498). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - *Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité*) (p. 13500). - **Article 35 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - *Echange de parcelles*) (p. 13502). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - *Création d'espaces de continuités écologiques*) (p. 13503). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - *Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*) (p. 13507). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (*Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens*) (p. 13509). - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - *Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins*) (p. 13510). - **Article 51 terdecies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10, L. 541-10-5 et L. 541-10-11 [nouveau] du code de l'environnement - *Interdiction des cotons-tiges et des microbilles en plastique et création de sanctions pour le non-respect de l'interdiction des sacs, verres, gobelets, assiettes et cotons-tiges en plastique*) (p. 13513). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes*) (p. 13515). (p. 13518). - **Article 52 bis (pour coordination)** (*Liste des moyens accordés aux agents habilités à constater les infractions commises à l'aide d'un moyen de communication électronique en matière d'environnement*) (p. 13519). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - *Prévention de l'introduction et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes*) (p. 13522). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16,

L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - *Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes*) (p. 13522). (p. 13523). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 171-2, L. 171-8, L. 172-4, L. 172-13, L. 173-5, L. 216-1 [nouveau], L. 216-13, L. 322-10-1, L. 331-25, L. 334-2-1, L. 362-5, L. 414-5-1, L. 414-5-2, L. 415-7 et L. 415-8 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 706-73-1 du code de procédure pénale - *Diverses dispositions relatives à la police de l'environnement et aux sanctions prévues par le code de l'environnement*) (p. 13524). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - *Ajustement de la compensation des opérations de défrichement*) (p. 13525). (p. 13525). (p. 13526). - **Article 72 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - *Protection des allées et des alignements d'arbres*) (p. 13527). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13528).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du scandale Volkswagen** - (12 juillet 2016) (p. 13652, 13653).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tests d'émission des véhicules diesel** - (4 octobre 2016) (p. 14412, 14413).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la ligne ferroviaire du Cévenol** - (18 octobre 2016) (p. 15201, 15202).

- **Question orale sans débat sur les réserves en eau pour l'agriculture** - (15 novembre 2016) (p. 17348).

- **Question orale sans débat sur les interventions territoriales de l'État et le marais poitevin** - (15 novembre 2016) (p. 17349).

- **Question orale sans débat sur la réforme du décret plage** - (15 novembre 2016) (p. 17350).

- **Question orale sans débat sur la politique d'espaces verts de la région Île-de-France et les villes « carencées » du Val-de-Marne** - (15 novembre 2016) (p. 17350, 17351).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du parc de la Poudrerie** - (15 novembre 2016) (p. 17351, 17352).

- **Question orale sans débat sur la route reliant Limoges à Poitiers par Bellac** - (15 novembre 2016) (p. 17352, 17353).

- **Question orale sans débat sur les dotations pour l'aide juridictionnelle** - (15 novembre 2016) (p. 17353).

- **Question orale sans débat sur la situation des prisons en France** - (15 novembre 2016) (p. 17354).

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 545 (2015-2016)] ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 760 (2015-2016)] (6 juillet 2016)

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*): Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*): Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*): Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Mauguin, candidat

proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*): Accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*): Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9158, 9159).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 761 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 13697, 13699).

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16173, 16174).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les besoins en électricité** - (8 novembre 2016) (p. 17047). (p. 17048).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Vice-président de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 3 (2015-2016)] visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires [n° 330 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 446 (2015-2016)] visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 505 (2015-2016)] (29 mars 2016) - **Culture**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Administration pénitentiaire [n° 146 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à faciliter le rapprochement familial des personnes en exécution de peine [n° 180 (2016-2017)] (5 décembre 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements sur l'article 1er ter délégué au fond par la commission de la culture.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Henri Bardet, candidat proposé par le président du Sénat comme membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » -

Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires** [n° 331 (2015-2016)] - (3 février 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2287, 2288). - **Article 1er** (*Modifications consécutives à la suppression du dispositif relatif aux missions temporaires confiées à un parlementaire*) (p. 2295). - **Intitulé de la proposition de loi organique** (p. 2295).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services publics** - (11 février 2016) (p. 2733, 2734).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle** [n° 390 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3075, 3076).

- **Nouvelle lecture** [n° 501 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5011, 5012).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections** [n° 391 (2015-2016)] - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias** [n° 519 (2015-2016)] - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5632, 5633).

- **Suite de la discussion** (26 mai 2016) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (*art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes*) (p. 8734). (p. 8741, 8742). (p. 8743). (p. 8743). (p. 8744). - **Article additionnel après l'article 1er ter (précédemment réservé)** (p. 8744). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8766, 8767).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire** [n° 716 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12306, 12307).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse** [n° 184 (2016-2017)] - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18558).

POZZO di BORGIO (Yves)
sénateur (Paris)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) [n° 619 (2015-2016)] (23 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 643 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à optimiser la gestion des principaux axes de mobilité parisiens [n° 783 (2015-2016)] (12 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Partenariat oriental : une nécessaire refondation [n° 797 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 142 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSII (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes, des avis motivés et des avis politiques : rapport d'information de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Proposition de résolution européenne de M. Michel Billout sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes : examen du rapport de MM. Louis Nègre et Simon Sutura.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'accès de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en

vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Brésil - Transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises - Accord transfrontalier - Examen du rapport et des textes de la commission.

Accord France-Colombie - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation

d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Gisèle Jourda et de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion sur l'Australie.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Ouided Bouchamaoui, présidente de l'union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2015.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : rapport d'information et avis politique de M. Richard Yung.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Marek Estok, ambassadeur de Slovaquie, sur les priorités de la présidence slovaque de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Marc-Étienne Pinault, coordinateur Brexit au secrétariat général du ministère de l'intérieur, M. Gilles Barbey, commandant de police, chef de la section « négociations européennes » à la direction centrale de la police judiciaire et M. Frédéric Baab, membre national d'Eurojust pour la France.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

Audition de MM. Nicolas Baverez, essayiste, et Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide et président de la table ronde des industriels européens.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Politique de défense de l'Union européenne - Communication de M. Jacques Gautier et Mme Gisèle Jourda.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la république du Tadjikistan relatif à la construction d'une tour de contrôle sur l'aéroport de Douchanbé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Programme de travail 2017 de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Article additionnel après l'article 23 (p. 2398). (p. 2398, 2399).

- Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)] - (4 février 2016) - Article additionnel après l'article 4 (p. 2418).

- Projet de loi autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)] - (15 mars 2016) - Discussion générale (p. 4127).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016 - (15 mars 2016) (p. 4166, 4167).

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact d'une crue centennale à Paris - (17 mars 2016) (p. 4264, 4265).

- Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)] - (18 mai 2016) - Discussion générale (p. 8065). - Article 1er (Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées) (p. 8068).

- Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)] - (8 juin 2016) - au nom de la commission des affaires européennes - Discussion générale (p. 9238, 9239).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2016 - (21 juin 2016) (p. 10165, 10167).

- Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 12054).

- Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)] - (6 octobre 2016) - Article 20 quater (art. L. 2511-20 du code général des collectivités territoriales - Répartition du contingent communal entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement) (p. 14631). (p. 14632).

- Suite de la discussion (14 octobre 2016) - Articles additionnels après l'article 59 (p. 15139).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané - (19 octobre 2016) (p. 16128, 16129).

- Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)] - (7 novembre 2016) - Article 1er bis (supprimé) (art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau) (p. 16950).

- Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)] - (7 novembre 2016) - Discussion générale (p. 16961, 16963). - Article 1er (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris ») (p. 16970). - Article 4 (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - Commission permanente) (p. 16978, 16979). (p. 16981). - Article 6 (art. L. 2123-11-2, L. 2511-34, L. 2511-34-1 [nouveau], L. 2511-35, L. 2511-35-1 [nouveau], L. 3123-16, L. 3123-17 du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un régime indemnitaire spécifique aux membres du Conseil de Paris et aux maires et adjoints aux maires d'arrondissement de Paris) (p. 16984). (p. 16984).

- Suite de la discussion (8 novembre 2016) - Article 16 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales - Avis du maire d'arrondissement sur toute autorisation d'étalage et de terrasse dans l'arrondissement) (p. 17020, 17021). (p. 17023). - Articles additionnels après l'article 16 (p. 17023, 17024). (p. 17025, 17026). (p. 17027). (p. 17032). (p. 17033). - Article 17 (supprimé) (art. L. 2511-5 du code général des collectivités territoriales et tableau à l'annexe 2 du code électoral - Création d'un secteur électoral regroupant les quatre premiers arrondissements de Paris) (p. 17039). - Article 21 (art. L. 2512-13 et L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales - Transfert de certaines polices spéciales du préfet de police vers le maire de Paris) (p. 17051). (p. 17054). (p. 17055). (p. 17060). - Article 28 (supprimé) (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique des établissements de jeux) (p. 17070).

- Suite de la discussion (9 novembre 2016) - Article 38 (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour créer un établissement public local chargé de l'aménagement, de la gestion et de la promotion du quartier d'affaires de La Défense) (p. 17108, 17109). - Article 41 (supprimé) (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17122). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 17141, 17142).

- Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18401, 18402).

PRIMAS (Sophie)
sénateur (Yvelines)
Les Républicains

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-présidente du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis vice-présidente le 29 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 1er février 2016.

Membre titulaire du comité consultatif de gouvernance.

Membre titulaire du comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 256 (2015-2016)] favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 328 (2015-2016)] (27 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 467 (2015-2016)] visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 48 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation de la proposition de loi sur l'apprentissage par M. Michel Forissier.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu des échanges sur la journée des entreprises organisée le 31 mars 2016.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat

proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de l'étude descriptive du contexte économique de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de MM. Claude Nougein et Michel Vaspert, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité) : Audition de M. Laurent Piermont, président, et M. Philippe Thiévent, directeur de CDC Biodiversité.

Audition de Mme Carole Hernandez-Zakine, manager, responsable du droit de l'agro-écologie à InVivo AgroSolutions.

Audition des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), de Coordination rurale, de la Confédération paysanne et de Jeunes agriculteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 252, 254). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 296, 297).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 8** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité d'un « rattachement » des établissements publics entre eux) (p. 371). - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 408, 409). (p. 415). (p. 416). (p. 417). (p. 417).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) (p. 436). (p. 437). (p. 438). (p. 439). (p. 440). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 464). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 484). - **Article 33 A** (chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage) (p. 487). (p. 498). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation réelle environnementale) (p. 504). (p. 505). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 510). - **Article 36** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement) (p. 513). (p. 514). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 514). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 517). - **Article 36 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 520). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 522, 523). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 528). - **Article 37** (art. L. 414-4 du code de l'environnement - Activités de pêche maritime professionnelle en zone Natura 2000) (p. 531). (p. 533).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes) (p. 545). - **Article 51 quinquies** (art. L. 253-7-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Traitement des fonds de cuve et des résidus de produits phytopharmaceutiques) (p. 577). - **Article 51 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - Soutien aux projets territoriaux visant la suppression des néonicotinoïdes dans le cadre du plan Ecophyto) (p. 583). (p. 583, 584). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 585). - **Articles additionnels après l'article 51 duodécies** (p. 597). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (art. L. 253-1 du code

rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016) (p. 602). - **Article 56** (art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger) (p. 616). (p. 618). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 648). - **Article 74 (supprimé)** (art. L. 621-29-8 du code du patrimoine - Interdiction de la publicité sur les bâches d'échafaudage installées sur les immeubles classés) (p. 656).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 712, 714).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2003). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun) (p. 2011). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2019).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2027, 2028). - **Article 1er** (art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie) (p. 2032).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 2335, 2336).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 2359, 2360).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2979). - **Article 33** (art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement) (p. 2983, 2984). (p. 2985, 2986).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3844, 3845).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3971, 3972).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7282, 7283). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture,

l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7297).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 7358). (p. 7359). (p. 7362). - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7420). - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux) (p. 7438).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7504). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 151-23 et L. 421-4 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 7512). - **Article 36 quinquies A** (art. L. 111-19 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 7516). - **Article 51 duodécies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 7540). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7550). (p. 7551). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7581).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ves** [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9641). (p. 9658).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du

23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12349). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12400).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture** [n° 766 (2015-2016)] - (11 juillet 2016) - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 13464, 13465). - **Article 17 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 13477). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 13483). (p. 13484). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 13497). (p. 13498). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 13501). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 13504). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 13516). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13528).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence** [n° 805 (2015-2016)] - (20 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13844).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture** [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13961).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (4 octobre 2016) (p. 14410, 14411). (p. 14411).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (4 octobre 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Organismes et conditions d'accueil des réservistes) (p. 14426, 14427).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » - **Article 14 decies (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire)** (p. 14495, 14496). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14506). - **Article 15 septies (supprimé)** (Rapport sur l'affectation des dépôts et avoirs des comptes inactifs des associations sur un compte d'affectation spéciale au bénéfice du fonds pour le développement de la vie associative) (p. 14513). - **Articles additionnels après l'article 15 decies** (p. 14519). - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création des conseils de jeunes) (p. 14524). - **Article additionnel après l'article 17**

(p. 14539). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14568).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) (p. 14600). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social) (p. 14644).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article additionnel après l'article 33 quindecies** (p. 14881). (p. 14881). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14891, 14892).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 38 quater** (p. 15092). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15106). - **Article 47** (p. 15113). - **Article 51 (Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 3332-3 du code de la santé publique - Condition de nationalité pour les débitants de boissons) (p. 15116). (p. 15117). - **Articles additionnels avant l'article 55** (p. 15125). - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'utilisation systématique par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité) (p. 15143). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 15146).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 16408, 16409).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16672). (p. 16673).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les drogues** - (17 novembre 2016) (p. 17571). (p. 17572).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Agricultures des outre-mer : Pas d'avenir sans acclimatation du cadre normatif [n° 775 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général

adjoind des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition de l'office de développement de l'économie agricole des DOM.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès du ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité de M. Jean-Yves Le Déaut, député, et Mme Catherine Procaccia, sénateur, sur « Les enjeux économiques et environnementaux des biotechnologies ».

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice de l'Institut de santé publique (INSERM).

Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du docteur Alain Masclat, président de AR2S (Améliorer les relations soignants-soignés).

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Contraintes normatives applicables à la filière de la banane.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition des instituts de recherche en agriculture en zones tropicale et équatoriale.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du syndicat du sucre de La Réunion.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables aux outre-mer - Filière pêche et aquaculture de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Perspectives de développement de l'agriculture biologique.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des représentants de la Commission européenne.

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des services du Gouvernement en charge de l'agriculture et de la

sécurité alimentaire, de la chambre d'agriculture et de l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA), de Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation des conclusions relatives à l'audition publique du 7 avril 2016 sur les « Maladies à transmission vectorielle ».

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes sanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Réunion du jeudi 21 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de représentants de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de l'Association française de normalisation (AFNOR normalisation).

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé à la présidence du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les étudiants en médecine** - (14 janvier 2016) (p. 224). (p. 224, 225).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 342).

- **Question orale sans débat sur le service historique de la défense et la préservation du château de Vincennes** - (26 janvier 2016) (p. 689). (p. 689, 690).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2003). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - *Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2011).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (12 février 2016) - **Article 20** (*Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques*) (p. 2802). (p. 2803). (p. 2803).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3964).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du carburant diesel et des véhicules** - (10 mai 2016) (p. 7204, 7205). (p. 7205).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 27 A (supprimé)** (*intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 7430).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article 1er bis** (*Rapport au Gouvernement sur la mise en œuvre de l'obligation prévue à l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime*) (p. 8120). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 121-82-1 du code de la consommation - *Application de la mention « fait maison » à la restauration collective*) (p. 8125, 8126). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8127).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10134).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 34** (p. 10482).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 27 A (Texte non modifié par la commission)** (*intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, art. 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah*) (p. 13487).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 32 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 600-7 du code de l'urbanisme - *Modalités d'octroi des dommages-intérêts en cas de recours contre les permis de construire*) (p. 14701). (p. 14702).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Conditions d'application de la loi SRU*) (p. 14779). (p. 14785).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle des comptes des comités d'entreprise d'EDF et de GDF** - (3 novembre 2016) (p. 16650). (p. 16650).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 6 C** (*Procédure de signalement d'une alerte*) (p. 16664).

- **Question orale sans débat sur la politique d'espaces verts de la région Île-de-France et les villes « carencées » du Val-de-Marne** - (15 novembre 2016) (p. 17350). (p. 17351).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives*) (p. 17461).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17530, 17531).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 28** (p. 17585).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 45** (art. L. 162-22-8-2, L. 162-23-4, L. 162-23-15 [nouveau], L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6111-3-1 du code de la santé publique ; art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - *Financement des activités de soins de suite et de réadaptation*) (p. 17691). (p. 17691). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 17692). (p. 17693). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - *Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social*) (p. 17705). (p. 17705). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - *Substituabilité des biosimilaires*) (p. 17727).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques [n° 65 (2016-2017)]** - (22 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17811, 17812).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Article 24 septies (nouveau)** (art. 265, 265 ter, 266 quindecies du code des douanes - Modification du prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 19666).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les**

contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)] - (21 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20932).

PRUNAUD (Christine)
sénatrice (Côtes-d'Armor)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 374 (2015-2016)] (5 février 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur l'enseignement des langues.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir de l'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité dans le second degré - Audition conjointe.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Philippe Vasseur, commissaire spécial pour la revitalisation industrielle de la région Hauts-de-France.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2521, 2522).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2555). (p. 2564). (p. 2570). (p. 2572). (p. 2575). (p. 2575).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2605). (p. 2607). - **Article 5** (*art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes*) (p. 2616). - **Article 7** (*art. L. 214-6 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Création d'un médiateur de la musique*) (p. 2628). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2656). - **Article 11 A** (*art. L. 7121-4-I du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs*) (p. 2684). (p. 2684).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2717).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (*art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques*) (p. 2869). (p. 2870, 2871).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4263). (p. 4264).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 16** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 415-1 [nouveau] du code des douanes - Présomption de culpabilité*) (p. 4982).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5131, 5132). - **Article 1er** (*art. L. 332-1 du code du sport - Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives*) (p. 5139). (p. 5140, 5141). (p. 5141). (p. 5142). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade*) (p. 5145). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5155). - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 332-15 et L. 332-16 du code du sport - Possibilité de transmettre des éléments relatifs aux personnes faisant l'objet d'une interdiction de stade aux organismes sportifs internationaux*) (p. 5158). (p. 5158). - **Article 5** (*art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - Création d'une instance nationale du supporterisme*) (p. 5162). (p. 5162). (p. 5163). (p. 5163). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5166). (p. 5167). - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 332-11 et L. 332-13 du code du sport - Peine complémentaire d'interdiction d'accès à toute zone de retransmission publique d'un match*) (p. 5167). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5168).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle*) (p. 5805). - **Article 4** (*art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs*) (p. 5828).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 5971, 5972).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Article 3** (*Labellisation des institutions de référence nationale*) (p. 8191). (p. 8192). - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 7121-4-1 du code du travail - Reconnaissance des pratiques artistiques amateurs) (p. 8225, 8226). (p. 8226). (p. 8227). (p. 8227).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 20** (art. L. 510-1, L. 522-1, L. 522-5, L. 522-7, L. 522-8, L. 523-4, L. 523-7, L. 523-8, L. 523-8-1 et L. 523-8-2 [nouveaux], L. 523-11, L. 523-13 et L. 541-1 à L. 541-9 du code du patrimoine - Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 8324). (p. 8325). (p. 8326).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** [n° 662 (2015-2016)] - (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9598). (p. 9604). (p. 9615). (p. 9620). (p. 9622). (p. 9633). (p. 9636, 9637). (p. 9645). (p. 9649, 9650). (p. 9659). (p. 9665).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 10219).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 10269). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10298, 10299).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 32** (art. L. 6241-5, L. 6241-9, L. 6242-6 et L. 6332-16 du code du travail - Ajustements du cadre juridique de la taxe d'apprentissage) (p. 10416). - **Article 32 bis A (nouveau)** (art. L. 6222-1 et L. 6222-12-1 du code du travail - Possibilité de signer un contrat d'apprentissage avant quinze ans) (p. 10424). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du code du travail) - Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage) (p. 10429).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des migrants accueillis dans les communes** - (19 juillet 2016) (p. 13730, 13731). (p. 13731).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 1er** (*Institution d'une réserve citoyenne*) (p. 14423). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Organismes et conditions d'accueil des réservistes*) (p. 14426). - **Article 8 (supprimé)** (art. L. 3142-46-1 [nouveau] du code du travail ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Congé pour l'exercice de responsabilités associatives) (p. 14432). - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique) (p. 14444). - **Article 11 bis (supprimé)** (art. L. 1221-13 du code du travail - Information des représentants du personnel relative aux volontaires en service civique) (p. 14449, 14450). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 120-32 du code du service national - Intermédiation de service civique entre personnes morales de droit public) (p. 14451). (p. 14452). - **Article 12 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 116-1 [nouveau] du code du service national - Cadets de la défense) (p. 14460). (p. 14461).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 quinquies** (art. L. 611-11 du code de l'éducation - Aménagements de scolarité) (p. 14487). - **Article 14 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - Recrutement des étudiants par les CROUS) (p. 14488, 14489). - **Article 16** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, art. L. 6111-3 et L. 6111-5 du code du travail - Pilotage des politiques de jeunesse par les régions) (p. 14520, 14521). - **Article 16 quater (supprimé)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Représentation de toutes les classes d'âge au sein des CESER) (p. 14530). (p. 14530). - **Article 17** (*Information individualisée des jeunes en matière d'assurance maladie*) (p. 14538). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14551).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14608). (p. 14608). (p. 14613). (p. 14619, 14620). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14650). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 14657). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14664). (p. 14665). - **Article additionnel après l'article 28 septies** (p. 14686). - **Article 32** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 211-2, L. 221-1, L. 321-1, L. 324-1, L. 324-2-1A et L. 324-2-1B [nouveaux] du code de l'urbanisme - Mise en place d'observatoires du foncier - Établissements publics fonciers - Droit de préemption de la métropole du Grand Paris) (p. 14692).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14777). (p. 14789). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1,

L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire (p. 14805). (p. 14806). (p. 14808). - **Article 32 bis E** (art. 101 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Expérimentation de conventions d'occupation à titre gratuit au profit d'associations) (p. 14814). - **Article additionnel après l'article 33 bis F** (p. 14844). (p. 14845).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 48 (priorité)** (art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 264-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 131-3 et L. 131-5 du code de l'éducation ; art. L. 552-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 123-29 du code de commerce ; art. L. 15-1 du code électoral ; art. 1647 D du code général des impôts ; art. 79 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 - Réforme du régime d'exercice des droits civils, civiques et sociaux des gens du voyage) (p. 14883). - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14927).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16236). - **Article 6** (art. L. 122-14, L. 122-16-1 [nouveau] et L. 122-19 du code du sport - Instauration d'un droit d'usage du numéro d'affiliation pour la société sportive d'une durée de 6 à 12 ans) (p. 16253). - **Article 7** (art. L. 222-2-12 [nouveau] du code du sport - Exploitation des attributs de la personnalité d'un

sportif ou d'un entraîneur professionnel dans le cadre d'une convention de fiducie) (p. 16254). (p. 16255). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - Élargissement de la taxe dite « Buffet ») (p. 16261).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16449, 16450).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 6** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre 1er du livre 1er de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRE) (p. 17406, 17407). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 17410).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Question préalable** (p. 20793, 20794).

RACHLINE (David)
sénateur (Var)
NI

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2273, 2274).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2346).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2513, 2514).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2533, 2534).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3007, 3008).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3074).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections [n° 391 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3948).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

[nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4252). - **Rappel au règlement** (p. 4292, 4293).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4444).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)** - (28 avril 2016) (p. 6004). (p. 6005).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9229).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9248, 9249).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9400, 9401).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13816, 13817). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 13827). - **Article 10 (nouveau)** (art. 422-4 du code pénal - *Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers*) (p. 13840, 13841).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14395).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) (p. 15190, 15191).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16101).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16117).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16133, 16134).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16195, 16196).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16235, 16236).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif de vaccination contre la grippe** - (1er décembre 2016) (p. 18479). (p. 18479, 18480).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18877, 18878).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19452, 19453).

RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation parlementaire au renseignement ; nouvelle nomination ; membre le 10 juin 2016.

Président du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2015 [n° 423 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 483 (2015-2016)] autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 579 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Questions diverses.

Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Lacroix, professeur associé à l'École des affaires internationales de Sciences Po (PSIA) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po - CNRS), et de Mme Fatiha Dazi-Héni, responsable de programme à l'Institut de recherches stratégiques de l'École

militaire (IRSEM) et maître de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lille, sur l'Arabie saoudite.

Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Statut des forces en visite et coopération en matière de défense - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil d'un nouveau sénateur.

Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. David Bertolotti, ambassadeur de France en Jordanie.

Turquie - Audition de Mme Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Chevallier, ambassadeur de France auprès de l'État du Qatar.

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général du Trésor.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord France-Brésil - Transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises - Accord transfrontalier - Examen du rapport et des textes de la commission.

Accord France-Colombie - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord France-Irak - Encouragement réciproque des investissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord France-Monaco - Sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Événements du Nagorny Karabagh - Audition de M. Bernard Fassier, ancien ambassadeur, ancien co-président du groupe de Minsk.

Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Ratification de l'accord de Paris - COP 21 - Audition de Mme Hakima El Haité, ministre marocaine de l'environnement, et Mme Laurence Tubiana, ambassadrice pour les négociations climatiques.

Vote et dépouillement simultané du scrutin sur la proposition de nomination par le président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Martin Kobler, chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de Mme Ouided Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2015.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Communication.

Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Ahmet Insel, économiste et politologue, sur la Turquie.

Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Table ronde sur la diplomatie économique.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Groupe de

travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Réunion constitutive.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Garde nationale-réserve militaire » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Migrants » - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mardi 26 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*): Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Audition de MM. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, et Jean-Louis Bourlanges, ancien parlementaire européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre la France et le Costa Rica - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le Costa Rica - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le gouvernement de l'Union des Comores - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses - Missions de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

Audition de MM. Nicolas Baverez, essayiste, et Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide et président de la table ronde des industriels européens.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre la France et l'État des Émirats arabes unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la république du Tadjikistan relatif à la construction d'une tour de contrôle sur l'aéroport de Douchanbé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

Questions diverses - Programme de travail 2017 de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de l'acquisition de contre-mesures médicales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et la Suisse relative aux travaux et au cofinancement par la Suisse de l'opération de réactivation du trafic ferroviaire sur la ligne Belfort-Delle ainsi qu'à l'exploitation de la ligne Belfort-Delle-Delémont et projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et la Suisse concernant la modernisation et l'exploitation de la ligne ferroviaire d'Annemasse à Genève - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant portant première modification à l'entente en matière de sécurité sociale du 17 décembre 2003 entre la France et le Québec et de l'avenant portant seconde modification au protocole d'entente du 19 décembre 1998 entre la France et le Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 4144, 4146).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 7462, 7464).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Explications de vote** (p. 9237).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Question préalable** (p. 9246, 9247).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10618, 10620).

- **Débat sur la France et l'Europe face à la crise au Levant** - (18 octobre 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 15184, 15185).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 18357, 18359).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 18792, 18794).

de RAINCOURT (Henri)
sénateur (Yonne)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 19 janvier 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Sahel : repenser l'aide publique au développement [n° 728 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Aide publique au développement [n° 142 tome 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Questions diverses.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Rémy Rioux, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de directeur général de l'Agence française de développement en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2017 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au

développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le traitement des déchets de certaines entreprises** - (9 février 2016) (p. 2479). (p. 2480).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7467, 7468).

- **Question orale sans débat sur la généralisation des moyens dématérialisés de déclaration et de paiement des impôts** - (11 octobre 2016) (p. 14750). (p. 14751).

RAISON (Michel)
sénateur (Haute-Saône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accès sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la clarification démocratique des scrutins majoritaires à deux tours [n° 548 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 522 (2015-2016)] précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 594 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Fonds pour le financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable): Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Article 13 de la Constitution - Audition de M. Patrick Jeantet, candidat proposé aux fonctions de président délégué du directoire de la SNCF.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Réunion du mardi 31 mai 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Audition de M. Francesco Leone, conseiller économique de l'ambassade d'Italie.

Réunion du mardi 7 juin 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Horty (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(commission des affaires européennes): Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(commission des affaires économiques): Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 21 juin 2016 *(commission d'enquête Chiffres du chômage)*: Audition de M. Stéphane Jugnot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 *(commission des affaires européennes)*: Économie, finances et fiscalité - Communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la stratégie numérique.

Recherche et propriété intellectuelle - Avis politique de M. Daniel Raoul sur la protection juridique des variétés végétales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Ile-de-France.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 *(commission des affaires européennes)*: Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable): Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

(commission des finances): Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 *(mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire)*: Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 *(commission des affaires européennes)*: Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires: rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillingier.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 296). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 313).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 381). (p. 382).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 467). - **Article 32** (intitulé du titre III du livre IV de la première partie, art. L. 1431-1, L. 1431-2 à L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales - Établissements publics de coopération environnementale) (p. 468). (p. 469).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2348, 2349).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3956). - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3958, 3959). (p. 3962). (p. 3969).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (Intégration des coûts

de production et des indicateurs de marché dans les contrats de livraison de produits agricoles) (p. 4472). - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (Extension de la déduction pour investissements aux bâtiments d'élevage et simplification des conditions de déduction pour aléas) (p. 4479, 4480). - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du nombre de normes en matière agricole) (p. 4484).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (24 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 4554, 4555).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prisons** - (28 avril 2016) (p. 6003). (p. 6003).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7298).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7415).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7510). - **Article 36 quinquies A** (art. L. 111-19 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 7516). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7552, 7553). - **Article 68 sexes** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 7573, 7574). (p. 7575). - **Intitulé du projet de loi** (p. 7578).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 7995, 7997). - **Article unique** (p. 8010). (p. 8010). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 8013).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-2 du code de l'urbanisme - Principe du droit au développement rural) (p. 8936). - **Article 2** (art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole) (p. 8937).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9207, 9208).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s**

[n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9482).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 10183).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10396). - **Article 32 D (nouveau)** (art. L. 421-1 et L. 421-2 du code de l'éducation - Présidence du conseil d'administration des lycées professionnels) (p. 10404).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 38** (p. 10497). (p. 10498). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10501, 10502). (p. 10502).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10679, 10680). (p. 10680).

- **Question orale sans débat sur l'évolution des chiffres du chômage en Haute-Saône** - (19 juillet 2016) (p. 13728, 13729). (p. 13729).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 15 decies** (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Inversion de la règle de séniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections) (p. 14514, 14515). (p. 14515).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17420).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17515).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 novembre 2016) (p. 18274).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18286).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18559, 18560).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut) (p. 18771). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18840).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 22 février 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Faire face au défi du terrorisme et à la crise migratoire : le rôle de la coopération franco-allemande [n° 300 (2015-2016)] (14 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement [n° 858 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le contrat adultes-relais, un dispositif de la politique de la ville à préserver [n° 128 (2016-2017)] (17 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Politique des territoires [n° 140 tome 3 annexe 23 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, pour une politique commerciale assurant la défense des intérêts économiques de l'Union européenne [n° 237 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Bundesrat (17 et 18 décembre 2015) : rapport d'information de M. Jean Bizet, Mme Gisèle Jourda, MM. Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Fonds pour le

financement de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures : rapport d'information de Mme Fabienne Keller.

Politique commerciale - Application des règles européennes de concurrence par les autorités nationales : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Économie, finances et fiscalité - Organisation et exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. René Danesi.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG Trade) à la Commission européenne.

(*commission des finances*) : République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition, en commun avec la commission des finances, de M. Jyrki Katainen,

vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : rapport d'information et avis politique de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instruments financiers en faveur des petites et moyennes entreprises gérés par le Fonds européen d'investissement - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Contrôle budgétaire - Profil des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*): Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la stratégie numérique.

Recherche et propriété intellectuelle - Avis politique de M. Daniel Raoul sur la protection juridique des variétés végétales.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*): Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada: rapport de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique

au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 56) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur le Groupement européen des régulateurs des communications électroniques.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnecarrère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

(*commission des finances*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Communication sur le contrôle budgétaire relatif au dispositif « adultes-relais » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*): Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*): Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Instruments de défense commerciale: proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Daniel Raoul.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur les propositions de directive du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 346, 347).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 9 quinquies** (*art. L. 120-4 et L. 120-5 à L. 120-9 [nouveaux] du code des juridictions financières - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres et aux personnels de la Cour des comptes*) (p. 1592).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire [n° 115 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2344, 2345).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre [n° 256 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2364, 2365).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réunion du Conseil européen sur le « Brexit »** - (16 février 2016) (p. 2891).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du nombre de normes en matière agricole*) (p. 4484).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 4** (*art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs*) (p. 5827). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-4 du code des relations entre le public et l'administration - Soumission de la publication au respect des droits de propriété littéraire et artistique - Entrée en vigueur de la nouvelle obligation de diffusion*) (p. 5839).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8077, 8078).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quater** (*art. 3 de la*

loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8373, 8374).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 3** (*art. L. 111-4, L. 122-5, L. 151-12 et L. 161-4 du code de l'urbanisme - Dépendances et annexes aux constructions dans les parties non urbanisées du territoire*) (p. 8941).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9362, 9364).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Rappel au règlement** (p. 12161).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12273).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer*) (p. 12607).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17137).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18687). - **Articles additionnels après l'article 8 nonies** (p. 18727). - **Rappel au règlement** (p. 18745). (p. 18745).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Article 9 septies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Informations en cas de travaux sur un point haut*) (p. 18770). (p. 18772).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 23 bis** (p. 19604). - **Article 23 sexies (nouveau)** (*art. 1466 A septies I du code général des impôts - Suppression du plafond d'effectif exigé des entreprises commerciales pour bénéficier d'exonérations d'impositions locales dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville*) (p. 19610). - **Article 23 septies (nouveau)** (*art. 1499 et 1499-00 A [nouveau] du code général des impôts - Modification des modalités de calcul de la valeur locative de certains établissements industriels*) (p. 19612). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19679).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19763). (p. 19770). (p. 19771).

RAPIN (Jean-François)
sénateur (Pas-de-Calais)
Les Républicains

Devenu sénateur le 12 janvier 2016 (en remplacement de Mme Natacha Bouchart, démissionnaire de son mandat de sénateur).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 12 janvier 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 243-5 du code des juridictions financières [n° 429 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de résolution [n° 486 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, concernant l'exemption du cristal de la directive "limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques" (directive 2011/65/UE du 8 juin 2011) [n° 533 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 810 (2015-2016)] relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 60 (2016-2017)] (19 octobre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 168 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi pour l'économie bleue.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Pierre-Antoine Molina, directeur général des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition conjointe d'organisations non gouvernementales (ONG).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Émissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et

mobilité durables » - Crédits « Biodiversité et transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2909).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) (p. 2957). (p. 2957). - **Article 26 octies** (art. 15 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Lutte contre les faux et les signatures de complaisance en matière de projet architectural) (p. 2958).

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3206).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3904).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA) (p. 4051). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 4058). (p. 4059). (p. 4059).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise migratoire et le camp de Grande-Synthe** - (17 mars 2016) (p. 4267).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)] (suite)** - (23 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4498). - **Article 12 bis C** (art. 1er et 6 bis de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - Lutte contre l'abandon des navires de plaisance) (p. 4509). (p. 4509). (p. 4509). (p. 4509). (p. 4509). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4513).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4576). (p. 4576).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6318, 6319).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la

biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7298).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (22 juin 2016) - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10309). (p. 10309).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales** [n° 688 (2015-2016)] - (28 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10669).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des responsables des établissements privés de santé** - (30 juin 2016) (p. 12035). (p. 12036).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (5 juillet 2016) - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12247).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes** [n° 61 (2016-2017)] - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16457, 16459).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers) (p. 16473). (p. 16476, 16477). (p. 16479). (p. 16479, 16480). (p. 16480). (p. 16480). (p. 16480). (p. 16481). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 3120-6 A

et L. 3120-6 [nouveaux] du code des transports - Obligation de transmission de données à l'autorité administrative) (p. 16485). (p. 16485). - **Article 3** (art. L. 420-2-2 [nouveau], L. 420-3, L. 420-4, L. 450-5, L. 462-3, L. 462-5, L. 462-6, L. 464-2 et L. 464-9 du code de commerce - Interdiction, pour les centrales de réservation, d'imposer des clauses d'exclusivité aux conducteurs) (p. 16486). (p. 16486). (p. 16486). - **Article 3 bis** (art. L. 3122-4-1 [nouveau] du code des transports - Création d'un label pour certaines prestations de voitures de transport avec chauffeur) (p. 16486). - **Article 4** (art. L. 3112-1 du code des transports - Interdiction des services occasionnels légers régis par la loi LOTI dans les grandes agglomérations) (p. 16489). (p. 16490). (p. 16491). (p. 16491, 16492). (p. 16492). (p. 16493). (p. 16493). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 16494). (p. 16494). (p. 16495). (p. 16495). (p. 16496). - **Article 5** (art. L. 3120-2-1 et L. 3120-2-2 [nouveaux], L. 3121-5, L. 3121-9 et L. 3121-10 [abrogés], L. 3122-4, L. 3122-7 et L. 3122-8 [abrogés], L. 3123-1, L. 3123-2-1 [abrogé], L. 3124-2 [abrogé], L. 3124-6 [abrogé] et L. 3124-11 du code des transports - Unification des dispositions relatives à l'aptitude professionnelle des conducteurs du transport public particulier de personnes) (p. 16498). (p. 16501). (p. 16501). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16502). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 16502, 16503). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3120-3 [abrogé], L. 3120-4, L. 3121-11-1, L. 3121-11-2 [abrogé], L. 3122-1, L. 3122-5 et L. 3122-6 [abrogés], L. 3124-4, L. 3124-7, L. 3124-13 [abrogé] du code des transports, art. L. 511-7 du code de la consommation, art. 16 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur - Coordination) (p. 16503). (p. 16505). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16508).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour la pêche de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne** - (20 décembre 2016) (p. 20823). (p. 20824).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sociale** - (20 décembre 2016) (p. 20867). (p. 20868).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes** - *Commission mixte paritaire* [n° 169 (216-217)] - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20936, 20937).

2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 260, 261).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité** [n° 609 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Débat sur le dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés** - (1er mars 2016) (p. 3211, 3212).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'islamisation** - (26 mai 2016) (p. 8731, 8732).

- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18633).

RAVIER (Stéphane)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier

RAYNAL (Claude)
sénateur (Haute-Garonne)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre titulaire du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal [n° 731 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 140 tome 3 annexe 27 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Résultats de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission des finances*) : Réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission des finances*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences économiques et budgétaires d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») - Communication.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Bruno Dalles, directeur du service TRACFIN, cellule de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 et exécution des finances locales en 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) - Contrôle budgétaire - Communication.

Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 53 à 55) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'Institution nationale des Invalides (INI) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial - Communication sur le plan de création de places en centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA).

Loi de finances pour 2017 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Communication de M. Albéric Montgolfier, rapporteur général, sur les articles non rattachés de la seconde partie du projet de loi de finances pour 2017.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Dispositifs d'hébergement d'urgence - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2617, 2618).

- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6298, 6300).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché [n° 576 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7249, 7250).

- *Commission mixte paritaire [n° 612 (2015-2016)]* - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9277, 9278).

- **Débat sur les nouvelles organisations intercommunales et l'harmonisation de la fiscalité locale** - (9 juin 2016) (p. 9336, 9338).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République au congrès des maires** - (9 juin 2016) (p. 9352).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à généraliser les contrats de ressources [n° 87 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18568, 18570).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

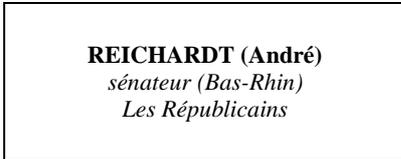
Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 19511).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19573, 19574). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19596). (p. 19597). (p. 19599). - **Article 23 ter** (*art. 1388 bis du code général des impôts - Conclusion d'une convention annexée au contrat de ville pour bénéficiaire de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires*) (p. 19606). - **Article 23 octies (nouveau)** (*art. 1586 ter du code général des impôts - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un groupe de sociétés*) (p. 19618). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19636). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19669). - **Article 26** (*art. 1530 bis, 1638-0 bis et 1640 du code général des impôts, art. L. 2333-67, L. 5211-18 et L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Adaptation des dotations et compensations au regroupement des communes*) (p. 19711). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19717, 19718).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) (p. 19735). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 19737).

(p. 19738). - **Articles additionnels après l'article 27**
(p. 19747). (p. 19749). - **Articles additionnels après**
l'article 31 (p. 19762).



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) jusqu'au 8 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte ; puis rapporteur du 13 janvier 2016 au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 222 (2015-2016)] ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 295 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 105 (2015-2016)] ratifiant l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics [n° 477 (2015-2016)] (16 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Europe de Schengen face à la crise des réfugiés [n° 499 (2015-2016)] (24 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de l'espace Schengen et la crise des réfugiés [n° 500 (2015-2016)] (24 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 405 (2015-2016)] ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 529 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 790 (2013-2014)] de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 657 (2015-2016)] (1er juin 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : De l'islam en France à un islam de France, établir la transparence et lever les ambiguïtés [n° 757 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Partenariat oriental : une nécessaire refondation [n° 797 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Développement des entreprises [n° 146 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la lutte contre la radicalisation [n° 177 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

(*commission des lois*) : Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue Les Cahiers de l'Orient, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mme Hanen Rezgui Pizette, présidente de l'Association de sensibilisation, d'information et de défense des consommateurs musulmans (ASIDCOM).

(*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

(*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Ahmet Ogras, président du comité de coordination des musulmans turcs de France.

Audition de M. Amar Lasfar, président de l'Union des organisations islamiques de France.

Audition de M. Amine Nejdj, vice-président du Rassemblement des musulmans de France.

Audition de M. Chems-Eddine Hafiz, représentant de la grande Mosquée de Paris.

(*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Dominique Urvoy, professeur de pensée et civilisation arabes à l'université de Toulouse-Jean Jaurès (ex Toulouse-II), et de Mme Marie-Thérèse Urvoy, professeur d'islamologie, d'histoire médiévale de l'islam, d'arabe classique et de philosophie arabe à l'Institut catholique de Toulouse.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Jean-Luc Demarty, directeur général du commerce (DG Trade) à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

(*commission des lois*) : Réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Abderrahmane Belmadi, responsable de la commission pédagogique de l'Institut Al-Gazali.

Audition de M. Larabi Becheri, directeur adjoint de l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Barcon-Maurin, chef du service juridique de la fiscalité, direction générale des finances publiques.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu de la matinée d'études sur la simplification du droit organisée par le Sénat (délégation aux entreprises et division de la législation comparée), le Conseil d'État et la Société de législation comparée.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Franck Jarno, sous-directeur des formations et de l'insertion professionnelle, Mme Catherine Malinie, cheffe du département des écoles supérieures et de l'enseignement supérieur privé, MM. Sébastien Colliat (sous-direction de l'enseignement privé) et Thomas Lewin (direction des affaires financières) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Thomas Campeaux, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, M. Éric Tison sous-directeur des libertés publiques, M. Patrick Audebert, chef du bureau des associations et fondations, M. Arnaud Schaumasse, chef du bureau central des cultes.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) :

Audition de S.E. M. Amar Bendjama, ambassadeur d'Algérie en France.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Simplification, clarification et actualisation du code de commerce - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

Transports - Paquet ferroviaire : communication de MM. Michel Delebarre et Louis Nègre.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des lois*) : Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'enclave

à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2032, 2033). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2037). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 5-1, 5-2, 5-4, 5-5, 5-7, 7 et 8 du code de l'artisanat - Dispositions relatives aux chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 2038). (p. 2038). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2039). (p. 2040).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées [n° 296 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2041, 2042).

- Rapporteur - **Article 2 (nouveau)** (*Modalités d'extension du périmètre des sociétés anonymes détenant au minimum sept actionnaires*) (p. 2045). - **Article 3 (nouveau)** (*Précision sur l'application de la rétroactivité de la disposition relative aux sociétés dont l'État est actionnaire principal*) (p. 2046). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2046).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2171). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 422-4 du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers*) (p. 2175). (p. 2176). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2176). (p. 2176). - **Article 17** (*art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires*) (p. 2180). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2182).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article unique** (p. 2282).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des artisans** - (11 février 2016) (p. 2732). (p. 2732).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2902, 2903).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Article 26 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (*art. 34 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance*) (p. 2967, 2968). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2969, 2970).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3011).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3903, 3904).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4879).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 5023). (p. 5023). - **Article 24** (*art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire*) (p. 5025). (p. 5026).

- **Rappel au règlement** - (5 avril 2016) (p. 5125, 5126).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Deuxième lecture [n° 530 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5967).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Article 1er** (*Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées*) (p. 8067, 8068).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quaterdecies (supprimé)** (*art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'œuvre*) (p. 8379, 8380).

- **Question orale sans débat sur la sécurisation de l'espace public dans les communes sans police municipale** - (21 juin 2016) (p. 10129, 10130). (p. 10130, 10131).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (*art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12329, 12330). (p. 12341). (p. 12342, 12343).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 15 bis AA** (*art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules*) (p. 13961). - **Article 15 bis A** (*art. L. 221-2, L. 324-2 du code de la route et art. 495-17 à 495-24 [nouveaux] du code de procédure pénale - Application de la procédure de l'amende forfaitaire à certains délits routiers*) (p. 13963). - **Article 18** (*art. 40 [nouveau], 48, 49, 53 et 61 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil*) (p. 13992).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 8 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*art. 79-IV du code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Reconnaissance du caractère d'intérêt général d'une association*) (p. 14438). - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14440).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16096, 16097).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport**

professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16258). (p. 16260).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 536 (2015-2016)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense [n° 671 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 619 (2015-2016)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) [n° 686 (2015-2016)] (15 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Interventions extérieures de la France : renforcer l'efficacité militaire par une approche globale coordonnée [n° 794 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : équipement des forces [n° 142 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la république islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, sur les opérations extérieures et intérieures.

Coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité - Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Croatie et entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Lituanie - Examen du rapport et des textes de la commission.

Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et revue de défense et de sécurité britannique - Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Demandes de réforme de l'Union européenne présentées par le Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Groscurin, ambassadeur de France au Yémen.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élection présidentielle et politique étrangère américaine - Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur de France aux États-Unis.

Table ronde de chercheurs sur les migrants.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stratégie globale de l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité européenne auprès du président de la Commission européenne.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Ouided Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2015.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Table ronde sur la diplomatie économique.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La Turquie, puissance émergente, pivot géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Quelle approche globale au Sahel ? » - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Bilan des opérations extérieures » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Migrants » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, et de

M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

(*commission des finances*) : Opérations extérieures du ministère de la défense (OPEX) - Communication et audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Communication sur la mission de la commission à la 71e assemblée générale de l'ONU et à Washington.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'accèsion de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)]** - (15 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4128, 4129).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de Paris du 3 juin sur le Proche-Orient** - (26 mai 2016) (p. 8726, 8727).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9247). - **Discussion générale** (p. 9255). (p. 9258).

- **Question orale sans débat sur la facturation pour prestations particulières de certains établissements de santé** - (30 juin 2016) (p. 12033). (p. 12034).

- **Question orale sans débat sur la réforme du code minier** - (20 décembre 2016) (p. 20843). (p. 20843).

REQUIER (Jean-Claude)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016 ; puis président le 29 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre suppléant du Conseil national des sapeurs-pompiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Partenariat oriental : une nécessaire refondation [n° 797 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Travail et emploi [n° 140 tome 3 annexe 33 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des finances*) : Évolutions de la banque de détail - Auditions.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et accords avec des pays tiers dans le domaine de l'énergie - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Traitements afférents à la Légion d'honneur et à la médaille militaire - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : rapport d'information de MM. Pascal Allizard, Gérard César, Mme Gisèle Jourda, MM. Yves Pozzo di Borgo, André Reichardt et Jean-Claude Requier.

(*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Villa Médicis - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des finances*) : Action de l'État en faveur de la compétitivité du transport aérien - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement et efficacité de la sûreté du transport aérien - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 53 à 55) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'Institution nationale des Invalides (INI) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » - Examen du rapport spécial - Communication sur l'impact de l'accord « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) relatif à l'avenir de la fonction publique de novembre 2015 sur les régimes de retraite de la fonction publique.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des finances*) : Heures supplémentaires dans le second degré - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française** [n° 145 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 93, 94).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 295). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 305). (p. 306). (p. 306, 307). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 318).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 351). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 353). - **Article 5** (chapitre IV [nouveau] du titre III du livre 1er du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi) (p. 356). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 392). (p. 392).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 436). (p. 437). (p. 438).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** [n° 316 (2015-2016)] - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1969, 1970). - **Article 4 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 225-4, L. 225-5, L. 330-2, L. 330-3 et L. 330-4 du code de la route - Accès au fichier du permis de conduire pour les entreprises exerçant une activité de transport public de voyageurs ou de marchandises) (p. 2006).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (2 février 2016) (p. 2148). (p. 2149).

- **Proposition de loi organique visant à supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires** [n° 331 (2015-2016)] - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2289, 2290).

- **Proposition de loi favorisant l'accès au logement social pour le plus grand nombre** [n° 256 (2015-2016)] - (4 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2366, 2367).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali** [n° 359 (2015-2016)] - (11 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2708, 2709).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (12 février 2016) - **Article 17** (art. L. 759-1 à L.759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 2765). (p. 2768). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2777). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2787). (p. 2788). - **Article 20** (Politique scientifique archéologique et régime juridique des biens archéologiques) (p. 2805). (p. 2807). (p. 2811). (p. 2813). (p. 2813). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2830). (p. 2830). (p. 2830).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2884).
- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2987).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2991, 2992).
- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)] (suite)** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3014).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3056).
- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3824, 3825).
- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3841, 3842).
- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3997, 3998).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4150, 4151).
- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 6 bis (texte non modifié par la commission)** (Souscription obligatoire d'une assurance contre les risques climatiques) (p. 4480). (p. 4481).
- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - Extension de la durée des interdictions administratives de stade) (p. 5145).
- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5785, 5786). - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5792, 5793). (p. 5796). (p. 5796). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5804). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5813). (p. 5813). (p. 5821). (p. 5824). (p. 5824). (p. 5824). (p. 5828). (p. 5830). (p. 5830). (p. 5833). (p. 5833). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5855). (p. 5855).
- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5879, 5880).
- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)] (suite)** - (27 avril 2016) - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5892). (p. 5892). (p. 5893). (p. 5893).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Deuxième lecture [n° 530 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5967, 5968).
- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article 18 bis** (Exception au droit d'auteur permettant à la recherche publique d'explorer les copies ou reproduction numérique provenant de sources licites) (p. 5970). - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5975). (p. 5976). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6062).
- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 23 ter (supprimé)** (art. L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation - Obligations pesant sur les plateformes en ligne de location temporaire de locaux d'habitation) (p. 6086). (p. 6086). - **Article 24** (art. L. 111-5-3 [nouveau] et L. 111-6-1 du code de la consommation et art. L. 111-7-2 [nouveau] et L. 131-4 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Régulation des avis en ligne rédigés par des consommateurs) (p. 6104). (p. 6106). (p. 6106). (p. 6107). (p. 6107). (p. 6107). - **Article 25** (art. L. 121-83 du code de la consommation et art. L. 224-30 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Renforcement des obligations d'information contractuelle sur les débits des réseaux fixes ou mobiles) (p. 6108). (p. 6109). (p. 6109). (p. 6109).
- **Suite de la discussion** (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6278, 6279).
- **Débat sur la situation financière des communes et des intercommunalités** - (3 mai 2016) (p. 6295, 6296).
- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7276, 7277). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 7290). (p. 7291). (p. 7291). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression) (p. 7292). (p. 7293). (p. 7296). (p. 7300). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7307, 7308). (p. 7308).
- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement

biologiques) (p. 7356). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 134-1, L. 134-2 et L. 134-3 du code de l'environnement - Comité national de la biodiversité et Conseil national de protection de la nature) (p. 7365). (p. 7366). (p. 7366). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7372). (p. 7373). (p. 7373). (p. 7373). (p. 7376).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Obligation de compatibilité entre la politique du département en matière d'espaces naturels sensibles et le schéma régional de cohérence écologique, SRCE) (p. 7469). - **Article 33 AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée) (p. 7472). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7478). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7502). (p. 7503). (p. 7503). (p. 7504). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 7505). - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 7535). - **Article 53 ter A (suppression maintenue)** (art. L. 428-21 du code de l'environnement - Saisie par les gardes-chasse particuliers et les agents des fédérations départementales des chasseurs des armes de chasse et autres objets ayant servi à commettre une infraction) (p. 7558). - **Article 60** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, art. 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Suppression de la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 7566). (p. 7566). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 7574). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7581).

- **Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 591 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8045).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L.631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8367). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8390).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Discussion générale** (p. 8928, 8929).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9163, 9164).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pantouflage** - (9 juin 2016) (p. 9350). (p. 9351).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9365, 9366).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9507). (p. 9509).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-5, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9616).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Rappel au règlement** (p. 9712). - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-5, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9744).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108,

L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - **Congés spécifiques** (p. 9853). (p. 9854). (p. 9855). (p. 9862). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 9885).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 juin 2016) (p. 9906).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10649, 10650).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12048).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 6 A** (p. 12152). (p. 12158). (p. 12159).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - **Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics**) (p. 12350). (p. 12353). - **Article 37 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 50-0, 64 bis, 102 ter, 103, 151-0 et 293 B du code général des impôts - **Réforme du régime fiscal de la micro-entreprise**) (p. 12363, 12364). (p. 12364). - **Article 38 (priorité)** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - **Assouplissement de l'obligation de stage de préparation à l'installation pour les chefs d'entreprise artisanale avant leur immatriculation**) (p. 12365). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - **Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes**) (p. 12398). - **Article 31 bis C (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-6 et L. 441-10 [nouveau] du code de commerce - **Mention dans les conditions générales de vente concernant des produits alimentaires incluant des produits agricoles du prix prévisionnel proposé par le vendeur au producteur agricole**) (p. 12407, 12408). (p. 12408).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12459, 12460).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13451, 13452). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - **Consécration de la connaissance de la biodiversité comme action d'intérêt général, et de cinq nouveaux principes : le principe d'action préventive, le principe de solidarité écologique, le principe de l'utilisation durable, le principe de complémentarité entre l'environnement, l'agriculture, l'aquaculture et la gestion durable des forêts et le principe de non-régression**) (p. 13456). - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, art. L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - **Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil**) (p. 13461, 13462). (p. 13462). (p. 13462). (p. 13463). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - **Création de l'Agence française pour la biodiversité**) (p. 13469). (p. 13469). (p. 13469). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - **Création de l'Agence française pour la biodiversité**) (p. 13471). (p. 13474). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L.412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - **Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation**) (p. 13483). - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - **Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage**) (p. 13494). - **Article 51 undecies A** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - **Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins**) (p. 13510). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - **Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes**) (p. 13514). (p. 13516). - **Article 59 bis AB** (art. L. 161-1, L. 371-2, L. 371-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 411-5, L. 411-6, L. 411-7, L. 411-8 à L. 411-10 [nouveaux], L. 414-9, L. 415-2, L. 415-3, L. 624-3, L. 635-3, L. 640-1 du code de l'environnement et art. L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques - **Prévention de l'introduction et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes**) (p. 13521). (p. 13522). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13530, 13531).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Nouvelle lecture [n° 786 (2015-2016)]** - (13 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13670).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13760, 13761).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire [n° 781 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13844).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14028).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14329).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (29 septembre 2016) (p. 14344).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Sections territoriales de la réserve civique*) (p. 14425).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14 bis A** (p. 14478, 14479). (p. 14479). - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Politique d'attribution des logements sociaux*) (p. 14573).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16127).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16151, 16152).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16197, 16198).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16273, 16274). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 16284).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16423, 16424).

- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16441).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16961). - **Article 4** (art. L. 2512-5-2 [nouveau], L. 2512-6, L. 2512-7 et L. 2512-8 du code général des collectivités territoriales - *Commission permanente*) (p. 16980). - **Article 6** (art. L. 2123-11-2, L. 2511-34, L. 2511-34-1 [nouveau], L. 2511-35, L. 2511-35-1 [nouveau], L. 3123-16, L. 3123-17 du code général des collectivités territoriales - *Mise en place d'un régime indemnitaire spécifique aux membres du Conseil de Paris et aux maires et adjoints aux maires d'arrondissement de Paris*) (p. 16983). (p. 16983).

- **Débat sur la sauvegarde et la valorisation de la filière élevage** - (23 novembre 2016) (p. 18294, 18295).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18348, 18349).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2016) (p. 18394).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (1er décembre 2016) (p. 18470). (p. 18471).

- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18614, 18615).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (13 décembre 2016) (p. 18788, 18789).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Article 15 bis A** (art. L. 481-1 du code rural et de la pêche maritime - *Durée des conventions pluriannuelles de pâturage*) (p. 18822). (p. 18822). - **Article 15 quater** (art. L. 341-6 du code forestier - *Opérations de défrichement soumises à l'obligation de compensation forestière*) (p. 18824). (p. 18826). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-3 du code rural et de la pêche maritime - *Priorité d'utilisation conférée aux exploitants agricoles regroupés dans un groupement pastoral*) (p. 18829). (p. 18830). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 18832). - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - *Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable*) (p. 18844). (p. 18844).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19425). - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19471).

- **Mise au point au sujet de votes** - (15 décembre 2016) (p. 19498, 19499).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** (suite)

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 15** (art. L. 16 B du livre des procédures fiscales - *Simplification du droit de visite en matière fiscale*) (p. 19507). (p. 19508). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - *Modification du régime de l'entrepôt agréé de produits viti-vinicoles*) (p. 19519). - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19547). (p. 19548). (p. 19548).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20782, 20783).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20802, 20803).

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20887).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Nouvelle lecture [n° 250 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20912, 20913).

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
Les Républicains

Président du groupe Les Républicains.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 27 mars 2016.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage [n° 508 (2015-2016)] (29 mars 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Détruire l'État islamique, et après ? Les conditions d'un retour à la paix au Moyen-Orient [n° 137 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen [n° 96 (2016-2017)] (2 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la vitalité de la démocratie locale et à l'équilibre des territoires [n° 270 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen d'amendement.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions pour la période 2016-2020, examen de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** [n° 608 (2014-2015)] - (19 janvier 2016) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 1386-19 à 1386-21 [nouveaux] du code civil - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 319, 320). (p. 322).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste** [n° 336 (2015-2016)] - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2139, 2141).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence** [n° 369 (2015-2016)] - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2515, 2516).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine** [n° 341 (2015-2016)] - (9 février 2016) - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2558).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 7 quater A** (art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle - Exonération de redevance copie privée pour les exportateurs) (p. 2646). - **Article 10 quinquies (nouveau)** (art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante) (p. 2669).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3022).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation** [n° 395 (2015-2016)] - (16 mars 2016) - **Question préalable** (p. 4188). - **Discussion générale** (p. 4197, 4199).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4253). - **Rappel au règlement** (p. 4293, 4294).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4316, 4317).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4835, 4837). - **Article 19 (priorité)** (art. L. 122-4-1 [nouveau] du code pénal - Autorisation d'ouverture du feu pour prévenir la réitération d'une attaque meurtrière de masse) (p. 4876). - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4876, 4877). (p. 4878).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture** [n° 578 (2015-2016)] - (10 mai 2016) - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7304, 7305). (p. 7305, 7306). (p. 7309, 7310). (p. 7313).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture** [n° 589 (2015-2016)] - (24 mai 2016) - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 8240).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale** [n° 639 (2015-2016)] - (31 mai 2016) - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8912).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique et le terrorisme** - (14 juin 2016) (p. 9466).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s** [n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9477, 9478). (p. 9482). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9508).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10153).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10629, 10630).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (5 juillet 2016) - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12219).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Nouvelle lecture** [n° 771 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13747, 13749).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence** [n° 805 (2015-2016)] - (20 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13845).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté** [n° 828 (2015-2016)] - (5 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 14551).

- **Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat** [n° 30 (2016-2017)] - (26 octobre 2016) - **Article 1er** (art. L. 612-6 et L. 612-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Sélection à l'entrée en master et poursuite d'études) (p. 16306).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17121).

- **Projet de loi de finances pour 2017** [n° 139 (2016-2017)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18352, 18354).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak** [n° 125 (2016-2017)] - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18491, 18493).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Berlin et la lutte contre le terrorisme (II)** - (20 décembre 2016) (p. 20865).

REJET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 29 janvier 2016 ; fin de mission le 28 juillet 2016.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (18 mai 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire jusqu'au 17 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice.**

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille.**

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Nigéria, première économie africaine [n° 139 (2015-2016)] (28 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Transports maritimes** [n° 145 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'inscription des noms des morts pour la France sur les monuments aux morts [n° 268 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition des instituts de recherche en agriculture en zones tropicale et équatoriale.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Perspectives de développement de l'agriculture biologique.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Exemption du cristal de la directive « limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques » - Examen de la proposition de résolution européenne.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi pour l'économie bleue.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition des services du Gouvernement en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la chambre d'agriculture et de l'établissement de régulation des prix agricoles (ERPA), de Nouvelle-Calédonie.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Ratification de l'accord de Paris - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénat et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Normes sanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Hakima El Haité, ministre déléguée chargée de l'environnement et championne pour le climat du Maroc.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition de représentants de grandes entreprises du bâtiment.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 16** (art. 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Encadrement plus strict des dérogations à l'emploi titulaire prévues pour les établissements publics administratifs) (p. 1629, 1630). (p. 1630).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Article additionnel après l'article 27** (p. 2981). (p. 2981). - **Article 33** (art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement) (p. 2985). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3017, 3018).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-7 du code des transports - Renforcer la représentation de la région au sein du conseil de surveillance des grands ports maritimes) (p. 4039). (p. 4040). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4041). (p. 4041, 4042). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime) (p. 4045, 4046). (p. 4047). (p. 4047). (p. 4047). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 219-6-1 du code de l'environnement - Composition des conseils maritimes de façade) (p. 4048). (p. 4048). - **Article 3 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 1695 du code général des impôts - Autoliquidation de la TVA) (p. 4050).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4497). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 4501). - **Article 10 (Texte non modifié par**

la commission) (art. L. 5611-2 et L. 5611-3 du code des transports - Ouverture du registre international français à la grande pêche et aux navires de plaisance professionnelle de plus de 15 mètres) (p. 4503). (p. 4504). - **Article 11 (suppression maintenue)** (Demande de rapports) (p. 4505). - **Article 12** (art. L. 321-3 du code de la sécurité intérieure - Autoriser les jeux de hasard sur les ferries et tous les navires de croisière) (p. 4508).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 4537). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4543). - **Article additionnel après l'article 12 quaterdecies** (p. 4552). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4590). (p. 4591). (p. 4593). (p. 4593). - **Article additionnel après l'article 22 quater** (p. 4597, 4598).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5019). (p. 5019). - **Article 23** (art. 229-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Procédure disciplinaire d'urgence applicable aux officiers de police judiciaire) (p. 5024). (p. 5024).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 110-3 [nouveau] et L. 414-9 du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 7352). - **Article 7** (art. L. 371-3 et L. 213-13-1 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 7369). - **Article 9** (art. 131-8 à 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7382). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 7391). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7430).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7476). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7503). (p. 7504). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7509). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 7523). (p. 7524). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action de protection des mangroves et plan d'action pour les récifs coralliens) (p. 7530).

- **Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L.412-1-1 du code de l'environnement - Absence d'autorisation préalable pour les échanges de semences à destination d'utilisateurs non professionnels sans but commercial) (p. 13466). - **Article 72 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 13526, 13527). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13531).

RICHARD (Alain)
sénateur (Val-d'Oise)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre suppléant du comité des finances locales.

Membre suppléant de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique jusqu'au 16 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de l'étude du cabinet Michel Klopfer sur la répartition de la baisse des dotations de l'État dans le cadre de la prochaine réforme de la dotation globale de fonctionnement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Pouyaud, candidate proposée par le président du Sénat, en tant que personnalité qualifiée, aux fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature, en application de l'article 65 de la Constitution.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*): Communication.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission des lois*): Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*): Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*): Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*): Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*): Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*): Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*): Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Manuel Valls, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*): Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne: communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne: proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*): Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*): Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*): Questions diverses.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*): Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*): Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des lois*): Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

(*commission des lois*): République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des lois*): République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*): Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Communications diverses.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Avancement des opérations préparatoires aux scrutins à venir en Nouvelle-Calédonie - Communication.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un état membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales et sur la proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de prorogation de l'état d'urgence.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition du général Gaëtan Poncelin de Raucourt, directeur du projet Réserve du ministère de la défense.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

(*commission des lois*) : Exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen des amendements au texte de la commission.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des

finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Mounir Mahjoubi, président du Conseil national du numérique.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Communication de M. François Marc sur le budget de l'Union européenne pour 2017.

Élargissement - Communication de M. Alain Richard sur la situation des Balkans.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de représentants de l'Alliance pour la confiance numérique.

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Communication.

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article 9** (*art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013* - Institution de référents déontologiques - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines

autorités territoriales - Coordinations) (p. 1575). - **Article additionnel après l'article 2** (précédemment réservé) (p. 1583). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 1601). - **Article 11** (*art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984* - Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales) (p. 1602).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de la France au niveau européen et la lutte contre le terrorisme** - (28 janvier 2016) (p. 1995).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2136, 2137). - **Article 3** (*art. 57-1, 60-1, 60-2, 97-2 et 706-95-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Saisie informatique des correspondances électroniques*) (p. 2146, 2147). - **Article 5** (*art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 2161). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2171).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 334 (2015-2016)** (p. 2381, 2382). - **Annexe** (p. 2386).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 333 (2015-2016)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2512).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4200, 4202). - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4223). (p. 4231).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4250). (p. 4254).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4839, 4840). - **Article 18 (priorité)** (*art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative*) (p. 4859, 4860). (p. 4860). - **Articles additionnels après l'article 19 (priorité)** (p. 4879). - **Article additionnel après l'article 20 (priorité)** (p. 4884). - **Article 32 (priorité)** (*art. L. 241-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Pérennisation de l'expérimentation relative aux caméras mobiles équipant les forces de l'ordre*) (p. 4887, 4888).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 2** (*art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 4908). (p. 4908). - **Article 2 bis (supprimé)** (*art. 706-104 [nouveau] du code de procédure pénale - Interdiction d'utilisation des techniques d'enquête de la criminalité organisée à l'encontre des parlementaires et des « professions protégées »*) (p. 4912). - **Article 4 ter A** (*art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes*) (p. 4942). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme*) (p. 4977). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 561-22 du code monétaire et financier - Extension du régime d'irresponsabilité pénale en cas d'ouverture de compte sur désignation de la Banque de France) (p. 4979).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications) (p. 5046). - **Article 27 (supprimé)** (art. L. 1521-18 du code de la défense - Délai de présentation à l'autorité judiciaire en cas d'arrestation en mer) (p. 5049, 5050). - **Article 27 ter** (art. 41-7 [nouveau], 99, 99-2-1 [nouveau], 802-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un délai pour statuer sur une demande, formulée en cours d'instruction, de restitution d'objets placés sous main de justice et création d'une procédure de « référé-restitution » des objets placés sous main de justice) (p. 5051). (p. 5052). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5054, 5055). - **Article additionnel après l'article 27 octies** (p. 5060). - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 5090).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5918).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 5973, 5974). - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5979). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6046, 6047). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6051). (p. 6054). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6059). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6063).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7235, 7236).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autorité de l'État** - (26 mai 2016) (p. 8723).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 635 (2015-2016)** (p. 8970, 8972). - **Annexe** (p. 8974). (p. 8977). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8979). - **Article 8** (Non-renouvellement du mandat de membre des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 8980). - **Article 9 bis (suppression maintenue)** (Fixation de l'échelle des rémunérations et indemnités des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes)

(p. 8981). - **Article 11 (Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes)** (p. 8982). (p. 8983, 8984). - **Article 17 (Autorité hiérarchique et recrutement)** (p. 8986). - **Article 25** (art. L. 612-1 et L. 612-10 du code monétaire et financier ; art. L. 1412-1, L. 1412-2 et L. 1412-2-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 4 de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 ; art. L. 212-10-8-1 et L. 213-6-1 [nouveaux] du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-7 du code de commerce ; art. 25 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 ; art. 5, 6, 7 et 8 [abrogé] de la loi n° 77808 du 19 juillet 1977 - Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres) (p. 8990).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 635 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 634 (2015-2016)**.

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (7 juin 2016) (p. 9152, 9153).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10663). (p. 10666). (p. 10670). (p. 10671). (p. 10671). (p. 10671).

- **Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13766, 13767).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13842).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13925, 13926). - **Article 4** (ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. 22 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, art. L. 114-1 [nouveau], L. 211-4, L. 213-1 à L. 213-10 [nouveaux] du code de justice administrative, art. L. 422-1 et L. 422-2 du code des relations entre le public et l'administration et art. 2-1 de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics - Extension du champ de la médiation administrative) (p. 13930). (p. 13930).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (11 octobre 2016) - **Article 33 bis C (supprimé)** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure de relogement des ménages bénéficiaires du DALO en Île-de-France) (p. 14836). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14840).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16276, 16277).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 10 (Maintien des mandats en cours)** (p. 16987).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 17030).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux victimes** - (8 novembre 2016) (p. 17046).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)] (suite)** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 17113). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement des critères de création des métropoles*) (p. 17126).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité** - (16 novembre 2016) (p. 17449, 17450).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 8 quater A (supprimé)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Modalités spécifiques d'organisation des collèges en zone de montagne*) (p. 18718).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 221 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19450, 19451).

RIOCREUX (Stéphanie)
sénatrice (Indre-et-Loire)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 174 (2016-2017)] relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 183 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (17 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 2988, 2989).

- **Question orale sans débat sur les pratiques commerciales du secteur des énergies renouvelables** - (15 mars 2016) (p. 4102). (p. 4103).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la radicalisation et la création d'un centre de « réinsertion et citoyenneté » en Indre-et-Loire** - (12 mai 2016) (p. 7493, 7494).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - *Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel*) (p. 9965). (p. 9973). (p. 9974). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9976, 9977). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - *Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi*) (p. 10020).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et

art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes (p. 10246). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10277). - **Article 27** (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique) (p. 10295).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 32 bis A (nouveau)** (art. L. 6222-1 et L. 6222-12-1 du code du travail - Possibilité de signer un contrat d'apprentissage avant quinze ans) (p. 10425).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 10484, 10485). (p. 10485). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10526). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - Élargissement des missions des organismes de placement spécialisés dans l'insertion professionnelle des personnes handicapées) (p. 10527, 10528). - **Article 54 (supprimé)** (art. L. 1235-3-1 [nouveau] du code du travail - Indemnité spécifique en cas de licenciement abusif) (p. 10585).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement du camp de Calais et l'accueil des réfugiés** - (29 septembre 2016) (p. 14341, 14342).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17114, 17115). (p. 17118). (p. 17119). (p. 17123).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Première partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015) (p. 17392, 17393).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 17417).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18541, 18542).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 18556, 18557). (p. 18562).

RIVOLLIER (Évelyne)

sénatrice (Loire)

Communiste républicain et citoyen

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.

Devenu sénateur le 11 décembre 2016 (en remplacement de Jean-Claude Frécon, décédé).

ROBERT (Didier)

sénateur (La Réunion)

Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Outre-mer [n° 143 tome 4 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : *Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer »* - Examen du rapport pour avis.

ROBERT (Sylvie)
sénatrice (Ille-et-Vilaine)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) le 1er décembre 2016.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen des amendements au texte de la commission.

Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de la création, architecture et patrimoine - Suite et fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*mission d'information Démocratie représentative, participative et paritaire*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les améliorations fiscales pour les établissements publics de coopération culturelle** - (9 février 2016) (p. 2493).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2540, 2541). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2548). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la*

création artistique) (p. 2555). (p. 2560). (p. 2561). (p. 2566). (p. 2566). (p. 2570). (p. 2574).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 2 bis** (art. L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales - Inscription annuelle à l'ordre du jour des conférences territoriales de l'action publique d'un débat sur la politique en faveur de la création artistique) (p. 2596). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2599). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2606). - **Article 3 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics ») (p. 2608). - **Article 5** (art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12 nouveau, L. 212-13 nouveau, L. 212-13-1 nouveau et L. 212-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Protection contractuelle des artistes-interprètes) (p. 2616). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2657). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 136-1 à L. 136-3 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Rémunération des photographes et plasticiens dont les œuvres sont reproduites par des services de moteur de recherche et de référencement sur internet) (p. 2664). - **Articles additionnels après l'article 10 nonies** (p. 2680).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 2723, 2724). (p. 2725).

- **Suite de la discussion** (12 février 2016) - **Article 14 A (supprimé)** (Rapport sur la situation du dialogue social et de la représentativité des négociateurs professionnels du secteur du spectacle vivant et enregistré) (p. 2746). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 2747, 2748). (p. 2749). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 2758). (p. 2759). - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 2761, 2762). - **Article 17** (art. L. 759-1 à L.759-5 et art. L. 75-10-1 du code de l'éducation - Structuration de l'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 2764). (p. 2766). (p. 2766). - **Article 17 bis** (art. L. 752-1, L. 752-2 et L. 962-1 du code de l'éducation - Mission des écoles d'architecture) (p. 2770). (p. 2771). (p. 2771). - **Article 18 B** (art. L. 111-7 à L. 111-11 et L. 124-1 du code du patrimoine - Lutte contre la circulation illicite des biens culturels) (p. 2775). (p. 2776). - **Article 23** (art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 612-2 du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale des cités et monuments historiques et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens inscrits au patrimoine mondial de l'humanité) (p. 2832). (p. 2832).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2932). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2937, 2938). - **Article 26 quinquies (supprimé)** (art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 431-3 du code de l'urbanisme - Abaissement du seuil de dérogation à l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par les personnes physiques) (p. 2941).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 sexies (supprimé)** (art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture) (p. 2954, 2955). - **Article 26 undecies (supprimé)** (Expérimentation en matière de normes applicables à la construction) (p. 2960). (p. 2963). - **Article 26 duodecies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Réduction des délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 2966). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3023, 3024). - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 3036).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et**

les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)] - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative) (p. 4868).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5634, 5635).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5978).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences lors des manifestations** - (17 mai 2016) (p. 7988).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (24 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8179, 8180). - **Article 1er bis** (Liberté de la diffusion de la création artistique) (p. 8182, 8183). - **Article 2** (Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique) (p. 8188). (p. 8189). - **Article 3** (Labellisation des institutions de référence nationale) (p. 8193). (p. 8193). - **Article 3 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics ») (p. 8194). - **Article 17 A** (art. L. 214-13 et L. 216-2 du code de l'éducation - Missions des conservatoires) (p. 8238). (p. 8239). - **Article 17** (art. L. 75-10-1 et articles L. 759-1 à L.759-5 [nouveaux] du code de l'éducation - Établissements d'enseignement supérieur de la création artistique) (p. 8244). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-1, L. 752-2 [nouveau] et L. 962-1 du code de l'éducation - Missions des écoles d'architecture) (p. 8248).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2016) - **Article 26 bis (supprimé)** (art. L. 1616-1 du code général des collectivités territoriales - Dispositions relatives à l'insertion d'œuvres d'art dans les constructions) (p. 8369). - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8371). (p. 8373). - **Article 26 duodecies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Dérogation aux conditions et délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 8375). (p. 8376, 8377).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (26 mai 2016) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8698). - **Article 7** (art. 30-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Comités relatifs à l'honnêteté, l'indépendance, le pluralisme de l'information et des programmes) (p. 8717). - **Article 1er ter (précédemment réservé)** (art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, art. 706-183 à 706-187 [nouveaux], 326, 100-5, 109 et 437 du code de procédure pénale, art. 226-4, 226-15, 323-1, 413-11, 413-13, 432-8, et 432-9 du code pénal - Protection des sources des journalistes) (p. 8739). (p. 8741).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 1er** (Institution d'une réserve citoyenne) (p. 14423, 14424).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-10 [nouveau] du code de l'éducation - Mise en place obligatoire de politiques universitaires en matière d'engagement associatif) (p. 14487). - **Article 14 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 714-1 du code de l'éducation - Politique culturelle universitaire) (p. 14488). (p. 14488).

- **Question orale sans débat sur les inégalités devant l'orientation après le bac** - (15 novembre 2016) (p. 17330). (p. 17331).

ROCHE (Gérard)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (19 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles jusqu'au 15 décembre 2016.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie ; nouvelle nomination le 6 décembre 2016.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner une base légale à la poursuite des indemnités des présidents et vice-présidents de certains syndicats de communes et syndicats mixtes [n° 324 (2015-2016)] (25 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'apposition d'un pictogramme visuel sur les emballages de médicaments ayant des effets tératogènes [n° 424 (2015-2016)] (25 février 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la reconstitution de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Le vrai rôle du Fonds de solidarité vieillesse [n° 668 (2015-2016)] (8 juin 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à favoriser une égale répartition des âges sur les listes électorales [n° 823 (2015-2016)] (5 septembre 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Assurance vieillesse [n° 114 tome 5 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Examen des articles [n° 114 tome 7 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Tableau comparatif [n° 114 tome 8 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4009).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Article 18 (priorité)** (art 78-3-1 [nouveau] et 78-4 du code de procédure pénale - Retenue pour vérification de situation administrative) (p. 4862).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes) (p. 4921). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 4965). (p. 4966).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8894, 8895). - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8902). (p. 8902). - **Demande de retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi** (p. 8912, 8913).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (p. 9487). (p. 9488). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9499). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9508, 9510).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9977). (p. 9978). (p. 9980). - **Article 10 A (nouveau)** (art. L. 2232-20-1 à L. 2232-20-4 [nouveaux], L. 2232-21 et L. 2232-24 du code du travail - Assouplissement des modalités de conclusion des accords collectifs dans les entreprises employant moins de cinquante salariés et dépourvues de délégué syndical) (p. 9990, 9991). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 10004). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10024).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations des policiers** - (3 novembre 2016) (p. 16644). (p. 16644).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 17364, 17365).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 17483).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Retraite anticipée des

travailleurs handicapés) (p. 17590). (p. 17591). (p. 17593). (p. 17593). (p. 17594). - **Article 33** (art. L. 442-6 du code des assurances ; art. L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. L. 6133-6 du code de la santé publique ; art. L. 111-11, L. 131-6 , L. 131-6-3, L. 133-6-6, L. 133-6-8, L. 134-3, L. 135-6, L. 136-5, L. 153-9, L. 161-22, L. 173-3, L. 611-1, L. 611-2, L. 611-5, L. 611-12, L. 612-7, L. 613-1, L. 613-2, L. 613-4, L. 613-9, L. 613-20, L. 621-1 à L. 621-3, L. 622-3, L. 622-4, L. 622-7, L. 622-5, L. 622-8, L. 622-9, L. 623-2, L. 633-10, L. 634-1, L. 634-2, L. 634-2-1, L. 634-2-2, L. 634-3-1, L. 634-3-2, L. 634-3-3, L. 634-5, L. 634-6, L. 635-1, L. 635-3, L. 635-4, L. 635-5, L. 637-1, L. 640-1 [nouveau], L. 642-2-1, L. 652-6, L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 766-2 et L. 961-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6331-48 et L. 6332-11 du code du travail ; art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Fusion des régimes de retraite des professions artisanales avec celui des professions industrielles et commerciales et des professions libérales non réglementées) (p. 17599). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 635-5 du code de la sécurité sociale - Bénéfice pour les travailleurs indépendants d'une pension d'invalidité au-delà de l'âge légal de la retraite) (p. 17601). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 17602). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Report de l'entrée en vigueur de la liquidation unique des régimes alignés, LURA) (p. 17603). (p. 17603). (p. 17604). - **Article 34 quater (nouveau)** (Dématérialisation des certificats d'existence) (p. 17605). - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17605). (p. 17607). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 17608, 17609). (p. 17609). - **Article 39 quinquies (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens) (p. 17631). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17634). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17650, 17651).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17670). - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 17677). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17706). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 162-22-7-3 [nouveau], L. 174-2-1, L. 174-15, L. 221-1, L. 221-1-1, L. 241-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Création d'un fonds pour le financement de l'innovation pharmaceutique) (p. 17722). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17726). - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 17752). (p. 17752). - **Article 56** (Prévisions de charge du Fonds de solidarité vieillesse, FSV, pour 2017) (p. 17752, 17753). - **Article 57** (art. L. 815-7 et L. 815-8 du code de la sécurité sociale - Transfert de la gestion du Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, SASPA, à la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, CCMSA) (p. 17753).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17768, 17769).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Question préalable** (p. 18466).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18562, 18563).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18767).

ROGER (Gilbert)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : La vie quotidienne en Territoires palestiniens occupés [n° 133 (2015-2016)] (6 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Interventions extérieures de la France : renforcer l'efficacité militaire par une approche globale coordonnée [n° 794 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 142 tome 7 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Khalid Bin Mohammad Al Ankary, ambassadeur d'Arabie saoudite en France.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation

internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales et M. Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Investissements internationaux en France - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion sur l'Australie.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Ouided Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2015.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Vote sur l'ensemble des crédits de la mission « Défense ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées lorsqu'elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population** - (15 mars 2016) (p. 4140, 4141).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Article 2** (*art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés*) (p. 4277).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconnaissance de la nationalité française aux tirailleurs sénégalais** - (17 mai 2016) (p. 7992, 7993).

- **Question orale sans débat sur l'accord conclu entre l'Union européenne et la Turquie sur la crise des migrants** - (7 juin 2016) (p. 9136).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9269, 9270).

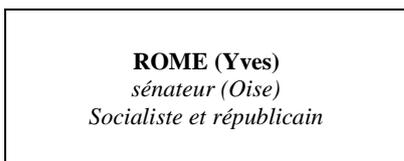
- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **[n° 662 (2015-2016)]** - (16 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés*) (p. 9730).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 14** (*decies*) (*Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire*) (p. 14494).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 16953).

- **Question orale sans débat sur les difficultés à trouver un contrat en alternance** - (15 novembre 2016) (p. 17329). (p. 17330).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 3** (*Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public*) (p. 19468).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition, sur le thème du numérique, de Philippe Lemoine, président du Forum d'action modernités.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean-Éric Hyafil du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Audition de M. Marc de Basquiart, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Christophe Sirugue, député, auteur du rapport « Repenser les minima sociaux - Vers une couverture socle commune », remis au Premier ministre.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Lionel Stoleru, ancien ministre.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Audition du général Gaëtan Poncelin de Raucourt, directeur du projet Réserve du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du jeudi 22 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, ancien haut-commissaire aux solidarités actives.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 208, 209).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5788, 5789). - **Article 1er bis A (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi*) (p. 5798). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice du droit à communication par la publication) (p. 5802, 5803). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5814). (p. 5821). (p. 5822). (p. 5831). (p. 5833).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 11** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 22 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif [abrogé] - Mise à disposition des données relatives aux subventions publiques) (p. 5910, 5911). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 111-73-1 et L. 111-77-1 [nouveaux] du code de l'énergie - Ouverture des données dans le domaine de l'énergie) (p. 5925). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Transmission des données foncières de l'administration fiscale) (p. 5929).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 18 ter** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Exception au droit d'auteur permettant de reproduire ou de diffuser l'image d'une œuvre protégée se trouvant dans l'espace public) (p. 5976). (p. 5976). (p. 5978, 5979). - **Article 20 septies** (art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données) (p. 5991). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6042). (p. 6042). (p. 6042). (p. 6045). (p. 6045). (p. 6046). - **Article 22** (art. L. 111-5-1 du code de la consommation et art. L. 111-7 du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Définition des opérateurs de plateforme en ligne et soumission de ces derniers à une obligation de loyauté de l'information qu'ils produisent) (p. 6052, 6053). (p. 6053). (p. 6053, 6054). (p. 6054). (p. 6055). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6059). (p. 6061). - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6065, 6066).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter** (p. 6090). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6098). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 6113). (p. 6114). - **Article 28** (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 112-10 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice des droits par la voie électronique) (p. 6117). - **Article 29** (art. 5-1 [nouveau] et 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Élargissement des missions de la CNIL) (p. 6118). (p. 6119). (p. 6118). - **Article 32** (art. 32, 40, 40-1 [nouveau] et 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droits des mineurs à l'effacement de leurs données - Sort des données personnelles à la mort de l'intéressé) (p. 6124). - **Article 33 ter (supprimé)** (art. L. 2-24 du code de procédure pénale - Habilitation pour les associations de protection des données personnelles ou de la vie privée de se constituer partie civile en matière d'atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques) (p. 6135). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques) (p. 6151, 6152). (p. 6156). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales - Regroupement des syndicats mixtes ouverts compétents en matière de réseaux de communications électroniques) (p. 6157). - **Article 36 bis** (art. L. 33-11 du code des postes et des communications électroniques - Introduction d'un délai à la mise en place des « zones fibrées ») (p. 6158). (p. 6159). - **Article additionnel après l'article 37 D** (p. 6166).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FB (nouveau)** (*Intervention du ministre chargé de l'économie en cas d'opération de concentration entre fournisseurs de services de communication électronique*) (p. 6183). - **Article 37 FC (nouveau)** (art. L. 33-10-1 du code des postes et des communications électroniques - Conventionnement pour le déploiement des réseaux) (p. 6186). - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6197). - **Article 38** (art. L. 2125-10 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modalités de calcul de la redevance pour occupation ou utilisation du domaine public des fréquences radioélectriques) (p. 6200). (p. 6202, 6203). - **Article 39** (art. L. 35, L. 35-7 [rétabli], L. 36-11, L. 47, L. 48, L. 50 [rétabli] du code des postes et des communications électroniques - Entretien et renouvellement du réseau des lignes téléphoniques) (p. 6208). (p. 6211). (p. 6212). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur les mesures nécessaires au développement des échanges dématérialisés*) (p. 6219). (p. 6220). - **Articles additionnels après l'article 40 AA** (p. 6222). - **Article 40** (art. L. 100 [nouveau] et L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 112-15 du code des relations entre le public et l'administration ; art. 1369-8 du code civil et art. 2 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Exigences en matière de lettres recommandées électroniques) (p. 6230). - **Article 41** (art. L. 521-3-1 [nouveau], L. 525-6-1 [nouveau], L. 311-4, L. 521-3, L. 525-6 et L. 526-11 du code monétaire et financier - Modification du régime applicable aux opérations de paiement proposées par un fournisseur de réseaux ou de services de communications électroniques) (p. 6234). - **Intitulé du projet de loi** (p. 6265).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Rappel au règlement** (p. 8892).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14029, 14030).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement

opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14595). (p. 14597, 14598). (p. 14598). (p. 14599). (p. 14608). (p. 14611, 14612). (p. 14616). (p. 14627). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 14628). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14635). (p. 14637). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14651). - **Article 28 quinquies (supprimé)** (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'affiliation des associations locales de locataires) (p. 14682). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 14695).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application

de la loi SRU) (p. 14774). (p. 14777). (p. 14787). (p. 14789). (p. 14798). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1 et L. 309-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation et articles L. 210-1, L. 213-2, L. 213-7 et L. 422-2 du code de l'urbanisme - Mesures applicables aux communes carencées - Cas dans lesquels l'État peut délivrer des permis de construire) (p. 14804). (p. 14806). - **Article 31 (précédemment réservé)** (art. L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation - Prélèvement sur les ressources fiscales des communes n'ayant pas atteint leur taux de logements sociaux) (p. 14812). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 14826). - **Article 33 bis C (supprimé)** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Procédure de relogement des ménages bénéficiaires du DALO en Île-de-France) (p. 14835).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 septdécies** (p. 14887, 14888). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14892, 14893).

ROSSIGNOL (Laurence)
ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes
 (à partir du 11 février 2016)
secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée de la famille, de l'enfance, des personnes âgées et de l'autonomie
 (jusqu'au 12 février 2016)
secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie
 (jusqu'au 12 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'encadrement des essais cliniques** - (28 janvier 2016) (p. 1993, 1994).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le protocole relatif à la protection de l'enfance** - (28 janvier 2016) (p. 1997).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (2 février 2016) (p. 2154).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médecins en Eure-et-Loir** - (9 février 2016) (p. 2485).

- **Question orale sans débat sur la situation des enfants intersexes** - (9 février 2016) (p. 2486).

- **Question orale sans débat sur la mutualisation des fonctions de direction et de comptabilité des centres sociaux** - (9 février 2016) (p. 2487).

- **Question orale sans débat sur le désengagement financier de certains départements pour les actions de prévention spécialisée** - (9 février 2016) (p. 2488).

- **Question orale sans débat sur l'accueil des personnes handicapées au sein des établissements médico-sociaux en France** - (9 février 2016) (p. 2489).

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès aux mesures agro-environnementales et climatiques en Seine-Maritime** - (9 février 2016) (p. 2490).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3113, 3114). (p. 3117). (p. 3121, 3122). - **Article 1er** (art. L. 112-3 du code de l'action sociale et des familles - Définition et objectifs de la protection de l'enfant et création d'un Conseil national de la protection de l'enfance) (p. 3123). - **Article 4** (art. L. 221-2 du code de l'action sociale et des familles - Désignation d'un médecin référent pour la protection de l'enfance dans chaque département) (p. 3124). - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 3126). - **Article 6** (art. L. 223-1-1 [nouveau] et L. 421-16 du code de l'action sociale et des familles - Modalité d'exercice des actes usuels de l'autorité parentale) (p. 3128). - **Article 7 (supprimé)** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Validation du projet pour l'enfant par une commission pluridisciplinaire) (p. 3129). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 3131). (p. 3134). (p. 3135). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 3137). (p. 3138). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3140).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes et la discrimination** - (8 mars 2016) (p. 3885, 3886).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garantie contre les impayés des pensions alimentaires** - (8 mars 2016) (p. 3886, 3887).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3991, 3994). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-9 et L. 121-10 du code de l'action sociale et des familles, art. 42 et 121 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Création d'un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle) (p. 4003). (p. 4004). -

Article 16 (supprimé) (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe) (p. 4006, 4007). - **Article 17 (supprimé)** (art. 131-16, 131-35-1 et 225-20 du code pénal, art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale - Création d'une peine complémentaire de stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels) (p. 4011). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4012).

- **Débat sur les femmes et les mineur-e-s victimes de la traite des êtres humains** - (4 mai 2016) (p. 7167, 7170).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des mineurs isolés à Calais** - (13 octobre 2016) (p. 14986).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le délit d'entrave à l'IVG** - (13 octobre 2016) (p. 14989, 14990).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des mineurs isolés dans la Lande de Calais** - (3 novembre 2016) (p. 16646).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17358, 17360).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 27** (art. L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6, L. 581-10, L. 582-1 et L. 582-2 [nouveaux], L. 583-3, L. 583-5 [nouveau], et L. 755-3 du code de la sécurité sociale, art. 373-2-2 du code civil et art. 1er de la loi n° 75-618 du

11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires - Recouvrement des créances de pensions alimentaires) (p. 17577, 15578). (p. 17578). (p. 17579). (p. 17579). (p. 17579, 17580). (p. 17580). (p. 17580). (p. 17581). - **Article 28** (art. L. 133-5-8, L. 133-5-12 [nouveau], L. 133-8-3, L. 531-5, L. 531-8 et L. 531-8-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 1271-1 du code du travail - Intermédiation de la rémunération des salariés du particulier employeur et réforme du circuit de versement du complément de libre choix du mode de garde) (p. 17583). (p. 17584). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 17584, 17585). - **Article 29** (Objectifs de dépenses de la branche famille) (p. 17586, 17587).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18539, 18541). (p. 18551, 18553). - **Article unique** (p. 18557). (p. 18560, 18561).

- **Question orale sans débat sur l'accueil des enfants placés dans le Calvados** - (20 décembre 2016) (p. 20837, 20838).

- **Question orale sans débat sur l'élargissement de l'attribution de la carte professionnelle de guide-conférencier** - (20 décembre 2016) (p. 20838, 20839).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'allongement de la durée de validité des cartes nationales d'identité** - (20 décembre 2016) (p. 20839, 20840).

ROUX (Jean-Yves)

*sénateur (Alpes de Haute-Provence)
Socialiste et républicain*

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 10 mai 2016.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016; puis vice-président du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement d'outils de gestion de l'aléa économique en agriculture [n° 418 (2015-2016)] (23 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Transports routiers [n° 145 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*):

Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Marie-Cécile Degryse, chef adjoint du bureau de la prévention des filières à responsabilité élargie du producteur, ministère de l'environnement, et de M. Cyril Hosatte, chargé de mission déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Réunion du lundi 11 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Recherche et applications industrielles en matière de recyclage des téléphones portables - Audition.

Réunion du lundi 18 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de MM. Jean-Marie Le Guen, directeur délégué aux contenus, et Alexandre Galdin, responsable des études et des affaires parlementaires, de la Fédération française des télécoms (FFT).

Audition de M. René-Louis Perrier, président de l'éco-organisme Ecologic.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

(*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de Mme Camille Lecomte, responsable des campagnes « Modes de production et de consommation » des Amis de la Terre.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Roman, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Bilan de l'application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Régulation, responsabilisation et simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports

ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 278, 279).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5702, 5703).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8005, 8006).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les investissements dans la santé** - (31 mai 2016) (p. 8910).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la mise en place de la tarification à l'activité pour les établissements de soins en zone de montagne** - (7 juin 2016) (p. 9121). (p. 9122).

- **Question orale sans débat sur les moyens alloués à l'Autorité de sûreté nucléaire** - (7 juin 2016) (p. 9128). (p. 9129).

- **Débat sur la mise en œuvre de la transition énergétique en France** - (7 juin 2016) (p. 9165, 9166).

- **Question orale sans débat sur le transfert à la région de la compétence en matière de transport** - (21 juin 2016) (p. 10106). (p. 10107).

- **Question orale sans débat sur les nuisances aériennes affectant le parc naturel régional du Luberon** - (19 juillet 2016) (p. 13732, 13733). (p. 13733).

- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16149, 16150).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16466, 16467). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 3120-6 A et L. 3120-6 [nouveaux] du code des transports - **Obligation de transmission de données à l'autorité administrative**) (p. 16484). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3120-3 [abrogé], L. 3120-4, L. 3121-11-1, L. 3121-11-2 [abrogé], L. 3122-1, L. 3122-5 et L. 3122-6

[abrogés], L. 3124-4, L. 3124-7, L. 3124-13 [abrogé] du code des transports, art. L. 511-7 du code de la consommation, art. 16 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur - Coordination) (p. 16505). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16506).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18277, 18278).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18660, 19663). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Objectifs de la politique de la montagne) (p. 18678). (p. 18678). (p. 18679). - **Article 3 bis A** (Intégration des surcoûts spécifiques et des services environnementaux de la montagne dans la dotation globale de fonctionnement) (p. 18690). (p. 18691). - **Article 5** (art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne) (p. 18700). (p. 18700). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - Missions, composition et fonctionnement du comité de massif) (p. 18703). (p. 18704). - **Article 8 ter** (art. L. 212-3 du code de l'éducation - Modalités spécifiques d'organisation des écoles en zone de montagne) (p. 18713). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques) (p. 18738).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18782).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 23 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'environnement - Conciliation entre gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation du patrimoine hydraulique) (p. 18942). - **Article 23** (p. 18944).

- **Question orale sans débat sur le statut des médecins en haute montagne** - (20 décembre 2016) (p. 20831). (p. 20831).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Uber** - (20 décembre 2016) (p. 20869).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20925, 20926). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20931).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes - Commission mixte paritaire [n° 169 (216-217)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20940, 20941).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20953, 20954).

ROYAL (Ségolène)
ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
(jusqu'au 12 février 2016)
ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat
(du 11 février 2016 au 6 décembre 2016)
ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat
(à partir du 6 décembre 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1495 du 18 novembre 2015 relative à l'instauration de servitudes d'utilité publique pour le transport par câbles en milieu urbain [n° 366 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Transports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques [n° 367 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Environnement**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité [n° 545 (2015-2016)] (13 avril 2016)

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-128 du 10 février 2016 portant diverses dispositions en matière nucléaire [n° 561 (2015-2016)] (27 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1736 du 24 décembre 2015 portant transposition de la directive 2012/33/UE du 21 novembre 2012 modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la teneur en soufre des combustibles marins [n° 603 (2015-2016)] (11 mai 2016) - **Environnement**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-461 du 14 avril 2016 précisant les compétences de la commission de régulation de l'énergie en matière de recueil d'information, de sanction et de coopération [n° 813 (2015-2016)] (27 juillet 2016) - **Énergie**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-282 du 10 mars 2016 relative à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution [n° 819 (2015-2016)] (22 août 2016) - **Énergie**.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-130 du 10 février 2016 portant adaptation des livres Ier et III du code de l'énergie au droit de l'Union européenne et relatif aux marchés intérieurs de l'électricité et du gaz et n° 2016- 518 du 28 avril 2016 portant diverses modifications du livre V du code de l'énergie [n° 820 (2015-2016)] (22 août 2016) - **Énergie**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-572 du 12 mai 2016 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code de l'énergie [n° 824 (2015-2016)] (8 septembre 2016) - **Énergie**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-411 du 7 avril 2016 portant diverses mesures d'adaptation dans le secteur gazier [n° 860 (2015-2016)] (28 septembre 2016) - **Énergie**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-665 du 25 mai 2016 relative au commissionnement des agents de Voies navigables de France et modifiant des dispositions sur les péages fluviaux [n° 115 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Aménagement du territoire.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1314 du 6 octobre 2016 portant adaptation à la convention du travail maritime (2006) de l'Organisation internationale du travail et à la convention n° 188 sur le travail dans la pêche (2007) du droit applicable aux gens de mer à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises [n° 228 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 247, 250). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Définition de la biodiversité) (p. 293, 294). (p. 295). (p. 296). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 299). (p. 299, 300). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 302). (p. 304). (p. 305). (p. 307). (p. 310). (p. 313). (p. 316). (p. 317). (p. 317). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 319). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 1386-19 à 1386-21 [nouveaux] du code civil - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 319). (p. 321). (p. 322). - **Article 3** (art. L. 110-2 du code de l'environnement - Objectif de préservation des continuités écologiques) (p. 323). (p. 324). (p. 324). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 325). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-5 du code de l'environnement - Introduction des sols dans les inventaires du patrimoine naturel) (p. 326). (p. 327).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 4** (art. L. 110-3 [nouveau] du code de l'environnement - Stratégies nationale et régionales pour la biodiversité) (p. 336). (p. 337). (p. 337). (p. 339). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 341). (p. 343). (p. 346). (p. 350). (p. 351). (p. 352). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 353). (p. 354). - **Article 5** (chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi) (p. 355). (p. 356). (p. 357). (p. 357). (p. 358). (p. 358). (p. 360, 361). (p. 363). (p. 364). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 371-2 du code de l'environnement - Intégration des missions du Comité national « trames verte et bleue » dans le futur Comité national de la biodiversité) (p. 365). (p. 365). - **Article 7** (art. L. 371-3, L. 213-13, L. 213-13-1, L. 213-14, L. 213-14-1 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - Transformation des comités régionaux « trames verte et bleue » en comités régionaux de la biodiversité) (p. 366). (p. 367). (p. 368). (p. 368). (p. 369). (p. 369). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 370). - **Article 8** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité d'un « rattachement » des établissements publics entre eux) (p. 371). - **Article 9** (art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 374). (p. 374). (p. 375). (p. 376). (p. 376). (p. 377). (p. 378). (p. 379). (p. 380). (p. 381). (p. 383). (p. 384). (p. 385). (p. 385). (p. 388). (p. 389). (p. 389). (p. 389, 390). (p. 390). (p. 391). (p. 391). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 392). - **Article 11 bis (supprimé)** (Rapport sur le périmètre de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 393). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 393). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires : représentation des personnels au conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 394). - **Article 15 bis** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2 et L. 213-9-3 du code de l'environnement - Extension

du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 395). (p. 397). - **Article 16** (art. L. 132-1, L. 172-1, L. 213-2 à L. 213-6, L. 213-9-1, L. 213-9-2, L. 213-10-8, L. 331-29, L. 334-1, L. 334-2, L. 334-2-1, L. 334-4, L. 334-5, L. 334-7, L. 411-5, L. 414-10, L. 437-1, et intitulé du chapitre IV du titre III du livre III du code de l'environnement ; art. L. 942-1 du code rural et de la pêche maritime - Intégration de trois établissements existants dans la nouvelle Agence française pour la biodiversité) (p. 398). (p. 398). (p. 398). (p. 398). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales - Amélioration de l'information des citoyens sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement) (p. 399). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur du titre III) (p. 399). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'art. 13 de la Constitution - Audition préalable du candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité) (p. 400). - **Article 17 ter** (art. L. 213-8 du code de l'environnement - Modification de la composition des comités de bassin) (p. 400, 401). (p. 401). - **Article 17 quater** (art. L. 213-8-1 du code de l'environnement - Représentation des usagers non économiques dans les conseils d'administration des agences de l'eau) (p. 402). (p. 402). - **Article 17 quinquies** (art. L. 213-8-3 et L. 213-8-4 [nouveaux] du code de l'environnement - Commission des aides au sein des agences de l'eau) (p. 402). - **Article 18** (art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 407, 408). (p. 409). (p. 410). (p. 410). (p. 410). (p. 411). (p. 411). (p. 411). (p. 412). (p. 413). (p. 413). (p. 413). (p. 414). (p. 414). (p. 416). (p. 417). (p. 417). (p. 418). (p. 419). (p. 420). (p. 421).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) (p. 435). (p. 437). (p. 438). (p. 438, 439). (p. 439). (p. 440). (p. 441). (p. 442). (p. 442). (p. 442, 443). (p. 444). (p. 444). (p. 445). (p. 446). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-1 du code de l'environnement - Agents habilités à contrôler le respect des réglementations d'accès aux ressources génétiques et connaissances traditionnelles associées et de partage des avantages) (p. 446). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Sanctions pénales en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations en matière d'accès et de partage des avantages) (p. 447). (p. 448). (p. 449). (p. 450). (p. 451). (p. 451, 452). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 173-2 du code de l'environnement - Sanctions pénales en cas de refus de mise en conformité après mise en demeure) (p. 452). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-1 du code de l'environnement - Parties ayant intérêt à agir au civil en cas de non-conformité des utilisateurs aux réglementations d'accès et de partage en matière de connaissances traditionnelles associées) (p. 452). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1413-5 et L. 3115-6 [nouveau] du code de la santé publique - Dispositif d'accès et partage pour les ressources microbiologiques) (p. 453). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 614-3, L. 624-5, et L. 635-2-1 et L. 640-5 [nouveaux] du code de l'environnement, et art. L. 3115-6 [nouveau] du code de la santé publique - Application à Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 453). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-15-6 du code de l'environnement - Abrogation du dispositif d'accès et de partage existant pour le territoire du parc amazonien de Guyane) (p. 453, 454). (p. 454). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions spécifiques pour les ressources génétiques des espèces domestiques et cultivées et les espèces végétales sauvages apparentées) (p. 454). (p. 455). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (p. 456, 457). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 459). - **Article 27** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc naturel régional) (p. 462). (p. 463). (p. 463). - **Article 28** (art. L. 333-3 du code de l'environnement

- Rôle du syndicat mixte d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux) (p. 463). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 464). - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Publicité dans les parcs naturels régionaux) (p. 465). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 467). (p. 467). - **Article 32 (intitulé du titre III du livre IV de la première partie, art. L. 1431-1, L. 1431-2 à L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales - Établissements publics de coopération environnementale)** (p. 469). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 470). (p. 471). - **Article 32 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 142-1 du code de l'urbanisme - Compatibilité de la politique des espaces naturels sensibles avec le schéma régional de cohérence écologique) (p. 473). (p. 473). - **Articles additionnels après l'article 32 bis A** (p. 474). - **Article 32 bis B (nouveau)** (art. L. 142-10 du code de l'urbanisme - Plan de gestion des sites espaces naturels sensibles) (p. 474). - **Article additionnel après l'article 32 bis B** (p. 475). - **Article 32 bis** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - Missions des établissements publics territoriaux de bassin, EPTB) (p. 476). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 477). (p. 478). (p. 479). - **Article 32 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5216-7, L. 5215-22, L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales et art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétence obligatoire de « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations ») (p. 480). (p. 481). - **Articles additionnels après l'article 32 ter A** (p. 481). (p. 482). - **Intitulé de la section 4 (Réserves de biosphère et espaces remarquables)** (p. 482). - **Article 32 ter** (art. L. 336-1 et L. 336-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Réserves de biosphère et espaces remarquables) (p. 483). - **Intitulé de la section 5 (Agence des espaces naturels de la région d'Île-de-France)** (p. 483). - **Article 32 quinquies** (art. L. 143-2 du code de l'urbanisme - Avis de l'agence des espaces naturels de la région d'Île-de-France) (p. 483). - **Article additionnel après l'article 32 quinquies** (p. 483). - **Article 33 AA (nouveau)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Évaluation par une tierce expertise de l'absence d'autre solution satisfaisante pour une dérogation à une espèce protégée) (p. 485). - **Article 33 A (chapitre III du titre VI du livre Ier du code de l'environnement - Obligations de compensation des atteintes à la biodiversité d'un maître d'ouvrage)** (p. 488). (p. 488, 489). (p. 497). (p. 499). (p. 500). (p. 500). (p. 501). - **Articles additionnels après l'article 33 A** (p. 501). (p. 502). - **Article 33 BA (nouveau)** (Inventaire national des espaces naturels pour la compensation) (p. 503). (p. 503). - **Article additionnel après l'article 33 BA** (p. 503). - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation réelle environnementale) (p. 504). (p. 505). (p. 506). (p. 506). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 507, 508). - **Article 34 (supprimé)** (art. L. 411-2 du code de l'environnement - Zones soumises à contraintes environnementales pour la biodiversité) (p. 509, 510). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 512). (p. 513). - **Article 36** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement) (p. 513, 514). - **Article 36 bis AA (nouveau)** (art. L. 121-4 du code de l'urbanisme - Consultation du Centre national de la propriété forestière) (p. 514). - **Article 36 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Protection des espaces boisés) (p. 515). - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 516). (p. 516). - **Intitulé de la section 5 (Gestion du domaine public de l'État)** (p. 517). - **Article additionnel après l'article 36 ter** (p. 518). - **Article 36 quater A (nouveau)** (art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession à titre gratuit d'immeubles du domaine privé de l'État à un conservatoire régional d'espaces naturels) (p. 518). - **Article 36 quater B (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Imputation sur l'impôt de solidarité sur la fortune des dons à des conservatoires régionaux d'espaces naturels agréés) (p. 519). - **Article 36 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Création

d'espaces de continuités écologiques) (p. 520). (p. 520). - **Article 36 quinquies A (supprimé)** (art. L. 111-6-1 du code de l'urbanisme - Exploitation des toitures des surfaces nouvellement bâties dans les zones commerciales) (p. 522). - **Article 36 quinquies B (supprimé)** (art. L. 229-26 du code de l'environnement - Rôle de la biodiversité urbaine pour lutter contre le changement climatique pris en compte dans le PCET) (p. 525). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 526). (p. 527). (p. 528). - **Article 36 sexies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur l'opportunité de classer le frelon asiatique dans la catégorie des organismes nuisibles) (p. 529). (p. 529). - **Articles additionnels après l'article 36 sexies** (p. 530). (p. 530). - **Article 37** (art. L. 414-4 du code de l'environnement - Activités de pêche maritime professionnelle en zone Natura 2000) (p. 532).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 38** (art. L. 332-8 et L. 640-1 du code de l'environnement, art. L. 912-2, L. 912-3 et L. 912-7 du code rural et de la pêche maritime - Gestion des réserves naturelles maritimes) (p. 547). (p. 547). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 549). - **Article 40** (loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive) (p. 553). (p. 553). (p. 554). (p. 555). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-1 du code de la recherche, et L. 251-2 et L. 251-3 [nouveaux] du code de la recherche - Sanction des activités de recherche non autorisées et transmission des données collectées aux autorités publiques) (p. 555). - **Article 43** (art. L. 911-2 et L. 924-1 à L. 924-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Zones de conservation halieutiques) (p. 556, 557). (p. 557). (p. 558). (p. 559). - **Article 45** (art. L. 334-1 du code de l'environnement - Attribution du statut d'aire marine protégée aux zones de conservation halieutiques) (p. 560). - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-12 du code de l'environnement et 285 quater du code des douanes - Bénéficiaires de la taxe sur les passagers maritimes à destination d'espaces naturels protégés) (p. 561). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 563). (p. 564, 565). (p. 567). (p. 568). - **Article 47** (art. L. 322-1, L. 322-8, L. 322-9 et L. 322-13-1 du code de l'environnement - Renforcement du cadre d'action du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 569). - **Article 49** (art. 713 du code civil et L. 1123-3, L. 1123-4 et L. 2222-20 du code général de la propriété des personnes publiques - Transfert de biens sans maître au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) (p. 571). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-3 du code de l'urbanisme - Sécurisation des interventions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres en cas de superposition de zones de protection) (p. 571). - **Article additionnel après l'article 51 bis** (p. 572). - **Article 51 ter A (Texte non modifié par la commission)** (Programme d'action protection des mangroves et objectifs récifs coralliens) (p. 572, 573). - **Article 51 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 1395 B bis du code général des impôts - Restauration d'une exonération de taxe foncière au bénéfice des propriétés non bâties situées dans des zones humides) (p. 574). (p. 575). - **Article additionnel avant l'article 51 quater A** (p. 576). - **Article additionnel après l'article 51 quater A** (p. 577). - **Article 51 quinquies** (art. L. 253-7-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Traitement des fonds de cuve et des résidus de produits phytopharmaceutiques) (p. 577). (p. 577, 578). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 578). (p. 579, 580). - **Article 51 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-1 et L. 212-2-2 du code de l'environnement - Échéances d'atteinte du bon état chimique des eaux, surveillance de la matrice biote, et agrément des laboratoires d'analyse) (p. 581). (p. 582). (p. 582). - **Article 51 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - Soutien aux projets territoriaux visant la suppression des néonicotinoïdes dans le cadre du plan Ecophyto) (p. 583). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies** (p. 585). - **Articles additionnels après l'article 51 nonies (suite)** (p. 586). (p. 588). (p. 589). - **Article 51 undecies A (nouveau)** (art. L. 214-17 du code de

l'environnement - Articulation entre la continuité écologique des cours d'eau et la préservation des moulins) (p. 590). - **Articles additionnels après l'article 51 undecies A** (p. 592). - **Article additionnel après l'article 51 undecies** (p. 593). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 595). (p. 595). (p. 596). (p. 596). - **Articles additionnels après l'article 51 duodecies** (p. 597). (p. 598, 599). - **Articles 51 quaterdecies (supprimé)** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes au 1er janvier 2016) (p. 603, 604). (p. 605). - **Article additionnel après l'article 51 quindecies** (p. 606). - **Article 51 sexdecies (supprimé)** (Rapport sur les plantes invasives) (p. 607). - **Articles additionnels après l'article 51 sexdecies** (p. 608). (p. 608). - **Article 52** (art. L. 415-3, L. 415-6, L. 624-3 et L. 635-3 du code de l'environnement - Sanctions applicables en cas d'atteinte aux espèces menacées) (p. 609). - **Article additionnel après l'article 52 ter** (p. 611). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 415-2 [nouveau] du code de l'environnement, article 59 octies [nouveau] du code des douanes - Échanges de données entre agents en matière de lutte contre les trafics d'espèces menacées) (p. 612). - **Articles additionnels après l'article 53 bis** (p. 613). (p. 613). - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 432-10 du code de l'environnement - Dérogation au dispositif de sanctions pour les pratiquants de pêche sportive) (p. 614). - **Articles additionnels après l'article 54 quinquies** (p. 615). - **Article 56** (art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger) (p. 617, 618). (p. 619, 620). - **Article 57 bis (supprimé)** (Rapport évaluant la mise en œuvre de la convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) (p. 621). - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 622). - **Article additionnel avant l'article 58** (p. 622). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 623). (p. 624). - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 625). - **Intitulé du chapitre VII (Habilitation à légiférer par ordonnance)** (p. 626). - **Article 59 (Habilitation à prendre des ordonnances dans des domaines relevant du code de l'environnement)** (p. 627). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 628). (p. 628). (p. 630). (p. 630). - **Articles additionnels après l'article 59 bis A** (p. 631). - **Article 59 bis** (art. L. 421-12 du code de l'environnement - Régime des fédérations interdépartementales des chasseurs) (p. 631). (p. 631). - **Article additionnel après l'article 59 ter** (p. 632). - **Article 60** (art. L. 331-10, L. 422-2, L. 422-15, L. 423-16, L. 424-10, L. 424-15, L. 427-6, L. 427-8, L. 427-8-1, L. 427-10, L. 427-11, L. 428-14 et L. 428-15 du code de l'environnement, art. L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, article 706-3 du code de procédure pénale, art. L. 421-8 du code des assurances - Habilitation à procéder par ordonnance pour supprimer la notion d'« espèce nuisible et malfaisante » dans plusieurs codes) (p. 633). - **Article 62 (Habilitation à procéder par ordonnance pour modifier des dispositions relatives aux espaces maritimes)** (p. 634). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 331-1, L. 332-1 et L. 334-3 du code de l'environnement - Extension des espaces protégés aux eaux sous juridiction de l'État et aux espaces du plateau continental) (p. 635). - **Article 64 (Habilitation à prendre des ordonnances pour**

clarifier et simplifier l'application de la politique Natura 2000) (p. 636). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à procéder par ordonnance pour définir le cadre juridique applicable aux réserves biologiques) (p. 636). - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à procéder par ordonnance dans le domaine de la police de l'environnement et des sanctions) (p. 638). - **Article 67 (Habilitation à procéder par ordonnance pour réaliser une expérimentation visant à simplifier la gestion des espaces naturels protégés)** (p. 638). - **Articles additionnels avant l'article 68 quater** (p. 640). - **Article 68 quater (supprimé)** (art. L. 424-2-1 [nouveau] du code de l'environnement - Interdiction de la chasse des mammifères pendant les stades de reproduction et de dépendance) (p. 641, 642). - **Article 68 quinquies (supprimé)** (art. L. 424-4 du code de l'environnement - Interdiction de la chasse à la glu ou à la colle) (p. 643). - **Articles additionnels après l'article 68 quinquies** (p. 644, 645). - **Article 68 sexies** (art. L. 341-2, L. 341-6 et L. 341-10 du code forestier - Ajustement de la compensation des opérations de défrichement) (p. 647). (p. 648). (p. 648). - **Article 69** (art. L. 341-1, L. 341-2, L. 341-9, L. 341-10, L. 341-12, L. 341-13 du code de l'environnement, art. L. 341-1-1 et L. 341-1-2 [nouveaux] du code de l'environnement, art. 31, 199 octovicies et 793 du code général des impôts, art. L. 630-1 et L. 641-1, L. 642-7 du code du patrimoine, art. L. 111-6-2, L. 128-1, L. 111-12 et L. 313-2-2 du code de l'urbanisme - Politique des sites inscrits, simplification et clarification de la procédure relative aux sites classés) (p. 650). (p. 650). (p. 650). - **Article 72** (art. L. 350-1 AA, L. 350-1 A et L. 350-1 B [nouveaux] du code de l'environnement - Atlas de paysages et objectifs de qualité paysagère) (p. 651). (p. 651). (p. 652). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 652). (p. 653). (p. 654). (p. 654). - **Article 72 bis (Dénomination « paysagiste concepteur »)** (p. 655). (p. 655). - **Article 74 (supprimé)** (art. L. 621-29-8 du code du patrimoine - Interdiction de la publicité sur les bâches d'échafaudage installées sur les immeubles classés) (p. 656).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**. - (22 janvier 2016) - **Article 1er (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'art. 13 de la Constitution - Instauration d'un avis public des commissions parlementaires sur la nomination du président de l'Agence française pour la biodiversité)** (p. 657). - **Article 2 (Entrée en vigueur)** (p. 657). (p. 659, 660).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens donnés à l'Autorité de sûreté nucléaire** - (31 mai 2016) (p. 8903).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 [n° 629 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9222, 9223). (p. 9235, 9236).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP 21 et l'accord de Paris** - (13 octobre 2016) (p. 14987).

SAPIN (Michel)
ministre de l'économie et des finances
(à partir du 31 août 2016)
ministre des finances et des comptes
publics
(jusqu'au 6 décembre 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1497 du 18 novembre 2015 portant adaptation de diverses dispositions du code des assurances à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna [n° 479 (2015-2016)] (16 mars 2016) - **Outre-mer**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1255 du 28 septembre 2016 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à l'outre-mer [n° 229 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4827, 4829).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5886, 5889).

- **Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché** [n° 576 (2015-2016)] - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7252). - **Article 1er A** (art. L. 465-1 à L. 465-3, art. L. 465-3-1 à L. 465-3-5 [nouveaux], art. L. 466-1, art. L. 621-12, art. L. 621-17-7 du code monétaire et financier, art. 705-1 du code de procédure pénale et art. 421-1 du code pénal - *Mise en conformité des incriminations d'abus de marché avec les dispositions de la directive 2014/57/UE et du règlement (Union européenne) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014*) (p. 7255). - **Article 1er** (art. L. 465-3-6 [nouveau] du code monétaire et financier - *Encadrement des possibilités de mise en mouvement de l'action publique pour les délits boursiers*) (p. 7257). (p. 7259). - **Article 1er bis A (nouveau)** (art. L. 621-10 et L. 621-10-2 [nouveau] du code monétaire et financier - *Autorisation du juge des libertés et de la détention pour l'accès de l'Autorité des marchés financiers aux données de connexion des opérateurs téléphoniques*) (p. 7259). - **Article 2** (art. L. 621-15, L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - *Encadrement de la possibilité pour l'Autorité des marchés financiers de procéder à une notification des griefs*) (p. 7261). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. L. 621-20-4, L. 621-20-5 [nouveau], L. 621-20-6 [nouveau] et L. 621-20-7 [nouveau] du code monétaire et financier - *Coopération entre le parquet national financier et l'Autorité des marchés financiers*) (p. 7262). - **Article 4** (art. L. 621-16-1 du code monétaire et financier - *Suppression de l'interdiction pour l'Autorité des marchés financiers de se constituer partie civile en cas de double poursuite*) (p. 7263). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7264). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 7266). - **Article 5** (art. L. 744-12, L. 754-12 et L. 764-12 du code monétaire et financier - *Dispositions relatives à l'outre-mer*) (p. 7267). (p. 7268).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique et les comptes publics** - (23 juin 2016) (p. 10364).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

[n° 713 (2015-2016)] - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 714 (2015-2016)** (p. 12113, 12116). (p. 12129). - **Organisation des travaux** (p. 12130). - **Intitulé du chapitre Ier** (p. 12131). (p. 12131). - **Article 1er** (*Création de l'Agence de prévention de la corruption*) : p. (12133). (p. 12134). - **Article 2** (*Direction de l'Agence de prévention de la corruption par un magistrat judiciaire hors hiérarchie*) (p. 12136). (p. 12138). - **Article 3** (*Missions de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12140). (p. 12140). (p. 12141). (p. 12141). (p. 12142). - **Article 4** (*Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12144). (p. 12145). (p. 12145, 12146). - **Article 5** (art. 1er à 6 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, art. 40-6 du code de procédure pénale et art. L. 561-29 du code monétaire et financier - *Suppression du service central de prévention de la corruption*) (p. 12146). - **Article 6 A** (*Définition du lanceur d'alerte*) (p. 12147). (p. 12150). (p. 12151). (p. 12154, 12155). (p. 12157). (p. 12158). (p. 12159). - **Article 6 B** (art. 122-9 [nouveau] du code pénal - *Irresponsabilité pénale du lanceur d'alerte*) (p. 12160). (p. 12161). (p. 12162). (p. 12162). - **Article additionnel après l'article 6 B** (p. 12163). - **Article 6 C** (*Procédure de signalement des alertes éthiques*) (p. 12164). (p. 12167). (p. 12168). (p. 12168). - **Article 6 D** (*Confidentialité des données d'une alerte éthique*) (p. 12169). (p. 12169). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail - *Interdiction des représailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte*) (p. 12170). (p. 12171). (p. 12171).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 6 FA** (p. 12188). - **Article 6 FB (supprimé)** (*Possibilité de saisir le conseil des prud'hommes statuant en la forme des référés*) (p. 12189). - **Article 6 F (supprimé)** (*Financement de l'avance des frais de procédure et de la réparation des dommages moraux et financiers*) (p. 12190). (p. 12191). - **Article 6 G** (art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la sécurité publique et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte*) (p. 12193). - **Article 6 (suppression maintenue)** (*Financement de la protection juridique des lanceurs d'alerte*) (p. 12193). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12195). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12199). (p. 12201). (p. 12202). (p. 12203). (p. 12203). (p. 12204). (p. 12204). (p. 12205). (p. 12205). (p. 12206). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 12207). - **Article 8 bis (supprimé)** (*Demandes de contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12207). - **Article 9** (art. 131-37, 131-39-2 [nouveau], 433-26 [nouveau], 434-43, 434-43-1 [nouveau], 434-48 [nouveau], 435-15 et 445-4 du code pénal et art. 705 et 764-44 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'une peine complémentaire de mise en conformité pour les sociétés ayant commis un délit de corruption, prononcée par le juge pénal et exécutée sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption*) (p. 12208). (p. 12208). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - *Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité*) (p. 12209). (p. 12210). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 12212). (p. 12213). (p. 12214). (p. 12214). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption*) (p. 12217, 12218). (p. 12220, 12221). (p. 12221). (p. 12222). (p. 12223). (p. 12224). (p. 12224). (p. 12225). (p. 12226). (p. 12226). (p. 12227). (p. 12227). - **Article 12 ter** (art. 704 et 705-4 du code de procédure pénale - *Extension de la compétence exclusive du parquet national financier*) (p. 12228). (p. 12228). - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 12229, 12230). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la

transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre, informations, contrôle, sanctions) (p. 12236, 12237). (p. 12239). (p. 12240). (p. 12241). (p. 12241). (p. 12242). (p. 12243, 12244). (p. 12244). (p. 12246). (p. 12248). (p. 12253, 12254). (p. 12254, 12255). (p. 12255). (p. 12256). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12257). (p. 12259). - **Article 14 (supprimé)** (art. 11 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Règles déontologiques applicables aux membres et agents des autorités administratives ou publiques indépendantes : obligations déclaratives, justification des mesures prises pour la gestion des instruments financiers, contrôle des reconversions professionnelles) (p. 12262). - **Article 14 bis B (supprimé)** (art. 20 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Contrôle par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique de de la compatibilité de l'exercice d'une activité professionnelle par un ancien membre d'une autorité administrative ou publique indépendante) (p. 12263). - **Article 14 bis C (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Publicité des avis de la commission de déontologie de la fonction publique sur la compatibilité de l'exercice d'une activité professionnelle privée par un ancien fonctionnaire) (p. 12263). - **Article 15** (Habilitation en vue de moderniser et simplifier certaines règles de la domanialité publique) (p. 12265). (p. 12265). (p. 12266). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (Nouvelles compétences de la société Tunnel Euralpin pour la réalisation de la ligne ferroviaire Lyon-Turin - Relations entre l'État et cette société) (p. 12268). - **Article 17** (Habilitation en vue d'adapter la législation financière au droit européen en matière de répression des abus de marché et de modifier en conséquence certains aspects de la législation financière) (p. 12269). (p. 12271). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12272). (p. 12272). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-14-1 du code monétaire et financier - Extension du champ de la procédure de composition administrative devant l'Autorité des marchés financiers) (p. 12272). (p. 12272). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-9 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Extension des compétences de l'Autorité des marchés financiers au contrôle de la régularité des offres au public de parts sociales de banques coopératives ou mutualistes, de certificats mutualistes et de titres financiers non cotés ainsi que des offres de financement participatif) (p. 12273). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12274). - **Article 20** (art. L. 465-3, L. 465-3-5, L. 612-39, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17 et L. 621-17-1-1 du code monétaire et financier et art. 28 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Actualisation du régime des sanctions susceptibles d'être prononcées par l'Autorité des marchés financiers et habilitation à transposer plusieurs textes européens concernant les marchés d'instruments financiers et la distribution d'assurances) (p. 12276). (p. 12276). (p. 12277). (p. 12277). - **Article 21** (art. L. 421-9-1 et L. 423-2 du code des assurances, art. L. 612-33 et L. 612-33-2 [nouveau] du code monétaire et financier, art. L. 431-2 du code de la mutualité et art. L. 951-2 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la faculté pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de prononcer la mesure conservatoire de transfert d'office d'un portefeuille de contrats d'assurance et habilitation en vue de lui confier une fonction d'autorité de résolution dans le secteur des assurances) (p. 12280). (p. 12280). - **Article 21 bis A (supprimé)** (Habilitation en vue de réformer le code de la mutualité) (p. 12281). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 12283). (p. 12283). (p. 12283). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-36, L. 211-36-1, L. 211-38, L. 211-38-1 [nouveau], L. 440-4, L. 511-33 et L. 531-12 du code monétaire

et financier - Renforcement des règles de transparence et de sécurité des opérations sur produits dérivés) (p. 12286). - **Article 23 bis** (art. 238-0 A du code général des impôts - Modalités d'actualisation de la liste des États et territoires non coopératifs en matière de transparence et d'échange d'informations dans le domaine fiscal) (p. 12287).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 713 (2015-2016)**.

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12472, 12474).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 46 (priorité)** (Habilitation en vue de simplifier diverses procédures et formalités dans les sociétés commerciales) (p. 12525). (p. 12525). - **Article 46 bis (priorité)** (art. L. 225-19, L. 225-35, L. 225-37, L. 225-40, L. 225-48, L. 225-54, L. 225-60, L. 225-68, L. 225-70, L. 225-82, L. 225-88, L. 225-96, L. 225-98, L. 225-100-3, L. 225-101, L. 225-102-1, L. 225-102-4 [nouveau], L. 225-103, L. 225-107, L. 225-108, L. 225-114, L. 225-121, L. 225-129-6, L. 225-149, L. 225-149-3, L. 225-150, L. 225-177, L. 225-197-1, L. 225-208, L. 225-209, L. 225-209-2, L. 225-214, L. 225-235, L. 232-23 et L. 238-1 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification du régime des sociétés anonymes) (p. 12529). (p. 12529). (p. 12529). (p. 12530). (p. 12530). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12531). (p. 12532). (p. 12532). - **Article 46 ter (priorité)** (p. 12532). (p. 12533). (p. 12533). - **Article 46 quater (priorité)** (art. L. 228-11, L. 228-15, L. 232-20, L. 236-3, L. 236-11, L. 236-11-1, L. 236-16 et L. 236-22 du code de commerce - Diverses mesures de simplification et de clarification concernant les valeurs mobilières émises par les sociétés par actions et les dispositions communes aux diverses sociétés commerciales) (p. 12533). (p. 12534). (p. 12534). - **Article 47 (priorité)** (art. L. 144-7, L. 223-33, L. 224-3, L. 225-11 et L. 225-124 du code de commerce, art. 787 B et 1684 du code général des impôts et art. L. 512-17 du code de l'environnement - Simplification de certaines formalités de la vie des sociétés) (p. 12535). (p. 12535). - **Article 47 bis (priorité)** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 411-1, L. 611-2, L. 612-1 et L. 612-15 du code de la propriété intellectuelle - Extension des missions de l'Institut national de la propriété industrielle à l'accompagnement des entreprises et amélioration de la protection accordée dans le cadre du certificat d'utilité et dès le dépôt d'une demande de brevet) (p. 12536). - **Article 48 (priorité)** (supprimé) (art. L. 651-2 du code de commerce - Exonération de la responsabilité pour insuffisance d'actif d'un dirigeant ayant commis par négligence une faute de gestion ayant causé la liquidation judiciaire de la société) (p. 12537). - **Article 48 bis (priorité)** (supprimé) (art. 7 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Autorisation temporaire de poursuite d'activité pour les laboratoires de biologie médicale ayant déposé une demande d'accréditation mais non encore accrédités) (p. 12537). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 287 et 1695 du code général des impôts - Régime de la déclaration à l'importation de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 12539). - **Article 24 (supprimé)** (art. L. 111-1-1 à L. 111-1-3 [nouveaux] du code des procédures civiles d'exécution - Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger) (p. 12540). (p. 12541, 12542). - **Articles 24 bis (supprimé)** (Renforcement de la protection conférée aux biens d'un État étranger contre les « fonds vautour ») (p. 12544). (p. 12546). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 12546, 12547). - **Article 25 B (nouveau)** (art. L. 112-6 du code monétaire et financier - Encadrement du paiement en espèces pour le versement d'un cautionnement dans le cadre d'un contrôle judiciaire) (p. 12547). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code

monétaire et financier - Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des chèques) (p. 12548, 12549). - **Articles additionnels après l'article 25 bis** (p. 12550). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-16 du code monétaire et financier - Habilitations en vue de transposer une directive du 23 juillet 2014 concernant la comparabilité de certains tarifs bancaires et d'encadrer les conditions d'ouverture d'un compte de dépôt en cas de souscription d'un crédit immobilier dans le même établissement et possibilité pour les partenaires de pacte civil de solidarité d'ouvrir chacun un livret d'épargne populaire) (p. 12551). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 12552). (p. 12552). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 12553, 12554). - **Article 28** (art. L. 532-18 et L. 533-12-8 [nouveau] du code monétaire et financier - Interdiction de la publicité par des prestataires de services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 12555). (p. 12555). (p. 12556). - **Article 28 bis** (art. L. 222-16-1 [nouveau] du code de la consommation - Interdiction de la publicité relative à des services d'investissement auprès de clients non professionnels pour des titres financiers non cotés présentant un risque élevé) (p. 12557). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 12559). - **Article additionnel après l'article 28 quater** (p. 12560). - **Article 29** (art. L. 221-3, L. 221-5 et L. 221-27 du code monétaire et financier - Faculté pour les détenteurs de livret A et de livret de développement durable d'affecter une partie des intérêts sous forme de don à une entreprise solidaire) (p. 12561). (p. 12561). (p. 12561). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12562). (p. 12562). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 312-12 du code de la consommation - Renforcement de l'information précontractuelle de l'emprunteur avant la souscription d'un contrat de crédit à la consommation) (p. 12563). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-31 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 12563). - **Articles additionnels après l'article 29 bis B** (p. 12565).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire) (p. 12578). (p. 12579). (p. 12579). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12579). (p. 12580). - **Article 33 bis** (art. L. 132-23 et L. 144-2 du code des assurances - Modalités de rachat d'un plan d'épargne retraite populaire) (p. 12581). (p. 12581). (p. 12582). (p. 12582). - **Article 34** (art. L. 211-4, L. 214-154, L. 214-160 et L. 214-169 du code monétaire et financier - Habilitation en vue de favoriser les émissions obligataires, pour améliorer le financement des entreprises) (p. 12584). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12586). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de clarifier la législation applicable aux prestataires de services d'investissement, aux entreprises d'investissement et aux sociétés de gestion de portefeuille) (p. 12589). - **Article 52** (art. L. 131-85, L. 711-2, L. 711-4, L. 711-5, L. 711-6, L. 711-6-1, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-8-1, L. 711-9, L. 711-10, L. 711-11 et L. 711-12 du code monétaire et financier - Transformation de l'établissement public national Institut d'émission des départements d'outre-mer en société par actions simplifiée détenue par la Banque de France) (p. 12593). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 12594). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 12596). - **Article 54 bis B (supprimé)** (art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Élection de deux représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12597). - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12599). - **Article additionnel après l'article 54 bis E** (p. 12600). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37-2 [nouveau], L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-81, L. 225-82-2 [nouveau], L. 225-100 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 12603). (p. 12604). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-

860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 12606). (p. 12607). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions non codifiées de la loi) (p. 12608). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions codifiées de la loi) (p. 12612). - **Article 58** (Habilitation en vue de supprimer le livre du code monétaire et financier relatif à l'outre-mer et de créer un code monétaire et financier spécifique pour l'outre-mer) (p. 12613).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte [n° 714 (2015-2016)]** - (8 juillet 2016) - **Article 1er** (art. 4, 10, 11 et 20 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - Extension des compétences du Défenseur des droits) (p. 12616). (p. 12616).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14959, 14960). - **Article 1er** (Établissement et mise en œuvre d'un plan de vigilance par les grandes entreprises pour prévenir les risques sociaux et environnementaux et sanction en cas de manquement) (p. 14971). (p. 14974). (p. 14975). - **Article 2 (supprimé)** (Action en responsabilité en cas de manquement à l'obligation d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance) (p. 14977). - **Article 3** (Application dans les îles Wallis et Futuna) (p. 14977). - **Article 4 (nouveau)** (Entrée en vigueur des nouvelles obligations d'information) (p. 14977). (p. 14977).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16615, 16616). (p. 16626, 16627). - **Demande de priorité** (p. 16627). - **Article 1er** (Création de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16628). (p. 16629). - **Article 2** (Organisation de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16630). - **Article 3** (Compétences de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16631). (p. 16631). (p. 16632). (p. 16632). - **Article 4** (Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16633). (p. 16634). - **Article 6 A** (Définition du lanceur d'alerte) (p. 16636). (p. 16637). (p. 16639, 16640).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la redistribution fiscale** - (3 novembre 2016) (p. 16643).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)] (suite)** - (3 novembre 2016) - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16653). (p. 16654). (p. 16654). (p. 16655). (p. 16655). (p. 16656). (p. 16657). (p. 16658). (p. 16659). - **Article 6 C** (Procédure de signalement d'une alerte) (p. 16660). (p. 16662, 16663). (p. 16664). (p. 16666). (p. 16666). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail, art. 6 ter A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Interdiction des représailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte) (p. 16668). - **Article 6 FC (supprimé)**

(Délit d'entrave au signalement et répression accrue en cas de plainte abusive pour diffamation) (p. 16669). - **Article 6 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-4 du code de la défense, art. L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la santé publique [abrogés], art. L. 1161-1 et L. 4133-5 du code du travail [abrogés], art. 1er, 2, 12 de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte [abrogés] et art. 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique [abrogé] - Suppression des régimes sectoriels particuliers concernant les lanceurs d'alerte) (p. 16670). (p. 16671). - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16673). (p. 16673). (p. 16674). - **Article 10** (art. 432-14, 432-17 et 433-22 du code pénal - Extension des peines complémentaires en cas de manquements à la probité) (p. 16675). (p. 16677). - **Article 12** (art. 435-6-2 et 435-11-2 [nouveaux] du code pénal - Assouplissement des conditions de poursuite en France des faits de corruption ou de trafic d'influence commis à l'étranger) (p. 16678). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 16680). (p. 16681). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16685). (p. 16685). (p. 16686). (p. 16686). (p. 16687). (p. 16688). (p. 16690). (p. 16690). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Compétence, notification et publicité des avis rendus par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour le contrôle des départs vers le secteur privé de responsables publics) (p. 16692). - **Article 15** (Habilitation en vue de moderniser et de simplifier certaines règles de la domanialité publique) (p. 16693). - **Article 16 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-12, L. 122-13, L. 122-16, L. 122-17, L. 122-19, L. 122-20, L. 122-26, L. 122-33 [nouveau] du code de la voirie routière et art. L. 1264-7 du code des transports - Adaptation des règles de la commande publique applicables aux concessionnaires d'autoroute et compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières) (p. 16694). - **Article 17** (art. L. 213-1 A, L. 412-1, L. 421-14, L. 433-5, L. 451-2, L. 451-3, L. 466-1, L. 621-7, L. 621-9, L. 621-17-1 [abrogé], L. 621-18, L. 621-18-3, L. 621-19, L. 621-20-5 [nouveau], L. 621-22, L. 621-31 et L. 621-32 du code monétaire et financier, art. L. 225-106, L. 225-129-4, L. 225-209, L. 225-209-2, L. 225-212, L. 232-23, L. 233-7, L. 233-7-1, L. 233-8, L. 236-11-1 et L. 631-19-2 du code de commerce et art. 235 ter ZD, 1451, 1454, 1455, 1456 et 1468 du code général des impôts - Adaptation de la législation financière au droit européen en matière de répression des abus de marché) (p. 16696). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-9-1 et L. 423-2 du code des assurances, art. L. 612-33 et L. 612-33-2 [nouveau] du code monétaire et financier, art. L. 431-2 du code de la mutualité et

art. L. 951-2 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la faculté pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de prononcer la mesure conservatoire de transfert d'office d'un portefeuille de contrats d'assurance et habilitation en vue de lui confier une fonction d'autorité de résolution dans le secteur des assurances) (p. 16698). - **Article 21 bis A (Habilitation en vue de réformer le code de la mutualité)** (p. 16700). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16702, 16703). - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 16728). (p. 16729). (p. 16730). (p. 16730, 16731). (p. 16731). - **Article 54 bis B** (art. 34 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Élection de représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et organisation du dialogue social au sein de la Caisse) (p. 16739). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37, L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-68, L. 225-81 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 16742). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 16743). (p. 16744). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions non codifiées de la loi) (p. 16745). - **Article 57** (art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, 741-1, 741-2, 742-1, 742-6, 742-6-1, 743-5, 743-7, 744-11, 745-1-1, 745-1-2, 745-8, 745-8-1, 745-8-4, 745-8-5, 745-9, 745-10, 745-11-2-1, 745-13, 746-2, 746-3, 746-5, 746-8, 751-1, 751-2, 752-1, 752-6, 752-6-1, 753-5, 753-7, 754-11, 755-1-1, 755-1-2, 755-8, 755-8-1, 755-8-4, 755-8-5, 755-9, 755-10, 755-11-2-1, 755-13, 756-2, 756-3, 756-5, 756-8, 761-1, 761-1-1, 762-1, 762-6 et 762-6-1, 763-5, 763-7, 764-11, 765-1-1, 765-1-2, 765-8, 765-8-1, 765-8-4, 765-8-5, 765-9, 765-10, 765-11-2-1, 765-13, 766-2, 766-3, 766-5, 766-8 du code monétaire et financier, art. L. 950-1 et L. 950-1-1 du code de commerce et art. L. 390-1 du code des assurances - Application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions codifiées de la loi) (p. 16749).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 1er** (art. 4, 10, 11, 20 et 22 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits - Extension des compétences du Défenseur des droits) (p. 16751).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le scandale fiscal de BASF** - (17 novembre 2016) (p. 17569, 17570).

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
Les Républicains

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

SAVARY (René-Paul)
sénateur (Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Secteur médico-social [n° 114 tome 3 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Examen des articles [n° 114 tome 7 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Tableau comparatif [n° 114 tome 8 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis [n° 138 (2016-2017)] (23 novembre 2016) - **Anciens combattants**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Santé [n° 143 tome 6 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

(*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition de MM. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques, et Jean Zetlaoui, président du groupe de travail « Attractivité pour la recherche clinique » du LEEM (Les entreprises du médicament), M. François-Régis Moulines, directeur des affaires gouvernementales et de la communication, du Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM).

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Dominique Bureau, président de l'Autorité de la statistique publique (ASP).

Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

(*commission des affaires sociales*) : Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Jean Basseres, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

(*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Pierre Cahuc (Centre de recherche en économie et statistique), Jacques Freyssinet (Centre d'études de l'emploi), Yannick L'Horty (Centre national de la recherche scientifique), Mme Hélène Paris (Conseil d'analyse économique) et M. Henri Sterdyniak (Observatoire français des conjonctures économiques).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Baptiste de Foucauld, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Politique du médicament - Présentation du rapport d'information.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut national du cancer (INCa) - Communication.

(*commission des affaires sociales*) : Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Michel Laforcade, directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine (ARS Nouvelle-Aquitaine), auteur du rapport relatif à la santé mentale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique) (p. 303).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 5** (chapitre IV [nouveau] du titre III du livre Ier du code de l'environnement - Création d'un Comité national de la biodiversité. Inscription du Conseil national de protection de la nature dans la loi) (p. 363).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 742). - **Article 3** (art. L. 133-6 et L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Régime d'incapacité pour diriger ou exercer au sein des établissements, services ou lieux de vie et d'accueil régis par le code de l'action sociale et des familles et modalités de renouvellement de l'agrément des assistants familiaux) (p. 744, 745).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (10 février 2016) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2606, 2607).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3799, 3800).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (17 mars 2016) (p. 4260). (p. 4261).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 10** (art. 51-1 [nouveau] et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Mise à disposition des données collectées ou produites par délégataire d'un service public) (p. 5907).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-8-1, L. 213-9-2, L. 213-9-3 et L. 213-10 du code de l'environnement - Extension du périmètre d'intervention des agences de l'eau) (p. 7391).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7505).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8895, 8896).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Article 1er** (Création d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9457). (p. 9459). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9482, 9483).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33

et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9710).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10248). (p. 10250, 10251). - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10278, 10279).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49, 53 et 61 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 13992). (p. 13992). (p. 13993).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16506).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève dans les hôpitaux** - (8 novembre 2016) (p. 17046, 17047). (p. 17047).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Discussion générale** (p. 17362, 17363).

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 3** (Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESP à titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap) (p. 17399, 17400). - **Article 5** (Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016) (p. 17403).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17510).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 19** (Participation des organismes complémentaires au financement de la rémunération des médecins) (p. 17545). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17547). - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3, L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L. 413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2

et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 vicies, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17554).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (Objectifs de dépenses de la branche famille) (p. 17588). - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17608). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17633). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 17642). (p. 17642). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17650).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Financement des transports inter-établissements) (p. 17686). - **Article 45 quinquies (nouveau)** (Rapport sur le « packing ») (p. 17694). - **Article 45 sexies (nouveau)** (Rapport sur la prise en charge hospitalière des personnes handicapées) (p. 17695). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17696, 17697). (p. 17697). (p. 17697). (p. 17698). (p. 17698). (p. 17699). (p. 17699). (p. 17699). (p. 17700). (p. 17701). (p. 17701). (p. 17701). (p. 17702). (p. 17703). (p. 17704). (p. 17704). (p. 17704). (p. 17704). (p. 17705). (p. 17705). (p. 17705). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17706). (p. 17708). (p. 17709). (p. 17709). - **Article 46 bis (nouveau)** (Rapport sur la mise en place d'un fonds de prévention des départs non choisis en Belgique) (p. 17710). - **Article 48** (art. 70 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012, art. 48 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Prorogation de l'expérimentation du parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie, PAERPA) (p. 17714). (p. 17715). (p. 17715, 17716). (p. 17716). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17727). - **Article 59** (art. L. 114-12-1 et 114-16 du code de la sécurité sociale - Extension du périmètre des échanges d'informations entre organismes chargés du versement de prestations sociales) (p. 17757).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18405, 18406).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18765).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article 1er** (art. L. 6241-2 du code du travail, art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 41 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, art. 29 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux

départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA) (p. 19466). - **Article 3** (Ajustement des ressources d'organismes chargés de missions de service public) (p. 19470).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19762). - **Articles additionnels après l'article 31 ter** (p. 19779). (p. 19783). -

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (8 juin 2016).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire du Conseil national du sport.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à introduire davantage d'équité dans la répression des dépassements inférieurs ou égaux de 10 km/h à la vitesse maximale autorisée [n° 287 (2015-2016)] (11 janvier 2016)

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Articles additionnels après l'article 35 ter (p. 19804). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. 207 et 1609 ter viciés [nouveau] du code général des impôts - Contribution spéciale CDG-Express) (p. 19806). - **Article 39** (Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté) (p. 19819).

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 15 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 73 (2016-2017)] (26 octobre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Présentation du rapport du comité de suivi de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Renforcer la liberté,

l'indépendance et le pluralisme des médias - Indépendance des rédactions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préparation de la rentrée universitaire et financement de la recherche - Audition de M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Gallet, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de Paris, sur la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020 - Audition de Mme Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions.

Éthique, régulation et transparence du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Préserver l'éthique du sport, renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et M. Thierry Braillard, secrétaire d'État chargé des sports.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Question préalable** (p. 2908).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - *Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs*) (p. 5158). (p. 5159). - **Article 5** (art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - *Création d'une instance nationale du supportérisme*) (p. 5163, 5164). (p. 5164).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) (p. 5699).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (27 avril 2016) - **Article 17 bis** (art. L. 611-8 du

code de l'éducation - Formation diplômante via la mise à disposition de contenus d'enseignement en ligne) (p. 5946).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 36** (art. L. 101-2, L. 111-17, L. 151-18, L. 151-19, L. 151-29, L. 151-29-1, L. 152-5, L. 152-6, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 424-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-13 du code de l'urbanisme - *Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux et innovants*) (p. 8397). (p. 8398).

- **Question orale sans débat sur le décompte des indemnités kilométriques en zone de montagne par la caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère** - (7 juin 2016) (p. 9120). (p. 9121).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présence du loup** - (29 septembre 2016) (p. 14349, 14350). (p. 14350).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 28 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16243, 16244). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 16249). (p. 16251). - **Article 7** (art. L. 222-2-12 [nouveau] du code du sport - *Exploitation des attributs de la personnalité d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel dans le cadre d'une convention de fiducie*) (p. 16255). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 16257). (p. 16258). (p. 16260). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis ZE du code général des impôts - *Élargissement de la taxe dite « Buffet »*) (p. 16262).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels et modifiant le code du sport [n° 74 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 16449).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18668, 18670). - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Objectifs de la politique de la montagne*) (p. 18674). (p. 18679). (p. 18680). (p. 18680). (p. 18682, 18683). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 18685). (p. 18685). - **Articles additionnels après l'article 3 bis A** (p. 18693). - **Article 6** (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 102-5 et L. 102-6 du code de l'urbanisme - *Missions, composition et fonctionnement du comité de massif*) (p. 18703). (p. 18704). - **Article 7** (art. 9 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Convention interrégionale de massif*) (p. 18708). (p. 18708). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif*) (p. 18709). (p. 18709). - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - *Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne*) (p. 18724). - **Article 9** (art. 16 et 16 bis à 16 quater [nouveaux] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Déploiement des réseaux fixes et mobiles de communications électroniques*) (p. 18738). (p. 18739). (p. 18740). - **Articles additionnels après l'article 9 quater** (p. 18743).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 18799, 18800). (p. 18800). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 18813). - **Article 16** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - *Lutte contre la prédation des animaux d'élevage et prise en compte des contraintes de l'agriculture de montagne*)

(p. 18836). (p. 18837). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 18840). (p. 18841).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 17 ter** (art. L. 342-18, L. 342-20 et L. 342-26-1 du code du tourisme - *Servitudes d'urbanisme instituées en faveur de l'aménagement du domaine skiable*) (p. 18853). - **Article 18** (art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - *Maintien des offices*

de tourisme communaux dans les stations de tourisme) (p. 18856). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 18909). (p. 18909). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18927). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18953).

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 104 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 179 (2016-2017)] (2 décembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'étiquetage et le gaspillage alimentaires [n° 238 (2016-2017)] (15 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'étiquetage et le gaspillage alimentaires [n° 238 (2016-2017)] - *Étiquetage et gaspillage alimentaires : pour une convergence accrue des initiatives françaises et européennes* [n° 243 (2016-2017)] (19 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Programme de travail pour le premier semestre 2016.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence du collège de la Haute autorité de santé, en application de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Organisation et

exploitation des jeux dans l'Union européenne : rapport d'information de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Michaël Sibilleau, sous-directeur des finances au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur le rapport de l'Institut Montaigne : « Décentralisation : sortons de la confusion ».

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. François Rebsamen, ancien ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

(*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification.

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Jean-Baptiste de Foucauld, membre du Conseil d'orientation pour l'emploi.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stephan Schmid, conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Gaspard Koenig, président de Génération libre.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

(*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la directive « Services de médias audiovisuels ».

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir : rapport de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Justice et affaires intérieures - Réforme d'Europol et coopération policière européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et M. Michel Delebarre.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Étiquetage des produits alimentaires : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution [n° 258 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article unique** (p. 2283).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le versement du RSA dans le Haut-Rhin** - (11 février 2016) (p. 2728).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 2996, 2997).

- **Débat sur le cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques** - (3 mai 2016) (p. 6317, 6318).

- **Question orale sans débat sur les recettes de la communauté d'agglomération des trois frontières et l'accord franco-suisse sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse** - (10 mai 2016) (p. 7228). (p. 7229).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14795). (p. 14796). - **Article 32 bis E** (art. 101 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Expérimentation de conventions d'occupation à titre gratuit au profit d'associations) (p. 14815).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16140, 16141).

- **Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 54 (2016-2017)]** - (26 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 16282).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17512). (p. 17512).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 39 quinquies (nouveau)** (*Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens*) (p. 17631). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17648). (p. 17650).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18548, 18550). - **Article unique** (p. 18558).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique - Deuxième lecture [n° 163 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18584).

SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Premier vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre scientifique et technique (CSTB) du bâtiment du 18 mai 2016 au 20 octobre 2016.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : De la biomasse à la bioéconomie : une stratégie pour la France [n° 380 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 325 (2015-2016)] pour une République numérique [n° 528 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les robots et la loi [n° 570 (2015-2016)] (3 mai 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les ressources génétiques végétales, de l'amélioration à la conservation des espèces : le modèle français [n° 571 (2015-2016)] (3 mai 2016) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 587 (2015-2016)] (10 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les maladies à transmission vectorielle [n° 741 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Environnement**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'interaction des sciences humaines et sociales avec les sciences technologiques et les sciences du vivant [n° 742 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Environnement**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux et les perspectives de l'épigénétique dans le domaine de la santé [n° 33 tome 1 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux et les perspectives de l'épigénétique dans le domaine de la santé [n° 33 tome 2 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Brouillage des communications électroniques : enjeux, limites et solutions [n° 120 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Défense**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Écologie, développement et mobilité durables : énergie [n° 141 tome 2 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement social pour le plus grand nombre - Examen du rapport pour avis.

Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Économie bleue - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), sur le droit des objets connectés.

Présentation de l'étude de faisabilité de M. Jean-Yves Le Déaut, député, et Mme Catherine Procaccia, sénateur, sur « Les enjeux économiques et environnementaux des biotechnologies ».

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Examen des amendements.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

République numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Examen des amendements sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Relancer la construction en milieu rural - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et déchets radioactifs (CNE2).

Présentation du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'AltiCe Group.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Nomination de rapporteurs pour l'évaluation du « Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs 2016-2018 » (PNGMDR).

Présentation des conclusions relatives à l'audition publique du 7 avril 2016 sur les « Maladies à transmission vectorielle ».

Remplacement des démissionnaires dans les organismes extra-parlementaires.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*) : Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des procédures et stabilisation du

droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Suite de l'examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport sur la sécurité numérique et les risques** - (14 janvier 2016) (p. 202, 204).

- **Question orale sans débat sur l'intégrité scientifique** - (26 janvier 2016) (p. 694). (p. 695).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 8** (*art. L. 2242-6 du code des transports - Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2011).

- **Débat sur la situation financière des départements** - (2 mars 2016) (p. 3797, 3798).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - auteur de la

proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3859, 3861). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3876, 3877). (p. 3891, 3892). (p. 3895). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3898). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3898).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 4** (*Faculté de report d'échéance des emprunts finançant l'investissement en cas de crise agricole*) (p. 4478). - **Article 6 bis (texte non modifié par la commission)** (*Souscription obligatoire d'une assurance contre les risques climatiques*) (p. 4481). - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction du nombre de normes en matière agricole*) (p. 4483).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5777, 5778). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - *Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence*) (p. 5858).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (*Promotion du logiciel libre et des formats ouverts*) (p. 5900). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 111-73-1 et L. 111-77-1 [nouveaux] du code de l'énergie - *Ouverture des données dans le domaine de l'énergie*) (p. 5923). (p. 5924). (p. 5925). (p. 5925). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 5926). (p. 5927, 5928). (p. 5928). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - *Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics*) (p. 5941, 5942).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 19** (art. L. 32-1, L. 32-4, L. 33-1, L. 36-7, L. 36-8, L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - *Respect obligatoire des règles en matière de neutralité de l'internet pour les exploitants de réseaux et les fournisseurs de services de communications électroniques - Compétences de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 5982). (p. 5983). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125 du code des postes et des communications électroniques - *Extension des compétences de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques aux questions relatives à la neutralité de l'internet*) (p. 5987). - **Article 20 quater (supprimé)** (art. L. 2, L. 2-2, L. 33-2, L. 34, L. 35-1, L. 35-2, L. 35-3, L. 35-4, L. 44, L. 125, L. 131, L. 135 du code des postes et des communications électroniques ; art. 6 et 38 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - *Modification du nom de la commission supérieure du service des postes et des communications électroniques*) (p. 5988). - **Article additionnel après l'article 44 (priorité)** (p. 6034, 6035). (p. 6036). (p. 6036).

- **Suite de la discussion** (29 avril 2016) - **Article 23 quater (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - *Obligations de déclaration auprès de l'administration fiscale, par les opérateurs de plateformes, de certaines informations relatives à leurs utilisateurs*) (p. 6095). - **Articles additionnels après l'article 23 quater** (p. 6098). - **Article 35** (art. L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales - *Élaboration d'une stratégie de développement des usages et services numériques*) (p. 6153). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales - *Regroupement des syndicats mixtes ouverts compétents en matière de réseaux de communications électroniques*) (p. 6157, 6158). - **Article 37 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales - *Éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses d'investissement en matière d'infrastructures de réseaux de téléphonie mobile*) (p. 6159, 6160).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Article 37 FB (nouveau)** (*Intervention du ministre chargé de l'économie en cas d'opération de concentration entre fournisseurs de services de communication électronique*) (p. 6183). - **Article 37 FC (nouveau)** (art. L. 33-10-1 du code des postes et des communications électroniques - *Conventionnement pour le déploiement des réseaux*) (p. 6186). - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6197). - **Article 38** (art. L. 2125-10 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - *Modalités de calcul de la redevance pour occupation ou utilisation du domaine public des fréquences radioélectriques*) (p. 6201). (p. 6202). (p. 6203). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 6206). - **Article 39** (art. L. 35, L. 35-7 [rétabli], L. 36-11, L. 47, L. 48, L. 50 [rétabli] du code des postes et des communications électroniques - *Entretien et renouvellement du réseau des lignes téléphoniques*) (p. 6208). (p. 6208). (p. 6209). (p. 6209, 6210). (p. 6211). (p. 6211). (p. 6212). (p. 6212). (p. 6212). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6212, 6213). - **Article 40 A** (art. L. 121-47 du code de la consommation ; art. 145 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation - *Modalités de blocage des services téléphoniques surtaxés*) (p. 6224). - **Articles additionnels après l'article 40 A** (p. 6229).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8006, 8007).

- **Question orale sans débat sur la garantie individuelle du pouvoir d'achat** - (7 juin 2016) (p. 9114, 9115). (p. 9115).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - *Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics*) (p. 12348).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (12 octobre 2016) - **Article 33 duodecies (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - *Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général*) (p. 14868).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16185, 16186).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 18503, 18504).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 190 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 20931, 20932).

SIRUGUE (Christophe)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé de
l'industrie
(à partir du 1er septembre 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des chantiers navals STX** - (13 octobre 2016) (p. 14988).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle des comptes des comités d'entreprise d'EDF et de GDF** - (3 novembre 2016) (p. 16650).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les besoins en électricité** - (8 novembre 2016) (p. 17047, 17048).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désindustrialisation du territoire** - (17 novembre 2016) (p. 17574).
- **Débat sur le thème : « La situation et l'avenir de La Poste »** - (8 décembre 2016) (p. 18636, 18638).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]**

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 13** (art. 1729 D et 1729 G [nouveau] du code général des impôts, art. L. 11, L. 13, L. 13 G [nouveau], L. 47, L. 47 A, L. 47 AA [nouveau], L. 47 B, L. 48, L. 49, L. 51, L. 52, L. 57 A et L. 62 du livre des procédures fiscales - Modernisation des procédures de contrôle fiscal) (p. 19500). (p. 19501, 19502). (p. 19502, 19503). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 89 A, 242 ter, 242 ter B, 1635 bis P, 1649 quater B quater, 1672, 1673, 1678 quater, 1681 septies, et art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales - Extension des obligations de déclaration et de paiement dématérialisés) (p. 19504, 19505). (p. 19505). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 19505). - **Article 15** (art. L. 16 B du livre des procédures fiscales - Simplification du droit de visite en matière fiscale) (p. 19507). (p. 19508). - **Article 16** (art. L. 10-0 AB nouveau du livre des

procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale internationale) (p. 19509). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 19510, 19511). - **Article 18** (art. 65, 65 A à 65 D, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 212-2 du code des relations entre le public et l'administration - Sécurisation des procédures contentieuses douanières) (p. 19515, 19516). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 19518). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 302 G du code général des impôts) - Modification du régime de l'entrepreneur agréé de produits viti-vinicoles) (p. 19520). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Déclaration automatique sécurisée par les plateformes en ligne des revenus de leurs utilisateurs) (p. 19521). (p. 19521). - **Article 20** (art. 885 I quater, 885 O bis et 885 O ter du code général des impôts - Clarification de la notion de bien professionnel) (p. 19523). (p. 19524, 19525). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 19525, 19526). (p. 19527). (p. 19527). (p. 19528). - **Article 21** (art. 150-0 A, 150-0 B quinquies [nouveau], 787 B et 885 I bis du code général des impôts, art. L. 221-32-4 [nouveau], L. 221-32-5 [nouveau], L. 221-32-6 [nouveau] et L. 221-32-7 [nouveau] du code monétaire et financier, et art. L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Compte PME innovation) (p. 19533). (p. 19534). (p. 19534). (p. 19535). (p. 19535). (p. 19536). (p. 19536). (p. 19537). (p. 19537). (p. 19538). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 19539). (p. 19540). (p. 19542). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Prorogation pour deux ans des dispositifs d'exonération applicables en matière d'imposition de plus-values des particuliers en cas de cessations de biens immobiliers au profit direct ou indirect d'organismes chargés du logement social) (p. 19542). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. 150 ter du code général des impôts - Régime d'imposition à l'impôt sur le revenu des profits réalisés par les personnes physiques sur les instruments financiers à terme) (p. 19543). - **Article 21 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 Vbis du code général des impôts - Assouplissement de la condition de détention prévue dans le cadre des dispositifs « Madelin » et « ISF-PMÉ ») (p. 19544, 19545). (p. 19545). - **Article 21 sexies (nouveau)** (art. 1051 du code général des impôts - Limitation à 125 euros du droit d'enregistrement d'un transfert d'immeubles par un organisme HLM à sa filiale de logements locatifs intermédiaires) (p. 19545). - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19546). (p. 19547). (p. 19548). (p. 19549). - **Article 22** (art. 199 terdecies du code général des impôts - Prise en compte des dispositions de la loi liberté de création, architecture et patrimoine dans la réduction d'impôt Malraux) (p. 19551). (p. 19552). (p. 19552).

SOILIHI (Abdourahamane)
sénateur (Mayotte)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (commission des lois) :
Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique -
Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture** [n° 339 (2015-2016)] - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2904).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité à Mayotte** - (1er mars 2016) (p. 3194). (p. 3194).

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte** [n° 704 (2015-2016)] - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12081, 12083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 489 (2015-2016)] tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 703 (2015-2016)] (22 juin 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - Agriculture et pêche.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Le phénomène urbain : un atout pour le futur [n° 117 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - Logement et urbanisme.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Pouvoirs publics [n° 146 tome 13 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - Budget.

Proposition de loi complétant la procédure de révision des condamnations pénales [n° 171 (2016-2017)] (1er décembre 2016) - Justice.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 16 février 2016 (commission des lois) : Droit des étrangers en France - Examen des amendements.

Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (commission des lois) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (commission des lois) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (commission des lois) : Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (commission des lois) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de M. Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, rattaché au centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris I.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (commission des lois) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (commission des lois) : Nomination de rapporteurs.

Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 mars 2016 (commission mixte paritaire) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi organique et la proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (commission des lois) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (commission des lois) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale) : Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (commission des lois) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (commission des lois) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

(commission des lois) : Comité de suivi de l'état d'urgence - Communication.

Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Nomination de rapporteurs.

Réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Examen du rapport et du texte de la commission.

(comité de suivi de l'état d'urgence) : Communication.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (commission des lois) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (commission des lois) : Communication.

Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (comité de suivi de l'état d'urgence) : Communication.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (commission des lois) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen des amendements au texte de la commission.

République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur les chiffres du chômage - Proposition de résolution.

République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition, sur le thème du numérique, de Philippe Lemoine, président du Forum d'action modernités.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteur.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Questions diverses.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur la suppression de la collégialité de l'instruction et les dispositions relatives à la justice des mineurs.

Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur le divorce « conventionnel » par consentement mutuel.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature et projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire et échange de vues.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics - Examen des amendements au texte de la commission.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la

vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de prorogation de l'état d'urgence.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Égalité et citoyenneté - Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

(*commission des lois*) : Simplification du régime des associations et des fondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises

donneuses d'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : « Le phénomène urbain : un atout pour le futur ».

Première table ronde : « Ville et non-ville. Banlieues, périphéries, périurbains, espaces ruraux ».

Deuxième table ronde : « Métropoles, mégalo-pôles, pôles urbains et réseaux de ville ».

Troisième table ronde : « Faut-il réformer les politiques dites de la ville ? Mixité sociale et mixité fonctionnelle ».

Quatrième table ronde : « La ville en réseaux ».

Cinquième table ronde : « La ville végétale ».

Réunion du samedi 22 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : « Le phénomène urbain : un atout pour le futur ».

Sixième table ronde : « Le défi solidaire ».

Septième table ronde : « Métropoles, mégalo-pôles, pôles urbains et réseaux de ville ».

Huitième table ronde : « Architecture, urbanisme et couleurs de la ville : Art, innovation et démocratie ».

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 732). - **Article 1er** (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions) (p. 742).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 1er** (art. 706-24-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Régime de l'enquête de flagrance en matière terroriste) (p. 2144). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 226-3 du code pénal, 230-2 et 706-102-1 du code de procédure pénale - Assouplissement de l'encadrement de la technique de captation de données informatiques à distance) (p. 2158, 2159). - **Article 6** (art. 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 2163). - **Article 10** (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - Création de nouveaux délits terroristes) (p. 2166, 2167). - **Article 16** (art. 706-24-3 du code de procédure pénale - Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes) (p. 2177). - **Article 17** (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les

établissements pénitentiaires) (p. 2179, 2180). - **Article 20** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 230-19 du code de procédure pénale - Inscription au fichier des personnes recherchées des obligations prononcées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation) (p. 2184).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2245, 2246).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Annexe** (p. 2387, 2388). (p. 2390). - **Article 7** (**Irrévocabilité du mandat et conditions d'interruption ou de suspension du mandat des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes**) (p. 2392, 2393). - **Article 11** (**Incompatibilités professionnelles et électorales des membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes**) (p. 2394). (p. 2395). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2414).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes [n° 334 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L.O. 6221-7-1, L.O. 6321-7-1 et L.O. 6431-6-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. 13-2 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, art. 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 et art. 196 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 - Incompatibilités électorales applicables aux membres des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes) (p. 2416).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2551).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Article 3 bis** (**supprimé**) (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'un dispositif de « 1 % travaux publics »*) (p. 2609, 2610).

- **Suite de la discussion** (11 février 2016) - **Article 11 ter** (*Diversité des titres francophones diffusés au titre des quotas radiophoniques*) (p. 2718). (p. 2721).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2878). (p. 2880). - **Article 26** (art. L. 650-1 et L. 650-2 [nouveaux] du code du patrimoine - Introduction de la notion de qualité architecturale dans le code du patrimoine et d'un label dédié au patrimoine d'intérêt architectural construit récemment - moins d'un siècle) (p. 2931, 2932). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2939, 2940).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 sexies** (**supprimé**) (art. 5 bis [nouveau] de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Dispositions relatives aux concours d'architecture) (p. 2955). - **Article additionnel après l'article 26 undecies** (p. 2965). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2972). (p. 2972). (p. 2973). (p. 2975). (p. 2976). - **Article 33 bis** (**nouveau**) (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3017). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3026).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 391 (2015-2016)** (p. 3077, 3078). - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3087). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3092).

- **Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 391 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 390 (2015-2016)**. - (18 février 2016) - **Article 2 ter** (art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Diffusion des mises au point de la commission des sondages en période électorale) (p. 3110, 3111).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4212).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4254). - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4276). - **Rappel au règlement** (p. 4290, 4291).

- **Débat sur les moyens consacrés au renseignement intérieur** - (23 mars 2016) (p. 4449).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes) (p. 4920). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4939, 4940). - **Article 4 ter** (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Organisation du renseignement pénitentiaire) (p. 4948, 4949).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p. 5012, 5013).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5020).

- **Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias [n° 519 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Article 1er** (art. 2-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Droit d'opposition des journalistes) (p. 5644, 5645).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès des administrations aux documents administratifs) (p. 5794). - **Article 1er bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'une consultation publique en ligne sur tout projet ou proposition de loi) (p. 5796). - **Article 1er bis** (art. L. 300-2 et L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux codes sources) (p. 5800). - **Article 1er ter** (art. L. 300-4 [nouveau], L. 311-1 et L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration - Exercice

du droit à communication par la publication) (p. 5801). (p. 5803). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Droit d'accès aux règles et caractéristiques de l'algorithme intervenu dans la prise d'une décision individuelle) (p. 5805). - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5810). (p. 5835). (p. 5835). (p. 5836). - **Article 7 bis** (art. L. 324-5-1 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Gratuité de la réutilisation des informations produites par le service statistique public) (p. 5849). - **Article 9** (art. L. 321-4 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Création d'une mission de service public de mise à disposition des données de référence) (p. 5856, 5857).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 9 ter (supprimé)** (Promotion du logiciel libre et des formats ouverts) (p. 5898). (p. 5900). (p. 5900). (p. 5901). (p. 5901). (p. 5901). - **Article 11** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; art. 22 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif [abrogé] - Mise à disposition des données relatives aux subventions publiques) (p. 5910). - **Article 16 ter** (Rapport au Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique) (p. 5934). (p. 5934). - **Article 17** (art. L. 533-4 [nouveau] du code de la recherche - Libre accès aux publications scientifiques issues d'une activité de recherche financée par des fonds publics) (p. 5942). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5954).

- **Suite de la discussion** (28 avril 2016) - **Article 20 septies** (art. L. 2321-4 [nouveau] du code de la défense - Protection pénale des personnes signalant les vulnérabilités d'un système de traitement automatisé de données) (p. 5992). - **Article 21** (art. L. 121-120 à L. 121-125 [nouveaux] et L. 141-1 du code de la consommation et art. L. 242-20 et L. 224-42-1, L. 224-42-2 et L. 224-42-3 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Récupération et portabilité des données des consommateurs) (p. 6041).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6197, 6198).

- **Suite de la discussion** (3 mai 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6282, 6283).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Article 33** (art. L. 132-3 [nouveau] du code de l'environnement - Possibilité pour le propriétaire d'un immeuble d'y créer une obligation environnementale) (p. 7502).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 26 quaterdecies (supprimé)** (art. 34 et 35 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Encadrement du recours aux marchés publics globaux de performance et identification d'une équipe de maîtrise d'œuvre) (p. 8378). (p. 8379). (p. 8380). - **Article 33 bis** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 8391).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Deuxième lecture [n° 634 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Article 38** (art. L. 52-14 et L. 52-18 du code électoral et art. 26 bis [abrogé] de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 et art. 13 de l'ordonnance n° 2015-948 du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Coordinations relatives à la

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques) (p. 9001). (p. 9001).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 461 (2015-2016)]** - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9017, 9018).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9347).

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12046, 12047). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12054).

- **Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 704 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12077, 12078). - **Article unique** (p. 12087).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé)** (p. 12328). (p. 12328). - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12330). (p. 12331). (p. 12331). (p. 12331). (p. 12334). (p. 12335). (p. 12335). (p. 12335). (p. 12336). (p. 12337). (p. 12337). (p. 12339). (p. 12340). (p. 12340). (p. 12344). (p. 12344). (p. 12345). (p. 12347, 12348). (p. 12348). (p. 12351). (p. 12353). (p. 12353). (p. 12353). (p. 12354). (p. 12354). (p. 12355). (p. 12357). (p. 12357). - **Article additionnel après l'article 37 (priorité)** (p. 12364). (p. 12364).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12562).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie) (p. 13828). - **Article 3** (art. 720, 720-1, 721-1-1 [nouveau], 723-1, 723-3, 723-7 et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine des personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13833). - **Article 9 (nouveau)** (art. 362, 706-25-15 à 706-25-24 [nouveaux], 723-37-1 [nouveau] et 723-38 du code de procédure pénale - Retention de sûreté et surveillance de sûreté pour les personnes condamnées pour terrorisme) (p. 13840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13844).

- **Commission mixte paritaire [n° 809 (2015-2016)]** - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13891, 13892).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 8** (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 13942). - **Article 13 ter (supprimé)** (art. L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un corps de juristes assistants auprès des juridictions judiciaires)

(p. 13948). - **Article 14 septies** (art. 2, 19, 20 et 20-10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Généralisation du cumul des mesures éducatives et des condamnations pénales) (p. 13955). - **Article 15 bis B** (art. L. 223-10 et L. 223-11 [nouveaux], L. 225-1, L. 225-3, L. 225-4, L. 225-5 et L. 311-2 et L. 322-1-1 [nouveaux] du code de la route - Mesures de lutte contre les contournements de la loi en matière de contrôle automatisé des infractions routières) (p. 13966). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13968).

- **Rappel au règlement** - (27 septembre 2016) (p. 13975, 13976).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)] (suite)** - (27 septembre 2016) - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13980).

- **Projet de loi pour une République numérique - Commission mixte paritaire [n° 744 (2015-2016)]** - (28 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14026, 14027).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique) (p. 14456).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille) (p. 14484).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Politique d'attribution des logements sociaux) (p. 14621). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - Contingent de logements d'Action logement) (p. 14635).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 33 duodecimes (supprimé)** (art. L. 102-1 du code de l'urbanisme - Qualification des aires d'accueil des gens du voyage en projet d'intérêt général) (p. 14867). (p. 14867, 14868). - **Article 33 quaterdecimes** (art. 1er à 4 et 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Définition de la population dite des gens du voyage - Contenu et mise en œuvre du schéma départemental d'accueil de ces derniers - Procédure coercitive prévue contre les communes ne respectant pas le schéma) (p. 14874). - **Article 33 quindecimes** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, article 322-4-1 du code pénal - Régime d'évacuation forcée des campements illicites de gens du voyage) (p. 14878).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14978).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Article 1er nonies**

(Texte non modifié par la commission) (art. L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales - Mesures transitoires de représentation d'une commune nouvelle au conseil communautaire) (p. 16190).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de priorité** (p. 16627). - **Article 16 bis (priorité)** (art. 32, 33, 45, 52, 53, 69, 74 et 89 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. L. 1414-2 et L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales - Ratification et modification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 16653). (p. 16654). (p. 16654). (p. 16655). (p. 16656). (p. 16656). (p. 16657). (p. 16657, 16658). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16689). (p. 16689).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17095). - **Article 41 (supprimé)** (art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles) (p. 17116, 17117). (p. 17117, 17118). (p. 17120). (p. 17125, 17126). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17132). (p. 17135). (p. 17139).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 19674). (p. 19675).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19732).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Rappel au règlement** (p. 20780, 20781).

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Faire face au défi du terrorisme et à la crise migratoire : le rôle de la coopération franco-allemande [n° 300 (2015-2016)] (14 janvier 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail pour 2016 de la Commission européenne (COM (2015) 610 final) [n° 321 (2015-2016)] (21 janvier 2016) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail pour 2016 de la Commission européenne (COM (2015) 610 final) [n° 321 (2015-2016)] - Le programme de travail 2016 de la Commission européenne [n° 322 (2015-2016)] (21 janvier 2016) - **Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 374 (2015-2016)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes [n° 440 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La lutte contre le terrorisme : une priorité pour l'Union européenne [n° 442 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur l'Union européenne et la lutte contre le terrorisme [n° 443 (2015-2016)] (4 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le volet méditerranéen de la politique de voisinage de l'Union européenne révisée [n° 608 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs : quelle politique de voisinage pour l'Union européenne ? Le cas de l'Égypte [n° 609 (2015-2016)] (12 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 643 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Effets des accords commerciaux conclus par l'Union européenne sur les économies sucrières et la filière de la canne des régions ultrapériphériques : examen du rapport et proposition de résolution européenne de M. Michel Magras et Mme Gisèle Jourda.

Politique de coopération - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Bundesrat (17 et 18 décembre 2015) : rapport d'information de M. Jean Bizet, Mme Gisèle Jourda, MM. Daniel Raoul et Simon Sutura.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Paquet « Économie circulaire » - Examen du rapport et proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Delebarre et Claude Kern.

Institutions européennes - Présidence néerlandaise de l'Union européenne 2016 - Audition de M. Ed Kronenburg, ambassadeur des Pays-Bas en France.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutura.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 3 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Union européenne et lutte contre le terrorisme : rapport d'information, proposition

de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Boncarrère et Simon Sutura.

Politique de coopération - Proposition de résolution européenne de M. Michel Billout sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes : examen du rapport de MM. Louis Nègre et Simon Sutura.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Maintien de la réglementation viticole - Proposition de résolution européenne : examen du rapport de MM. Gérard César et Claude Haut.

Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Accord entre l'Union européenne et la Turquie sur la réponse à la crise des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 mars.

(*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Système financier parallèle : rapport d'information et avis politique de M. François Marc.

Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutura.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie : proposition de résolution européenne de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutura.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Négociations en vue de la réunification de la république de Chypre : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Didier Marie.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : communication de M. Simon Sutura.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement en

Pologne : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard et François Marc.

Institutions européennes - Référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de MM. Michel Billout et Éric Bocquet sur les conditions de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada : rapport de M. Philippe Bonnacerrère.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Lord Stephen Keith Green, ancien ministre d'État britannique du commerce et de l'investissement, et Lord Michael Hastings Jay, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Rapport de Mme Gisèle Jourda sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Sandro Gozzi, secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Communication de M. Alain Richard sur la situation des Balkans.

Politique régionale - Communication de M. Philippe Bonnacerrère sur la mise en œuvre de la politique de cohésion.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Philippe Léglise-Costa, secrétaire général aux affaires européennes.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition commune avec la commission des lois et la commission de la culture, de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 mars 2016** - (15 mars 2016) (p. 4155, 4156).

- **Question orale sans débat sur la dotation de solidarité rurale et la fraction « bourg-centre »** - (7 juin 2016) (p. 9135, 9136). (p. 9136).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - au nom de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 9239, 9240).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16130, 16132).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18511, 18513).

TANDONNET (Henri)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique jusqu'au 16 septembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 1er décembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Eau : urgence déclarée [n° 616 (2015-2016)] (19 mai 2016) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)] (8 novembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du deuxième rapport de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF).

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les normes en matière agricole - Présentation des orientations.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de la recherche agronomique.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3945, 3946).
- **Question orale sans débat sur l'aide personnalisée au logement pour les apprentis** - (15 mars 2016) (p. 4117). (p. 4117, 4118).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation [n° 597 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8098, 8099). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 8102).
- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 121-82-1 du code de la consommation - Application de la mention « fait maison » à la restauration collective) (p. 8125).
- **Question orale sans débat sur les conditions de prise en compte à l'échelle intercommunale des obligations de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, SRU** - (21 juin 2016) (p. 10118, 10119). (p. 10119).
- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune) (p. 10656, 10657). (p. 10657). - **Article 6** (art. L.3 0, L. 31, L. 32, L. 33 [abrogé], L. 34 [abrogé], L. 36 [abrogé] du code électoral - Cas particuliers d'inscription sur les listes électorales jusqu'à dix jours avant le scrutin) (p. 10676). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 36, 37 et 38 du code électoral - Décompte des délais en jours calendaires - Modalités de communication des listes électorales) (p. 10678).

- **Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires [n° 706 (2015-2016)]** - (29 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 11974, 11975).
- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture [n° 840 (2015-2016)]** - (27 septembre 2016) - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13979, 13980).
- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article 10** (art. L. 120-1 et L. 120-30 du code du service national - Extension du champ des organismes susceptibles d'accueillir des volontaires en service civique) (p. 14446).
- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 14826). (p. 14827).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, suivi d'un débat interactif et spontané** - (19 octobre 2016) (p. 16141, 16142).
- **Débat sur l'eau et les milieux aquatiques** - (19 octobre 2016) (p. 16144, 16145). (p. 16147, 16148).
- **Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 21 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16198, 16199). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 16213). (p. 16214).
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la réduction des normes applicables à l'agriculture [n° 107 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18522, 18523).

TASCA (Catherine)
sénatrice (Yvelines)
Socialiste et républicain

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Défendre les principes, veiller à l'intérêt des enfants - Quelle réponse apporter au contournement du droit français par le recours à l'AMP et à la GPA à l'étranger ? [n° 409 (2015-2016)] (17 février 2016) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État et M. Bernard Stirn, président de la section contentieuse du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Pinault, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation d'une conférence internationale sur le processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Avancement des opérations préparatoires aux scrutins à venir en Nouvelle-Calédonie - Communication.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Audition de Mme Éricka Bareigts, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Affirmation de la liberté de création artistique*) (p. 2551). - **Article 2** (*Définition des objectifs de la politique en faveur de la création artistique*) (p. 2568).

- **Suite de la discussion** (10 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2653, 2654). - **Article 10** **quinquies (nouveau)** (*art. 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Fixation à 60 % du quota de production indépendante*) (p. 2669, 2670).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (*art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes*) (p. 4940, 4941).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 488 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5660, 5661).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 23** (*art. L. 611-1 à L. 611-3, L. 612-1 et L. 613-1 [nouveau] du code du patrimoine - Missions de la Commission nationale et des commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Protection des biens français inscrits au patrimoine mondial de l'humanité*) (p. 8342, 8343).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tuerie d'Orlando et l'assassinat de deux policiers à Magnanville** - (14 juin 2016) (p. 9464).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (17 novembre 2016) (p. 17570).

TAUBIRA (Christiane)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 12 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le double meurtre à Rouen et l'exécution des décisions judiciaires** - (14 janvier 2016) (p. 221).

TETUANUI (Lana)
sénatrice (Polynésie française)
UDI-UC-A

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 12 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 583 (2015-2016)] (4 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Audition de représentants du ministère de la justice.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*): Élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des titres de propriété dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Laurent Girometti, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et au ministère du logement et de l'habitat durable et de M. Alain Joly, délégué ministériel aux outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (2 mai 2016) - **Article 46** (*Application outre-mer des dispositions non codifiées*) (p. 6255, 6256).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 689 (2015-2016) et n° 690 (2015-2016)** (p. 10650, 10651). - **Article 2** (*art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations*) (p. 10664). - **Article 13** (*art. L. 385, L. 386 et L. 388 du code électoral - Actualisation de dispositions applicables en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie et maintien du droit en vigueur en Nouvelle-Calédonie*) (p. 10683, 10684).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 688 (2015-2016)**.

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics [n° 702 (2015-2016)]** - (30 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 12040, 12042). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12055).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du statut de la Polynésie française** - (22 novembre 2016) (p. 17775). (p. 1776).

- **Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional [n° 52 (2016-2017)]** - (23 novembre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18321).

TOCQUEVILLE (Nelly)
sénatrice (Seine-Maritime)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation, la responsabilisation et la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes (23 novembre 2016).

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 14 janvier 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'association des collectivités territoriales aux décisions de l'État qui les concernent : la codécision plutôt que la concertation [n° 642 (2015-2016)] (26 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Recherche dans le domaine du développement durable [n° 145 tome 8 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Prévention des risques en matière phytosanitaire - Table ronde.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Accord de Paris sur le climat et ses suites - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : République numérique - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Michaël Sibilleau, sous-directeur des finances au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur le rapport de l'Institut Montaigne : « Décentralisation : sortons de la confusion ».

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Emissions des véhicules à moteur diesel - Communication.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, présidente-directrice générale de la RATP.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*) : Audition de MM. Roland Marion et Erwann Fangeat, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Grand Paris - Audition de M. Jean-François Carenco, préfet de la région Île-de-France.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air** - (14 janvier 2016) (p. 230, 232).

- **Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 595 (2015-2016)]** - (17 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8000, 8001). - **Article unique** (p. 8009, 8010). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8015).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue** - *Commission mixte paritaire* [n° 541 (2015-2016)] - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9174, 9175).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole** - (4 octobre 2016) (p. 14415, 14416).

TODESCHINI (Jean-Marc)
secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un jour de mémoire pour perpétuer notre histoire, sensibiliser les jeunes aux sacrifices de leurs anciens et aux valeurs républicaines de la nation française** [n° 145 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 88, 90). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 98).

- **Question orale sans débat sur le service historique de la défense et la préservation du château de Vincennes** - (26 janvier 2016) (p. 689).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation d'une nouvelle méthode de lutte contre le chancre coloré** - (26 janvier 2016) (p. 690, 691).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale** [n° 492 (2015-2016)] - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 ter** (p. 5086, 5087). (p. 5087). (p. 5088). (p. 5089). (p. 5090).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconnaissance de la nationalité française aux tirailleurs sénégalais** - (17 mai 2016) (p. 7993).

- **Question orale sans débat sur l'accord conclu entre l'Union européenne et la Turquie sur la crise des migrants** - (7 juin 2016) (p. 9136, 9137).

- **Question orale sans débat sur la mise en place de maisons de l'État à Maripasoula et Saint-Georges de l'Oyapock** - (7 juin 2016) (p. 9137).

- **Question orale sans débat sur la prorogation de la durée de validité des cartes nationales d'identité** - (7 juin 2016) (p. 9138, 9139).

- **Question orale sans débat sur la réforme du collège** - (7 juin 2016) (p. 9139, 9140).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16119, 16122).

TOURAINÉ (Marisol)
ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (jusqu'au 12 février 2016)
ministre des affaires sociales et de la santé (à partir du 11 février 2016)

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 12 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-967 du 15 juillet 2016 relative à la coordination du système d'agences sanitaires nationales, à la sécurité sanitaire et aux accidents médicaux [n° 13 (2016-2017)] (5 octobre 2016) - **Questions sociales et santé.**

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-896 du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 297 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Outre-mer.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions [n° 438 (2015-2016)] (2 mars 2016) - **Aménagement du territoire.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine [n° 829 (2015-2016)] (14 septembre 2016) - **Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures sociales à compter du 1er janvier 2016** - (14 janvier 2016) (p. 216).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les étudiants en médecine** - (14 janvier 2016) (p. 224).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le virus Zika** - (19 janvier 2016) (p. 268).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie** - *Commission mixte paritaire* [n° 307 (2015-2016)] - (27 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1634, 1635). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1646).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi de modernisation de notre système de santé** - (2 février 2016) (p. 2147, 2148).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expansion du virus Zika** - (2 février 2016) (p. 2155).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les essais cliniques** - (1er mars 2016) (p. 3191).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cancer des enfants** - (8 mars 2016) (p. 3880, 3881).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désertification médicale** - (22 mars 2016) (p. 4319, 4320).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le diabète** - (5 avril 2016) (p. 5120).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conflits d'intérêts et la situation du professeur Aubier** - (28 avril 2016) (p. 5998, 5999).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les investissements hospitaliers** - (23 juin 2016) (p. 10367).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la Cour des comptes relatif aux politiques de lutte contre les consommations nocives d'alcool** - (7 juillet 2016) (p. 12453).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hospitalisation privée** - (12 juillet 2016) (p. 13655, 13656).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rétablissement des comptes de la sécurité sociale** - (29 septembre 2016) (p. 14348).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Dépakine** - (4 octobre 2016) (p. 14410).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de lutte contre la violence à l'hôpital** - (4 octobre 2016) (p. 14415).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice sociale** - (13 octobre 2016) (p. 14982).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présence de pesticides dans l'alimentation** - (13 octobre 2016) (p. 14985).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement de grève des personnels infirmiers** - (8 novembre 2016) (p. 17041).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève dans les hôpitaux** - (8 novembre 2016) (p. 17047).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17355, 17358). (p. 17388, 17389).

Troisième partie :

- (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17526, 17527). (p. 17528). (p. 17528). (p. 17529, 37530). (p. 17532). - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17534, 17535). (p. 17537, 17538). (p. 17539). (p. 17540). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17541, 17542). (p. 17542). (p. 17543). - **Article 19** (Participation des organismes complémentaires au financement de la rémunération des médecins) (p. 17544, 17545). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17546, 17547). - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3, L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L. 413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2 et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et

L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 viciés, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17551, 17552). (p. 17552). (p. 17552, 17553). (p. 17553, 17554). (p. 17554). - **Article 22 et annexe C** (Tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base pour 2017) (p. 17556). - **Article 23** (Tableau d'équilibre du régime général pour 2017) (p. 17557). - **Article 24** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV), fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale, des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse) (p. 17558). - **Article 26 et annexe B** (Approbation du rapport de l'annexe B, trajectoire 2017 à 2020) (p. 17563).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 17590). (p. 17591, 17592). (p. 17593). (p. 17594). (p. 17594). (p. 17594). - **Article 33** (art. L. 442-6 du code des assurances ; art. L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. L. 6133-6 du code de la santé publique ; art. L. 111-11, L. 131-6, L. 131-6-3, L. 133-6-6, L. 133-6-8, L. 134-3, L. 135-6, L. 136-5, L. 153-9, L. 161-22, L. 173-3, L. 611-1, L. 611-2, L. 611-5, L. 611-12, L. 612-7, L. 613-1, L. 613-2, L. 613-4, L. 613-9, L. 613-20, L. 621-1 à L. 621-3, L. 622-3, L. 622-4, L. 622-7, L. 622-5, L. 622-8, L. 622-9, L. 623-2, L. 633-10, L. 634-1, L. 634-2, L. 634-2-1, L. 634-2-2, L. 634-3-1, L. 634-3-2, L. 634-3-3, L. 634-5, L. 634-6, L. 635-1, L. 635-3, L. 635-4, L. 635-5, L. 637-1, L. 640-1 [nouveau], L. 642-2-1, L. 652-6, L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 766-2 et L. 961-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6331-48 et L. 6332-11 du code du travail ; art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Fusion des régimes de retraite des professions artisanales avec celui des professions industrielles et commerciales et des professions libérales non réglementées) (p. 17600, 17601). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 635-5 du code de la sécurité sociale - Bénéfice pour les travailleurs indépendants d'une pension d'invalidité au-delà de l'âge légal de la retraite) (p. 17601). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 17602). (p. 17602). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 43 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Report de l'entrée en vigueur de la liquidation unique des régimes alignés, LURA) (p. 17603). (p. 17604). - **Article 34 quater (nouveau)** (Dématérialisation des certificats d'existence) (p. 17605). - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17605, 17606). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 17609). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 17612). (p. 17613). - **Article 37** (Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2017) (p. 17615). - **Article 38** (art. L. 169-2-1 [nouveau], L. 169-3 à L. 169-5, L. 169-8, L. 169-10 et L. 169-11 du code de la sécurité sociale ; art. L. 3131-9-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 21-6, 21-7, 21-9 et 21-10 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge des soins des victimes d'actes de terrorisme) (p. 17618). (p. 17619). (p. 17620). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 17620). (p. 17621). (p. 17622). (p. 17622). - **Article additionnel après l'article 38 bis** (p. 17623). - **Article 39** (art. L. 160-17, L. 160-18 [nouveau], L. 161-15-2, L. 172-1 A,

L. 172-1, L. 172-2 et L. 172-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Continuité des droits à la prise en charge des frais de santé et au service des prestations en espèces en cas de changement de situation professionnelle) (p. 17625). - **Article 39** (p. 17625). - **Article 39 bis (nouveau)** (Extension au régime agricole de diverses mesures en matière d'assurance maladie et d'AT-MP et généralisation du dispositif de majoration de pension pour les non-salariés agricoles) (p. 17626). - **Article 39 ter (nouveau)** (art. L. 111-2, L. 115-6, L. 134-4, L. 160-1, L. 160-5, L. 160-10, L. 161-15-4, L. 161-16-1, L. 161-36-5 [nouveau], L. 325-1, L. 376-1 et L. 381-8 du code de la sécurité sociale - Protection universelle maladie) (p. 17628). (p. 17629). (p. 17629). - **Article 39 quinquies (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens) (p. 17629, 17630). (p. 17631). - **Article 39 sexies (nouveau)** (Expérimentation de la détention de vaccins contre la grippe saisonnière par les médecins généralistes) (p. 17632). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17632). (p. 17633). (p. 17634). - **Article 40** (Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans) (p. 17635, 17636). (p. 17636). (p. 17637). - **Article 41** (art. L. 3411-9 du code de la santé publique - Délivrance par les CAARUD de produits de santé correspondant à leurs missions) (p. 17638). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 17639). - **Article 42** (art. L. 1114-5 et L. 1114-6 du code de la santé publique, art. L. 131-8, L. 221-1 et L. 221-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds national pour la démocratie en santé) (p. 17641). (p. 17641). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 17642). (p. 17642). (p. 17643). (p. 17644). - **Article 43** (art. L. 625 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1435-4-2 et L. 1435-4-3 du code de la santé publique - Création d'un avantage financier versé durant le congé maternité ou paternité des médecins conventionnés en secteur 1 ou adhérents au CAS) (p. 17646). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17646, 17647). (p. 17647). (p. 17648, 17649).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17669, 17670). (p. 17671). - **Articles additionnels après l'article 43 sexies** (p. 17673, 17674). (p. 17675). (p. 17675). (p. 17675). (p. 17676). - **Article 43 septies (nouveau)** (Rapport sur l'amélioration de la protection maternité et paternité pour l'ensemble des professionnels médicaux, paramédicaux et libéraux) (p. 17676, 17677). - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 17678). - **Article 44** (art. 66 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 ; art. L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 133-4, L. 162-22-6-1 [nouveau], L. 162-22-7, L. 162-22-8-1, L. 162-22-8-3 [nouveau], L. 162-22-9-1, L. 162-22-10, L. 162-22-12, L. 162-22-15, L. 162-25, L. 162-27, L. 162-30-4 et L. 174-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6312-1 du code de la santé publique ; art. L. 2223-43 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du financement des établissements de santé au développement de certaines activités) (p. 17680). (p. 17681, 17682). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 17682, 17683). (p. 17684). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Financement des transports inter-établissements) (p. 17685). (p. 17685). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 17687). - **Article 45** (art. L. 162-22-8-2, L. 162-23-4, L. 162-23-15 [nouveau], L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6111-3-1 du code de la santé publique ; art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Financement des activités de soins de suite et de réadaptation) (p. 17690). (p. 17690). (p. 17691). (p. 17691). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 17692). (p. 17692). - **Article 45 bis (nouveau)** (Rapport sur le financement des soins à domicile) (p. 17693). - **Article additionnel après l'article 45 quater** (p. 17694). - **Article 45 quinquies (nouveau)** (Rapport sur le « packing ») (p. 17694, 17695). - **Article 45 sexies (nouveau)** (Rapport sur la prise en charge hospitalière des personnes handicapées)

(p. 17695). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17697). (p. 17697). (p. 17698). (p. 17698). (p. 17699). (p. 17699). (p. 17699). (p. 17700). (p. 17701). (p. 17701). (p. 17701, 17702).

- **Décès suspects au CHU de Nantes** - (18 novembre 2016) (p. 17702, 17703).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] (suite)**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2016) - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17703, 17704). (p. 17704). (p. 17704). (p. 17704). (p. 17705). (p. 17705). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17706). (p. 17708). (p. 17708). (p. 17709). (p. 17709). - **Article 46 bis (nouveau)** (Rapport sur la mise en place d'un fonds de prévention des départs non choisis en Belgique) (p. 17710). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 17712). (p. 17712). (p. 17713). - **Article 47 bis (nouveau)** (Recueil de données issues d'un dispositif médical) (p. 17714). - **Article 48** (art. 70 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012, art. 48 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Prorogation de l'expérimentation du parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie, PAERPA) (p. 17714, 17715). (p. 17715). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 17717). (p. 17718). - **Article 48 bis (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional (FIR), des parcours de soins et de la prise en charge des personnes souffrant de douleurs chroniques) (p. 17719). - **Article additionnel avant l'article 49** (p. 17720). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 162-22-7-3 [nouveau], L. 174-2-1, L. 174-15, L. 221-1, L. 221-1-1, L. 241-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Création d'un fonds pour le financement de l'innovation pharmaceutique) (p. 17722). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 17723). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17726). (p. 17726, 17727). (p. 17727). (p. 17727). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 17729). - **Article 51** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-2, L. 162-16-5-3 [nouveau], L. 162-18 du code de la sécurité sociale et L. 5121-12 du code de la santé publique - Évolution du régime des ATU) (p. 17731). (p. 17733). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 17734). (p. 17734, 17735). - **Article 52** (Adaptation du droit applicable au CEPS) (p. 17738, 17739). (p. 17739). (p. 17740). (p. 17740). (p. 17741). (p. 17741). (p. 17741). (p. 17742). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 17743). (p. 17744). (p. 17745). (p. 17745). (p. 17746). (p. 17746). (p. 17747). - **Article 52 bis (nouveau)** (Rémunération des actes de radiologie) (p. 17748). - **Article 53** (Dotations 2017 de l'assurance maladie, du Fonds pour l'emploi hospitalier, le FEH, de l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier, l'ANFH, et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 17750). (p. 17750). - **Article 54** (Objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2017) (p. 17751). - **Article 55** (ONDAM 2017) (p. 17751). - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 17752). - **Article 56** (Prévisions de charge du Fonds de solidarité vieillesse, FSV, pour 2017) (p. 17753). - **Article 57** (art. L. 815-7 et L. 815-8 du code de la sécurité sociale - Transfert de la gestion du Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, SASPA, à la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, CCMAS) (p. 17753, 17754). - **Article additionnel après l'article 57**

(p. 17754, 17755). - **Article 57 bis (nouveau)** (art. L. 114-9, L. 114-10, L. 114-10-1, L. 114-10-2, L. 114-12, L. 114-12-1 et L. 114-22 du code de la sécurité sociale, art. L. 152 du livre des procédures fiscales - Amélioration des formalités déclaratives pour l'éligibilité aux prestations versées par les organismes de sécurité sociale) (p. 17755). (p. 17755). - **Article 59** (art. L. 114-12-1 et 114-16 du code de la sécurité sociale - Extension du périmètre des échanges d'informations entre organismes chargés du versement de prestations sociales) (p. 17756, 17757). (p. 17757). - **Article 60** (art. L. 114-16, L. 323-6 et L. 323-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Information de l'assurance maladie et prévention des indus d'indemnités journalières) (p. 17758). (p. 17758). - **Vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 17759, 17760).

- *Nouvelle lecture* [n° 154 (2016-2017)] - (1er décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18451, 18452). - **Question préalable** (p. 18465, 18466).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des retraites agricoles** - (1er décembre 2016) (p. 18474).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la sécurité sociale** - (1er décembre 2016) (p. 18476).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée mondiale de lutte contre le sida** - (1er décembre 2016) (p. 18478).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif de vaccination contre la grippe** - (1er décembre 2016) (p. 18479).

TOURENNE (Jean-Louis)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfant (12 janvier 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte [n° 489 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au nombre d'élus à l'assemblée de Mayotte [n° 490 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Promouvoir l'excellence sanitaire française dans l'océan Indien [n° 738 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de Mme Christine Erhel, maître de conférences en économie à l'université Paris I.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de MM. Jean Bassères, directeur général, Stéphane Ducatez, directeur des statistiques, des études et de l'évaluation, de Pôle emploi, et de Mmes Selma Mahfouz, directrice, Corinne Prost, cheffe de service, adjointe à la directrice, de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (DARES).

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Pierre-Édouard Magnan, délégué fédéral du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP).

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Maisons d'assistants maternels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Audition de M. Stephan Schmid, conseiller pour les affaires sociales de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Derepas, candidat la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 109, 110).

- **Question orale sans débat sur les ateliers et les chantiers d'insertion** - (7 juin 2016) (p. 9133, 9134). (p. 9134).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9480).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveau], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveau], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveau], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveau], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveau], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveau], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveau], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveau], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - **Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés**) (p. 9582).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9711). (p. 9730).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveau], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveau], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveau], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de

l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9854). (p. 9870).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - *Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10196).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - *Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion*) (p. 10279).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10378). - **Article 32 C (nouveau)** (art. L. 721-2, L. 941-2 [nouveau] et L. 942-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Formation des enseignants au monde de l'entreprise*) (p. 10402, 10403).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rétablissement des comptes de la sécurité sociale** - (29 septembre 2016) (p. 14347, 14348).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 17384).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - *Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler*) (p. 17511). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17516).

- **Question orale sans débat sur les auxiliaires de vie scolaire** - (20 décembre 2016) (p. 20833, 20834). (p. 20834).

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles du 22 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 543 (2015-2016)] (8 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Valoriser l'apprentissage : un succès autrichien, un défi français [n° 123 (2015-2016)] (25 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 142 tome 5 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Australie : quelle place pour la France dans le Nouveau monde ? [n° 222 (2016-2017)] (14 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Moyen-Orient - Audition de M. Henry Laurens, professeur au Collège de France (chaire d'histoire contemporaine du monde arabe).

Emploi des forces armées sur le territoire national - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, sur le rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ehab Badawy, ambassadeur en France de la république arabe d'Égypte, sur la situation régionale.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la république du Mali - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapport 2015 de la délégation parlementaire au renseignement - Communication de M. Jean-Pierre Raffarin, président et audition conjointe de M. Bernard Bajolet, DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de M. Patrick Calvar, DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure).

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspective de création d'un « Fonds européen de défense » - Audition de M. Thierry Breton, président-directeur général d'ATOS.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans le nouveau monde - Audition de M. Christophe Lecourtier, ambassadeur de France en Australie.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Préparation du sommet de Varsovie - Audition du général Petr Pavel, président du Comité militaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion sur l'Australie.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de

technologies de défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de la convention de Minamata sur le mercure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Perspectives de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Schéma national d'intervention - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sommet de Varsovie - Audition de M. Jean-Baptiste Mattei, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Migrants » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Élections présidentielles américaines - Table ronde.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le gouvernement de la république d'Autriche relatif au statut juridique des personnels de l'armée fédérale autrichienne au cours de leur séjour dans la collectivité territoriale française de Guyane - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général de l'administration.

Loi de finances pour 2017 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission défense - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - Programme de travail 2017 de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de Mme Carole Hernandez-Zakine, manager, responsable du droit de l'agro-écologie à InVivo AgroSolutions.

Réunion du jeudi 22 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Thierry Dutoit, directeur de recherche en ingénierie écologique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Mme Claire Étrillard, ingénieure d'études, et M. Michel Pech, géographe ruraliste à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), M. Harold Levrel, chercheur en économie écologique au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), et Mme Anne-Charlotte Vaissière, économiste de la biodiversité au Laboratoire montpellierain d'économie théorique et appliquée (LAMETA).

Audition de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale et déléguée interministérielle au développement durable du ministère de l'environnement et de la mer.

Audition des représentants de la Fédération nationale des chasseurs et de la Fédération nationale de la pêche en France.

Audition des représentants de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme (FNH), Humanité et biodiversité, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), World Wildlife Fund (WWF), Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), et France nature environnement (FNE).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (21 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 36 bis A** (p. 516). - **Articles additionnels après l'article 36 quinquies B** (p. 526).

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2016) - **Article 40** (*loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique et à la zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République - Nouveau régime d'autorisation des activités sur le plateau continental et la zone économique exclusive*)

(p. 554, 555). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 568). - **Article 51 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 1395 B bis du code général des impôts - Restauration d'une exonération de taxe foncière au bénéfice des propriétés non bâties situées dans des zones humides*) (p. 575). - **Articles additionnels après l'article 51 quinquies** (p. 578). (p. 578). - **Article additionnel après l'article 52 ter** (p. 611). - **Article 56** (*art. L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions applicables en cas de pêche d'espèces en danger*) (p. 619). - **Article 72** (*art. L. 350-1 AA, L. 350-1 A et L. 350-1 B [nouveaux] du code de l'environnement - Atlas de paysages et objectifs de qualité paysagère*) (p. 651). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 652). (p. 652).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme*) (p. 4977). (p. 4978).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences urbaines** - (3 mai 2016) (p. 6286). (p. 6286).

- **Proposition de loi visant à relancer la construction en milieu rural [n° 631 (2015-2016)]** - (1er juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 111-4 et L. 151-11 du code de l'urbanisme - Constructions participant à l'équilibre économique de l'exploitation agricole*) (p. 8937).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Notre-Dame-des-Landes (II)** - (23 juin 2016) (p. 10368). (p. 10369).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 34-9-2 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, et L. 6214-4 et L. 6214-5 [nouveaux] du code des transports - Dispositifs de signalement et de limitation des drones*) (p. 15022). (p. 15023).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 novembre 2016) (p. 18373).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19585). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19656). (p. 19656).

TROENDLÉ (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (2 mars 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une République numérique (1er juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renouvelant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence (20 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Secours à personne : propositions pour une réforme en souffrance [n° 24 (2016-2017)] (12 octobre 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées à l'étranger par des Français pour obtenir une gestation pour autrui [n° 63 (2016-2017)] (20 octobre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Sécurité civile [n° 146 tome 16 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 160 (2016-2017)] relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 196 (2016-2017)] (7 décembre 2016) - **Défense**.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration de domiciliation [n° 308 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 373 (2015-2016)] renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 514 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Inscire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du jeudi 11 février 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Delsol, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission d'information « désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Nomination de co-rapporteurs.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : Renforcer le dialogue avec les supporteurs et la lutte contre le hooliganisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

(*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication de M. Michel Mercier.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et modernisation du code général des collectivités territoriales applicable aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics - Examen des amendements au texte de la commission.

Examen des pétitions adressées au président du Sénat depuis le 1er octobre 2015.

Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires - Examen des amendements sur le texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une République numérique.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Hommage à Pierre Fauchon.

Modernisation de la justice du XXIe siècle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Prorogation de l'état d'urgence - Examen d'une demande d'attribution des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXIe siècle (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du lundi 7 novembre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurité » - programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition commune avec la commission des lois et la commission de la culture, de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

(*commission des lois*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 729, 730).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (27 janvier 2016) - **Article additionnel après l'article 24 BA** (p. 1675). (p. 1675, 1676).

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées - Nouvelle lecture [n° 407 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3998, 3999). - **Article 16 (supprimé)** (art. 225-12-1, 225-12-2, 225-12-3 et 611-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une infraction de recours à la prostitution punie de la peine d'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe*) (p. 4009).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4945). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - *Création d'un délit d'entrave*

intentionnelle au blocage des sites) (p. 4955). (p. 4956). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies** (p. 4957).

- **Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme [n° 515 (2015-2016)]** - (5 avril 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5127, 5129). - **Article 1er** (art. L. 332-1 du code du sport - *Autorisation accordée aux organisateurs de manifestations sportives pour créer un traitement automatisé permettant de refuser l'accès aux manifestations sportives*) (p. 5132). (p. 5140). (p. 5142). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16 du code du sport - *Extension de la durée des interdictions administratives de stade*) (p. 5145). (p. 5146). (p. 5148, 5149). (p. 5150). (p. 5151). (p. 5152). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5154). (p. 5155). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-15 et L. 332-16 du code du sport - *Possibilité de transmettre des éléments relatifs aux personnes faisant l'objet d'une interdiction de stade aux organismes sportifs internationaux*) (p. 5156). (p. 5157). (p. 5157). (p. 5158). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-1-1 [nouveau] du code du sport - *Limitation des possibilités de vente de cartes annuelles d'abonnement et possibilité d'autoriser la vente de billets nominatifs*) (p. 5159). - **Article 5** (art. L. 224-1 à L. 224-3 [nouveaux] du code du sport - *Création d'une instance nationale du supportérisme*) (p. 5162). (p. 5162). (p. 5163). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5164). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5166). (p. 5166). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-11 et L. 332-13 du code du sport - *Peine complémentaire d'interdiction d'accès à toute zone de retransmission publique d'un match*) (p. 5167). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5168). (p. 5168). (p. 5168).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 488 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - en remplacement de M. François Zocchetto, rapporteur pour le Sénat de la commission - **Discussion générale** (p. 5655, 5656). (p. 5661).

- Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (p. 5664).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - vice-présidente de la commission des lois - **Article 1er** (art. L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration - *Droit d'accès des administrations aux documents administratifs*) (p. 5794).

- **Suite de la discussion** (27 avril 2016) - **Article 16 ter** (*Rapport au Parlement sur la possibilité de créer un commissariat à la souveraineté numérique*) (p. 5934).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7238, 7239).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Rappel au règlement** (p. 12161).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 13841).

- **Question orale sans débat sur le nouveau dispositif de la procédure de rétablissement personnel** - (11 octobre 2016) (p. 14744, 14745). (p. 14745).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15220, 15221).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - vice-

présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** (*Demande de réserve*) (p. 16966). - **Article 1er** (art. L. 2512-1 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une collectivité territoriale à statut particulier dénommée « Ville de Paris »*) (p. 16973).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

(24 novembre 2016) (p. 18364, 18366).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant du Conseil national des professions du spectacle.

URVOAS (Jean-Jacques)
garde des sceaux, ministre de la justice
(à partir du 27 janvier 2016)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes [n° 769 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 263 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2132, 2134). - **Article 1er** (art. 706-24-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Régime de l'enquête de flagrance en matière terroriste*) (p. 2145). - **Article 2** (art. 706-90 du code de procédure pénale - *Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire en matière terroriste*) (p. 2145). - **Article 3** (art. 57-1, 60-1, 60-2, 97-2 et 706-95-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Saisie informatique des correspondances électroniques*) (p. 2147). (p. 2157). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 226-3 du code pénal, 230-2 et 706-102-1 du code de procédure pénale -

- **Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires [n° 197 (2016-2017)]** - (20 décembre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 20871, 20873). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 20886).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : *Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe)* - Examen du rapport et du texte de la commission.

Assouplissement de l'encadrement de la technique de captation de données informatiques à distance (p. 2158). (p. 2158). - **Article 5** (art. 706-95-2, 706-95-3 et 706-95-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée*) (p. 2161). (p. 2162). (p. 2162). - **Article 6** (art. 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée*) (p. 2163). - **Article 10** (art. 421-2-5-1 et 421-2-5-2 [nouveaux] du code pénal - *Création de nouveaux délits terroristes*) (p. 2165, 2166). (p. 2166). - **Article 11** (art. 421-3, 421-5 et 421-6 du code pénal ; art. 720-4 du code de procédure pénale - *Criminalisation de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste*) (p. 2168). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2170, 2171). - **Article 12** (art. 421-2-7 [nouveau] et art. 421-5 du code pénal - *Création d'un délit de séjour intentionnel à l'étranger sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*) (p. 2172). - **Article 13** (art. 132-45 du code pénal - *Obligations du sursis avec mise à l'épreuve en cas de condamnation pour une infraction terroriste*) (p. 2173). - **Article 14** (art. 131-4-1 du code pénal - *Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale*) (p. 2173). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 422-4 du code pénal - *Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français pour les condamnés terroristes étrangers*) (p. 2174). (p. 2175). (p. 2176). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2176). - **Article 16** (art. 706-24-3 du code de procédure pénale - *Allongement des délais de détention provisoire pour les mineurs mis en cause dans des procédures terroristes*) (p. 2177). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 2179). - **Article 17** (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Installation d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires*) (p. 2179). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2181). (p. 2182, 2183). - **Article 19** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - *Modalités d'aménagement de peine pour*

les condamnés terroristes) (p. 2183). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 2185). (p. 2186). - **Article 23** (art. 706-24-1, 706-25-1 et 706-25-4 du code de procédure pénale ; art. 422-3 du code pénal - Dispositions de coordination) (p. 2186). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2187).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du tribunal de grande instance de Bobigny** - (16 février 2016) (p. 2886, 2887).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (16 février 2016) (p. 2891).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du tribunal de grande instance de Bobigny** - (16 février 2016) (p. 2892).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4210). - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4216, 4217). (p. 4222, 4223). (p. 4223). (p. 4229, 4230). (p. 4231). (p. 4232). (p. 4326).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) (p. 4246). (p. 4249). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4255, 4256). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 42 et 48 de la Constitution - Délais relatifs à l'examen des projets de loi prorogeant des états de crise) (p. 4258). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 4259). - **Demande de priorité** (p. 4283). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4296). (p. 4297). (p. 4300).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4326).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4826, 4827). - **Demande de priorité** (p. 4827). - **Discussion générale** (p. 4840, 4842). - **Demande de renvoi en commission** (p. 4843).

- **Suite de la discussion** (30 mars 2016) - **Article 1er** (art. 706-89, 706-90, 706-91 et 706-92 du code de procédure pénale - Autorisation des perquisitions de nuit dans les domiciles en enquête préliminaire et en information judiciaire en matière terroriste) (p. 4899). (p. 4900). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4901). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-95-1, 706-95-2 et 706-95-3 [nouveaux] du code de procédure pénale - Régime de saisie des correspondances stockées) (p. 4902). (p. 4903). (p. 4903). (p. 4904). - **Article 2** (art. 706-95-4 à 706-95-10 [nouveaux] du code de procédure pénale - Utilisation de l'IMSI catcher dans le cadre des enquêtes du parquet et des informations judiciaires en matière de criminalité organisée) (p. 4906). (p. 4907). (p. 4907). (p. 4908). (p. 4908). (p. 4909). (p. 4909). (p. 4911). (p. 4911). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 706-104 [nouveau] du code de procédure pénale - Interdiction d'utilisation des techniques d'enquête de la criminalité organisée à l'encontre des parlementaires et des « professions protégées ») (p. 4911, 4912). (p. 4912). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 4913). - **Article 3** (art. 706-96, 706-96-1 [nouveau], 706-97, 706-98, 706-98-1 [nouveau], 706-99, 706-100, 706-101 et 706-101-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Sonorisation et fixation d'images dans le cadre des enquêtes du parquet en matière de criminalité organisée) (p. 4915). (p. 4915, 4916). (p. 4916). - **Article 3 bis A (nouveau)** (art. 706-102-1 à 706-102-8 du code de procédure pénale et art. 226-3 du code pénal - Extension de la captation des données informatiques) (p. 4917). (p. 4918). - **Article 3 bis B (nouveau)** (art. 706-24-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Continuité des actes d'enquête entre la phase d'enquête et l'information judiciaire) (p. 4918). - **Article 3 bis** (art. 145-1 et 706-24-3 du code de procédure pénale - Durées de détention provisoire applicables aux procédures terroristes) (p. 4919, 4920). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 4922). - **Article 4** (art. 706-22-1 du code

de procédure pénale - Règles de compétence de la juridiction parisienne en matière d'application des peines pour les infractions terroristes) (p. 4923). (p. 4923). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 421-5 du code pénal - Circonstance aggravante de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste) (p. 4923, 4924). (p. 4924). (p. 4925, 4926). - **Articles additionnels après l'article 4 bis A** (p. 4926, 4927). (p. 4927). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 4928). (p. 4928). - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4930). (p. 4934, 4935). - **Articles additionnels après l'article 4 ter A** (p. 4943). (p. 4945, 4946). - **Article 4 ter** (art. L. 811-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 39 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et art. 727-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Organisation du renseignement pénitentiaire) (p. 4948). (p. 4949). (p. 4950). - **Article 4 quinquies** (art. 60-1 du code de procédure pénale et art. 434-15-2 du code pénal - Renforcement des sanctions en cas de non-coopération des organismes détenteurs d'un moyen de cryptologie) (p. 4953). - **Article additionnel après l'article 4 quinquies** (p. 4953). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. 421-2-5-1 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'entrave intentionnelle au blocage des sites) (p. 4954). (p. 4955). (p. 4955). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies** (p. 4957). - **Article 4 septies (nouveau)** (art. 131-4-1 du code pénal - Exclusion des délits terroristes du champ de la contrainte pénale) (p. 4958). - **Article 4 octies (nouveau)** (art. 726-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'une base légale pour les unités dédiées à la lutte contre la radicalisation dans les établissements pénitentiaires) (p. 4958). - **Article 4 nonies (nouveau)** (art. 720, art. 721-1-1 et 730-2-1 [nouveaux] et 730-3 du code de procédure pénale - Modalités d'aménagement de peine pour les condamnés terroristes) (p. 4959). (p. 4959). (p. 4960). (p. 4960). (p. 4961). (p. 4961). - **Demande de réserve** (p. 4962). - **Article 6** (art. 706-62-1 et 706-62-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions renforçant la protection des témoins) (p. 4963). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 4965). (p. 4966). - **Article 8** (p. 4966). - **Article 10** (art. 67 bis et 67 bis-1 du code des douanes - Autorisation de la technique du « coup d'achat » et de l'infiltration en matière de trafic d'armes au bénéfice des agents des douanes) (p. 4967). - **Article 11** (art. 113-2-1 [nouveau] du code pénal, art. 43, 52, 382, 706-72, 706-72-1 à 706-72-6 [nouveaux] et 706-73-1 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la détermination des juridictions compétentes en matière de cybercriminalité) (p. 4968). - **Article 12** (art. 322-3-2 [nouveau] du code pénal et art. 706-73-1 du code de procédure pénale - Délit de trafic de biens culturels) (p. 4970). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4970). (p. 4971). (p. 4972). (p. 4972). - **Article 13** (art. L. 315-9 [nouveau] et L. 561-12 du code monétaire et financier - Plafonnement des cartes prépayées) (p. 4974). (p. 4974, 4975). (p. 4975). (p. 4975). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29-1 [nouveau] et art. L. 574-1 du code monétaire et financier - Signalement par TRACFIN de situations générales et individuelles présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme) (p. 4976). (p. 4978). (p. 4978). - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-22 du code monétaire et financier - Extension du régime d'irresponsabilité pénale en cas d'ouverture de compte sur désignation de la Banque de France) (p. 4979). - **Article 15** (art. L. 314-1 et L. 561-26 du code monétaire et financier - Extension du droit de communication de TRACFIN aux entités chargées de gérer les systèmes de paiement) (p. 4980). (p. 4980). - **Article 15 bis** (art. L. 561-27 du code monétaire et financier - Accès direct de TRACFIN au fichier des antécédents judiciaires) (p. 4980, 4981). (p. 4981). - **Article additionnel après l'article 15 bis** (p. 4981). (p. 4982). (p. 4982). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 415-1 [nouveau] du code des douanes - Présomption de culpabilité) (p. 4982). (p. 4983). (p. 4984). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 4985). (p. 4986). - **Article additionnel après l'article 16 bis B** (p. 4988). - **Article 16 ter (supprimé)** (art. 67 G [nouveau] du code des douanes - Extension aux douanes de l'enquête sous pseudonyme) (p. 4989). - **Article 16 quater** (art. L. 152-1 du code monétaire

et financier - Obligation de déclaration) (p. 4989). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (p. 4990). - **Article 16 septies (supprimé)** (art. 705-5 du code de procédure pénale - Organisation d'un maintien de la compétence du parquet national financier) (p. 4990).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Nouvelle lecture [n° 501 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 512 (2015-2016)** (p.5003, 5005). - **Question préalable** (p. 5014).

- **Proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections - Nouvelle lecture [n° 512 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 501 (2015-2016)**. - (31 mars 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 5015).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5019). (p. 5019). (p. 5020). (p. 5021). - **Article additionnel après l'article 16 octies** (p. 5021). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 5023). - **Article 23** (art. 229-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Procédure disciplinaire d'urgence applicable aux officiers de police judiciaire) (p. 5024). - **Article 24** (art. 77-2, 77-3 et 393 du code de procédure pénale - Introduction d'une procédure contradictoire au sein de l'enquête préliminaire) (p. 5025, 5026). - **Discussion générale** (p. 5040). (p. 5042). (p. 5043). (p. 5043). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5044). - **Article 25 (supprimé)** (art. 100-1, 100-2 et 100-7 du code de procédure pénale - Encadrement des interceptions de correspondances émises par la voie de télécommunications) (p. 5044, 5045). (p. 5046). - **Article 25 bis A (supprimé)** (art. 230-44-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Interdiction d'utilisation de la géolocalisation à l'encontre des parlementaires et des membres des professions protégées) (p. 5047). - **Article 25 bis** (art. 56, 56-5 [nouveau], 57, 57-1, 60-1, 77-1-1, 96, 99-3, 230-34, 695-41, 706-96, 706-96-1 et 706-102-5 du code de procédure pénale - Perquisitions et saisies dans les locaux d'une juridiction) (p. 5049). - **Article 27 (supprimé)** (art. L. 1521-18 du code de la défense - Délai de présentation à l'autorité judiciaire en cas d'arrestation en mer) (p. 5050). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 5050). - **Article 27 ter** (art. 41-7 [nouveau], 99, 99-2-1 [nouveau], 802-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un délai pour statuer sur une demande, formulée en cours d'instruction, de restitution d'objets placés sous main de justice et création d'une procédure de « référé-restitution » des objets placés sous main de justice) (p. 5051). (p. 5051). (p. 5052). (p. 5052). - **Article 27 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 61-3 [nouveau], 63-1, 63-2, 63-3-1, 63-4-2, 76-1, 117, 133-1, 135-2, 145-4, 154, 695-17-1 [nouveau], 695-27 et 706-88 du code de procédure pénale, art. 323-5 du code des douanes, art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, art. 64 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et art. 23-1-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Transposition de la directive dite « C » sur l'accès à l'avocat et la communication avec un tiers) (p. 5054). (p. 5055). (p. 5056). (p. 5057). - **Article additionnel après l'article 27 octies** (p. 5059). (p. 5061). (p. 5061). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 du code de procédure pénale - Simplification de l'extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire) (p. 5062). (p. 5062). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 5063). (p. 5063). (p. 5063). - **Article 29** (art. 148 et art. 803-7 [nouveau] du code de procédure pénale - Mise en liberté des personnes placées en détention provisoire) (p. 5064). (p. 5064). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 5065). (p. 5065). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5066). - **Article 31 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 230-19, 706-53-7 et 774 du code de procédure pénale - Modifications d'accès relatives au fichier des personnes recherchées, au FIJAISV et au

casier judiciaire) (p. 5067). (p. 5067). - **Article 31 quinquies** (art. 41-4, 41-5, 99, 99-2, 373, 481, 493-1 [nouveau], 706-11, 706-148, 706-152, 706-157, 706-160, 706-161, 706-163, 706-164, 707-1 du code de procédure pénale - Transposition de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne et dispositions relatives à l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués) (p. 5071). (p. 5071). (p. 5071). - **Article 31 septies** (art. 84-1 [nouveau], 135-2, 141-2, 161-1, 175, 197 et 706-71 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la simplification de la procédure d'instruction) (p. 5072). - **Article 31 octies** (art. 230-2, 230-3, 230-45 [nouveau] du code de procédure pénale - Monopole de la plate-forme nationale des interceptions judiciaires) (p. 5073). (p. 5074). (p. 5074). (p. 5074). - **Article 31 nonies** (art. 308 du code de procédure pénale - Enregistrement sonore des débats en cour d'assises) (p. 5075). - **Article additionnel après l'article 31 decies** (p. 5075). - **Article 31 duodecimes A (nouveau)** (art. 296 et art. 379-4 du code de procédure pénale - Aménagement du défaut criminel et possibilité pour les jurés suppléants d'assister au délibéré) (p. 5076). - **Article additionnel après l'article 31 duodecimes** (p. 5077). - **Article additionnel après l'article 31 sexdecies** (p. 5079). - **Article 32 AA** (art. L. 232-14-4 du code du sport et 706-2 du code de procédure pénale - Compétence du juge des libertés et de la détention des « pôles santé » de Paris et de Marseille pour autoriser des contrôles anti-dopage de nuit sans l'accord du sportif) (p. 5079). - **Articles additionnels après l'article 32 AB** (p. 5080). - **Article additionnel après l'article 32 D** (p. 5081). - **Article 32 E** (art. 131-4-1 du code pénal - Présence de la personne lors de l'audience et du délibéré de la peine de contrainte pénale) (p. 5081). - **Article additionnel après l'article 32 E** (p. 5081). - **Article 32 G (supprimé)** (art. 132-41 du code pénal - suppression de la limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve en cas de récidive) (p. 5082). - **Article 32 H (supprimé)** (art. 132-57 du code pénal - Conversion des peines d'emprisonnement ferme) (p. 5082). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 5083). (p. 5084). (p. 5085). (p. 5085). - **Article 33 (Habilitation à légiférer par ordonnances)** (p. 5091). (p. 5092). - **Article 34** (art. 711-1 du code pénal; art. 804 du code de procédure pénale; art. L. 155-1, L. 156-1, L. 157-1, L. 158-1, L. 285-1, L. 286-1, L. 287-1, L. 288-1, L. 344-1, L. 345-1, L. 346-1, L. 347-1, L. 445-1, L. 446-1, L. 447-1, L. 448-1, L. 545-1, l. 546-1, l. 645-1, l. 646-1 ? L. 647-1, l. 648-1, L. 765-1, L. 766-1, L. 767-1, L. 768-1, L. 895-1, L. 896-1, L. 897-1 et L. 898-1 du code de la sécurité intérieure; art. L. 1641-1, L. 1651-1, L. 1661-1, L. 1671-1, L. 2441-1, L. 2451-1, L. 2461-1, L. 2471-1, L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 du code de la défense; art. L. 743-7-2, L. 753-7-2 et L. 763-7-2 du code monétaire et financier - Application Outre-mer) (p. 5094).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5117).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (5 avril 2016) (p. 5118, 5119). (p. 5120, 5121).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prisons** - (28 avril 2016) (p. 6003).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8265). - **Article 3 bis (Durées de la détention provisoire applicables aux procédures terroristes)** (p. 8310).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail à Amiens** - (26 mai 2016) (p. 8729).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle** - (31 mai 2016) (p. 8905, 8906).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** [n° 461 (2015-2016)] - (2 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9012, 9013). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9020). (p. 9020).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire** [n° 716 (2015-2016)] - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12302, 12303). - **Article 35** (Date de fusion des juges de proximité au sein des magistrats exerçant à titre temporaire) (p. 12323).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la justice** - (7 juillet 2016) (p. 12444, 12445).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le profil des casseurs interpellés lors des manifestations anti-loi travail** - (7 juillet 2016) (p. 12448, 12449).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture** [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13917, 13918). - **Article 4** (ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, art. 22 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, art. L. 114-1 [nouveau], L. 211-4, L. 213-1 à L. 213-10 [nouveaux] du code de justice administrative, art. L. 422-1 et L. 422-2 du code des relations entre le public et l'administration et art. 2-1 de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics - Extension du champ de la médiation administrative) (p. 13929). (p. 13930). (p. 13930). - **Article 4 bis (supprimé)** (art. 373-2-10 du code civil - Interdiction d'injonction de médiation familiale en cas de violences intrafamiliales) (p. 13931). - **Article 4 ter** (Poursuite de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire avant saisine du juge aux affaires familiales pour modifier les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 13932). (p. 13932). - **Article 4 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-1 A [nouveau] de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Création d'une liste des médiateurs inscrits près la cour d'appel) (p. 13933). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2062, 2063, 2065 et 2066 du code civil - Extension du champ d'application de la convention de procédure participative à la mise en état de l'affaire) (p. 13933). - **Article 8** (art. L. 142-1 A à L. 142-1 C [nouveaux], L. 142-1, L. 142-1-1 à L. 142-1-3 [nouveaux], L. 142-2 à L. 142-9 et L. 142-10 à L. 142-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 134-1 à L. 134-5 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 211-16 [nouveau], L. 218-1 à L. 218-12 [nouveaux], L. 261-1, L. 311-14-1 et L. 311-15 [nouveaux], L. 312-6-2 [nouveau] et L. 331-1 du code de l'organisation judiciaire - Attribution au tribunal de grande instance des compétences du tribunal des affaires de sécurité sociale et du tribunal du contentieux de l'incapacité et de certaines compétences de la commission départementale d'aide sociale) (p. 13940). (p. 13941). (p. 13941, 13942). (p. 13942). - **Article 13 bis A** (art. 17 et 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Obligation de transmission au Conseil national des barreaux de la liste des avocats inscrits au tableau de l'ordre et création d'un annuaire national des avocats) (p. 13944, 13945). - **Article 13 bis** (art. L. 123-4 du code de l'organisation judiciaire - Mutualisation des effectifs de greffe) (p. 13946). - **Article 13 ter (supprimé)** (art. L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'un corps de juristes assistants auprès des juridictions judiciaires) (p. 13947). (p. 13947, 13948). - **Article 14 bis** (chapitre Ier et art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Suppression de la collégialité de l'instruction) (p. 13949). - **Article 14 sexies** (art. 1er, 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-5, 24-7 et le chapitre III bis de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance

délinquante ; chapitre Ier bis du titre V du livre II du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 13953). - **Article 14 septies** (art. 2, 19, 20 et 20-10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Généralisation du cumul des mesures éducatives et des condamnations pénales) (p. 13954). (p. 13955). (p. 13955). - **Article 15 A** (art. L. 121-3, L. 121-6 [nouveau], L. 130-9, L. 143-1, L. 221-2-1 [nouveau] et L. 325-1-2 du code de de la route, art. 138, 530-3, art. 530-6 et 530-7 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Lutte contre l'insécurité routière) (p. 13958). - **Article 15 bis AA** (art. L. 211-27, L. 421-1, art. L. 451-1-1 et L. 451-1-2 [nouveaux], art. L. 451-2, L. 451-4, art. L. 451-5 [nouveau] du code des assurances, art. L. 330-2 du code de la route, art. L. 233-1-1 [nouveau], L. 233-2 et L. 251-2 du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier informatisé des véhicules terrestres à moteur assurés et élargissement du cadre d'utilisation du contrôle automatisé des données signalétiques des véhicules) (p. 13960). - **Article 15 bis A** (art. L. 221-2, L. 324-2 du code de la route et art. 495-17 à 495-24 [nouveaux] du code de procédure pénale - Application de la procédure de l'amende forfaitaire à certains délits routiers) (p. 13963, 13964). - **Article 15 bis B** (art. L. 223-10 et L. 223-11 [nouveaux], L. 225-1, L. 225-3, L. 225-4, L. 225-5 et L. 311-2 et L. 322-1-1 [nouveaux] du code de la route - Mesures de lutte contre les contournements de la loi en matière de contrôle automatisé des infractions routières) (p. 13966). (p. 13966). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 370, 657, 567-2, 574-1, 574-2, 584, 585, 585-1, 586 et 588 du code de procédure pénale - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 13967, 13968). - **Article 15 septies (supprimé)** (art. L. 451-2, L. 452-1 à L. 452-6 [nouveaux] et intitulés des chapitres Ier et II [nouveaux] du titre V du livre IV du code de l'organisation judiciaire - Réexamen en matière civile des décisions relatives à l'état des personnes en cas de condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 13977). - **Article 17 (supprimé)** (art. 461, 462, 515-3, 515-7 et 2499 du code civil et art. 14-1 de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité - Transfert de l'enregistrement des pactes civils de solidarité aux officiers de l'état civil) (p. 13979). (p. 13981). - **Article 17 ter** (art. 229, 229-1 à 229-4 [nouveaux], 230, 247, 260, 262, 262-1, 265, 278, 279, 296 et 373-2-13 du code civil, art. L. 111-3 et L. 213-1 du code des procédures civiles d'exécution, L. 523-1, L. 581-2, L. 581-6 et L. 581-10 du code de la sécurité sociale, art. 199 octodécies et 1691 bis du code général des impôts, art. 227-3 et 227-6 du code pénal, art. 1er de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires, et art. 10 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Divorce conventionnel par consentement mutuel) (p. 13985). (p. 13988, 13989). (p. 13990). (p. 13991). - **Article 18** (art. 40 [nouveau], 48, 49, 53 et 61 du code civil - Règles relatives à la tenue des registres de l'état civil) (p. 13993). - **Article 18 quater** (art. 60 et 61-5, 61-6, 61-7 et 61-8 [nouveaux] du code civil - Transfert aux officiers de l'état civil des demandes de changement de prénom et de changement de sexe) (p. 13996). (p. 13997). (p. 13997). (p. 14000). (p. 14003). (p. 14003). - **Article 18 quinquies** (art. 61-3-1 [nouveau], 61-4, 311-23 et 311-24-1 [nouveau] du code civil et art. 5, 7-1 [nouveau] et 10 de l'ordonnance n° 2000-218 du 8 mars 2000 fixant les règles de détermination des nom et prénoms des personnes de statut civil de droit local applicable à Mayotte - Simplification de la procédure de changement de nom et de prénom lorsque la personne possède des noms et prénoms régulièrement acquis à l'étranger) (p. 14004).

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2016) - **Article 18 sexies (supprimé)** (art. L. 711-5, L. 711-8, L. 712-2, L. 722-3, L. 722-9, L. 722-14, L. 722-16, L. 724-1 à L. 724-4, L. 731-1, L. 731-3, L. 732-4, L. 733-2, L. 733-4, L. 733-6 à L. 733-17, L. 741-1 à L. 741-9, L. 742-1, L. 742-2, L. 743-1, L. 752-2, L. 752-3 et L. 761-1 du code de la consommation - Suppression de l'homologation judiciaire de certaines décisions des commissions de surendettement) (p. 14073). (p. 14076). - **Article 19** (Domaine d'application de la procédure d'action de groupe de droit commun) (p. 14077). (p. 14078). - **Article 20** (Objet de l'action de groupe) (p. 14079). (p. 14079). -

Article 21 (*Qualité pour agir*) (p. 14080). (p. 14080). (p. 14080). - **Article 31** (*Homologation de l'éventuel accord d'indemnisation entre le demandeur et le défendeur et sanction des manœuvres dilatoires*) (p. 14082). - **Article 43** (art. L. 77-10-1 à L. 77-10-24 [nouveaux] du code de justice administrative - *Organisation de l'action de groupe devant le juge administratif*) (p. 14085). (p. 14085). - **Article 44** (art. 1er, 2, 4, 10 et 11 [nouveau] de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations et art. 225-1 du code pénal - *Modification de la législation relative aux discriminations et application du régime de l'action de groupe aux discriminations*) (p. 14087). (p. 14088). (p. 14088). - **Article 45** (art. L. 1134-6 à L. 1134-10 [nouveaux] du code du travail - *Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur privé*) (p. 14090). (p. 14091). (p. 14092). - **Article 45 bis** (art. L. 77-11-1 à L. 77-11-5 du code de justice administrative - *Régime de l'action de groupe applicable en matière de discrimination au travail par un employeur public*) (p. 14093). (p. 14093). (p. 14093). - **Article 45 ter** (supprimé) (art. L. 142-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Création d'une action de groupe destinée à réparer les préjudices individuels causés à des personnes physiques ou morales par des dommages environnementaux*) (p. 14094). (p. 14095). - **Article 45 quater** (supprimé) (art. L. 1143-1 à L. 1143-6, L. 1143-11 à L. 1143-22 et L. 1526-10 [nouveau] du code de la santé publique - *Intégration de l'action de groupe en matière de santé au régime commun de l'action de groupe*) (p. 14096). - **Article 45 quinquies** (supprimé) (art. 43 bis [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Création d'une action de groupe destinée à faire cesser un manquement aux règles relatives à la protection des données personnelles*) (p. 14097). - **Article 46** (*Maintien du régime spécifique de l'action de groupe en matière de consommation et application des actions de groupe en matière de discrimination et d'environnement aux faits postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi*) (p. 14098). (p. 14098). - **Article 47** (art. L. 721-3, L. 722-6, L. 722-6-1 à L. 722-6-3 [nouveaux], L. 722-7, L. 722-17 à L. 722-22 [nouveaux], L. 723-1, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6, L. 723-7, L. 723-8, L. 723-13, L. 724-1, L. 724-1-1 [nouveau], L. 724-3, L. 724-3-1 à L. 724-3-3 [nouveaux], L. 724-4, L. 731-4 et L. 732-6 du code de commerce - *Incompatibilités, formation, déontologie et discipline des juges des tribunaux de commerce et compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant les artisans*) (p. 14103). - **Article 47 bis** (suppression maintenue) (art. 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Extension de la compétence de la Haute autorité pour la*

transparence de la vie publique aux magistrats judiciaires et aux juges consulaires) (p. 14104). - **Article 50** (art. L. 234-1, L. 234-4, L. 611-3, L. 611-6, L. 611-13, L. 621-1, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-12, L. 622-10, L. 626-3, L. 626-10, L. 626-15 à L. 626-17, L. 626-18, L. 626-25, L. 626-30-2, L. 626-31, L. 631-9-1, L. 641-1, L. 641-2, L. 641-13, L. 642-2, L. 645-1, L. 645-11, L. 653-1, L. 670-6, L. 910-1, L. 936-1, L. 950-1 et L. 956-1 du code de commerce, art. L. 2332-4 [nouveau] du code civil, L. 351-4, L. 351-6 et L. 375-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 768 et 769 du code de procédure pénale et art. L. 931-28 du code de la sécurité sociale - *Adaptations ponctuelles du droit des entreprises en difficulté*) (p. 14110). (p. 14110). - **Article 51 ter A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 492-2, L. 492-3, L. 492-4 et L. 492-7 du code rural et de la pêche maritime - *Suppression de l'élection des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux au profit d'une désignation par les organisations représentatives*) (p. 14111). - **Article 53** (*Dispositions relatives à l'outre-mer*) (p. 14118). - **Article 54** (*Conditions d'entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 14120).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14992, 14993). - **Article 1er** (art. 7, 8, 9, art. 9-1 A, 9-1 et 9-3 [nouveaux], art. 15-3 du code de procédure pénale - *Prescription de l'action publique*) (p. 15003). (p. 15004). (p. 15008). (p. 15008). - **Article 2** (art. 133-2, 133-3, 133-4 et 133-4-1 [nouveau] du code pénal - *Prescription des peines*) (p. 15009). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 [abrogés] et 434-25 du code pénal art. 85, 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de la justice militaire art. 351 du code des douanes - *Coordinations*) (p. 15009). (p. 15010). - **Article 4** (supprimé) (*Dispositions transitoires*) (p. 15010). - **Article 5** (nouveau) (art. 711-1 du code pénal et art. 804 du code de procédure pénale - *Application outre-mer*) (p. 15011).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retour des combattants français de Daech sur le territoire national** - (27 octobre 2016) (p. 16401).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la maison centrale de Clairvaux** - (3 novembre 2016) (p. 16651).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le centre pénitentiaire de Valence** - (1er décembre 2016) (p. 18477).

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016 ; puis vice-président le 29 novembre 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 3 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles le 22 juin 2016 ; puis vice-président du 29 juin 2016 au 30 septembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 415 (2015-2016)] (18 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 417 (2015-2016)] (19 février 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 816 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique harmonisant l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur avec l'application des lois de réformes territoriales adoptées en 2015 par le Parlement [n° 817 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi autorisant la transcription à l'état civil français des actes de naissance des enfants nés à l'étranger du fait d'une gestation pour autrui [n° 18 (2016-2017)] (11 octobre 2016) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Référendum britannique d'appartenance à l'Union européenne - Audition de Sir Julian King, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Contrat d'objectifs et de moyens (COM) d'Expertise France - Audition de M. Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*mission d'information Inventaire et devenir des téléphones mobiles*): Audition de représentants de l'éco-organisme Eco-systèmes.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*): Audition de M. Paul Delduc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable.

VALLAUD-BELKACEM (Najat)
ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la
recherche

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire en Guadeloupe et en Martinique** - (19 janvier 2016) (p. 272, 273).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 722, 724). - **Article 1er A (nouveau)** (art. 222-48-3 et 227-31-1 [nouveaux] du code pénal - *Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs*) (p. 733). -

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 276, 277). - **Article 1er** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Définition de la biodiversité*) (p. 294). - **Article 2** (art. L. 110-1 du code de l'environnement - *Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 309).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 711, 712).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désertification médicale** - (22 mars 2016) (p. 4319). (p. 4320).

- **Débat sur l'offre de soins dans les territoires ruraux** - (7 avril 2016) - au nom du groupe du RDSE (p. 5697, 5698).

- **Débat sur la modernisation des principales filières agricoles dans le cadre de la réforme de la PAC** - (7 juin 2016) (p. 9203, 9204).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - *Réforme de la médecine du travail*) (p. 10538). (p. 10547).

Article 1er (art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions*) (p. 737, 738). (p. 739). (p. 741). - **Article 3** (art. L. 133-6 et L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - *Régime d'incapacité pour diriger ou exercer au sein des établissements, services ou lieux de vie et d'accueil régis par le code de l'action sociale et des familles et modalités de renouvellement de l'agrément des assistants familiaux*) (p. 744). - **Intitulé du projet de loi** (p. 745).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (16 février 2016) (p. 2887, 2888).

- **Débat sur le trentième anniversaire du baccalauréat professionnel** - (2 mars 2016) (p. 3816, 3820).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 488 (2015-2016)]** - (6 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5656, 5658). - **Article 1er** (p. 5664).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression des classes bilingues en province** - (28 avril 2016) (p. 5996).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les enseignements de langues et de cultures d'origine** - (28 avril 2016) (p. 6001, 6002).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école rurale et de montagne** - (31 mai 2016) (p. 8905).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du collège** - (9 juin 2016) (p. 9357).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'éducation nationale** - (12 juillet 2016) (p. 13658).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la langue française** - (18 octobre 2016) (p. 15200, 15201).

- **Question orale avec débat sur la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans les petites communes** - (18 octobre 2016) (p. 15228, 15232).
- **Débat sur les conclusions d'une mission d'information de la commission de la culture** - (18 octobre 2016) (p. 15242, 15247).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sondeurs d'éducation prioritaire** - (17 novembre 2016) (p. 17565).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le classement PISA** - (15 décembre 2016) (p. 19433, 19434).

VALLINI (André)
secrétaire d'État auprès du ministre de la décentralisation et de la fonction publique, chargé de la réforme territoriale
(jusqu'au 12 février 2016)
secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du développement et de la francophonie
(du 11 février 2016 au 6 décembre 2016)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(à partir du 6 décembre 2016)

- **Question orale sans débat sur la localisation des services de douanes dans le cadre de la Normandie réunifiée** - (26 janvier 2016) (p. 699).
- **Question orale sans débat sur la fermeture des trésoreries en milieu rural** - (26 janvier 2016) (p. 700).
- **Question orale sans débat sur la gestion des impôts dus en France par les non-résidents** - (26 janvier 2016) (p. 701).
- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2237). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. L. 541-15-4 à L. 541-15-6 [nouveaux] du code de l'environnement - Diverses mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire)** (p. 2239). (p. 2240). (p. 2241). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2245).
- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des temps d'activités périscolaires dans les établissements privés** - (9 février 2016) (p. 2499).
- **Question orale sans débat sur l'assouplissement des règles de gestion de trésorerie des communes** - (9 février 2016) (p. 2500).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 39, 41). - **Question préalable** (p. 43). - **Article 1er (Simplification du droit et principe de compensation des charges pour les collectivités territoriales)** (p. 52). (p. 53). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 54). - **Article 2 (Encadrement de la transposition des directives européennes)** (p. 54).
- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 81, 85).
- **Question orale sans débat sur les nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale** - (26 janvier 2016) (p. 696).
- **Question orale sans débat sur le régime indemnitaire des exécutifs de syndicats intercommunaux** - (26 janvier 2016) (p. 697). (p. 697).
- **Question orale sans débat sur le ralentissement de l'activité de l'industrie du bâtiment et des travaux publics en Haute-Savoie** - (26 janvier 2016) (p. 698, 699).

- **Question orale sans débat sur la communication du fichier dotation globale de fonctionnement (DGF) aux collectivités locales** - (9 février 2016) (p. 2500, 2501).
- **Projet de loi autorisant l'accès de la France au statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique Nord [n° 458 (2015-2016)]** - (15 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4123, 4124).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Conseil européen et la crise migratoire** - (17 mars 2016) (p. 4268, 4269).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** - (17 mai 2016) (p. 7986).
- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) (p. 9367, 9370).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14325, 14326).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne** - (18 octobre 2016) (p. 15203).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la bataille de Mossoul** - (18 octobre 2016) (p. 15206).
- **Question orale sans débat sur l'entretien des cours d'eau** - (8 décembre 2016) (p. 18607, 18608).
- **Question orale sans débat sur le dispositif électronique de protection anti rapprochement (DEPAR)** - (8 décembre 2016) (p. 18608, 18609).
- **Question orale sans débat sur l'allocation de rentrée scolaire** - (8 décembre 2016) (p. 18609, 18610).
- **Question orale sans débat sur la clarification des responsabilités en matière de politique publique de l'eau** - (8 décembre 2016) (p. 18610, 18611).
- **Question orale sans débat sur la situation de pénurie des vaccins contre la tuberculose en France** - (8 décembre 2016) (p. 18611, 18612).
- **Débat sur le thème : « Le Massif central, un enjeu de développement territorial »** - (8 décembre 2016) (p. 18623, 18627).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Cour de cassation** - (15 décembre 2016) (p. 19433).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (15 décembre 2016) (p. 19438).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réquisition du parquet contre l'agresseur du maire de Geiswiller** - (15 décembre 2016) (p. 19440).
- **Éloge funèbre de Louis Pinton, sénateur de l'Indre** - (20 décembre 2016) (p. 20850).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier de mise en œuvre des plans d'action pour les espèces menacées** - (20 décembre 2016) (p. 20862).
- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes** - *Commission mixte paritaire [n° 169 (216-217)]* - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20937, 20938).

VALLS (Manuel)
Premier ministre
(jusqu'au 6 décembre 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entreprise Pentair et l'emploi** - (14 janvier 2016) (p. 215, 216).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision constitutionnelle** - (14 janvier 2016) (p. 223). (p. 224).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (1er mars 2016) (p. 3187).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge du revenu de solidarité active par l'État** - (1er mars 2016) (p. 3188, 3189).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (1er mars 2016) (p. 3193).
- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4176, 4180). - **Question préalable** (p. 4185, 4187). - **Discussion générale** (p. 4205, 4207). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4209).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame-des-Landes et le respect de l'enquête publique du schéma de cohérence territoriale, SCOT** - (17 mars 2016) (p. 4262, 4263).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise migratoire et le camp de Grande-Synthe** - (17 mars 2016) (p. 4267, 4268).
- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)] (suite)** - (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4287, 4289).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation intérieure à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4318, 4319).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération judiciaire à la suite des attentats de Bruxelles** - (22 mars 2016) (p. 4323).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail** - (31 mars 2016) (p. 5029, 5030).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme constitutionnelle** - (31 mars 2016) (p. 5031, 5032). (p. 5033).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme législatif du Gouvernement** - (12 mai 2016) (p. 7489).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur le travail et le recours à l'article 49-3** - (12 mai 2016) (p. 7492, 7493).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la résolution de l'UNESCO et les lieux saints de Jérusalem** - (12 mai 2016) (p. 7495).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique** - (17 mai 2016) (p. 7985).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences lors des manifestations** - (17 mai 2016) (p. 7988, 7989).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse judiciaire aux violences lors des manifestations** - (17 mai 2016) (p. 7989, 7990).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autorité de l'État** - (26 mai 2016) (p. 8723, 8725).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits budgétaires alloués à la recherche (IV)** - (26 mai 2016) (p. 8730).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'islamisation** - (26 mai 2016) (p. 8732).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9347, 9348).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur agricole suite aux inondations** - (9 juin 2016) (p. 9354).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la tuerie d'Orlando et l'assassinat de deux policiers à Magnanville** - (14 juin 2016) (p. 9464, 9465).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actes terroristes** - (14 juin 2016) (p. 9465, 9466).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique et le terrorisme** - (14 juin 2016) (p. 9466, 9467).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la poursuite des grèves** - (14 juin 2016) (p. 9472).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi Travail et le mouvement social** - (23 juin 2016) (p. 10362, 10363).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations contre la loi Travail** - (23 juin 2016) (p. 10365).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique** - (23 juin 2016) (p. 10366).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Notre-Dame-des-Landes (I)** - (23 juin 2016) (p. 10368).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Notre-Dame-des-Landes (II)** - (23 juin 2016) (p. 10369).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de l'État pour l'aménagement du territoire** - (12 juillet 2016) (p. 13651, 13652).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de la sécurité et de l'organisation de l'Euro** - (12 juillet 2016) (p. 13654).
- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13811, 13815). (p. 13824, 13825).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alstom (I)** - (29 septembre 2016) (p. 14340, 14341).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement du camp de Calais et l'accueil des réfugiés** - (29 septembre 2016) (p. 14342).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'usine Alstom de Belfort** - (29 septembre 2016) (p. 14346).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alstom** - (4 octobre 2016) (p. 14408, 14409).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des policiers** - (3 novembre 2016) (p. 16645).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (3 novembre 2016) (p. 16647, 16648).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le démantèlement de la Lande de Calais** - (3 novembre 2016) (p. 16649, 16650).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale (I)** - (1er décembre 2016) (p. 18468).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale (II)** - (1er décembre 2016) (p. 18469, 18470).

VALTER (Clotilde)
secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage
 (à partir du 11 février 2016)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de la réforme de l'État et de la simplification
 (jusqu'au 12 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8 [nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - *Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 1999). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2000). - **Article 3 bis** (art. L. 114-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Possibilité de contrôle préalable avant le recrutement et l'affectation de personnels au sein de la SNCF, de SNCF mobilités, de SNCF réseau et de la RATP*) (p. 2001).

(p. 2001). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2002). (p. 2003). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-4, L. 225-5, L. 330-2, L. 330-3 et L. 330-4 du code de la route - *Accès au fichier du permis de conduire pour les entreprises exerçant une activité de transport public de voyageurs ou de marchandises*) (p. 2006). - **Article 5** (art. 18 et 78-7 [nouveau] du code de procédure pénale - *Règles de compétence spécifiques pour ordonner des contrôles à bord des véhicules de transports ferroviaires de passagers*) (p. 2007). - **Article 6** (art. 78-2-2 et 78-2-4 du code de procédure pénale - *Extension des possibilités de fouille préventive aux bagages et aux véhicules et emprises immobilières des transports publics de voyageurs*) (p. 2009). - **Article 6 bis AA (nouveau)** (art. L. 1632-2-1 [nouveau] du code des transports - *Possibilité d'une transmission en temps réel des images réalisées au sein des véhicules et emprises immobilières de transports publics aux forces de l'ordre*) (p. 2009). - **Article 6 bis (supprimé)** (art. L. 2241-2, L. 2241-10 [nouveau], L. 2241-11 [nouveau], 3114-1 du code des transports - *Obligation pour les personnes voyageant en fraude de pouvoir justifier de leur identité et possibilité pour les entreprises de transport routier, ferroviaire ou guidé de subordonner le voyage de leurs passagers à la détention d'un titre de transport nominatif*) (p. 2010). - **Article 8** (art. L. 2242-6 du code des transports - *Délit de fraude d'habitude dans les transports en commun*) (p. 2011). - **Article 8 bis** (art. L. 2241-2 du code des transports - *Création d'un délit de non maintien à disposition d'un agent assermenté pendant le temps nécessaire à l'information et à la décision de l'officier de police judiciaire en cas d'impossibilité ou de refus du contrevenant de justifier de son identité*) (p. 2013). (p. 2013). (p. 2014). - **Article 9** (art. L. 2241-2-1 [nouveau] du code des transports, art. L. 166 F du livre des procédures fiscales - *Création d'un droit de communication entre exploitants et administrations publiques pour fiabiliser les données relatives à l'identité et à l'adresse des contrevenants pour améliorer le*

recouvrement des amendes décidées dans le cadre transactionnel de l'article 529-3 du code de procédure pénale) (p. 2015). (p. 2015). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2016). (p. 2016). - **Article 12** (art. L. 2241-1 du code des transports, art. L. 511-1 et L. 512-8 [nouveau] du code de la sécurité intérieure et L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Participation des polices municipales à la police des transports publics) (p. 2017). (p. 2018). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2019). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2020).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services publics** - (11 février 2016) (p. 2734).

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2894, 2895). - **Question préalable** (p. 2907, 2908).

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Commission mixte paritaire [n° 355 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3141, 3142).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du camp de réfugiés à Grande-Synthe** - (8 mars 2016) (p. 3882).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur** - (8 mars 2016) (p. 3885).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs [n° 257 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8056, 8058). (p. 8066). - **Article 1er** (Motifs des contrôles d'identité et anonymat des personnes contrôlées) (p. 8069).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Article 1er** (Création d'une commission de refondation du code du travail) (p. 9425). (p. 9428, 9429).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies** (p. 9500). (p. 9501, 9502). - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9508).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9838). (p. 9839). (p. 9841). - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9852). (p. 9855). (p. 9860).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels avant l'article 32 A** (p. 10393). (p. 10393). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10396). (p. 10397). (p. 10398). (p. 10399). - **Article 32 B (nouveau)** (art. L. 313-1, L. 331-7 et L. 333-1 du code de l'éducation - Information sur l'apprentissage et découverture des métiers) (p. 10400). - **Article additionnel après l'article 32 B** (p. 10401). - **Article 32 C (nouveau)** (art. L. 721-2, L. 941-2 [nouveau] et L. 942-1 [nouveau] du code de l'éducation - Formation des enseignants au monde de l'entreprise) (p. 10402). - **Article 32 D (nouveau)** (art. L. 421-1 et L. 421-2 du code de l'éducation - Présidence du conseil d'administration des lycées professionnels) (p. 10404). - **Article 32 F (nouveau)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Assouplissement des conditions d'accès au dispositif d'initiation

aux métiers en alternance) (p. 10406). - **Article additionnel après l'article 32 F** (p. 10406). - **Article 32 G (nouveau)** (art. L. 6222-7-1, L. 6222-18, L. 6222-24 et L. 6222-27 du code du travail - Conditions d'exécution et de rupture du contrat d'apprentissage) (p. 10407). (p. 10408). - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 10408). (p. 10409). - **Article 32 I (nouveau)** (art. L. 3163-2 et L. 6222-26 du code du travail - Travail de nuit des apprentis mineurs) (p. 10410). (p. 10411). - **Articles additionnels après l'article 32 I** (p. 10412). (p. 10413). - **Article 32 J (nouveau)** (art. L. 6123-2 et L. 6123-3 du code du travail - Représentation institutionnelle des apprentis) (p. 10413). - **Article additionnel après l'article 32 K** (p. 10414). (p. 10415). - **Article 32** (art. L. 6241-5, L. 6241-9, L. 6242-6 et L. 6332-16 du code du travail - Ajustements du cadre juridique de la taxe d'apprentissage) (p. 10416, 10417). (p. 10417). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10418). (p. 10419). (p. 10419). (p. 10420). (p. 10421). (p. 10421). (p. 10421, 10422). (p. 10422). (p. 10423). (p. 10423, 10424). - **Article 32 bis A (nouveau)** (art. L. 6222-1 et L. 6222-12-1 du code du travail - Possibilité de signer un contrat d'apprentissage avant quinze ans) (p. 10424). - **Article 32 bis B (nouveau)** (art. L. 6222-7-1 [nouveau] du code du travail - Suspension du contrat d'apprentissage pendant une mobilité à l'étranger) (p. 10426). - **Article 32 bis C (nouveau)** (art. L. 6222-25 du code du travail - Durée du travail des apprentis mineurs) (p. 10427). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du code du travail) - Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage) (p. 10429). (p. 10430). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 10432). (p. 10432). (p. 10432). - **Article 32 ter (nouveau)** (art. L. 6271-1 à L. 6271-6 [nouveaux] du code du travail - Ecoles de production) (p. 10434). (p. 10435). - **Article 33 (supprimé)** (Aménagement expérimental du contrat de professionnalisation pour les demandeurs d'emploi) (p. 10435).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 10517). - **Article 40 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 7221-1 du code du travail - Définition juridique du particulier employeur) (p. 10517). - **Articles additionnels après l'article 40 quater** (p. 10518). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10520). (p. 10521). (p. 10522). (p. 10522). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 10523). - **Article 41 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-71 du code du travail - Correction d'une erreur de référence dans le dispositif relatif au congé de reclassement) (p. 10524). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10525). (p. 10526). - **Article 43 bis A (nouveau)** (Habilitation des ESAT à recevoir des salariés en période de mise en situation en milieu professionnel) (p. 10527). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - Élargissement des missions des organismes de placement spécialisés dans l'insertion professionnelle des personnes handicapées) (p. 10528). (p. 10528). - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 10529). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10534). (p. 10537). (p. 10538). (p. 10539). (p. 10541). (p. 10542). (p. 10542). (p. 10542). (p. 10542). (p. 10543). (p. 10544). (p. 10545). (p. 10548). (p. 10551).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 10652). (p. 10653). (p. 10654). (p. 10655). - **Article 1er** (art. L. 9, L. 11, L. 11-1 et L. 11-2 [abrogés] du code électoral - Conditions d'inscription sur la liste électorale d'une commune) (p. 10657). (p. 10657). (p. 10657). (p. 10658). (p. 10658). (p. 10659). - **Articles**

additionnels après l'article 1er (p. 10660). (p. 10661). - **Article 2** (art. L. 16, L.17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10663). (p. 10664). (p. 10664, 10665). (p. 10666). (p. 10667). (p. 10667). (p. 10668). (p. 10669, 10670). (p. 10670). (p. 10671). (p. 10671). (p. 10671). (p. 10672). - **Article 3** (art. L. 19 du code électoral - Conditions d'affichage des listes électorales - Composition des commissions de contrôle) (p. 10675). - **Article 6** (art. L.3 0, L. 31, L. 32, L. 33 [abrogé], L. 34 [abrogé], L. 36 [abrogé] du code électoral - Cas particuliers d'inscription sur les listes électorales jusqu'à dix jours avant le scrutin) (p. 10676). (p. 10676). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 36, 37 et 38 du code électoral - Décompte des délais en jours calendaires - Modalités de communication des listes électorales) (p. 10677). (p. 10677, 10678). (p. 10678). - **Article 8** (art. L. 57 [abrogé], L. 62-1, L. 558-46 et L. 562 du code électoral - Liste d'émargement - Diverses coordinations) (p. 10679). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10680). - **Article 11** (art. 2-3, 23 et 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - Établissement des listes électorales complémentaires pour le vote des ressortissants communautaires aux élections européennes) (p. 10681). - **Article 12** (art. L. 330-1, L.330-3 (abrogé), L. 330-4, L. 330-6 et L.330-14 du code électoral - Coordinations relatives à l'élection des députés des Français de l'étranger - Droit de communication des listes électorales consulaires) (p. 10681). - **Article 13** (art. L. 385, L. 386 et L. 388 du code électoral - Actualisation de dispositions applicables en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie et maintien du droit en vigueur en Nouvelle-Calédonie) (p. 10683). (p. 10684). - **Article 15** (Entrée en vigueur et mesures transitoires) (p. 10685). (p. 10685).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales [n° 689 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. L.O. 227-3 du code électoral - Établissement des listes électorales complémentaires pour le vote des ressortissants communautaires aux élections municipales) (p. 10687). - **Article 2** (art. L.O. 384-1 et L.O. 384-2 [nouveau] du code électoral - Actualisation de dispositions applicables en Polynésie française et à Wallis et Futuna et maintien du droit en vigueur en Nouvelle-Calédonie) (p. 10688).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France [n° 690 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 1er** (art. 2 à 9, 9-1 à 9-2 (nouveaux), 16-1 (nouveau) de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Modalités d'inscription sur les listes consulaires des Français de l'étranger) (p. 10691). (p. 10691). (p. 10691). (p. 10692). (p. 10693). (p. 10693). - **Article 3** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - art. L.O. 1112-11 et L.O. 1112-12 du code général des collectivités territoriales - art. 159 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Diverses coordinations) (p. 10694). (p. 10694).

- **Question orale sans débat sur l'évolution des chiffres du chômage en Haute-Saône** - (19 juillet 2016) (p. 13729).

- **Question orale sans débat sur la simplification et l'accélération des procédures d'asile** - (19 juillet 2016) (p. 13730).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des migrants accueillis dans les communes** - (19 juillet 2016) (p. 13731).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Commission mixte paritaire [n° 780 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle des propositions de loi organique n° 781 (2015-2016) et n° 782 (2015-2016)** (p. 13755, 13756). - **Article 2** (Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 13766).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Commission mixte paritaire [n° 782 (2015-2016)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**. - (19 juillet 2016) - **Article 1er** (p. 13771).

- **Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales - Commission mixte paritaire [n° 781 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 780 (2015-2016)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du directeur de l'Agence française pour la biodiversité** - (29 septembre 2016) (p. 14347).

- **Question orale sans débat sur les situations de contentieux entre Pôle Emploi et des artistes intermittents** - (11 octobre 2016) (p. 14741, 14742).

- **Question orale sans débat sur les collaborateurs occasionnels du service public experts judiciaires** - (11 octobre 2016) (p. 14742, 14743).

- **Question orale sans débat sur les antennes locales de France 3** - (11 octobre 2016) (p. 14743, 14744).

- **Question orale sans débat sur le nouveau dispositif de la procédure de rétablissement personnel** - (11 octobre 2016) (p. 14745).

- **Question orale sans débat sur les difficultés à trouver un contrat en alternance** - (15 novembre 2016) (p. 17329, 17330).

- **Question orale sans débat sur les inégalités devant l'orientation après le bac** - (15 novembre 2016) (p. 17330, 17331).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs détachés** - (15 décembre 2016) (p. 19435, 19436).

VANDIERENDONCK (René)
sénateur (Nord)
Socialiste et républicain

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 29 janvier 2016 ; fin de mission le 28 juillet 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Réforme territoriale : les premiers retours de l'expérience du terrain [n° 493 (2015-2016)] (23 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Quand la réforme rencontre les territoires - Deuxième rapport d'étape de la mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des lois de réforme territoriale [n° 730 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement [n° 770 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 587 (2015-2016)] tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 157 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1er de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*comité de suivi de l'état d'urgence*) : Communication.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Audition de M. Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 16 février 2016 (*commission des lois*) : Mission de suivi et de contrôle du dispositif exceptionnel d'accueil des réfugiés - Communication.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Pinault, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation.

Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Audition de MM. Olivier Beaud et Dominique Chagnollaud, professeurs de droit constitutionnel à l'université Paris II.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des lois*) : République numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

République numérique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Christian Manable : « Les communes nouvelles ».

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Réformer le système de répression des abus de marché - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

(*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des lois*) : Associer les parlementaires à la vie institutionnelle locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutter contre les contrôles d'identité abusifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de M. François Grosdidier et Mme Nelly Tocqueville « L'association des collectivités territoriales aux décisions qui les concernent ».

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Communication.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

(*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur le divorce « conventionnel » par consentement mutuel.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de M. Éric Lucas, secrétaire général du ministère de la justice, Mme Marielle Thuau, directrice des services judiciaires, M. Charles Giusti, chef de service, adjoint de la directrice de l'administration pénitentiaire, M. Hugues Tranchant, directeur adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse, et M. Philippe Lonné, sous-directeur, direction du budget.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 - Moyens de la justice - Auditions de Mme Dominique Lottin, présidente de la conférence nationale des premiers présidents de cour d'appel, M. Jean-Jacques Bosc, membre de la conférence nationale des procureurs généraux, M. Gilles Accomando, président de la conférence nationale des présidents des tribunaux de grande instance, et M. Thomas Pison, vice-président de la conférence nationale des procureurs de la République.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Modifier le mode de scrutin pour l'élection du conseil général de Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

(*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 20 juillet 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*) : Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Débat d'orientation et lancement de nouveaux travaux de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Intervention de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) et président du conseil départemental de l'Orne.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*) : Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour

l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde dans le cadre de la préparation du rapport sur l'évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Nouveaux territoires de projets - Table ronde sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'enlèvement à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes (troisième lecture) - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Question préalable** (p. 41, 42). - **Article 1er** (*Simplification du droit et principe de compensation des charges pour les collectivités territoriales*) (p. 52). - **Article 2** (*Encadrement de la transposition des directives européennes*) (p. 54).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à limiter le poids de**

la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction [n° 198 (2015-2016)] - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 79, 80).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 754, 755). - **Article 1er** (art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 761). - **Article 3** (art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 quinquies et 25 ter [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Protection des lanceurs d'alerte*) (p. 766). (p. 766). - **Article 4** (art. 25 quater, 25 quinquies, 25 sexies et 25 septies A [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 769). (p. 772). (p. 772). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 773).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 5** (*Entrée en vigueur des obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 1553). (p. 1553). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1557). - **Article 6** (art. 25 septies [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - *Encadrement du cumul d'activités*) (p. 1560). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1569). - **Article 9** (art. 25 nonies et 28 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - *Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p. 1572). (p. 1574). - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 1583). - **Article 9 bis** (art. L. 131-2, L. 131-3 et L. 131-4 à L. 131-7 [nouveau] du code de justice administrative - *Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres du Conseil d'État*) (p. 1587). (p. 1588). - **Article 11** (art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales*) (p. 1603). - **Article 12** (art. 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Instauration d'un délai de prescription de l'action disciplinaire*) (p. 1611). - **Article 13** (art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - *Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques*) (p. 1614). (p. 1617). - **Article 15 bis A (nouveau)** (art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - *Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDIation offertes par la loi du 12 mars 2012*) (p. 1622). (p. 1624). - **Article 15 bis** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Allongement des cas de suspension de la durée de validité des listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 1628). - **Article 18** (art. 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Précisions sur le régime de transformation du CDD en CDI*) (p. 1647). - **Article 18 bis (supprimé)** (art. 3 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. L. 1251-60 du code du travail - *Suppression du recours à l'intérim dans les fonctions publiques de l'État et territoriale*) (p. 1649). - **Article 19 A (nouveau)** (art. 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Représentation proportionnelle des femmes et des hommes sur les listes de candidats à la représentation du*

personnel) (p. 1655). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 100-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Mutualisation des droits syndicaux dans la fonction publique territoriale*) (p. 1656, 1657). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 1661). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1666). - **Article additionnel après l'article 24 BA** (p. 1675). - **Article 24 B** (art. 22 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 32 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Harmonisation de la procédure de recrutement sans concours des fonctionnaires de catégorie C*) (p. 1676). - **Article 24 G (supprimé)** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Allongement de la durée de validité des inscriptions sur les listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 1681). - **Article 24 O (nouveau)** (art. 14, 15, 23 et 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Poursuite de la réforme des centres de gestion*) (p. 1683). - **Articles additionnels après l'article 24 O** (p. 1686).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Article 2** (art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8 [nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - *Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 1984).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2250, 2251). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2266).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3867, 3868). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3891).

- **Proposition de loi visant à augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal [n° 435 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3902).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (17 mars 2016) - **Rappel au règlement** (p. 4294).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Deuxième lecture [n° 23 (2016-2017)]** - (25 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16181, 16182).

- **Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires [n° 158 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 18504, 18505).

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UDI-UC

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée (2 février 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (16 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016 ; puis président le 31 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques [n° 520 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : L'équilibre des comptes sociaux : un objectif fragilisé par les dépenses nouvelles [n° 740 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Budget**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne [n° 867 (2015-2016)] (30 septembre 2016) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information : Le revenu de base en France : de l'utopie à l'expérimentation [n° 35 (2016-2017)] (13 octobre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Équilibres financiers généraux [n° 114 tome 1 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Assurance maladie [n° 114 tome 2 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Examen des articles [n° 114 tome 7 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)] - Tableau comparatif [n° 114 tome 8 (2016-2017)] (9 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 132 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 154 (2016-2017)] pour 2017 [n° 156 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*) : Prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Table ronde sur l'impact des normes relatives aux liens d'intérêts sur la recherche.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mardi 2 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Olivier Jardé, professeur agrégé de chirurgie orthopédique et de droit de la santé et du professeur François Lemaire, ancien chargé de mission auprès du ministre de la santé pour la recherche biomédicale.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Résultats du régime général de

la sécurité sociale au cours de l'exercice 2015 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Enquête de la Cour des comptes sur l'adaptation aux besoins des moyens matériels et humains consacrés à l'imagerie médicale - Présentation, par M. Patrick Lefas, en présence de Mme Anne-Marie Armanteras de Saxcé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 31 mai 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Jean-Éric Hyafil du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Christophe Sirugue, député, auteur du rapport « Repenser les minima sociaux - Vers une couverture socle commune », remis au Premier ministre.

Audition de M. Philippe Van Parijs, professeur à l'université catholique de Louvain, fondateur du Basic Income Earth Network.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*): Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

(*commission des affaires sociales*): Situation des finances sociales - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Daniel Cohen, directeur du département d'économie de l'École normale supérieure.

Audition de M. Lionel Stoleru, ancien ministre.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Organisation et financement de la médecine de ville en Allemagne - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Gaspard Koenig, président de Génération libre.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Audition de représentants d'organisations représentatives de salariés.

Réunion du jeudi 15 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de MM. Emmanuel Amon et Sébastien Rouchon du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD).

Audition de représentants des associations de lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du jeudi 22 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition conjointe d'organismes gestionnaires de prestations sociales : - Mme Delphine Champetier, directrice de cabinet du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ; - M. Pascal Émile, directeur délégué de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) ; - M. Bernard Tapie, directeur des statistiques, des études et de la recherche, et Mme Patricia Chantoin, responsable des relations parlementaires et institutionnelles de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ; - M. Jérôme Rivoisy, directeur général adjoint en charge de la stratégie et des relations extérieures de Pôle emploi.

Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, ancien haut-commissaire aux solidarités actives.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Audition de M. Philippe Vasseur, commissaire spécial pour la revitalisation industrielle de la région Hauts-de-France.

(*commission des affaires sociales*): Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de MM. Gérard Quévillon, président, et Stéphane Seiller, directeur général, de la Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Patrice Ract Madoux, président de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 105, 106). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 112). (p. 113). (p. 115). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 121). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventionnement des entreprises de l'économie sociale et solidaire par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) (p. 125).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5875, 5876).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour l'instauration d'un revenu de base [n° 353 (2015-2016)]** - (19 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8108, 8109).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (13 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9403, 9404). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9419).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9732). (p. 9761).*

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 7 A (nouveau)** (*art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel*) (p. 9893, 9894).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (*art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité*) (p. 10195, 10196).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (*art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes*) (p. 10247). (p. 10256).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (*art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique*) (p. 10346).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 40** (p. 10512, 10513).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 756 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12458, 12459).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]** - (15 novembre 2016) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 17360, 17361).

Deuxième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 3** (*Ajustement de la dotation de l'assurance maladie et de la contribution du FEH et de l'ANFH au FMESPP au titre de l'exercice 2016 - Fixation de la contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse - Contribution de la CNSA au plan national d'adaptation des logements privés aux contraintes de l'âge et du handicap*) (p. 17398). (p. 17399). (p. 17399). (p. 17400). - **Article 4**

(Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2016) (p. 17401). - **Article 5** (Objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2016) (p. 17402). (p. 17403).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 6** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, section 1 du chapitre Ier du livre Ier de la cinquième partie, art. L. 5141-1, L. 5141-3 et L. 5141-4 du code du travail - Plafonnement des revenus éligibles à l'exonération applicable aux BER et à l'ACCRE) (p. 17405). (p. 17406). (p. 17408). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 17409, 17410). (p. 17410). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 28 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Affiliation au RSI des personnes exerçant une activité réduite à fin d'insertion) (p. 17411). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 17412). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 17414). (p. 17415). (p. 17417). (p. 17417). - **Article 8** (art. 612-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Réduction de cotisations des travailleurs indépendants à faibles revenus) (p. 17418). (p. 17418). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 17419). (p. 17420). (p. 17421). (p. 17422). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 731-15, L. 731-16, L. 731-19, L. 731-21 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-4 du code de la sécurité sociale et art. 33 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Clarification de l'assiette sociale des exploitants agricoles ayant opté pour le régime du micro-bénéfice agricole) (p. 17423). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. L. 136-1 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Fait générateur des cotisations et contributions sociales, habilitation du Gouvernement à simplifier et à harmoniser les définitions des assiettes des cotisations et contributions de sécurité sociale) (p. 17423). - **Article 8 quater (nouveau)** (art. L. 136-2 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Rétablissement du seuil d'assujettissement à cotisations et contributions sociales des indemnités de rupture du contrat de travail) (p. 17424). - **Article 8 quinquies (nouveau)** (art. L. 241-6 du code de la sécurité sociale - Bénéfice pour les arbitres amateurs d'une exemption d'assiette de cotisations et de contributions sociales) (p. 17425). (p. 17425). - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426). - **Article 9** (art. L. 133-1-1 à L. 133-1-6 [nouveaux], art. L. 133-5-2 [nouveau], section 2 du chapitre III bis du titre III du livre Ier, art. L. 133-6-9, art. L. 136-5, art. L. 213-1, art. L. 225-1-1, art. L. 611-4, art. L. 611-8, art. L. 611-16, art. L. 611-20, art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 6331-51 du code du travail, art. 13 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 et ordonnance n° 2005-1529 du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants - Organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants) (p. 17431). (p. 17433). (p. 17433). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 17434).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17461). (p. 17465). (p. 17466). (p. 17467). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 17469). - **Article 11** (art. 1010 et 1010 B du code général des impôts - Modification de la période d'imposition de la taxe sur les véhicules de société) (p. 17478). (p. 17478, 17479). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 17479). - **Article 11 bis (nouveau)** (Augmentation des seuils de revenu fiscal de référence ouvrant droit à l'exonération et au taux réduit de contributions sociales sur les revenus de remplacement) (p. 17480). (p. 17480). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 17482). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-11 et L. 243-6-6 [nouveaux] du code de la sécurité sociale et L. 725-26 du code rural et de la pêche maritime - Cadre juridique des relations entre tiers-déclarants et cotisants) (p. 17485). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 17487, 17488). - **Article 13** (art. 242-1-2 et L. 243-12-1 du code de la sécurité sociale et L. 723-11, L. 724-9 et L. 724-13 du code

rural et de la pêche maritime - Assiette forfaitaire en cas de travail dissimulé constaté chez un particulier employeur - Modulation et harmonisation entre régimes des sanctions en cas d'obstacles à contrôle) (p. 17489). (p. 17490). - **Article 14** (art. L. 133-1, L. 133-4-2, L. 133-4-9, L. 136-5, L. 242-1-1, L. 242-11, L. 243-2, L. 243-3-1 et L. 651-7 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des créances en matière de travail illégal et adaptation des sanctions en matière de fraude) (p. 17493). (p. 17494). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 17494). (p. 17495). (p. 17495). (p. 17496). (p. 17496). (p. 17497). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 122 de la loi n° 2005-1720 de finances rectificative pour 2005 - Prolongation et extension du plan d'apurement de la dette agricole en Corse) (p. 17498). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 31 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises - Validité des actuelles autorisations de prélèvements données aux URSSAF pour le passage à la norme SEPA) (p. 17499). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 17499). - **Article 15** (art. L. 114-15-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sanction administrative du défaut de production du formulaire attestant de la législation de sécurité sociale applicable) (p. 17500). - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17504). (p. 17505). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17508, 17509). (p. 17512). (p. 17512). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17513). (p. 17516).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) (p. 17526). (p. 17527, 17528). (p. 17528). (p. 17529). (p. 17532). - **Article 18** (art. L. 138-10 à L. 138-16, L. 138-19-1 à L. 138-19-4 et L. 138-19-7 du code de la sécurité sociale - Aménagement des dispositifs de régulation des médicaments, clause de sauvegarde et contribution hépatite C) (p. 17534). (p. 17537). (p. 17539). (p. 17540). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17541). (p. 17543). - **Article 19** (Participation des organismes complémentaires au financement de la rémunération des médecins) (p. 17544). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17546). - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3, L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L. 413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2 et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 viciés, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17551). (p. 17552). (p. 17552). (p. 17553). (p. 17554). - **Article 22 et annexe C** (Tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base pour 2017) (p. 17556). - **Article 23** (Tableau d'équilibre du régime général pour 2017) (p. 17557). - **Article 24** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV), fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale, des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse) (p. 17557, 17558). - **Article 26 et annexe B** (Approbation du rapport de l'annexe B, trajectoire 2017 à 2020) (p. 17563). - **Vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 17563, 17564).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17607, 17608). - **Article 38** (art. L. 169-2-1 [nouveau], L. 169-3 à L. 169-5, L. 169-8, L. 169-10 et

L. 169-11 du code de la sécurité sociale ; art. L. 3131-9-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. 21-6, 21-7, 21-9 et 21-10 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge des soins des victimes d'actes de terrorisme) (p. 17618). (p. 17619). (p. 17619). (p. 17620). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 17620). (p. 17620, 17621). (p. 17621). (p. 17622). (p. 17622). - **Article additionnel après l'article 38 bis** (p. 17623). - **Article 39** (art. L. 160-17, L. 160-18 [nouveau], L. 161-15-2, L. 172-1 A, L. 172-1, L. 172-2 et L. 172-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Continuité des droits à la prise en charge des frais de santé et au service des prestations en espèces en cas de changement de situation professionnelle) (p. 17625). (p. 17625). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 17625). - **Article 39 bis (nouveau)** (Extension au régime agricole de diverses mesures en matière d'assurance maladie et d'AT-MP et généralisation du dispositif de majoration de pension pour les non-salariés agricoles) (p. 17626). - **Article 39 ter (nouveau)** (art. L. 111-2, L. 115-6, L. 134-4, L. 160-1, L. 160-5, L. 160-10, L. 161-15-4, L. 161-16-1, L. 161-36-5 [nouveau], L. 325-1, L. 376-1 et L. 381-8 du code de la sécurité sociale - Protection universelle maladie) (p. 17628). (p. 17628). (p. 17629). (p. 17629). - **Article 39 quinquies (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional, de la vaccination antigrippale par les pharmaciens) (p. 17629). (p. 17631). - **Article 39 sexies (nouveau)** (Expérimentation de la détention de vaccins contre la grippe saisonnière par les médecins généralistes) (p. 17632). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17632). (p. 17632). (p. 17634). - **Article 40** (Expérimentation d'une prise en charge de consultations pour des jeunes en souffrance psychique âgés de 11 à 21 ans) (p. 17635). (p. 17636). (p. 17637). - **Article 41** (art. L. 3411-9 du code de la santé publique - Délivrance par les CAARUD de produits de santé correspondant à leurs missions) (p. 17638). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 17639). - **Article 42** (art. L. 1114-5 et L. 1114-6 du code de la santé publique, art. L. 131-8, L. 221-1 et L. 221-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds national pour la démocratie en santé) (p. 17641). (p. 17641). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 17641, 17642). (p. 17642). (p. 17643). (p. 17644). - **Article 43** (art. L. 625 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1435-4-2 et L. 1435-4-3 du code de la santé publique - Création d'un avantage financier versé durant le congé maternité ou paternité des médecins conventionnés en secteur 1 ou adhérents au CAS) (p. 17645). (p. 17645). (p. 17646). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17646). (p. 17647). (p. 17647). (p. 17648).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17668). (p. 17669). (p. 17671). (p. 17672). - **Articles additionnels après l'article 43 sexies** (p. 17673). (p. 17674). (p. 17675). (p. 17676). (p. 17676). - **Article 43 septies (nouveau)** (Rapport sur l'amélioration de la protection maternité et paternité pour l'ensemble des professionnels médicaux, paramédicaux et libéraux) (p. 17676). - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 17678). - **Article 44** (art. 66 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 ; art. L. 725-3-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 133-4, L. 162-22-6-1 [nouveau], L. 162-22-7, L. 162-22-8-1, L. 162-22-8-3 [nouveau], L. 162-22-9-1, L. 162-22-10, L. 162-22-12, L. 162-22-15, L. 162-25, L. 162-27, L. 162-30-4 et L. 174-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6312-1 du code de la santé publique ; art. L. 2223-43 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du financement des établissements de santé au développement de certaines activités) (p. 17680). (p. 17681). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 17682). (p. 17683). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Financement des transports inter-

établissements) (p. 17685). (p. 17685). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (p. 17687). - **Article 45** (art. L. 162-22-8-2, L. 162-23-4, L. 162-23-15 [nouveau], L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6111-3-1 du code de la santé publique ; art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Financement des activités de soins de suite et de réadaptation) (p. 17690). (p. 17690). (p. 17691). (p. 17691). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 17692). (p. 17692). (p. 17693). - **Article 45 bis (nouveau)** (Rapport sur le financement des soins à domicile) (p. 17693). - **Article additionnel après l'article 45 quater** (p. 17694). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 17712). (p. 17712). (p. 17713). - **Article 47 bis (nouveau)** (Recueil de données issues d'un dispositif médical) (p. 17714). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 17717). (p. 17718). - **Article 48 bis (nouveau)** (Expérimentation du financement, par le fonds d'intervention régional (FIR), des parcours de soins et de la prise en charge des personnes souffrant de douleurs chroniques) (p. 17719). - **Article additionnel avant l'article 49** (p. 17720). - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 162-22-7-3 [nouveau], L. 174-2-1, L. 174-15, L. 221-1, L. 221-1-1, L. 241-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Création d'un fonds pour le financement de l'innovation pharmaceutique) (p. 17722). (p. 17722, 17723). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 17723). - **Article 50** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-3 du code de la sécurité sociale - Substituabilité des biosimilaires) (p. 17725). (p. 17725). (p. 17727). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 17728). - **Article 51** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-2, L. 162-16-5-3 [nouveau], L. 162-18 du code de la sécurité sociale et L. 5121-12 du code de la santé publique - Évolution du régime des ATU) (p. 17731). (p. 17732). (p. 17733). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 17734). (p. 17734). - **Article 52** (Adaptation du droit applicable au CEPS) (p. 17738). (p. 17739). (p. 17740). (p. 17740). (p. 17740). (p. 17741). (p. 17741). (p. 17741). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 17743). (p. 17744). (p. 17745). (p. 17745). (p. 17746). (p. 17746). (p. 17747). - **Article 52 bis (nouveau)** (Rémunération des actes de radiologie) (p. 17748). - **Article 53** (Dotations 2017 de l'assurance maladie, du Fonds pour l'emploi hospitalier, le FEH, de l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier, l'ANFH, et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 17750). (p. 17750). (p. 17751). - **Article 54** (Objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2017) (p. 17751). - **Article 55** (ONDAM 2017) (p. 17751). (p. 17752). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 17754). - **Article 57 bis (nouveau)** (art. L. 114-9, L. 114-10, L. 114-10-1, L. 114-10-2, L. 114-12, L. 114-12-1 et L. 114-22 du code de la sécurité sociale, art. L. 152 du livre des procédures fiscales - Amélioration des formalités déclaratives pour l'éligibilité aux prestations versées par les organismes de sécurité sociale) (p. 17755). (p. 17755). (p. 17755). - **Article 59** (art. L. 114-12-1 et 114-16 du code de la sécurité sociale - Extension du périmètre des échanges d'informations entre organismes chargés du versement de prestations sociales) (p. 17756). (p. 17757). (p. 17757). (p. 17757). - **Article 60** (art. L. 114-16, L. 323-6 et L. 323-6-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Information de l'assurance maladie et prévention des indus d'indemnités journalières) (p. 17758). (p. 17758).

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (29 novembre 2016) (p. 18390, 18391).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 18454, 18456).

VASPART (Michel)
sénateur (Côtes-d'Armor)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des autorités administratives indépendantes jusqu'au 28 février 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour l'économie bleue (1er avril 2016) ; nouvelle nomination (1er avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (18 octobre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle (23 novembre 2016).

Membre suppléant du Conseil supérieur des gens de mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi prévoyant un délai réaliste d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable [n° 666 (2015-2016)] (2 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique visant à un exercice plus efficace du droit d'amendement en séance publique [n° 754 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre aux maires de connaître l'identité des personnes « fichées S » résidant dans leur commune [n° 2 (2016-2017)] (3 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 176 (2016-2017)] portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 266 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Démographie médicale - Table ronde.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie bleue - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER).

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'ARCEP.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, président-directeur général de SNCF mobilités, et de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de SNCF réseau.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Alerte et prévention des risques en France - Audition conjointe de MM. Ludovic Blay, Patrick Chassagneux, Philippe Le Moing-Surzur, Stéphane Pénét et Hervé Vanlaer.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages -

Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Déplacement de la commission en Corse - Gestion des déchets - Communication.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Nomination de rapporteurs en vue de l'élaboration d'un rapport d'information sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure, MM. Olivier Cadic et Guy-Dominique Kennel, du déplacement de la délégation en Suède et en Allemagne, sur le thème de la simplification des normes, du 28 au 30 septembre 2016.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Présentation, par MM. Benoît Ravel, président-directeur général de Datastorm, et Stéphane Auray, économiste senior, d'une étude d'impact prospective, réalisée par les sociétés Atexo et Datastorm, sur les effets attendus, sur les entreprises et l'économie française, de pistes de réforme relatives à la transmission et à la reprise d'entreprises en France.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Communication de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux entreprises*): Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Les incidences du crédit d'impôt recherche sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays »** - (12 janvier 2016) (p. 16, 17).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 609 (2014-2015)** (p. 279, 280).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité [n° 609 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 608 (2014-2015)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (11 février 2016) (p. 2730). (p. 2730).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3870, 3871).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4027, 4028). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une commission des investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime*) (p. 4043). (p. 4044).

- **Suite de la discussion** (23 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 12 bis C** (p. 4510). (p. 4510, 4511). (p. 4511). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4512, 4513). (p. 4514). (p. 4514). (p. 4514).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4603).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Discussion générale** (p. 5686, 5687).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue - Commission mixte paritaire [n° 541 (2015-2016)]** - (7 juin 2016) - **Discussion générale** (p. 9177, 9179).

- **Question orale sans débat sur le bilan des mesures incitatives pour lutter contre la désertification médicale** - (21 juin 2016) (p. 10113). (p. 10114).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 32 H** (p. 10408). (p. 10408). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 10417, 10418). (p. 10418). (p. 10419). (p. 10419). (p. 10421). (p. 10421). (p. 10422).

- **Question orale sans débat sur les surcoûts liés à l'insularité et les dotations pour les îles bretonnes** - (11 octobre 2016) (p. 14751). (p. 14752).

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » le 22 juin 2016 ; puis secrétaire du 28 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi le 22 novembre 2016.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (19 octobre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de Paris et l'aménagement métropolitain (15 décembre 2016).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 309 (2015-2016)] (19 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la simplification et l'équilibre du droit pénal et de la procédure pénale [n° 344 (2015-2016)] (28 janvier 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant au versement de certaines prestations sociales sous forme d'un titre spécial de paiement [n° 408 (2015-2016)] (16 février 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 506 (2015-2016)] (29 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à clarifier les compétences des départements en matière de soutien aux aéroports régionaux contribuant à leur développement touristique [n° 538 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à développer l'accession sociale à la propriété [n° 544 (2015-2016)] (13 avril 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction des déchets en résultant [n° 700 (2015-2016)] (20 juin 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement de la violence dans les médias audiovisuels et sur internet [n° 812 (2015-2016)] (21 juillet 2016) - **Culture**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à clarifier la responsabilité civile des organisateurs de manifestations revendicatives et à indemniser les victimes de dégradations [n° 834 (2015-2016)] (16 septembre 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à la création d'une agence des mobilités d'Île-de-France [n° 118 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à la création d'un syndicat du tourisme d'Île-de-France [n° 119 (2016-2017)] (10 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur l'ensemble du territoire par la réorganisation de la filière de formations en santé visuelle [n° 129 (2016-2017)] (21 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à faire courir le délai de prescription pour les actions en responsabilité exercées contre l'État du fait de la non-affiliation aux organismes de retraite des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire, à compter du 14 novembre 2011 [n° 152 (2016-2017)] (28 novembre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à un meilleur contrôle de l'aide au retour [n° 211 (2016-2017)] (12 décembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission conjointe relative à la sécurité dans les gares - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des lois*) : Prévention et lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Supprimer les missions temporaires confiées par le Gouvernement aux parlementaires et supprimer le remplacement des parlementaires en cas de prolongation d'une mission temporaire - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 4 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des lois*) : Assistance médicale à la procréation et à la gestation pour autrui - Examen du rapport d'information.

Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Achats en ligne et protection des consommateurs : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

(*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Laurent Fabius, candidat proposé par le président de la République pour siéger au Conseil constitutionnel.

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Pinault, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Augmenter de deux candidats remplaçants la liste des candidats au conseil municipal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vente à distance de biens - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Rapports par pays de la Commission européenne : communication de Mme Fabienne Keller et M. François Marc.

Institutions européennes - Réforme de la loi électorale de l'Union européenne : proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des lois*) : Marchés publics - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection de la Nation - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Marchés d'instruments financiers : communication de MM. Éric Bocquet et Jean-Paul Émorine.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Audition de M. Jean-Jacques Urvoas, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Union européenne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des lois*) : Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réformer le système de répression des abus de marché - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des lois*) : Prorogation de l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Révision de la politique européenne de voisinage (volet concernant la Méditerranée) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Louis Nègre et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Négociations en vue de la réunification de la république de Chypre : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des lois*) : Modernisation de la justice du XXI^e siècle - Auditions sur la suppression de la collégialité de l'instruction et les dispositions relatives à la justice des mineurs.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, et la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Union européenne et enjeux du numérique - Audition conjointe avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires économiques.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Jean-Éric Hyafil du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Modalités d'inscription sur les listes électorales - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour

l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement à Strasbourg des 6 et 7 juin : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, Mme Fabienne Keller et M. Claude Kern.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Philippe Van Parijs, professeur à l'université catholique de Louvain, fondateur du Basic Income Earth Network.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Suite de l'examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Gaspard Koenig, président de Génération libre.

Audition de M. Georges Tissié, directeur des affaires sociales de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Audition de Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Fondation iFRAP).

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale dans l'habitat.

(*commission des lois*) : Biométrie - Examen du rapport d'information.

Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du jeudi 22 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition conjointe d'organismes gestionnaires de prestations sociales : - Mme Delphine Champetier, directrice de cabinet du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ; - M. Pascal Émile, directeur délégué de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) ; - M. Bernard Tapie, directeur des statistiques, des études et de la recherche, et Mme Patricia Chantin, responsable des relations parlementaires et institutionnelles de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ; - M. Jérôme Rivoisy, directeur général adjoint en charge de la stratégie et des relations extérieures de Pôle emploi.

Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

(*mission d'information Revenu de base*): Audition de M. Philippe Vasseur, commissaire spécial pour la revitalisation industrielle de la région Hauts-de-France.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des lois*): Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*): Évolution de l'activité des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en matière de secours à personne - Examen du rapport d'information.

Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*): Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des lois*): Statut de Paris et aménagement métropolitain - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des lois*): Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des lois*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Statut de Paris et aménagement métropolitain - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Avis motivé de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur le Groupement européen des régulateurs des communications électroniques.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. François Marc sur la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des lois*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*): Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*): Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des lois*): Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité - Audition de représentants de l'Alliance pour la confiance numérique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Article 1er** (*Simplification du droit et principe de compensation des charges pour les collectivités territoriales*) (p. 53).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (19 janvier 2016) - **Article 2** (*art. L. 110-1 du code de l'environnement - Connaissance de la biodiversité d'intérêt général, principes de l'action préventive et de la solidarité écologique*) (p. 302, 303). (p. 306). (p. 307). (p. 310, 311). (p. 314). (p. 317).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2016) - **Article 9** (*art. L. 131-8 à L. 131-13 [nouveaux] du code de l'environnement - Création de l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 379). (p. 380). (p. 386). (p. 387). (p. 389).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2016) - **Article 18** (*art. L. 412-1, L. 412-2, L. 412-2-1, et L. 412-3 à L. 412-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation*) (p. 436). (p. 437). (p. 437). (p. 438).

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Article 1er** (*art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions*) (p. 742). - **Article 3** (*art. L. 133-6 et L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Régime d'incapacité pour diriger ou exercer au sein des établissements, services ou lieux de vie et d'accueil régis par le code de l'action sociale et des familles et modalités de renouvellement de l'agrément des assistants familiaux*) (p. 744).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires [n° 275 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 748, 750).

- Rapporteur - **Article 1er** (*art. 25 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Obligations générales des fonctionnaires*) (p. 759). (p. 761). (p. 762). - **Article 3** (*art. 6, 6 bis, 6 ter A, 6 quinquies et 25 ter [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Protection des lanceurs d'alerte*) (p. 764). (p. 764, 765). (p. 765). (p. 766). - **Article 4** (*art. 25 quater, 25 quinquies, 25 sexies et 25 septies A [nouveaux] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 768). (p. 768). (p. 768). (p. 769). (p. 769). (p. 769). (p. 770). (p. 770, 771). (p. 772). (p. 772). (p. 772). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 773). (p. 773, 774).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2016) - **Article 5** (*Entrée en vigueur des obligations déclaratives des fonctionnaires*) (p. 1553). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1555). (p. 1556, 1557). - **Article 6** (*art. 25 septies [nouveau] de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 - Encadrement du cumul d'activités*) (p. 1560). (p. 1561). - **Article 7** (*art. 37 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 60 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 46-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Modalités d'entrée en vigueur de l'encadrement du cumul d'activités*) (p. 1562). - **Article 8** (*art. 14 bis et 25 octies [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; art. 30 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 21 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 421-3, L. 531-3 et L. 531-7 du code de la recherche ; art. L. 1313-10, L. 5323-4 et L. 6152-4 du code de la santé publique ; art. L. 952-14-1 et L. 952-20 du code de l'éducation et art. L. 114-26 du code de la mutualité - Composition et attributions de la commission de déontologie de la fonction publique*) (p. 1564). (p. 1565). (p. 1565). (p. 1565). (p. 1565, 1566). (p. 1566). (p. 1566). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1568). - **Article 9** (*art. 25 nonies et 28 bis [nouveaux] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 11, 20, 22 et 23 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 - Institution de référents déontologues - Extension des obligations déclaratives aux collaborateurs de cabinet de certaines autorités territoriales - Coordinations*) (p.1570). (p.1570). (p.1571). (p. 1573, 1574). (p. 1574). (p. 1575). (p. 1575). (p. 1575). (p. 1576). (p. 1577). - **Article additionnel après l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 1583). (p. 1583). - **Article 9 bis** (*art. L. 131-2, L. 131-3 et L. 131-4 à L. 131-7 [nouveaux] du code de justice administrative - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres du Conseil d'État*) (p. 1585). (p. 1586). (p. 1586). (p. 1587). (p. 1587). (p. 1587). - **Article 9 ter** (*art. L. 231-1-1 [nouveau], L. 231-4 et L. 231-4-1 à L. 231-4-3 [nouveaux] du code de justice administrative - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 1590). (p. 1590). - **Article 9 quinquies** (*art. L. 120-4 et L. 120-5 à L. 120-9 [nouveaux] du code des juridictions financières - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux membres et aux personnels de la Cour des comptes*) (p. 1592). (p. 1593). (p. 1594). (p. 1594). - **Article 9 sexies** (*art. L. 212-9-1 à L. 212-95 [nouveaux] du code des juridictions financières - Règles déontologiques et obligations déclaratives en matière d'intérêts et de patrimoine applicables aux magistrats et aux personnels des chambres régionales des comptes*) (p. 1596). (p. 1596). (p. 1597). - **Article 10** (*art. 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 71 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Renforcement de la protection fonctionnelle des agents et de leurs ayants-droit*) (p. 1599). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1599). - **Article 10 ter** (*art. 656-1 du code de procédure pénale - Protection de l'identité des membres des forces spéciales et des membres des unités d'intervention spécialisées dans la lutte contre le terrorisme au cours des procédures judiciaires*) (p. 1600). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 1600). (p. 1601). (p. 1601). (p. 1601). - **Article 11** (*art. 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Rétablissement dans ses fonctions ou reclassement provisoire du fonctionnaire suspendu et faisant l'objet de poursuites pénales*) (p. 1603). (p. 1603). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1604). - **Article 11 bis A** (*art. 10 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Priorité supplémentaire en cas de mutation*) (p. 1605). - **Article additionnel après l'article 11 bis A** (p. 1606). - **Article 11 quater** (*art. 14 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1984 ; art. 32, 34, 49 et 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 55, 57, 70 et 74 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 39, 41, 60, 61 et 63 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. L. 4251-6 du code de la défense ; art. L. 3133-1 du code de la santé publique - Coordinations et dispositions transitoires découlant de la simplification du régime des positions*) (p. 1608). - **Article 11 sexies** (*art. 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 49 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Encadrement des*

modalités de mise à disposition) (p. 1610). - **Article 12** (*art. 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Instauration d'un délai de prescription de l'action disciplinaire*) (p. 1610, 1611). (p. 1611). (p. 1612). (p. 1612). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 1612). - **Article 13** (*art. 19 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 66 [abrogé] de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 81 [abrogé] de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et art. 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Révision de l'échelle des sanctions disciplinaires et harmonisation entre les trois fonctions publiques*) (p. 1616). (p. 1617). (p. 1618). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1619). (p. 1619). - **Article 15 bis A (nouveau)** (*art. 1er, 2, 3, 4, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 24, 25, 26 et 28 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et art. 92 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - Précisions pour l'éligibilité à la titularisation ou à la CDIation offertes par la loi du 12 mars 2012*) (p. 1622). (p. 1623, 1624). (p. 1625). (p. 1625). (p. 1626). (p. 1626). (p. 1627). - **Article 15 bis** (*art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Allongement des cas de suspension de la durée de validité des listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 1628). (p. 1629). - **Article 16** (*art. 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Encadrement plus strict des dérogations à l'emploi titulaire prévues pour les établissements publics administratifs*) (p. 1630). (p. 1631). - **Article 17 (supprimé)** (*art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Nature du contrat des contractuels recrutés sur des emplois permanents*) (p. 1632). - **Article 18** (*art. 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Précisions sur le régime de transformation du CDD en CDI*) (p. 1648). - **Article 18 bis (supprimé)** (*art. 3 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 3-7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. L. 1251-60 du code du travail - Suppression du recours à l'intérim dans les fonctions publiques de l'État et territoriale*) (p. 1650). - **Article 18 ter** (*art. 6 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Généralisation du primo-recrutement en CDI dans la fonction publique de l'État*) (p. 1651). - **Article 18 quater B (nouveau)** (*art. 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Durée du contrat pour pourvoir une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire*) (p. 1652). - **Article 18 quater** (*art. 26, 33, 111, 120, 123-1, 124, 126 à 129, 136, 137 et 139 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mesures d'alignement du régime des contrats de la fonction publique territoriale sur celui de l'État*) (p. 1653). - **Article additionnel avant l'article 19 A** (p. 1654). - **Article 19 A (nouveau)** (*art. 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Représentation proportionnelle des femmes et des hommes sur les listes de candidats à la représentation du personnel*) (p. 1654). (p. 1655). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. 100-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Mutualisation des droits syndicaux dans la fonction publique territoriale*) (p. 1657). - **Article additionnel après l'article 19 ter** (p. 1657). - **Article 19 quater** (*art. 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Extension de la compétence des commissions consultatives paritaires à l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale*) (p. 1657). (p. 1658). - **Article additionnel après l'article 19 sexies** (p. 1659). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 1660). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 1661). - **Article 20 quater** (*art. 12, 15 et 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 19, 33 et 59 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 36 et 56 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 29, 70 et 97 de la loi n° 86-83 du 9 janvier 1986 - Précisions au régime de position et d'avancement des délégués syndicaux*) (p. 1662). (p. 1663). - **Article additionnel après l'article 20 quater** (p. 1664). - **Article 22 (supprimé)** (*art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 78-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Remplacement de la notion de prime d'intéressement en raison de la « performance collective » par celle de « résultats collectifs »*) (p. 1664). - **Article 23** (*art. 109 et 110 [abrogé] de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 - Application du régime de droit public ou privé aux personnels des groupements d'intérêt public en fonction de la nature des activités principalement exercées par ces groupements*) (p. 1665). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 1666). (p. 1667). (p. 1667, 1668). -

Article 23 bis (art. L. 122-1, L. 232-2, L. 232-3 et L. 511-2 du code de justice administrative - Diverses dispositions applicables aux juridictions administratives) (p. 1669). (p. 1669). - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-5, L. 112-5-1 [nouveau], L. 112-6, L. 112-8 et L. 220-1 du code des juridictions financières - Création de nouvelles catégories de conseillers référendaires et de conseillers maîtres en service extraordinaire ; statut des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 1670). - **Article 23 quater** (art. L. 112-7, L. 122-5 et L. 222-4 du code des juridictions financières - Régime d'incompatibilités des magistrats des chambres régionales des comptes ; recrutement des conseillers référendaires et des rapporteurs extérieurs) (p. 1671). - **Article additionnel avant l'article 24 A** (p. 1672). - **Article 24 A** (art. L. 323-2 et L. 323-8-6-1 du code du travail - Extension des obligations d'emploi de travailleurs handicapés aux juridictions administratives et financières, aux autorités administratives indépendantes, aux autorités publiques indépendantes et aux groupements d'intérêt public) (p. 1674). - **Article 24 BA (nouveau)** (art. 30 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 - Protection sociale complémentaire pour les fonctionnaires de France Télécom) (p. 1674). - **Article additionnel après l'article 24 BA** (p. 1675). - **Article 24 B** (art. 22 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 32 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Harmonisation de la procédure de recrutement sans concours des fonctionnaires de catégorie C) (p. 1676). (p. 1676). (p. 1677). - **Article 24 C** (art. 34 et 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 57 et 75 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 41 et 64 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Modification des régimes des congés pour maternité ou pour adoption, du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et du congé parental) (p. 1680). - **Article 24 G (supprimé)** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Allongement de la durée de validité des inscriptions sur les listes d'aptitude des concours de la fonction publique territoriale) (p. 1681). - **Article 24 M** (art. 14 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 - Compétences et organisations des délégations régionales du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 1682). - **Article 24 O (nouveau)** (art. 14, 15, 23 et 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Poursuite de la réforme des centres de gestion) (p. 1683). (p. 1684). - **Articles additionnels après l'article 24 O** (p. 1685). (p. 1685). (p. 1686). (p. 1686). - **Article 24** (Habilitation législative) (p. 1687). (p. 1687). - **Article 24 bis** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Régime indemnitaire des agents territoriaux) (p. 1688). (p. 1688). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 1688). - **Article 26** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnances pour codifier le droit de la fonction publique) (p. 1690). - **Article 27 (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Report de la limite d'âge de certains emplois supérieurs) (p. 1690). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 1691).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste [n° 336 (2015-2016)]** - (2 février 2016) - **Article 11** (art. 421-3, 421-5 et 421-6 du code pénal ; art. 720-4 du code de procédure pénale - Criminalisation de l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste) (p. 2169).

- **Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation [n° 338 (2015-2016)]** - (3 février 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2260). - **Article 1er** (Modalités de financement du droit individuel à la formation des élus locaux) (p. 2263).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine [n° 341 (2015-2016)]** - (11 février 2016) - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 2725).

- **Suite de la discussion** (16 février 2016) - **Article 24** (art. L. 621-5, L. 621-6, L. 621-12, L. 621-9, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-39 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-3, L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 624-1 à L. 624-7, L. 631-1 à L. 631-3 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux], L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Renforcement de la

protection des meubles attachés aux immeubles classés, des abords des monuments historiques ainsi que des domaines nationaux - Instauration du régime des cités historiques) (p. 2872). (p. 2876). (p. 2880). - **Article 26 quater** (art. 3 et 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 2938). (p. 2939).

- **Suite de la discussion** (17 février 2016) - **Article 26 undecies (supprimé)** (Expérimentation en matière de normes applicables à la construction) (p. 2959). (p. 2964). - **Articles additionnels après l'article 26 quaterdecies** (p. 2975). (p. 2976). (p. 2977). (p. 2977). - **Article 33** (art. L. 331-18, art. L. 341-1-1 [nouveau], art. L. 350-2, L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-21 du code de l'environnement - Coordination législative du code de l'environnement) (p. 2984). - **Articles additionnels après l'article 33 (suite)** (p. 3014). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 211-11 et L. 214-17 du code de l'environnement - Préservation des moulins protégés au titre du patrimoine) (p. 3016). (p. 3017). (p. 3019). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 3026). - **Article 36** (art. L. 110, L. 111-6-2, L. 111-7, L. 123-1-2, L. 123-1-3, L. 123-1-5, L. 123-5-1, L. 123-5-2, L. 127-1, L. 127-2, L. 128-1, L. 300-6-1, L. 313-1, L. 313-12, L. 313-15, L. 322-2, L. 421-6, L. 480-1, L. 480-2 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Coordination législative du code de l'urbanisme - Dérogations aux règles d'urbanisme pour les projets architecturaux particulièrement créatifs et innovants) (p. 3030). - **Article 40** (Entrée en vigueur différée des règles relatives aux abords et aux cités historiques - Transformation automatique des espaces protégés) (p. 3037). (p. 3038).

- **Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle [n° 390 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 3** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Publicité de la liste des auteurs de présentation de candidats à l'élection présidentielle) (p. 3086, 3087). (p. 3088). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3091). - **Article 6** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Durée de la période couverte par les comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle) (p. 3098). - **Article 7** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel - Horaires de fermeture des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle) (p. 3100). (p. 3103). (p. 3103).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le traité transatlantique et l'agriculture** - (1er mars 2016) (p. 3190). (p. 3190).

- **Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées en cas de création d'une commune nouvelle [n° 433 (2015-2016)]** - (8 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3890, 3891). - **Article 2 (nouveau)** (Modalités de désignation des délégués sénatoriaux dans les communes nouvelles) (p. 3897).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Article 1er** (art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique) (p. 3960, 3961). (p. 3965). (p. 3967). (p. 3969).

- **Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire - Deuxième lecture [n° 473 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 8 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Réduction du nombre de normes en matière agricole) (p. 4483). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4487).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (23 mars 2016) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5551-1 et L.5553-11 du code des

transports - Exonérations de cotisations sociales pour les employeurs de gens de mer) (p. 4495). (p. 4496). (p. 4496, 4497). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4497). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 4501, 4502).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article 4 ter A** (art. 421-3, 421-4, 421-5, 421-6 et 421-7 [nouveau] du code pénal - « Perpétuité réelle » pour les crimes terroristes) (p. 4940). (p. 4942).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5018). (p. 5019). (p. 5020). (p. 5020). (p. 5021). (p. 5021).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République pour permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités [n° 517 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - **Article unique** (p. 5692, 5693). (p. 5693). (p. 5694).

- **Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires - Commission mixte paritaire [n° 507 (2015-2016)]** - (7 avril 2016) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5709, 5711).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (26 avril 2016) - **Article 4** (art. L. 311-6, L. 312-1-1, L. 312-1-2 et L. 312-1-3 [nouveaux] du code des relations entre le public et l'administration ; section 3 du chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie [abrogée] et art. L. 1821-1 du code général des collectivités territoriales ; section 3 du chapitre V du titre II du livre Ier [abrogée] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Extension du champ de la diffusion des documents administratifs) (p. 5812). (p. 5814). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Encouragement des démarches d'ouverture des données pour les éco-organismes de gestion des déchets) (p. 5837). - **Article 7** (art. L. 321-3 [nouveau] et L. 323-2 du code des relations entre le public et l'administration - Dérogation au droit « sui generis » du producteur d'une base de données - Encadrement des licences de réutilisation à titre gratuit) (p. 5842). (p. 5843). (p. 5844). (p. 5844). (p. 5845). - **Article 8** (art. L. 322-6, L. 326-1, L. 341-1, L. 342-1, L. 342-2, L. 342-3 et L. 342-6 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Actualisation annuelle du répertoire des principaux documents administratifs - Modification des compétences et du fonctionnement de la commission d'accès aux documents administratifs) (p. 5852). (p. 5853).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Article 2 bis** (art. 1386-19 à 1386-25 [nouveaux], art. 2226-1 [nouveau] et art. 2232 du code civil, articles L. 152-1 et L. 164-2 [nouveau] du code de l'environnement - Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil) (p. 7306). (p. 7306). (p. 7307). (p. 7310). (p. 7310). (p. 7310). (p. 7311).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2016) - **Article 18** (art. L. 412-2-1, L. 412-3, L. 412-4, L. 412-4-1, L. 412-5, L. 412-6, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-9, L. 412-10, L. 412-11, L. 412-12, L. 412-12-1, L. 412-13, L. 412-14, L. 412-15, L. 412-16, L. 412-17 et L. 412-18 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation de l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, partage des avantages en découlant, traçabilité et contrôle de leur utilisation) (p. 7421). - **Article 27 A (supprimé)** (intitulé de la section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts, article 1609 unvicies [nouveau] du code général des impôts, articles L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Contribution additionnelle sur les huiles de palme, de palmiste et de coprah) (p. 7430, 7431). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-1 du code de l'environnement - Procédure de classement en parc

naturel régional) (p. 7434, 7435). - **Article 32 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 332-3 du code de l'environnement - Réglementation des activités humaines dans les réserves naturelles) (p. 7442).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2016) - **Article 33 A** (art. L. 163-1 à L.163-5 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations de compensation écologique d'un maître d'ouvrage) (p. 7483). - **Article 33 bis (supprimé)** (Rapport sur les moyens de renforcer l'attractivité des obligations réelles environnementales) (p. 7506). - **Article 35 quater** (art. L. 161-10-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques - Échange de parcelles) (p. 7509). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1 du code rural et de la pêche maritime - Extension de l'aménagement foncier agricole et forestier à l'environnement pour inclure des finalités hydrologiques ou écologiques) (p. 7511, 7512). - **Article 36 quater (supprimé)** (art. L. 113-29 et L. 113-30 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Création d'espaces de continuités écologiques) (p. 7515). - **Article 51 undecies B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-17 du code de l'environnement - Délai accordé aux propriétaires de bonne foi pour la réalisation des travaux sur les moulins permettant l'amélioration de la continuité écologique) (p. 7536). - **Article 51 duodecies** (art. L. 219-1 à L. 219-6 du code de l'environnement - Régime d'opposabilité des documents stratégiques de façade et des documents stratégiques de bassin maritime) (p. 7540). - **Article 51 quaterdecies** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de l'usage des produits phytosanitaires de la famille des néonicotinoïdes) (p. 7550). (p. 7551). (p. 7551). (p. 7555).

- **Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Deuxième lecture [n° 589 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Article 20 bis (supprimé)** (Exclusion du crédit d'impôt recherche pour les contrats de fouille archéologique préventive) (p. 8337). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination concernant l'intitulé du livre VI du code du patrimoine) (p. 8341). - **Article 24** (art. L. 621-4 à L. 621-6, L. 621-9, L. 621-12, L. 621-27, L. 621-30 à L. 621-33, L. 621-34 à L. 621-38-1 [nouveaux] et L. 621-39 à L. 621-41 [nouveaux], L. 622-1-1 et L. 622-1-2 [nouveaux], L. 622-2 à L. 622-4, L. 622-4-1 [nouveau], L. 622-10, L. 622-17, L. 624-1 à L. 624-7 [supprimés], L. 631-1 à L. 631-5 [nouveaux], L. 632-1 à L. 632-3 [nouveaux] et L. 633-1 [nouveau] du code du patrimoine - Lutte contre le dépeçage et la dispersion du patrimoine - Réforme du régime des abords - Création d'une protection propre aux domaines nationaux - Instauration du régime des sites patrimoniaux remarquables) (p. 8358). (p. 8358). (p. 8359). - **Article 26 quater** (art. 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et art. L. 441-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Recours obligatoire à un architecte pour les demandes de permis d'aménager des lotissements) (p. 8373). - **Article 26 duodecies (supprimé)** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Dérogation aux conditions et délais d'instruction pour les permis de construire établis par un architecte en-deçà du seuil dérogatoire) (p. 8376). - **Article 33 bis A** (art. L. 553-1 du code de l'environnement - Encadrement pour des motifs patrimoniaux de l'implantation d'éoliennes) (p. 8389).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2 A** (p. 9508).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à

L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés (p. 9590). (p. 9641).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10201). (p. 10205).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 25** (art. L. 2242-8 du code du travail - Obligation de négociation sur le droit à la déconnexion) (p. 10279). - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10283). - **Article 27 bis (supprimé)** (art. L. 7341-1 [nouveau] et L. 7342-1 à L. 7342-6 [nouveaux] du code du travail - Responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique) (p. 10303). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 10325).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10357).

- **Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales [n° 688 (2015-2016)]** - (28 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 16, L. 17, L. 17-1 [abrogé], L. 18 et L. 113 du code électoral - Délai d'inscription sur les listes électorales - Répertoire électoral unique - Compétence du maire pour les inscriptions et radiations) (p. 10663). (p. 10666). (p. 10667, 10668). (p. 10669). (p. 10671). (p. 10672). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 36, 37 et 38 du code électoral - Décompte des délais en jours calendaires - Modalités de communication des listes électorales) (p. 10677).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (4 juillet 2016) - **Article 6 A** (p. 12159, 12160). - **Article 6 D (Confidentialité des données d'une alerte éthique)** (p. 12169). (p. 12169, 12170). - **Article 6 E** (art. L. 1132-3-3 du code du travail - Interdiction des repréailles à l'encontre d'un lanceur d'alerte) (p. 12171).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 8** (art. L. 23-11-1 à L. 23-11-4 [nouveaux] du code de commerce et art. 41-1 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation pour les grandes sociétés de mettre en place des mesures internes de prévention et de détection des faits de corruption, sous le contrôle de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 12204). - **Article 12 bis** (art. 40-1, 41-1-2 [nouveau] et 180-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un mécanisme de transaction pénale, à l'initiative du parquet, pour les sociétés mises en cause pour des faits de corruption) (p. 12222). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-11 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics : périmètre,

informations, contrôle, sanctions) (p. 12238). (p. 12243). (p. 12244). (p. 12245). (p. 12245). (p. 12246). (p. 12247, 12248). (p. 12256). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 12260).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2016) - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé)** (p. 12328). (p. 12328). (p. 12329). - **Article 16 bis (précédemment réservé)** (art. L. 14-14-2 et L. 14-14-3 du code général des collectivités territoriales et art. 32, 34, 35, 48, 52, 69, 74 et 87 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 - Ratification et modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics) (p. 12333). (p. 12335). (p. 12336, 12337). (p. 12338). (p. 12339). (p. 12342). (p. 12343). (p. 12346). (p. 12347). (p. 12347). (p. 12347). (p. 12349). (p. 12351). (p. 12351). (p. 12353). (p. 12354). (p. 12355). (p. 12356). (p. 12357). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 141-1-2 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 12363). - **Article 30 C (priorité)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-27 et L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les contrats de cession de produits agricoles conclus en vue de revente ou de transformation de faire référence à des indicateurs de coûts de production agricole et de prix agricoles ou alimentaires) (p. 12386). (p. 12387). - **Article 30 (priorité)** (art. L. 631-24-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la cession à titre onéreux de contrats d'achat de lait de vache pour une durée de sept ans) (p. 12391). - **Article 30 bis (priorité) (supprimé)** (Rapport sur le renforcement des missions de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires et sur divers autres sujets intéressant l'agriculture) (p. 12393). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 621-3, L. 621-8 et L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de publication des comptes des sociétés agroalimentaires ou de distribution alimentaire et transmission de données sur la situation des filières agricoles aux commissions parlementaires compétentes) (p. 12397). (p. 12401, 12402).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2016) - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure les conventions portant sur des produits agricoles ou alimentaires pour une durée supérieure à un an, dans la limite de trois ans) (p. 12437). (p. 12438). (p. 12439). - **Article 31 quater A (priorité) (supprimé)** (Rapport sur les contrats de vente de produits agricoles périssables soumis à de fortes fluctuations de prix) (p. 12441). - **Article additionnel après l'article 31 sexies (priorité)** (p. 12443).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Nouvelle lecture [n° 766 (2015-2016)]** - (11 juillet 2016) - **Article 72 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 350-3 [nouveau] du code de l'environnement - Protection des allées et des alignements d'arbres) (p. 13527). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13530).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 8 sexies** (p. 14440). - **Article 12 ter** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-2-1 [nouveau], L. 120-3, L. 120-9, L. 120-14, L. 120-30 et L. 120-36-1 [nouveau] du code du service national - Diverses dispositions relatives au service civique) (p. 14454). - **Article 12 nonies (supprimé)** (titre Ier bis du livre Ier du code du service national - Service civique obligatoire) (p. 14463).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14 bis** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Renforcement du contrôle de l'État sur l'instruction dispensée en famille) (p. 14484, 14485). - **Article 14 decies** (Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements

privés d'enseignement scolaire) (p. 14493). - **Article 15 bis A** (art. L. 213-2 du code du patrimoine - Parrainage républicain d'un enfant) (p. 14505). (p. 14507). - **Article 15 decies** (art. L. 126, L. 193, L. 253, L. 262, L. 273-8, L. 288, L. 294, L. 338-1, L. 366, et L. 338 du code électoral, art. L. 2121-21, L. 2122-7, L. 2122-7-2, L. 3122-1, L. 3122-5, L. 3631-5, L. 3634-1, L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4422-8, L. 4422-9 et L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales, art. 3 et 3-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Inversion de la règle de seniorité en cas d'égalité de suffrages aux élections) (p. 14516). - **Article 19 septies A (supprimé)** (art. L. 5131-6-1 [nouveau] du code du travail - Éligibilité des personnes bénéficiant de l'allocation prévue par le contrat d'insertion dans la vie sociale au dispositif de caution publique pour le permis de conduire) (p. 14548).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14661).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 29 (précédemment réservé)** (art. L. 302-2, L. 302-4, L. 302-5, L. 302-6, L. 302-8, L. 302-9-1-3 [nouveau], L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Conditions d'application de la loi SRU) (p. 14783, 14784). - **Article 33 bis E** (art. L. 174-5 et L. 175-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Accorder un délai pour la tenue du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable pour certains EPCI) (p. 14840). (p. 14843). - **Articles additionnels après l'article 33 bis E** (p. 14843).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Article 37** (art. 24, 32, 33, 46, 49 [abrogé], 50, 50-1, 51, 53, 54, 54-1 [nouveau], 55, 65-3 et 65-4 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse - Répression des infractions de presse) (p. 14932).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression des policiers de l'Essonne** - (13 octobre 2016) (p. 14988). (p. 14989).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 16495). - **Article 5** (art. L. 3120-2-1 et L. 3120-2-2 [nouveaux], L. 3121-5, L. 3121-9 et L. 3121-10 [abrogés], L. 3122-4, L. 3122-7 et L. 3122-8 [abrogés], L. 3123-1, L. 3123-2-1 [abrogé], L. 3124-2 [abrogé], L. 3124-6 [abrogé] et L. 3124-11 du code des transports - Unification des dispositions relatives à l'aptitude professionnelle des conducteurs du transport public particulier de personnes) (p. 16498, 16499).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Article 4** (Droit de communication des agents habilités de l'Agence de prévention de la corruption) (p. 16634). - **Article 13** (art. 18-1 à 18-10 [nouveaux] et 20 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 4 quinquies [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Encadrement des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics (périmètre, informations, contrôle et sanctions)) (p. 16685). (p. 16686). (p. 16686). (p. 16687). (p. 16688). (p. 16688). (p. 16688). (p. 16689). (p. 16690). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-9-1 et L. 423-2 du code des assurances, art. L. 612-33 et L. 612-33-2 [nouveau] du code monétaire et financier, art. L. 431-2 du code de la mutualité et art. L. 951-2 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la faculté pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de prononcer la mesure conservatoire de transfert d'office d'un portefeuille de contrats d'assurance et habilitation en vue de lui

confier une fonction d'autorité de résolution dans le secteur des assurances) (p. 16698). (p. 16698). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16701). - **Article 29 bis B** (art. L. 313-25 et L. 313-30 du code de la consommation - Information de l'emprunteur sur les documents à fournir en cas de demande de substitution de l'assurance-emprunteur dans le cadre d'un contrat de crédit immobilier) (p. 16710). (p. 16712). - **Article 31 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-7, L. 441-7-1 et L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de conclure des conventions pluriannuelles portant sur des produits agricoles ou alimentaires) (p. 16718). - **Article 36** (art. L. 441-6, L. 443-1 et L. 465-2 du code de commerce, art. L. 522-7 du code de la consommation et art. 40-1 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Régime des amendes administratives prononcées par l'autorité compétente en matière de concurrence, de consommation et de répression des fraudes) (p. 16720). (p. 16721). (p. 16721).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 17131, 17132).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 17412). - **Articles additionnels après l'article 8 quinquies** (p. 17426).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 17495). (p. 17496). (p. 17497). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 122 de la loi n° 2005-1720 de finances rectificative pour 2005 - Prolongation et extension du plan d'apurement de la dette agricole en Corse) (p. 17498). - **Article 16** (art. 137-27 à L. 137-29 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits du tabac) (p. 17506). - **Article 17** (art. 575 A du code général des impôts - Hausse du droit de consommation applicable aux tabacs à rouler) (p. 17511, 17512).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale - Clauses de désignation) (p. 17547). - **Article 20** (art. L. 131-8, L. 135-2, L. 135-3, L. 136-8, L. 223-1, L. 241-2, L. 241-3, L. 245-16, L. 413-6, L. 413-10, L. 413-11-2, L. 437-1, L. 635-1, L. 651-2-1, L. 862-4 et L. 134-15 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2, L. 731-3, L. 732-58, L. 753-1, L. 753-2, section 2 et 3 du chapitre III du titre V du livre VIII, L. 753-4, L. 753-5, L. 753-6, L. 753-7, L. 753-12, L. 753-15, L. 753-19, L. 753-20 et L. 753-22 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 14-10-1 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, art. 1609 viciés, art. 1618 et art. 1622 du code général des impôts, art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, art. 9 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge par l'État des mesures d'exonérations précédemment compensées à la sécurité sociale, réaffectation de recettes, suppression du FCAT et du FCATA, transferts de charges et sécurisation du versement des retraites complémentaires des artisans du BTP) (p. 17552). (p. 17553). (p. 17554). (p. 17554).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18558). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18562).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Article 8 sexies** (art. L. 1434-3 du code

de la santé publique et article 196 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Volet du schéma régional de santé consacré aux besoins de santé spécifiques aux zones de montagne) (p. 18722, 18723). (p. 18724). - **Article 8 octies** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Délivrance de l'autorisation d'exercer la pharmacie) (p. 18725).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 18768). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 18810). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 18815). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 18819).

VAUGRENARD (Yannick)
sénateur (Loire-Atlantique)
Socialiste et républicain

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 14 mars 2016 ; fin de mission le 13 septembre 2016.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers et de l'artisanat (10 février 2016).

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du Conseil national de l'insertion par l'activité économique.

Membre de la mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France le 18 mai 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche.**

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 20 BA** (p. 18919). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18924, 18925). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18929).

- **Question orale sans débat sur la procédure de permis de construire pour les exploitations agricoles** - (20 décembre 2016) (p. 20826). (p. 20827).

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 41 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à expérimenter l'attribution d'un revenu de base [n° 204 (2016-2017)] (8 décembre 2016) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Marwan Lahoud, président d'Airbus Group SAS et directeur général délégué d'Airbus Group.

Chambres de commerce et d'industrie et chambres de métiers et de l'artisanat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des affaires économiques*) : Réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Robin Rivaton, économiste, membre du Conseil scientifique de la Fondapol, auteur de deux rapports consacrés à la relance industrielle de la France grâce à la robotique.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences du traité transatlantique pour l'agriculture et l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du jeudi 18 février 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition d'Alain Parant, démographe, conseiller scientifique de Futuribles international.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Ancrage territorial de l'alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 5 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : République numérique - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique.

Réunion du jeudi 7 avril 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition, sur le thème du numérique, de Philippe Lemoine, président du Forum d'action modernités.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

Maintien de la réglementation viticole - Communication.

Réunion du mardi 3 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Politique du logement - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total.

Réunion du jeudi 19 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Gestion de la ressource en eau : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. James Kenneth Galbraith, économiste.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux des télécommunications et du numérique - Audition de M. Patrick Drahi, président d'Altice Group.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Marc de Basquiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE).

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Mettre en place des outils de gestion des risques en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Philippe Van Parijs, professeur à l'université catholique de Louvain, fondateur du Basic Income Earth Network.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de Mme Éricka Bareigts, secrétaire d'État chargée de l'égalité réelle.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Audition de représentants d'organisations représentatives de salariés.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Débat d'orientation : échange de vues sur le rapport.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Suite de l'examen des amendements de séance.

(*mission d'information Revenu de base*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rodolphe Belmer, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mardi 11 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

(*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen d'amendements déposés par les rapporteurs sur le texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique commerciale - Accord économique entre l'Union européenne et le Canada - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes, de M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 - Audition de Mme Isabelle de Silva, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de la concurrence.

Avenir des chantiers navals STX France (ex-Chantiers de l'Atlantique) - Communication de M. Yannick Vaugrenard.

Réunion du jeudi 13 octobre 2016 (*mission d'information Revenu de base*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre, sur les négociations relatives au TTIP.

(*commission des affaires économiques*) : Négociations relatives au TTIP (traité transatlantique) - Audition de M. Édouard Balladur, ancien Premier ministre.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, directeur général du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation de l'étude sur « l'avenir et les risques du système financier et bancaire » par M. Pierre-Yves Collombat.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la trésorerie des petites et moyennes entreprises** - (26 janvier 2016) (p. 704). (p. 705).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 311 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 2025, 2026). - **Article 1er** (*art. L. 711-1, L. 711-1-1, L. 711-8, L. 711-10, L. 711-13, L. 711-22, L. 712-4, L. 713-12 et L. 920-1 du code de commerce - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie*) (p. 2032). (p. 2033). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2036).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport Notre-Dame-des-Landes** - (2 février 2016) (p. 2153).

- **Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat - Commission mixte paritaire [n° 384 (2015-2016)]** - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3843, 3844). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3848).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation [n° 427 (2015-2016)]** - (9 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3947, 3948). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3958). - **Article 1er** (*art. L. 230-5-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Présence obligatoire, dans la restauration collective des personnes publiques, de produits relevant de l'alimentation durable et de l'agriculture biologique*) (p. 3963).

- **Question orale sans débat sur les contrats de volontariat en petites et moyennes entreprises** - (15 mars 2016) (p. 4099). (p. 4100).

- **Question orale sans débat sur la faisabilité d'un dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante** - (10 mai 2016) (p. 7209, 7210). (p. 7210).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-**

[n° 662 (2015-2016)] - (14 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9536).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) (p. 9587). (p. 9618).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 23** (art. L. 5131-3 à L. 5131-8 et L. 5134-54 du code du travail et art. 244 quater G du code général des impôts - Parcours contractualisé d'accompagnement et généralisation de la garantie jeunes) (p. 10248, 10249). (p. 10258).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Notre-Dame-des-Landes (I)** - (23 juin 2016) (p. 10368).

- **Question orale sans débat sur la situation des mineurs isolés étrangers et non scolarisés** - (19 juillet 2016) (p. 13727). (p. 13728).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (4 octobre 2016) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 14421).

- **Suite de la discussion** (5 octobre 2016) - **Article 14** *decies* (*Habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance pour modifier les dispositions du code de l'éducation relatives aux établissements privés d'enseignement scolaire*) (p. 14494). - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale - Droit personnel à la CMU-C pour les jeunes) (p. 14541).

- **Question orale sans débat sur la situation des masseurs-kinésithérapeutes** - (11 octobre 2016) (p. 14732, 14733). (p. 14733).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)] (suite)** - (12 octobre 2016) - **Article 48 (priorité)** (art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 264-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 131-3 et L. 131-5 du code de l'éducation ; art. L. 552-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 123-29 du code de commerce ; art. L. 15-1 du code électoral ; art. 1647 D du code général des impôts ; art. 79 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 - Réforme du régime d'exercice des droits civils, civiques et sociaux des gens du voyage) (p. 14883). - **Article 49 (priorité)** (*Dispositions transitoires*) (p. 14885). - **Article 32 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-13-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Obligation pour la SOVAFIM de céder des terrains avec décote) (p. 14893).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Deuxième lecture [n° 11 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 14980).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu de solidarité active et la politique sociale** - (15 décembre 2016) (p. 19441).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20783, 20784).

- **Question orale sans débat sur le stage obligatoire dans une petite entreprise pour les étudiants des grandes écoles** - (20 décembre 2016) (p. 20832, 20833). (p. 20833).

- **Question orale sans débat sur les élèves français de l'étranger et l'option sport de haut niveau au baccalauréat** - (20 décembre 2016) - en remplacement de Mme Claudine Lepage (p. 20834, 20835). (p. 20835).

VENDEGOU (Hilarion)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
Communiste républicain et citoyen

Devenu sénateur le 12 mars 2016 (en remplacement de M. Jean-Vincent Placé, nommé membre du gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 15 mars 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les chiffres du chômage en France et dans les pays de l'Union européenne ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage le 27 avril 2016 ; puis vice-président le 2 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative et la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 le 22 novembre 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission d'enquête Chiffres du chômage*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [n° 580 (2015-2016)]** - (12 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7465, 7466).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la fédération de Russie [n° 659 (2015-2016)]** - (8 juin 2016) - **Question préalable** (p. 9247). - **Discussion générale** (p. 9250, 9251).

- **Débat sur l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada** - (9 juin 2016) - au nom du groupe communiste républicain et citoyen (p. 9358, 9359).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er quinquièmes** (p. 9496).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (*art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2 L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9618).*

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9733, 9734). (p. 9735). (p. 9746). (p. 9749). (p. 9753, 9754). (p. 9758, 9759).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1321-7, L. 4511-1 et L. 4511-2 du code des transports - Travail de nuit dans le domaine fluvial*) (p. 9886). - **Article 7 C (nouveau)** (*art. L. 2326-1 du code du travail - Généralisation de la délégation unique du personnel*) (p. 9899). - **Article 7** (*art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-*

4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels (p. 9911). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions (p. 9919). - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9925).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10262). - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10286). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 10298). - **Article 29 bis** (art. 39 octies F [nouveau] du code général des impôts - Provision pour risque lié à un contentieux prud'homal dans les entreprises employant moins de dix salariés) (p. 10322).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10377). - **Article 32** (art. L. 6241-5, L. 6241-9, L. 6242-6 et L. 6332-16 du code du travail - Ajustements du cadre juridique de la taxe d'apprentissage) (p. 10416). - **Article 32 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-2 et L. 6231-1 du code du travail) - Formation à distance dans le cadre de l'apprentissage) (p. 10430).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10565). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1263-3 et L. 4231-1 du code du travail et art. L. 718-9 du code rural et de la pêche maritime - Mesures de coordination relatives à la lutte contre les infractions à la législation applicable au détachement de travailleurs dans les domaines rural et maritime) (p. 10570). - **Article 51** (art. L. 4412-2, L. 4741-9, L. 4754-1 [nouveau], L. 1233-30, L. 1253-6, L. 2143-7, L. 2313-11, L. 2314-10, L. 2315-12, L. 2323-18, L. 2323-24, L. 2324-8, L. 2324-12, L. 2326-5, L. 2392-2, L. 3172-1, L. 4132-3, L. 4154-2, L. 4526-1, L. 4613-1, L. 4614-8, L. 4614-11, L. 4616-2, L. 4721-1, L. 4721-2, L. 6225-4, L. 7413-3, L. 7421-2, L. 7424-3, L. 2325-19, L. 6361-5, L. 6363-1, L. 7122-18, L. 7232-9, L. 8113-1, L. 8113-2, L. 8113-4, L. 8113-5, L. 8271-14, L. 3171-3, L. 4612-7, L. 3221-9, L. 4711-3, L. 4744-7, L. 5424-16, L. 5213-5, L. 8112-3, L. 8113-3, L. 8113-8, L. 8123-6, L. 4311-6, L. 8271-1-2, L. 4721-4, L. 4721-5, L. 8114-2, L. 8271-19, L. 8223-1-1, L. 1263-3, L. 1263-6, L. 8291-2, L. 4624-3 et L. 8123-1 du code du travail ; art. L. 1324-10, L. 1325-1 [nouveau], L. 5243-2-3, L. 5541-3 [nouveau], L. 5544-18, L. 5544-31, L. 5548-1 à L. 5548-4, et L. 5641-1 et du code des transports - Organisation et compétences de l'inspection du travail) (p. 10576, 10577). (p. 10578). - **Article 53 (supprimé)** (art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1235-4 et L. 1235-5 du code du travail - Remboursement des allocations de chômage par l'employeur) (p. 10584). (p. 10584). (p. 10585).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'entrée de l'université** - (7 juillet 2016) (p. 12447). (p. 12447).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

[n° 713 (2015-2016)] - (8 juillet 2016) - **Article 54 bis** (art. L. 225-37-2 [nouveau], L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-81, L. 225-82-2 [nouveau], L. 225-100 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 12604, 12605). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer - Participation au sein des sociétés publiques créées pour l'équipement et le développement de l'outre-mer) (p. 12606). (p. 12607).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 805 (2015-2016)]** - (20 juillet 2016) - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. 8 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 - Fermeture de certains lieux de culte et interdiction de cortèges, défilés et rassemblements pour lesquels la sécurité ne peut être garantie) (p. 13828).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (6 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 14627). - **Article 24** (art. L. 441-2-6, L. 441-2-7 et L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de gestion partagée des dossiers des demandes de logement social - Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs) (p. 14641). - **Article 26** (art. L. 353-9-3, L. 442-1, L. 442-8-1, L. 442-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1 [nouveau] et L. 445-4 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 3641-5, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5219-1 [abrogés] du code général des collectivités territoriales - Politique de loyers des organismes HLM - Conventions d'utilité sociale) (p. 14652). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-12 [abrogé], L. 442-3-3, L. 442-3-4 [nouveau], L. 445-1, L. 445-2, L. 445-5 [abrogé], L. 482-3 et L. 482-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Supplément de loyer de solidarité - Perte du droit au maintien dans les lieux) (p. 14661). - **Article 28 ter** (art. L. 2122-22, L. 3211-2, L. 4221-5 et art. L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Droit pour le maire de déléguer certains droits sur autorisation du conseil municipal) (p. 14670).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2016) - **Article 31 (précédemment réservé)** (art. L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation - Prélèvement sur les ressources fiscales des communes n'ayant pas atteint leur taux de logements sociaux) (p. 14813).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 sexies** (p. 14859). (p. 14860). (p. 14861).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les opérations extérieures de la France** - (19 octobre 2016) (p. 16109, 16110).

- **Débat sur la conférence internationale relative à l'évasion fiscale** - (27 octobre 2016) (p. 16427, 16428).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 17089).

VERGÈS (Paul)
sénateur (La Réunion)
Communiste républicain et citoyen

Décédé le 12 novembre 2016.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 12 novembre 2016.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître la date du 19 mars 1946 et à déclarer cette date anniversaire, jour férié et chômé à La Réunion, en Guadeloupe, en Guyane et à la Martinique [n° 400 (2015-2016)] (12 février 2016) - **Outre-mer**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

VERGOZ (Michel)
sénateur (La Réunion)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Étude de la problématique des normes dans les outre-mer - Audition de M. Claude Girault, directeur général adjoint des outre-mer, et de Mme Agnès Fontana, sous-directrice

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

des affaires juridiques et institutionnelles de la direction générale des outre-mer.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des affaires sociales*): Enquête de la Cour des comptes sur la prévention des conflits d'intérêts en matière d'expertise sanitaire - Présentation par M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture des outre-mer - Audition du syndicat du sucre de La Réunion.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de santé publique.

Audition de M. Roger Genet, candidat pressenti à la direction générale de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 mai 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - Audition de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Réunion du jeudi 2 juin 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Problématique des normes sanitaires et phytosanitaires applicables à l'agriculture dans les outre-mer - audition de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information à La Réunion - Situation sanitaire - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Création de l'Agence nationale de santé publique - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Procédure d'examen en commission (article 47 ter du Règlement) - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen de la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec La Réunion.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Objet, durée, financement et bilan de l'expérimentation*) (p. 115).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Article 1er** (*art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active*) (p. 8900).

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Président de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen le 22 novembre 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (13 décembre 2016).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 10 mai 2016.

Membre de la mission d'information sur la position de la France à l'égard de l'accord de mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie relatif à la crise des réfugiés et sur les conditions de mise en œuvre de cet accord le 27 avril 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage comme voie de réussite [n° 394 (2015-2016)] (10 février 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative aux entreprises [n° 521 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue [n° 522 (2015-2016)] (30 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises familiales pour sauvegarder l'emploi local [n° 539 (2015-2016)] (6 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à améliorer la coordination avec la Suisse des régimes d'assurances sociales des travailleurs frontaliers [n° 562 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Détruire l'État islamique, et après ? Les conditions d'un retour à la paix au Moyen-Orient [n° 137 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant transfert du département vers la région de la compétence transport scolaire spécial des personnes handicapées [n° 649 (2015-2016)] (30 mai 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la construction de la section transfrontalière de la liaison Lyon-Turin [n° 753 (2015-2016)] (1er juillet 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 47 (2016-2017)] de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 182 (2016-2017)] (6 décembre 2016) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2016 (*commission des lois*) : Compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mars 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement en Saône-et-Loire le lundi 7 mars 2016.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Permettre de rallonger d'un an le délai d'entrée en vigueur des nouvelles intercommunalités - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes nouvelles ».

Audition de M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, et de Mme Estelle Grelier, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères et la commission des lois, de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

(*commission des lois*) : Audition de M. Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Pierre-Antoine Molina, directeur général des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Pascal Brice, directeur général de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Ralf Gruenert, représentant ad interim et Mme Céline Schmitt, porte-parole et responsable de l'information du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en France.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) :

Audition de M. David Skuli, directeur central de la police aux frontières du ministère de l'intérieur.

Audition de Mme Catherine Teitgen-Colly, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des lois*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation de la proposition de loi de simplification du groupe de travail et du rapport d'information de MM. François Calvet et Marc Daunis, rapporteurs du groupe de travail sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*délégation aux entreprises*) : Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport de synthèse des rencontres d'entreprises effectuées par la délégation durant l'année parlementaire 2015-2016.

Compte rendu du déplacement dans les Hautes-Alpes du jeudi 30 juin 2016 par Mme Patricia Morhet-Richaud.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des lois*) : Suivi de l'état d'urgence - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des lois*) : Création de nouveaux centres pour l'accueil des migrants de Calais sur l'ensemble du territoire national - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Action extérieure des collectivités territoriales et coopération des outre-mer dans leur environnement régional - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Accord Union européenne - Turquie sur la crise des réfugiés*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par Mme Élisabeth Lamure du déplacement de la délégation à Bruxelles, sur le thème de la simplification des normes, le 20 octobre 2016.

Questions diverses.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*délégation aux entreprises*) : Communication de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspart, rapporteurs, sur la transmission et la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurité » - programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 novembre 2016 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir espace Schengen*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 novembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à clarifier les conditions des délégations de compétences en matière de transports scolaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Évolution des missions assurées par les services déconcentrés de l'État au profit des collectivités territoriales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Réunion du mardi 20 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales [n° 265 (2015-2016)]** - (12 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 37, 39).

- Rapporteur - **Question préalable** (p. 42, 43). - **Article 1er** (*Simplification du droit et principe de compensation des charges pour les collectivités territoriales*) (p. 52). (p. 53). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 53, 54). - **Article 2** (*Encadrement de la transposition des directives européennes*) (p. 54).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (24 mars 2016) - **Article 12 quinquies** (*art. L. 5441-1 et L. 5442-1 du code des transports et art. L. 611-1 du code de la sécurité intérieure - Extension de la possibilité de recourir à des entreprises privées de protection des navires*) (p. 4546).

- **Question orale sans débat sur la simplification et l'accélération des procédures d'asile** - (19 juillet 2016) (p. 13729, 13730). (p. 13730).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 9 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 14999, 15000).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)]** - (6 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18496, 18497).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (12 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 18658, 18659).

- Rapporteur pour - **Article 5** (*art. 6 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et art. L. 1212-2 du code général des collectivités territoriales - Missions, composition et fonctionnement du Conseil national de la montagne*) (p. 18700). - **Articles additionnels après l'article 8 terdecies** (p. 18731, 18732).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 18842).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2016) - **Article 18** (*art. L. 134-1 du code du tourisme, art. L. 5214-16, L. 5216-5 et L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales - Maintien des offices de tourisme communaux dans les stations de tourisme*) (p. 18859). - **Articles additionnels après l'article 20 B** (p. 18923, 18924). (p. 18925). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 18928). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 18950, 18951).

- **Commission mixte paritaire [n° 245 (2016-2017)]** - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20956, 20958).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la prolifération du moustique tigre** - (26 janvier 2016) (p. 686).

- **Question orale sans débat sur le glyphosate et la pollution des rivières comtoises** - (26 janvier 2016) (p. 687).

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement de la centrale nucléaire du Blayais** - (26 janvier 2016) (p. 688).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (26 janvier 2016) - **Proclamation du résultat du scrutin public sur le projet de loi** (p. 715).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs [n° 316 (2015-2016)]** - (28 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 1963, 1965). (p. 1977, 1978). - **Article 1er** (*art. L. 2251-5, L. 2251-9 [nouveau], L. 5332-6 et L. 6342-4 du code des transports et art. L. 511-1, L. 531-1, L. 613-2 et L. 613-3 du code de la sécurité intérieure - Autorisation pour les services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP à procéder à l'inspection visuelle, à la fouille des bagages et à des palpations de sécurité ; assouplissement des conditions applicables pour procéder aux palpations des sécurités pour l'ensemble des agents de sécurité privée ; suppression de la notion de « bagage à main »*) (p. 1979). (p. 1979, 1980). (p. 1980). (p. 1980, 1981). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1981). - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. L. 2251-4-1 [nouveau] du code des transports - Expérimentation d'un dispositif de « caméra-piéton » au bénéfice des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 1982). (p. 1983). - **Article 2** (*art. L. 2251-5, L. 2251-6 [nouveau], L. 2251-7 [nouveau] et L. 2251-8*

VIDALIES (Alain)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche
(jusqu'au 12 février 2016)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, chargé des transports, de la mer et de la pêche
(à partir du 11 février 2016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 269 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 134, 135).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la construction de la ligne à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan** - (14 janvier 2016) (p. 225, 226).

- **Question orale sans débat sur la réalisation des lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax** - (26 janvier 2016) (p. 685).

[nouveau], L. 2252-2 [nouveau] - *Contrôle par les forces de l'ordre, pour le compte du représentant de l'État dans le département, des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP* (p. 1984). (p. 1985, 1986). (p. 1987).

- **Question orale sans débat sur la rénovation des voies de chemins de fer capillaires en France** - (9 février 2016) (p. 2479).

- **Question orale sans débat sur le traitement des déchets de certaines entreprises** - (9 février 2016) (p. 2479, 2480).

- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire d'Aurillac à Brive** - (9 février 2016) (p. 2480, 2481).

- **Question orale sans débat sur la prise en compte de la problématique des « ruisseaux couverts » de l'ex-bassin houiller cévenol** - (9 février 2016) (p. 2482).

- **Question orale sans débat sur le glissement de la réglementation à la recommandation normative** - (9 février 2016) (p. 2483).

- **Question orale sans débat sur les étapes de réalisation de la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (9 février 2016) (p. 2484).

- **Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs** - *Commission mixte paritaire [n° 382 (2015-2016)]* - (2 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 3822). (p. 3830). - **Article 6 bis** (*Obligation pour les personnes voyageant en fraude de pouvoir justifier de leur identité et possibilité pour les entreprises de transport routier, ferroviaire ou guidé de subordonner le voyage de leurs passagers à la détention d'un titre de transport nominatif*) (p. 3837). - **Article 6 ter** (*Conventions entre le représentant de l'État dans le département et les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants*) (p. 3837). - **Article 15** (*Application outre-mer des dispositions modifiées du code de la sécurité intérieure*) (p. 3838).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)]** - (10 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4013, 4015). (p. 4028, 4030). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 219, 219 bis, 241 et 251 du code des douanes, art. 3, 43 et 57 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 - Moderniser le régime de francisation des navires) (p. 4032). - **Article 1er bis B** (art. 219 du code des douanes - Francisation de navires gérés depuis la France) (p. 4032). - **Article 1er ter C** (art. 252 et 252 bis [nouveau] du code des douanes - Responsabilité en matière d'hypothèque maritime) (p. 4034). - **Article 2 bis** (art. L. 5511-3, L. 5511-4, L. 5532-1, L. 5542-5, L. 5542-18, L. 5552-16, L. 5552-18, L. 5715-4, L. 5735-4, L. 5745-4, L. 5755-4, L. 5762-1, L. 5772-1, L. 5785-3 et L. 5795-4 du code des transports, art. L. 121-5 du code de justice militaire, art. L. 921-7 et L. 945-4 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 11 du code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, art. 59 et 993 du code civil, art. 54 du code du travail maritime, art. 3, 5, 6, 1 et 10 de la loi n° 42-427 du 1er avril 1942 relative aux titres de navigation maritime, art. 1er de la loi n° 77-441 du 27 avril 1977 portant dérogations, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938, et art. 9 de l'ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports - Réforme du rôle d'équipage : dispositions de coordination) (p. 4036). - **Article 2 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Applicabilité outre-mer*) (p. 4038). (p. 4038). - **Article 3 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-7 du code des transports - Renforcer la représentation de la région au sein du conseil de surveillance des grands ports maritimes) (p. 4039). (p. 4040). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 4041). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5312-11 et L. 5713-1-1 du code des transports - Création d'une commission des

investissements au sein du conseil de développement de chaque grand port maritime) (p. 4043, 4044). (p. 4045). (p. 4046). (p. 4047). (p. 4047). - **Article 3 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 219-6-1 du code de l'environnement - Composition des conseils maritimes de façade) (p. 4048). - **Article 5 bis** (art. L. 5511-1 du code des transports - Distinction entre les marins pêcheurs et les marins de commerce) (p. 4054). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 4055). (p. 4055). (p. 4056). - **Article 5 ter** (art. L. 5521-1, L. 5521-2, L. 5524-1 et L. 5725-1 du code des transports - Dispositions réglementaires en matière d'aptitude médicale et de formation professionnelle des marins) (p. 4057). (p. 4057). (p. 4057, 4058). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 4058). (p. 4059). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5521-5 [nouveau] du code des transports - Fonctions de capitaine et de suppléant pour la petite pêche) (p. 4060).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact d'une crue centennale à Paris** - (17 mars 2016) (p. 4265).

- **Proposition de loi pour l'économie bleue [n° 431 (2015-2016)] (suite)** - (23 mars 2016) - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 5543-1-1, L. 5543-2-1, L. 5544-4, L. 5544-16, L. 5544-32, L. 5544-40 et L. 5623-9 du code des transports - Consultation des partenaires sociaux sur certains projets de textes réglementaires en matière de droit du travail maritime) (p. 4489, 4490). (p. 4490). - **Article 6 quater (nouveau)** (art. L. 5543-3-1 du code des transports - Durée de protection des délégués de bord contre le licenciement en cas de renouvellements fréquents et significatifs de l'équipage) (p. 4490). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 4491). (p. 4492). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5551-1 et L. 5553-11 du code des transports - Exonérations de cotisations sociales pour les employeurs de gens de mer) (p. 4493). (p. 4494). (p. 4494). (p. 4494). (p. 4495). (p. 4495, 4496). (p. 4496). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4497). (p. 4497). (p. 4498). - **Article 9 ter (Applicabilité outre-mer)** (p. 4500, 4501). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 4501). (p. 4501). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5611-2 et L. 5611-3 du code des transports - Ouverture du registre international français à la grande pêche et aux navires de plaisance professionnelle de plus de 15 mètres) (p. 4503). (p. 4503). (p. 4503, 4504). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5612-3 du code des transports - Permettre le calcul de la proportion de marins communautaires à l'échelle de la flotte sous RIF) (p. 4504). - **Article 11 (suppression maintenue)** (*Demande de rapports*) (p. 4505). - **Article 12** (art. L. 321-3 du code de la sécurité intérieure - Autoriser les jeux de hasard sur les ferries et tous les navires de croisière) (p. 4507). (p. 4508). - **Article 12 bis C** (art. 1er et 6 bis de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - Lutte contre l'abandon des navires de plaisance) (p. 4509). - **Articles additionnels après l'article 12 bis C** (p. 4510). (p. 4511). - **Article additionnel après l'article 12 bis D** (p. 4513). (p. 4514). (p. 4514).

- **Suite de la discussion** (24 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 4537). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 4540, 4541). (p. 4542). (p. 4543). - **Article 12 quinquies** (art. L. 5441-1 et L. 5442-1 du code des transports et art. L. 611-1 du code de la sécurité intérieure - Extension de la possibilité de recourir à des entreprises privées de protection des navires) (p. 4544). (p. 4544, 4545). - **Article additionnel après l'article 12 sexies** (p. 4547). - **Article 12 septies** (art. L. 4000-3, L. 4200-1, L. 4251-1 et L. 5241-1 du code des transports - Navigation des bateaux fluviaux dans les estuaires) (p. 4548). - **Article 12 octies** (art. L. 5332-1 A [nouveau] du code des transports - Prise en charge des frais liés à l'évaluation de sûreté des ports et installations portuaires) (p. 4549). - **Article 12 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5332-2 et L. 5332-6 du code des transports - Extension aux navires situés dans la zone de sûreté portuaire du droit de visite autorisé dans les zones d'accès restreint) (p. 4549). - **Article 12 undecies** (art. L. 5332-8 [nouveau] du code des transports - Enquêtes administratives réalisées dans le

domaine de la sûreté portuaire) (p. 4550). - **Article 12 terdecies** (art. L. 5336-10 du code des transports - *Délit d'intrusion dans une zone portuaire d'accès restreint*) (p. 4551). - **Article additionnel après l'article 12 terdecies** (p. 4551). - **Article 12 quaterdecies (nouveau)** (art. L. 5763-1, L. 5773-1 et L. 5783-1 du code des transports - *Coordination outre-mer*) (p. 4552). - **Article additionnel après l'article 12 quaterdecies** (p. 4552, 4553). (p. 4553). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 4554). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4556). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4557, 4558). - **Article 15** (art. L. 911-1, L. 911-2, L. 912-4, L. 931-2, L. 942-2, L. 946-8 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Conforter la place de l'aquaculture dans la définition de la politique des pêches et de l'aquaculture et élargir la définition de la société de pêche artisanale*) (p. 4560). (p. 4561). (p. 4561). (p. 4561). (p. 4562). (p. 4563). (p. 4564). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 4565). (p. 4566). (p. 4566). (p. 4567). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 931-31 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Fonds de mutualisation en matière de pêches maritimes*) (p. 4568). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 4569). (p. 4570). (p. 4571). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le pisciculturisme et la pêche récréative*) (p. 4571). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1, L. 211-3, L. 213-1 et L. 321-1 du code de l'environnement - *Renforcer la prise en compte des problématiques conchylicoles en matière de police de l'eau et de réglementation territoriale*) (p. 4573). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4574). (p. 4575). (p. 4577, 4578). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcer le degré de compatibilité entre les schémas de cohérence territoriale et les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine*) (p. 4578, 4579). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 4580). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4433-15-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Permettre aux collectivités d'outre-mer de participer aux discussions régionales et internationales relatives à la ressource halieutique partagée*) (p. 4581). (p. 4581). (p. 4582). - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 4583). - **Article 18 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 951-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Développement des circuits courts au sein de la politique des pêches maritimes et de l'aquaculture dans les outre-mer*) (p. 4584). - **Articles additionnels après l'article 18 quater** (p. 4584). (p. 4585). (p. 4586). (p. 4587). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6 et L. 125-5 du code des assurances - *Instituer un régime d'assurance adapté pour les installations d'énergies marines renouvelables*) (p. 4589). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4591). (p. 4592). (p. 4592). (p. 4593, 4594). - **Article 19 bis A (nouveau)** (art. 52 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - *Systèmes de distribution de gaz naturel liquéfié et d'alimentation électrique à quai dans les ports*) (p. 4594). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 4595). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 512-68, L. 512-69, L. 512-71 [abrogé], L. 512-72, L. 512-74, L. 512-76, L. 512-80 et L. 512-83 du code monétaire et financier - *Finalisation du processus d'adossement du Crédit maritime mutuel au groupe des Banques populaires et des Caisses d'épargne*) (p. 4596). - **Article additionnel après l'article 22 quater** (p. 4597). (p. 4598). - **Article additionnel après l'article 22 sexies** (p. 4599). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Code de la mer*) (p. 4600). (p. 4600, 4601). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4602). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4603, 4604).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (priorité)** (p. 6006, 6007). (p. 6009, 6010). (p. 6012). - **Demande de réserve** (p. 6012).

- **Suite de la discussion** (2 mai 2016) - **Articles additionnels après l'article 23 ter (réservés)** (p. 6261). (p. 6262, 6263). (p. 6264, 6265).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord** - (12 mai 2016) (p. 7497, 7498).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le risque de pénurie de carburant** - (26 mai 2016) (p. 8728, 8729).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la SNCF** - (9 juin 2016) (p. 9349, 9350).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi sur la sécurité et la fraude dans les transports** - (12 juillet 2016) (p. 13657).

- **Question orale sans débat sur la ligne Nantes-Bordeaux** - (11 octobre 2016) (p. 14739, 14740).

- **Question orale sans débat sur les inondations en Seine-et-Marne** - (11 octobre 2016) (p. 14740, 14741).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils - Deuxième lecture [n° 5 (2016-2017)]** - (13 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 15011, 15013). (p. 15019, 15020). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-2 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, et L. 6214-4 et L. 6214-5 [nouveaux] du code des transports - *Dispositifs de signalisation et de limitation des drones*) (p. 15022, 15023).

- **Proposition de loi relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes [n° 61 (2016-2017)]** - (2 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16455, 16457). (p. 16467, 16469). - **Article 1er** (art. L. 3141-1, L. 3141-2, L. 3142-1, L. 3142-2, L. 3142-3, L. 3142-4, L. 3142-5, L. 3143-1, L. 3143-2 et L. 3143-3 [nouveaux] du code des transports - *Obligations imposées aux professionnels qui mettent en relation des conducteurs et des passagers*) (p. 16471, 16472). (p. 16473). (p. 16475, 16476). (p. 16477, 16478). (p. 16479). (p. 16479). (p. 16480). (p. 16480). (p. 16481). - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 3120-6 A et L. 3120-6 [nouveaux] du code des transports - *Obligation de transmission de données à l'autorité administrative*) (p. 16484, 16485). (p. 16485). (p. 16485). - **Article 3** (art. L. 420-2-2 [nouveau], L. 420-3, L. 420-4, L. 450-5, L. 462-3, L. 462-5, L. 462-6, L. 464-2 et L. 464-9 du code de commerce - *Interdiction, pour les centrales de réservation, d'imposer des clauses d'exclusivité aux conducteurs*) (p. 16486). (p. 16487). (p. 16486). - **Article 3 bis** (art. L. 3122-4-1 [nouveau] du code des transports - *Création d'un label pour certaines prestations de voitures de transport avec chauffeur*) (p. 16488). (p. 16488). - **Article 4** (art. L. 3112-1 du code des transports - *Interdiction des services occasionnels légers régis par la loi LOTI dans les grandes agglomérations*) (p. 16489). (p. 16489, 16490). (p. 16491). (p. 16491). (p. 16491). (p. 16492). (p. 16492). (p. 16493). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 16494). (p. 16495). (p. 16496). - **Article 5** (art. L. 3120-2-1 et L. 3120-2-2 [nouveaux], L. 3121-5, L. 3121-9 et L. 3121-10 [abrogés], L. 3122-4, L. 3122-7 et L. 3122-8 [abrogés], L. 3123-1, L. 3123-2-1 [abrogé], L. 3124-2 [abrogé], L. 3124-6 [abrogé] et L. 3124-11 du code des transports - *Unification des dispositions relatives à l'aptitude professionnelle des conducteurs du transport public particulier de personnes*) (p. 16498). (p. 16499). (p. 16499). (p. 16500). (p. 16500, 16501). (p. 16501). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 16502). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 16503). - **Article 8** (art. L. 3120-2, L. 3120-3 [abrogé], L. 3120-4, L. 3121-11-1, L. 3121-11-2 [abrogé], L. 3122-1, L. 3122-5 et L. 3122-6 [abrogés], L. 3124-4, L. 3124-7, L. 3124-13 [abrogé] du code des transports, art. L. 511-7 du code de la consommation, art. 16 de la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur - *Coordination*) (p. 16503). (p. 16505). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16508).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Discussion générale** (p. 16933, 16935). (p. 16945). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16948). (p. 16949, 16950). - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à la règle d'or relative à l'endettement de SNCF Réseau) (p. 16950). (p. 16951, 16952). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 16954).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (17 novembre 2016) (p. 17567).

- **Débat sur l'avenir du transport ferroviaire en France** - (23 novembre 2016) (p. 18286, 18289).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution de l'air** - (15 décembre 2016) (p. 19440, 19441).

VINCENT (Maurice)
sénateur (Loire)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au maintien de la réglementation viticole [n° 421 (2015-2016)] (24 février 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à préciser le statut de métropole [n° 503 (2015-2016)] (25 mars 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au débroussaillage dans le cadre de la lutte contre les incendies [n° 564 (2015-2016)] (28 avril 2016) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la prise en charge de la prestation de fidélisation et de reconnaissance [n° 772 (2015-2016)] (7 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 792 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Agriculture et pêche**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État [n° 140 tome 3 annexe 22 (2016-2017)]** (24 novembre 2016) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - **Communication**.

Réunion du mercredi 20 janvier 2016 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Rapprochement entre l'Agence française de développement et le groupe Caisse des dépôts et consignations - **Audition de M. Rémy Rioux, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères en charge des affaires économiques**.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - **Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix**.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : **Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État**.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des finances*) : **Compte rendu de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication**.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : **Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et**

M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'Électricité de France.

(*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et de la procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de Mme Éliane Houlette, avocat général à la Cour de cassation, procureur de la République financier près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

État actionnaire - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des finances*) : Conséquences budgétaires des attentats du 13 novembre 2015 sur le secteur du spectacle vivant - Communication.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Contrôle des conditions de maintien des droits des étudiants boursiers - Communication.

Groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Communication.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Financement des infrastructures de transport - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport,

jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers (CCF) « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de résolution européenne sur les propositions de directive du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce du président de la République sur les moyens et l'action de la Caisse des dépôts et consignations** - (11 février 2016) (p. 2730, 2731).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (30 mars 2016) - **Article additionnel après l'article 16 quater** (p. 4989, 4990). (p. 4990).

- **Mises au point au sujet de votes** - (3 mai 2016) (p. 6292).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (4 juillet 2016) - **Article 6 A** (p. 12157).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2016) - **Article 6 FB (supprimé)** (*Possibilité de saisir le conseil des prud'hommes statuant en la forme des référés*) (p. 12188). (p. 12189). - **Article 6 (suppression maintenue)** (*Financement de la protection juridique des lanceurs d'alerte*) (p. 12193).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015** [n° 756 (2015-2016)] - (7 juillet 2016) - **Débat commun sur l'orientation des finances publiques** (p. 12461, 12462).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique** [n° 713 (2015-2016)] - (8 juillet 2016) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 12594). - **Article 54 bis B (supprimé)** (*art. L. 518-4 du code monétaire et financier - Élection de deux représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 12597). (p. 12598). - **Article additionnel après l'article 54 bis C** (p. 12599).

- **Question orale sans débat sur les schémas départementaux de coopération intercommunale** - (19 juillet 2016) (p. 13720). (p. 13720).

- **Question orale sans débat sur les eaux pluviales urbaines** - (11 octobre 2016) (p. 14747). (p. 14748).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** [n° 83 (2016-2017)] - (9 novembre 2016) - **Article additionnel avant l'article 41** (p. 17114). - **Article 41 (supprimé)** (*art. L. 5217-1 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des critères de création des métropoles*) (p. 17118). (p. 17124, 17125).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016** [n° 208 (2016-2017)] - (15 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 19428, 19430).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 21 sexies** (p. 19548, 19549). (p. 19549).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Article 23 septies (nouveau)** (*art. 1499 et 1499-00 A [nouveau] du code général des impôts - Modification des modalités de calcul de la valeur locative de certains établissements industriels*) (p. 19611). (p. 19611). (p. 19612). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19717).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 26 octies** (p. 19740).

- **Nouvelle lecture** [n° 250 (2016-2017)] - (21 décembre 2016) - **Discussion générale** (p. 20915, 20916). - **Question préalable** (p. 20918).

VOGEL (Jean Pierre)
sénateur (Sarthe)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réseau radio numérique des services de secours (ANTARES) [n° 365 (2015-2016)] (3 février 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des maires [n° 398 (2015-2016)] (11 février 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit de manifester paisiblement et à prévenir les troubles à l'ordre public [n° 624 (2015-2016)] (24 mai 2016) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 758 (2015-2016)] (5 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la représentation des actionnaires au sein des entreprises sociales pour l'habitat [n° 776 (2015-2016)] (8 juillet 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 787 (2015-2016)] (13 juillet 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant une entrée en vigueur progressive de l'interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction exécutive locale [n° 818 (2015-2016)] (8 août 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au délai de rétractation pour les achats sur internet [n° 849 (2015-2016)] (26 septembre 2016) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 126 (2016-2017)] (15 novembre 2016) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - **Sécurités (sécurité civile)** [n° 140 tome 3 vol. 3 annexe 30 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires [n° 249 (2016-2017)] (20 décembre 2016) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le programme « ANTARES » (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours).

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition conjointe avec la commission des finances de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires économiques*) : Situation de la filière équine - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des finances*) : Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial et communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2017 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de la filière équine** - (20 octobre 2016) (p. 16172, 16173).

WATRIN (Dominique)
sénateur (Pas-de-Calais)
Communiste républicain et citoyen

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs-ve-s (23 juin 2016).

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social.

Membre suppléant du Conseil national de l'insertion par l'activité économique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale [n° 402 (2015-2016)] (15 février 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à garantir le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son financement [n° 466 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)] (14 mars 2016) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la mixité de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 722 (2015-2016)] (23 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur les conditions de la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada [n° 862 (2015-2016)] (29 septembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 44 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] (4 novembre 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 155 (2016-2017)] (29 novembre 2016) - **Entreprises.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 165 (2016-2017)] (30 novembre 2016) - **Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 155 (2016-2017)] visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 259 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi visant à instituer des comités de site pour les zones d'activités spécialisées [n° 265 (2016-2017)] (21 décembre 2016) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des affaires sociales*): Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Jean-Louis Bernard, ancien président du comité de protection des personnes de Sud-Méditerranée II et du docteur Patrick Peton, président du comité de protection des personnes de Nancy Est III.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs - Audition des représentants des organisations représentatives des salariés.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Audition de Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Avenir du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*): Instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*commission mixte paritaire*): Projet de loi de modernisation du droit du travail.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2015) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 juillet 2016 (*commission des affaires sociales*): Travail, modernisation du dialogue social et sécurisation des parcours professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2017 - Audition de Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Prise en charge de personnes handicapées en dehors du territoire national - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée [n° 267 (2015-2016)]** - (13 janvier 2016) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage de l'expérimentation*) (p. 120).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 3134). (p. 3135). - **Article 22 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 221-2-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Objectifs de répartition sur le territoire des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille) (p. 3137, 3138).

- **Question orale avec débat sur la situation des salariés rémunérés par le chèque emploi service universel, CESU, en cas d'arrêt pour maladie** - (1er mars 2016) (p. 3199, 3200).

- **Question orale avec débat sur la santé et le travail : repenser les liens dans un contexte de mutations économiques du travail** - (22 mars 2016) (p. 4329, 4330).

- **Question orale sans débat sur le contrôle de l'utilisation des fonds publics dans les écoles privées** - (10 mai 2016) (p. 7225). (p. 7226).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Article 1er** (art. L. 262-6 et L. 262-18 du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'accès au revenu de solidarité active) (p. 8901). (p. 8902).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi Travail** - (31 mai 2016) (p. 8903, 8904). (p. 8904).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs** - **Article 662 (2015-2016)** - (13 juin 2016) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9389, 9390). - **Discussion générale** (p. 9395, 9397). - **Article 1er** (*Création d'une commission de refondation du code du travail*) (p. 9421, 9422). (p. 9424).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2016) (p. 9446, 9447). (p. 9450). (p. 9452). (p. 9462, 9463). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9474). (p. 9484).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1225-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63, L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions

législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9574). (p. 9595, 9596). (p. 9604). (p. 9608). (p. 9612, 9613). (p. 9615, 9616). (p. 9621). (p. 9629, 9630). (p. 9641). (p. 9648). (p. 9654). (p. 9660). (p. 9665, 9666).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) (p. 9714). (p. 9715). (p. 9723). (p. 9732). (p. 9739). (p. 9742). (p. 9744). (p. 9747). (p. 9749). (p. 9753). (p. 9753). (p. 9757). (p. 9758).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9837, 9838). - **Article 3** (art. L. 1222-5, L. 3142-1 à L. 3142-10, L. 3142-10-1 [nouveau], L. 3142-11 à L. 3142-26, L. 3142-26-1 à L. 3142-26-8 [nouveaux], L. 3142-27 à L. 3142-64, L. 3142-64-1, L. 3142-65 à L. 3142-69, L. 3142-70 à L. 3142-95, L. 3142-96 à L. 3142-99, L. 3142-99-1 [nouveau], L. 3142-100 à L. 3142-108, L. 3142-109 à L. 3142-111 [nouveaux], L. 3142-112, L. 3142-113 et L. 3142-114 [nouveaux], L. 3142-115 et L. 3142-116, L. 6313-1, L. 6315-1, L. 7211-3 et L. 7221-2 du code du travail ; art. L. 168-1, L. 161-9-3, L. 241-3-2 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 114-24 du code de la mutualité ; art. L.423-14 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 5544-25, L.5544-25-1 [nouveau] et L. 6525-5 du code des transports - Congés spécifiques) (p. 9851). (p. 9852). (p. 9855, 9856). (p. 9856). (p. 9857). (p. 9858). (p. 9859). (p. 9862). (p. 9864). (p. 9865). (p. 9871). (p. 9872). - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Compte épargne-temps) (p. 9877). - **Article 5** (*Sécurisation des conventions de forfait existantes*) (p. 9883, 9884). - **Articles additionnels avant l'article 7 A** (p. 9888, 9889). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail - Modification du seuil d'élection des délégués du personnel) (p. 9889). - **Article 7 B (nouveau)** (art. L. 2143-3, L. 2143-6, L. 2312-2, L. 2313-13, L. 2322-1 à L. 2322-4, L. 2313-7, L. 2313-7-1, L. 2313-8 et L. 4611-1 à L. 4611-6 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'obligation de représentation du personnel) (p. 9895). - **Article additionnel après l'article 7 C** (p. 9901). - **Article 7** (art. L. 2222-3, L. 2222-3-1 et L. 2222-3-3 [nouveaux], L. 2222-4, L. 2222-5-1 [nouveau] et L. 2232-20 du code du travail - Modification des règles relatives aux conventions de branches et aux accords professionnels) (p. 9907, 9908). (p. 9910). - **Article 8** (art. L. 2232-21, L. 2232-22, L. 2232-24, L. 2232-24-1 [nouveau], L. 2261-7, L. 2261-7-1 [nouveau], L. 2261-10, L. 2261-13, L. 2261-14, L. 2261-14-2 à L. 2261-14-4 [nouveaux] du code du travail - Modification des règles relatives à la révision des accords et des conventions) (p. 9916, 9917).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 9** (art. L. 2232-22, L. 2314-11, L. 2314-20, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2323-8, L. 2323-9, L. 2323-26-1, L. 2323-60, L. 2324-13, L. 2324-18, L. 2325-14-1, L. 2326-5, L. 2327-7, L. 2327-15, L. 2363-6, L. 2373-3, L. 2392-4 et L. 4616-3 du code du travail - Aménagements des règles de fonctionnement des institutions représentatives du personnel) (p. 9970). (p. 9972). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9975, 9976). (p. 9976). (p. 9981). (p. 9982). (p. 9985). - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 9987). - **Article 10** (art. L. 2231-7, L. 2231-8, L. 2231-9, L. 2232-12, L. 2232-13, L. 2242-20, L. 2391-1, L. 7111-9 du code du travail ; art. L. 6524-4 du code des transports ; art. L. 514-3-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la légitimité des accords et conventions d'entreprise) (p. 9996, 9997). (p. 10005). (p. 10006). - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi) (p. 10013). (p. 10016). (p. 10021). (p. 10028, 10029). - **Article 12** (art. L. 2122-4, L. 2232-32, L. 2232-33, L. 2232-35, L.2232-36 à L.2232-39 [nouveaux] et L. 2253-6 à L. 2253-7 [nouveaux] du code du travail -

Clarification des règles relatives à la conclusion des accords de groupe) (p. 10033). (p. 10034). (p. 10037). (p. 10037). - **Article 14** (art. L. 2261-32, L. 2261-33 et L. 2261-34 [nouveaux] du code du travail - Aménagement des dispositifs de restructuration des branches professionnelles) (p. 10043). - **Article 15** (art. L. 1311-18 [nouveau] et L. 2144-3 du code général des collectivités locales - Sécurisation de la mise à disposition de locaux par les collectivités territoriales au profit d'organisations syndicales) (p. 10051, 10052). - **Article 16** (art. L. 2142-1-3, L. 2143-13, L. 2143-15 et L. 2143-16, L. 2315-1, L. 2326-6, L. 2393-3 et L. 4614-3 du code du travail ; art. L. 412-8 du code de la sécurité sociale - Augmentation du nombre d'heures de délégation des délégués syndicaux) (p. 10053).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4612-1 du code du travail - Nouvelle mission du CHSCT relative aux conditions de travail des personnes handicapées) (p. 10142, 10143). - **Article 18** (art. L. 1232-12, L. 1442-2, L. 2135-11, L. 2145-1, L. 2145-5 à L. 2145-13 [nouveaux], L. 2212-1 et L. 2212-2 [nouveaux], L. 2325-43, L. 2325-44, L. 3142-7 à L. 3142-15, L. 3341-2 et L. 3341-3 du code du travail - Formation des acteurs de la négociation collective) (p. 10144). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10151). (p. 10153, 10154). - **Article 19 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2135-13, L. 2135-15, L. 2151-1, L. 2152-1, L. 2152-4, L. 2152-5, L. 2261-19 du code du travail - Ajout du nombre de salariés dans le critère de l'audience fondant la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs) (p. 10181). (p. 10181). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10184, 10185). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - Mise en place du compte personnel d'activité) (p. 10192, 10193).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2016) - **Article 26** (Concertation sur le télétravail) (p. 10285). - **Article 27** (art. L. 2142-6, L. 2314-21, et L. 2324-19 du code du travail - Diffusion par voie électronique des informations syndicales et vote par voie électronique) (p. 10295, 10296). (p. 10296). (p. 10297). - **Article 28** (art. L. 5143-1 [nouveau] du code du travail - Amélioration de l'information fournie par l'administration aux entreprises employant moins de 300 salariés) (p. 10310). - **Articles additionnels après l'article 28 bis A** (p. 10314). - **Article 29 bis A (supprimé)** (art. L. 23-121-1 à L. 23-123-5 [nouveaux], L. 2122-14 [nouveau], L. 2143-24 et L. 2143-25 [nouveaux], L. 2232-40 à L. 2232-42 [nouveaux], L. 2411-1, L. 2411-26 [nouveau], L. 2412-1, L. 2412-17 [nouveau], L. 2421-2, L. 2422-1 et L. 243-11-1 [nouveau] du code du travail - Dialogue social dans les réseaux de franchise) (p. 10320). (p. 10321). - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 10326).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2016) - **Article 30** (art. L. 1233-3 du code du travail - Modification de la définition du licenciement économique) (p. 10342). (p. 10344, 10345). (p. 10356). (p. 10372). - **Article 30 bis A (nouveau)** (art. L. 1235-1, L. 1235-3, L. 1235-3-1 et L. 1235-3-2 [nouveaux], L. 1235-5, L. 1235-11, à L. 1235-15 et L. 1226-15 du code du travail - Encadrement du montant des indemnités prud'homales) (p. 10384, 10485). - **Article 32 A (nouveau)** (art. L. 6123-1, L. 6211-1 et L. 6211-2-1 [nouveau] du code du travail et art. L. 122-6 du code de l'éducation - Pacte national pour l'apprentissage) (p. 10394, 10395). - **Article 32 B (nouveau)** (art. L. 313-1, L. 331-7 et L. 333-1 du code de l'éducation - Information sur l'apprentissage et découverte des métiers) (p. 10399, 10400). - **Article additionnel après l'article 32 B** (p. 10401). - **Article 32 C (nouveau)** (art. L. 721-2, L. 941-2 [nouveau] et L. 942-1 [nouveau] du code de l'éducation - Formation des enseignants au monde de l'entreprise) (p. 10402). - **Article 32 I (nouveau)** (art. L. 3163-2 et L. 6222-26 du code du travail - Travail de nuit des apprentis mineurs) (p. 10411).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10470, 10471). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation du

relèvement à trente ans de l'âge limite pour entrer en apprentissage) (p. 10474, 10475). (p. 10475). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 937-1 et L. 953-3 [nouveaux], L. 971-1, L. 973-1 et L. 974-1 du code de l'éducation - Recrutement d'agents contractuels par les groupements d'établissements (GRETA) et les établissements d'enseignement supérieur) (p. 10491). (p. 10491). - **Article 39** (art. L. 1242-2, L. 1242-7, L. 1244-1, L. 1244-2, L. 1251-6, L. 1251-11, L. 1244-4, L. 1251-37, L. 1251-60, L. 5135-7, L. 6321-13, L. 2412-2, L. 2412-3, L. 2412-4, L. 2412-7, L. 2412-8, L. 2412-9, L. 2412-13 et L. 2421-8-1 du code du travail - Emplois saisonniers) (p. 10499). (p. 10500). (p. 10501). (p. 10504). (p. 10505). - **Articles additionnels après l'article 40 quater** (p. 10517, 10518). (p. 10518). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-24-2, L. 1233-57-19, L. 1233-61, L. 1233-62 du code du travail - Facilitation du transfert des contrats de travail des salariés en cas de reprise de site suite à un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 10522). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 10526). - **Article 43 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - Élargissement des missions des organismes de placement spécialisés dans l'insertion professionnelle des personnes handicapées) (p. 10527). - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la médecine du travail) (p. 10536). (p. 10538). (p. 10539). (p. 10542). (p. 10542). (p. 10545, 10546). (p. 10553). (p. 10554). (p. 10556). - **Article 45** (art. L. 1264-1, L. 1262-4-4 et L. 1262-4-4-1 [nouveaux], L. 1264-1 et L. 1264-2 du code du travail - Renforcement de la responsabilité des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage en matière de détachement de travailleurs) (p. 10559, 10560). (p. 10562, 10563). (p. 10566). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1263-4-1 [nouveau], L. 1263-3, L. 1263-5 et L. 1263-6 du code du travail - Suspension de l'activité en cas d'absence de déclaration de détachement) (p. 10568). (p. 10568). (p. 10569). (p. 10569). - **Article 50 bis** (art. L. 1262-2, L. 1262-2-1 et L. 1264-2 du code du travail - Détachement de travailleurs intérimaires) (p. 1057). - **Article 51** (art. L. 4412-2, L. 4741-9, L. 4754-1 [nouveau], L. 1233-30, L. 1253-6, L. 2143-7, L. 2313-11, L. 2314-10, L. 2315-12, L. 2323-18, L. 2323-24, L. 2324-8, L. 2324-12, L. 2326-5, L. 2392-2, L. 3172-1, L. 4132-3, L. 4154-2, L. 4526-1, L. 4613-1, L. 4614-8, L. 4614-11, L. 4616-2, L. 4721-1, L. 4721-2, L. 6225-4, L. 7413-3, L. 7421-2, L. 7424-3, L. 2325-19, L. 6361-5, L. 6363-1, L. 7122-18, L. 7232-9, L. 8113-1, L. 8113-2, L. 8113-4, L. 8113-5, L. 8271-14, L. 3171-3, L. 4612-7, L. 3221-9, L. 4711-3, L. 4744-7, L. 5424-16, L. 5213-5, L. 8112-3, L. 8113-3, L. 8113-8, L. 8123-6, L. 4311-6, L. 8271-1-2, L. 4721-4, L. 4721-5, L. 8114-2, L. 8271-19, L. 8223-1-1, L. 1263-3, L. 1263-6, L. 8291-2, L. 4624-3 et L. 8123-1 du code du travail ; art. L. 1324-10, L. 1325-1 [nouveau], L. 5243-2-3, L. 5541-3 [nouveau], L. 5544-18, L. 5544-31, L. 5548-1 à L. 5548-4, et L. 5641-1 et du code des transports - Organisation et compétences de l'inspection du travail) (p. 10577). (p. 10578). (p. 10578). (p. 10578). - **Article 52** (art. L. 5426-8-1, L. 5426-8-2, et L. 5426-1-1 [nouveau] du code du travail - Récupération par Pôle emploi des indus de prestations) (p. 10582). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10587).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10638, 10639).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (7 juillet 2016) - **Article 31 sexies (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-5 du code de la consommation - Obligation d'étiquetage des viandes et des produits à base de viande) (p. 12443).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours**

professionnels - Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)] - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13746, 13747).

- **Question orale sans débat sur le devenir du site industriel de Marles-les-Mines** - (15 novembre 2016) (p. 17341, 17342). (p. 17342).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Première partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2015*) (p. 17392). - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A, tableau patrimonial*) (p. 17396, 17397).

Troisième partie :

- (15 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 17414). (p. 17414, 17415).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 17512, 17513).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 28** (*art. L. 133-5-8, L. 133-5-12 [nouveau], L. 133-8-3, L. 531-5, L. 531-8 et L. 531-8-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 1271-1 du code du travail - Intermédiation de la rémunération des salariés du particulier employeur et réforme du circuit de versement du complément de libre choix du mode de garde*) (p. 17583). - **Article 34 ter (nouveau)** (*art. 43 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Report de l'entrée en vigueur de la liquidation unique*

des régimes alignés, LURA) (p. 17604). (p. 17604). - **Article 34 quater (nouveau)** (*Dématérialisation des certificats d'existence*) (p. 17604, 17605). - **Article 35** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse*) (p. 17608). - **Article 36** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au FIVA, au FCAATA, à la branche maladie du régime général et à la branche retraite du régime général*) (p. 17610). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 17612). - **Article 42** (*art. L. 1114-5 et L. 1114-6 du code de la santé publique, art. L. 131-8, L. 221-1 et L. 221-1-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds national pour la démocratie en santé*) (p. 17640, 17641). (p. 17641). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 17647).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 43 sexies** (p. 17673). (p. 17674). (p. 17674, 17675). (p. 17675). (p. 17675). (p. 17675). (p. 17676). - **Article 46** (*art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social*) (p. 17696). (p. 17704). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 17705, 17706). (p. 17706). (p. 17709). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 17713). (p. 17713). - **Article additionnel avant l'article 49** (p. 17719, 17720). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 17743). (p. 17744).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)] -** (1er décembre 2016) - **Question préalable** (p. 18466).

YONNET (Évelyne)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale « Égalité et citoyenneté » du 22 juin 2016 au 7 juillet 2016.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » le 7 juillet 2016.

Membre suppléant du Conseil national de l'insertion par l'activité économique.

Membre de la mission d'information sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France et de ses lieux de culte jusqu'au 10 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'identification et à la destination des fragments humains découverts à la suite d'une catastrophe ou d'un attentat [n° 762 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Justice**.

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des affaires sociales*): Loi d'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Audition de M. Thomas Andrieu, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et de M. Pascal Courtade, chef du bureau central des cultes, ministère de l'intérieur.

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*): Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*): Audition de M. Antoine Sfeir, directeur de la rédaction de la revue *Les Cahiers de l'Orient*, spécialiste de l'islam et du monde musulman.

Audition de Mme Bariza Khiari, sénatrice de Paris, auteure de la note « Le soufisme : spiritualité et citoyenneté » publiée dans l'ouvrage *Valeurs d'islam* de la Fondation pour l'innovation politique.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*):

Audition de M. Alain Gresh, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient, ancien directeur adjoint du *Monde diplomatique*.

Audition de M. Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman.

(*commission des affaires sociales*) Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture du rapport et du texte de la commission.

Régime local complémentaire d'assurance maladie d'Alsace-Moselle et son articulation avec la généralisation de la complémentaire santé en entreprise, suite au rapport remis au Premier ministre - Communication.

Réunion du mercredi 17 février 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Audition de Mme Christine Rodier, auteure de *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*.

(*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen en nouvelle lecture des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. M. Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Ahmet Ogras, président du comité de coordination des musulmans turcs de France.

Audition de M. Amine Nejdj, vice-président du Rassemblement des musulmans de France.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec des responsables du culte des principales confessions religieuses pratiquées en France.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Abderrahmane Belmadi, responsable de la commission pédagogique de l'Institut Al-Gazali.

Réunion du jeudi 28 avril 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Table ronde avec les aumôniers musulmans nationaux.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Bilan d'étape - Échange de vues sur les orientations de travail des rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Barcon-Maurin, chef du service juridique de la fiscalité, direction générale des finances publiques.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de M. Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'INSEE, et de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la CNIL.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Audition de S.E. le docteur Khalid bin Mohammed Al Ankary, ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite en France.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des affaires sociales*) : Améliorer l'accès aux droits et lutter contre la fraude sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 13 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Examen des amendements au texte de la commission.

Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juin 2016 (*commission des affaires sociales*) : Instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actif-ve-s - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 juin 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen de l'avant-projet de rapport.

Réunion du mardi 28 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*groupe de travail préfigurant la commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Yannick Blanc, président de l'Agence du service civique.

Réunion du mardi 5 juillet 2016 (*mission d'information Organisation, place et financement de l'islam en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 12 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de Mme Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable.

Réunion du mardi 19 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 juillet 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

Audition du général Gaëtan Poncelin de Raucourt, directeur du projet Réserve du ministère de la défense.

Réunion du mardi 13 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen du rapport et du texte de la commission - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Audition de M. Thierry Repentin, délégué interministériel à la mixité sociale.

Égalité et citoyenneté - Examen des amendements de séance.

Égalité et citoyenneté - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 octobre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Examen des amendements de séance déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission spéciale.

Réunion du vendredi 21 octobre 2016 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Troisième table ronde : « Faut-il réformer les politiques dites de la ville ? Mixité sociale et mixité fonctionnelle ».

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission spéciale Égalité et citoyenneté*) : Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à abroger la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au droit des étrangers en France - Nouvelle lecture [n° 339 (2015-2016)]** - (16 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2903, 2904).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant - Nouvelle lecture [n° 379 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Article 5 ED** (art. L. 543-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Allocation de rentrée scolaire due au titre d'un enfant placé) (p. 3127). - **Article 21 ter** (art. 388 du code civil - Encadrement du recours à des tests osseux) (p. 3132). (p. 3135).

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude sociale [n° 639 (2015-2016)]** - (31 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8892).

- **Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs [n° 662 (2015-2016)]** - (14 juin 2016) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9478).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2016) - **Article 2** (art. L. 1222-7 et L. 1222-8, L. 1222-9, L. 1263-3, L. 1271-5, L. 1272-4, L. 1273-3, L. 1274-2, L. 1273-5, L. 1522-8, L. 2323-3, L. 2323-17, L. 3111-2, L. 3111-3 [nouveau], L. 3121-1 à L. 3121-11-1, L. 3121-12 à L. 3121-14 [nouveaux], L. 3121-15 et L. 3121-16, L. 3121-17 à L. 3121-19 [nouveaux], L. 3121-20 à L. 3121-25, L. 3121-26 à L. 3121-32 [nouveaux], L. 3121-33 et L. 3121-34, L. 3121-34-1 [nouveau], L. 3121-35 à L. 3121-38, L. 3121-38-1 [nouveau], L. 3121-39 à L. 3121-48, L. 3121-49 à L. 3121-51 [nouveaux], L. 3121-52 à L. 3121-54, L. 3121-55 à L. 3121-67 [nouveau], L. 3122-1 à L. 3122-6, L. 3122-7 à L. 3122-22 [nouveaux], L. 3122-23 à L. 3123-25, L. 3123-26 à L. 3123-28 [nouveaux], L. 3123-29 à L. 3123-37, L. 3123-38 [nouveau], L. 3131-1 et L. 3131-2, L. 3131-3 [nouveau], L. 3132-26 et L. 3132-28, L. 3133-1 à L. 3133-3, L. 3133-3-1 et L. 3133-3-2 [nouveaux], L. 3133-4 à L. 3133-8, L. 3133-9 [nouveau], L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3134-1, L. 3134-16 [nouveau], L. 3141-1 à L. 3141-31, L. 3141-32 et L. 3141-33 [nouveaux], L. 3164-4, L. 3171-1, L. 3253-23, L. 3422-1, L. 5125-1, L. 5132-6, L. 5132-7, L. 5134-60, L. 5134-63,

L. 5134-126, L. 5221-7, L. 5544-10, L. 6222-25, L. 6325-10, L. 6325-10, L. 6331-35, L. 6343-2, L. 7122-24, L. 7213-1 et L. 7221-2 du code du travail ; art. du code de l'action sociale et des familles, du code général des impôts, du code minier, du code rural et de la pêche maritime, du code de la sécurité sociale et du code des transports ; art. 43 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ; art. 21 de l'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte - Nouvelle articulation des normes en matière de durée du travail et de congés payés) (p. 9729).

- **Suite de la discussion** (17 juin 2016) - **Article 4** (art. L. 3151-1, L. 3151-2 à L. 3151-4 [nouveaux], L. 3152-1 à L. 3152-3, L. 3152-4 [nouveau], L. 3153-1 à L. 3153-3, L. 3154-1 à L. 3154-3 et L. 3334-10 du code du travail ; art. 163 A et 1417 du code général des impôts ; art. 18 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - **Compte épargne-temps**) (p. 9878, 9879).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2016) - **Article 11** (art. L. 2254-2, L. 2254-3 à L. 2254-7 [nouveaux] et L. 2325-35 du code du travail - **Création d'un régime juridique unique pour les accords de préservation et de développement de l'emploi**) (p. 10019, 10020).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2016) - **Article 17** (art. L. 4614-13, L. 4614-13-1 [nouveau] et L. 2325-41-1 du code du travail - **Procédure de contestation des expertises demandées par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**) (p. 10139, 10140). - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 10155, 10156). - **Article 21** (art. L. 5151-1 à L. 5151-12 [nouveaux], L. 6111-6, L. 6323-1, L. 6323-2, L. 6323-4, L. 6323-6, L. 6323-7, L. 6323-11-1 [nouveau] et L. 6323-24 à L. 6323-31 [nouveaux] du code du travail - **Mise en place du compte personnel d'activité**) (p. 10209, 10210).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2016) - **Article 44** (art. L. 1225-11, L. 1225-15, L. 1226-2, L. 1226-2-1 [nouveau], L. 1226-4-1, L. 1226-8, L. 1226-10, L. 1226-12, L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 4622-3, L. 4622-11, L. 4622-12, L. 4624-1 à L. 4624-10, L. 4625-1-1 et L. 4624-6 à L. 4624-10 [nouveaux], L. 4745-1 du code du travail ; art. L. 444-2 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 717-2 du code rural et de la pêche maritime - **Réforme de la médecine du travail**) (p. 10535). (p. 10536). (p. 10540). (p. 10543). (p. 10548, 10549). (p. 10553). (p. 10555).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le 21e critère de discrimination : la précarité sociale** - (7 juillet 2016) (p. 12452). (p. 12452).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté [n° 828 (2015-2016)]** - (5 octobre 2016) - **Article 16 bis** (art. L. 1112-22-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - **Création des conseils de jeunes**) (p. 14524, 14525). (p. 14525). (p. 14526). (p. 14526). (p. 14527).

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2016) - **Article 20** (art. L. 441, L. 441-1, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-5-1 [nouveau], L. 441-1-6, L. 441-2-3, L. 441-2-3-1 et L. 442-2-6 du code de la construction et de l'habitation, art. 14 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - **Politique d'attribution des logements sociaux**) (p. 14602, 14603). (p. 14620). (p. 14620). (p. 14620). (p. 14622). (p. 14623). (p. 14624). (p. 14625). (p. 14626). - **Article 21** (art. L. 313-26-2 et L. 313-35 du code de la construction et de l'habitation - **Contingent de logements d'Action logement**) (p. 14636). - **Article 22** (art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation - **Commission d'attribution de logements sociaux**) (p. 14638). (p. 14639). - **Article 25** (art. L. 411-10 et L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation - **Répertoire de logements locatifs sociaux (RPLS) - Traitement des données de l'enquête sur l'occupation du parc social**) (p. 14645). - **Articles additionnels après l'article 26 bis** (p. 14657). (p. 14658). -

Article 28 bis (art. L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation - Modalités de ventes de logements sociaux) (p. 14666). (p. 14667). - **Article additionnel après l'article 28 quinquies** (p. 14683). - **Articles additionnels après l'article 28 sexies** (p. 14684). (p. 14685). (p. 14685). - **Articles additionnels après l'article 32 bis A** (p. 14697). (p. 14698). (p. 14698, 14699). (p. 14699). (p. 14699). (p. 14699, 14700). (p. 14700). (p. 14700). (p. 14701).

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2016) - **Articles additionnels après l'article 33 septdécies** (p. 14888). - **Article 34 (supprimé)** (art. 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Interpellation du préfet par le conseil citoyen et inscription du sujet à l'ordre du jour des assemblées délibérantes) (p. 14899).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2016) - **Article 38 ter (supprimé)** (Négationnisme de l'ensemble des crimes contre l'humanité - Apologie de la réduction en esclavage) (p. 15085). - **Article 39 bis (supprimé)** (art. 225-1-2 [nouveau], 225-2 et 225-16-1 du code pénal - Répression de la discrimination dont sont victimes les personnes qui ont subi, refusé de subir un bizutage ou témoigné de ses faits) (p. 15093). - **Article 44 B** (art. 14 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Protection de l'image des femmes dans les messages publicitaires) (p. 15105). - **Article 47** (p. 15109). - **Article 57 bis (supprimé)** (art. 2-6 et 807 du code de procédure pénale - Insertion de la notion d'identité de genre dans le code de procédure pénale) (p. 15133). - **Article 58** (art. 2-24 [nouveau] du code de procédure pénale - Action civile des associations de défense des victimes du bizutage) (p. 15134, 15135). - **Article 59 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'utilisation systématique par les policiers et les gendarmes de caméras mobiles individuelles lors d'un contrôle d'identité) (p. 15143). - **Article additionnel après l'article 62** (p. 15153, 15154).

- **Proposition de loi visant à garantir la mixité sociale aux abords des gares du Grand Paris Express [n° 467 (2015-2016)]** - (27 octobre 2016) - **Discussion générale** (p. 16412, 16413).

- **Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle [n° 78 (2016-2017)]** - (7 novembre 2016) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle - Ratification de l'ordonnance du 18 février 2016) (p. 16946, 16947).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 83 (2016-2017)]** - (9 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 17094).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du parc de la Poudrerie** - (15 novembre 2016) (p. 17351). (p. 17352).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 [n° 106 (2016-2017)]**

Première partie :

- (15 novembre 2016) - **Article 2 et annexe A** (Approbation du rapport figurant en annexe A, tableau patrimonial) (p. 17397).

Troisième partie :

- (16 novembre 2016) - **Article 10** (art. L. 613-1 et art. L. 133-6-7-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Distinction entre revenus du patrimoine et revenus professionnels. Affiliation des personnes exerçant une activité via les plateformes collaboratives) (p. 17464).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 17543).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2016) - **Article 29** (Objectifs de dépenses de la branche famille) (p. 17588, 17589). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 17594). - **Article 35** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 17606). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 17632). (p. 17633). (p. 17634).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2016) - **Article 43 quater (nouveau)** (art. L. 2123-6 [nouveau] du code de la santé publique - Procédure arbitrale applicable en cas d'échec des négociations conventionnelles avec les dentistes) (p. 17671, 17672). - **Article 46** (art. L. 313-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 313-14-1, L. 313-14-2, L. 314-7, L. 314-9, L. 315-12 et L. 315-15 du code de l'action sociale et des familles, art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Précisions relatives à la généralisation des CPOM dans le secteur médico-social) (p. 17700). (p. 17700). (p. 17700, 17701). (p. 17702).

- **Nouvelle lecture [n° 154 (2016-2017)]** - (1er décembre 2016) - **Question préalable** (p. 18464, 18465).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18560).

- **Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne [n° 192 (2016-2017)]** - (14 décembre 2016) - **Article 19** (art. L. 104-1, L. 121-13, L. 122-15 à L. 122-27, L. 141-23, L. 143-20, L. 143-25, L. 143-26, L. 143-28, L. 151-4, L. 151-6, L. 151-7, L. 153-16, L. 153-25, L. 153-27, L. 472-2, L. 472-4 du code de l'urbanisme, art. L. 333-2, L. 341-16, L. 563-2 du code de l'environnement, art. L. 342-6 du code du tourisme, art. 74 bis [nouveau] de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Procédure de création des unités touristiques nouvelles) (p. 18869). (p. 18869).

- **Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté - Nouvelle lecture [n° 148 (2016-2017)]** - (19 décembre 2016) - **Question préalable** (p. 20794).

YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de
France - Série 2)
Socialiste et républicain

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel jusqu'au 13 avril 2016.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (12 mai 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (8 juillet 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (13 juillet 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2017 (29 novembre 2016).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (16 décembre 2016).

Membre suppléant du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre suppléant du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 13 juillet 2016.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)] (5 avril 2016) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Union bancaire : « un mariage de raison et après ? » [n° 747 (2015-2016)] (30 juin 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les « marchands de sommeil » et l'habitat indigne [n° 755 (2015-2016)] (4 juillet 2016) - **Famille.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 756 (2015-2016)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 [n° 759 tome 2 (2015-2016)] (6 juillet 2016) - **Budget.**

Proposition de loi organique visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection présidentielle, législative ou sénatoriale [n° 45 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection locale [n° 46 (2016-2017)] (18 octobre 2016) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)] - Action extérieure de l'État [n° 140 tome 3 annexe 1 (2016-2017)] (24 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des finances*) : Enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques - Communication.

Réunion du jeudi 14 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations de l'Union européenne avec la Mongolie : avis politique de M. Jean Bizet.

Politique de coopération - Rencontre avec la commission des affaires européennes du Bundesrat (17 et 18 décembre 2015) : rapport d'information de M. Jean Bizet, Mme Gisèle Jourda, MM. Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des finances*) : Développement des nouvelles technologies de la finance (« Fintech ») et leurs enjeux en termes économiques et de régulation - Audition de MM. Corso Bavagnoli, chef du service de financement de l'économie de la direction générale du Trésor, Frédéric Chaignon, directeur des ventes de Prêt d'union, Nicolas Debock, directeur d'investissement de Balderton Capital, Olivier Gavalda, directeur général adjoint du pôle développement, client et innovation du Crédit agricole et Olivier Goy, président du directoire de Lendix.

Réunion du jeudi 28 janvier 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Royaume-Uni et Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 3 février 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État et directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 10 février 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, conjointe avec la commission des lois, de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

(*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 16 mars 2016 (*commission des finances*) : Journée défense et citoyenneté (JDC) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des finances*) : Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de MM. Antoine Saintoyant, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Benoît de la Chapelle Bizot, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Ouest.

Union bancaire : renflouement interne des banques (« bail-in ») et garantie européenne des dépôts - Audition de Mme Elke König, présidente du conseil de résolution unique, et M. Olivier Jaudoin, directeur de la résolution, à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du jeudi 24 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Réforme de l'espace Schengen et crise des réfugiés - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mardi 29 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition commune avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale de M. Alain Le Roy, secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 31 mars 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Arrangement pour le Royaume-Uni : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 6 avril 2016 (*commission des finances*) : Rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) - Communication.

Réunion du mardi 26 avril 2016 (*commission des finances*) : Communication de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur général, sur le projet de programme de stabilité.

Réunion du mercredi 27 avril 2016 (*commission des finances*) : Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 4 mai 2016 (*commission des finances*) : Cadre juridique, moyens et résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de MM. Olivier Siviude, chef du service du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la direction de la législation fiscale.

Réformer le système de répression des abus de marché - Répression des infractions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mai 2016 (*commission des finances*) : Assurer la transparence financière et fiscale des entreprises à vocation internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationales - Audition de M. Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale.

Réunion du mardi 17 mai 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe

avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les parlementaires européens français.

Réunion du mercredi 18 mai 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mardi 24 mai 2016 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État - exercice 2015 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2015 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 9 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 15 juin 2016 (*commission des finances*) : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales - Audition de M. Daniel Lebègue, président de Transparency International France.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements complémentaires.

(*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 30 juin 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : rapport d'information et avis politique de M. Richard Yung.

Réunion du lundi 4 juillet 2016 (*commission des finances*) : Questions diverses - Débat d'orientation des finances publiques.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement pour 2015, débat d'orientation des finances publiques pour 2017 et hypothèses de croissance potentielle du prochain projet de loi de programmation des finances publiques - Examen des rapports et communication.

Traitements afférents à la Légion d'honneur et à la médaille militaire - Communication.

Réunion du jeudi 7 juillet 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 7 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 21 septembre 2016 (*commission des finances*) : Convention République française - république de Colombie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 septembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de représentants de l'Institut Montaigne, de la Fondation Robert Schuman et de l'Institut Bruegel.

Réunion du mercredi 28 septembre 2016 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 29 septembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen pour les affaires économiques et financières, fiscalité et douanes.

Réunion du mercredi 5 octobre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des finances*) : Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de Mme Bénédicte Caron, vice-présidente de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) chargée des affaires économiques, juridiques et fiscales, et MM. Alain Loehr, directeur associé au sein du cabinet d'avocats Fidal, Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), président de la commission en charge de la fiscalité, et Pierre-Emmanuel Thiard, ancien rapporteur général pour le Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du jeudi 6 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la stratégie numérique.

Recherche et propriété intellectuelle - Avis politique de M. Daniel Raoul sur la protection juridique des variétés végétales.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial (et communication sur son contrôle budgétaire relatif au rôle des banques spécialistes en valeurs du Trésor).

Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du jeudi 20 octobre 2016 (*commission des finances*) : Enseignement français à l'étranger et accès des Français de l'étranger à cet enseignement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 25 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 53 à 55) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'Institution nationale des Invalides (INI) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 octobre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial - Communication sur le contrôle budgétaire relatif à la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Projet d'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de M. Alexandre Derigny, secrétaire général adjoint de la CGT finances, Mme Hélène Fauvel, secrétaire générale de FO-DGFIP, M. François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires finances publiques, M. Gabriel Grèze, secrétaire général de la CFDT finances publiques.

Réunion du jeudi 27 octobre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes - Conclusions du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016.

Réunion du mercredi 2 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (et article 64), comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2017 - Mission « Économie » et compte de concours financier (CCF) « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Transparence, lutte contre la corruption et modernisation de la vie économique - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 3 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot sur la directive « Services de médias audiovisuels ».

Politique commerciale - Rapport de Mme Gisèle Jourda sur la proposition de résolution européenne sur l'inadaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

Réunion du mardi 8 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2017 - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 9 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2017 - Tome I du rapport général - Communication sur l'évolution des prélèvements obligatoires.

Réunion du jeudi 10 novembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie sur le premier bilan et les perspectives du plan d'investissement pour l'Europe.

Réunion du mardi 15 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2017 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 17 novembre 2016 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2017 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 22 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 59 à 62 quater) - Suite de l'examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2017 - Mission « Travail et emploi » - Programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » - Compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 23 novembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de Paris Europlace.

Audition de M. Philippe Léglise-Costa, secrétaire général aux affaires européennes.

Réunion du jeudi 24 novembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 1er décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition de M. Cyrille Dero, directeur fiscal du groupe Danone, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS bureau Francis Lefebvre, Mme Catherine Henton, directrice fiscale du groupe Sanofi-Aventis, Mme Laurence Jaton, directeur fiscal groupe adjoint d'Engie, M. Bruno Mauchauffée, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la direction de la législation fiscale, M. Valère Moutarlier, directeur « Fiscalité directe, coordination fiscale, analyse économique et évaluation » de la Commission européenne, et de M. François Soulmagnon, directeur général de l'Association française des entreprises privées (AFEP), sur les propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

Audition de Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence.

Réunion du mardi 6 décembre 2016 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition conjointe de M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, et de M. Michael Roth, ministre adjoint chargé des affaires européennes (république fédérale d'Allemagne).

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réunion du mardi 13 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 décembre 2016 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Piris, ancien juriconsulte du Conseil européen.

(*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur l'approfondissement de la phase I de la réforme de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du jeudi 15 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2016 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 19 décembre 2016 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2017 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 décembre 2016 (*commission des finances*) : Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances rectificative pour 2016 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Proposition de résolution européenne sur les propositions de directive du Conseil de l'Union européenne COM (2016) 683 concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et COM (2016) 685 concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [n° 608 (2014-2015)]** - (20 janvier 2016) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 342). (p. 344, 345). (p. 349).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 333 (2015-2016)]** - (4 février 2016) - **Annexe** (p. 2388). - **Article 33** (*art. L. 621-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-4, L. 621-5-1, L. 621-5-2 et L. 621-19 du code monétaire et financier - Coordinations relatives à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 2405). (p. 2406).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 février 2016** - (17 février 2016) (p. 3009).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 386 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3054, 3055).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 388 (2015-2016)]** - (18 février 2016) - **Discussion générale** (p. 3062).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Article 1er** (art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence) (p. 4212).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 2** (art. 34 de la Constitution - Déchéance de nationalité et des droits qui y sont attachés) (p. 4274).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (31 mars 2016) - **Articles additionnels après l'article 16 septies** (p. 5018). (p. 5019). (p. 5020). (p. 5020).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (5 avril 2016) (p. 5122).

- **Débat sur le projet de programme de stabilité** - (27 avril 2016) (p. 5877, 5878).

- **Projet de loi pour une République numérique [n° 535 (2015-2016)]** - (28 avril 2016) - **Article 23** (art. L. 111-5-2 et L. 115-5-2-1 [nouveaux] du code de la consommation et art. L. 111-7-1 [nouveaux] du même code dans sa rédaction au 1er juillet 2016 - Obligations pesant sur les opérateurs de plateforme en ligne) (p. 6064).

- **Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - Deuxième lecture [n° 578 (2015-2016)]** - (11 mai 2016) - **Article 4 bis** (art. L. 611-19 du code de la propriété intellectuelle - Non brevetabilité des produits obtenus par procédés essentiellement biologiques) (p. 7356). - **Article 4 ter** (art. L. 613-2-2 et L. 613-2-3 du code de la propriété intellectuelle - Limitation de la protection conférée par un brevet relatif à une matière biologique) (p. 7358).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle [n° 523 (2015-2016)]** - (18 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8076).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Article 37 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 50-0, 64 bis, 102 ter, 103, 151-0 et 293 B du code général des impôts - Réforme du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 12364).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du Brexit** - (7 juillet 2016) (p. 12447, 12448).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique [n° 713 (2015-2016)] (suite)** - (7 juillet 2016) - **Article 45 bis (priorité)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 12512). - **Article 47 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1, L. 611-2, L. 612-1 et L. 612-15 du code de la propriété intellectuelle - Extension des missions de l'Institut national de la propriété industrielle à l'accompagnement des entreprises et amélioration de la protection accordée dans le cadre du certificat d'utilité et dès le dépôt d'une demande de brevet) (p. 12536). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-59 du code monétaire et financier - Réduction d'un an à six mois de la durée de validité des chèques) (p. 12549). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 12553). (p. 12554). - **Article 29** (art. L. 221-3, L. 221-5 et L. 221-27 du code monétaire et financier - Faculté pour les détenteurs de livret A et de livret de développement durable d'affecter une partie des intérêts sous forme de don à une entreprise solidaire) (p. 12561).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2016) - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de créer une nouvelle catégorie d'organismes exerçant une activité de

retraite professionnelle supplémentaire et de réformer les régimes de retraite supplémentaire) (p. 12578). (p. 12578). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12580). (p. 12580). - **Article 33 bis** (art. L. 132-23 et L. 144-2 du code des assurances - Modalités de rachat d'un plan d'épargne retraite populaire) (p. 12581). (p. 12582). (p. 12582). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 12586). - **Article 52** (art. L. 131-85, L. 711-2, L. 711-4, L. 711-5, L. 711-6, L. 711-6-1, L. 711-7, L. 711-8, L. 711-8-1, L. 711-9, L. 711-10, L. 711-11 et L. 711-12 du code monétaire et financier - Transformation de l'établissement public national Institut d'émission des départements d'outre-mer en société par actions simplifiée détenue par la Banque de France) (p. 12593). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 12596). - **Article additionnel après l'article 54 bis** (p. 12605). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12614).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 837 (2015-2016)]** - (29 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 14327, 14328).

- **Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Nouvelle lecture [n° 80 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 81 (2016-2017)** (p. 16625, 16626). - **Article 6 C** (Procédure de signalement d'une alerte) (p. 16661). - **Article 21 bis** (art. L. 612-33, L. 631-2-1 et L. 631-2-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences du Haut conseil de stabilité financière en matière de régulation des activités de crédit et d'assurance et renforcement de ses prérogatives) (p. 16703). - **Article 25 (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la monnaie fiduciaire et la dématérialisation des moyens de paiement) (p. 16705, 16706). (p. 16707). - **Article 45 bis** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 223-26-1 du code de commerce et art. 7 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires - Obligation pour les grandes sociétés de publier un rapport sur l'impôt sur les bénéfices auquel elles sont soumises pays par pays) (p. 16728). - **Article 54 bis B** (art. 34 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire - Élection de représentants du personnel à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et organisation du dialogue social au sein de la Caisse) (p. 16739). - **Article 54 bis** (art. L. 225-37, L. 225-47, L. 225-53, L. 225-63, L. 225-68, L. 225-81 et L. 225-102-1-1 [nouveau] du code de commerce - Modalités d'approbation, par les actionnaires, des rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux des sociétés anonymes cotées) (p. 16742). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16749).

- **Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte - Nouvelle lecture [n° 81 (2016-2017)]** - (3 novembre 2016) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 80 (2016-2017)**.

- **Projet de loi de finances pour 2017 [n° 139 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2016) (p. 18354, 18356).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2016 [n° 208 (2016-2017)]** - (15 décembre 2016) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 19483). (p. 19483, 19484).

Seconde partie :

- (15 décembre 2016) - **Article 19 ter (nouveau)** (art. 1649 quater AA [nouveau] du code général des impôts - Déclaration automatique sécurisée par les plateformes en ligne des revenus de leurs utilisateurs) (p. 19521). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 19539). (p. 19540). (p. 19541).

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 19573). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 19583). - **Article additionnel après l'article 23 quinquies** (p. 19608). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 19639). (p. 19651). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies (suite)** (p. 19686). - **Article additionnel après l'article 24 sexdecies** (p. 19706). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 19713, 19714).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2016) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 19760). (p. 19760). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 19765). (p. 19766). (p. 19772). (p. 19773). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 19778). - **Article 34** (art. L. 241-3, L. 245-13-1 nouveau, L. 651-3, L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale et art. 39 du code général des impôts - Réforme des modalités de recouvrement de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 19799). - **Articles additionnels après l'article 35 ter** (p. 19803). - **Articles additionnels après**

l'article 39 (p. 19820). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 19824).

- **Projet de loi de finances pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 239 (2016-2017)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2016) (p. 20799, 20800). - **Question préalable** (p. 20804).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'allongement de la durée de validité des cartes nationales d'identité** - (20 décembre 2016) - en remplacement de M. Jean-Yves Leconte (p. 20839). (p. 20840).

- **Question orale sans débat sur la rémunération de l'innovation** - (20 décembre 2016) (p. 20841, 20842). (p. 20842).

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UDI-UC

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 242 (2015-2016)] relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 293 (2015-2016)] (13 janvier 2016) - **Famille**.

Proposition de loi visant à assurer aux maires délégués des communes nouvelles le statut de grand électeur aux élections sénatoriales [n° 320 (2015-2016)] (20 janvier 2016) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 487 (2015-2016)] (22 mars 2016) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la recomposition de la carte intercommunale [n° 632 (2015-2016)] (25 mai 2016) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la création d'emplois d'appoint jeune [n° 724 (2015-2016)] (27 juin 2016) - **Entreprises**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire pour reconnaître les droits de l'enfant en prison [n° 732 (2015-2016)] (29 juin 2016) - **Famille**.

Proposition de loi portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat [n° 825 (2015-2016)] (9 septembre 2016) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] (28 octobre 2016) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à utiliser toutes les voies de droit pour reconnaître les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques et religieuses et les populations civiles en Syrie et en Irak [n° 125 (2016-2017)] (14 novembre 2016) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)] (22 novembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la vitalité de la démocratie locale et à l'équilibre des territoires [n° 270 (2016-2017)] (22 décembre 2016) - **Collectivités territoriales**.

Président du groupe Union des démocrates et indépendants – Union centriste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (10 février 2016).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs (2 mars 2016) ; nouvelle nomination (2 mars 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (27 avril 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (15 juin 2016).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (30 juin 2016).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2016 (*commission des lois*) : Information de l'administration par l'institution judiciaire et protection des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, et M. Christian Vigouroux, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 2 mars 2016 (*commission des lois*) : Droit des obligations - Projet d'ordonnance.

Réunion du mercredi 9 mars 2016 (*commission des lois*) : Protection de la Nation - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 mars 2016 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs.

Réunion du mercredi 23 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mars 2016 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorer l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 mai 2016 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réforme de la prescription en matière pénale - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 juin 2016 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Communication.

Réunion du mercredi 6 juillet 2016 (*commission des lois*) : Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse à l'heure d'internet - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 octobre 2016 (*commission des lois*) : Permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 octobre 2016 (*commission des lois*) : Faciliter la recomposition de la carte intercommunale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 décembre 2016 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs [n° 294 (2015-2016)]** - (26 janvier 2016) - **Discussion générale** (p. 724, 726).

- Rapporteur - **Article 1er A (nouveau)** (*art. 222-48-3 et 227-31-1 [nouveaux] du code pénal - Automaticité de la peine complémentaire d'interdiction d'exercice d'une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs*) (p. 733). - **Article 1er** (*art. 11-2 [nouveau], 138, 230-19, 706-47 et art. 706-47-4 et 706-47-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Information par le ministère public de l'administration en cas de condamnation ou de procédure en cours et définition d'un régime d'information renforcé pour certaines infractions*) (p. 740, 741). - **Article 3** (*art. L. 133-6 et L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles - Régime d'incapacité pour diriger ou exercer au sein des établissements, services ou lieux de vie et d'accueil régis par le code de l'action sociale et des familles et modalités de renouvellement de l'agrément des assistants familiaux*) (p. 744). - **Intitulé du projet de loi** (p. 745).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 369 (2015-2016)]** - (9 février 2016) - **Discussion générale** (p. 2516, 2517).

- **Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation [n° 395 (2015-2016)]** - (16 mars 2016) - **Question préalable** (p. 4188).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2016) - **Article 1er** (*art. 36-1 [nouveau] de la Constitution - Régime juridique de l'état d'urgence*) (p. 4252). - **Rappel au règlement** (p. 4285, 4286).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4311, 4312).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale [n° 492 (2015-2016)]** - (29 mars 2016) - **Discussion générale** (p. 4837, 4838).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2016) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5110, 5111).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 582 (2015-2016)]** - (10 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 7240, 7241).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 606 (2015-2016)]** - (25 mai 2016) - **Discussion générale** (p. 8271, 8272).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actes terroristes** - (14 juin 2016) (p. 9465).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen** - (28 juin 2016) (p. 10626, 10627).

- **Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature - Commission mixte paritaire [n° 716 (2015-2016)]** - (6 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 12303, 12304).

- **Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Nouvelle lecture [n° 771 (2015-2016)]** - (19 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13749, 13750).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Commission mixte**

paritaire [n° 809 (2015-2016)] - (21 juillet 2016) - **Discussion générale** (p. 13893, 13894).

- **Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Nouvelle lecture** [n° 840 (2015-2016)] - (27 septembre 2016) - **Discussion générale** (p. 13924, 13925).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (13 octobre 2016) (p. 14982).

- **Débat sur l'organisation, la place et le financement de l'islam en France** - (19 octobre 2016) (p. 16094).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 184 (2016-2017)]** - (7 décembre 2016) - **Article unique** (p. 18557, 18558).

- **Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, suivie d'un débat** - (14 décembre 2016) (p. 18882, 18883).

INDEX

- ABATE (Patrick), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 4
 AÍCHI (Leila), p. 5
 ALLIZARD (Pascal), p. 7
 AMIEL (Michel), p. 9
 ANDRÉ (Michèle), p. 11
 ANTISTE (Maurice), p. 16
 ANZIANI (Alain), p. 17
 ARCHIMBAUD (Aline), p. 19
 ARNELL (Guillaume), p. 22
 ASSASSI (Éliane), p. 24
 ASSOULINE (David), p. 29
 AZOULAY (Audrey), p. 34
 AYRAULT (Jean-Marc), p. 37
 BAILLY (Dominique), p. 38
 BAILLY (Gérard), p. 39
 BARBIER (Gilbert), p. 43
 BAREIGTS (Éricka), p. 46
 BAROIN (François), p. 47
 BAS (Philippe), p. 47
 BATAILLE (Delphine), p. 56
 BAYLET (Jean-Michel), p. 58
 BEAUFILS (Marie-France), p. 62
 BÉCHU (Christophe), p. 65
 BENBASSA (Esther), p. 66
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 70
 BERSON (Michel), p. 72
 BERTRAND (Alain), p. 73
 BIGNON (Jérôme), p. 74
 BIGOT (Jacques), p. 82
 BILLON (Annick), p. 86
 BILLOUT (Michel), p. 89
 BIZET (Jean), p. 92
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 98
 BLONDIN (Maryvonne), p. 103
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 105
 BOCQUET (Éric), p. 108
 BOISTARD (Pascale), p. 113
 BONHOMME (François), p. 114
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 116
 BONNEFOY (Nicole), p. 120
 BOSINO (Jean-Pierre), p. 122
 BOTREL (Yannick), p. 125
 BOUCHART (Natacha), p. 127
 BOUCHET (Gilbert), p. 127
 BOUCHOUX (Corinne), p. 128
 BOULARD (Jean-Claude), p. 133
 BOURQUIN (Martial), p. 134
 BOUTANT (Michel), p. 137
 BOUVARD (Michel), p. 138
 BRAILLARD (Thierry), p. 143
 BRICQ (Nicole), p. 144
 BUFFET (François-Noël), p. 147
 CABANEL (Henri), p. 149
 CADIC (Olivier), p. 152
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 155
 CALVET (François), p. 155
 CAMANI (Pierre), p. 156
 CAMBON (Christian), p. 157
 CAMPION (Claire-Lise), p. 160
 CANAYER (Agnès), p. 161
 CANEVET (Michel), p. 163
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 166
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 167
 CARCENAC (Thierry), p. 171
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 172
 CARLE (Jean-Claude), p. 174
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 176
 CARTRON (Françoise), p. 178
 CARVOUNAS (Luc), p. 179
 CASTELLI (Joseph), p. 180
 CAYEUX (Caroline), p. 180
 CAZEAU (Bernard), p. 182
 CAZENEUVE (Bernard), p. 183
 CÉSAR (Gérard), p. 185
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 187
 CHAIZE (Patrick), p. 188
 CHARON (Pierre), p. 191
 CHASSEING (Daniel), p. 192
 CHATILLON (Alain), p. 195
 CHIRON (Jacques), p. 196
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 197
 CLAIREAUX (Karine), p. 199
 COHEN (Laurence), p. 200
 COLLIN (Yvon), p. 206
 COLLOMB (Gérard), p. 208
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 208
 COMMEINHES (François), p. 216
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 217
 CORNANO (Jacques), p. 219
 CORNU (Gérard), p. 221
 COSSE (Emmanuelle), p. 222
 COURTEAU (Roland), p. 225
 CUKIERMAN (Cécile), p. 230
 CUYPERS (Pierre), p. 234
 DALLIER (Philippe), p. 234
 DANESI (René), p. 240
 DANTEC (Ronan), p. 242
 DARNAUD (Mathieu), p. 247
 DASSAULT (Serge), p. 250
 DAUDIGNY (Yves), p. 251
 DAUNIS (Marc), p. 255
 DAVID (Annie), p. 256
 DEBRÉ (Isabelle), p. 261
 del PICCHIA (Robert), p. 262
 DELAHAYE (Vincent), p. 264
 DELATTRE (Francis), p. 266
 DELCROS (Bernard), p. 269
 DELEBARRE (Michel), p. 271
 DELGA (Carole), p. 272
 DEMESSINE (Michelle), p. 272
 DÉRIOT (Gérard), p. 274
 DEROCHE (Catherine), p. 275
 DEROMEDI (Jacky), p. 278
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 281
 DESESSARD (Jean), p. 283
 DESEYNE (Chantal), p. 287
 DÉSIR (Harlem), p. 289
 DESPLAN (Félix), p. 290
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 292
 DIDIER (Évelyne), p. 296
 DI FOLCO (Catherine), p. 301
 DOINEAU (Élisabeth), p. 303
 DOLIGÉ (Éric), p. 305
 DOMINATI (Philippe), p. 310
 DUBOIS (Daniel), p. 313
 DUCHÊNE (Marie-Annick), p. 315
 DUFAUT (Alain), p. 316
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 317
 DURAIN (Jérôme), p. 318
 DURAN (Alain), p. 319
 DURANTON (Nicole), p. 321
 DURRIEU (Josette), p. 322
 DUVERNOIS (Louis), p. 324
 ÉBLÉ (Vincent), p. 325
 ECKERT (Christian), p. 326

INDEX

- EL KHOMRI (Myriam), p. 329
 ÉMERY-DUMAS (Anne), p. 333
 ÉMORINE (Jean-Paul), p. 335
 ESNOL (Philippe), p. 337
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 338
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 339
 FABIUS (Laurent), p. 343
 FALCO (Hubert), p. 343
 FAVIER (Christian), p. 344
 FEKL (Matthias), p. 348
 FÉRAT (Françoise), p. 348
 FÉRET (Corinne), p. 351
 FILLEUL (Jean-Jacques), p. 353
 FIORASO (Geneviève), p. 356
 FONTAINE (Michel), p. 356
 FORISSIER (Michel), p. 356
 FORTASSIN (François), p. 359
 FOUCAUD (Thierry), p. 360
 FOUCHÉ (Alain), p. 362
 FOURNIER (Bernard), p. 364
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 365
 FRASSA (Christophe-André), p. 366
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 369
 FROGIER (Pierre), p. 370
 GABOUTY (Jean-Marc), p. 370
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 374
 GATEL (Françoise), p. 377
 GATTOLIN (André), p. 383
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 389
 GAUTIER (Jacques), p. 390
 GENEST (Jacques), p. 392
 GÉNISSON (Catherine), p. 394
 GEOFFROY (Hélène), p. 397
 GERBAUD (Frédérique), p. 398
 GHALI (Samia), p. 398
 GILLES (Bruno), p. 398
 GILLOT (Dominique), p. 399
 GILLOT (Jacques), p. 402
 GIRARDIN (Annick), p. 403
 GIRAUD (Éliane), p. 403
 GIUDICELLI (Colette), p. 405
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 406
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 408
 GORCE (Gaëtan), p. 413
 GOULET (Nathalie), p. 415
 GOURAULT (Jacqueline), p. 419
 GOURNAC (Alain), p. 421
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 423
 GRAND (Jean-Pierre), p. 424
 GRELLIER (Estelle), p. 425
 GREMILLET (Daniel), p. 426
 GROSDIDIER (François), p. 431
 GROSPERRIN (Jacques), p. 434
 GRUNY (Pascale), p. 436
 GUENÉ (Charles), p. 438
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 440
 GUERRIAU (Joël), p. 441
 GUILLAUME (Didier), p. 444
 GUILLEMOT (Annie), p. 446
 HAUT (Claude), p. 447
 HERVÉ (Loïc), p. 448
 HERVIAUX (Odette), p. 450
 HOARAU (Gélita), p. 452
 HOUEL (Michel), p. 452
 HOUPERT (Alain), p. 454
 HUE (Robert), p. 456
 HUMMEL (Christiane), p. 456
 HURÉ (Benoît), p. 457
 HUSSON (Jean-François), p. 458
 IMBERT (Corinne), p. 461
 JEANSANNETAS (Éric), p. 463
 JOISSAINS (Sophie), p. 464
 JOUANNO (Chantal), p. 465
 JOURDA (Gisèle), p. 469
 JOUVE (Mireille), p. 472
 JOYANDET (Alain), p. 474
 KALTENBACH (Philippe), p. 475
 KAMMERMANN (Christiane), p. 477
 KANNER (Patrick), p. 478
 KARAM (Antoine), p. 480
 KAROUTCHI (Roger), p. 482
 KELLER (Fabienne), p. 486
 KENNEL (Guy-Dominique), p. 489
 KERN (Claude), p. 490
 KHIARI (Bariza), p. 494
 LABAZÉE (Georges), p. 495
 LABBÉ (Joël), p. 498
 LABORDE (Françoise), p. 502
 LALANDE (Bernard), p. 506
 LAMÉNIÉ (Marc), p. 508
 LAMURE (Élisabeth), p. 514
 LARCHER (Gérard), p. 517
 LARCHER (Serge), p. 518
 LASSERRE (Jean-Jacques), p. 519
 LAUFOAULU (Robert), p. 521
 LAURENT (Daniel), p. 522
 LAURENT (Pierre), p. 524
 LAUREY (Nuihau), p. 526
 LE DRIAN (Jean-Yves), p. 527
 LE FOLL (Stéphane), p. 527
 LE GUEN (Jean-Marie), p. 529
 LEBRANCHU (Marylise), p. 531
 LECONTE (Jean-Yves), p. 533
 LEFÈVRE (Antoine), p. 538
 LEGENDRE (Jacques), p. 541
 de LEGGE (Dominique), p. 544
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 546
 LEMAIRE (Axelle), p. 550
 LEMOYNE (Jean-Baptiste), p. 553
 LENOIR (Jean-Claude), p. 557
 LEPAGE (Claudine), p. 562
 LE ROUX (Bruno), p. 563
 LEROY (Jean-Claude), p. 563
 LEROY (Philippe), p. 564
 LE SCOUARNEC (Michel), p. 566
 LÉTARD (Valérie), p. 569
 LIENEMANN (Marie-Noëlle), p. 571
 LOISIER (Anne-Catherine), p. 574
 LONGEOT (Jean-François), p. 576
 LONGUET (Gérard), p. 580
 LOPEZ (Vivette), p. 582
 LORGEUX (Jeanny), p. 584
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 586
 LUCHE (Jean-Claude), p. 587
 MACRON (Emmanuel), p. 588
 MADEC (Roger), p. 589
 MADRELLE (Philippe), p. 590
 MAGNER (Jacques-Bernard), p. 590
 MAGRAS (Michel), p. 592
 MALHERBE (Hermeline), p. 594
 MALHURET (Claude), p. 596
 MANABLE (Christian), p. 597
 MANDELLI (Didier), p. 599
 MANDON (Thierry), p. 602
 MARC (Alain), p. 602
 MARC (François), p. 605

INDEX

- MARIE (Didier), p. 609
 MARSEILLE (Hervé), p. 612
 MASCLET (Patrick), p. 613
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 614
 MASSON (Jean-Louis), p. 615
 MAUREY (Hervé), p. 618
 MAYET (Jean-François), p. 623
 MAZUIR (Rachel), p. 624
 MÉADEL (Juliette), p. 625
 MÉDEVIELLE (Pierre), p. 625
 MÉLOT (Colette), p. 627
 MERCIER (Marie), p. 630
 MERCIER (Michel), p. 631
 MEUNIER (Michelle), p. 636
 MÉZARD (Jacques), p. 638
 MICHEL (Danielle), p. 645
 MICOULEAU (Brigitte), p. 646
 MIGAUD (Didier), p. 647
 MILON (Alain), p. 647
 MIQUEL (Gérard), p. 652
 MOHAMED SOILHI (Thani), p. 653
 MONIER (Marie-Pierre), p. 655
 MONTAUGÉ (Franck), p. 656
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 659
 MORHET-RICHAUD (Patricia), p. 668
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 671
 MORISSET (Jean-Marie), p. 676
 MOULLER (Philippe), p. 678
 NACHBAR (Philippe), p. 681
 NAMY (Christian), p. 682
 NAVARRO (Robert), p. 683
 NÈGRE (Louis), p. 683
 NÉRI (Alain), p. 686
 NEUVILLE (Ségolène), p. 688
 de NICOLAY (Louis-Jean), p. 689
 NOUGEIN (Claude), p. 690
 PANUNZI (Jean-Jacques), p. 691
 PATIENT (Georges), p. 692
 PATRIAT (François), p. 693
 PAUL (Philippe), p. 694
 PAU-LANGEVIN (George), p. 695
 PELLERIN (Fleur), p. 695
 PELLEVAT (Cyril), p. 696
 PERCHERON (Daniel), p. 699
 PEROL-DUMONT (Marie-Françoise), p. 700
 PERRIN (Cédric), p. 702
 PIERRE (Jackie), p. 704
 PILLET (François), p. 705
 PINEL (Sylvia), p. 712
 PINTAT (Xavier), p. 712
 PINTON (Louis), p. 713
 PINVILLE (Martine), p. 714
 PLACÉ (Jean-Vincent), p. 716
 POHER (Hervé), p. 717
 POINTEREAU (Rémy), p. 719
 POMPILI (Barbara), p. 722
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 725
 PORTELLI (Hugues), p. 727
 POZZO di BORGIO (Yves), p. 729
 PRIMAS (Sophie), p. 732
 PROCACCIA (Catherine), p. 737
 PRUNAUD (Christine), p. 740
 RACHLINE (David), p. 743
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 744
 de RAINCOURT (Henri), p. 748
 RAISON (Michel), p. 749
 RAOUL (Daniel), p. 753
 RAPIN (Jean-François), p. 757
 RAVIER (Stéphane), p. 759
 RAYNAL (Claude), p. 760
 REICHARDT (André), p. 762
 REINER (Daniel), p. 766
 REQUIER (Jean-Claude), p. 768
 RETAILLEAU (Bruno), p. 774
 REVET (Charles), p. 776
 RICHARD (Alain), p. 779
 RIOCREUX (Stéphanie), p. 784
 RIVOLLIER (Évelyne), p. 785
 ROBERT (Didier), p. 785
 ROBERT (Sylvie), p. 786
 ROCHE (Gérard), p. 788
 ROGER (Gilbert), p. 791
 ROME (Yves), p. 793
 ROSSIGNOL (Laurence), p. 795
 ROUX (Jean-Yves), p. 796
 ROYAL (Ségolène), p. 798
 SAPIN (Michel), p. 802
 SAUGEY (Bernard), p. 806
 SAVARY (René-Paul), p. 806
 SAVIN (Michel), p. 810
 SCHILLINGER (Patricia), p. 812
 SIDO (Bruno), p. 814
 SIRUGUE (Christophe), p. 818
 SOILHI (Abdourahamane), p. 818
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 819
 SUTOUR (Simon), p. 826
 TANDONNET (Henri), p. 829
 TASCA (Catherine), p. 830
 TAUBIRA (Christiane), p. 832
 TETUANUI (Lana), p. 832
 TOCQUEVILLE (Nelly), p. 833
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 835
 TOURAINE (Marisol), p. 835
 TOURENNE (Jean-Louis), p. 838
 TRILLARD (André), p. 840
 TROENDLÉ (Catherine), p. 842
 TÜRK (Alex), p. 846
 URVOAS (Jean-Jacques), p. 846
 VALL (Raymond), p. 850
 VALLAUD-BELKACEM (Najat), p. 851
 VALLINI (André), p. 852
 VALLS (Manuel), p. 853
 VALTER (Clotilde), p. 854
 VANDIERENDONCK (René), p. 857
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 861
 VASPART (Michel), p. 866
 VASSELLE (Alain), p. 868
 VAUGRENARD (Yannick), p. 877
 VENDEGOU (Hilarion), p. 880
 VERA (Bernard), p. 881
 VERGÈS (Paul), p. 883
 VERGOZ (Michel), p. 883
 VIAL (Jean-Pierre), p. 884
 VIDALIES (Alain), p. 886
 VINCENT (Maurice), p. 889
 VOGEL (Jean Pierre), p. 891
 WATRIN (Dominique), p. 892
 YONNET (Évelyne), p. 896
 YUNG (Richard), p. 900
 ZOCCHETTO (François), p. 905